Annuaire statistique de la France (1953)

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Institut national de la statistique et des études économiques (France). Annuaire statistique de la France (1953). 1994.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

60000888004
Annuaire statistique de la France
1994 (Ed.96)
INSEE-BIBC S FRA 0001 3o

ASF

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 1996

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

I.N.S.E.E.
DOCUMENTATION
14. MAR. 1996
BIBLIOTHÈQUE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 1996

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CD ROM *(cf. page V)*

99e VOLUME
Nouvelle série n° 41

RÉSULTATS
DE 1994

Remerciements

*L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Directeur de la publication : Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef : Catherine CLUZEAU

Rédaction : Dominique BOUILLY, Colette KERGUÉLEN, Christiane PAPE, Maryse REGNART

Couverture, Conception-Réalisation : Jacqueline LOUIS-MARIE-ABSALON (INSEE)
CRÉATONE (PARIS)

© INSEE 1996

À nos lecteurs

*L'*Annuaire statistique de la France *est un ouvrage général de repérage dans l'immense réservoir d'informations du système statistique français. Pour chaque sujet vous trouverez les données essentielles; vous pourrez positionner la France dans l'Union européenne et dans le monde à l'aide de comparaisons internationales. Chaque chapitre est divisé en deux parties. La première comprend les textes (présentation, méthodologie, définitions et sources de documentation); la seconde contient les graphiques et les tableaux statistiques.*

Au début de l'ouvrage, un cahier de cartes et graphiques permet de visualiser les grands traits de la France économique et sociale d'aujourd'hui et les indicateurs de quelques pays de l'Union européenne et de l'OCDE.

À la fin de l'ouvrage, un index alphabétique permet au lecteur d'accéder plus facilement à l'information recherchée.

À l'occasion de cette 99e édition, la rédaction a le plaisir de vous annoncer la réalisation de l'Annuaire statistique de la France sur CD ROM.

Si vous vous intéressez plutôt aux résultats régionaux et départementaux, vous pouvez vous adresser aux directions régionales de l'INSEE où les publications régionales sont disponibles ainsi qu'à INSEE Info-Service.

Vos observations et suggestions pourront être transmises à :

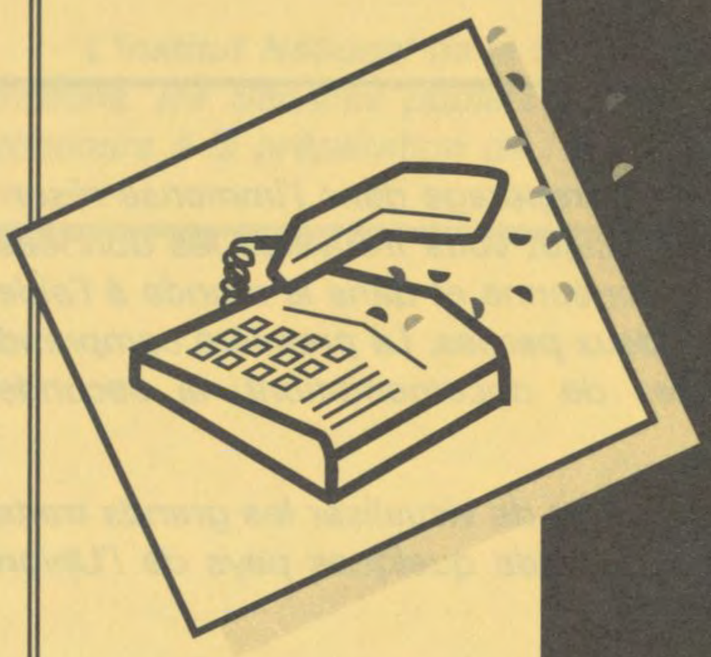
INSEE, division Chiffres Clés
Timbre H 220
18, boulevard Adolphe Pinard
75675 Paris Cedex 14

LES SERVICES DE L'INSEE

L'INSEE 24 H SUR 24

Par téléphone

36.68.07.60*



Ce serveur vocal fournit pour l'année en cours et les deux années précédentes :

- *les indices courants : indice de prix à la consommation, indice du coût de la construction, indice du coût de la main d'œuvre, d'autres indices...*
- *le SMIC*
- *pour chaque département, les coordonnées de la Direction Régionale (adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopie).*

** 2,23 FF la minute, accessible France entière, hors DOM-TOM.*

Sur Minitel

36.15 ou 36.16 INSEE*



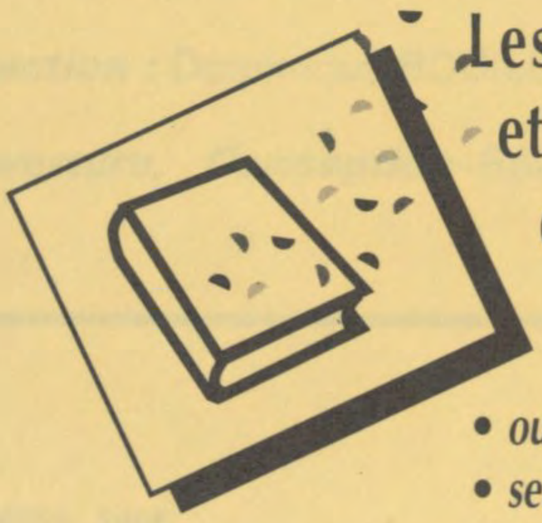
Pour suivre l'actualité de l'INSEE :

- *l'économie française en chiffres*
- *les indices*
- *les publications et les disquettes disponibles*
- *les services offerts par les Directions Régionales*
- *des informations sur des banques de données INSEE.*

** 1,01 FF la minute.*

CREATONE

L'INSEE, à Paris et en régions



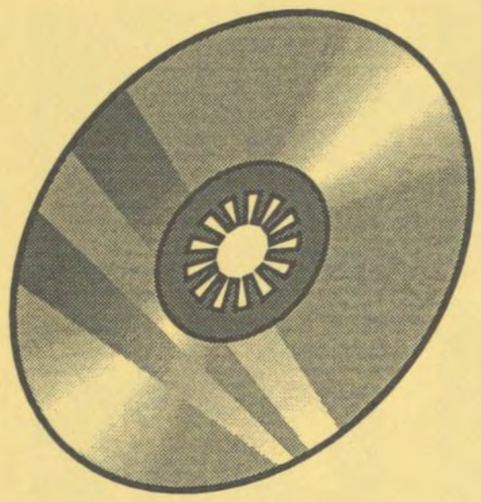
Les Directions Régionales de l'INSEE et à Paris, INSEE Info Service diffusent et commercialisent l'information économique et sociale :

- *ouvrages, périodiques, disquettes standard...*
- *services : extraction des bases de données, travaux spécifiques...*

INSEE

OFFRE PRÉFÉRENTIELLE
À NOS LECTEURS

"Pour la première fois sur CD ROM, la plus importante synthèse des résultats de l'activité économique et sociale de la France"



Vous **venez d'acheter** la 99e édition de l'*Annuaire Statistique de la France*, vous pouvez donc bénéficier d'une **offre préférentielle** :

L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE SUR CD ROM
au prix de 250 FF au lieu de 650 FF

Si vous désirez le recevoir, merci de retourner le bon de commande ci-après :

BON DE COMMANDE

A retourner à : INSEE Info Service - Tour Gamma A
195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12

*J'ai acheté l'Annuaire Statistique de la France édition 1996, "version papier" et je souhaite recevoir la "version CD ROM" au prix préférentiel de 250 FF**

**** Frais de mise à disposition : France et DOM + 10 FF ; TOM et Étranger + 20 FF***

Nom, prénom .....

Société.....Tél.....

Activité.....

Adresse.....

.....

Code postal.....Ville.....

Ci-joint un chèque de.....FF (à l'ordre de l'INSEE)

Date..... Signature

LES LIVRES RÉFÉRENCES DE L'INSEE



Les Familles Monoparentales

Radioscopie des ménages et des familles. Un regard sur un fait de société.

Edition 1994
150 pages - 78 FF



Les Etrangers en France

L'ouvrage qui met en lumière la place des étrangers dans la société française.

Edition 1994
160 pages - 78 FF



Les Femmes

Pour mieux connaître et comprendre la vie des femmes dans la société française. Livre-document incontournable.

Edition 1995
225 pages - 80 FF



L'Economie Française

La situation économique de la France : bilan, analyses et tendances.

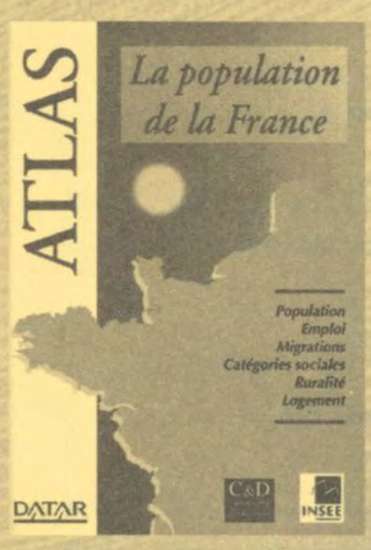
Edition 1995
Hachette "références"
280 pages - 40 FF



ETC

Pour enseigner la comptabilité nationale et s'exercer à la macroéconomie

Edition 1995
180 pages - 91 FF



ATLAS La population de la France

Pour tous ceux qui s'intéressent à l'aménagement du territoire.

Edition 1995
40 pages - 90 FF



Tableaux de l'Economie Française

Une synthèse des multiples facettes de l'économie française.

Edition 1995 -1996
200 pages - 79 FF

CRÉATIONE

Disponibles en librairie et dans les directions régionales de l'INSEE

Diffuseur et distributeur : Saint-Germain Services.

A Paris, accueil, librairie, consultation : INSEE Info Service : TOUR Gamma A, 195 rue de Bercy - 75582 PARIS Cedex 12 - Tél. : (1) 41 17 66 11

L'INSEE vous informe 24 h sur 24 : pour toute la France, le 36 68 07 60*, indices, informations, adresses utiles. * 2,23 F la minute

sommaire

Chapitre — Page

A. **POPULATION ET ENVIRONNEMENT**

A.01 Territoire et population 5
A.02 Environnement 23

B. **DÉMOGRAPHIE**

B.01 Structure de la population 41
B.02 Mouvement de la population 69
B.03 Étrangers et immigrés 95
B.04 Ménages 107

C. **EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES**

C.01 Population active, emploi 115
C.02 Conditions de travail 143
C.03 Revenus et salaires 159
C.04 Transferts sociaux 183

D. **CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE**

D.01 Consommation et modes de vie des ménages 213
D.02 Logement 237
D.03 Santé 247

E. **COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS**

E.01 Communication 269
E.02 Culture 279
E.03 Tourisme 295
E.04 Jeunesse et sports 307
E.05 Loisirs divers 317

F. **ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE**

F.01 Enseignement et formation 331
F.02 Recherche et développement technologique 367
F.03 Propriété industrielle 375

G. **DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES**

G.01 Comptabilité nationale 385
G.02 L'appareil productif 401
G.03 Le mouvement économique 429

Chapitre — Page —

H. **PRIX**

H.01 Indices de prix à la consommation 439
H.02 Prix à la consommation 453
H.03 Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction 461

I. **AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES**

I.01 Agriculture 471
I.02 Forêt, bois 495
I.03 Pêche maritime 507
I.04 Industries agricoles et alimentaires 513

J. **ÉNERGIE**

J.01 Bilan de l'énergie 533
J.02 Charbon 543
J.03 Pétrole 551
J.04 Électricité 561
J.05 Gaz 569

K. **INDUSTRIE ET CONSTRUCTION**

K.01 Industries, données générales 579
K.02 Minerai de fer et sidérurgie 597
K.03 Minerais, métaux et demi-produits non ferreux 603
K.04 Minéraux divers et matériaux de construction 609
K.05 Verre et chimie 617
K.06 Fonderie et travail des métaux 631
K.07 Construction mécanique, électrique et électronique 639
K.08 Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique 653
K.09 Textiles et cuirs 663
K.10 Bois, papiers, imprimerie 681
K.11 Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses 693
K.12 Construction, logement 701

Chapitre — Page —

L. **TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

L.01 Transports ferroviaires 717
L.02 Transports routiers 727
L.03 Transports de navigation intérieure 739
L.04 Transports maritimes 745
L.05 Transports aériens 753
L.06 Poste et télécommunications 763

M. **COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS**

M.01 Commerce intérieur 773
M.02 Services marchands rendus principalement aux entreprises 795
M.03 Services marchands à destination des ménages 813
M.04 Assurances 825

N. **FINANCES**

N.01 Monnaie, crédit, épargne, patrimoine 839
N.02 Marché financier, bourse 871

O. **COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS**

O.01 Commerce extérieur 881
O.02 Balance des paiements 905

P. **ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE**

P.01 Justice et police judiciaire 929
P.02 Finances publiques 941

ANNEXES

Page —

• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*

Avant-propos III
Sommaire VIII
Organigramme de la direction générale de l'INSEE X
Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer et INSEE Info-service XIII
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire XVIII
Précisions d'ordre général XXX
Signes conventionnels XXX
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire XXX
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques XXXII

Page —

• *SUR FEUILLETS VERTS :*

Index alphabétique 1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 11*
Autres organismes 21*
Les publications de l'INSEE 27*
Points d'information et vente 29*

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : (1) 41 17 50 50. Télécopie : 41 17 66 66
Écoles (ENSAE-ENSAI) : 3, avenue Pierre-Larousse
92240 MALAKOFF — Téléphone : (1) 41 17 50 50

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Paul CHAMPSAUR

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel DEVILLIERS

Chargé de mission auprès du directeur général : Jean BÉGUÉ

• **INSPECTION GÉNÉRALE**	**François MADINIER**

Membres : Gérard ADER, Jean-Marie CALLIES, Hedda FAUCHEUX, Guy LE HÉGARAT, Alain MOTHE, Guy NEYRET, René PADIEU, Jean-Michel REMPP, François TURLOT, Guy VALENTIN

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	**Georges CONSOLO**
Unité gestion des carrières	**Paul KOEPP**
Chef adjoint de l'UGC	Caroline ROY
Département de la programmation et de la gestion	**Jean-Marie RUCH**
Chef adjoint du département	Xavier CHAROY
Département du personnel	**Jacques GARAGNON**
Cellule organisation des concours et examens	Ariel PÊCHER
Pôle gestion du personnel de la direction générale	Jacques DUPONT
Cellule de mise en valeur des ressources humaines	Christine MOREAU
Division de la formation	Marie-France BOBIN
Division gestion du personnel titulaire B, C et D	Pierre-Alain GALL
Division gestion du personnel A et non titulaire	Henri HÉBRARD
Département des services généraux	**Jean-Claude SPINDLER**
Adjoint au chef de département	Marc TAPIERO
Cellule conditions de travail et actions sociales	Rinaldo PIPARI
Division comptabilité générale	Marc TAPIERO
Division matériel et immobilier	Jean-Claude SPINDLER
Division logistique de la direction générale	Louis PARMENTIER
Département de l'informatique	**Alain VIÉNOT**
Adjoint au chef de département	Jean-Pierre LISSILLOUR
Cellule informatique d'enquêtes	Jean Claude CHAUMONT
Division assistance, information, documentation, exploitation	François MENU
Division infrastructure	Franck COTTON
Division gestion des moyens informatiques	Chantal MIKAËLIAN
Division projets internes et études	Gérard POUGETOUX
Division applications	Colette HARITI
Département des projets	**Pierre DEBREU**
Chef adjoint du département	Marcel CHARBONNIER
Cellule coordination des activités d'enquêtes	Françoise DUSSERT
Cellule méthodes de développement	Sylvain MOREAU
Division techniques et organisation du travail	Madeleine ALAMBRET
Division projets recensements et travaux connexes	Jean-Louis CHOPINEAU
Division projets statistiques d'entreprises et répertoires	N...
Division projets emploi, revenus, conditions de vie	Michel GAUDEY
Division projets démographie et gestion	François HOUSSIN
Division projets diffusion, synthèses et coordination	Victor PISANO

• **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES**	**Jean-Pierre BEHMOIRAS**
Département de la coordination statistique	**Joël ALLAIN**
Cellule coordination juridique et institutionnelle	Anne-Marie JAMES
Division des relations avec les services statistiques des ministères	Gérard LANG
Secrétariat général du Conseil National de l'Information Statistique	Geneviève HONORÉ
Département des normes statistiques et comptables	**Philippe DOMERGUE**
Adjoint au chef de département	Michel BOËDA
Division concepts et nomenclatures	Jacques MAGNIEZ
Division systèmes d'information des administrations	Dominique CROSNIER
Division méthodes comparées	Jean-Pierre LE GLÉAU
Département des relations internationales et de la coopération	**Jean-Louis BODIN**
Division des relations multilatérales et des affaires européennes	Marie-Hélène AMIEL
Division des relations bilatérales et des programmes de coopération	Jean-François DIVAY
Division des études et méthodes statistiques pour le développement	Philippe BRION

• **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**	**Michel HÉBERT**
Unité répertoire et démographie des entreprises et des établissements	**Hugues PICARD**
Division administration du répertoire SIRÈNE et démographie des entreprises	Catherine BERNARD
Division mise à disposition du répertoire SIRÈNE	Antoine SANTOLINI
Département système statistique d'entreprises	**Jean-Pierre GRANDJEAN**
Adjoint au chef de département	Alain BENEDETTI
Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises	Pascal RIVIÈRE
Division synthèse des statistiques d'entreprises	Vincent THOLLON-POMMEROL
Division information et travaux pour les entreprises	Georges GADEL.
Département de l'industrie et de l'agriculture	**André de LOS SANTOS**
Division prix de vente industriels	Antoine MOREAU
Division indicateurs conjoncturels d'activité	Michel ISNARD
Division comptes et études de l'industrie	Jean LIENHARDT
Division agriculture	Véronique MOYNE
Département des activités tertiaires	**Patrice ROUSSEL**
Division commerce	Maryvonne LEMAIRE
Division services	Vincent LE CALONNEC

• **DIRECTION STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	**Michel GLAUDE**
Division des études sociales	Laurent CAUSSAT
Département de la démographie	**Michel JACOD**
Cellule statistiques et études sur les populations étrangères	Suzanne THAVE
Pôle infrastructures géographiques	Philippe HOUSSAY
Division recensements de la population	Chantal MADINIER
Division répertoires et mouvement de la population	Dominique MAIRE
Division enquêtes et études démographiques	François HÉRAN
Département emploi et revenus d'activité	**Jean-Louis FAURE**
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	Daniel DEPARDIEU
Division emploi	Marc CHRISTINE
Division salaires et revenus d'activité	Louis CRETIN
Département prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages	**Stéfan LOLLIVIER**
Chef adjoint du département	François LEQUILLER
Division prix à la consommation	François LEQUILLER
Division logement	Thierry LACROIX
Division conditions de vie des ménages	Éric MAURIN
Division revenus et patrimoine des ménages	Jean-Jacques MALPOT
Unité méthodes stastistiques	**Jean-Claude DEVILLE**
Division méthodologie d'élaboration et d'analyse des données	Olivier SAUTORY
Cellule méthodologie de recueil des données	Françoise DUPONT

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	**Pascal MAZODIER**
Département de la conjoncture	**Alain CHAPPERT**
Chef-adjoint du département	Alain TRANAP
Cellule publications conjoncturelles	Éric VERT
Division des enquêtes de conjoncture	Dominique LADIRAY
Division synthèse conjoncturelle	Alain TRANAP
Département des études économiques d'ensemble	**Guy de MONCHY**
Division redistribution et politiques sociales	Didier BLANCHET
Division croissance et politiques macro-économiques	Éric DUBOIS
Division marchés et stratégies d'entreprise	Jean-Luc SCHNEIDER
Département des comptes nationaux	**Jean-Étienne CHAPRON**
Cellule méthodes	Jacques BOURNAY
Cellule rapport sur les comptes	Olivier CHATEAU
Division synthèse générale des comptes	Magali DEMOTES-MAINARD
Division synthèses des biens et services	Virginie MADELIN
Division comptes trimestriels	Stéphane GRÉGOIR
Division échanges extérieurs	Henri TYRMAN

• DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE	**Pierre DELORME**
Unité communication externe	**Béatrice BARTH de ROSTOLAN**
Département des moyens et méthodes de diffusion	**Daniel LERNER**
Chef adjoint du département	François CAZIN
Cellule archivage	Richard POHL
Division des banques de données et systèmes de diffusion	Catherine BEAUME
Division impression et commercialisation	Marie-Josèphe GOUËT
Division documentation	Yves ANTHEAUME
Département de l'édition	**Baudouin SEYS**
Cellule coordination de l'édition	Baudoin SEYS
Division chiffres-clés	Catherine CLUZEAU
Cellule rédaction en chef *Économie et Statistique*	Pierre MORIN
Cellule rédaction en chef *Données sociales* et *Concours et Caractères*	Philippe L'HARDY
Département de l'action régionale	**Jean-François ROYER**
Division statistiques et études régionales	Christophe TERRIER
Division coordination et assistance à l'action régionale	Olivier LEFEBVRE
INSEE INFO-SERVICE	**Jacques BOUDOUL**
Division accueil des publics et téléservices	Étienne TRAYNARD
Division réponses spécifiques et grands comptes	Jean-Paul BLANDINIÈRES

• ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE	**Alain TROGNON**
École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE)	**Jean-Luc TAVERNIER**
Directeur des études ENSAE	Sylviane GASTALDO
École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (ENSAI)	**Alain BOUVY**
Directeur des études ENSAI	Clotilde DANYSZ
Centre de recherche en économie et statistique (CREST)	**Alain MONFORT**
Chef du département de la recherche	Guy LAROQUE
Centre d'études des programmes économiques (CEPE)	**Alain CHAMPAUX**

Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur

I. FRANCE MÉTROPOLITAINE

Direction régionale d'Alsace	**J. P. Grouthier.**	Cité administrative, 2, rue de l'Hôpital-Militaire, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 88 52 40 40. Télécopieur : 88 52 40 41.
Service Études-Diffusion	N. Vannieuvenhuize.	
Direction régionale d'Aquitaine	**B. Tregouët.**	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 57 95 05 00. Télécopieur : 57 95 03 58.
Service Études-Diffusion	Ch. Durand.	
Direction régionale d'Auvergne	**M. Blanc.**	3, place Charles-de-Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 73 31 82 82. Télécopieur : 73 31 82 92.
Service Études-Diffusion	B. Nanot.	
Direction régionale de Bourgogne	**A. Ravet.**	2, rue Hoche, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 80 40 67 67. Télécopieur : 80 40 67 40.
Service Études-Diffusion	B. Bouroche.	
Direction régionale de Bretagne	**Y. Guéguen.**	Immeuble « Le Colbert », 36, place du Colombier, 35082 Rennes Cedex. Tél. : 99 29 33 33. Télécopieur : 99 29 33 90.
Service Études-Diffusion	A. Richard.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Centre	**M. Schrantz.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 69 52 52. Télécopieur : 38 69 52 00.
Service Études-Diffusion	J.-P. Bernard.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 69 52 52. Télécopieur : 38 69 53 00.
Direction régionale de Champagne - Ardenne	**J. L. Bellier.**	1, rue de l'Arbalète, 51079 Reims Cedex. Tél. : 26 48 60 00. Télécopieur : 26 48 60 60.
Service Études-Diffusion	M. Deroin-Thevenin.	
Direction régionale de la Corse	**C. Basso.**	Résidence du Cardo, rue des Magnolias, BP 907, 20700 Ajaccio Cedex 9. Tél. : 95 23 54 54. Télécopieur : 95 23 54 79.
Service Études-Diffusion	R. Bastida.	
Direction régionale de Franche-Comté	**J. Jacob.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25020 Besançon Cedex. Tél. : 81 41 61 61. Télécopieur : 81 41 61 99.
Service Études-Diffusion	R. Polette.	
Direction régionale d'Île-de-France . . .	**A. Godinot.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines Cedex. Tél. : (1) 30 96 90 00. Télécopieur : 30 96 90 01.
Service Études-Diffusion	J. M. Grosbras.	
Direction régionale du Languedoc - Roussillon	**G. Callais.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, « Le Polygone », 34064 Montpellier Cedex 2. Tél. : 67 15 70 00. Télécopieur : 67 15 70 70.
Service Études-Diffusion	J.-L. Heller.	
Direction régionale du Limousin	**H. Théron.**	29, rue Beyrand, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 55 45 20 07. Télécopieur : 55 45 20 00.
Services Études-Diffusion	. . . . .	
Direction régionale de Lorraine	**M. Petry.**	15, rue du Général-Hulot, BP 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 83 91 85 85. Télécopieur : 83 40 45 61.
Service Études-Diffusion	P. Redor.	
Direction régionale de Midi - Pyrénées	**F. Limet.**	36, rue des 36 Ponts, 31054 Toulouse Cedex. Tél. : 61 36 61 36. Télécopieur : 61 36 62 00.
Service Études-Diffusion	E. Mauvière.	
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**S. Gibert.**	130, avenue du Président J.-F.-Kennedy, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 20 62 86 29. Télécopieur : 20 62 86 00.
Service Études-Diffusion	R. Merlen.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale de Basse-Normandie	**J. Morin.**	93-95, rue de Geôle, 14052 Caen Cedex. Tél. : 31 85 33 11. Télécopieur : 31 23 29 27.
Service Études-Diffusion	J. M. Durr.	
Direction régionale de la Haute-Normandie	**C. Arquembourg.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 35 52 49 11. Télécopieur : 35 15 06 32.
Service Études-Diffusion	P. Clairet.	
Direction régionale des Pays de la Loire	**J.-M. Béguin.**	105, rue des Français-Libres, BP 2189, 44204 Nantes Cedex 02. Tél. : 40 41 75 75. Télécopieur : 40 41 79 39.
Services Études-Diffusion	M. de Saboulin.	
Direction régionale de Picardie	**C. Gabet.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex 1. Tél. : 22 97 32 00. Télécopieur : 22 97 32 01.
Service Études-Diffusion	O. Ribon.	
Direction régionale de Poitou - Charentes	**G. Roy.**	5, rue Georges-Leclanché, BP 557, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 31 69. Télécopieur : 49 55 17 39. Télécopieur diffusion : 49 55 24 55.
Service Études-Diffusion	M. Roussel.	6, rue du Bois-d'Amour, BP 557, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 38 71. Télécopieur : 49 55 24 55.
Direction régionale de Provence - Alpes - Côte d'Azur	**E. Cadiou.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 91 17 57 57. Télécopieur : 91 17 59 59.
Service Études-Diffusion	J. Laganier.	
Direction régionale Rhône - Alpes	**G. Desplanques.**	165, rue Garibaldi, BP 3184, 69401 Lyon Cedex 03. Tél. : 78 63 28 15. Télécopieur : 78 63 25 25.
Service Études-Diffusion	P. Audibert.	

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Direction interrégionale Antilles - Guyane	**F. Vennat.**	INSEE/DIRAG, BP 863, Tour SECID, 97175 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : (19) 590 93 78 38. Télécopieur : (19) 590 83 89 25.
Coordination Études-Diffusion	D. Diman.	
Service régional de la Guadeloupe	**P. Léostic.**	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre Cedex. Tél. : (19) 590 81 17 86 Télécopieur : (19) 590 81 07 15.
Département Études-Diffusion	J. Cazenave.	
Service régional de la Guyane	**A. Tempier.**	INSEE, BP 6017, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : (19) 594 31 56 03. Télécopieur : (19) 594 30 87 89.
Département Études-Diffusion	D. Jouglet	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Service régional de la Martinique	**C. Hilico.**	Centre DELGRES,
Département Études-Diffusion	R. Hardy-Dessources.	Boulevard de la Pointe des Sables, Les Hauts de Dillon, BP 641, 97262 Fort-de-France Cedex. Tél. : (19) 596 60 73 73. Télécopieur : (19) 596 60 73 50.
Direction régionale de la Réunion	**J.-C. Hautcœur.**	INSEE, 15, rue de l'École, BP 13,
Service Études-Diffusion	G. Le Cointre.	97408 Saint-Denis Messag Cedex 9. Tél. : (19) 262 48 90 00. Télécopieur : (19) 262 48 89 89.

INSTITUTS STATISTIQUES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut Territorial de la Statistique et des Études Économiques de Nouvelle-Calédonie	**P. A. Michaux-Bellaire.**	ITSEE, Immeuble Gallieni, 5, rue Gallieni. BP 823, Nouméa. Tél. : (19) 687 28 31 56. Télécopieur : (19) 687 28 81 48.
Institut Territorial de la Statistique de Polynésie française	**N. Lévesques.**	ITSAT, BP 395, Papeete Tahiti. Tél. : (19) 689 54 32 32. Télécopieur : (19) 689 42 72 52.
INSEE Info-Service (1)	**J. Boudoul.**	195, rue de Bercy, Tour Gamma A, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : (1) 41 17 50 50. Télécopieur : 53 17 88 09.

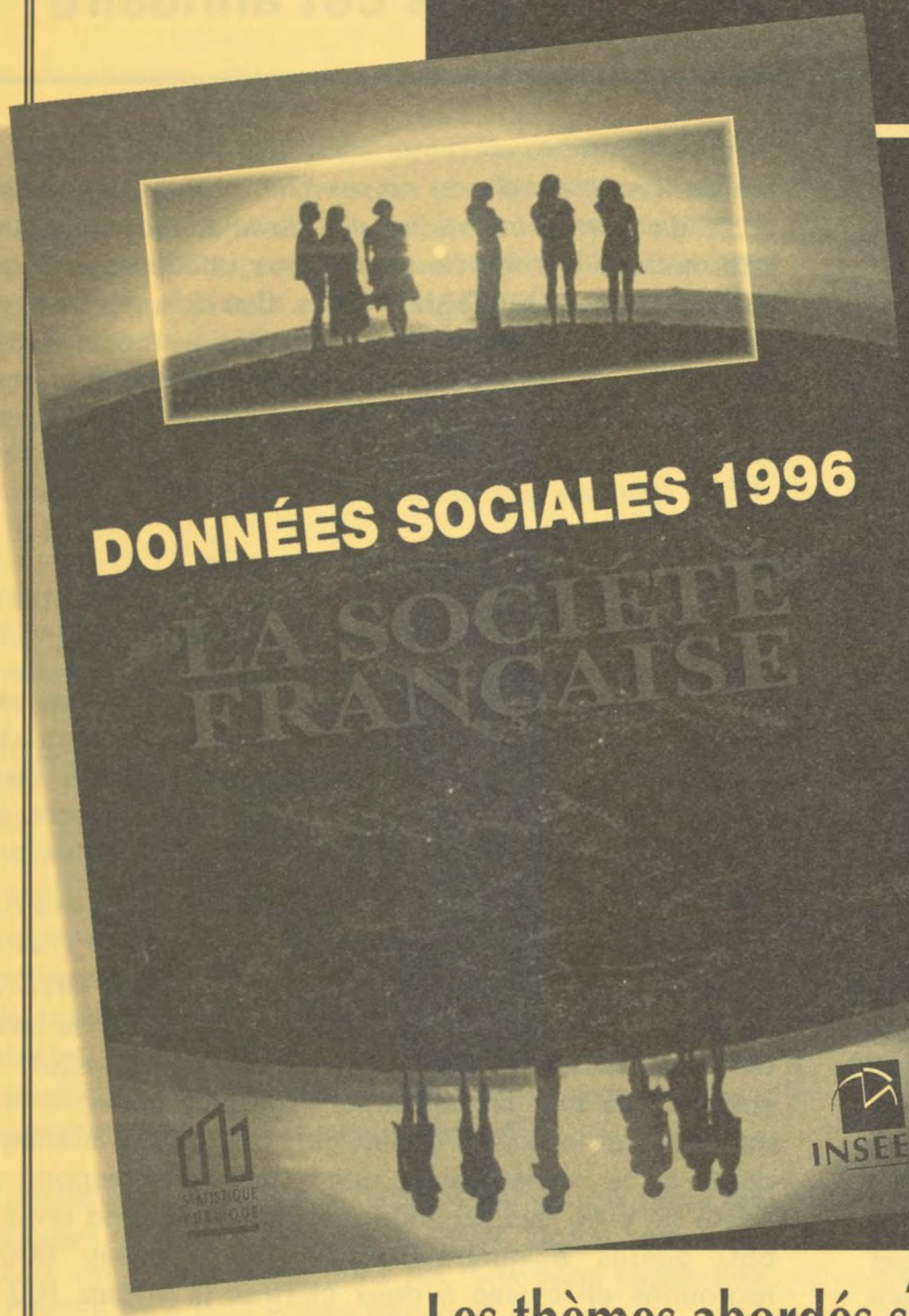
1. Département de la Direction de la Diffusion et de l'Action régionale de la Direction générale de l'INSEE.

L'INSEE vous informe
24 h sur 24 :
pour toute la France,
le 36 68 07 60*
indices, informations,
adresses utiles

* 2,23 F la minute

DONNÉES SOCIALES 1996 - LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

GROS PLAN SUR L'ESPACE SOCIAL FRANÇAIS



l'INSEE et les Services Statistiques
des Ministères Sociaux
vous proposent *LE LIVRE ÉVÉNEMENT*
attendu tous les 3 ans.

Le bilan, les analyses et les plus récents
constats commentés
dans une perspective de long terme,
par plus de 100 auteurs,
tous spécialistes de leur domaine.

Ce livre riche et passionnant,
facile d'accès, est l'ouvrage de
référence qui apporte un éclairage
nouveau sur les faits de société.

550 pages - format 19 x 25,5

Diffuseur Distributeur
Saint-Germain Services Paris

VIENT DE PARAITRE
EDITION 1996

Les thèmes abordés sont...

... les domaines démographique (population, famille), socio-économique (emploi, chômage, salaires, revenus et patrimoine), les courants de société (modes de vie) et les politiques sociales (éducation, santé, protection sociale, traitement de la précarité et de la pauvreté).

Vendu en librairie et
dans les Directions
Régionales de l'INSEE

245 FF
AU LIEU DE 285 FF
PRIX SPÉCIAL DE LANCEMENT JUSQU'AU 1ER JUILLET 1996

Bon de commande

à retourner à INSEE INFO SERVICE - Service de Vente par correspondance
Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12

❑ je commande ..... ouvrage(s) "Données Sociales 1996 - La Société Française",
au prix de **245 FF*** jusqu'au 1er juillet 1996, au prix de **285 FF*** à partir du 2 juillet 1996. * + frais d'expédition ci-dessous

❑ ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de ..... FF, à l'ordre de l'INSEE
majoré des frais d'expédition : 10 FF par envoi France et DOM - 100 FF par produit TOM et Etranger.

Date : Signature :

Société ..... Tél. .....

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

CREATONE

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'*Annuaire statistique de la France,* quelques informations sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

A. Nomenclature d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués (ou les services proposés) par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.* — La « NAP 73 » est en vigueur depuis le 1er janvier 1974. La NAP a été élaborée principalement dans le but de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. Elle met en correspondance les activités économiques et les biens et services. En général, à chaque poste de la nomenclature des activités correspond un poste de celle des produits. La NAP comprend environ 650 postes à quatre chiffres, dit « Niveau 600 », regroupés en classe à deux chiffres (« Niveau 100 »). Comme le niveau de détail de la NAP n'était pas suffisant, certains postes de la nomenclature des produits ont été subdivisés (voir ci-après le paragraphe consacré à la nomenclature NODEP).

La NAP a été officialisée par un décret de 1973 et le code « activité principale » (APE) attribué à chaque entreprise ou établissement par l'INSEE est à la base des statistiques sectorielles. La NAP est utilisée notamment pour les enquêtes annuelles d'entreprises, les enquêtes de branche, la comptabilité nationale, etc.

Le détail des postes de la NAP est publié dans deux brochures, éditées par le *Journal officiel* : l'une, classée selon un ordre analytique, l'autre classée par ordre alphabétique.

— *Nomenclatures d'activités et de produits 1973,* édition de 1990 : en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, et dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service (voir adresses pages précédentes).

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.* — La NAP 1973 est la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité (1), branches ou produits. À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S : on trouvera à la fin du présent chapitre un tableau donnant l'articulation entre les regroupements de la comptabilité nationale (niveaux U et T) et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Cette nomenclature est publiée dans le volume des *Collections de l'INSEE* — C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980) et dans *ETC (Extraits des tableaux des comptes nationaux),* édité chaque année par l'INSEE dans la collection *INSEE-Cadrages*. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

3. *Nomenclature détaillée de produits (NODEP).* — Certains produits de la NAP (biens transportables), appartenant aux classes 00 à 54 et 56 ont été subdivisés pour former la NODEP (Nomenclature détaillée de produits). Celle-ci permet d'établir des statistiques à un niveau fin et de rapprocher les données concernant les productions et le commerce extérieur.

Le détail des codes de la NODEP est publié dans les fascicules de la NAP à partir de 1987. Des notes explicatives sont disponibles dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

4. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente au Centre d'information des Nations Unies, 1, rue Miollis, 75015 Paris.

5. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (NST), Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Service d'information des Communautés européennes, 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

1. Voir au chapitre G.01 « Comptabilité nationale » et au chapitre K.01 : « Industrie, données générales » la définition des secteurs et des branches.

6. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions »* et *« durabilité » :*

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats.*

B. Nouvelles nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, le dispositif européen a été refondu et unifié. En raison de l'ampleur de la refonte des nomenclatures, celle-ci s'étalera, dans son application, sur plusieurs années. Trois grands types de nomenclatures font l'objet de modifications, la première de celles-ci datant de 1988.

1. *Nomenclature du commerce extérieur.* — À compter du 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale; il se substitue à la nomenclature antérieure du Conseil de coopération douanière (NCCD). Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

2. *Nomenclature des activités.* — La nomenclature d'activités française (NAF) est entrée en vigueur en 1993, conformément au décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992, pris en application du règlement européen instaurant la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE révision 1). Ainsi, les activités disposent, comme les marchandises, d'un dispositif emboîté.

La NACE révision 1 détaille la nomenclature internationale dénommée classification internationale type, par industrie (CITI révision 3) et constitue le tronc commun européen; les nomenclatures nationales, telles la NAF, en sont des déclinaisons.

La nouvelle nomenclature de l'artisanat relève du même principe : la nomenclature d'activités française de l'artisanat (NAFA) s'emboîte dans la NAF.

3. *Nomenclature des produits.* — Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA); une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits français (CPF) instaurée également par le décret rappelé au paragraphe 2 ci-dessus se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail.

Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

En outre, l'INSEE a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ces nouveaux regroupements constituent la *nomenclature économique de synthèse* (NES); ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16 et 36 est présentée dans le tableau du point H.

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15);

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements des douanes, pavillon H, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12).

Trois ouvrages co-édités par le *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) et l'INSEE (cf. adresse des points de vente, pages précédentes) détaillent les postes des nomenclatures d'activités et des produits :

— Nomenclatures d'activités (NAF) et de produits (CPF), volume 1402 (édition octobre 1992 et erratum juin 1993);

— Classification des produits française (CPF), volume 1402-I (édition juin 1993);

— Index alphabétique des nomenclatures d'activités et de produits, volume 1402-II (édition avril 1994).

En outre, le réseau des nouvelles nomenclatures, françaises ou internationales, peut être consulté en langage naturel par minitel sur 3617 SYNAPSE; la nomenclature d'activités française est également accessible par minitel sur 3617 SIRENE.

C. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Code des catégories socioprofessionnelles (CSP).* — Destiné à répartir la population en un petit nombre de catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale, ce code a été utilisé depuis le recensement de 1954 jusqu'aux débuts des années 1980. La population active y est décomposée en 30 postes qui peuvent être regroupés en 9 grands groupes socioprofessionnels.

Ce code des CSP a été remplacé par la Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles qui est utilisée notamment pour l'exploitation des recensements de population et de l'enquête sur l'emploi. Néanmoins, quelques tableaux encore exploités avec ce code figurent dans le présent annuaire, notamment au chapitre F.01 : « Enseignement et formation ».

— *Code des catégories socioprofessionnelles,* INSEE 1977 (6e édition);

— Fascicules « verts » du recensement de la population de 1975 (Notes méthodologiques).

2. *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).* — Pour tenir compte des modifications sociales, un nouveau code a été élaboré et est utilisé depuis le recensement de population de 1982. La Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles est le résultat d'une refonte complète du système des nomenclatures d'emplois qui était utilisé auparavant. À son niveau le plus fin, on trouve les « professions » (455 postes). Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature et des éléments d'information sur les principales modifications intervenues par rapport à la nomenclature des CSP.

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point I.

— *Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles,* INSEE 1983. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

3. *Type d'activité — Statut.* — Il ne s'agit pas de véritables nomenclatures, mais de codes très importants pour le classement de la population en actifs et non-actifs (type d'activité). Le code du statut permet de classer les personnes actives entre salariés et non-salariés, et parmi les salariés de faire la distinction entre les types d'employeurs (public-privé).

L'information sur ces codes est publiée dans les notes méthodologiques des fascicules de résultats des recensements de la population de 1982 et 1990 (Séries verte et bordeaux).

D. Découpages géographiques

Code officiel géographique (édition 1985 avec rectificatif 1989, édition 1990 avec rectificatif annuel). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements.

Il comprend :
- un volume France entière;
- des fascicules départementaux;
- des fascicules des DOM-TOM;
- un fascicule « pays étrangers ».

Il est également commercialisé sur support magnétique, bande ou disquette.

— En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

F. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du ministère du Budget et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Niveau 15	Niveau 40	Niveau 100
U 01 Agriculture sylviculture, pêche.	T 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	01 Agriculture. 02 Sylviculture et exploitation forestière. 03 Pêche.
U 02 Industries agricoles et alimentaires.	T 02 Industrie de la viande et du lait.	35 Industrie de la viande. 36 Industrie laitière.
	T 03 Autres industries agricoles et alimentaires.	37 Fabrication de conserves. 38 Boulangerie, pâtisserie. 39 Travail du grain. 40 Fabrication de produits alimentaires divers. 41 Fabrication de boissons et alcools. 42 Transformation de tabac.
U 03 Production et distribution d'énergie.	T 04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.
	T 05 Production de pétrole et de gaz naturel.	05 Production de pétrole et de gaz naturel.
	T 06 Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.	06 Production et distribution d'électricité. 07 Distribution de gaz. 08 Distribution d'eau et chauffage urbain.
U 04 Industries des biens intermédiaires.	T 07 Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.	09 Extraction et préparation de minerais de fer. 10 Sidérurgie. 11 Première transformation de l'acier.
	T 08 Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	12 Extraction et préparation de minerais non ferreux. 13 Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux.
	T 09 Production de matériaux de construction et minéraux divers.	14 Production de minéraux divers. 15 Production de matériaux de construction et de céramique.
	T 10 Industrie du verre.	16 Industrie du verre.
	T 11 Chimie de base production de fils et fibres artificiels et synthétiques.	17-1 Chimie minérale. 17-2 Chimie organique. 43 Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.
	T 13 Fonderie et travail des métaux.	20 Fonderie. 21 Travail des métaux.
	T 21 Industrie du papier et du carton.	50 Industrie du papier et du carton.
	T 23 Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	52 Industrie du caoutchouc. 53 Transformation des matières plastiques.
U 05 A Industries des biens d'équipement professionnels.	T 14 Construction mécanique.	22 Fabrication de machines agricoles. 23 Fabrication de machines-outils. 24 Production d'équipement industriel. 25 Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil. 26 Industries de l'armement. 34 Fabrication d'instruments et de matériels de précision.
	T 15 A Construction de matériels électriques et électroniques professionnels.	27 Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information. 28 Fabrication de matériel électrique. 29 A Construction de matériel électronique professionnel.
	T 17 Construction navale et aéronautique.	32 Construction navale. 33 Construction aéronautique.

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP *(suite).*

U 05 B	Équipement ménager, électronique grand public.	T 15 B	Équipement ménager, électronique grand public.	29 B 30	Construction de matériel électronique ménager. Fabrication d'équipements ménagers.
U 05 C	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	31-1 31-2	Construction de véhicules automobiles, de motocycles et cycles. Construction de matériel ferroviaire roulant.
U 06	Industries des biens de consommation courants.	T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.	18 19	Parachimie. Industrie pharmaceutique.
		T 18	Industries textiles et de l'habillement.	44 A 44 B 47	Filature, teintures et apprêts. Bonneterie, tissage et industries textiles diverses. Industrie de l'habillement.
		T 19	Industries du cuir et de la chaussure.	45-1 45-2 46	Tannerie, mégisserie. Fabrication d'articles en cuir. Industrie de la chaussure.
		T 20	Industries du bois et de l'ameublement; Industries diverses.	48 49 54	Travail mécanique du bois (à l'exception du 48.01, scierie). Industrie de l'ameublement. Industries diverses.
		T 22	Imprimerie, presse, édition.	51	Imprimerie, presse, édition.
U 07	Bâtiment génie civil et agricole.	T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.	55	Industries de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.
U 08	Commerce.	T 25	Commerce de gros alimentaire.	57	Commerce de gros alimentaire.
		T 26	Commerce de gros non alimentaire.	58 59 60	Commerce de gros non alimentaire. Commerce de gros interindustriel. Intermédiaires du commerce.
		T 27	Commerce de détail alimentaire.	61 62	Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface. Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé.
		T 28	Commerce de détail non alimentaire.	63 64	Commerce de détail non alimentaire, non spécialisé. Commerce de détail non alimentaire, spécialisé.
U 09	Transports et télécommunications.	T 31	Transports.	58 69 70 71 72 73 74	Transports ferroviaires. Transports routiers, transports urbains, transports par conduite. Navigation intérieure. Transports maritimes et navigation côtière. Transports aériens. Activités annexes des transports et entrepôts. Auxiliaires de transport et agences de voyages.
		T 32	Télécommunications et postes.	75	Télécommunications et postes.
U 10	Services marchands.	T 29	Réparation et commerce de l'automobile.	65	Réparation et commerce de l'automobile.
		T 30	Hôtels, cafés, restaurants.	67	Hôtels, cafés, restaurants.
		T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	56 76 77 78 79 80 82 83	Récupération. Holdings. Activités d'études, de conseil, d'assistance. Auxiliaires financiers et d'assurances. Promoteurs et sociétés immobilières. Locations mobilières. Enseignement (services marchands). Recherche (services marchands).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP *(suite et fin).*

U 10	Services marchands.	T 34	Services marchands rendus principalement aux ménages.	66 84 85 86 87	Réparations diverses. Santé (services marchands). Action sociale (services marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands). Services divers (marchands).
U 11	Locations immobilières.	T 35	Locations immobilières.	81	Locations immobilières.
U 12	Assurances.	T 36	Assurances.	88	Assurances.
U 13	Organismes financiers.	T 37	Organismes financiers.	89	Organismes financiers.
U 14	Services non marchands.	T 38	Services non marchands.	90 91 92 93 94 95 96 97 98	Administration générale. Prévoyance et sécurité sociale. Enseignement (services non marchands). Recherche (services non marchands). Santé (services non marchands). Action sociale (services non marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (non marchands). Services divers fournis à la collectivité (non marchands). Services domestiques.

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 » et « 36 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF).

NES « 16 »	NES « 36 »	Divisions ou groupes de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	01 Agriculture, chasse, services annexes. 02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes. 05 Pêche, aquaculture.
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	15 Industries alimentaires. 16 Industries du tabac.
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	18 Industries de l'habillement et des fourrures. 19 Industries du cuir et de la chaussure.
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	22 Édition, imprimerie, reproduction.
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	24.4 Industrie pharmaceutique. 24.5 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.
	C4 Industries des équipements du foyer.	29.7 Fabrication d'appareils domestiques. 32.3 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image. 33.4 Fabrication de matériels optique et photographique. 33.5 Horlogerie. 36 Fabrication de meubles et industries diverses.
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	34 Industrie automobile.
EE Industrie des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire.	35 Fabrication d'autres matériels de transport.
	E2 Industries des équipements mécaniques.	28.1 Fabrication d'éléments en métal pour la construction. 28.2 Fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour le chauffage central. 28.3 Chaudronnerie. 29.1 Fabrication d'équipements mécaniques. 29.2 Fabrication de machines à usage général. 29.3 Fabrication de machines agricoles. 29.4 Fabrication de machines outils. 29.5 Fabrication d'autres machines à usage spécifique. 29.6 Fabrication d'armes et de munitions.

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 » et « 36 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite)*.

EE Industrie des biens d'équipement (*fin*).	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	30 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique. 31.1 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques. 32.2 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission. 33.1 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie. 33.2 Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle. 33.3 Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels.
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	13 Extraction de minerais métalliques. 14 Autres industries extractives. 26 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques.
	F2 Industrie textile.	17 Industrie textile.
	F3 Industrie du bois et du papier.	20 Travail du bois et fabrication d'articles en bois. 21 Industrie du papier et du carton.
	F4 Chimie, caoutchouc, plastiques.	24.1 Industrie chimique de base. 24.2 Fabrication de produits agrochimiques. 24.3 Fabrication de peintures et vernis. 24.6 Fabrication d'autres produits chimiques. 24.7 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques. 25 Industrie du caoutchouc et des plastiques.
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	27 Métallurgie. 28.4 Forge, emboutissage, estampage; métallurgie des poudres. 28.5 Traitement des métaux; mécanique générale. 28.6 Fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie. 28.7 Fabrication d'autres ouvrages en métaux. 37 Récupération.
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	31.2 Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique. 31.3 Fabrication de fils et câbles isolés. 31.4 Fabrication d'accumulateurs et de piles électriques. 31.5 Fabrication de lampes et d'appareils d'éclairage. 31.6 Fabrication d'autres matériels électriques. 32.1 Fabrication de composants électroniques.

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 » et « 36 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite)*.

EG	Énergie.	G1	Production de combustibles et de carburants.	10	Extraction de houille, de lignite et de tourbe.
				11	Extraction d'hydrocarbures; services annexes.
				12	Extraction de minerais d'uranium.
				23	Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires.
		G2	Eau, gaz, électricité.	40	Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.
				41	Captage, traitement et distribution d'eau.
EH	Construction.	H0	Construction.	45	Construction.
EJ	Commerce.	J1	Commerce et réparation automobile.	50	Commerce et réparation automobile.
		J2	Commerce de gros.	51	Commerce de gros et intermédiaires du commerce.
		J3	Commerce de détail, réparation.	52	Commerce de détail et réparation d'articles domestiques.
EK	Transports.	K0	Transports.	60	Transports terrestres.
				61	Transports par eau.
				62	Transports aériens.
				63	Services auxiliaires des transports.
EL	Activités financières.	L0	Activités financières.	65	Intermédiation financière.
				66	Assurance.
				67	Auxiliaires financiers et d'assurance.
EM	Activités immobilières.	M0	Activités immobilières.	70	Activités immobilières.
EN	Services aux entreprises.	N1	Postes et télécommunications.	64	Postes et télécommunications.
		N2	Conseils et assistance.	72	Activités informatiques.
				74.1	Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion.
				74.2	Activité d'architecture et d'ingénierie.
				74.3	Activités de contrôle et analyses techniques.
				74.4	Publicité.
		N3	Services opérationnels.	71	Location sans opérateur.
				74.5	Sélection et fourniture de personnel.
				74.6	Enquêtes et sécurité.
				74.7	Activités de nettoyage.
				74.8	Services divers fournis principalement aux entreprises.
				90	Assainissement, voirie et gestion des déchets.
		N4	Recherche et développement.	73	Recherche et développement.

H. Correspondance entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 » et « 36 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite et fin).*

EP	Services aux particuliers.	P1	Hôtels et restaurants.	55 Hôtels et restaurants
		P2	Activités récréatives, culturelles et sportives.	92 Activités récréatives, culturelles et sportives.
		P3	Services personnels et domestiques.	93 Services personnels. 95 Services domestiques.
EQ	Éducation, santé, action sociale.	Q1	Éducation.	80 Éducation.
		Q2	Santé, action sociale.	85 Santé et action sociale.
ER	Administration.	R1	Administration publique.	75 Administration publique.
		R2	Activités associatives et extra-territoriales.	91 Activités associatives. 99 Activités extra-territoriales.

I. Correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS).

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratrifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants.	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire;*
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

XXX

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
Source des données

Le lecteur trouvera dans les pages suivantes quelques graphiques et cartes qui ont paru les plus représentatifs des données de cet annuaire. Les indications précises des sources des données utilisées, en particulier les références des chapitres du présent annuaire, sont données ci-dessous.

Dans les légendes des cartes sont indiquées les limites des classes avec la borne supérieure et la borne inférieure.

Page 1. — Carte 1 :

La densité de population de l'Union européenne, par région (données 1992).
Données détaillées au chapitre A.01.

Page 2. — Graphiques 1 et 2 :

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1995.
Pyramide des âges de la population totale en 2020 selon trois hypothèses de fécondité.
Les données utilisées pour ces graphiques figurent dans cet annuaire (chapitre B.01) et dans *INSEE-Résultats,* n° 412, août 1995.

Page 3. — Graphiques 3 et 4 :

Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1963-1993).
Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage (1975-1993).
Données détaillées au chapitre B.02.

Page 4. — Graphique 5 et carte 2 :

Les étrangers à divers recensements.
Part des étrangers dans la population totale en 1990.
Données détaillées et définitions au chapitre B.03.

Page 5. — Graphique 6 et carte 3 :

Évolution du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur (bac + 2 et après) de 1977 à 1993.
Taux de réussite au baccalauréat par région en 1994.
Données détaillées et définitions au chapitre F.01.

Page 6. — Graphique 7 et carte 4 :

Taux d'activité par sexe et groupe d'âge en mars 1984 et en mars 1994.
Taux de chômage au sens du BIT par département en 1994.
Données détaillées et définitions au chapitre C.01.

Page 7. — Graphiques 8 et 9 :

Évolution de la population résidente occupée par secteur.
Évolution des catégories sociales de 1982 à 1990.
Données détaillées et définitions au chapitre C.01 de cet annuaire et dans *Données sociales - INSEE,* édition 1993.

Page 8. — Graphiques 10 à 13 :

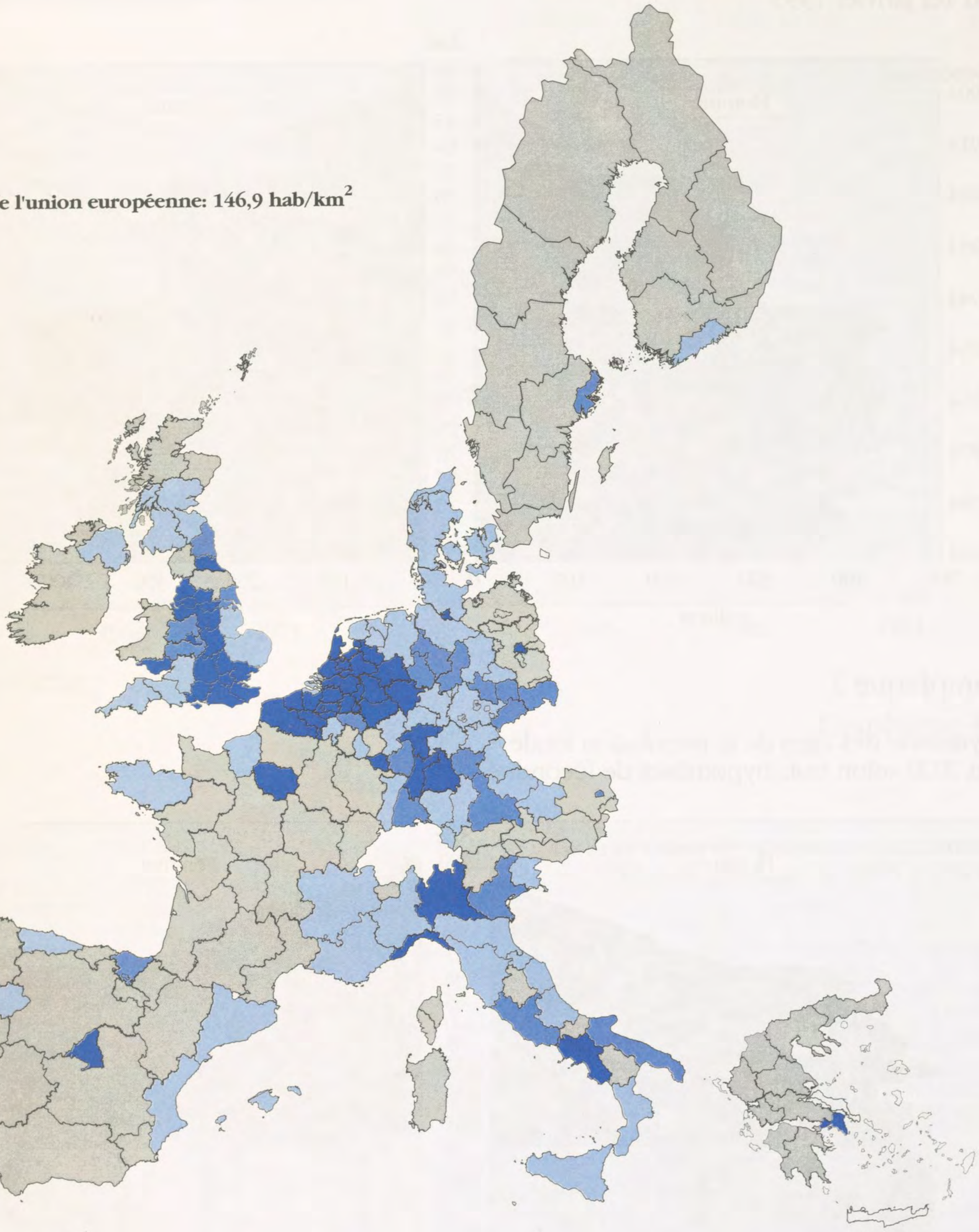
Comparaisons internationales, indicateurs pour divers pays de l'OCDE :

Taux d'évolution du PIB.
Indices de la production industrielle dans quelques pays de l'OCDE.
Taux de chômage dans quelques pays de l'OCDE.
Solde des opérations courantes avec le reste du monde rapporté au PIB.
Données et indications méthodologiques dans le chapitre G.01 de cet annuaire et dans « Comptes et indicateurs économiques »; rapport sur les comptes de la nation 1994. Collection *INSEE - Résultats.*

Carte 1

Densité de population de l'union européenne par région (données 1992)

Moyenne de l'union européenne: 146,9 hab/km^2



Habitants au km^2

300

200

100

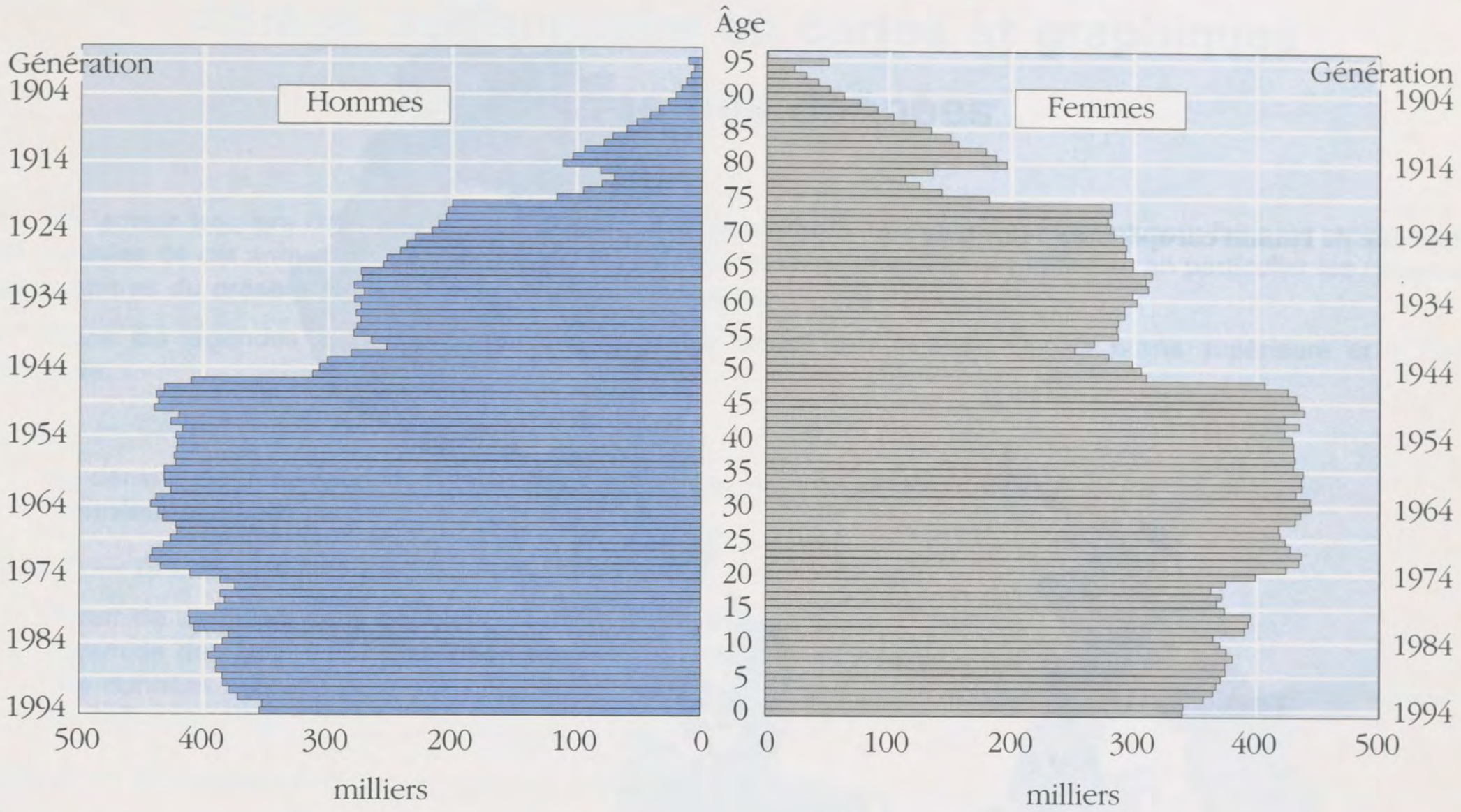
Source : EUROSTAT.

© MEGRIN 95

Graphique 1

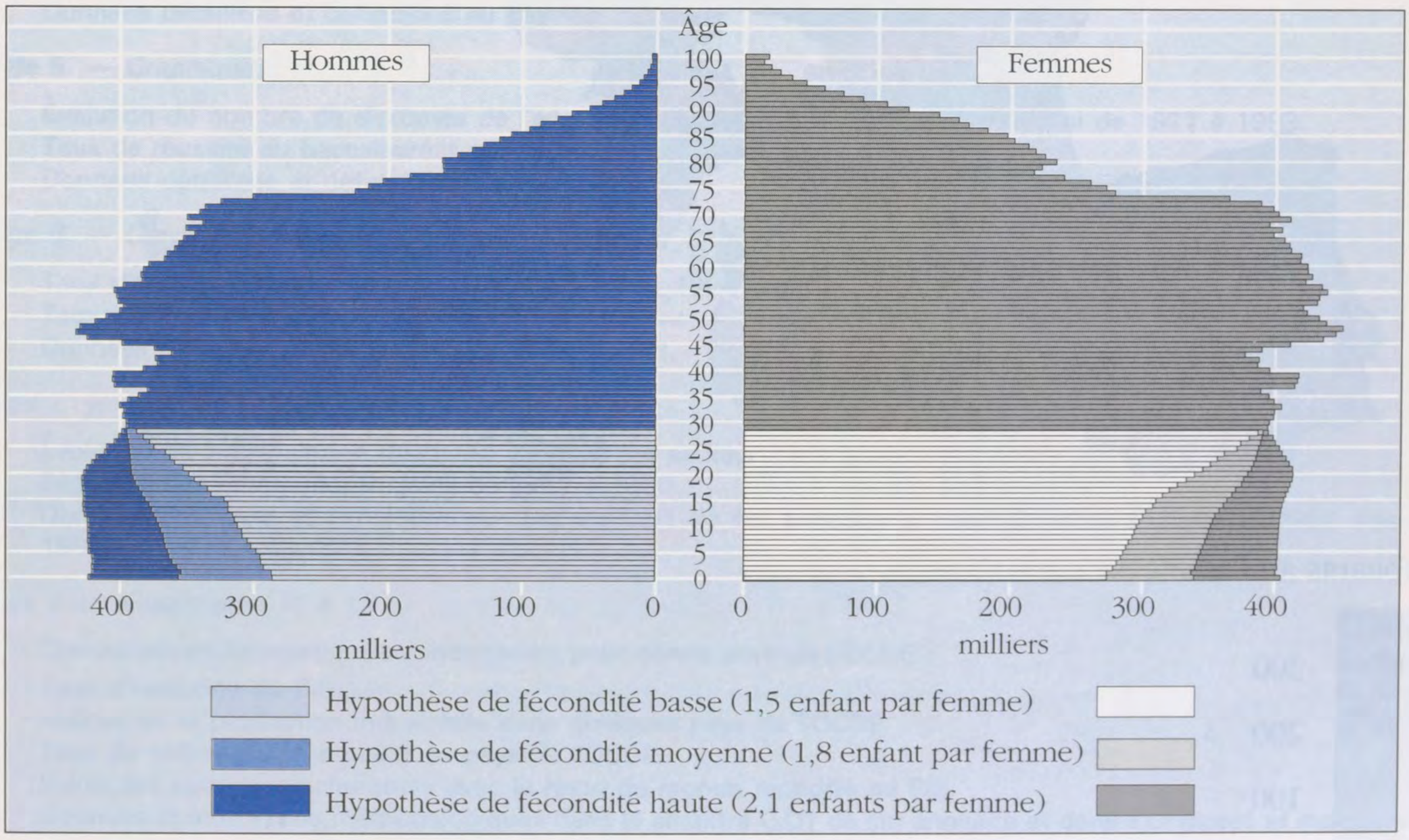
Structure de la population par âge et sexe

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1995



Graphique 2

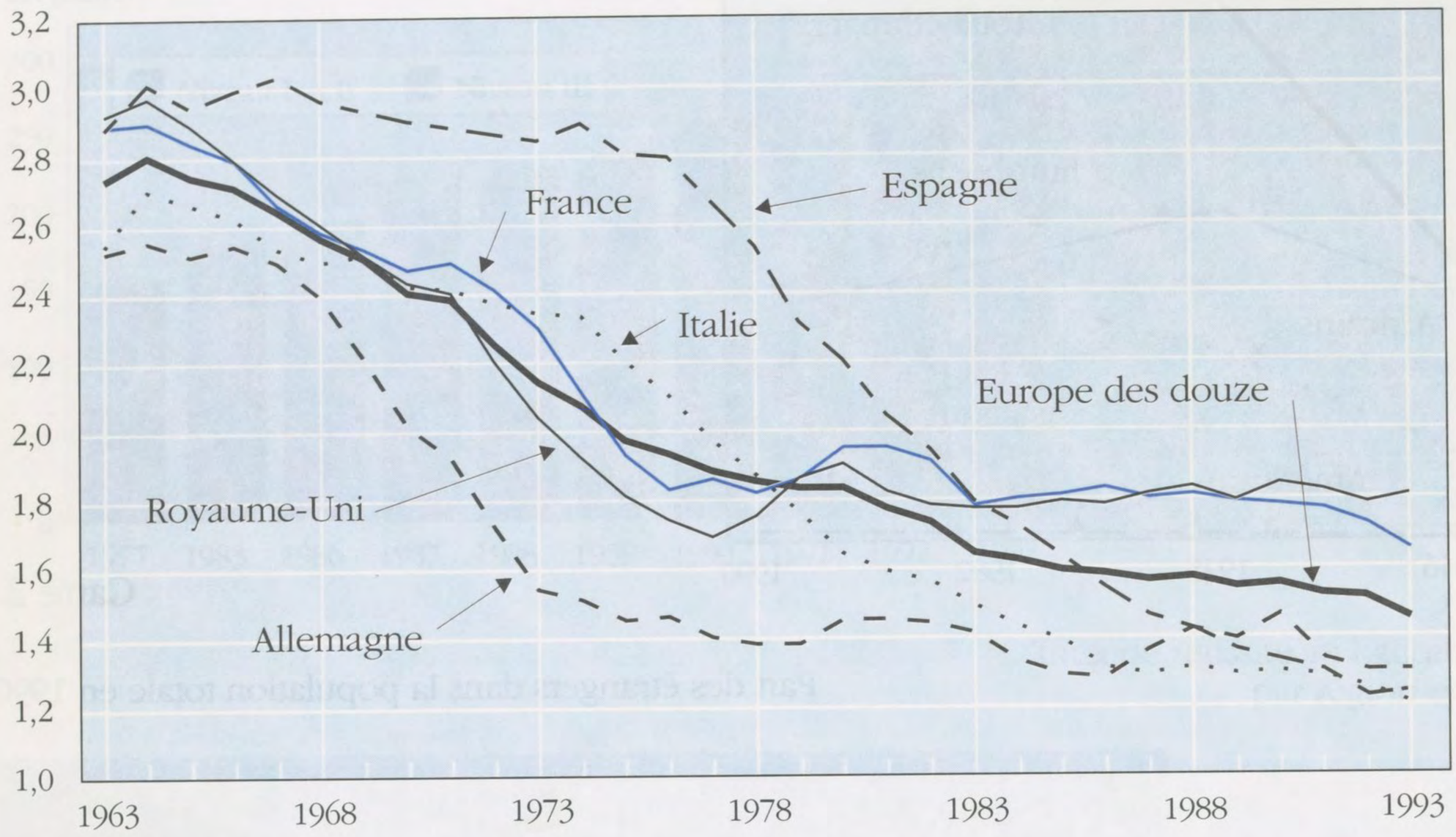
Pyramide des âges de la population totale en 2020 selon trois hypothèses de fécondité



Source : INSEE.

Graphique 3

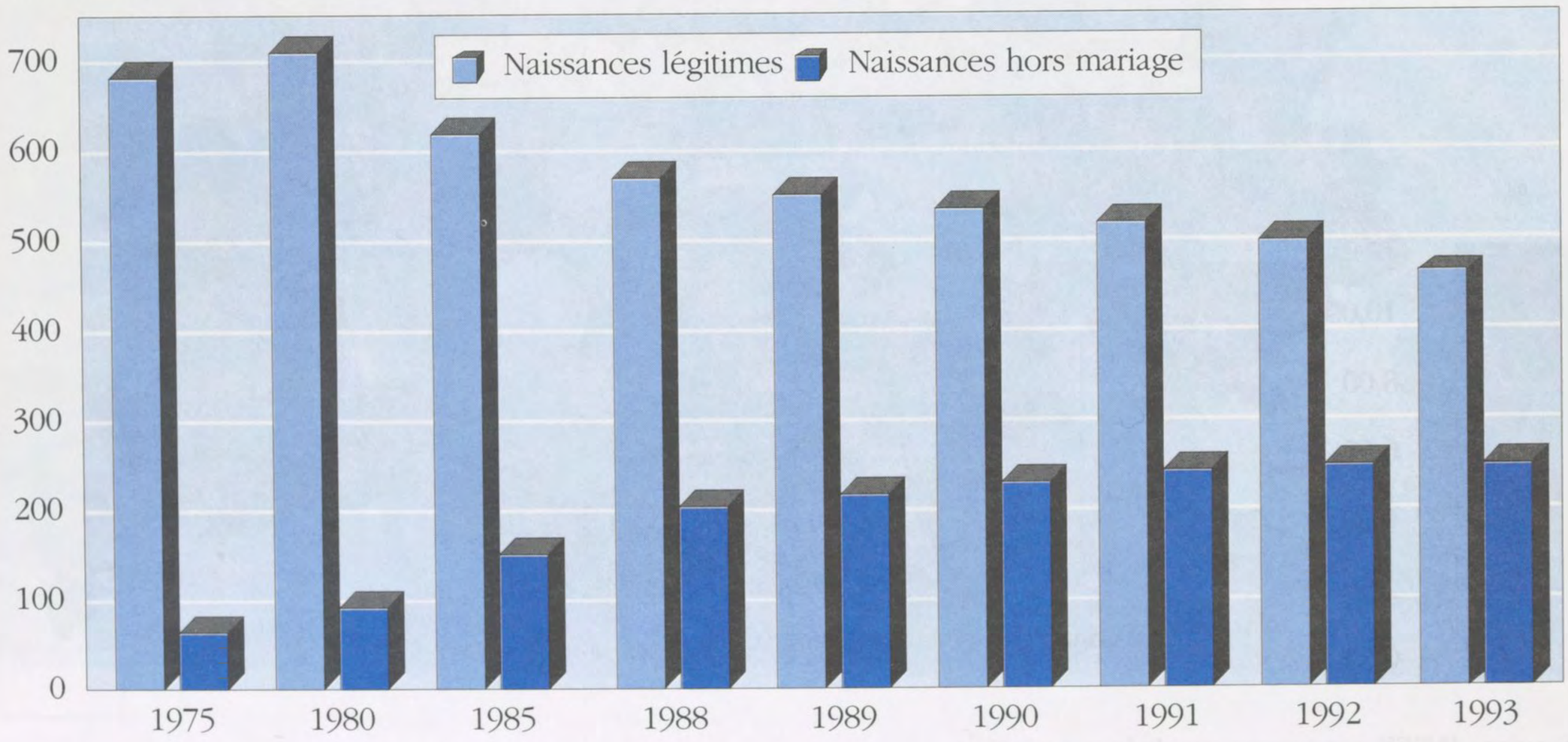
Indicateur conjoncturel de fécondité :
comparaisons européennes (1963-1993)



Source : EUROSTAT.

Graphique 4

Évolution du nombre de naissances légitimes
et hors mariage de 1975 à 1993

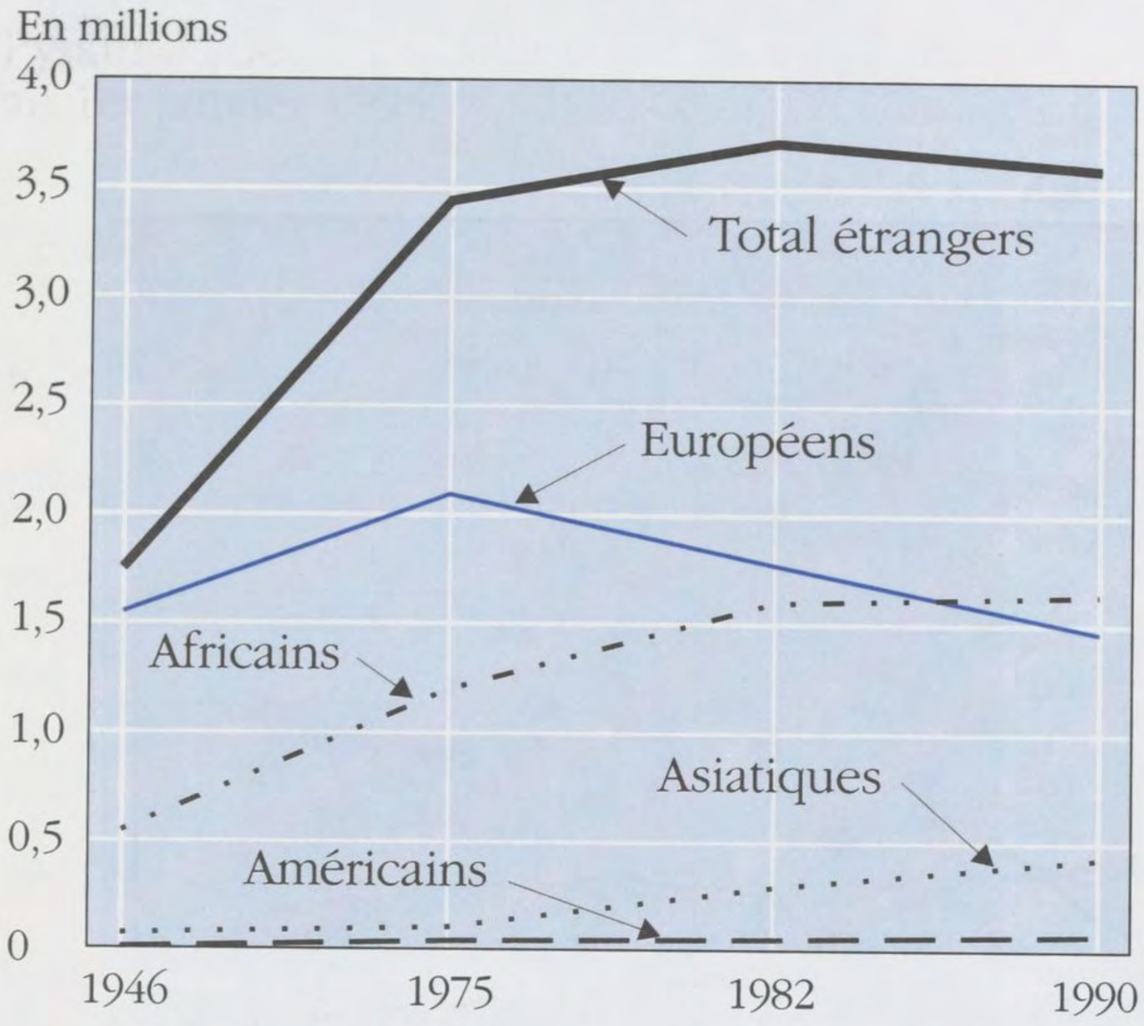


Source : INSEE.

La population étrangère à divers recensements

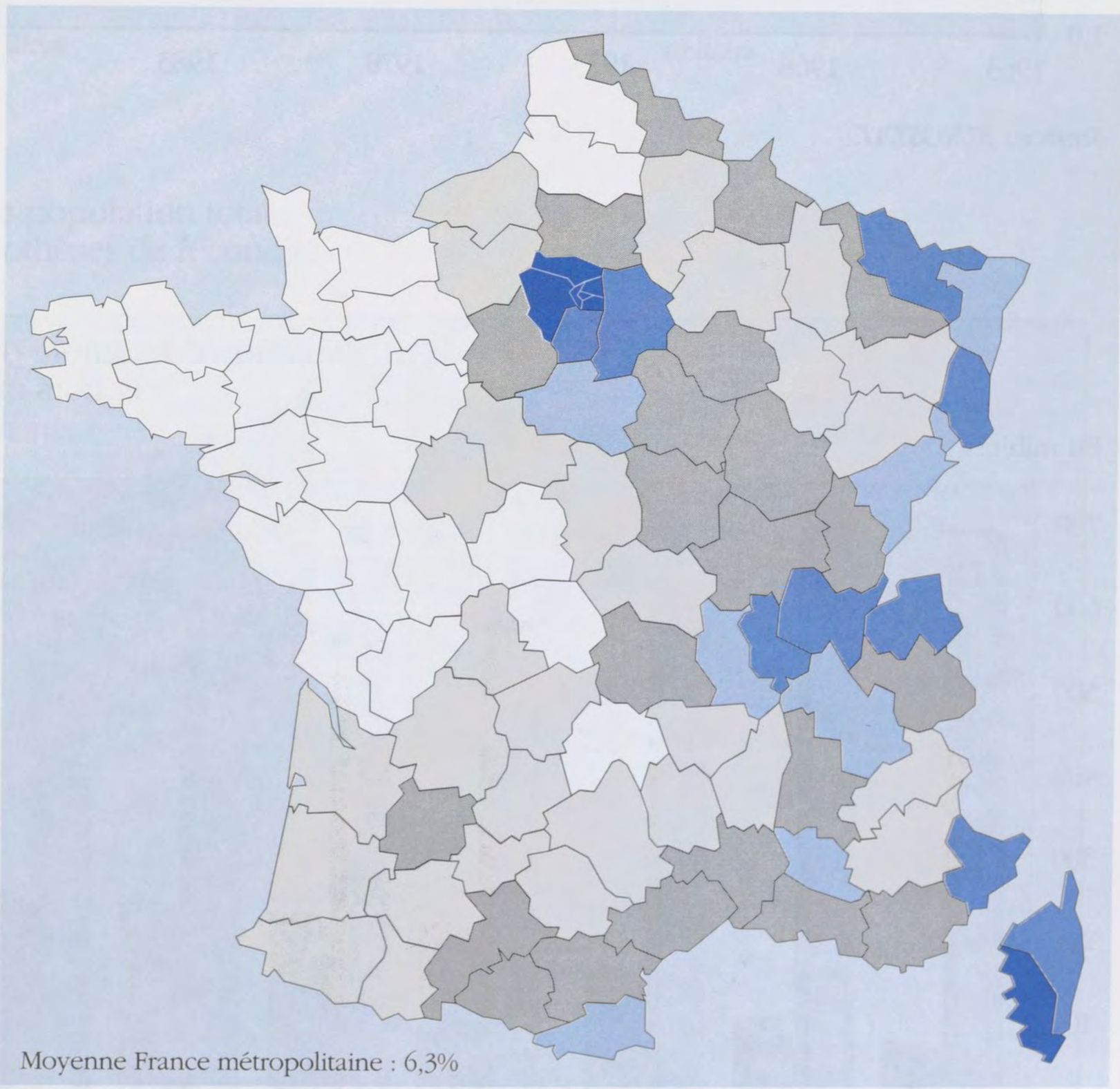
Graphique 5

Les étrangers à divers recensements



Carte 2

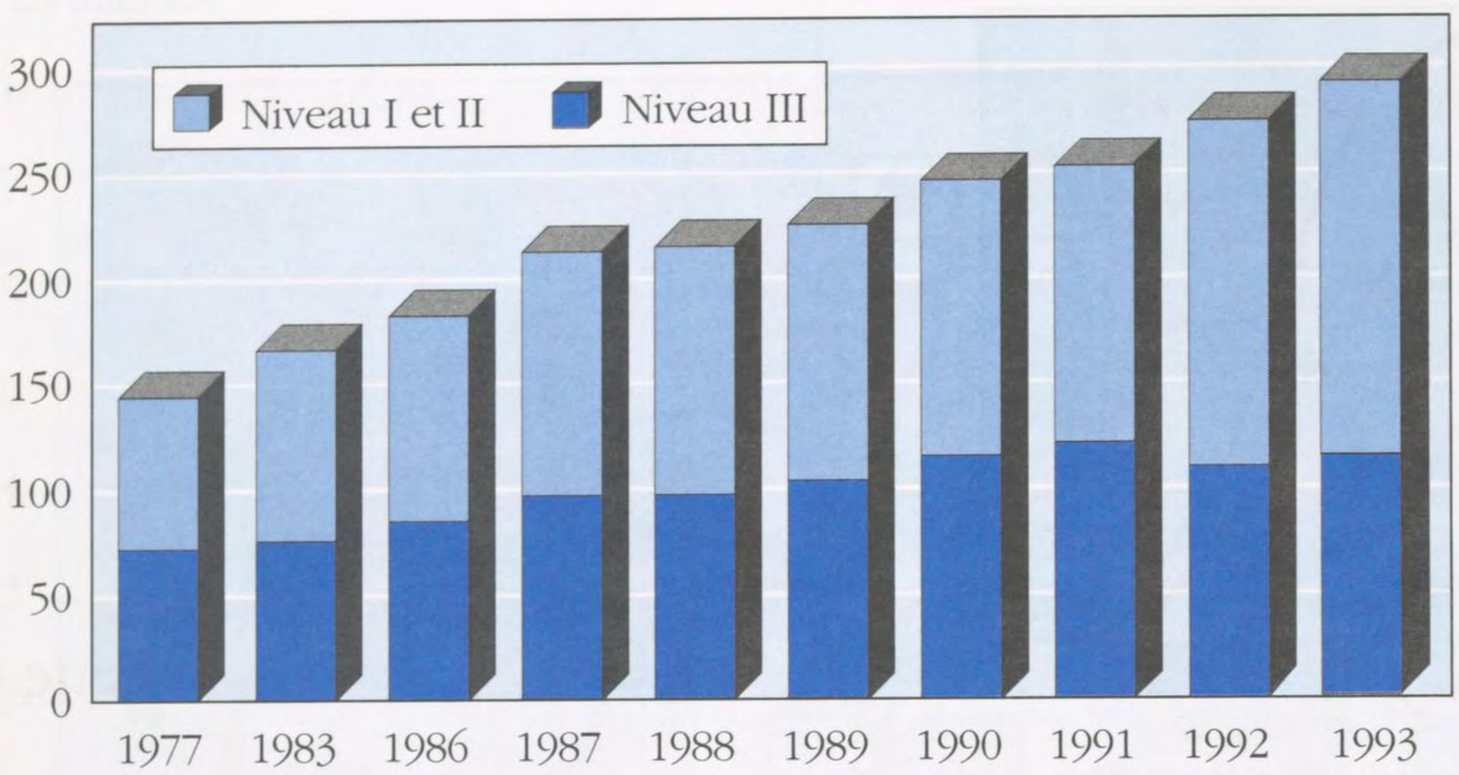
Part des étrangers dans la population totale en 1990



Source : INSEE, recensements de la population.

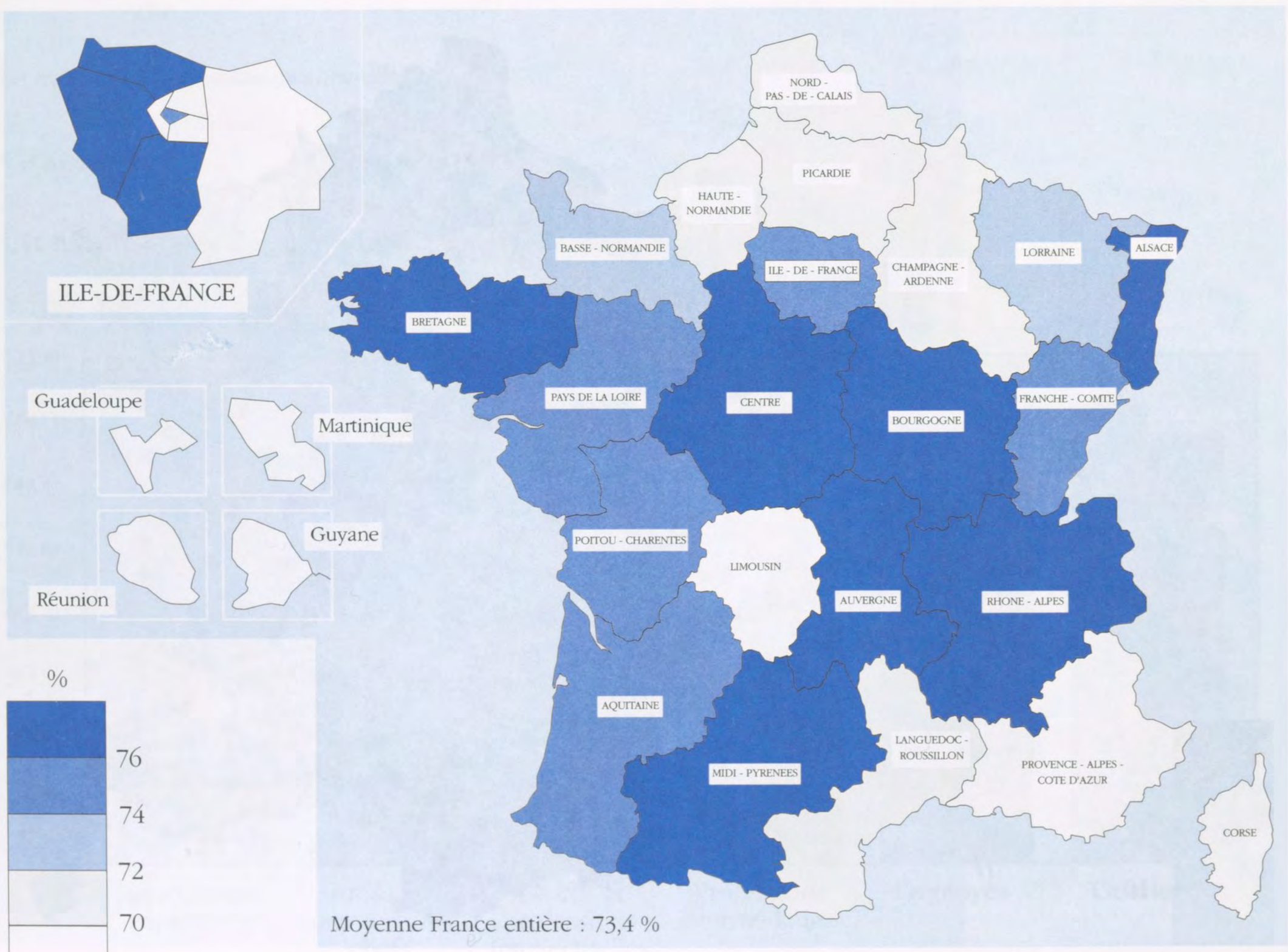
Graphique 6

Évolution du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur (bac+2 et après) de 1977 à 1993



Carte 3

Taux de réussite au baccalauréat par région en 1994



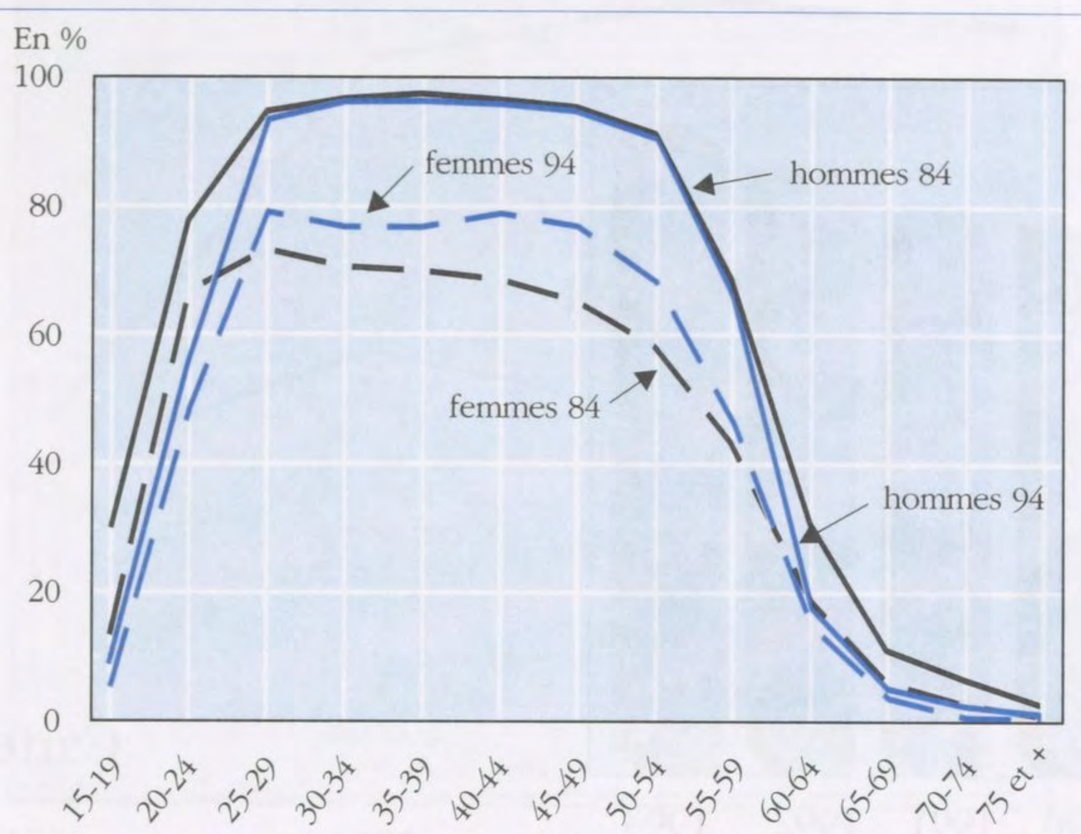
Moyenne France entière : 73,4 %

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Activité et chômage

Graphique 7

Taux d'activité* par sexe et groupe d'âge en mars 1984 et en mars 1994

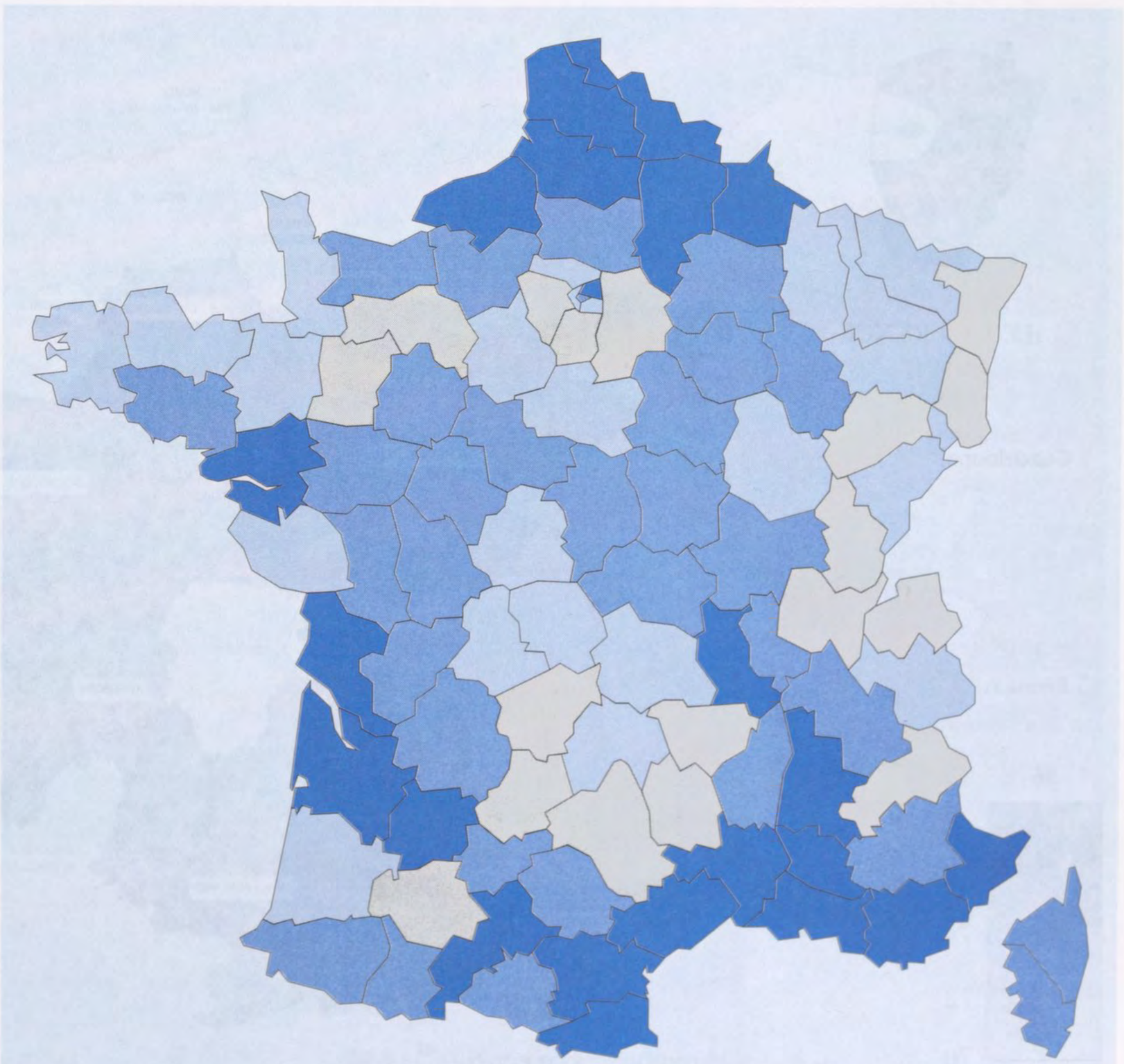


**Proportion d'actifs (actifs occupés y compris les appelés et les chômeurs BIT dans l'effectif total)*

Source : INSEE (enquête sur l'emploi).

Carte 4

Taux de chômage au sens du BIT par département en 1994 (moyenne annuelle)

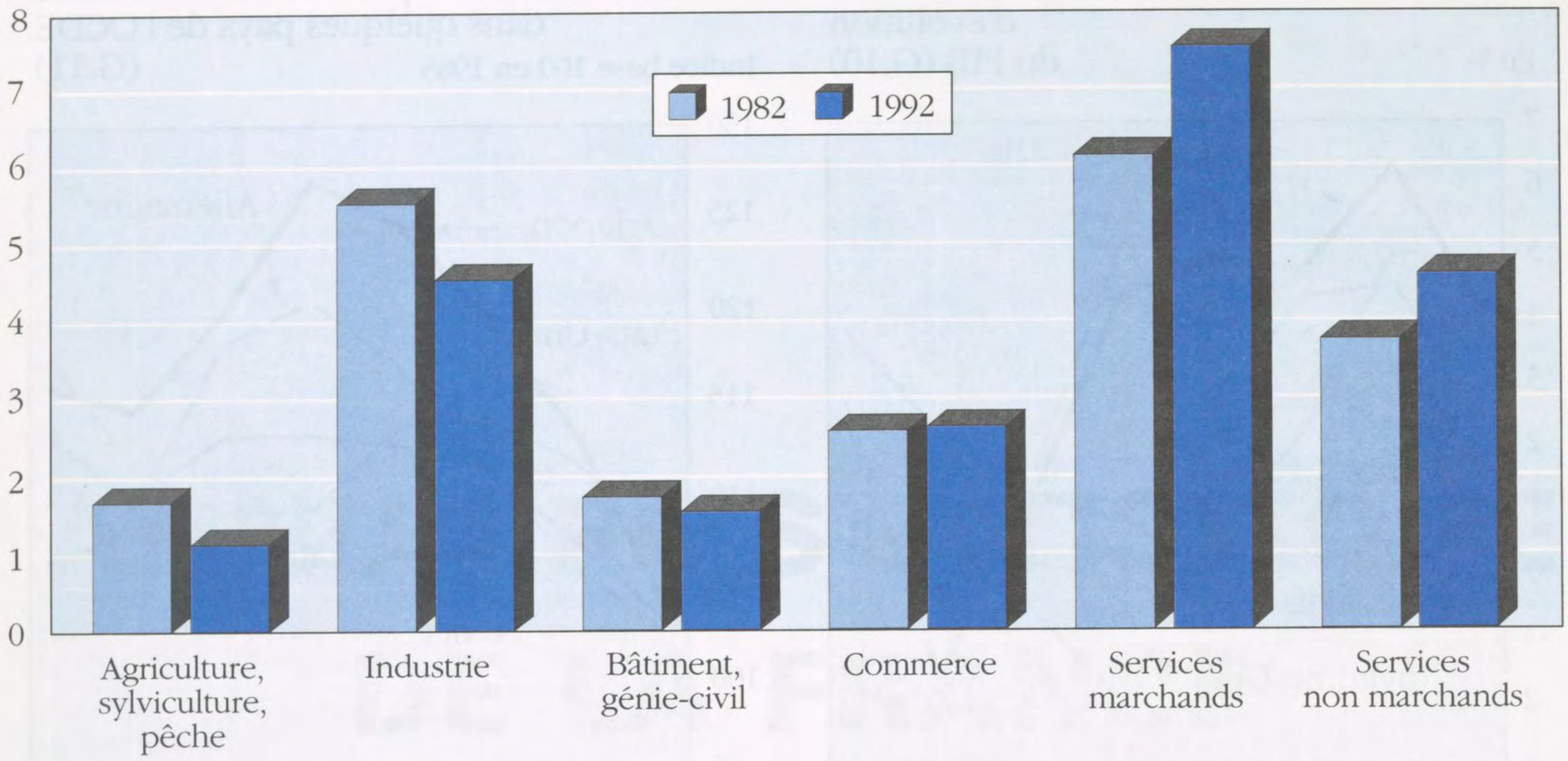


Source : INSEE (division emploi).

Évolution de la population française par secteur d'activité et catégories sociales

Graphique 8

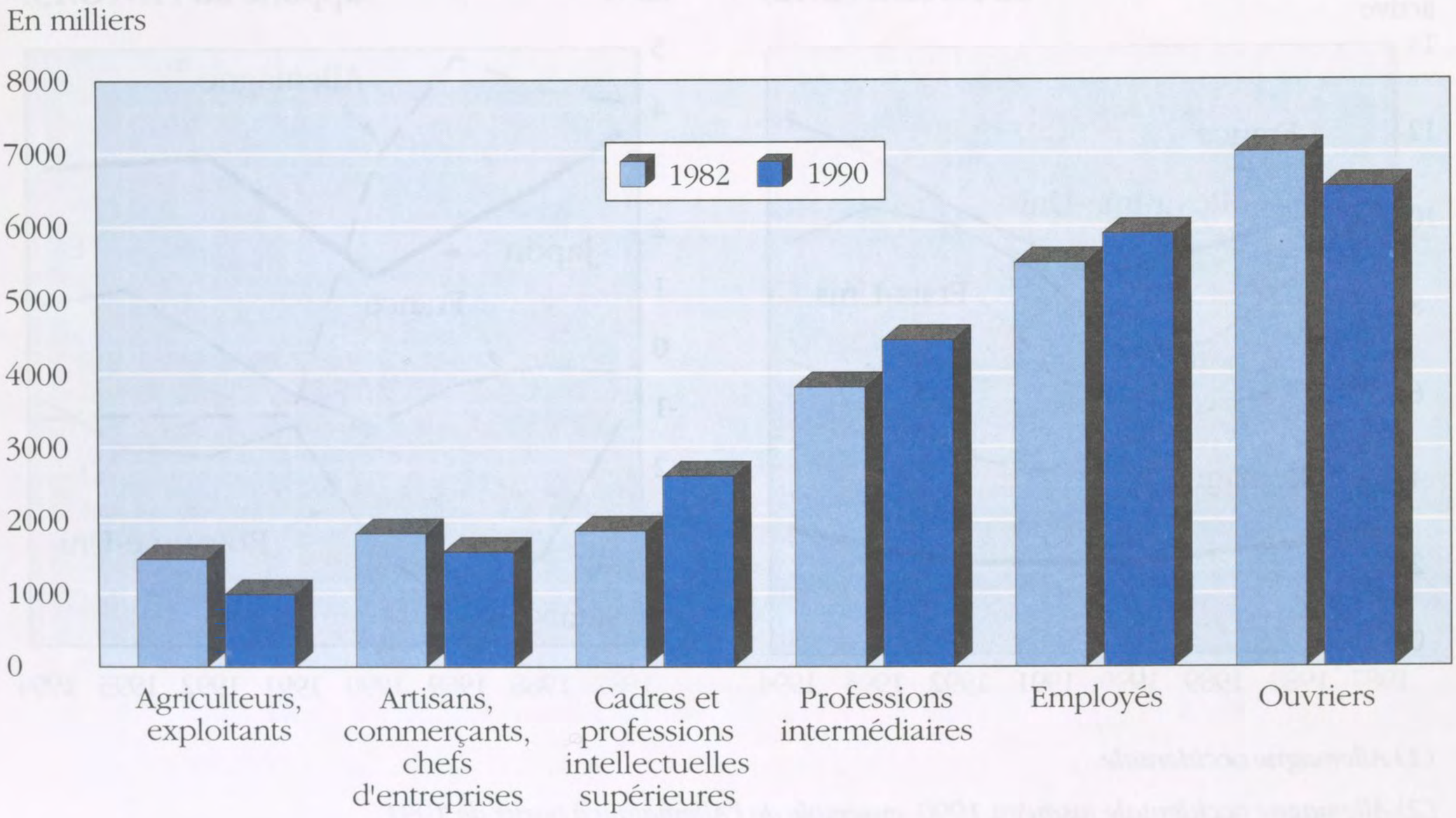
Évolution de la population résidente occupée par secteur



Source : INSEE, estimations annuelles d'emploi.

Graphique 9

Évolution des catégories sociales de 1982 à 1990



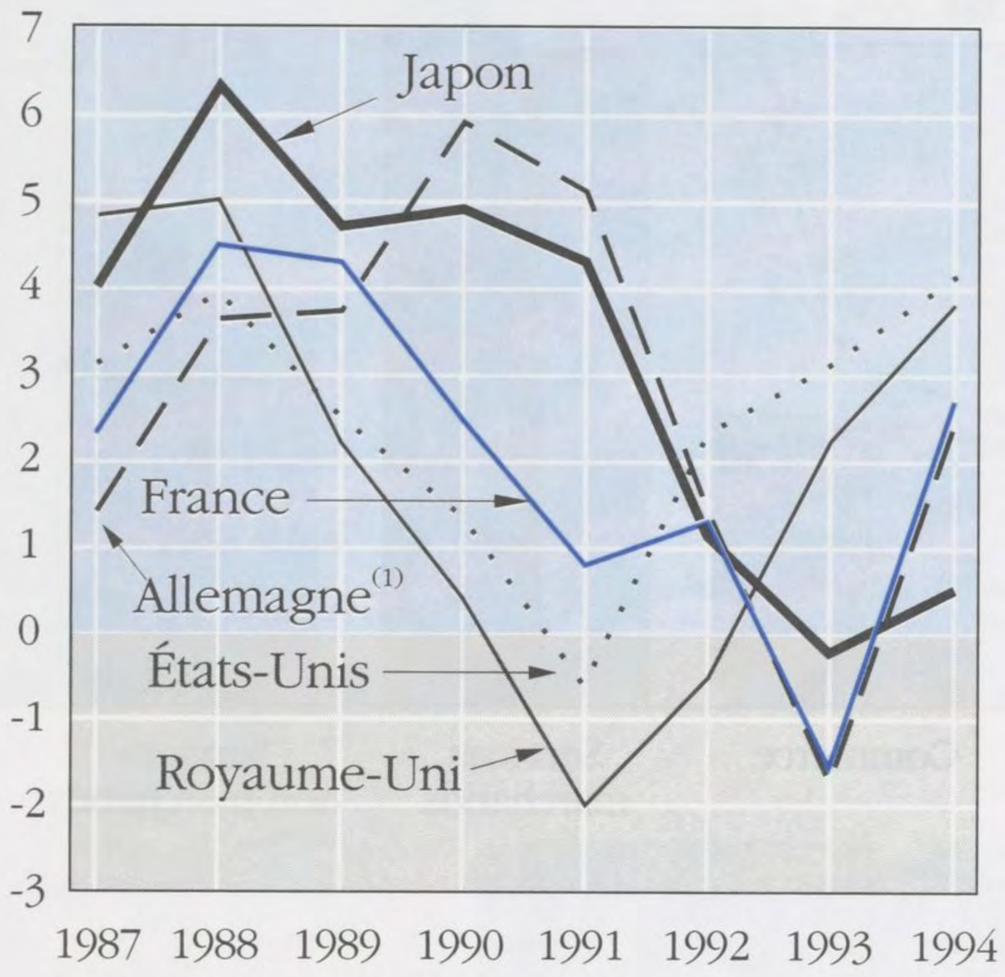
Source : INSEE, recensements de la population.

Graphiques 10, 11, 12 et 13

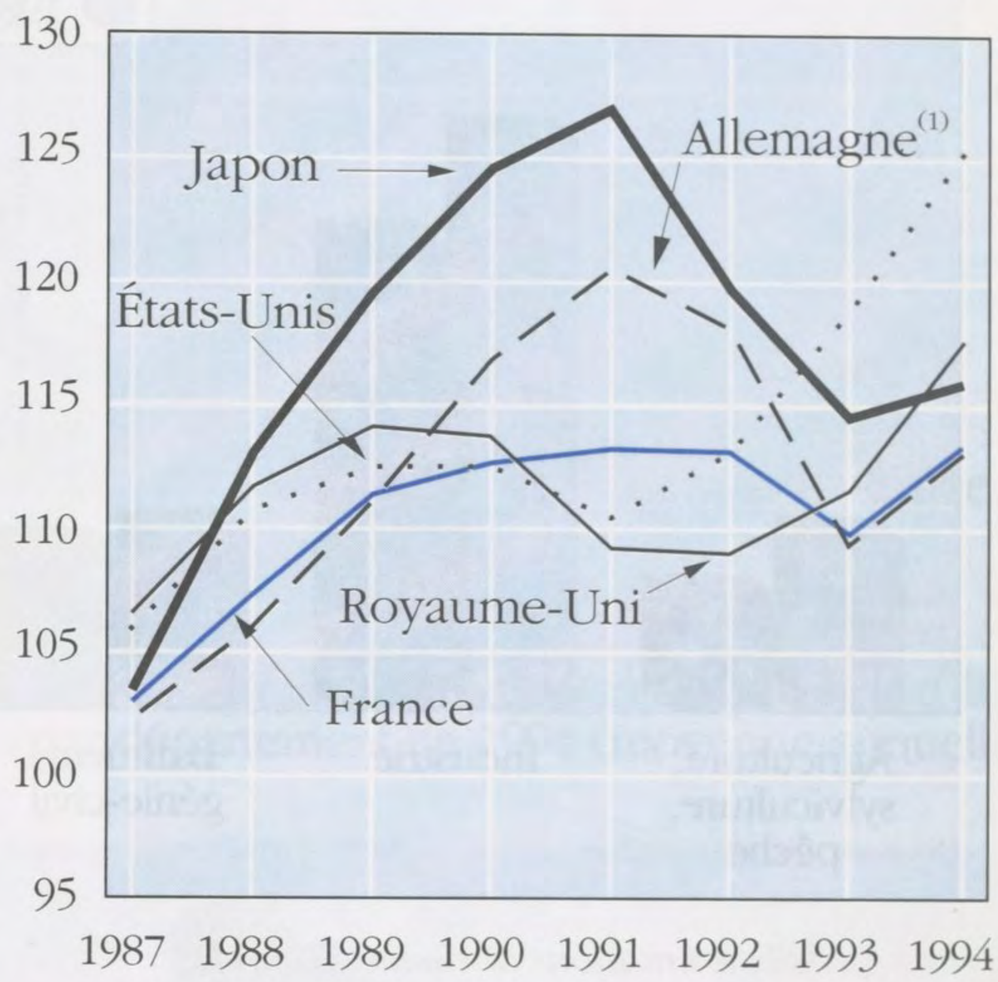
Comparaisons internationales

Indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE

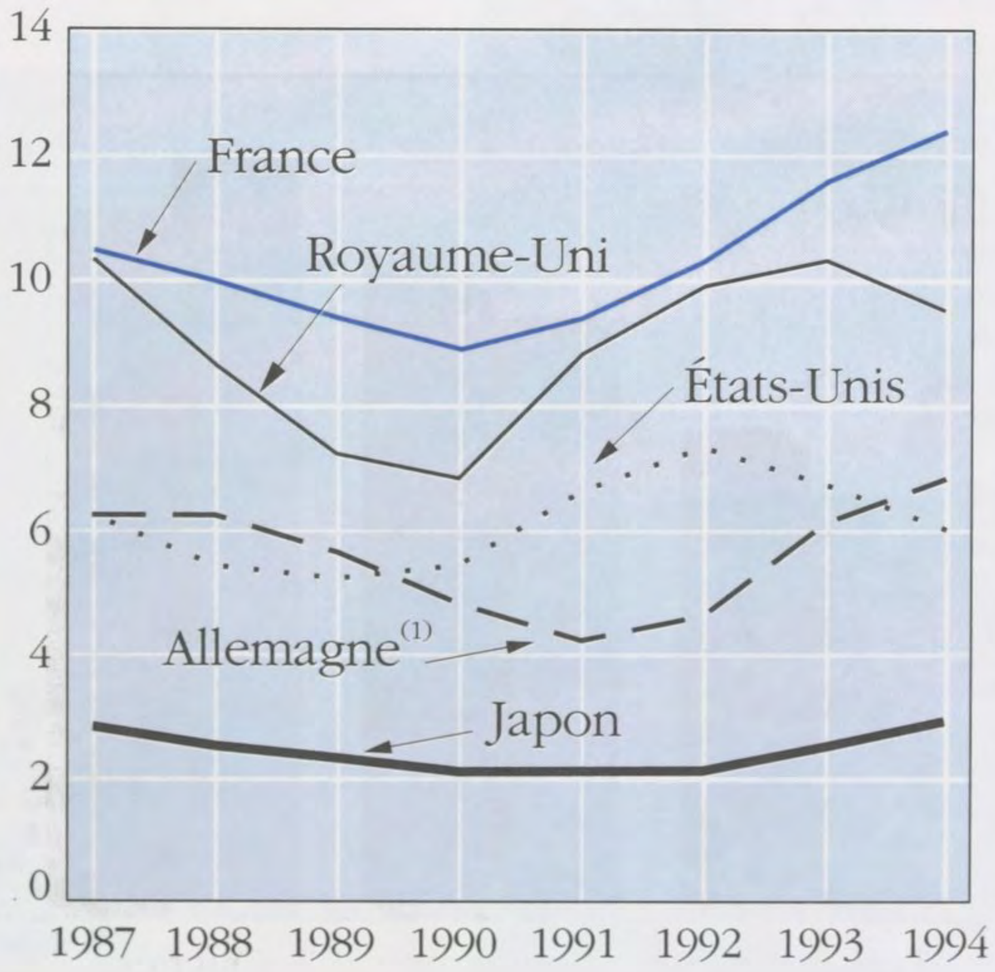
Taux d'évolution du PIB (G.10)



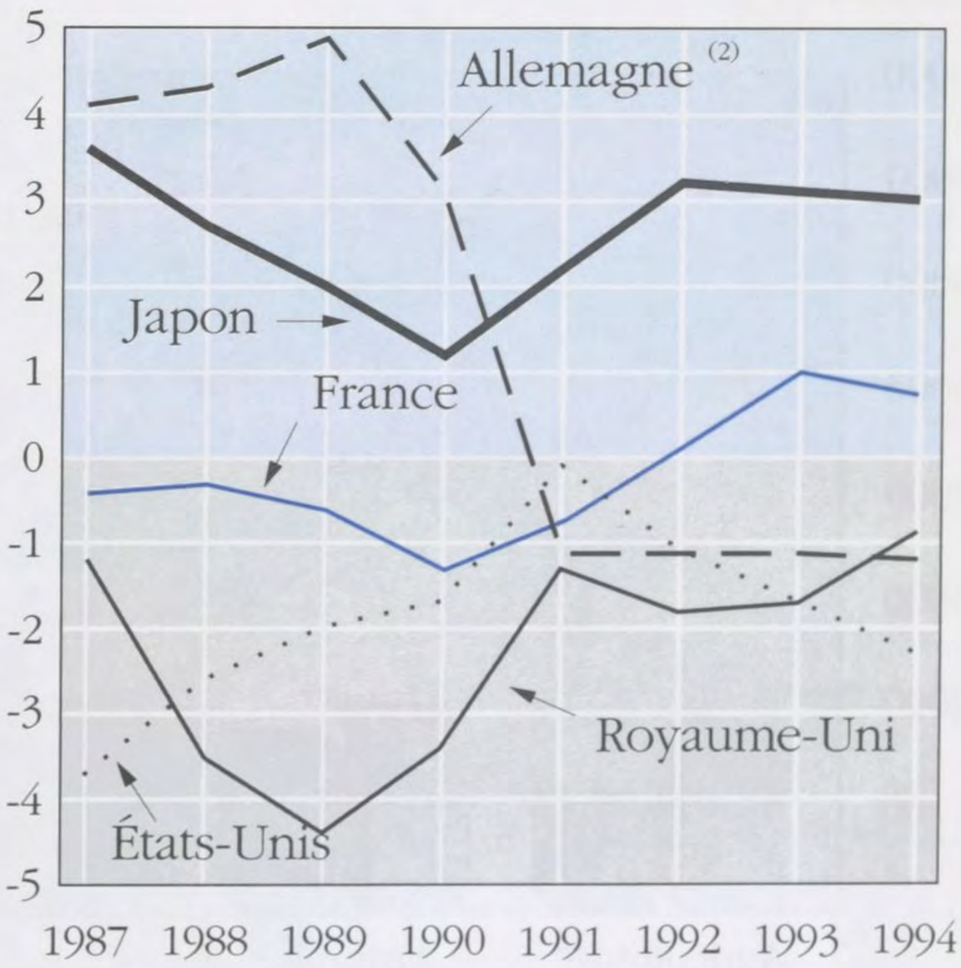
Indices de la production industrielle dans quelques pays de l'OCDE (G.11)



Taux de chômage dans quelques pays de l'OCDE (G.12)



Solde des opérations courantes avec le reste du monde rapporté au PIB (G.13)



(1) Allemagne occidentale.

(2) Allemagne occidentale jusqu'en 1990, ensemble de l'Allemagne à partir de 1991.

Source : OCDE et INSEE, (Rapport sur les Comptes de la Nation 1994).

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Population et environnement

A

Population et environnement

Chapitre A.01

Territoire et population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte, graphique et tableaux.

Carte, graphique et liste des tableaux :

Carte. La France administrative.

Graphique. Taux de croissance annuel des communes rurales et urbaines selon la tranche de population.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays.
3. Population légale sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1990.
9. Communes de plus de 50.000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Les unités urbaines ont été délimitées à partir des résultats du recensement de la population de 1990. Avec l'extension des villes, 472 communes sont devenues urbaines. Dans les agglomérations de plus de 50.000 habitants, la croissance de la population se différencie selon leur localisation géographique et leur activité dominante. Les anciennes villes industrielles déclinent au profit des villes tertiaires.

Le fait nouveau est la reprise de la croissance en Ile-de-France, qui concentre 18,8 % de la population métropolitaine en 1990 contre 18,5 % en 1982. Les deux autres régions les plus peuplées, Rhône - Alpes et Provence - Alpes - Côte d'Azur, continuent à augmenter la part de population qu'elles concentrent. Au contraire, les neuf régions les moins peuplées se vident encore et ne comptent plus en 1990 que 19,4 % de la population contre 19,9 % en 1982.

L'évolution des dix départements les plus peuplés pourrait donner l'impression d'une certaine déconcentration : sept d'entre eux ont perdu de l'importance relative et seuls les Yvelines et le Rhône en ont gagné. En fait, il s'agit bien de déclin pour les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, mais aussi de redistribution entre les départements de l'Ile-de-France : Paris perd encore de la population et les plus proches départements de banlieue augmentent moins vite que la moyenne nationale, au profit de ceux de la grande couronne. Pour l'essentiel, ces mouvements relèvent d'une déconcentration de type périurbain.

À l'opposé, on n'observe pas davantage de revitalisation parmi les vingt départements les moins peuplés : quatorze d'entre eux perdent de la population ou croissent moins vite que la moyenne nationale, les seules exceptions sont trois départements du Sud : Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence et Corse-du-Sud, qui améliorent un peu leur position. Les variations de populations départementales sont d'ailleurs demeurées d'une très grande stabilité depuis 1975.

La reprise de la concentration régionale traduit surtout l'essor des plus grandes villes. La nouveauté la plus marquante mise en évidence par le recensement de 1990 est la reprise de la croissance des plus grandes agglomérations : celle de Paris et celles de plus de 200.000 habitants se développent désormais plus vite que les villes de taille moyenne; les petites villes de 2.000 à 20.000 habitants gardent des taux élevés mais inférieurs à ceux de la période précédente.

Certes, cette croissance de la population des grandes villes résulte d'abord d'accroissement naturel élevé, les soldes migratoires restant négatifs pour toutes les agglomérations de plus de 20.000 habitants. Cependant, entre 1975-1982 et 1982-1990, les taux de variation dus au mouvement naturel ont plutôt baissé, et c'est le ralentissement de la perte par migration qui est à l'origine de la reprise de la croissance de la population.

Entre 1982 et 1990, la population des départements d'outre-mer — Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion — est passée de 1,246 million à 1,458 million; ceci correspond à un taux de croissance annuel de 2 %. Ce rythme est quatre fois plus élevé que celui de la métropole et, fait remarquable, il est nettement supérieur à celui des périodes antérieures : 0,7 % par an de 1974 à 1982 et 1,1 % de 1967 à 1974. Cette accélération s'observe pour tous les DOM avec une ampleur variable. En tête, on trouve la Guyane avec 5,8 % par an, suivie de la Guadeloupe (2,1 %), de la Réunion (1,8 %) et de la Martinique (1,1 %).

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′ de latitude nord; elle s'étend de 4° 47′ de longitude ouest à 8° 15′ de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre « Agriculture », en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas, actuellement, d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune. Ce sont ces derniers renseignements qui ont généralement été retenus dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace. Les données fournies proviennent de « La Statistique Agricole » annuelle établie par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. Ces données s'appuient sur l'enquête « Utilisation du territoire » à partir d'un échantillon permanent de 550.000 points du territoire. Ces points sont repérés grâce à des photographies aériennes.

214. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement général de la population de 1990. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 90-1172 du 21 décembre 1990.

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1991 pour Mayotte, 1990 pour Wallis et Futuna et pour Saint-Pierre-et-Miquelon, 1989 pour la Nouvelle-Calédonie et 1988 pour la Polynésie française.

3. DÉFINITIONS

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part (celle qui vit dans certaines communautés).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989 prescrivant l'exécution du recensement de 1990, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 26 avril 1989 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b*;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982 et 1990.

Zones de peuplement industriel ou urbain

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il existe une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il existe d'importantes migrations lieu de travail - lieu de résidence;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968, 1975, 1982 et 1990.

Il est à noter que cette notion de zone de peuplement industriel ou urbain ne sera plus appliquée pour le prochain recensement de la population; une autre notion est en cours d'élaboration.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).

— Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, Direction générale des Impôts.

— Bureau des longitudes.

Publications :

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- Annuaire démographique des Nations Unies.
- « Tous les pays du monde (1995) », *Population et sociétés*, INED, n° 304, août 1995.
- Recensement général de la population de 1982 en métropole (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :

— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*

— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants;*

— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;

— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*

— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*

- Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :

— Guadeloupe;

— Guyane;

— Martinique;

— Réunion;

— Saint-Pierre-et-Miquelon.

- Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1988);

— Nouvelle-Calédonie et dépendances (1989);

— Wallis et Futuna (1990).

- Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1990);

— Mayotte (1991).

- Recensement général de la population de 1990 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2.000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1975, 1982, 1990. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « blanche » :

— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1990;*

— *Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain, délimitations 1990.*

- *INSEE-Première :*

— N° 40. *164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989;*

— N° 41. *Nouvelle Calédonie : principales caractéristiques de la population;*

— N° 81. *Recensement de la population de 1990, première estimation nationale;*

— N° 82. *La population des régions. Recensement de la population de 1990, premières estimations;*

— N° 83. *La population des départements d'outre-mer en 1990. Recensement de la population, premières estimations;*

— N° 111. *Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990;*

— N° 116. *La population légale au recensement de 1990;*

— N° 119. *Plus loin de la ville. Résultats du recensement de la population de 1990;*

— N° 136. *Villes et régions au rendez-vous de l'Europe;*

— N° 142. *La population de Wallis-et-Futuna en 1990;*

— N° 236. *6 Mahorais sur 10 ont moins de 20 ans;*

— N° 243. *57,5 millions d'habitants au 1er janvier 1993;*

— N° 325. *L'influence des villes et de bourgs-centres;*

— N° 341. *Les transformations sociales du territoire 1982-1990.*

- *INSEE-Résultats,* série « Démographie, Société »:

— N° 2. *Image de la population de Nouvelle-Calédonie;*

— N° 18. *Image de la population de Wallis-et-Futuna;*

— N° 20. *Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte;*

— N° 32-33. *Population totale. RP 90 résultats du sondage au 1/4 (quart).*

● *Économie et Statistique.*

— N° 248. *La population des DOM en 1990.*

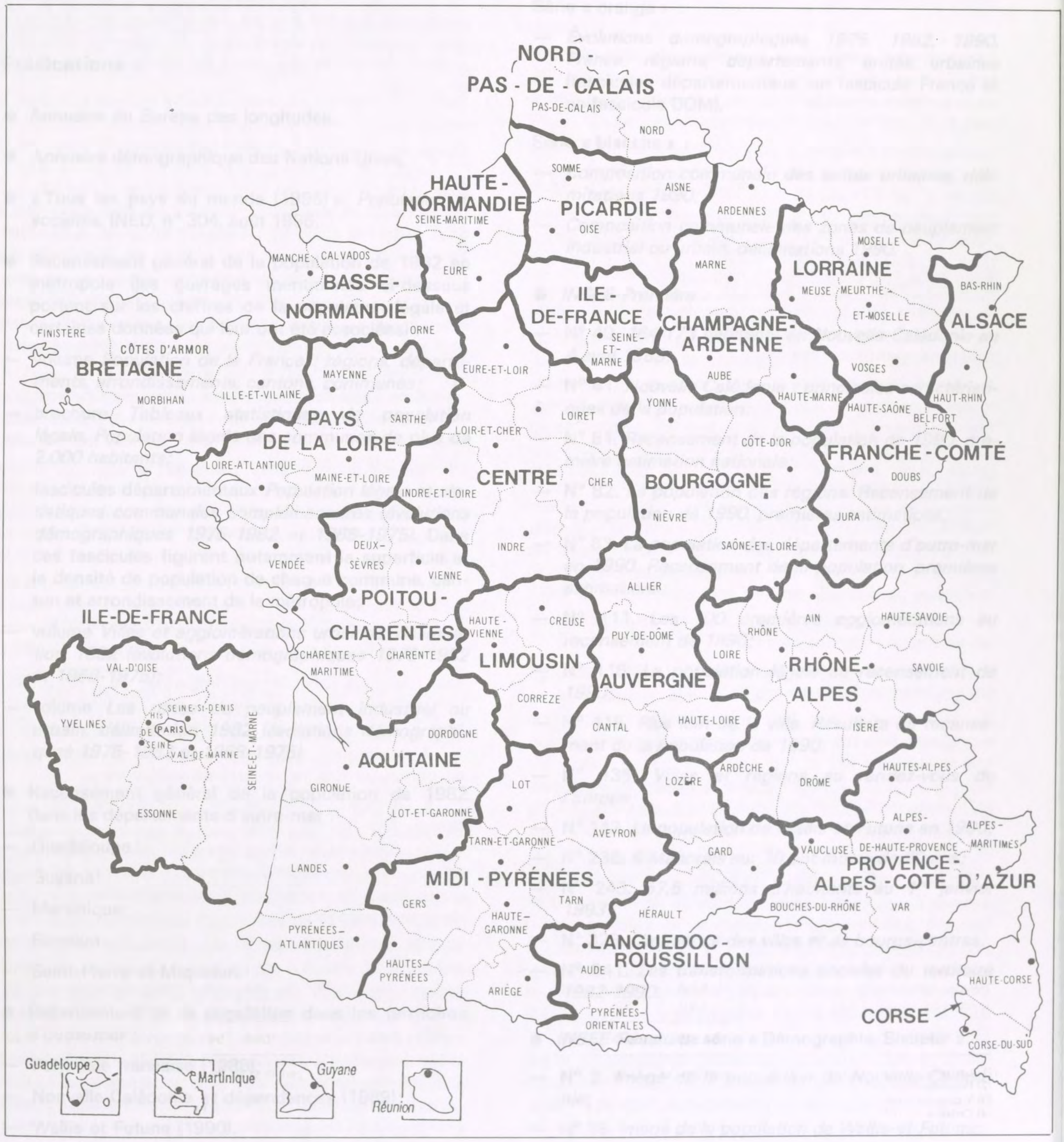
● Publications du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation :

— Agreste, données chiffrées Agriculture;
L'utilisation du territoire en 1994, n° 66, février 1995.
Statistique agricole annuelle - Résultats 1994, n° 70, juillet 1995.

* * *

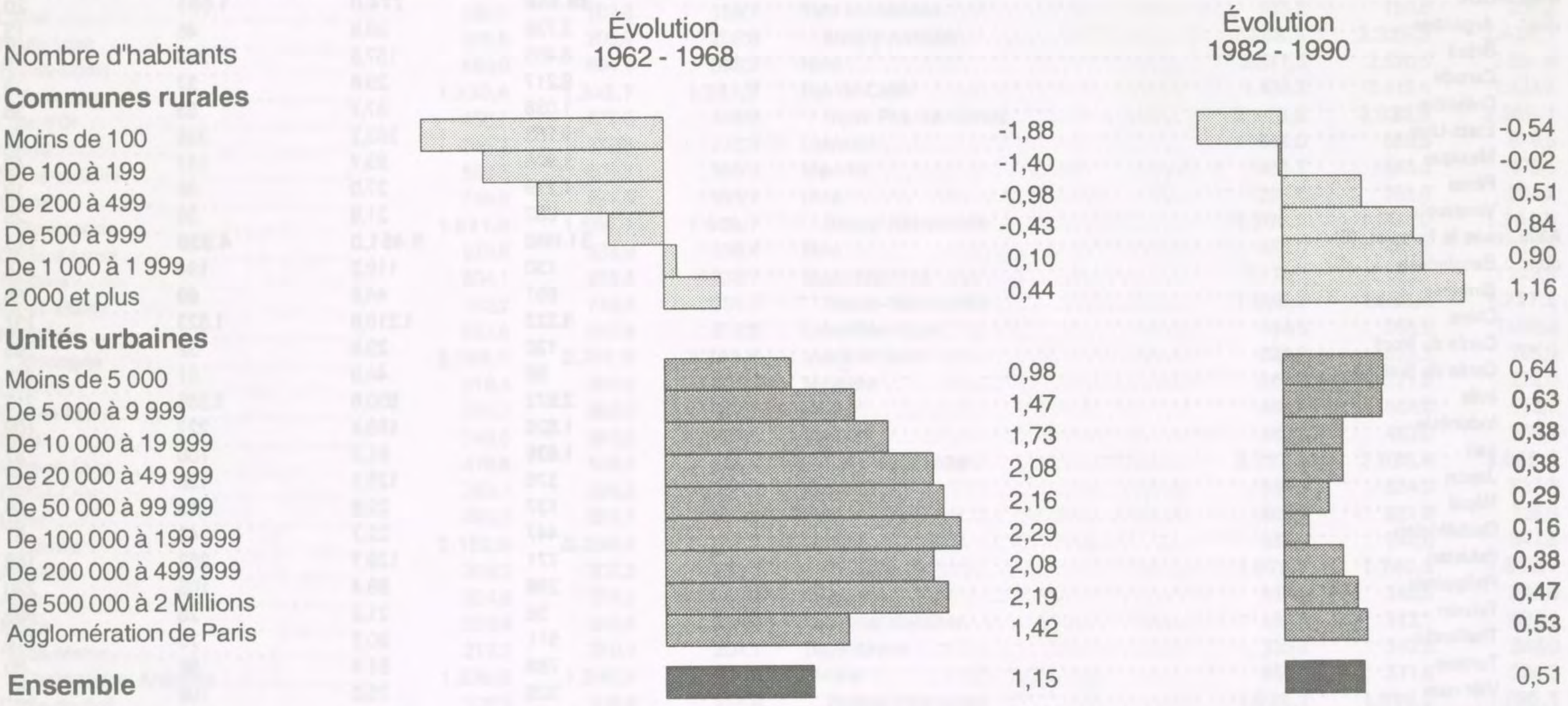
CARTE A. 01

La France administrative



GRAPHIQUE A.01

Taux de croissance annuel des communes rurales et urbaines selon la tranche de population



Source : INSEE (RP)

TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Service central des enquêtes et des études statistiques (SCEES).

Catégories	*r* 1948		1990		1991		1992		*r* 1993		1994	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,5	17.999	32,8	18.029	32,8	18.046	32,9	18.246	33,2	18.302	33,3
Superficies toujours en herbe	12.302	22,4	11.373	20,7	11.210	20,4	11.096	20,2	10.753	19,6	10.626	19,3
Autres superficies agricoles utilisées	2.131	3,9	1.213	2,2	1.208	2,2	1.209	2,2	1.341	2,4	1.333	2,4
Peupleraies, bois et forêts (2)	11.100	20,2	14.820	27,0	14.850	27,0	14.870	27,1	14.944	27,2	15.012	27,3
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.920	5,3	2.971	5,4	2.987	5,4	3.005	5,5	3.013	5,5
Territoire non agricole (3)	4.401	8,0	6.594	12,0	6.651	12,1	6.711	12,2	6.630	12,1	6.633	12,1
Total (4)	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Progression en partie apparente.
(3) Y compris la ville de Paris.
(4) Cadastre en 1948, planimétrage IGN ensuite.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1)

Source : Institut national d'études démographiques (INED), d'après le Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions — Estimation (4) mi-1995	Population en millions — Projection 2025	Densité mi-1995 (habitants par km²)
AFRIQUE	**29.642**	**720,0**	**1.510**	**24**
dont : Afrique du Sud	1.221	43,5	70	36
Algérie	2.381	28,4	47	12
Égypte	995	61,9	98	62
Éthiopie	976	56,0	130	57
Kenya	569	28,3	64	50
Maroc	446	29,2	47	65
Nigeria	910	101,2	246	111
Soudan	2.375	28,1	58	12
Tanzanie	886	28,5	59	32
Zaïre	2.267	44,1	105	19
AMÉRIQUE	**38.456**	**774,0**	**1.081**	**20**
dont : Argentine	2.736	34,6	46	13
Brésil	8.453	157,8	225	19
Canada	9.217	29,6	37	3
Colombie	1.038	37,7	53	36
États-Unis	9.163	263,2	338	29
Mexique	1.908	93,7	137	49
Pérou	1.279	27,0	36	19
Venezuela	882	21,8	35	25
ASIE (sans la Russie)..(5)	**31.000**	**3.451,0**	**4.939**	**111**
dont : Bangladesh	130	119,2	194	916
Birmanie	657	44,8	69	68
Chine	9.322	1.218,8	1.523	131
Corée du Nord	120	23,5	32	195
Corée du Sud	99	44,9	51	455
Inde	2.972	930,6	1.385	313
Indonésie	1.826	198,4	227	109
Iran	1.635	61,3	106	37
Japon	376	125,2	126	333
Népal	137	22,6	43	165
Ouzbékistan	447	22,7	42	51
Pakistan	771	129,7	252	168
Philippines	298	68,4	103	230
Taïwan	36	21,2	26	589
Thaïlande	511	60,2	75	118
Turquie	769	61,4	96	80
Viêt-nam	325	75,0	108	231
EUROPE (sans la Russie)	**5.888**	**581,5**	**590**	**99**
dont : Pologne	304	38,6	42	127
Roumanie	230	22,7	22	99
Ukraine	603	52,0	54	86
Europe des 15	**3.133**	**372,6**	**372**	**119**
Allemagne	349	81,7	76	234
Autriche	83	8,1	8	98
Belgique	30	10,2	11	335
Danemark	42	5,2	5	123
Espagne	499	39,1	37	78
Finlande	304	5,1	5	17
France	**550**	**58,1**	**64**	**106**
Grèce	131	10,5	10	80
Irlande	69	3,6	4	52
Italie	294	57,7	53	196
Luxembourg	3	0,4	ε	156
Pays-Bas	34	15,5	18	457
Portugal	92	9,9	10	108
Royaume-Uni	241	58,6	62	243
Suède	411	8,9	10	22
RUSSIE...(5)	**17.068**	**147,5**	**153**	**9**
OCÉANIE (sans Hawaï)..(6)	**8.419**	**28,0**	**39**	**3**
MONDE	**130.479**	**5.702,0**	**8.312**	**44**

(1) Pays de plus de vingt millions d'habitants.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Office statistique, Division de la population), Banque mondiale et sources nationales.
(3) Les superficies des pays sont fournies en milles carrés par le Population Reference bureau; le facteur de conversion utilisé est 1,609 au carré, soit 2,5888... un peu inférieur à 2,59 utilisé précédemment ; ce qui modifie certains chiffres des tableaux pour les années précédentes.
(4) Les valeurs données sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 1995). Pour certains pays, ils peuvent dater d'une dizaine d'années (pour plus de précision sur les derniers résultats connus se reporter à l'annuaire démographique des Nations Unies).
(5) Huit républiques de l'ex- URSS ont été classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Georgie, Kazakhstan, Kirghistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkmenistan) et six en Europe (les trois baltes : Estonie, Lettonie, Lituanie ainsi que Bielorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie elle- même est comptée à part.
(6) Hawaï fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-3

Population légale sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

France entière

Source : INSEE (Recensements de la population)

Unité : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes			Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1975	1982	1990		1975 (1)	1982	1990
Bas-Rhin	882,1	915,7	953,1	Moselle	1.006,4	1.007,2	1.011,3
Haut-Rhin	635,2	650,4	671,3	Vosges	398,0	395,8	386,3
Alsace	**1.517,3**	**1.566,0**	**1.624,4**	**Lorraine**	**2.330,9**	**2.319,9**	**2.305,7**
Dordogne	373,2	377,4	386,4	Ariège	137,9	135,7	136,5
Gironde	1.061,5	1.127,5	1.213,5	Aveyron	278,3	278,7	270,1
Landes	288,3	297,4	311,5	Haute-Garonne	777,4	824,5	926,0
Lot-et-Garonne	292,6	298,5	306,0	Gers	175,4	174,2	174,6
Pyrénées-Atlantiques	534,7	555,7	578,5	Lot	150,8	154,5	155,8
Aquitaine	**2.550,3**	**2.656,5**	**2.795,8**	Haute-Pyrénées	227,2	227,9	224,8
Allier	378,4	369,6	357,7	Tarn	338,0	339,3	342,7
Cantal	166,5	162,8	158,7	Tarn-et-Garonne	183,3	190,5	200,2
Haute-Loire	205,5	205,9	206,6	**Midi-Pyrénées**	**2.268,3**	**2.325,3**	**2.430,7**
Puy-de-Dôme	580,0	594,4	598,2	Nord	2.511,5	2.520,5	2.531,9
Auvergne	**1.330,4**	**1.332,7**	**1.321,2**	Pas-de-Calais	1.402,3	1.412,4	1.433,2
Côte-d'Or	456,1	473,5	493,9	**Nord-Pas-de-Calais**	**3.913,8**	**3.932,9**	**3.965,1**
Nièvre	245,2	239,6	233,3	Calvados	561,0	589,6	618,5
Saône-et-Loire	569,8	571,9	559,4	Manche	451,7	465,9	479,6
Yonne	299,9	311,0	323,1	Orne	293,5	295,5	293,2
Bourgogne	**1.571,0**	**1.596,1**	**1.609,7**	**Basse-Normandie**	**1.306,2**	**1.351,0**	**1.391,3**
Côtes-d'Armor	525,6	538,9	538,4	Eure	423,0	462,3	513,8
Finistère	804,1	828,4	838,7	Seine-Maritime	1.172,7	1.193,1	1.223,4
Ille-et-Vilaine	702,2	749,8	798,7	**Haute-Normandie**	**1.595,7**	**1.655,4**	**1.737,2**
Morbihan	563,6	590,9	619,8	Loire-Atlantique	934,5	995,5	1.052,2
Bretagne	**2.595,5**	**2.707,9**	**2.795,6**	Maine-et-Loire	629,8	675,3	705,9
Cher	316,4	320,2	321,6	Mayenne	261,8	271,8	278,0
Eure-et-Loir	335,2	362,8	396,1	Sarthe	490,4	504,8	513,7
Indre	248,5	243,2	237,5	Vendée	450,6	483,0	509,4
Indre-et-Loire	478,6	506,1	529,3	**Pays de la Loire**	**2.767,1**	**2.930,4**	**3.059,1**
Loir-et-Cher	283,7	296,2	305,9	Aisne	533,9	534,0	537,3
Loiret	490,2	535,7	580,6	Oise	606,3	661,8	725,6
Centre	**2.152,6**	**2.264,2**	**2.371,0**	Somme	538,5	544,6	547,8
Ardennes	309,3	302,3	296,4	**Picardie**	**1.678,7**	**1.740,3**	**1.810,7**
Aube	284,8	289,3	289,2	Charente	337,1	340,8	342,0
Marne	530,4	543,6	558,2	Charente-Maritime	497,9	513,2	527,1
Haute-Marne	212,3	210,7	204,1	Deux-Sèvres	335,8	342,8	346,0
Champagne-Ardenne	**1.336,8**	**1.345,9**	**1.347,8**	Vienne	357,4	371,4	380,0
Corse-du-Sud	100,3	108,6	118,8	**Poitou-Charentes**	**1.528,2**	**1.568,2**	**1.595,1**
Haute-Corse	125,3	131,6	131,6	Alpes-de-Haute-Provence	112,2	119,1	130,9
Corse	**225,6**	**240,2**	**250,4**	Hautes-Alpes	97,4	105,1	113,3
Doubs	471,1	477,2	484,8	Alpes-Maritimes	816,7	881,2	971,8
Jura	238,9	242,9	248,8	Bouches-du-Rhône	1.633,0	1.724,2	1.759,4
Haute-Saône	222,3	232,0	229,7	Var	626,1	708,3	815,4
Territoire-de-Belfort	128,1	132,0	134,1	Vaucluse	390,4	427,3	467,1
Franche-Comté	**1.060,4**	**1.084,0**	**1.097,3**	**Provence-Alpes-Côte d'Azur**	**3.675,8**	**3.965,2**	**4.257,9**
Paris	2.299,8	2.176,2	2.152,4	Ain	376,5	418,5	471,0
Seine-et-Marne	755,8	887,1	1.078,2	Ardèche	257,1	268,0	277,6
Yvelines	1.082,3	1.196,1	1.307,2	Drôme	361,8	389,8	414,1
Essonne	923,1	988,0	1.084,8	Isère	860,3	936,8	1.016,2
Hauts-de-Seine	1.438,9	1.387,0	1.391,7	Loire	742,4	739,5	746,3
Seine-Saint-Denis	1.322,1	1.324,3	1.381,2	Rhône	1.429,6	1.445,2	1.509,0
Val-de-Marne	1.215,7	1.193,7	1.215,5	Savoie	305,1	323,7	348,3
Val-d'Oise	840,9	920,6	1.049,6	Haute-Savoie	447,8	494,5	568,3
Île-de-France	**9.878,6**	**10.073,1**	**10.660,6**	**Rhône-Alpes**	**4.780,6**	**5.015,9**	**5.350,7**
Aude	272,4	280,7	298,7				
Gard	494,6	530,5	585,0	**Ensemble métropole**	**52.592,0**	**54.334,9**	**56.615,1**
Hérault	648,2	706,5	794,6				
Lozère	74,8	74,3	72,8	Guadeloupe	324,5	328,4	387,0
Pyrénées-Orientales	299,5	334,6	363,8	Guyane	55,1	73,0	114,7
Languedoc-Roussillon	**1.789,5**	**1.926,5**	**2.115,0**	Martinique	324,8	328,6	359,6
Corrèze	240,4	241,4	237,9	Réunion	476,7	515,8	597,8
Creuse	146,2	140,0	131,3				
Haute-Vienne	352,1	355,7	353,6	**Ensemble départements d'outre-mer**	**1.181,1**	**1.245,8**	**1.459,1**
Limousin	**738,7**	**737,2**	**722,9**				
Meurthe-et-Moselle	722,6	716,8	711,8	**France (métropole et départements d'outre-mer)**	**53.773,1**	**55.580,7**	**58.074,2**
Meuse	203,9	200,1	196,3				

(1) En 1974 pour les départements d'outre-mer.

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1983	145.368	1989	164.173
Polynésie française	1983	166.753	1988	188.814
Wallis et Futuna	1983	12.408	1990	13.705
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1985	67.205	1991	94.385
Saint-Pierre-et-Miquelon	1982	6.041	1990	6.277

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990).

Région ou département	Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
	Arrondissements	Cantons	Communes					
Alsace	**13**	**75**	**899**	**8.280,20**	**1.624,4**	**196**		
67 Rhin (Bas-)	7	44	522	4.755,03	953,1	200	Strasbourg	252.338
68 Rhin (Haut-)	6	31	377	3.525,17	671,3	190	Colmar	63.498
Aquitaine	**18**	**235**	**2.290**	**41.308,42**	**2.795,9**	**68**		
24 Dordogne	4	50	557	9.060,01	386,4	43	Périgueux	30.280
33 Gironde	5	63	542	10.000,14	1.213,5	121	Bordeaux	210.336
40 Landes	2	30	331	9.242,60	311,5	34	Mont-de-Marsan	28.328
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5.360,91	306,0	57	Agen	30.553
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	543	7.644,76	578,5	76	Pau	82.157
Auvergne	**14**	**158**	**1.310**	**26.012,89**	**1.321,2**	**51**		
03 Allier	3	35	320	7.340,11	357,7	49	Moulins	22.799
15 Cantal	3	27	260	5.725,98	158,7	28	Aurillac	30.773
43 Loire (Haute-)	3	35	260	4.977,14	206,6	42	Le Puy-en-Velay	21.743
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7.969,66	598,2	75	Clermont-Ferrand	136.181
Bourgogne	**15**	**172**	**2.044**	**31.581,96**	**1.609,7**	**51**		
21 Côte-d'Or	3	43	707	8.763,21	493,9	56	Dijon	146.703
58 Nièvre	4	32	312	6.816,71	233,3	34	Nevers	41.968
71 Saône-et-Loire	5	57	574	8.574,69	559,4	65	Mâcon	37.275
89 Yonne	3	40	451	7.427,35	323,1	44	Auxerre	38.819
Bretagne	**15**	**197**	**1.269**	**27.207,91**	**2.795,6**	**103**		
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6.877,55	538,4	78	Saint-Brieuc	44.752
29 Finistère	4	52	283	6.733,00	838,7	125	Quimper	59.437
35 Ille-et-Vilaine	4	51	353	6.774,72	798,7	118	Rennes	197.536
56 Morbihan	3	42	261	6.822,64	619,8	91	Vannes	45.644
Centre	**20**	**198**	**1.842**	**39.150,94**	**2.371,0**	**61**		
18 Cher	3	35	290	7.234,99	321,6	44	Bourges	75.609
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5.879,95	396,1	67	Chartres	39.595
36 Indre	4	26	247	6.790,63	237,5	35	Châteauroux	50.969
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6.126,70	529,3	86	Tours	129.509
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6.343,44	305,9	48	Blois	49.318
45 Loiret	3	41	334	6.775,23	580,6	86	Orléans	105.111
Champagne - Ardenne	**15**	**146**	**1.936**	**25.605,75**	**1.347,9**	**53**		
08 Ardennes	4	37	462	5.229,41	296,4	57	Charleville-Mézières	57.008
10 Aube	3	33	431	6.004,16	289,2	48	Troyes	59.255
51 Marne	5	44	619	8.161,58	558,2	68	Châlons-sur-Marne	48.423
52 Marne (Haute-)	3	32	424	6.210,60	204,1	33	Chaumont	27.041
Corse	**5**	**52**	**360**	**8.679,79**	**250,4**	**29**		
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4.014,22	118,8	30	Ajaccio	58.949
2B Corse (Haute)	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia	37.845
Franche-Comté	**9**	**116**	**1.786**	**16.202,34**	**1.097,4**	**68**		
25 Doubs	3	35	594	5.233,64	484,8	93	Besançon	113.828
39 Jura	3	34	545	4.999,18	248,8	50	Lons-le-Saunier	19.144
70 Saône (Haute-)	2	32	546	5.360,08	229,7	43	Vesoul	17.614
90 Belfort (Territoire de)	1	15	101	609,44	134,1	220	Belfort	50.125
Île-de-France	**23**	**314**	**1.281**	**12.012,27**	**10.660,6**	**887**		
75 Paris	1	20	1	105,40	2.152,4	20.421	Paris	2.152.423
77 Seine-et-Marne	4	40	514	5.915,29	1.078,2	182	Melun	35.319
78 Yvelines	4	39	262	2.284,43	1.307,2	572	Versailles	87.789
91 Essonne	3	42	196	1.804,40	1.084,8	601	Evry	45.531
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1.391,7	7.925	Nanterre	84.565
93 Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.381,2	5.848	Bobigny	44.659
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1.215,5	4.961	Créteil	82.088
95 Val-d'Oise	3	39	185	1.245,91	1.049,6	842	Pontoise	27.150
Languedoc - Roussillon	**14**	**180**	**1.545**	**27.375,79**	**2.114,9**	**77**		
11 Aude	3	34	438	6.138,98	298,7	49	Carcassonne	43.470
30 Gard	3	45	353	5.852,90	585,0	100	Nîmes	128.471
34 Hérault	3	46	343	6.101,01	794,6	130	Montpellier	207.996
48 Lozère	2	25	185	5.166,88	72,8	14	Mende	11.286
66 Pyrénées-Orientales	3	30	226	4.116,02	363,8	88	Perpignan	105.983
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16.942,34**	**722,8**	**43**		
19 Corrèze	3	37	286	5.856,83	237,9	41	Tulle	17.164
23 Creuse	2	27	260	5.565,38	131,3	24	Guéret	14.706
87 Vienne (Haute-)	3	42	201	5.520,13	353,6	64	Limoges	133.464

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990).

Région ou département	Région ou département — Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
Lorraine	**19**	**154**	**2.335**	**23.547,40**	**2.305,7**	**98**		
54 Meurthe-et-Moselle	4	41	593	5.240,95	711,8	136	Nancy	99.351
55 Meuse	3	31	499	6.216,40	196,3	32	Bar-le-Duc	17.545
57 Moselle	9	51	727	6.216,27	1.011,3	163	Metz	119.594
88 Vosges	3	31	516	5.873,78	386,3	66	Epinal	36.732
Midi-Pyrénées	**22**	**285**	**3.019**	**41.347,94**	**2.430,7**	**59**		
09 Ariège	3	22	332	4.889,92	136,5	28	Foix	9.964
12 Aveyron	3	46	304	8.735,12	270,1	31	Rodez	24.701
31 Garonne (Haute-)	3	50	588	6.309,34	926,0	147	Toulouse	358.688
32 Gers	3	31	462	6.256,82	174,6	28	Auch	23.136
46 Lot	3	31	340	5.216,53	155,8	30	Cahors	19.735
65 Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	464,04	224,8	484	Tarbes	47.566
81 Tarn	2	43	324	5.757,89	342,7	60	Albi	46.579
82 Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	200,2	54	Montauban	51.224
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**144**	**1.549**	**12.414,09**	**3.965,1**	**319**		
59 Nord	6	76	652	5.742,74	2.531,9	441	Lille	172.142
62 Pas-de-Calais	7	68	897	6.671,35	1.433,2	215	Arras	38.983
Basse-Normandie	**11**	**140**	**1.814**	**17.589,32**	**1.391,3**	**79**		
14 Calvados	4	48	705	5.547,92	618,5	111	Caen	112.846
50 Manche	4	52	602	5.938,02	479,6	81	Saint-Lô	21.546
61 Orne	3	40	507	6.103,38	293,2	48	Alençon	29.988
Haute-Normandie	**6**	**113**	**1.421**	**12.317,42**	**1.737,2**	**141**		
27 Eure	3	43	676	6.039,74	513,8	85	Evreux	49.103
76 Seine-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.223,4	195	Rouen	102.723
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1.504**	**32.081,77**	**3.059,2**	**95**		
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6.815,38	1.052,2	154	Nantes	244.995
49 Maine-et-Loire	4	41	364	7.165,60	705,9	99	Angers	141.404
53 Mayenne	3	32	261	5.175,21	278,0	54	Laval	50.473
72 Sarthe	3	40	375	6.205,99	513,7	83	Le Mans	145.502
85 Vendée	3	31	283	6.719,59	509,4	76	La Roche-sur-Yon	45.219
Picardie	**13**	**129**	**2.293**	**19.399,46**	**1.810,7**	**93**		
02 Aisne	5	42	817	7.369,12	537,3	73	Laon	26.490
60 Oise	4	41	693	5.860,22	725,6	124	Beauvais	54.190
80 Somme	4	46	783	6.170,12	547,8	89	Amiens	131.872
Poitou - Charentes	**14**	**157**	**1.465**	**25.809,53**	**1.595,1**	**62**		
16 Charente	3	35	405	5.955,99	342,0	57	Angoulême	42.876
17 Charente-Maritime	5	51	472	6.863,75	527,1	77	La Rochelle	71.094
79 Sèvres (Deux-)	3	33	307	5.999,35	346,0	58	Niort	57.012
86 Vienne	3	38	281	6.990,44	380,0	54	Poitiers	78.894
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**223**	**963**	**31.399,64**	**4.257,9**	**136**		
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6.925,22	130,9	19	Digne-les-Bains	16.087
05 Alpes (Hautes-)	2	30	177	5.548,68	113,3	20	Gap	33.444
06 Alpes-Maritimes	2	51	163	4.298,58	971,8	226	Nice	342.439
13 Bouches-du-Rhône	4	47	119	5.087,49	1.759,4	346	Marseille	800.550
83 Var	3	41	153	5.972,54	815,4	137	Toulon	167.619
84 Vaucluse	3	24	151	3.567,13	467,1	131	Avignon	86.939
Rhône - Alpes	**25**	**331**	**2.879**	**43.698,23**	**5.350,8**	**122**		
01 Ain	4	43	419	5.762,44	471,0	82	Bourg-en-Bresse	40.972
07 Ardèche	3	33	339	5.528,64	277,6	50	Privas	10.080
26 Drôme	3	36	371	6.529,95	414,1	63	Valence	63.437
38 Isère	3	58	533	7.431,44	1.016,2	137	Grenoble	150.758
42 Loire	3	40	327	4.780,59	746,3	156	Saint-Etienne	199.396
69 Rhône	2	51	293	3.249,12	1.509,0	464	Lyon	415.487
73 Savoie	3	37	305	6.028,25	348,3	58	Chambéry	54.120
74 Savoie (Haute-)	4	33	292	4.387,80	568,3	130	Annecy	49.644
Ensemble métropole	**327**	**3.828**	**36.551**	**543.965,40**	**56.615,1**	**104**		
97-1 Guadeloupe	3	42	34	1.780,00	387,0	217	Basse-Terre	14.003
97-2 Martinique	3	45	34	1.100,00	359,6	327	Fort-de-France	100.080
97-3 Guyane	2	19	21	91.000,00	114,7	1	Cayenne	41.067
97-4 Réunion	4	44	24	2.510,00	597,8	238	Saint-Denis	121.999
Ensemble départements d'outre-mer	**12**	**150**	**113**	**96.390,00**	**1.459,1**	**15**		
France (métropole et départements d'outre-mer)	**339**	**3.978**	**36.664**	**640.355,40**	**58.074,2**	**91**		

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef-lieu	Population du chef-lieu avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19.058	1989	164,2	8,6	Nouméa	66,1
Polynésie française (1)	4.000	1988	188,8	47,2	Papeete	24,2
Wallis et Futuna	255	1990	13,7	53,7	Mata-Utu	1,2
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	1991	94,4	252,4	Dzaoudzi	8,3
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1990	6,3	26,0	Saint-Pierre	5,7

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 57,8.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants

France entière

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Code Départ. (1)	Nomb. de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	*	851	379	Paris	9.318.821	3.920
2	*	753	84	Lyon	1.262.223	1.544
3	13	701	31	Marseille - Aix-en-Provence	1.230.936	1.309
4	59	702	60	Lille (2)	959.234	2.456
5	33	701	44	Bordeaux	696.364	848
6	31	701	58	Toulouse	650.336	1.052
7	06	702	24	Nice	516.740	2.127
8	44	701	20	Nantes	496.078	1.080
9	83	701	18	Toulon	437.553	942
10	38	701	33	Grenoble	404.733	1.331
11	67	701	16	Strasbourg (2)	388.483	2.272
12	76	702	29	Rouen	380.161	1.539
13	59	701	58	Valenciennes (2)	338.392	755
14	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	335.647	983
15	54	701	37	Nancy	329.447	1.230
16	62	701	36	Lens	323.174	1.205
17	42	701	15	Saint-Etienne	313.338	1.479
18	37	701	22	Tours	282.152	738
19	*	752	61	Béthune	261.535	681
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	254.416	1.407
21	76	701	13	Le Havre	253.627	1.751
22	34	701	9	Montpellier	248.303	2.335
23	35	701	8	Rennes	245.065	1.430
24	45	701	19	Orléans	243.153	840
25	21	701	15	Dijon	230.451	1.549
26	68	701	17	Mulhouse	223.856	1.156
27	49	601	11	Angers	208.282	1.068
28	51	601	6	Reims	206.437	2.588
29	29	701	7	Brest	201.480	1.010
30	*	751	31	Douai	199.562	988
31	57	602	18	Metz	193.117	1.315
32	14	601	18	Caen	191.490	1.583
33	*	655	11	Dunkerque	190.879	1.042
34	72	601	10	Le Mans	189.107	1.011
35	*	654	13	Avignon	181.136	634
36	87	601	7	Limoges	170.065	853
37	*	653	17	Bayonne	164.378	778
38	66	601	11	Perpignan	157.873	1.185
39	80	601	10	Amiens	156.120	1.390
40	64	601	24	Pau	144.674	843
41	30	601	4	Nîmes	138.527	687
42	972	601	3	Fort-de-France	133.941	1233
43	57	601	12	Thionville	132.413	963
44	44	601	10	Saint-Nazaire	131.511	468
45	74	601	15	Annecy	126.729	901
46	971	601	4	Pointe-à-Pitre - Les-Abymes	124.358	710
47	10	601	14	Troyes	122.763	1.167
48	25	601	7	Besançon	122.623	1.263
49	974	601	1	Saint-Denis	121.999	854
50	25	602	21	Montbéliard	117.510	838
51	56	601	5	Lorient	115.488	1.293
52	*	652	23	Hagondange - Briey	112.061	645
53	*	651	6	Valence	107.965	978
54	77	502	10	Melun	107.705	1.794
55	86	601	8	Poitiers	107.625	720
56	73	501	16	Chambéry	103.283	767
57	16	601	16	Angoulême	102.908	629
58	59	601	15	Maubeuge (2)	102.772	872
59	62	601	7	Calais	101.768	746
60	17	601	7	La Rochelle	100.264	1.226
61	57	501	15	Forbach (2)	98.758	1.093
62	*	555	21	Genève (Suisse) - Annemasse (2)	98.758	842
63	60	503	17	Creil	97.119	1.018
64	18	501	5	Bourges	94.731	674
65	50	501	6	Cherbourg	92.045	1.343
66	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	91.249	1.128
67	28	501	9	Chartres	85.933	1.306
68	22	501	6	Saint-Brieuc	83.861	712
69	68	501	6	Colmar	83.816	656
70	42	502	10	Saint-Chamond	81.795	609
71	65	501	12	Tarbes	80.680	1.015
72	62	502	12	Arras	79.607	985
73	*	556	17	Belfort	78.215	966
74	71	502	11	Chalon-sur-Saône	77.764	880
75	42	501	9	Roanne	77.160	628
76	30	501	14	Alès	76.856	385
77	34	502	3	Béziers	76.304	610
78	83	501	3	Fréjus	73.967	338
79	13	501	3	Martigues	72.375	632
80	974	502	1	Saint-Paul	71.669	297
81	02	501	7	Saint-Quentin	71.113	1.695
82	47	501	14	Agen	67.960	386
83	08	501	7	Charleville-Mézières	67.213	945
84	36	501	4	Châteauroux	67.090	389
85	60	502	11	Compiègne	67.057	549
86	06	501	9	Menton - Monaco (2)	66.269	899
87	29	501	2	Quimper	65.954	704
88	79	501	3	Niort	65.792	651
89	41	501	6	Blois	65.132	589
90	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.379	524
91	81	501	8	Albi	64.359	650
92	34	501	4	Sète	63.833	972
93	24	501	9	Périgueux	63.322	465
94	03	502	6	Montluçon	63.018	534
95	77	501	7	Meaux	63.006	1.119
96	88	501	10	Epinal	62.140	528
97	03	501	9	Vichy	61.566	540
98	51	501	5	Châlons-sur-Marne	61.452	821
99	2A	501	1	Ajaccio	58.949	659
100	58	501	5	Nevers	58.915	556
101	974	501	1	Saint-Pierre	58.846	613
102	27	501	4	Evreux	57.968	989
103	59	501	7	Armentières (2)	57.738	621
104	60	501	4	Beauvais	57.704	823
105	53	501	2	Laval	56.855	857
106	01	501	5	Bourg-en-Bresse	55.784	545
107	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	55.249	697
108	49	501	1	Cholet	55.132	630
109	74	402	11	Thonon-les-Bains	55.103	546
110	62	501	12	Saint-Omer	54.642	586
111	*	553	2	Arles	54.309	68
112	*	552	9	Elbeuf	53.886	869
113	82	501	2	Montauban	53.010	379
114	45	501	8	Montargis	52.804	466
115	973	501	2	Cayenne	52.768	757
116	2B	501	6	Bastia	52.446	1.019

(1) Un astérisque dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	379	9.318.821	16,46
200.000 à moins de 2.000.000 habitants	28	791	11.921.596	21,06
100.000 à moins de 200.000 habitants	28	366	3.892.316	6,88
50.000 à moins de 100.000 habitants	53	403	3.658.878	6,46
20.000 à moins de 50.000 habitants	122	530	3.836.597	6,78
10.000 à moins de 20.000 habitants	201	591	2.765.032	4,88
5.000 à moins de 10.000 habitants	455	847	3.117.365	5,51
Moins de 5.000 habitants	1.003	1.393	3.387.154	5,98
Ensemble des unités urbaines	**1.891**	**5.300**	**41.897.759**	**74,00**
Communes rurales		**31.251**	**14.717.396**	**26,00**
Ensemble des communes		**36.551**	**56.615.155**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50.000 habitants

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2.152.423	20.421	52	86	Poitiers	78.894	1.874
2	13	Marseille	800.550	3.327	53	92	Colombes	78.513	10.053
3	69	Lyon	415.487	8.680	54	94	Saint-Maur-des-Fossés	77.206	7.183
4	31	Toulouse	358.688	3.032	55	18	Bourges	75.609	1.100
5	06	Nice	342.439	4.761	56	62	Calais	75.309	2.248
6	67	Strasbourg	252.338	3.224	57	92	Asnières-sur-Seine	71.850	14.907
7	44	Nantes	244.995	3.746	58	974	Saint-Paul	71.669	297
8	33	Bordeaux	210.336	4.261	59	17	Rochelle (La)	71.094	2.501
9	34	Montpellier	207.996	3.657	60	34	Béziers	70.996	744
10	35	Rennes	199.396	3.920	61	59	Dunkerque	70.331	1.884
11	42	Saint-Etienne	197.536	2.495	62	06	Antibes	70.005	2.644
12	76	Havre (Le)	195.854	4.172	63	06	Cannes	68.676	3.500
13	51	Reims	180.620	3.851	64	93	Aubervilliers	67.557	11.729
14	59	Lille	172.142	6.783	65	92	Rueil-Malmaison	66.401	4.517
15	83	Toulon	167.619	3.913	66	92	Courbevoie	65.389	15.681
16	38	Grenoble	150.758	8.315	67	59	Villeneuve-d'Ascq	65.320	2.379
17	29	Brest	147.956	2.988	68	44	Saint-Nazaire	64.812	1.385
18	21	Dijon	146.703	3.630	69	68	Colmar	63.498	954
19	72	Mans (Le)	145.502	2.755	70	26	Valence	63.437	1.729
20	49	Angers	141.404	3.312	71	971	Abymes (Les)	62.605	771
21	63	Clermont-Ferrand	136.181	3.192	72	92	Neuilly-sur-Seine	61.768	16.560
22	87	Limoges	133.464	1.723	73	93	Drancy	61.222	7.823
23	80	Amiens	131.872	2.655	74	02	Saint-Quentin	60.707	2.688
24	37	Tours	129.509	3.769	75	69	Vénissieux	60.644	3.943
25	30	Nîmes	128.471	794	76	83	Seyne-sur-Mer (La)	60.444	2.705
26	13	Aix-en-Provence	123.842	666	77	29	Quimper	59.968	704
27	974	Saint-Denis	121.999	854	78	56	Lorient	59.437	3.391
28	57	Metz	119.594	2.852	79	10	Troyes	59.271	4.489
29	69	Villeurbanne	116.872	8.049	80	2A	Ajaccio	59.255	659
30	25	Besançon	113.828	1.750	81	974	Saint-Pierre	58.846	613
31	14	Caen	112.846	4.391	82	92	Antony	57.771	6.043
32	68	Mulhouse	108.357	4.885	83	33	Mérignac	57.273	1.189
33	66	Perpignan	105.983	1.557	84	79	Niort	57.012	836
34	45	Orléans	105.111	3.825	85	08	Charleville-Mézières	57.008	1.813
35	76	Rouen	102.723	4.805	86	95	Sarcelles	56.833	6.726
36	92	Boulogne-Billancourt	101.743	16.490	87	49	Cholet	55.132	630
37	972	Fort-de-France	100.080	2.264	88	71	Chalon-sur-Saône	54.575	3.586
38	54	Nancy	99.351	6.619	89	60	Beauvais	54.190	1.624
39	59	Roubaix	97.746	7.388	90	73	Chambéry	54.120	2.578
40	93	Montreuil	94.754	10.623	91	93	Noisy-le-Grand	54.032	4.172
41	59	Tourcoing	93.765	6.173	92	94	Ivry-sur-Seine	53.619	8.790
42	95	Argenteuil	93.096	5.406	93	94	Maisons-Alfort	53.375	9.921
43	93	Saint-Denis	89.988	7.281	94	13	Arles	52.058	69
44	78	Versailles	87.789	3.353	95	94	Fontenay-sous-Bois	51.868	9.295
45	84	Avignon	86.939	1.342	96	82	Montauban	51.224	379
46	92	Nanterre	84.565	6.937	97	33	Pessac	51.055	1.315
47	94	Vitry-sur-Seine	82.400	7.061	98	36	Châteauroux	50.969	1.996
48	93	Aulnay-sous-Bois	82.314	5.081	99	53	Laval	50.473	1.475
49	64	Pau	82.157	2.607	100	78	Sartrouville	50.329	5.949
50	94	Créteil	82.088	7.182	101	90	Belfort	50.125	2.943
51	94	Champigny-sur-Marne	79.486	7.034					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1982 et 1990 en %
		1982	1990	
200.000 habitants et plus	9	5.043.495	4.985.252	— 0,14
100.000 à moins de 200.000 habitants	26	3.646.772	3.615.886	— 0,11
50.000 à moins de 100.000 habitants	61	4.100.435	4.114.819	0,04
20.000 à moins de 50.000 habitants	293	8.916.973	9.103.113	0,26
10.000 à moins de 20.000 habitants	426	5.645.286	5.982.007	0,73
5.000 à moins de 10.000 habitants	881	5.686.557	6.078.368	0,84
2.000 à moins de 5.000 habitants	2.611	7.344.110	7.944.742	0,99
1.000 à moins de 2.000 habitants	3.936	5.038.329	5.446.423	0,98
500 à moins de 1.000 habitants	6.604	4.290.356	4.594.429	0,86
200 à moins de 500 habitants	10.825	3.350.408	3.490.732	0,51
100 à moins de 200 habitants	6.748	995.940	994.780	— 0,01
50 à moins de 100 habitants	3.020	234.411	226.489	— 0,43
Moins de 50 habitants (1)	1.111	41.799	38.115	— 1,15
Ensemble	**36.551**	**54.334.871**	**56.615.155**	**0,51**

(1) Dont 5 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Unités : Communes : Nombre
Population : Millier

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	223	1.202.613	676	421.759	899	1.624.372
Aquitaine	308	1.831.023	1.982	964.807	2.290	2.795.830
Auvergne	128	774.080	1.182	547.134	1.310	1.321.214
Bourgogne	145	923.803	1.899	685.850	2.044	1.609.653
Bretagne	188	1.602.636	1.081	1.193.002	1.269	2.795.638
Centre	252	1.536.010	1.590	835.026	1.842	2.371.036
Champagne - Ardenne	128	838.742	1.808	509.106	1.936	1.347.848
Corse	15	146.660	345	103.711	360	250.371
Franche-Comté	144	637.880	1.642	459.396	1.786	1.097.276
Île-de-France	590	10.258.351	691	402.203	1.281	10.660.554
Languedoc - Roussillon	219	1.546.011	1.326	568.974	1.545	2.114.985
Limousin	41	371.399	706	351.451	747	722.850
Lorraine	339	1.661.202	1.996	644.524	2.335	2.305.726
Midi - Pyrénées	231	1.480.822	2.788	949.841	3.019	2.430.663
Nord - Pas-de-Calais	525	3.416.033	1.024	549.025	1.549	3.965.058
Basse-Normandie	148	739.553	1.666	651.765	1.814	1.391.318
Haute-Normandie	189	1.195.032	1.232	542.215	1.421	1.737.247
Pays de la Loire	232	1.912.729	1.272	1.146.383	1.504	3.059.112
Picardie	260	1.102.916	2.033	707.771	2.293	1.810.687
Poitou - Charentes	128	810.482	1.337	784.627	1.465	1.595.109
Provence - Alpes - Côte d'Azur	249	3.821.573	714	436.334	963	4.257.907
Rhône - Alpes	618	4.088.209	2.261	1.262.492	2.879	5.350.701
Ensemble métropole	**5.300**	**41.897.759**	**31.251**	**14.717.396**	**36.551**	**56.615.155**
Guadeloupe	30	380.863	4	6.124	34	386.987
Guyane	6	93.840	15	20.838	21	114.678
Martinique	21	324.604	13	34.968	34	359.572
Réunion	22	586.814	2	11.009	24	597.823
Ensemble départements d'outre-mer	**79**	**1.386.121**	**34**	**72.939**	**113**	**1.459.060**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**5.379**	**43.283.880**	**31.285**	**14.790.335**	**36.664**	**58.074.215**

(1) Population sans doubles comptes

Chapitre A.02

Environnement

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Parcs naturels nationaux et régionaux.

1. Principales caractéristiques météorologiques.
2. Superficie des espaces naturels protégés .
3. Nombre cumulé de sites inscrits et classés.
4. État des espèces de vertébrés en France.
5. Plans de chasse au grand gibier.
6. Pollution atmosphérique dans les principales villes de France.
7. Émissions de dioxyde de soufre par secteur d'activité.
8. Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité.
9. Émissions de dioxyde de carbone par secteur d'activité.
10. État sanitaire des eaux continentales de baignade.
11. Prélèvement total d'eau soumis à redevance.
12. Pollution industrielle de l'eau.
13. Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux.
14. Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales.
15. Qualité des eaux de baignade en mer.
16. Bilan de la pollution des communes du littoral pendant la saison estivale.
17. Pollution nette du milieu marin en provenance des industries des communes littorales.
18. Installations de traitement des ordures ménagères.
19. Les matériaux récupérés et leur taux d'utilisation.
20. Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut Français de l'Environnement, du ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, direction de la Météorologie nationale et du ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie.

1. MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des Français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement issues de *l'Environnement en France - 1994* et des différents documents élaborés ou publiés par l'IFEN (Institut français de l'environnement).

Météorologie

- Température

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol.

- Gelée

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0 °C sous abri.

- Durée d'insolation

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

- Jour de précipitations

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

- Précipitations

Les précipitations sont mesurées de 6 heures, temps universel (TU) le jour, à 6 heures le lendemain, entre autres, au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

Protection de l'espace

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Parmi les différents types d'instruments de protection de l'espace, on retiendra en particulier les suivants :

- Les documents d'urbanisme

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU);
— le plan d'occupation des sols (POS).

La loi du 7 janvier 1983 a mis fin à l'existence de la zone d'environnement protégé. Les communes qui étaient dotées d'un tel document avant l'entrée en vigueur de la loi disposaient, à compter du 1er octobre 1983, d'un délai de deux ans pour lui substituer un POS opposable aux tiers.

En l'absence de POS opposable aux tiers, s'applique la règle de constructibilité limitée aux parties actuellement urbanisées des communes. Cependant, dès lors que les communes ont, conjointement avec le Préfet, précisé les modalités d'application des règles générales d'urbanisme, la règle de constructibilité limitée est suspendue pendant une durée maximum de quatre ans.

- Les périmètres sensibles

- Les sites

Certains sites, dont la conservation ou la préservation présente d'un point de vue paysager un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée.

On distingue deux niveaux de protection :
— le classement;
— l'inscription sur l'inventaire des sites.

- Le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

- Les parcs nationaux

- Les réserves naturelles

La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par source géographique; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est réalisée par le Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée.

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces, la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse, les réserves de pêche ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

L'air

La pollution atmosphérique est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années successives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Une des pollutions les plus importantes est l'acidité forte, indicateur de la pollution par le SO_2 (dioxyde de soufre) produit par les foyers domestiques ou industriels. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment les fumées noires, le monoxyde de carbone produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesure de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction de la pollution de l'air du ministère de l'Environnement.

Par contre il convient de souligner que les résultats des émissions de polluants (dioxyde de soufre, oxyde d'azote et dioxyde de carbone) ne proviennent pas de mesures mais d'estimations, réalisées annuellement par le CITEPA (centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique). Ainsi une nouvelle méthodologie de calcul des émissions dues aux transports a conduit à revoir les valeurs fournies dans les annuaires précédents.

Les eaux continentales :

• Les eaux de baignade

La surveillance des eaux de baignade montre que l'origine de la mauvaise qualité des eaux est liée le plus souvent aux rejets, à proximité des zones de baignade, des effluents provenant des réseaux d'assainissement ou des apports des cours d'eau eux-mêmes.

Les résultats recueillis permettent ainsi de définir des priorités dans les programmes d'assainissement.

Les eaux douces de baignade sont soumises, conformément aux normes de la directive européenne du 8 décembre 1975, à une surveillance sanitaire qui s'est considérablement renforcée depuis quelques années.

• La lutte contre la pollution

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de 3 principaux modes d'intervention : la surveillance des milieux, le contrôle des activités et l'incitation économique.

Cinq paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. Poids de matières en suspension (MES) en kilogrammes;
2. Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\,DBO_5}{3}$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants;

3. Quantités de substances inhibitrices ou toxiques, mesurées par des tests de toxicité sur la daphnie ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox par jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.
4. Substances azotées (organiques et ammoniacales);
5. Substances phosphorées (organiques et minérales).

Le service de l'environnement industriel du ministère de l'Environnement établit chaque année les données sur la pollution nette rejetée par les industries, à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

La mer :

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :

— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;
— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);
— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

• La salubrité des plages

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en place en 1972 par le ministère chargé de la Santé en liaison avec le ministère de l'Environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-test.

● Les sources de pollution

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :

— les *déversements* volontaires ou accidentels de navires (en particulier hydrocarbures);
— les *pollutions transportées par les fleuves,* très importantes, mais difficilement quantifiables;
— les *pollutions en provenance du littoral :* pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires;
— les *retombées atmosphériques* contribuent également, pour une part non négligeable, à la pollution du milieu marin.

1. La pollution des communes littorales

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques du ministère de l'Environnement.

2. La pollution industrielle

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de la pollution pour les entreprises des communes littorales. Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectifs.

Les déchets :

● Les déchets des ménages

20,5 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 1 kg/habitant/jour).

Elles sont constituées pour plus de la moitié par des emballages (cartons, bouteilles, boîtes de conserves,...). À ce tonnage viennent s'ajouter environ 3 millions de tonnes de déchets encombrants, inertes et de résidus de travaux de bricolage.

Pour le traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés :

— la décharge contrôlée;
— le compostage;
— l'incinération sans récupération d'énergie;
— l'incinération avec récupération d'énergie;
— le traitement mixte.

● La récupération des déchets

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres et la récupération.

Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :

— le recyclage proprement dit;
— la réutilisation;
— le réemploi.

Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie.

Les dépenses en faveur de l'environnement

Ce tableau, tiré des *Données économiques de l'environnement,* a été réalisé par la Mission des études économiques, des statistiques et du plan du ministère de l'Environnement. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les actions suivantes :

● Eau :

— mobilisation de la ressource : barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable (stations de traitement des eaux potables, grands transferts d'eau, réservoirs, réseaux de distribution, installations d'alimentation en eau, forages, pompages, traitement de l'eau,...), défense contre les eaux et la mer...;
— lutte contre les pollutions.

● Air :

— bruits, déchets : lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation.

● Protection du patrimoine écologique :

— parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes.

● Amélioration du cadre de vie :

— parcs naturels régionaux, parcs et jardins périurbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagements de forêts.

2. DÉFINITIONS

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes

bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

Équivalent habitant

Un équivalent habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables, soit en tout 147 g de ces matières.

Les Parcs nationaux

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigoureuse. Ils assurent, pour la vie et l'agrément des générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— la zone centrale dans laquelle est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc »;
— les réserves intégrales : protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;
— la zone périphérique où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel coordonné avec le programme État-Région.

Les périmètres sensibles

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret n° 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;
— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);
— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

Plan d'occupation des sols

Le Plan d'occupation des sols (POS), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal.

Le territoire couvert par le POS est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante :

— les zones NC où, en raison de la valeur agronomique ou économique (du sol ou du sous-sol), les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;
— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

Pollution des communes littorales

La pollution produite est calculée à partir de la population estimée des communes littorales pendant la saison estivale. Elle est exprimée en équivalent habitant.

La pollution éliminée est la pollution retirée par les stations d'épuration.

Le taux de dépollution est le rapport de la pollution éliminée sur la pollution produite.

Recyclage et traitement des déchets

Il existe différents types de recyclage et de traitement des déchets :

- Recyclage des déchets

— le recyclage proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;
— la réutilisation, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;
— le réemploi, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

- Traitement des déchets

— la décharge contrôlée, dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;
— le compostage a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;
— l'incinération sans récupération d'énergie consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;
— l'incinération avec récupération d'énergie permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;
— le traitement mixte combine le procédé de compostage et celui de l'incinération des produits non compostables.

Les réserves naturelles

Instituées par les lois du 2 mai 1930 (modifiée) et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection, la conservation et la gestion d'espaces naturels de haute valeur écologique et en particulier de milieux naturels devenus rares ou particulièrement menacés, présentant un intérêt spécifique sur le plan scientifique. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU)

Il fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes.

Sites classés

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Le classement soumet toute modification sur le site à autorisation ministérielle préalable.

Sites inscrits

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres qu'agricoles ou d'entretien des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Temps universel (TU)

On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.

Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver »); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Environnement :

— Direction de l'eau;

— Direction de la prévention des pollutions et des risques;

— Direction de la nature et des paysages;

— Institut français de l'environnement.

Conseil supérieur de la pêche.

Office national de la chasse.

Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports :

— Service technique de l'Urbanisme;

— Direction de la météorologie nationale; service central d'exploitation de la météorologie.

Muséum national d'histoire naturelle :

— Secrétariat de la faune et de la flore.

INSEE.

Publications :

L'État de l'environnement, rapports annuels et *Données économiques de l'environnement,* ministère de l'Environnement, direction de la Recherche et des Affaires économiques et internationales.

Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme (RISU, publication annuelle), ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports, DAU.

IFREMER.

Rapport d'activité du service des technologies propres et des déchets, ministère de l'Environnement, direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

Composantes industrielles de la pollution des eaux, ministère de l'Environnement, direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce (publication annuelle), ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie.

Teneurs en nitrate des eaux destinées à la consommation, ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie.

Données OCDE sur l'environnement, Compendium 1993, OCDE, Paris, 1993.

Dossier statistiques de l'environnement, INSEE. Courrier des statistiques, n° 65, mars 1993, p. 3 à 46.

« Actes du colloque Environnement et économie », *INSEE-Méthodes,* n° 39-40, décembre 1993.

« Le catalogue des sources de données de l'environnement », IFEN et Tec et Doc Lavoisier, 1993.

« L'Environnement en France », Institut français de l'environnement, édition 1994-1995.

Les données de l'environnement, IFEN (mensuel).

Les dossiers de l'environnement, IFEN (apériodique).

« Perception de l'environnement », *Population et Sociétés,* n° 280, INED, juin 1993.

● Prévisions météorologiques de Météo France :

Par minitel : 3615 code METEO.

Par téléphone :

— 36 65 00 00. Cinq jours de prévisions sur votre région;

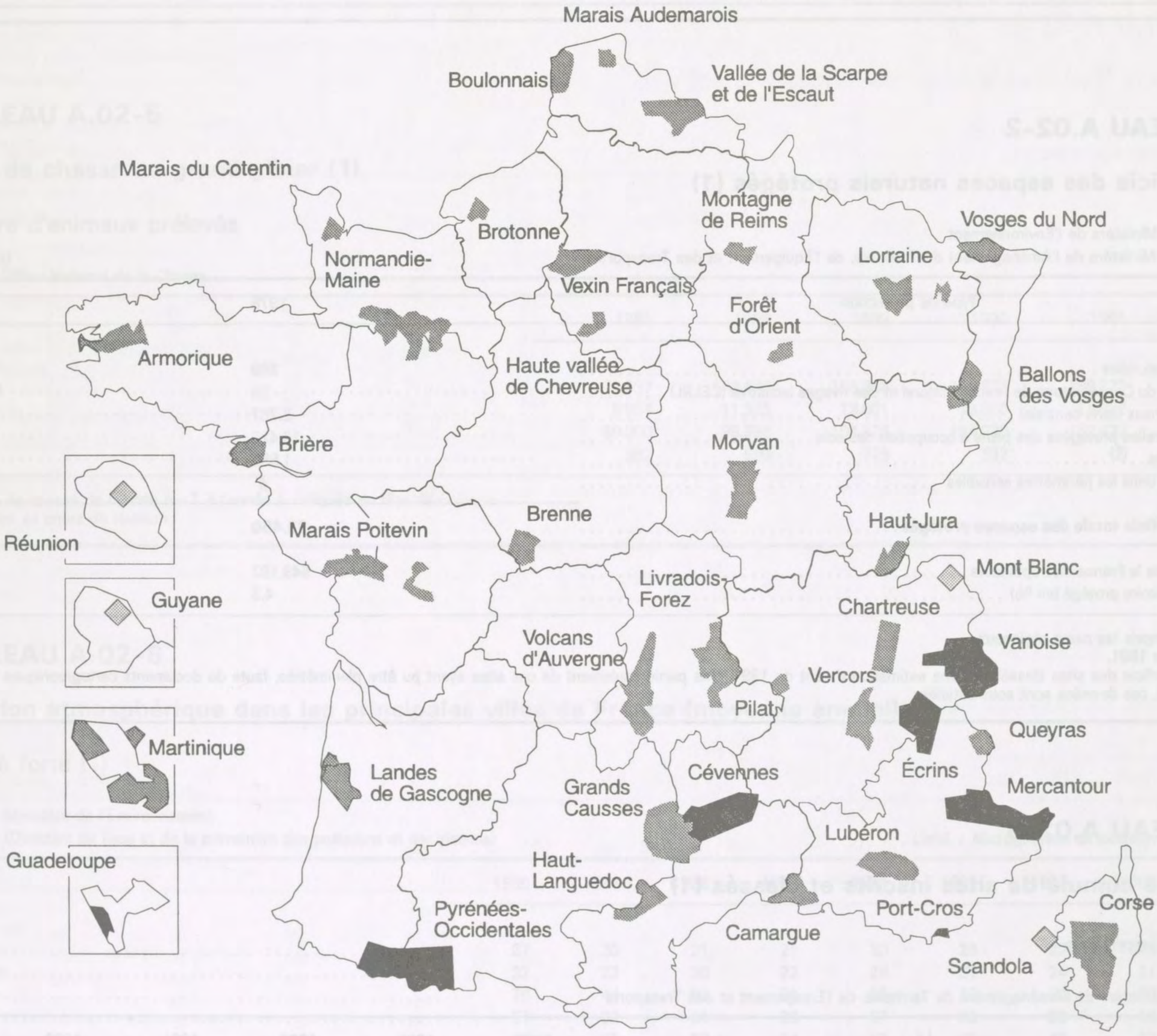
— 36 65 01 01. Cinq jours de prévisions sur la France entière;

— 36 62 02 XX. La prévision sur votre département (XX = numéro du département).

*
* *

CARTE A.02

Parcs naturels nationaux et régionaux



Source : Ministère de l'Environement
Direction de la Nature et des Paysages

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques

Source : Météo France (Service central d'exploitation de la météorologie)

	Température (en degrés C et dixièmes)			Pluie (en millimètres)			Insolation (en heures)			Gelée (en jours)		
	Normale (1)	1993	1994	Normale (1)	1993	1994	Normale (1)	1993	1994	Normale (1)	1993	1994
Bordeaux	12,8	13,3	14.6	923	1.092	1.170	2.084	1.926	1.738	38	28	11
Clermont-Ferrand	10,9	11,2	12.7	591	610	741	1.907	1.731	1.748	71	68	36
Dijon	10,6	10,6	12.0	732	822	752	1.831	1.761	1.619	67	64	36
Lille	9,9	10,5	11.4	687	797	721	1.600	1.598	1.643	57	41	27
Lyon-Bron	11,5	11,7	13.3	825	1.105	896	1.976	1.728	1.761	58	59	29
Montpellier	14,2	14,7	16.0	699	683	838	2.687	2.501	2.659	32	26	15
Nancy-Essey	9,6	10,1	11.5	759	717	779	1.652	1.482	1.484	79	69	44
Nantes	11,9	11,8	13.1	789	718	1.021	1.956	1.497	1.582	35	36	18
Paris-Montsouris	11,7	11,9	13.1	642	664	699	1.798	1.475	1.581	29	26	11
Rennes	11,4	11,7	13.0	649	689	774	1.851	1.546	1.622	39	37	14
Rouen-Boos (2)	9,9	10,0	11.2	785	999	925	1.687	1.345	1.496	42	44	28
Tours	11,1	11,1	12.6	679	684	825	1.816	1.639	1.709	40	50	22

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1961-1990.
(2) Les normales de la station de Rouen couvrent la période 1969-1990.

TABLEAU A.02-2

Superficie des espaces naturels protégés (1)

Sources : Ministère de l'Environnement
Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports

Unité : km^2

Type de protection	1978	1993
Réserves naturelles	369	1.339
Aquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	38	424
Parcs nationaux (zone centrale)	2.767	3.609
Zones naturelles protégées des plans d'occupation des sols	18.420	(2) 78.055
Sites classés	1.856	(3) 2.000
Acquisition dans les périmètres sensibles	///	(2) 248
Superficie totale des espaces protégés	**23.450**	**85.675**
Superficie de la France métropolitaine	549.192	549.192
Part du territoire protégé (en %)	4,3	15,6

(1) Non compris les parcs régionaux.
(2) Données 1991.
(3) La superficie des sites classés est une estimation datant de 1991. Une partie seulement de ces sites ayant pu être planimétrée, faute de documents cartographiques (sites très anciens), ces données sont sous-estimées.

TABLEAU A.02-3

Nombre cumulé de sites inscrits et classés (1)

France entière

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports

	1980	1989	1990	1991	1992	1993
Nombre de sites inscrits	4.675	5.004	4886	4.910	4.933	5.000
Nombre de sites classés	2.260	2.438	2494	2.518	2.535	2.564

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU A.02-4

État des espèces de vertébrés en France

Année 1994

Source : Muséum National d'Histoire Naturelle (Secrétariat Faune Flore)

Espèces	Espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
		nombre	%	nombre	%
Mammifères	113	24	21,2	15	13,3
Oiseaux	354	52	14,7	51	14,4
Poissons (1)	76	17	22,4	22	28,9
Reptiles	37	6	16,2	9	24,3
Amphibiens	31	11	35,5	9	29,0

(1) Uniquement les poissons d'eau douce.

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier (1)

Nombre d'animaux prélevés

Source : Office National de la Chasse

	1981	1988	1989	1990	1991	1992
Chevreuils	71.837	143.476	156.948	179.673	199.323	235.215
Cerfs	9.884	11.325	13.001	13.600	14.882	16.545
Sangliers	80.000	98.399	104.875	134.220	152.432	165.093
Mouflons	362	690	775	532	(2)	(2)

(1) Saison de chasse de l'année n—1 à l'année n indiquée en tête de colonne.
(2) Données en cours de révision.

TABLEAU A.02-6

Pollution atmosphérique dans les principales villes de France (moyenne annuelle)

Acidité forte (1)

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unité : Microgramme de polluant par m^3 d'air

	1980	1984	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Caen	27	20	21	21	20	29	22	15	5
Dunkerque	32	22	20	22	29	27	24	21	18
Le Havre	76	44	33	38	35	30	20	29	24
Lille	57	32	31	28	27	38	20	19	13
Lyon	66	55	50	54	53	45	42	32	27
Marseille	72	38	28	24	27	25	21	22	24
Paris	89	57	38	32	28	31	30	20	16
Rouen	70	39	37	35	29	29	24	25	24
Strasbourg	58	61	42	42	26	27	27	23	17

(1) Principalement dioxyde de soufre SO_2 produit par les chauffages domestiques et industriels.

TABLEAU A.02-7

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement
(CITEPA — IFEN)

Unité : Millier de tonnes

	1985	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (1)	262	181	189	175	162	16,0
Industrie et agriculture	369	259	255	248	227	22,4
Centrale électrique	408	305	403	300	170	16,7
Transformation d'énergie	111	127	121	117	117	11,5
Procédé industriel	194	181	*p* 189	*p* 180	174	17,1
Transport	107	145	152	160	165	16,3
Ensemble	**1.451**	**1.198**	**1.309**	**1.180**	**1.015**	**100,0**

(1) Y compris le chauffage urbain.

TABLEAU A.02-8

Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement
(CITEPA — IFEN)

Unité : Millier de tonnes

	1980	1985	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	
						Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (1)	95	85	75	83	83	81	5,8
Industrie et agriculture	*r* 214	111	81	82	75	70	5,0
Centrale électrique	287	134	105	138	114	75	5,3
Transformation d'énergie	27	16	21	21	21	21	1,5
Procédé industriel	170	144	146	149	142	139	9,9
Transport	860	910	1.038	1.045	1.051	1.018	72,5
Ensemble	***r* 1.653**	**1.400**	**1.466**	**1.518**	**1.486**	**1.404**	**100,0**

(1) Y compris chauffage urbain.

TABLEAU A.02-9

Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par secteur d'activité (1)

Source : Ministère de l'Environnement
(CITEPA — IFEN)

Unité : Million de tonnes

	1980	1985	1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	
						Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (2)	120	100	*r* 86	96	95	94	25,3
Industrie et agriculture	*r* 94	70	*r* 62	64	59	57	15,3
Centrale électrique	112	53	43	54	45	32	8,6
Transformation d'énergie	19	13	14	14	14	15	4,0
Procédé industriel	65	49	48	45	43	42	11,3
Transport	93	103	125	128	132	132	35,5
Ensemble	**503**	**388**	**378**	**401**	**388**	**372**	**100,0**

(1) Les émissions de CO_2 sont exprimées en carbone.
(2) Y compris le chauffage urbain.

TABLEAU A.02-10

État sanitaire des eaux continentales de baignade (qualité en eau douce) (1)

Source : Ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie (Direction générale de la santé)

	A	B	C	D	**Total**
Rivière :					
1992 Nombre de points de prélèvement..r	39	329	100	41	**509**
Pourcentage	7,7	64,6	19,6	8,1	**100,0**
1993 Nombre de points de prélèvement	44	346	99	31	**520**
Pourcentage	8,5	66,5	19,0	6,0	**100,0**
1994 Nombre de points de prélèvement	57	367	69	43	**536**
Pourcentage	10,6	68,5	12,9	8,0	**100,0**
Lac :					
1992 Nombre de points de prélèvement..r	87	118	15	—	**220**
Pourcentage	39,5	53,6	6,8	—	**100**
1993 Nombre de points de prélèvement	92	121	8	—	**221**
Pourcentage	41,6	54,8	3,6	—	**100,0**
1994 Nombre de points de prélèvement	94	108	15	4	**221**
Pourcentage	42,5	48,9	6,8	1,8	**100,0**
Retenue artificielle :					
1992 Nombre de points de prélèvement..r	95	84	11	3	**193**
Pourcentage	49,2	43,5	5,7	1,6	**100**
1993 Nombre de points de prélèvement	84	103	14	2	**203**
Pourcentage	41,4	50,7	6,9	1,0	**100,0**
1994 Nombre de points de prélèvement	78	102	16	3	**199**
Pourcentage	39,2	51,3	8,0	1,5	**100,0**
Barrage réservoir :					
1992 Nombre de points de prélèvement..r	59	91	4	1	**155**
Pourcentage	38,1	58,7	2,6	0,6	**100,0**
1993 Nombre de points de prélèvement	67	81	5	1	**154**
Pourcentage	43,6	52,6	3,2	0,6	**100,0**
1994 Nombre de points de prélèvement	66	78	9	—	**153**
Pourcentage	43,1	51,0	5,9	—	**100,0**
Carrière ballastière :					
1992 Nombre de points de prélèvement..r	49	52	4	—	**105**
Pourcentage	46,7	49,5	3,8	—	**100,0**
1993 Nombre de points de prélèvement	59	42	4	—	**105**
Pourcentage	56,2	40	3,8	—	**100,0**
1994 Nombre de points de prélèvement	48	59	8	—	**115**
Pourcentage	41,7	51,3	7,0	—	**100,0**
Étang :					
1992 Nombre de points de prélèvement..r	71	181	15	2	**269**
Pourcentage	26,4	67,3	5,6	0,7	**100,0**
1993 Nombre de points de prélèvement	84	176	25	—	**285**
Pourcentage	29,5	61,8	8,8	—	**100,0**
1994 Nombre de points de prélèvement	93	171	22	3	**289**
Pourcentage	32,2	59,2	7,6	1,0	**100,0**
Ensemble :					
1992 Nombre de points de prélèvement..r	400	855	149	47	**1.451**
Pourcentage	27,6	58,9	10,3	3,2	**100,0**
1993 Nombre de points de prélèvement	430	869	155	34	**1.488**
Pourcentage	28,9	58,4	10,4	2,3	**100,0**
1994 Nombre de points de prélèvement	436	885	139	53	**1.513**
Pourcentage	28,8	58,5	9,2	3,5	**100,0**

(1) Ne sont pris en compte que les points ayant fait l'objet d'au moins quatre prélèvements. Les notes A et B désignent des eaux de qualité bonne ou moyenne et les notes C et D des eaux pouvant être momentanément polluées ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-11

Prélèvement total d'eau soumis à redevance (1)

Sources : Ministère de l'Environnement (Direction de l'Eau)

Unité : Million de m^3

	1985	1988	*r* 1989	*r* 1990	1991	1992	1993
Collectivités locales	5.900	5.930	6.159	6.079	6.085	5.973	6.007
Industries	5.110	4.590	4.384	4.233	4.290	4.021	4.044
Centrales thermiques	19.420	22.480	19.763	21.385	21.971	22.208	24.139
Irrigation	4.470	4.020	2.734	2.786	2.839	3.206	3.244
Total	**34.900**	**37.020**	**33.040**	**34.483**	**35.185**	**35.408**	**37.434**

(1) Les volumes indiqués correspondent à des évaluations, les redevances pouvant être forfaitaires.

TABLEAU A.02-12

Pollution industrielle de l'eau

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la Prévention des pollutions et des risques)

	Unités	1980	1985	1987	1988	1989	1990	1991
Pollution nette (1) rejetée par les industries :								
— matières en suspension	Tonne/jour	2.397	1.890	1.689	1.601	1.538	1.656	1.486
— matières oxydables	»	2.774	2.288	2.158	2.168	2.025	2.109	2.009
— matières toxiques	10^3 équitox/jour	56.185	44.389	40.110	39.440	35.229	37.165	34.413
— azote	Tonne/jour	●	●	243	235	213	212	203

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.02-13

Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la Prévention des pollutions et des risques)

%

Secteurs d'activité	Matières en suspension				Matières oxydables				Matières toxiques			
	1988	1989	1990	1991	1988	1989	1990	1991	1988	1989	1990	1991
Industries agro-alimentaires	23,7	23,7	23,7	25,0	44,6	44,0	44,5	44,9	0,2	0,2	0,2	0,3
Chimie et parachimie	22,3	23,1	21,1	20,8	16,1	15,6	14,8	14,5	54,5	51,5	45,9	45,7
Industries des métaux	4,4	5,8	5,3	4,9	1,6	1,6	1,5	1,7	3,1	3,7	3,3	2,8
Bois, papiers, cartons	12,7	10,5	10,2	9,9	14,3	14,6	14,4	14,6	1,0	1,9	5,8	5,2
Industries extractives	3,3	3,5	2,9	2,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries minérales	1,7	1,7	6,4	5,5	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Production d'énergie	1,0	1,5	0,9	1,2	0,7	0,8	0,7	0,8	0,2	0,3	0,5	0,5
Industries textiles	5,5	5,4	6,8	5,6	8,6	8,8	10,4	8,9	4,4	4,7	4,2	3,6
Cuirs et peaux	1,3	1,4	1,3	1,3	1,1	1,4	1,4	1,3	1,0	1,2	1,2	1,0
Commerces et services	12,8	12,4	11,6	12,3	4,0	4,0	3,8	4,0	—	0,1	0,2	0,2
Divers	11,3	11,0	9,8	10,9	8,7	9,0	8,3	9,0	35,4	36,2	38,5	40,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU A.02-14

Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales

Source : Ministère de l'Environnement
(Statistiques des agences de l'eau)

Unité : Million d'équivalents/habitants (1)

	1980	1985	1988	1989	1990	1991	1992
Pollution brute	68,5	70,0	69,4	72,1	82,6	72,5	75,7
Pollution entrant dans les stations	30,5	35,5	39,0	41,9	51,2	45,0	46,3
Pollution éliminée	20,8	24,3	27,1	28,6	36,1	30,7	31,9
Pollution rejetée	47,7	45,7	42,3	43,4	46,6	41,9	43,8
Capacité de traitement	48,3	57,0	62,9	66,4	68,4	70,2	71,4
Taux de dépollution (en %)	30,4	34,7	39,0	39,7	43,7	42,3	42,2

(1) Un équivalent/habitant correspond à 57 g de matières oxydables.

TABLEAU A.02-15

Qualité des eaux de baignade en mer (1)

Source : Ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie

	1985	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	1994
Nombre de points de surveillance classés	1.555	1.572	1.598	1.625	1.644	1.604	1.758
Catégories (2) :							
• A :							
Nombre de points classés	434	700	786	821	863	937	959
%	27,9	44,5	49,2	50,5	52,5	58,4	54,6
• AB :							
Nombre de points classés	396	337	336	267	///	///	///
%	25,5	21,4	21,0	16,4	///	///	///
• B :							
Nombre de points classés	471	379	345	406	560	508	637
%	30,3	24,1	21,6	25,0	34,1	31,7	36,2
• C :							
Nombre de points classés	233	150	128	124	215	157	152
%	15,0	9,5	8,0	7,6	13,1	9,8	8,6
• CD :							
Nombre de points classés	7	3	1	2	///	///	///
%	0,5	0,2	0,1	0,1	///	///	///
• D :							
Nombre de points classés	14	3	2	5	6	2	10
%	0,9	0,2	0,1	0,3	0,4	0,1	0,6

(1) Une comparaison globale de la qualité des eaux de baignade en mer n'est pas possible du fait que les points de surveillance et la fréquence des prélèvements ne sont pas les mêmes au cours des années.
(2) Au moins 10 mesures par point : A : eau de bonne qualité; B : eau de qualité moyenne; C : eau pouvant être momentanément polluée; D : eau de mauvaise qualité. Moins de 10 mesures par point : AB : eau de bonne ou moyenne qualité; CD : eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-16

Bilan de la pollution des communes du littoral pendant la saison estivale (1)

Année 1992

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la prévention des pollutions et des risques)

Unités : Pollution : millier d'EH (2)
Taux de dépollution : %

Communes du littoral par bassin	Pollution produite	Pollution éliminée	Taux de dépollution
Matières oxydables :			
Bassin Artois-Picardie	979,0	412,3	42,1
Bassin Seine-Normandie	680,7	457,4	67,2
Bassin Loire-Bretagne	3.180,0	1.557,9	49,0
Bassin Adour-Garonne	1.434,0	701,8	48,9
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	6.364,9	2.205,3	34,6
Total	**12.638,6**	**5.334,7**	**42,2**
Matières en suspension :			
Bassin Artois-Picardie	831,1	322,2	38,8
Bassin Seine-Normandie	680,8	502,2	73,8
Bassin Loire-Bretagne	3.180,0	1.844,5	58,0
Bassin Adour-Garonne	1.434,0	444,4	31,0
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	5.817,8	2.447,8	42,1
Total	**11.943,7**	**5.561,1**	**46,6**

(1) Y compris les industries raccordées.
(2) Les pollutions sont estimées en équivalent/habitant (EH) soit 57g de Matières Oxydables (MO) et de 90g de Matières En Suspension (MES) par jour.

TABLEAU A.02-17

Pollution nette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales

Source : Ministère de l'Environnement
(Directions de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

	Unités	1980	1985	1986	1987	1988	(2) 1989	(2) 1990
Matières en suspension	Tonne/jour	256,2	280,9	223,9	186,8	174,9	170,0	165,0
Matières oxydables	»	210,8	224,0	173,9	153,0	153,5	150,0	145,0
Matières toxiques	10^6 équitox/jour	7,5	12,4	8,3	8,5	8,8	8,0	8,0

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.
(2) Ces données sont des estimations de l'Institut Français de l'Environnement (IFEN).

TABLEAU A.02-18

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 31 décembre de l'année de l'inventaire (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Unités : Population : millier d'habitants
Capacité : tonne par jour

Type de traitement	Nombre d'unités		Capacité de traitement		Population desservie		Part de la population desservie (%)	
	1985	1989	1985	1989	1985	1989	1985	1989
Incinération sans récupération d'énergie	223	229	7.545	9.318	7.586	7.458	14,0	13,0
Incinération avec récupération d'énergie	66	77	12.296	19.639	12.401	15.706	22,8	27,5
Compostage	90	75	4.053	4.996	4.353	4.143	8,0	7,3
Broyage, mise en décharge	125	108	3.786	4.430	4.082	3.680	7,5	6,5
Décharges contrôlées	341	376	18.445	48.550	18.664	20.405	34,4	35,8
Divers	5	4	282	543	283	413	0,5	0,7
Total	**850**	**869**	**46.407**	**87.476**	**47.369**	**51.805**	**87,2**	**90,8**

(1) Usines et décharges traitant plus de 10 tonnes par jour.

TABLEAU A.02-19

Les matériaux récupérés et leur taux d'utilisation

Année 1994

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) et FEDEREC

Unité : Quantité: tonne récupérée par an

Matières	Quantités récupérées	Taux d'utilisation (1) %
Ferrailles (y compris vieilles fontes) (2)	11.500.000	(3) 28
Métaux non ferreux :		
Aluminium	274.000	(3) 30
Plomb (2)	164.000	68
Cuivre	190.000	(3) 32
Zinc (2)	107.000	(3) 24
Papiers et cartons	3.514.000	47
Verre	1.260.000	48
Plastiques	160.000	8
Textiles (4)	130.000	—

(1) Le taux d'utilisation est la quantité consommée divisée par la production. Pour les ferrailles : taux de sidérurgie.
(2) Résultats de 1993.
(3) Taux d'utilisation de 1989..
(4) Résultats de 1989 pour les textiles.

TABLEAU A.02-20

Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement

Année 1992

Source : Ministère de l'Environnement (Service de la recherche et des Affaires Economiques)
(Données économiques de l'environnement 1992-1993)

Unité : Million de francs

Programmes	Administrations publiques	Industries	Ménages	**Total**
Par domaine :				
Eau (assainissement et épuration)	31.280	8.610	4.100	**43.990**
Air	—	7.190	1.190	**8.380**
Bruit	635	780	1.200	**2.615**
Déchets	17.970	8.000	1.560	**27.530**
Nettoyage des rues	4.860	—	—	**4.860**
Patrimoine écologique	1.900	—	—	**1.900**
Recherche et développement	2.800	1.965	—	**4.765**
Administration générale de l'Environnement	6.500	—	—	**6.500**
Par nature :				
Investissement	19.775	6.195	4.550	**30.520**
Fonctionnement	46.170	20.350	3.500	**70.020**
Total	**65.945**	**26.545**	**8.050**	**100.540**

B

Démographie

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part des 65 ans et plus dans la population totale de quelques pays.

1. Population totale par sexe et âge.
2. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1994.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1995.
4. Population des États de l'Union européenne.
5. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
6. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990 (DOM).
7. Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupe d'âge au dernier recensement.
8. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990.
9. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990 (DOM).
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990.
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990.
12. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990 (DOM).
13. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990.
14. Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et activité économique au recensement de 1990.
15. Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990 (DOM).
16. Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
17. Migrations par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982.
18. Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (DOM).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La France métropolitaine compte 58 millions d'habitants au 1er janvier 1995. La croissance de sa population en 1994 est inférieure à 0,5 %, rythme voisin de celui de 1993 mais plus modéré que les années précédentes. La natalité tend à se stabiliser après avoir connu une baisse importante en 1992 et 1993. La mortalité retrouve, après une pause en 1993, la tendance à la baisse qui la caractérise depuis de nombreuses années.

Environ 708.000 naissances et 520.000 décès en France métropolitaine permettent de dégager un excédent naturel de 188.000 personnes en 1994. Rapportés à 1.000 habitants, ces flux correspondent à environ 12 naissances et 9 décès, soit une croissance de la population du seul fait du mouvement naturel de 3 habitants pour 1.000. Cette croissance est proche de celle de 1993 mais elle est plus modérée que les années antérieures. Elle est cependant trois fois supérieure à celle de l'ensemble des pays de l'Union européenne qui était de 1 pour 1.000 en 1993.

L'excédent migratoire étant estimé provisoirement à 60.000 personnes, la population s'accroît de 248.000 personnes et dépasse ainsi les 58 millions au 1er janvier 1995.

Au sein de l'Union européenne, la France fait partie des quatre pays les plus peuplés qui totalisent ensemble 73 % de la population. Elle est seule avec le Royaume-Uni à avoir un solde naturel positif. Selon les résultats provisoires de 1993, l'Italie enregistrerait pour la première fois plus de décès que de naissances et rejoindrait ainsi l'Allemagne qui connaît cette situation depuis vingt ans.

2. MÉTHODOLOGIE

Nous nous contentons de donner ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1990. Pour plus de précisions, nous invitons les lecteurs à se reporter aux nombreuses publications indiquées à la fin de ce chapitre. Celles-ci comportent des notices méthodologiques en complément des tableaux.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1990, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1982 et de 1975. On trouvera également des résultats du recensement de 1990 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages » et D.02 : « Logement ».

Par contre, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par le service de la démographie de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1990.

Exploitation du recensement

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer en mars 1990, conformément aux dispositions du décret n° 89-274 du 26 avril 1989 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1975 et 1982.

La date de référence est le 5 mars 1990 (le 15 mars 1990 pour les DOM).

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives (voir chapitre A.01).

L'ensemble des questionnaires donne également lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires du recensement de 1990 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des précédents recensements comme une exploitation complémentaire de celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation exhaustive légère a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau de la feuille de logement et du bulletin individuel n'a été saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites « lourdes » donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation de l'exhaustif léger.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1975 de l'exploitation au 1/5.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1990 font l'objet d'une diffusion très large et sous des formes variées : tableaux à la demande, publications, microfiches, fichiers sur bandes magnétiques et disquettes. De nombreux articles dans *Économie et Statistique*, *INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. À côté de ces publications, le recensement de 1990 donne lieu comme les précédents à la production d'un certain nombre de publications spécifiques; on donne ci-après la liste de ces publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « blanche », « jaune », « verte » et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] qui, depuis 1962, diffusent les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation de cette vaste opération.

D'autres publications et, plus généralement, d'autres résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux directions régionales de l'INSEE ou à INSEE-Info-service à Paris.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires), ceux de l'exploitation exhaustive et ceux de l'exploitation statistique des échantillons au 1/20 et au 1/4.

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans trois Séries (« bleue », « orange », « blanche »).

● Série « bleue » « Population légale » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

● Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers :

● Tableaux :
— tableaux prédéfinis :
  — tableaux-lignes des fascicules bleus;
  — tableaux-lignes des fascicules orange;
  — fiche historique,
(ces tableaux sont agrégeables sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur listing, disquette, bande...).

● Cartes :
— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :
— BDCOM : base de données communales;
— fichier « dénombrement » des districts.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

● Code officiel géographique :
— édition au 1-3-1990 (volume et fascicules).

● Série « blanche » :
— composition communale des unités urbaines;
— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain).

Résultats de l'exhaustif

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* l'exploitation de l'exhaustif a donné lieu à la publication d'une série jaune, de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers.

● Série « jaune » « Logements-population-emploi », évolutions 1975-1982-1990 :

● Tableaux (1) :
— tableaux normalisés de l'exhaustif (trois séries) : détaillés (11 pages), standards (6 pages), résumés au lieu de résidence (2 pages);
— tableaux-lignes des fascicules jaunes;
— tableaux de comptage des déplacements domicile/travail entre communes;
— tableaux sur mesure : prédéfinis agrégés sur une zone géographique, prédéfinis sur une sous-population, tableaux entièrement spéficiques.

Supports de diffusion :
— listings, impressions laser, disquettes, microfiches...
● Cartes :
— cartes sur mesure.
● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :
— fichiers « détail » de l'exhaustif;
— fichiers « détail » au lieu de travail;
— fichiers des navettes domicile/travail entre communes.

Résultats du sondage au 1/20

Comme dans le cas des autres exploitations, *INSEE-Première* présente les résultats essentiels. De plus, un volume de tableaux normalisés standards France et régions est paru dans *INSEE-Résultats.*

Un volume thématique (anciennement Série « bordeaux ») sur les « Nationalités » paraît également sous forme *d'INSEE-Résultats* à partir de l'exploitation au 1/20.

Résultats du sondage au 1/4

Ils donnent lieu à la publication de la Série « verte » (2) : « Population-activité-ménages », des volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et fichiers.

● Série « verte » : « Population-activité-ménages » :

● Volumes thématiques publiés dans la collection *INSEE-Résultats* (anciennement Série « bordeaux ») :
— 7 volumes France métropolitaine :
  — population totale;
  — population active;
  — formation;
  — ménages et familles;
  — nationalités-étrangers;
  — logements et immeubles;
  — population originaire des DOM-TOM en France métropolitaine.

● Tableaux :
— tableaux normalisés (trois séries) détaillés (5 pages), standards (2 pages), résumés (4 pages), au lieu de résidence;
— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (8 pages), résumés (2 pages) au lieu de travail;
— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (7 pages), résumés (1 page) au lieu de résidence antérieure;
— tableaux-lignes d'indicateurs;
— tableaux d'étude en partie, repris des anciens volumes bordeaux;

---

1. De façon générale, un nouvel outil informatique a été mis au point pour permettre l'interrogation des bases du recensement de 1990; il s'agit de CIRCE (cheminement informatique sur le recensement pour le calcul et l'édition).
2. Pour les DOM, les résultats de cette série sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

— tableaux de structures des déplacements domicile/travail;
— tableaux de structures des migrations intercensitaires (1982-1990).

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, bandes, microfiches pour les tableaux normalisés aux principaux échelons géographiques.

- Cartes :

— cartes sur mesure.

- Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exploitation au 1/4;
— fichiers lieu de travail;
— fichiers lieu de résidence antérieure.

Cas particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon : la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon a été recensée le 5 mars 1990 comme la métropole. Trois fascicules (bleu, jaune et vert) présentent les résultats de ce recensement. Dans tous les cas, l'ensemble des bulletins a été exploité.

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo); la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1990 (ainsi que dans les recensements de 1954, 1962, 1968, 1975 et 1982), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01);
— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement. La classe « 0 » ne comprend pour le recensement de 1990 que les enfants nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990; pour le recensement de 1982, ceux nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982 et pour le recensement de 1975 ceux nés du 1er janvier 1975 au 19 février 1975. Pour les DOM, la classe « 0 » comprend pour le recensement de 1990 les enfants nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990, pour le recensement de 1982 ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982 et pour le recensement de 1974, ceux nés du 1er janvier 1974 au 15 octobre 1974.

Catégorie socioprofessionnelle

Au recensement de 1982, a été utilisée pour la première fois la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » qui venait d'être élaborée.

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée depuis 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles — PCS ».

Trois niveaux de regroupements sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins;
— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé;
— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au diplôme le plus élevé obtenu figurant sur le bulletin individuel (question 8) correspond à une information simplifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1982.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

— certificat d'études primaires;
— BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges;
— CAP;
— BEP;
— baccalauréat, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.);
— diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé;
— diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

Il est à noter que les non-déclarations à la question 8 ne sont pas redressées et sont conservées dans une modalité « aucun diplôme déclaré ». Ces non-déclarations peuvent en effet correspondre à des omissions ou refus de réponse, de même qu'à l'absence de diplôme.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter dans certaines situations des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) »;

— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) »; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :

— dans la même commune;
— dans des communes différentes :
  — de la même unité urbaine;
  — de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM);
  — du même département;
  — autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.

Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active au recensement de 1990

Les résultats concernant la population active — et particulièrement le nombre même de personnes actives — dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les problèmes de main-d'œuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Nous signalons au lecteur que ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et les militaires du contingent (1).

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle;
— statut;
— activité économique;
— lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

● STATUT

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :

— salariés du secteur privé;
— salariés de l'État;
— salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM;
— salariés de la Sécurité sociale;
— salariés des entreprises publiques ou nationales.

Non-salariés :

— indépendants sans salarié;
— employeurs;
— aides familiaux.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salariés » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou, qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés :

— services dépendant du budget général.

Tous les ministères et leurs services.

Tous les budgets annexes :

— P et T, Imprimerie nationale, Monnaies et Médailles, etc.

Comptes spéciaux du Trésor :

— fabrication d'armement terrestre (DTAT), aéronautique (DTCA), navals (DTCN).

---

1. En 1975 et 1982, les militaires du contingent n'étaient pas comptés dans la population active.

Organismes divers :
— enseignement public supérieur (universités, IUT);
— CROUS;
— les centres de formation professionnelle pour adultes (FPA);
— bibliothèques, musées, théâtres nationaux;
— agence nationale pour l'emploi (ANPE);
— centre national de la recherche scientifique (CNRS);
— organismes d'intervention agricole (ONIC, ONILAIT, OFIVAL, etc.).

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

Ce sont principalement :
— régions, départements, communes, communautés urbaines;
— régies industrielles et commerciales (sauf RATP);
— syndicats et districts urbains;
— services communaux, départementaux;
— lycées, collèges;
— chambres d'agriculture, de commerce, de métiers et les services et écoles qui en dépendent (y compris centres de formation d'apprentis);
— caisse des écoles (dont gestion de cantines, de colonies de vacances), et bureaux d'aide sociale;
— maisons de jeunes;
— syndicats d'initiative;
— hôpitaux publics, centres hospitaliers, assistance publique;
— offices d'HLM (qui sont toutefois des organismes de droit privé).

4. Salariés de la Sécurité sociale

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale :
— régime général : Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) [y compris les URSSAF], caisses d'assurance vieillesse, maladie, d'allocations familiales;
— régimes spéciaux ou statutaires;
— régimes complémentaires : caisses de retraites complémentaires (AGIRC, ARRCO, UNIRS, RESURCA, ASSEDIC, UNEDIC).

Remarque :
Les salariés des assurances mutuelles ne sont pas classés avec ceux de la Sécurité sociale, mais avec les salariés du secteur privé.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit — sans avoir besoin d'une délégation quelconque — une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :
— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée);
— président-directeur général;
— président de société anonyme;
— directeur général de société anonyme;
— associé de société en nom;
— associé de société de fait;
— commanditaire de société en commandite;
— chef d'entreprise;
— administrateur de société;
— agent d'assurance dirigeant un cabinet;
— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales);
— administrateur général d'entreprise publique;
— président d'entreprise nationalisée;
— associé de GAEC (agriculture);
— autres :
  — les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée sont considérés comme non salariés;
  — les avocats sont toujours considérés comme non salariés;
  — les gérants libres du commerce sont non salariés mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés.

La distinction entre indépendants sans salariés et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte, combien de salariés employez-vous ? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salariés ». C'est le plus vraisemblable; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeurs à celui d'indépendants sans salariés.

Type d'activité

Pour toute personne née en 1975 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :
— actifs ayant un emploi;
— chômeurs;
— militaires du contingent.

2. Inactifs :
— anciens actifs;
— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle);
— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1915 à 1975 qui :

— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi;

— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socio-professionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1960 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 35 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1975 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi;

— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi;

— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 35 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi;

— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Généralités et méthodologie sur le recensement :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1990.

Tome 1 : Présentation générale, géographie et cartographie, dénombrement (à paraître).

Tome 2 : Description des données (exploitation exhaustive).

Tome 3 : Description des traitements (exploitation exhaustive).

Tome 4 : Description des données (exploitation lourde).

Tome 5 : Description des traitements (exploitation lourde).

Tome 6 : Description des tableaux normalisés (à paraître).

Tome 7 : Fichiers issus des sondages au 1/24 et au 1/100 (tableaux normalisés).

Tome 8 : Description des fichiers.

Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques, *INSEE-Résultats* .

Publications relatives au recensement de la population de 1990 :

Série « bleue » : « Population légale » (population totale, municipale, comptées à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissement, cantons, communes;

— volume bleu : reliure des fascicules départementaux;

— fascicule : France, régions, départements et communes de plus de 2.000 habitants.

Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : (résultats provisoires) départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emplois;

— fascicules régionaux (23) : (résultats définitifs) régions, départements, communes (les 4 DOM sont regroupés en un seul volume);

— fascicule : France, départements, unités urbaines;

— fascicule : ZPIU (zones de peuplement urbain et industriel).

Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines, délimitation 1990;

— composition des ZPIU (zones de peuplement urbain), délimitation 1990.

Série « jaune » : « Logement-Population-Emploi, évolution 1975-1982-1990 » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés détaillés de l'exhaustif pour le département et ses principales communes, lignes d'indicateurs 75-82-90 pour d'autres échelons (la rétrospective 75-82 n'existe pas pour les DOM);

— fascicule national : la France et ses régions, tableaux normalisés France et régions, lignes d'indicateurs régions et départements; communes de plus de 10.000 habitants; unités urbaines de plus de 20.000 habitants.

Série « verte » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés standards pour le département, partie urbaine/rurale, les principales communes et agglomérations; lignes d'indicateurs pour les communes de 2.000 habitants ou plus;
— fascicules régionaux (22) : tableaux normalisés détaillés pour la région et ses départements;
— fascicule national : la France et ses régions.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population de 1990 », n° 81. Première estimation nationale;
— « La population des régions », n° 82. Recensement de la population de 1990. Premières estimations;
— « La population des départements d'outre-mer en 1990 », n° 83. Recensement de la population. Premières estimations;
— « Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990 », n° 111;
— « La population légale au recensement de 1990 », n° 116;
— « Plus loin de la ville », n° 119. Résultats au recensement de la population de 1990;
— « Villes et régions au rendez-vous de l'Europe », n° 136;
— « Moins d'enfants dans une France qui vieillit », n° 146. Recensement de la population de 1990;
— « Moins de logements neufs, plus de rénovation », n° 147. Recensement de la population de 1990;
— « Une population jeune dans les DOM », n° 148. Recensement de la population de 1990;
— « 25 millions d'actifs en mars 1990 », n° 149. Recensement de la population de 1990;
— « La population étrangère », n° 150. Recensement de la population de 1990;
— « Sommes-nous tous logés à la même enseigne », n° 157. Recensement de la population de 1990;
— « Six femmes sur dix sont actives, une active sur quatre à temps partiel », n° 160;
— « La localisation des étrangers en France », n° 177. Recensement de la population de 1990;
— « Six millions de personnes seules », n° 200. Recensement de la population de 1990;
— « Les déplacements domicile-travail », n° 202. Recensement de la population de 1990;
— « La population des DOM-TOM en métropole », n° 204;
— « La population étrangère en 1990 par nationalité », n° 217. Recensement de la population de 1990;
— « Les quartiers prioritaires de la politique de la ville », n° 234;
— « 255.200 mariages en 1993 », n° 364;
— « Un parent seul dans une famille sur huit », n° 293;
— « Bilan démographique de 1994 », n° 359;
— « Taille des familles et milieu social », n° 296;
— « Les diplômes des Français », n° 305;
— « Les projets de migration DOM-métropole », n° 311;
— « La formation professionnelle continue », n° 314;
— « Les naissances en 1992 », n° 317;
— « L'influence des villes et des bourgs-centres », n° 325;
— « Les transformations sociales du territoire 1982-1990 », n° 341.

INSEE-Résultats série Démographie-Société :

Série thématique (ex-« bordeaux ») :

— « France métropolitaine et régions », n° 13-14-15. Résultats du sondage au vingtième;
— « Nationalités », n° 19. Résultats du sondage au vingtième;
— « Nationalités », n° 21. Résultats du sondage au quart;
— « Ménages-familles », n° 22-23. Résultats du sondage au quart;
— « Les populations des DOM-TOM, nées et originaires, résidant en France métropolitaine », n° 24;
— « Population active » - RP 90, n° 25;
— « Logements-immeubles », n° 28-29. Résultats du sondage au quart;
— « Formation », n° 30-31. Résultats du sondage au quart;
— « Population totale », n° 32-33. Résultats du sondage au quart.

Économie et statistique :

— « Les étrangers en France », n° 242;
— « Le vieillissement sera plus important que prévu », n° 243;
— « La ville », n° 245;
— « La population des DOM en 1990 », n° 248;
— « Les migrations alternantes : un volant d'ajustement du marché du travail », n° 219;
— « Les marchés régionaux du travail », n° 253;
— « La population active agricole devrait continuer à baisser », n° 254-5;
— « L'âge des Français », n° 264.

La Société française, données sociales 1993, mai 1993.

Contours et caractères - INSEE-portrait social :

— « Les familles monoparentales », septembre 1994;
— « Les étrangers en France », mai 1994.

Recensements dans les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

Mayotte : 12 août 1991.

Wallis-et-Futuna : 9 octobre 1990.

Saint-Pierre-et-Miquelon : 15 mars 1990.

Nouvelle-Calédonie : 4 avril 1989.

Polynésie française : 6 septembre 1988.

INSEE-Première :

— « Mayotte : 6 mahorais sur 10 ont moins de vingt ans », n° 236;

— « La population de Wallis-et-Futuna en 1990 », n° 142;

— « Nouvelle-Calédonie : Principales caractéristiques de la population »;

— « 164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989 », n° 41.

INSEE-Résultats :

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 20;

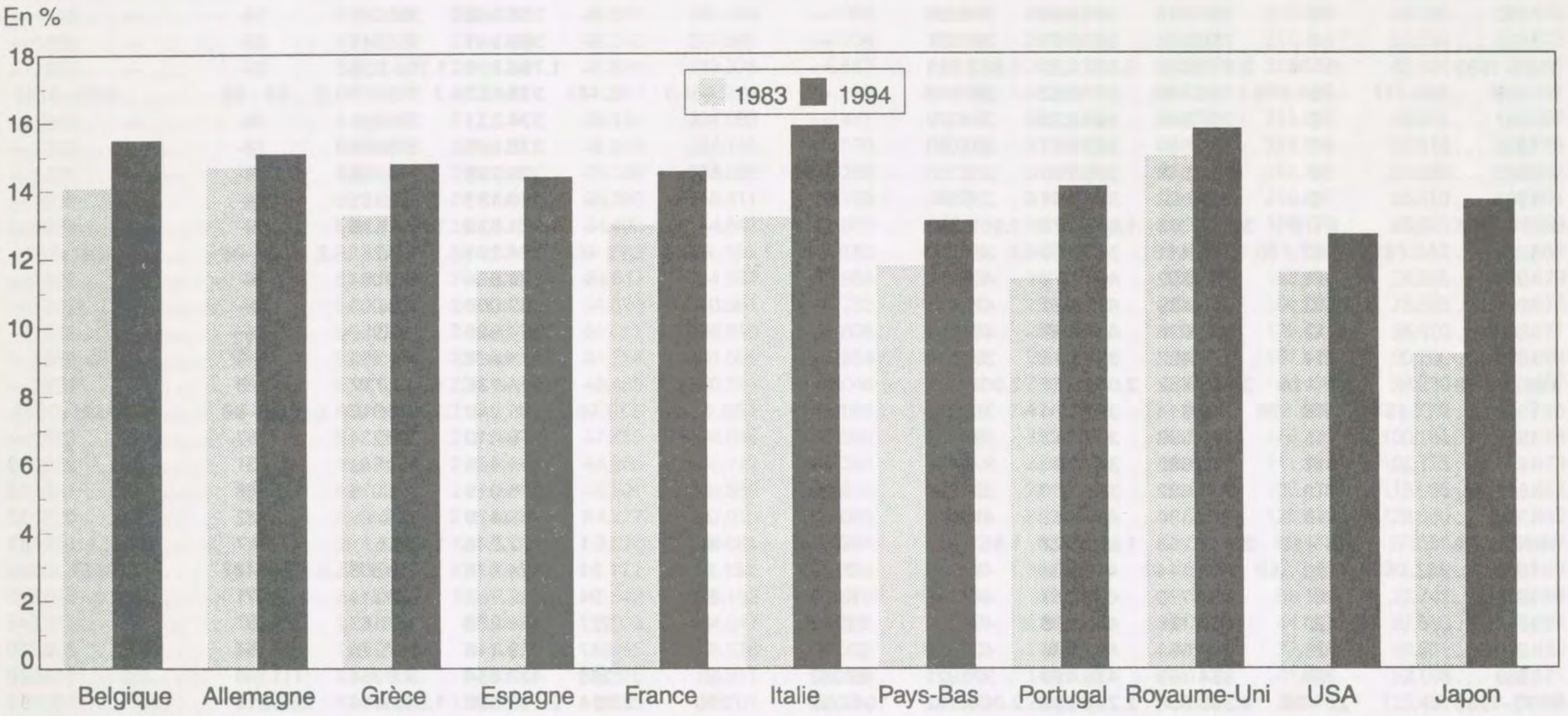
— « Image de la population de Wallis-et-Futuna », n° 18. Principaux résultats du recensement 1990;

— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 2. Principaux résultats du recensement 1989.

*
* *

GRAPHIQUE B.01

Part des 65 ans et plus dans la population de quelques pays



Source : Eurostat

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1970	50.528,2	34,84	32,52	104,94	33,15	48,82	18,03	4,66
1975	52.600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53.731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55.157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1986	55.411,2	36,32	33,69	105,20	28,87	52,87	18,26	6,37
1987	55.681,8	36,44	33,93	105,27	28,59	52,97	18,44	6,44
1988	55.966,1	36,59	34,17	105,33	28,33	53,04	18,63	6,57
1989	56.269,8	36,73	34,42	105,37	28,07	53,09	18,84	6,69
1990	56.577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1991	56.893,2	37,03	34,92	105,37	27,48	53,27	19,25	6,65
1992	57.217,6	37,19	35,17	105,34	27,13	53,42	19,45	6,43
1993	*r* 57.529,8	37,36	35,43	105,32	26,77	53,57	19,65	6,25
1994	*r* 57.779,3	37,56	35,71	*r* 105,34	26,40	53,78	19,80	6,13
1995 p	58.027,1	...	...	...	26,10	...	20,00	...

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1994

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1993	0	**699.587**	**357.898**	357.898	—	—	—	**341.689**	341.689	—	—	—
1992	1	**726.504**	**371.729**	371.729	—	—	—	**354.775**	354.775	—	—	—
1991	2	**746.032**	**381.676**	381.676	—	—	—	**364.356**	364.356	—	—	—
1990	3	**750.914**	**384.869**	384.869	—	—	—	**366.045**	366.045	—	—	—
1989	4	**755.992**	**386.051**	386.051	—	—	—	**369.941**	369.941	—	—	—
1993-1989	**0 - 4**	**3.679.029**	**1.882.223**	**1.882.223**	—	—	—	**1.796.806**	**1.796.806**	—	—	—
1988	5	**764.789**	**391.352**	391.352	—	—	—	**373.437**	373.437			
1987	6	**765.543**	**391.222**	391.222	—	—	—	**374.321**	374.321	—	—	—
1986	7	**775.864**	**397.063**	397.063	—	—	—	**378.801**	378.801	—	—	—
1985	8	**767.548**	**392.750**	392.750	—	—	—	**374.798**	374.798	—	—	—
1984	9	**757.022**	**386.841**	386.841	—	—	—	**370.181**	370.181	—	—	—
1988-1984	**5 - 9**	**3.830.766**	**1.959.228**	**1.959.228**	—	—	—	**1.871.538**	**1.871.538**	—	—	—
1983	10	**745.411**	**381.160**	381.160	—	—	—	**364.251**	364.251	—	—	—
1982	11	**797.302**	**408.218**	408.218	—	—	—	**389.084**	389.084	—	—	—
1981	12	**805.439**	**412.431**	412.431	—	—	—	**393.008**	393.008	—	—	—
1980	13	**809.078**	**414.092**	414.092	—	—	—	**394.986**	394.986	—	—	—
1979	14	**765.422**	**392.016**	392.016	—	—	—	**373.406**	373.403	3	—	—
1983-1979	**10 - 14**	**3.922.652**	**2.007.917**	**2.007.917**	—	—	—	**1.914.735**	**1.914.732**	**3**	—	—
1978	15	**749.314**	**383.374**	383.374	—	—	—	**365.940**	365.910	9	21	—
1977	16	**758.053**	**387.643**	387.643	—	—	—	**370.410**	370.234	157	19	—
1976	17	**738.585**	**377.180**	377.166	14	—	—	**361.405**	360.843	531	28	3
1975	18	**765.682**	**390.666**	390.534	119	13	—	**375.016**	373.076	1.868	60	12
1974	19	**815.134**	**415.659**	415.012	623	23	1	**399.475**	393.468	5.882	73	52
1978-1974	**15 - 19**	**3.826.768**	**1.954.522**	**1.953.729**	**756**	**36**	**1**	**1.872.246**	**1.863.531**	**8.447**	**201**	**67**
1973	20	**865.144**	**440.268**	438.035	2.178	34	21	**424.876**	410.308	14.247	77	244
1972	21	**884.779**	**449.017**	442.741	6.152	30	94	**435.762**	406.214	28.871	155	522
1971	22	**885.128**	**446.839**	431.796	14.772	44	227	**438.289**	387.163	49.697	183	1.246
1970	23	**864.654**	**436.536**	406.099	29.739	51	647	**428.118**	347.375	78.154	303	2.286
1969	24	**854.153**	**430.499**	375.921	53.252	81	1.245	**423.654**	308.354	111.249	353	3.698
1973-1969	**20 - 24**	**4.353.858**	**2.203.159**	**2.094.592**	**106.093**	**240**	**2.234**	**2.150.699**	**1.859.414**	**282.218**	**1.071**	**7.996**
1968	25	**842.205**	**423.376**	341.084	80.018	97	2.177	**418.829**	268.436	143.966	472	5.955
1967	26	**840.881**	**423.203**	309.032	110.314	154	3.703	**417.678**	234.377	173.675	668	8.958
1966	27	**864.771**	**433.830**	284.358	143.684	195	5.593	**430.941**	212.782	205.266	1.094	11.799
1965	28	**872.757**	**438.119**	256.770	172.471	271	8.607	**434.638**	189.440	228.218	1.391	15.589
1964	29	**887.750**	**444.169**	232.588	199.616	368	11.597	**443.581**	170.986	251.875	1.537	19.183
1968-1964	**25 - 29**	**4.308.364**	**2.162.697**	**1.423.832**	**706.103**	**1.085**	**31.677**	**2.145.667**	**1.076.021**	**1.003.000**	**5.162**	**61.484**
1963	30	**883.298**	**440.996**	206.782	219.580	456	14.178	**442.302**	151.821	265.183	2.078	23.220
1962	31	**860.955**	**429.444**	180.020	232.213	496	16.715	**431.511**	132.667	271.278	2.296	25.270
1961	32	**870.862**	**433.881**	164.979	247.826	584	20.492	**436.981**	121.361	283.744	2.768	29.108
1960	33	**871.372**	**434.734**	147.764	263.208	703	23.059	**436.638**	107.052	293.939	3.225	32.422
1959	34	**872.185**	**434.676**	132.669	275.263	840	25.904	**437.509**	96.735	301.228	3.696	35.850
1963-1959	**30 - 34**	**4.358.672**	**2.173.731**	**832.214**	**1.238.090**	**3.079**	**100.348**	**2.184.941**	**609.636**	**1.415.372**	**14.063**	**145.870**
1958	35	**855.388**	**425.551**	118.266	278.281	935	28.069	**429.837**	85.608	302.309	4.339	37.581
1957	36	**859.240**	**427.191**	107.552	287.964	1.121	30.554	**432.049**	77.820	308.140	4.890	41.199
1956	37	**855.887**	**425.230**	97.631	293.429	1.299	32.871	**430.657**	70.235	311.610	5.524	43.288
1955	38	**854.462**	**424.375**	87.304	300.860	1.430	34.781	**430.087**	64.410	313.937	6.120	45.620
1954	39	**855.194**	**425.886**	80.128	307.472	1.663	36.623	**429.308**	59.275	315.407	6.794	47.832
1958-1954	**35 - 39**	**4.280.171**	**2.128.233**	**490.881**	**1.468.006**	**6.448**	**162.898**	**2.151.938**	**357.348**	**1.551.403**	**27.667**	**215.520**
1953	40	**843.628**	**420.842**	72.852	308.544	1.827	37.619	**422.786**	54.399	312.505	7.503	48.379
1952	41	**862.092**	**431.028**	68.849	320.360	2.003	39.816	**431.064**	51.717	320.442	8.343	50.562
1951	42	**847.472**	**424.274**	62.651	318.571	2.331	40.721	**423.198**	47.693	315.448	9.355	50.702
1950	43	**885.420**	**444.969**	60.000	339.578	2.810	42.581	**440.451**	45.739	329.666	10.708	54.338
1949	44	**875.567**	**440.453**	54.267	340.383	3.095	42.708	**435.114**	42.204	326.833	12.002	54.075
1953-1949	**40 - 44**	**4.314.179**	**2.161.566**	**318.619**	**1.627.436**	**12.066**	**203.445**	**2.152.613**	**241.752**	**1.604.894**	**47.911**	**258.056**
1948	45	**877.385**	**443.326**	50.919	346.429	3.477	42.501	**434.059**	39.894	327.908	13.465	52.792
1947	46	**863.321**	**436.386**	46.401	343.910	3.765	42.310	**426.935**	37.022	323.540	14.710	51.663
1946	47	**822.097**	**414.790**	42.546	328.237	3.964	40.043	**407.307**	33.364	310.125	15.844	47.974
1945	48	**626.390**	**316.144**	30.879	251.766	3.322	30.177	**310.246**	24.497	235.175	13.786	36.788
1944	49	**616.413**	**310.426**	28.805	249.269	3.777	28.575	**305.987**	23.343	232.942	15.122	34.580
1948-1944	**45 - 49**	**3.805.606**	**1.921.072**	**199.550**	**1.519.611**	**18.305**	**183.606**	**1.884.534**	**158.120**	**1.429.690**	**72.927**	**223.797**
1943	50	**603.507**	**304.245**	27.217	246.178	3.810	27.040	**299.262**	21.707	228.236	16.361	32.958
1942	51	**564.700**	**285.267**	25.595	230.969	3.954	24.749	**279.433**	20.243	211.895	16.911	30.384
1941	52	**507.759**	**255.775**	23.144	207.647	3.886	21.098	**251.984**	17.800	191.891	16.989	25.304
1940	53	**537.134**	**269.217**	24.548	218.828	4.668	21.173	**267.917**	18.591	203.346	20.688	25.292
1939	54	**571.687**	**283.530**	26.368	231.040	5.398	20.724	**288.157**	19.521	219.059	24.548	25.029
1943-1939	**50 - 54**	**2.784.787**	**1.398.034**	**126.872**	**1.134.662**	**21.716**	**114.784**	**1.386.753**	**97.862**	**1.054.427**	**95.497**	**138.967**

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1994

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1938	55	566.962	280.492	25.898	229.557	5.848	19.189	286.470	19.255	215.901	27.267	24.047
1937	56	566.231	278.540	25.920	227.953	6.439	18.228	287.691	18.857	216.581	30.011	22.242
1936	57	575.353	282.029	26.507	231.450	7.084	16.988	293.324	19.473	218.296	34.090	21.465
1935	58	571.557	278.150	26.342	227.993	7.704	16.111	293.407	19.462	215.709	37.934	20.302
1934	59	587.242	284.229	26.694	233.326	8.687	15.522	303.013	20.326	219.352	43.184	20.151
1938-1934	**55 - 59**	**2.867.345**	**1.403.440**	**131.361**	**1.150.279**	**35.762**	**86.038**	**1.463.905**	**97.373**	**1.085.839**	**172.486**	**108.207**
1933	60	576.639	277.114	26.133	227.098	9.441	14.442	299.525	20.457	213.026	46.985	19.057
1932	61	598.420	285.723	26.583	234.748	10.570	13.822	312.697	21.704	219.236	52.974	18.783
1931	62	589.931	279.369	25.766	229.095	11.233	13.275	310.562	21.994	212.726	57.935	17.907
1930	63	597.865	281.140	26.390	229.411	12.769	12.570	316.725	22.953	210.961	65.410	17.401
1929	64	564.656	263.478	24.400	214.843	13.059	11.176	301.178	22.306	195.175	68.038	15.659
1933-1929	**60 - 64**	**2.927.511**	**1.386.824**	**129.272**	**1.135.195**	**57.072**	**65.285**	**1.540.687**	**109.414**	**1.051.124**	**291.342**	**88.807**
1928	65	561.393	259.605	23.647	211.581	13.958	10.419	301.788	22.324	189.920	74.365	15.179
1927	66	544.546	249.347	21.634	203.361	14.732	9.620	295.199	22.213	180.202	78.505	14.279
1926	67	541.063	244.661	21.021	198.910	15.806	8.924	296.402	22.740	175.421	84.470	13.771
1925	68	532.625	237.909	21.314	191.608	16.654	8.333	294.716	23.309	167.515	90.200	13.692
1924	69	510.513	224.448	19.469	180.391	17.046	7.542	286.065	22.598	156.430	94.230	12.807
1928-1924	**65 - 69**	**2.690.140**	**1.215.970**	**107.085**	**985.851**	**78.196**	**44.838**	**1.474.170**	**113.184**	**869.488**	**421.770**	**69.728**
1923	70	503.343	219.548	17.859	176.696	17.909	7.084	283.795	22.699	148.776	100.161	12.159
1922	71	495.517	213.348	16.866	170.712	19.393	6.377	282.169	22.160	141.395	106.735	11.879
1921	72	499.645	213.184	16.301	169.853	20.655	6.375	286.461	22.116	136.478	115.985	11.882
1920	73	496.446	210.506	14.527	167.010	23.088	5.881	285.940	21.259	126.579	126.660	11.442
1919	74	291.118	121.312	8.624	94.881	14.294	3.513	169.806	13.006	69.118	80.655	7.027
1923-1919	**70 - 74**	**2.286.069**	**977.898**	**74.177**	**779.152**	**95.339**	**29.230**	**1.308.171**	**101.240**	**622.346**	**530.196**	**54.389**
1918	75	247.011	100.716	6.842	78.182	12.970	2.722	146.295	11.170	55.590	73.747	5.788
1917	76	211.154	84.490	6.003	64.647	11.593	2.247	126.664	9.769	44.291	67.510	5.094
1916	77	190.208	74.641	5.155	56.378	11.279	1.829	115.567	8.876	37.247	64.961	4.483
1915	78	227.814	87.657	6.170	64.911	14.499	2.077	140.157	11.112	41.696	82.168	5.181
1914	79	324.610	120.679	8.505	87.702	21.854	2.618	203.931	15.835	57.475	123.483	7.138
1918-1914	**75 - 79**	**1.200.797**	**468.183**	**32.675**	**351.820**	**72.195**	**11.493**	**732.614**	**56.762**	**236.299**	**411.869**	**27.684**
1913	80	308.867	113.402	7.856	79.974	23.172	2.400	195.465	15.269	50.250	123.332	6.614
1912	81	291.933	104.048	7.374	70.918	23.678	2.078	187.885	15.151	43.283	123.280	6.171
1911	82	252.402	87.060	6.190	57.190	21.898	1.782	165.342	13.443	34.411	112.028	5.460
1910	83	241.308	80.816	5.620	50.788	22.863	1.545	160.492	13.168	28.271	114.132	4.921
1909	84	214.704	69.063	4.712	41.674	21.443	1.234	145.641	12.164	22.513	106.641	4.323
1913-1909	**80 - 84**	**1.309.214**	**454.389**	**31.752**	**300.544**	**113.054**	**9.039**	**854.825**	**69.195**	**178.728**	**579.413**	**27.489**
1908	85	192.410	60.008	4.434	34.271	20.255	1.048	132.402	11.484	17.616	99.549	3.753
1907	86	162.849	48.615	3.316	26.363	18.206	730	114.234	9.979	13.137	87.951	3.167
1906	87	142.243	40.988	2.630	21.276	16.447	635	101.255	9.224	10.019	79.339	2.673
1905	88	120.208	33.469	2.192	16.179	14.603	495	86.739	8.006	7.215	69.415	2.103
1904	89	99.355	26.164	1.755	11.508	12.575	326	73.191	6.998	5.234	59.302	1.657
1908-1904	**85 - 89**	**717.065**	**209.244**	**14.327**	**109.597**	**82.086**	**3.234**	**507.821**	**45.691**	**53.221**	**395.556**	**13.353**
1903	90	81.051	20.284	1.261	8.227	10.553	243	60.767	5.996	3.612	49.771	1.388
1902	91	66.562	16.137	1.095	5.915	8.949	178	50.425	4.924	2.637	41.783	1.081
1901	92	51.638	11.664	891	3.801	6.828	144	39.974	4.087	2.025	33.005	857
1900	93	36.832	7.956	514	2.102	5.284	56	28.876	3.000	722	24.657	497
1899	94	25.760	5.050	360	1.207	3.448	35	20.710	2.167	617	17.621	305
1903-1899	**90 - 94**	**261.843**	**61.091**	**4.121**	**21.252**	**35.062**	**656**	**200.752**	**20.174**	**9.613**	**166.837**	**4.128**
1898	95	18.178	3.374	230	679	2.436	29	14.804	1.606	390	12.542	266
1897	96	12.866	2.298	151	395	1.751	1	10.568	1.219	221	8.997	131
1896	97	8.887	1.476	92	202	1.169	13	7.411	872	237	6.237	65
1895	98	5.618	750	50	80	611	9	4.868	548	89	4.157	74
1894	99	3.733	516	33	59	424	—	3.217	429	88	2.671	29
1898-1894	**95 - 99**	**49.282**	**8.414**	**556**	**1.415**	**6.391**	**52**	**40.868**	**4.674**	**1.025**	**34.604**	**565**
1893 et avant	**100 ou plus**	**4.934**	**642**	**58**	**56**	**523**	**5**	**4.292**	**564**	**245**	**3.445**	**38**
Population totale		**57.779.052**	**28.138.477**	**13.815.041**	**12.635.918**	**638.655**	**1.048.863**	**29.640.575**	**12.465.031**	**12.457.382**	**3.272.017**	**1.446.145**
Moins de 20 ans		15.259.215	7.803.890	7.803.097	756	36	1	7.455.325	7.446.607	8.450	201	67
20 ans à 64 ans		34.000.493	16.938.756	5.747.193	10.085.475	155.773	950.315	17.061.737	4.606.940	10.477.967	728.126	1.248.704
65 ans ou plus		8.519.344	3.395.831	264.751	2.549.687	482.846	98.547	5.123.513	411.484	1.970.965	2.543.690	197.374
Moins de 15 ans		11.432.447	5.849.368	5.849.368	—	—	—	5.583.079	5.583.076	3	—	—
60 ans ou plus		11.446.855	4.782.655	394.023	3.684.882	539.918	163.832	6.664.200	520.898	3.022.089	2.835.032	286.181
75 ans ou plus		3.543.135	1.201.963	83.489	784.684	309.311	24.479	2.341.172	197.060	479.131	1.591.724	73.257

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1995

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
1994	0	**696.913**	357.312	339.601	1944	50	**614.337**	308.877	305.460
1993	1	**694.619**	354.862	339.757	1943	51	**601.369**	302.735	298.634
1992	2	**731.048**	374.349	356.699	1942	52	**562.576**	283.791	278.785
1991	3	**747.187**	382.051	365.136	1941	53	**505.412**	254.187	251.225
1990	4	**753.771**	386.646	367.125	1940	54	**534.543**	267.338	267.205
1994-1990	0 - 4	**3.623.538**	1.855.220	1.768.318	1944-1940	50 - 54	**2.818.237**	1.416.928	1.401.309
1989	5	**759.018**	387.683	371.335	1939	55	**569.026**	281.579	287.447
1988	6	**766.665**	392.334	374.331	1938	56	**564.173**	278.430	285.743
1987	7	**766.590**	391.752	374.838	1937	57	**562.915**	276.114	286.801
1986	8	**778.319**	398.351	379.968	1936	58	**571.645**	279.364	292.281
1985	9	**769.367**	393.697	375.670	1935	59	**567.326**	275.108	292.218
1989-1985	5 - 9	**3.839.959**	1.963.817	1.876.142	1939-1935	55 - 59	**2.835.085**	1.390.595	1.444.490
1984	10	**757.658**	387.203	370.455	1934	60	**582.526**	280.776	301.750
1983	11	**746.555**	381.738	364.817	1933	61	**571.468**	273.327	298.141
1982	12	**799.242**	409.296	389.946	1932	62	**592.406**	281.444	310.962
1981	13	**806.911**	413.343	393.568	1931	63	**583.281**	274.611	308.670
1980	14	**810.779**	414.956	395.823	1930	64	**590.731**	276.168	314.563
1984-1980	10 - 14	**3.921.145**	2.006.536	1.914.609	1934-1930	60 - 64	**2.920.412**	1.386.326	1.534.086
1979	15	**768.200**	393.224	374.976	1929	65	**557.607**	258.494	299.113
1978	16	**752.778**	385.011	367.767	1928	66	**553.770**	254.411	299.359
1977	17	**760.244**	388.629	371.615	1927	67	**536.330**	243.734	292.596
1976	18	**739.367**	377.064	362.303	1926	68	**532.134**	238.696	293.438
1975	19	**764.296**	389.000	375.296	1925	69	**523.232**	231.709	291.523
1979-1975	15 - 19	**3.784.885**	1.932.928	1.851.957	1929-1925	65 - 69	**2.703.073**	1.227.044	1.476.029
1974	20	**812.924**	413.484	399.440	1924	70	**501.185**	218.456	282.729
1973	21	**861.897**	437.364	424.533	1923	71	**492.957**	212.962	279.995
1972	22	**881.012**	446.221	434.791	1922	72	**484.632**	206.586	278.046
1971	23	**882.119**	444.838	437.281	1921	73	**487.125**	205.535	281.590
1970	24	**862.573**	435.138	427.435	1920	74	**482.566**	202.008	280.558
1974-1970	20 - 24	**4.300.525**	2.177.045	2.123.480	1924-1920	70 - 74	**2.448.465**	1.045.547	1.402.918
1969	25	**853.832**	429.903	423.929	1919	75	**282.252**	116.118	166.134
1968	26	**843.679**	424.166	419.513	1918	76	**238.629**	95.935	142.694
1967	27	**843.192**	424.665	418.527	1917	77	**203.254**	80.176	123.078
1966	28	**867.066**	435.017	432.049	1916	78	**182.755**	70.498	112.257
1965	29	**875.774**	439.647	436.127	1915	79	**217.647**	82.196	135.451
1969-1965	25 - 29	**4.283.543**	2.153.398	2.130.145	1919-1915	75 - 79	**1.124.537**	444.923	679.614
1964	30	**890.690**	445.584	445.106	1914	80	**308.483**	112.482	196.001
1963	31	**885.746**	442.017	443.729	1913	81	**291.496**	104.590	186.906
1962	32	**862.199**	429.826	432.373	1912	82	**273.484**	95.294	178.190
1961	33	**871.633**	434.074	437.559	1911	83	**234.510**	78.802	155.708
1960	34	**871.733**	434.732	437.001	1910	84	**221.724**	72.209	149.515
1964-1960	30 - 34	**4.382.001**	2.186.233	2.195.768	1914-1910	80 - 84	**1.329.697**	463.377	866.320
1959	35	**872.528**	434.599	437.929	1909	85	**195.428**	61.025	134.403
1958	36	**855.764**	425.383	430.381	1908	86	**173.223**	52.483	120.740
1957	37	**858.664**	426.570	432.094	1907	87	**144.834**	41.953	102.881
1956	38	**855.227**	424.510	430.717	1906	88	**124.709**	34.755	89.954
1955	39	**854.057**	423.751	430.306	1905	89	**103.653**	27.688	75.965
1959-1955	35 - 39	**4.296.240**	2.134.813	2.161.427	1909-1905	85 - 89	**741.847**	217.904	523.943
1954	40	**854.284**	424.931	429.353	1904	90	**84.631**	21.433	63.198
1953	41	**842.242**	419.729	422.513	1903	91	**67.693**	16.393	51.300
1952	42	**860.698**	429.867	430.831	1902	92	**54.167**	12.623	41.544
1951	43	**845.580**	422.921	422.659	1901	93	**40.921**	8.770	32.151
1950	44	**883.070**	443.288	439.782	1900	94	**28.567**	5.882	22.685
1954-1950	40 - 44	**4.285.874**	2.140.736	2.145.138	1904-1900	90 - 94	**275.979**	65.101	210.878
1949	45	**873.367**	438.670	434.697	1900 et avant	95 ou plus	**60.259**	10.257	50.002
1948	46	**874.967**	441.527	433.440					
1947	47	**860.223**	434.282	425.941	**Population totale**		**58.027.305**	**28.260.533**	**29.766.772**
1946	48	**819.422**	412.905	406.517	Moins de 20 ans		**15.169.527**	7.758.501	7.411.026
1945	49	**624.025**	314.421	309.604	20 ans à 64 ans		**34.173.921**	17.027.879	17.146.042
1949-1945	45 - 49	**4.052.004**	2.041.805	2.010.199	65 ans et plus		**8.683.857**	3.474.153	5.209.704

TABLEAU B.01-4

Population des États de l'Union européenne

Au 1er Janvier 1993

Source : EUROSTAT — *Unité :* Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
Allemagne	80.974,6	39.300,0	8.934,2	26.180,8	4.185,0	41.674,6	8.468,6	25.214,7	7.991,3
Belgique	10.068,3	4.923,5	1.252,8	3.053,8	616,9	5.144,8	1.194,6	3.017,0	933,2
Danemark	5.180,6	2.554,6	629,7	1.593,8	331,1	2.626,0	600,8	1.553,1	472,1
Espagne	39.048,0	19.119,1	5.283,8	11.546,0	2.289,3	19.928,9	4.978,2	11.673,3	3.277,4
France	**57.529,7**	**28.019,8**	**7.876,0**	**16.823,7**	**3.320,1**	**29.509,9**	**7.520,6**	**16.948,5**	**5.040,8**
Grèce	10.349,2	5.106,7	1.357,4	3.079,7	669,6	5.242,5	1.283,7	3.116,0	842,8
Irlande	3.560,0	1.770,0	637,7	957,4	174,9	1.790,0	604,1	953,3	232,6
Italie	56.960,3	27.654,6	6.640,6	17.378,1	3.635,9	29.305,7	6.321,5	17.669,6	5.314,6
Luxembourg	395,2	194,2	47,3	126,7	20,2	201,0	44,9	122,3	33,8
Pays-Bas	15.239,3	7.535,3	1.914,5	4.827,9	792,9	7.704,1	1.831,9	4.679,4	1.192,7
Portugal	9.864,6	4.753,9	1.378,1	2.802,7	573,1	5.110,7	1.324,2	2.975,6	810,9
Royaume-Uni	58.098,9	28.417,9	7.572,2	17.166,8	3.678,9	29.681,0	7.173,5	17.030,6	5.476,9
Autriche	7.962,0	3.853,5	967,2	2.470,0	416,0	4.108,5	916,4	2.422,7	769,4
Finlande	5.055,0	2.457,3	657,1	1.549,3	250,9	2.597,7	628,3	1.525,1	444,3
Suède	8.692,0	4.294,6	1.098,9	2.544,5	651,2	4.397,4	1.043,1	2.470,9	883,4

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1975			1982			(1) 1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	**52.599.430**	**25.744.475**	**26.854.955**	**54.295.612**	**26.487.656**	**27.807.956**	**56.651.955**	**27.565.056**	**29.086.899**
Moins de 20 ans	**16.151.675**	8.250.070	7.901.605	**15.594.780**	7.980.256	7.614.524	**14.991.528**	7.666.883	7.324.645
20 à 59 ans	**26.482.160**	13.400.630	13.081.530	**28.664.076**	14.403.584	14.260.492	**30.358.978**	15.197.550	15.161.428
60 à 74 ans	**7.005.255**	3.123.880	3.881.375	**6.478.304**	2.888.248	3.590.056	**7.256.296**	3.301.003	3.955.293
75 ans ou plus	**2.960.340**	969.895	1.990.445	**3.558.452**	1.215.568	2.342.84	**4.045.153**	1.399.620	2.645.533
0 à 4 ans	**3.424.210**	1.752.654	1.671.565	**3.137.284**	1.605.824	1.531.460	**3.150.782**	1.610.598	1.540.184
5 à 9 ans	**4.185.945**	2.138.455	2.047.490	**3.815.176**	1.952.904	1.862.272	**3.841.218**	1.962.629	1.878.589
10 à 14 ans	**4.299.265**	2.196.590	2.102.675	**4.284.568**	2.196.596	2.087.972	**3.784.589**	1.938.195	1.846.394
15 à 19 ans	**4.242.255**	2.162.380	2.079.875	**4.357.752**	2.224.932	2.132.820	**4.214.939**	2.155.461	2.059.478
20 à 24 ans	**4.211.185**	2.127.530	2.083.655	**4.257.252**	2.141.600	2.115.652	**4.282.196**	2.168.190	2.114.006
25 à 29 ans	**4.390.285**	2.264.060	2.126.225	**4.191.764**	2.103.168	2.088.596	**4.306.887**	2.147.719	2.159.168
30 à 34 ans	**3.060.575**	1.594.795	1.465.780	**4.372.288**	2.219.016	2.153.272	**4.289.527**	2.138.743	2.150.784
35 à 39 ans	**3.022.335**	1.553.940	1.468.395	**3.624.168**	1.856.868	1.767.300	**4.270.236**	2.131.606	2.138.630
40 à 44 ans	**3.270.555**	1.657.915	1.612.640	**2.877.544**	1.470.516	1.407.028	**4.360.919**	2.209.016	2.151.903
45 à 49 ans	**3.312.455**	1.663.095	1.649.360	**3.073.684**	1.547.672	1.526.012	**2.965.883**	1.502.147	1.463.736
50 à 54 ans	**3.203.030**	1.567.415	1.635.615	**3.218.468**	1.595.684	1.622.784	**2.872.736**	1.434.130	1.438.606
55 à 59 ans	**2.011.740**	971.880	1.039.860	**3.048.908**	1.469.060	1.579.848	**3.010.594**	1.465.999	1.544.595
60 à 64 ans	**2.466.590**	1.148.250	1.318.340	**2.508.048**	1.174.148	1.333.900	**2.938.024**	1.389.269	1.548.755
65 à 69 ans	**2.442.120**	1.093.285	1.348.835	**1.816.164**	807.664	1.008.500	**2.719.706**	1.223.471	1.496.235
70 à 74 ans	**2.096.545**	882.345	1.214.200	**2.154.092**	906.436	1.247.656	**1.598.566**	688.263	910.303
75 à 79 ans	**1.492.945**	555.610	937.335	**1.699.836**	655.224	1.044.612	**1.689.051**	660.981	1.028.070
80 à 84 ans	**874.855**	260.740	614.115	**1.118.192**	377.024	741.168	**1.317.686**	458.605	859.081
85 ou plus	**592.540**	153.545	438.995	**740.424**	183.320	557.104	**1.038.416**	280.034	758.382

(1) Il s'agit de l'âge au 31 décembre 1990.

TABLEAU B.01-6

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1974			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe	**323.786**	**158.377**	**165.409**	**327.002**	**160.112**	**166.890**	**387.034**	**189.187**	**197.847**
Moins de 20 ans	**170.217**	85.787	84.430	**144.094**	72.772	71.322	**138.808**	70.309	68.499
20 à 39 ans	**73.729**	35.415	38.314	**93.157**	45.826	47.331	**130.776**	64.309	66.467
40 à 59 ans	**51.434**	24.768	26.666	**54.974**	26.130	28.844	**72.036**	34.697	37.339
60 ans ou plus	**28.406**	12.407	15.999	**34.777**	15.384	19.393	**45.414**	19.872	25.542
Guyane	**57.348**	**29.621**	**27.727**	**73.012**	**38.448**	**34.564**	**114.808**	**59.799**	**55.009**
Moins de 20 ans	**27.865**	14.016	13.849	**30.948**	15.678	15.270	**48.973**	24.836	24.137
20 à 39 ans	**16.640**	9.015	7.625	**25.759**	14.214	11.545	**40.196**	21.291	18.905
40 à 59 ans	**8.851**	4.728	4.123	**11.219**	6.118	5.101	**18.868**	10.348	8.520
60 ans ou plus	**3.992**	1.862	2.130	**5.086**	2.438	2.648	**6.771**	3.324	3.447
Martinique	**323.790**	**156.821**	**166.969**	**326.717**	**158.415**	**168.302**	**359.579**	**173.878**	**185.701**
Moins de 20 ans	**167.555**	84.074	83.481	**136.225**	68.712	67.513	**118.538**	60.258	58.280
20 à 39 ans	**71.845**	33.918	37.927	**93.158**	45.566	47.592	**121.225**	59.085	62.140
40 à 59 ans	**53.350**	25.478	27.872	**58.631**	27.460	31.171	**69.509**	32.703	36.806
60 ans ou plus	**31.040**	13.351	17.689	**38.703**	16.677	22.026	**50.307**	21.832	28.475
Réunion	**480.152**	**233.227**	**246.925**	**515.798**	**252.997**	**262.801**	**597.828**	**294.256**	**303.572**
Moins de 20 ans	**257.344**	128.084	129.260	**243.277**	122.651	120.626	**238.700**	120.608	118.092
20 à 39 ans	**123.004**	59.106	63.898	**150.551**	73.556	76.995	**204.729**	100.874	103.855
40 à 59 ans	**70.511**	34.238	36.273	**84.066**	41.134	42.932	**103.003**	51.076	51.927
60 ans ou plus	**29.293**	11.799	17.494	**37.904**	15.656	22.248	**51.396**	21.698	29.698

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Territoire ou collectivité territoriale	Total	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Nouvelle-Calédonie Recensement de 1989					
Les deux sexes	**164.173**	**72.006**	**51.159**	**29.616**	**11.392**
Sexe masculin	**83.862**	36.785	25.910	15.670	5.497
Sexe féminin	**80.311**	35.221	25.249	13.946	5.895
Polynésie française Recensement de 1988					
Les deux sexes	**188.814**	**87.031**	**62.181**	**29.759**	**9.843**
Sexe masculin	**98.345**	44.626	32.770	16.098	4.851
Sexe féminin	**90.469**	42.405	29.411	13.661	4.992
Wallis et Futuna Recensement de 1990					
Les deux sexes	**13.705**	**7.451**	**3.306**	**1.967**	**981**
Sexe masculin	**6.829**	3.847	1.538	976	468
Sexe féminin	**6.876**	3.604	1.768	991	513
Saint-Pierre et Miquelon Recensement de 1990					
Les deux sexes	**6.277**	**1.885**	**2.158**	**1.406**	**828**
Sexe masculin	**3.148**	956	1.127	756	309
Sexe féminin	**3.129**	929	1.031	650	519
Mayotte Recensement de 1991					
Les deux sexes	**94.385**	**54.632**	**26.126**	**9.682**	**3.945**
Sexe masculin	**49.095**	27.876	13.958	5.244	2.017
Sexe féminin	**45.290**	26.756	12.168	4.438	1.928

TABLEAU B.01-8

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
Les deux sexes	**45.875.366**	**5.261.236**	**11.827.052**	**8.406.576**	**3.116.306**	**6.223.971**	**2.243.796**	**4.275.290**	**2.286.519**	**2.234.620**
15 à 19 ans	**4.214.939**	3.678.630	304.285	45.851	58.409	89.737	30.255	7.147	401	224
20 à 24 ans	**4.282.196**	1.370.178	670.185	123.901	232.921	779.864	464.989	378.670	209.222	52.266
25 à 29 ans	**4.306.887**	171.082	811.903	181.627	347.185	910.945	504.725	614.601	452.010	312.809
30 à 39 ans	**8.559.763**	41.346	1.666.937	1.035.590	756.742	1.724.493	675.936	1.174.751	787.855	696.113
40 à 49 ans	**7.326.802**	—	1.584.636	1.488.856	572.483	1.427.240	253.437	924.893	478.484	596.773
50 à 59 ans	**5.883.330**	—	1.905.300	1.649.051	398.907	813.028	147.033	527.264	177.379	265.368
60 ans ou plus	**11.301.449**	—	4.883.806	3.881.700	749.659	478.664	167.421	647.964	181.168	311.067
Sexe masculin	**22.053.634**	**2.608.058**	**5.376.630**	**3.524.182**	**1.208.460**	**3.917.806**	**1.030.025**	**2.025.472**	**980.380**	**1.382.621**
15 à 19 ans	**2.155.461**	1.828.467	188.782	27.945	33.205	59.877	13.898	2.946	193	148
20 à 24 ans	**2.168.190**	662.248	367.001	66.095	113.609	482.096	210.939	157.673	86.101	22.428
25 à 29 ans	**2.147.719**	93.822	414.199	86.062	146.544	575.734	236.092	252.547	186.008	156.711
30 à 39 ans	**4.270.349**	23.521	822.271	439.046	313.041	1.091.232	315.900	534.156	333.714	397.468
40 à 49 ans	**3.711.163**	—	811.701	623.347	220.157	883.744	118.872	455.932	219.742	377.668
50 à 59 ans	**2.900.129**	—	931.590	694.300	137.683	525.929	65.231	278.706	77.442	189.248
60 ans ou plus	**4.700.623**	—	1.841.086	1.587.387	244.221	299.194	69.093	343.512	77.180	238.950
Sexe féminin	**23.821.732**	**2.653.178**	**6.450.422**	**4.882.394**	**1.907.846**	**2.306.165**	**1.213.771**	**2.249.818**	**1.306.139**	**851.999**
15 à 19 ans	**2.059.478**	1.850.163	115.503	17.906	25.204	29.860	16.357	4.201	208	76
20 à 24 ans	**2.114.006**	707.930	303.184	57.806	119.312	297.768	254.050	220.997	123.121	29.838
25 à 29 ans	**2.159.168**	77.260	397.704	95.565	200.641	335.211	268.633	362.054	266.002	156.098
30 à 39 ans	**4.289.414**	17.825	844.666	596.544	443.701	633.261	360.036	640.595	454.141	298.645
40 à 49 ans	**3.615.639**	—	772.935	865.509	352.326	543.496	134.565	468.961	258.742	219.105
50 à 59 ans	**2.983.201**	—	973.710	954.751	261.224	287.099	81.802	248.558	99.937	76.120
60 ans ou plus	**6.600.826**	—	3.042.720	2.294.313	505.438	179.470	98.328	304.452	103.988	72.117

TABLEAU B.01-9

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	Ensemble	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
GUADELOUPE										
Les deux sexes	**290.681**	43.220	148.616	17.963	16.452	20.951	12.281	16.376	7.882	6.940
dont : 15 à 19 ans	**42.455**	34.854	6.213	323	421	380	214	42	3	5
20 à 24 ans	**35.625**	7.352	15.940	1.041	1.880	4.389	2.898	1.510	456	159
Sexe masculin	**140.478**	20.859	73.455	7.847	6.507	12.177	5.009	7.044	3.473	4.107
dont : 15 à 19 ans	**21.600**	17.123	3.715	165	244	238	95	17	1	2
20 à 24 ans	**17.530**	3.241	8.413	590	774	2.573	1.116	551	198	74
Sexe féminin	**150.203**	22.361	75.161	10.116	9.945	8.774	7.272	9.332	4.409	2.833
dont : 15 à 19 ans	**20.855**	17.731	2.498	158	177	142	119	25	2	3
20 à 24 ans	**18.095**	4.111	7.527	451	1.106	1.816	1.782	959	258	85
GUYANE										
Les deux sexes	**76.497**	8.954	37.959	4.301	3.501	7.562	3.656	5.270	2.952	2.342
dont : 15 à 19 ans	**10.662**	7.483	2.756	91	158	125	41	7	1	—
20 à 24 ans	**9.893**	1.274	4.680	401	385	1.454	721	691	218	69
Sexe masculin	**40.326**	4.504	19.679	2.336	1.697	4.681	1.832	2.608	1.485	1.504
dont : 15 à 19 ans	**5.363**	3.824	1.295	48	82	88	23	2	1	—
20 à 24 ans	**5.230**	580	2.421	287	208	948	335	305	105	41
Sexe féminin	**36.171**	4.450	18.280	1.965	1.804	2.881	1.824	2.662	1.467	838
dont : 15 à 19 ans	**5.299**	3.659	1.461	43	76	37	18	5	—	—
20 à 24 ans	**4.663**	694	2.259	114	177	506	386	386	113	28
MARTINIQUE										
Les deux sexes	**276.590**	39.338	129.521	22.227	18.320	22.061	11.667	17.304	8.734	7.418
dont : 15 à 19 ans	**35.549**	30.370	4.112	199	398	287	147	29	4	3
20 à 24 ans	**34.245**	7.756	13.635	1.199	1.691	4.935	2.846	1.479	539	165
Sexe masculin	**131.765**	18.426	64.639	9.601	7.319	11.780	4.716	7.422	3.653	4.209
dont : 15 à 19 ans	**18.145**	14.865	2.652	121	242	187	60	18	—	—
20 à 24 ans	**17.052**	3.085	7.634	687	791	2.695	1.198	626	255	81
Sexe féminin	**144.825**	20.912	64.882	12.626	11.001	10.281	6.951	9.882	5.081	3.209
dont : 15 à 19 ans	**17.404**	15.505	1.460	78	156	100	87	11	4	3
20 à 24 ans	**17.193**	4.671	6.001	512	900	2.240	1.648	853	284	84
RÉUNION										
Les deux sexes	**421.220**	58.350	254.600	15.898	17.479	26.489	10.424	19.109	9.757	9.114
dont : 15 à 19 ans	**62.092**	48.322	12.289	197	490	369	329	91	3	2
20 à 24 ans	**58.555**	8.955	33.690	768	2.764	5.007	3.605	2.730	772	264
Sexe masculin	**205.079**	29.059	123.208	6.780	6.548	16.849	4.248	8.089	4.595	5.703
dont : 15 à 19 ans	**31.431**	24.118	6.656	99	208	223	102	24	—	1
20 à 24 ans	**28.654**	4.378	17.278	419	989	2.913	1.319	909	326	123
Sexe féminin	**216.141**	29.291	131.392	9.118	10.931	9.640	6.176	11.020	5.162	3.411
dont : 15 à 19 ans	**30.661**	24.204	5.633	98	282	146	227	67	3	1
20 à 24 ans	**29.901**	4.577	16.412	349	1.775	2.094	2.286	1.821	446	141

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Catégorie socioprofessionnelle	C S	1982			1990		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Niveau 8							
Agriculteurs exploitants	1	**1.470.904**	923.868	547.036	**1.012.937**	638.045	374.892
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	**1.829.788**	1.216.012	613.776	**1.822.856**	1.236.506	586.350
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3	**1.897.872**	1.429.736	468.136	**2.693.062**	1.859.579	833.483
Professions intermédiaires	4	**3.938.696**	2.357.040	1.581.656	**4.713.972**	2.616.258	2.097.714
Employés	5	**6.252.048**	1.706.188	4.545.860	**6.912.800**	1.533.495	5.379.305
Ouvriers (y compris agricoles)	6	**7.798.260**	6.170.148	1.628.112	**7.623.343**	6.019.848	1.603.495
Retraités	7	**7.402.180**	3.614.292	3.787.888	**9.221.132**	4.629.623	4.591.509
Autres sans activité professionnelle	8	**23.705.864**	9.070.372	14.635.492	**22.651.853**	9.031.702	13.620.151
Niveau 42							
Agriculteurs sur petite exploitation	11	**690.280**	419.004	271.276	**338.061**	198.285	139.776
Agriculteurs sur moyenne exploitation	12	**451.068**	289.292	161.776	**309.972**	200.004	109.968
Agriculteurs sur grande exploitation	13	**329.556**	215.572	113.984	**364.904**	239.756	125.148
Artisans	21	**898.408**	680.580	217.828	**850.464**	650.790	199.674
Commerçants et assimilés	22	**797.008**	423.988	373.020	**795.706**	437.004	358.702
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	23	**134.372**	111.444	22.928	**176.686**	148.712	27.974
Professions libérales	31	**238.196**	171.476	66.720	**311.110**	211.890	99.220
Cadres de la fonction publique	33	**241.012**	186.240	54.772	**288.174**	207.270	80.904
Professeurs, professions scientifiques	34	**355.400**	193.712	161.688	**564.443**	280.211	284.232
Professions information, arts et spectacles	35	**113.592**	67.376	46.216	**169.512**	97.116	72.396
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	37	**569.244**	454.224	115.020	**758.868**	529.603	229.265
Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	38	**380.428**	356.708	23.720	**600.955**	533.489	67.466
Instituteurs et assimilés	42	**778.360**	283.096	495.264	**757.388**	264.072	493.316
Professions intermédiaires santé et travail social	43	**613.996**	156.640	457.356	**783.659**	183.586	600.073
Clergé, religieux	44	**59.676**	33.176	26.500	**48.188**	28.032	20.156
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	45	**278.300**	148.660	129.640	**395.704**	196.552	199.152
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	46	**968.464**	592.780	375.684	**1.392.225**	747.797	644.428
Techniciens	47	**675.216**	611.696	63.520	**762.430**	664.777	97.653
Contremaîtres, agents de maîtrise	48	**564.684**	530.992	33.692	**574.378**	531.442	42.936
Employés civils, agents service fonction publique	52	**1.688.196**	401.216	1.286.980	**1.997.604**	409.992	1.587.612
Policiers et militaires	53	**385.628**	363.000	22.628	**414.066**	386.398	27.668
Employés administratifs d'entreprise	54	**2.555.564**	639.680	1.915.884	**2.343.544**	359.021	1.984.523
Employés de commerce	55	**737.488**	152.976	584.512	**968.749**	183.624	785.125
Personnel services directs aux particuliers	56	**885.172**	149.316	735.856	**1.188.837**	194.460	994.377
Ouvriers qualifiés de type industriel	62	**1.595.256**	1.424.676	170.580	**1.639.569**	1.416.203	223.366
Ouvriers qualifiés de type artisanal	63	**1.487.484**	1.349.656	137.828	**1.603.153**	1.469.873	133.280
Chauffeurs	64	**566.208**	555.776	10.432	**621.944**	603.540	18.404
Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport	65	**389.816**	360.868	28.948	**408.564**	374.802	33.762
Ouvriers non qualifiés de type industriel	67	**2.399.084**	1.473.912	925.172	**2.136.466**	1.291.286	845.180
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68	**1.065.792**	757.316	308.476	**931.599**	646.780	284.819
Ouvriers agricoles	69	**294.620**	247.944	46.676	**282.048**	217.364	64.684
Anciens agriculteurs exploitants	71	**1.332.204**	576.792	755.412	**1.273.460**	589.088	684.372
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	72	**740.728**	323.960	416.768	**773.416**	379.824	393.592
Anciens cadres	74	**340.044**	247.368	92.676	**577.940**	447.504	130.436
Anciennes professions intermédiaires	75	**728.188**	381.512	346.676	**1.035.580**	561.756	473.824
Anciens employés	77	**1.886.440**	678.080	1.208.360	**2.674.969**	795.960	1.879.009
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	78	**2.374.576**	1.406.580	967.996	**2.885.767**	1.855.491	1.030.276
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	81	**363.608**	130.252	233.356	**276.266**	96.349	179.917
Militaires du contingent	83	**253.460**	253.460	—	**231.475**	230.099	1.376
Elèves et étudiants de 15 ans ou plus	84	**4.274.204**	2.100.812	2.173.392	**5.261.236**	2.608.058	2.653.178
Autres inactifs de moins de 60 ans	85	**16.802.688**	6.450.452	10.352.236	**14.900.657**	6.020.755	8.879.902
Autres inactifs de 60 ans ou plus	86	**2.011.904**	135.396	1.876.508	**1.982.219**	76.441	1.905.778

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Les deux sexes	**1.012.937**	**1.822.856**	**2.693.062**	**4.713.972**	**6.912.800**	**7.623.343**	**9.221.132**	**22.651.853**
0-19	3.304	4.050	1.344	9.388	162.795	243.749	—	14.566.898
20-24	33.552	40.375	45.640	301.425	992.183	999.072	—	1.869.949
25-29	75.509	124.842	298.964	736.985	1.193.311	1.249.524	—	627.752
30-39	200.788	468.606	847.487	1.553.919	2.041.185	2.251.221	11.948	1.184.609
40-49	228.960	614.255	917.653	1.339.808	1.486.426	1.652.785	42.055	1.044.860
50-59	349.300	428.439	475.766	680.007	886.220	1.117.023	572.094	1.374.481
60 et plus	121.524	142.289	106.208	92.440	150.680	109.969	8.595.035	1.983.304
Sexe masculin	**638.045**	**1.236.506**	**1.859.579**	**2.616.258**	**1.533.495**	**6.019.848**	**4.629.623**	**9.031.702**
0-19	2.812	2.533	640	5.064	40.476	214.469	—	7.400.889
20-24	27.568	25.048	21.988	146.916	193.961	803.222	—	949.487
25-29	58.465	83.329	177.316	383.153	275.516	1.004.775	—	165.165
30-39	142.648	327.054	564.431	848.279	489.425	1.762.115	4.756	131.641
40-49	139.884	419.787	653.160	759.881	322.497	1.288.912	17.738	109.304
50-59	195.772	292.471	361.020	419.913	185.824	870.178	376.469	198.482
60 et plus	70.896	86.284	81.024	53.052	25.796	76.177	4.230.660	76.734
Sexe féminin	**374.892**	**586.350**	**833.483**	**2.097.714**	**5.379.305**	**1.603.495**	**4.591.509**	**13.620.151**
0-19	492	1.517	704	4.324	122.319	29.280	—	7.166.009
20-24	5.984	15.327	23.652	154.509	798.222	195.850	—	920.462
25-29	17.044	41.513	121.648	353.832	917.795	244.749	—	462.587
30-39	58.140	141.552	283.056	705.640	1.551.760	489.106	7.192	1.052.968
40-49	89.076	194.468	264.493	579.927	1.163.929	363.873	24.317	935.556
50-59	153.528	135.968	114.746	260.094	700.396	246.845	195.625	1.175.999
60 et plus	50.628	56.005	25.184	39.388	124.884	33.792	4.364.375	1.906.570

TABLEAU B.01-12

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**5.916**	**16.742**	**7.935**	**17.948**	**55.773**	**43.583**	**36.278**	**202.859**	**387.034**
0-19	26	106	11	68	934	1.475	—	136.188	**138.808**
20-24	175	774	149	1.076	7.346	5.883	—	20.222	**35.625**
25-29	517	2.177	784	2.654	10.939	8.474	—	10.412	**35.957**
30-39	1.291	5.401	2.955	6.526	17.960	12.861	177	12.023	**59.194**
40-49	1.647	4.490	2.611	5.281	11.286	7.923	351	8.448	**42.037**
50-59	1.752	2.684	1.119	1.962	5.995	5.763	1.994	8.730	**29.999**
60 et plus	508	1.110	306	381	1.313	1.204	33.756	6.836	**45.414**
Sexe masculin	**4.938**	**12.678**	**5.257**	**8.756**	**13.008**	**37.623**	**17.043**	**89.884**	**189.187**
0-19	26	80	4	21	167	1.320	—	68.691	**70.309**
20-24	163	603	76	476	1.268	5.190	—	9.754	**17.530**
25-29	469	1.784	475	1.310	2.412	7.640	—	3.772	**17.862**
30-39	1.131	4.227	1.832	3.134	4.384	11.325	93	2.791	**28.917**
40-49	1.355	3.367	1.801	2.544	2.915	6.580	147	1.622	**20.331**
50-59	1.376	1.935	829	1.035	1.490	4.608	1.107	1.986	**14.366**
60 et plus	418	682	240	236	372	960	15.696	1.268	**19.872**
Sexe féminin	**978**	**4.064**	**2.678**	**9.192**	**42.765**	**5.960**	**19.235**	**112.975**	**197.847**
0-19	—	26	7	47	767	155	—	67.497	**68.499**
20-24	12	171	73	600	6.078	693	—	10.468	**18.095**
25-29	48	393	309	1.344	8.527	834	—	6.640	**18.095**
30-39	160	1.174	1.123	3.392	13.576	1.536	84	9.232	**30.277**
40-49	292	1.123	810	2.737	8.371	1.343	204	6.826	**21.706**
50-59	376	749	290	927	4.505	1.155	887	6.744	**15.633**
60 et plus	90	428	66	145	941	244	18.060	5.568	**25.542**
GUYANE									
Les deux sexes	**2.803**	**3.448**	**2.968**	**6.877**	**12.633**	**14.837**	**4.971**	**66.271**	**114.808**
0-19	246	20	4	21	203	443	—	48.036	**48.973**
20-24	330	149	111	703	1.743	1.919	—	4.938	**9.893**
25-29	351	388	388	1.433	2.519	2.597	—	3.107	**10.783**
30-39	740	1.217	1.038	2.324	4.335	5.145	48	4.673	**19.520**
40-49	515	987	936	1.561	2.479	3.001	99	2.713	**12.291**
50-59	369	469	406	707	1.115	1.391	416	1.704	**6.577**
60 et plus	252	218	85	128	239	341	4.408	1.100	**6.771**
Sexe masculin	**1.368**	**2.656**	**2.169**	**4.135**	**3.648**	**13.573**	**2.450**	**29.800**	**59.799**
0-19	62	14	3	7	67	393	—	24.290	**24.836**
20-24	119	104	78	465	429	1.776	—	2.259	**5.230**
25-29	144	304	279	877	746	2.415	—	980	**5.745**
30-39	427	931	688	1.278	1.248	4.737	28	979	**10.316**
40-49	287	788	718	953	719	2.726	56	529	**6.776**
50-59	196	348	331	474	355	1.224	224	420	**3.572**
60 et plus	133	167	72	81	84	302	2.142	343	**3.324**
Sexe féminin	**1.435**	**792**	**799**	**2.742**	**8.985**	**1.264**	**2.521**	**36.471**	**55.009**
0-19	184	6	1	14	136	50	—	23.746	**24.137**
20-24	211	45	33	238	1.314	143	—	2.679	**4.663**
25-29	207	84	109	556	1.773	182	—	2.127	**5.038**
30-39	313	286	350	1.046	3.087	408	20	3.694	**9.204**
40-49	228	199	218	608	1.760	275	43	2.184	**5.515**
50-59	173	121	75	233	760	167	192	1.284	**3.005**
60 et plus	119	51	13	47	155	39	2.266	757	**3.447**

TABLEAU B.01-12 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**3.450**	**11.542**	**8.807**	**19.746**	**53.378**	**43.301**	**40.212**	**179.143**	**359.579**
0-19	19	28	11	62	573	1.094	—	116.751	**118.538**
20-24	119	335	198	1.028	6.014	5.466	—	21.085	**34.245**
25-29	325	1.209	962	2.785	10.340	8.612	—	9.943	**34.176**
30-39	751	3.460	3.153	6.799	17.115	12.030	129	9.367	**52.804**
40-49	774	3.136	2.980	5.967	10.903	7.959	308	6.107	**38.134**
50-59	1.123	2.338	1.194	2.560	6.873	6.838	1.964	8.485	**31.375**
60 et plus	339	1.036	309	545	1.560	1.302	37.811	7.405	**50.307**
Sexe masculin	**2.879**	**8.670**	**5.680**	**9.374**	**11.667**	**35.726**	**18.993**	**80.889**	**173.878**
0-19	18	17	3	31	133	952	—	59.104	**60.258**
20-24	113	207	118	459	1.080	4.571	—	10.504	**17.052**
25-29	297	895	587	1.430	2.098	7.529	—	3.971	**16.807**
30-39	654	2.721	1.919	3.211	3.748	10.238	67	2.668	**25.226**
40-49	608	2.434	1.983	2.686	2.548	6.188	164	1.341	**17.952**
50-59	890	1.760	842	1.211	1.632	5.209	1.181	2.026	**14.751**
60 et plus	299	636	228	346	428	1.039	17.581	1.275	**21.832**
Sexe féminin	**571**	**2.872**	**3.127**	**10.372**	**41.711**	**7.575**	**21.219**	**98.254**	**185.701**
0-19	1	11	8	31	440	142	—	57.647	**58.280**
20-24	6	128	80	569	4.934	895	—	10.581	**17.193**
25-29	28	314	375	1.355	8.242	1.083	—	5.972	**17.369**
30-39	97	739	1.234	3.588	13.367	1.792	62	6.699	**27.578**
40-49	166	702	997	3.281	8.355	1.771	144	4.766	**20.182**
50-59	233	578	352	1.349	5.241	1.629	783	6.459	**16.624**
60 et plus	40	400	81	199	1.132	263	20.230	6.130	**28.475**
RÉUNION									
Les deux sexes	**8.630**	**11.999**	**10.946**	**25.158**	**68.050**	**70.680**	**36.743**	**365.622**	**597.828**
0-19	95	42	15	100	1.279	2.231	—	234.938	**238.700**
20-24	508	652	268	1.993	12.047	10.733	—	32.354	**58.555**
25-29	1.013	1.849	1.299	4.665	14.401	15.493	—	18.952	**57.672**
30-39	2.264	4.054	4.035	9.711	20.859	21.191	189	26.199	**88.502**
40-49	2.307	3.055	3.724	6.159	12.302	12.632	647	18.565	**59.391**
50-59	2.126	1.841	1.356	2.201	6.414	7.752	3.211	18.711	**43.612**
60 et plus	317	506	249	329	748	648	32.696	15.903	**51.396**
Sexe masculin	**7.711**	**9.216**	**7.568**	**12.567**	**19.144**	**64.168**	**19.328**	**154.554**	**294.256**
0-19	89	28	9	35	339	2.019	—	118.089	**120.608**
20-24	471	504	146	822	2.656	9.702	—	14.353	**28.654**
25-29	940	1.489	819	2.240	3.640	14.303	—	5.160	**28.591**
30-39	1.982	3.181	2.674	4.760	6.171	19.490	102	5.269	**43.629**
40-49	2.030	2.325	2.652	3.176	4.026	11.322	276	4.019	**29.826**
50-59	1.913	1.310	1.050	1.320	2.045	6.793	1.815	5.004	**21.250**
60 et plus	286	379	218	214	267	539	17.135	2.660	**21.698**
Sexe féminin	**919**	**2.783**	**3.378**	**12.591**	**48.906**	**6.512**	**17.415**	**211.068**	**303.572**
0-19	6	14	6	65	940	212	—	116.849	**118.092**
20-24	37	148	122	1.171	9.391	1.031	—	18.001	**29.901**
25-29	73	360	480	2.425	10.761	1.190	—	13.792	**29.081**
30-39	282	873	1.361	4.951	14.688	1.701	87	20.930	**44.873**
40-49	277	730	1.072	2.983	8.276	1.310	371	14.546	**29.565**
50-59	213	531	306	881	4.369	959	1.396	13.707	**22.362**
60 et plus	31	127	31	115	481	109	15.561	13.243	**29.698**

TABLEAU B.01-13

Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge au 31 décembre 1990	Total des actifs ayant un emploi	Salariés					Non-salariés
		Total	Secteur privé	Etat (1)	Collectivités locales	Services publics (2)	
Les deux sexes	**22.270.218**	**19.053.283**	**12.603.148**	**3.058.414**	**2.148.349**	**1.243.372**	**3.216.935**
15-19	365.214	358.564	311.824	15.824	28.524	2.392	6.650
20-24	1.974.282	1.901.375	1.532.064	162.223	158.272	48.816	72.907
25-29	3.236.625	3.007.602	2.200.577	367.287	292.670	147.068	229.023
30-34	3.326.156	2.968.486	1.924.846	478.630	355.014	209.996	357.670
35-39	3.361.473	2.906.453	1.802.709	520.566	354.098	229.080	455.020
40-44	3.479.821	2.919.339	1.756.652	588.237	344.662	229.788	560.482
45-49	2.303.489	1.893.918	1.135.982	382.007	212.905	163.024	409.571
50-54	2.021.565	1.613.015	985.275	297.676	192.092	137.972	408.550
55-59	1.534.066	1.117.601	714.765	182.168	155.380	65.288	416.465
60 et plus	667.527	366.930	238.454	63.796	54.732	9.948	300.597
Sexe masculin	**12.834.629**	**10.712.626**	**7.547.429**	**1.487.434**	**732.467**	**945.296**	**2.122.003**
15-19	235.563	230.818	210.146	6.956	11.844	1.872	4.745
20-24	1.039.267	988.659	838.622	75.189	43.156	31.692	50.608
25-29	1.811.902	1.658.220	1.288.774	171.901	93.953	103.592	153.682
30-34	1.923.870	1.679.909	1.164.048	237.729	118.700	159.432	243.961
35-39	1.944.486	1.632.407	1.083.970	255.164	120.917	172.356	312.079
40-44	2.025.001	1.645.897	1.066.582	284.442	119.249	175.624	379.104
45-49	1.358.115	1.089.190	703.361	182.553	73.884	129.392	268.925
50-54	1.214.811	955.997	622.593	149.352	70.772	113.280	258.814
55-59	913.388	648.983	444.711	92.440	60.728	51.104	264.405
60 et plus	368.226	182.546	124.622	31.708	19.264	6.952	185.680
Sexe féminin	**9.435.589**	**8.340.657**	**5.055.719**	**1.570.980**	**1.415.882**	**298.076**	**1.094.932**
15-19	129.651	127.746	101.678	8.868	16.680	520	1.905
20-24	935.015	912.716	693.442	87.034	115.116	17.124	22.299
25-29	1.424.723	1.349.382	911.803	195.386	198.717	43.476	75.341
30-34	1.402.286	1.288.577	760.798	240.901	236.314	50.564	113.709
35-39	1.416.987	1.274.046	718.739	265.402	233.181	56.724	142.941
40-44	1.454.820	1.273.442	690.070	303.795	225.413	54.164	181.378
45-49	945.374	804.728	432.621	199.454	139.021	33.632	140.646
50-54	806.754	657.018	362.682	148.324	121.320	24.692	149.736
55-59	620.678	468.618	270.054	89.728	94.652	14.184	152.060
60 et plus	299.301	184.384	113.832	32.088	35.468	2.996	114.917

(1) Cette rubrique concerne aussi les salariés de la sécurité sociale.
(2) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-14

Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et par activité économique au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	NAP	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	**Ensemble**
Agriculture, sylviculture, pêche	**U01**	**994.289**	**7.100**	**6.296**	**18.905**	**16.188**	**226.820**	**1.269.598**
Agriculture, sylviculture, pêche	T01	994.289	7.100	6.296	18.905	16.188	226.820	**1.269.598**
Industries agricoles et alimentaires	**U02**	**516**	**81.216**	**31.796**	**64.172**	**92.004**	**361.763**	**631.467**
Industries de la viande et du lait	T02	216	4.628	11.592	22.728	17.948	133.292	**190.404**
Autres industries agricoles et alimentaires	T03	300	76.588	20.204	41.444	74.056	228.471	**441.063**
Production et distribution d'énergie	**U03**	**52**	**720**	**38.268**	**104.260**	**38.420**	**82.612**	**264.332**
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T04	—	28	740	4.088	1.672	17.968	**24.496**
Production de pétrole et de gaz naturel	T05	—	232	8.960	12.132	4.644	6.264	**32.232**
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T06	52	460	28.568	88.040	32.104	58.380	**207.604**
Industries des biens intermédiaires	**U04**	**236**	**43.110**	**87.086**	**225.568**	**96.964**	**844.159**	**1.297.123**
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T07	4	440	5.544	23.840	7.108	55.220	**92.156**
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T08	8	348	4.948	14.588	5.168	33.148	**58.208**
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T09	132	9.584	9.892	20.964	12.040	102.796	**155.408**
Industrie du verre	T10	—	1.352	3.600	8.636	3.900	42.785	**60.273**
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T11	36	1.008	16.756	39.212	12.108	57.750	**126.870**
Fonderie et travail des métaux	T13	28	24.202	24.036	64.692	30.080	318.656	**461.694**
Industries du papier et du carton	T21	24	1.688	7.696	15.848	9.396	77.628	**112.280**
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T23	4	4.488	14.614	37.788	17.164	156.176	**230.234**
Industries des biens d'équipement	**U05**	**84**	**35.574**	**202.344**	**380.648**	**137.152**	**852.454**	**1.608.256**
Construction mécanique	T14	60	21.224	42.793	103.962	40.820	256.318	**465.177**
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T15A	16	10.090	101.253	135.634	48.480	203.388	**498.861**
Production de biens d'équipement ménager	T15B	4	616	5.298	10.696	4.484	41.808	**62.906**
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T16	—	2.616	23.336	71.796	22.268	270.148	**390.164**
Construction navale et aéronautique, armement	T17	4	1.028	29.664	58.560	21.100	80.792	**191.148**
Industries des biens de consommation	**U06**	**820**	**91.122**	**121.492**	**188.361**	**112.172**	**749.244**	**1.263.211**
Parachimie et industrie pharmaceutique	T12	8	2.264	36.444	62.332	22.968	76.864	**200.880**
Industries textiles et de l'habillement	T18	36	20.808	16.024	41.513	27.616	277.853	**383.850**
Industries du cuir et de la chaussure	T19	12	3.652	2.640	6.820	4.860	60.458	**78.442**
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T20	756	45.830	14.004	35.084	24.400	218.300	**338.374**
Imprimerie, presse, édition	T22	8	18.568	52.380	42.612	32.328	115.769	**261.665**
Bâtiment, génie civil et agricole	**U07**	**3.344**	**340.968**	**60.120**	**159.959**	**75.432**	**1.007.433**	**1.647.256**
Bâtiment, génie civil et agricole	T24	3.344	340.968	60.120	159.959	75.432	1.007.433	**1.647.256**
Commerce	**U08**	**3.588**	**503.067**	**241.668**	**462.868**	**906.577**	**565.848**	**2.683.616**
Commerce de gros alimentaire	T25	1.356	27.192	22.896	49.288	57.048	124.424	**282.204**
Commerce de gros non alimentaire	T26	312	66.416	116.592	200.988	170.636	198.284	**753.228**
Commerce de détail alimentaire	T27	1.112	149.071	19.052	69.604	322.040	128.880	**689.759**
Commerce de détail non alimentaire	T28	808	260.388	83.128	142.988	356.853	114.260	**958.425**
Transports et télécommunications	**U09**	**268**	**77.156**	**114.013**	**294.389**	**407.213**	**529.704**	**1.422.743**
Transports	T31	252	76.756	68.365	137.529	153.445	501.700	**938.047**
Télécommunications et postes	T32	16	400	45.648	156.860	253.768	28.004	**484.696**

TABLEAU B.01-14 (suite et fin)

Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et par activité économique au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	NAP	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	**Ensemble**
Services marchands	**U10**	**1.376**	**561.643**	**802.701**	**1.163.282**	**1.813.575**	**871.472**	**5.214.049**
Réparation et commerce de l'automobile	T29	56	79.072	15.624	57.776	65.228	193.372	**411.128**
Hôtels, cafés, restaurants	T30	384	215.466	19.872	75.280	321.919	112.224	**745.145**
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T33	308	124.692	407.521	368.583	446.642	208.220	**1.555.966**
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T34	628	142.413	359.684	661.643	979.786	357.656	**2.501.810**
Location et crédit-bail immobiliers	**U11**	**88**	**3.376**	**6.876**	**10.300**	**39.372**	**17.640**	**77.652**
Location et crédit-bail immobiliers	T35	88	3.376	6.876	10.300	39.372	17.640	**77.652**
Assurances	**U12**	**48**	**2.848**	**32.480**	**51.776**	**73.101**	**3.796**	**164.049**
Assurances	T36	48	2.848	32.480	51.776	73.101	3.796	**164.049**
Organismes financiers	**U13**	**4**	**1.428**	**107.348**	**93.580**	**249.024**	**12.060**	**463.444**
Organismes financiers	T37	4	1.428	107.348	93.580	249.024	12.060	**463.444**
Services non marchands	**U14**	**484**	**2.436**	**750.986**	**1.246.332**	**1.842.108**	**421.076**	**4.263.422**
Services non marchands	T38	484	2.436	750.986	1.246.332	1.842.108	421.076	**4.263.422**

TABLEAU B.01-15

Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	Code	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
GUADELOUPE										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**8.391**	2.884	5.507	**6.899**	2.306	4.593	**1.492**	578	914
Industrie	U02 - U06	**9.630**	7.499	2.131	**7.688**	5.932	1.756	**1.942**	1.567	375
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**13.967**	8.959	5.008	**13.221**	8.298	4.923	**746**	661	85
Commerce	U08	**15.020**	10.560	4.460	**6.854**	4.743	2.111	**8.166**	5.817	2.349
Transport et télécommunications	U09	**6.950**	5.503	1.447	**5.072**	3.697	1.375	**1.878**	1.806	72
Services marchands	U10	**26.533**	21.817	4.716	**13.186**	9.856	3.330	**13.347**	11.961	1.386
Services financiers	U11 - U13	**2.802**	2.735	67	**1.349**	1.295	54	**1.453**	1.440	13
Services non marchands	U14	**34.223**	33.852	371	**13.989**	13.668	321	**20.234**	20.184	50
Ensemble		**117.516**	**93.809**	**23.707**	**68.258**	**49.795**	**18.463**	**49.258**	**44.014**	**5.244**
GUYANE										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**4.177**	1.433	2.744	**2.555**	1.234	1.321	**1.622**	199	1.423
Industrie	U02 - U06	**3.130**	2.622	508	**2.654**	2.250	404	**476**	372	104
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**4.440**	3.627	813	**4.167**	3.379	788	**273**	248	25
Commerce	U08	**3.152**	2.216	936	**1.764**	1.191	573	**1.388**	1.025	363
Transport et télécommunications	U09	**1.857**	1.565	292	**1.372**	1.106	266	**485**	459	26
Services marchands	U10	**6.072**	5.023	1.049	**3.383**	2.658	725	**2.689**	2.365	324
Services financiers	U11 - U13	**1.688**	1.669	19	**1.015**	1.000	15	**673**	669	4
Services non marchands	U14	**12.068**	12.018	50	**6.520**	6.478	42	**5.548**	5.540	8
Ensemble		**36.584**	**30.173**	**6.411**	**23.430**	**19.296**	**4.134**	**13.154**	**10.877**	**2.277**
MARTINIQUE										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**8.445**	5.366	3.079	**6.135**	3.551	2.584	**2.310**	1.815	495
Industrie	U02 - U06	**9.706**	8.076	1.630	**7.257**	5.953	1.304	**2.449**	2.123	326
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**9.298**	7.017	2.281	**8.603**	6.400	2.203	**695**	617	78
Commerce	U08	**13.965**	10.890	3.075	**6.166**	4.671	1.495	**7.799**	6.219	1.580
Transport et télécommunications	U09	**6.673**	4.942	1.731	**5.145**	3.466	1.679	**1.528**	1.476	52
Services marchands	U10	**23.537**	19.815	3.722	**11.275**	8.643	2.632	**12.262**	11.172	1.090
Services financiers	U11 - U13	**2.952**	2.904	48	**1.305**	1.269	36	**1.647**	1.635	12
Services non marchands	U14	**35.541**	35.346	195	**14.251**	14.101	150	**21.290**	21.245	45
Ensemble		**110.117**	**94.356**	**15.761**	**60.137**	**48.054**	**12.083**	**49.980**	**46.302**	**3.678**
RÉUNION										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**11.141**	3.004	8.137	**10.062**	2.789	7.273	**1.079**	215	864
Industrie	U02 - U06	**11.295**	9.981	1.314	**9.207**	8.124	1.083	**2.088**	1.857	231
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**16.563**	14.108	2.455	**15.812**	13.469	2.343	**751**	639	112
Commerce	U08	**17.902**	13.353	4.549	**10.598**	7.668	2.930	**7.304**	5.685	1.619
Transport et télécommunications	U09	**7.250**	6.321	929	**5.801**	4.902	899	**1.449**	1.419	30
Services marchands	U10	**24.835**	20.176	4.659	**13.620**	10.349	3.271	**11.215**	9.827	1.388
Services financiers	U11 - U13	**3.005**	2.965	40	**1.512**	1.480	32	**1.493**	1.485	8
Services non marchands	U14	**54.262**	54.136	126	**23.914**	23.816	98	**30.348**	30.320	28
Ensemble		**146.253**	**124.044**	**22.209**	**90.526**	**72.597**	**17.929**	**55.727**	**51.447**	**4.280**

TABLEAU B.01-16

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de résidence - Lieu de travail				
		Même commune	Dans deux communes différentes			
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Autres cas
Population totale						
Les deux sexes	**22.270.218**	**9.922.422**	**5.847.730**	**7.566.603**	**8.876.342**	**1.500.216**
Sexe masculin	**12.834.629**	5.315.064	3.365.134	4.465.127	5.312.729	1.054.580
Sexe féminin	**9.435.589**	4.607.358	2.482.596	3.101.476	3.563.613	445.636
Catégorie Socioprofessionnelle (6 postes)						
Agriculteurs exploitants	**1.005.197**	954.761	4.108	37.468	43.420	6.228
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1.751.764**	1.291.968	219.148	296.748	340.392	51.084
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2.603.474**	990.750	943.244	724.028	897.548	255.964
Professions intermédiaires	**4.464.400**	1.615.532	1.382.792	1.640.132	1.981.556	384.860
Employés	**5.899.302**	2.748.411	1.649.824	2.015.800	2.303.393	308.328
Ouvriés	**6.546.081**	2.321.000	1.648.614	2.852.427	3.310.033	493.752

TABLEAU B.01-17

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale											
Les deux sexes	**56.651.955**	**31.730.070**	**38.348.307**	**50.427.795**	**6.224.160**	**28.946.389**	**38.351.320**	**47.477.819**	**50.423.259**	**55.395.820**	**1.256.135**
Sexe masculin	**27.565.056**	15.564.271	18.718.030	24.407.026	3.158.030	13.964.146	18.559.997	23.025.313	24.466.572	26.933.725	631.331
Sexe féminin	**29.086.899**	16.165.799	19.630.277	26.020.769	3.066.130	14.982.243	19.791.323	24.452.506	25.956.687	28.462.095	624.804
Catégorie Socioprofessionnelle (8 postes)											
Agriculteurs exploitants	**1.012.937**	839.148	895.840	988.409	24.528	833.228	925.269	984.605	993.033	1.009.853	3.084
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1.822.856**	908.009	1.128.505	1.586.889	235.967	987.460	1.273.936	1.556.736	1.652.472	1.794.848	28.008
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2.693.062**	766.429	1.250.560	2.332.363	360.699	1.071.016	1.484.738	1.858.038	2.128.942	2.595.742	97.320
Professions intermédiaires	**4.713.972**	2.033.759	2.781.369	4.246.148	467.824	1.987.596	2.738.644	3.666.632	4.038.528	4.627.628	86.344
Employés	**6.912.800**	3.517.522	4.389.158	6.092.677	820.123	2.959.414	4.322.667	5.668.106	6.093.581	6.792.701	120.099
Ouvriés	**7.623.343**	4.341.170	5.043.267	6.285.198	1.338.145	3.672.506	5.254.385	6.725.819	7.034.344	7.483.458	139.885
Retraités	**9.221.132**	4.886.833	5.859.114	8.216.849	1.004.283	7.085.076	7.900.568	8.515.116	8.694.640	9.178.412	42.720
Autres sans activité	**22.651.853**	14.437.200	17.000.494	20.679.262	1.972.591	10.350.093	14.451.113	18.502.767	19.787.719	21.913.178	738.675

TABLEAU B.01-18

Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Départements d'outre-mer

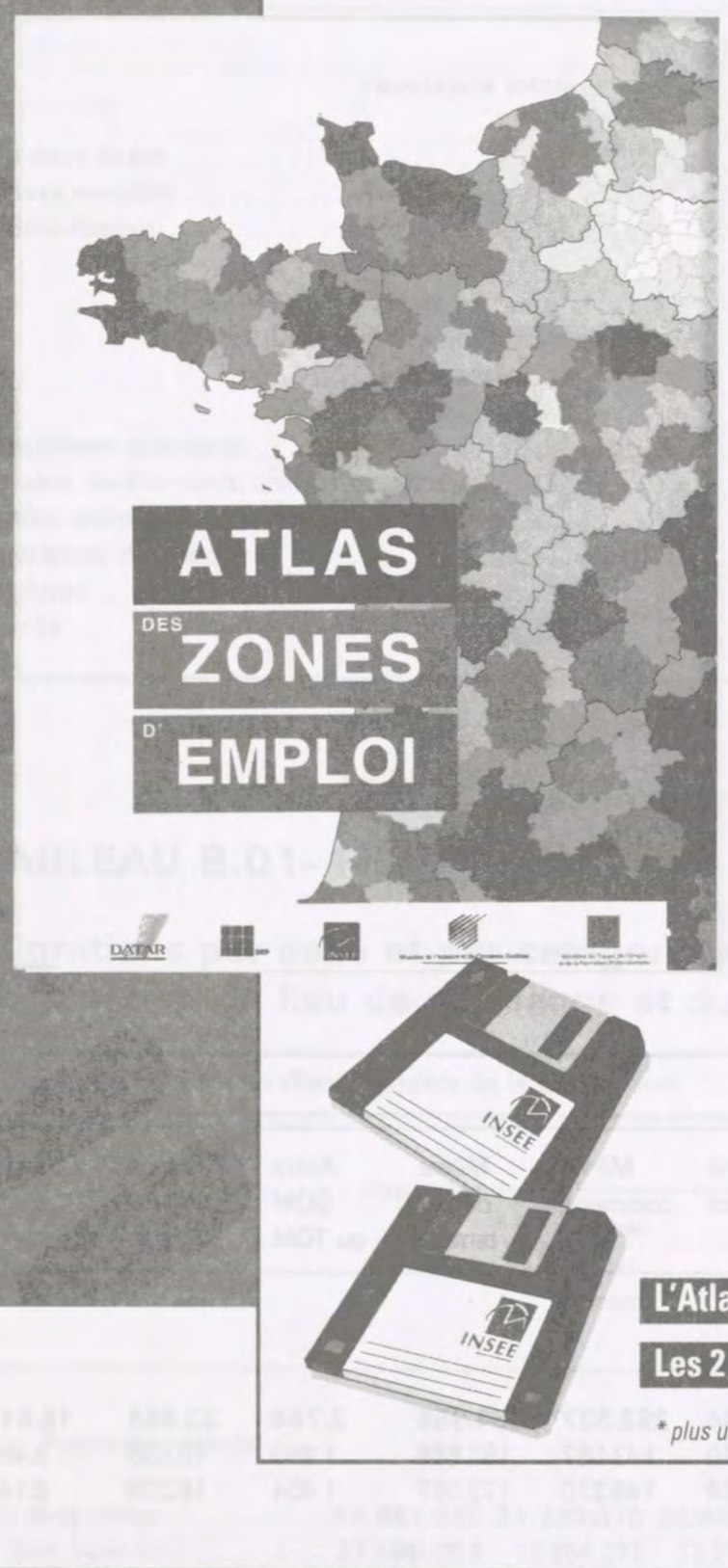
Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE											
Les deux sexes	**387.034**	**321.543**	**6.379**	**29.898**	**29.214**	**226.344**	**292.327**	**334.955**	**2.784**	**32.684**	**16.611**
Sexe masculin	**189.187**	156.659	2.853	15.418	14.257	110.510	143.057	162.888	1.380	16.455	8.464
Sexe féminin	**197.847**	164.884	3.526	14.480	14.957	115.834	149.270	172.067	1.404	16.229	8.147
GUYANE											
Les deux sexes	**114.808**	**57.953**	**6.339**	**13.402**	**37.114**	**39.091**	**63.986**	**78.385**	**3.221**	**13.018**	**20.184**
Sexe masculin	**59.799**	28.595	3.426	7.631	20.147	19.790	32.620	39.947	1.711	7.348	10.793
Sexe féminin	**55.009**	29.358	2.913	5.771	16.967	19.301	31.366	38.438	1.510	5.670	9.391
MARTINIQUE											
Les deux sexes	**359.579**	**321.265**	**4.793**	**25.936**	**7.585**	**216.377**	**279.972**	**322.016**	**3.775**	**30.720**	**3.068**
Sexe masculin	**173.878**	154.951	2.063	13.310	3.554	105.318	135.743	155.105	1.754	15.439	1.580
Sexe féminin	**185.701**	166.314	2.730	12.626	4.031	111.059	144.229	166.911	2.021	15.281	1.488
RÉUNION											
Les deux sexes	**597.828**	**540.710**	**2.247**	**37.487**	**17.384**	**329.373**	**486.540**	**547.164**	**3.048**	**41.384**	**6.232**
Sexe masculin	**294.256**	263.592	1.245	20.540	8.879	163.120	239.748	267.588	1.634	21.883	3.151
Sexe féminin	**303.572**	277.118	1.002	16.947	8.505	166.253	246.792	279.576	1.414	19.501	3.081

Pour tous ceux qui s'intéressent à l'aménagement du territoire

L'ATLAS DES ZONES D'EMPLOI

UNE DESCRIPTION DES ZONES D'EMPLOI DE LA FRANCE EN 36 CARTES



Pour chacune des 348 zones d'emploi de nombreuses données socio-économiques accompagnées de commentaires.

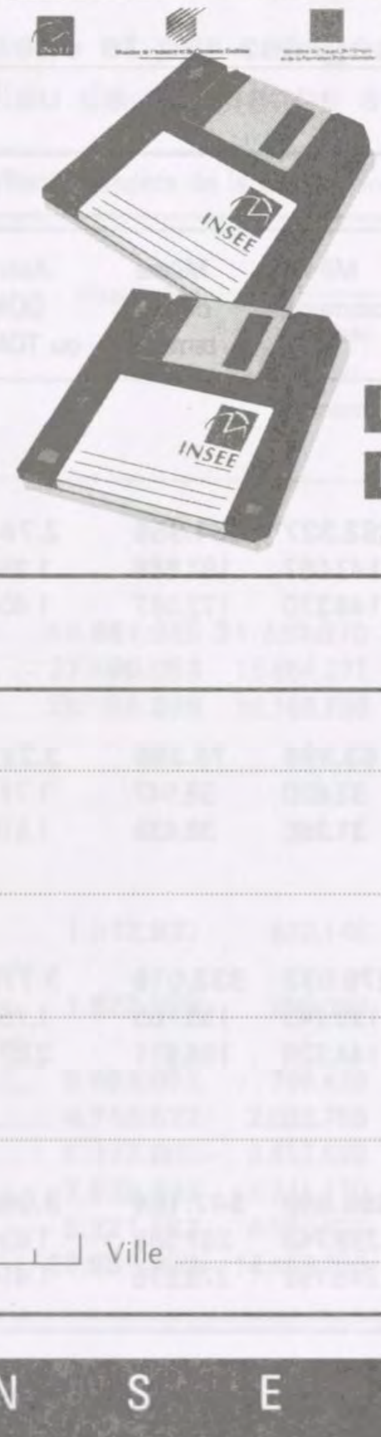
Les thèmes abordés sont :

- la population
- les actifs
- le niveau de formation
- l'emploi - le chômage
- les qualifications
- les salaires

Les différences et les diversités socio-économiques du territoire Français

Davantages de thèmes et des données supplémentaires sont disponibles sur 2 disquettes :

- ***1ère disquette en format Lotus, toutes les données de l'Atlas, plus les thèmes suivants :***
  Logement - Revenus fiscaux - Les 4 plus grands établissements.
- ***2ème disquette en ASCII délimité :***
  La composition communale des zones d'emploi.



L'Atlas des zones d'emploi 75 pages, format 21 x 29,7 → **70 FF***

Les 2 disquettes complémentaires → **250 FF***

** plus une participation aux frais d'envoi de 10 FF par envoi pour la France, de 20 FF par produit pour l'étranger.*

A NOTER

36 68 07 60*
L'INSEE vous informe 24 h sur 24 h :
indices, informations, adresses utiles.
** 2,23 F la minute*

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

BON DE COMMANDE A RETOURNER A

INSEE-CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

.....

Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville .....

❑ Je commande ..... ouvrage(s) "L'Atlas des zones d'emploi" au prix unitaire de 70 F*

❑ Les 2 disquettes "Les zones d'emploi" au prix de 250 F*

** plus une participation aux frais d'envoi de 10 FF par envoi pour la France, de 20 FF par produit pour l'étranger.*

❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF, **à l'ordre de l'INSEE**

Date : Signature :

janvier 1995

INSEE ÉTUDES

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité.
5. Nés vivants par âge de la mère et légitimité.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants suivant la nationalité des parents.
8. Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.
11. Somme des premiers mariages réduits.
12. Décédés par sexe, groupe d'âge et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : année 1991-1993.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Nombre d'immigrants par type de procédure.
19. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1994, l'excédent naturel de la France métropolitaine est de 188.000 personnes; il résulte de 708.000 naissances et 520.000 décès. Rapportés à 1.000 habitants, ces flux correspondent à environ 12 naissances et 9 décès, soit une croissance de la population de 3 habitants pour 1.000 due exclusivement au mouvement naturel. Cette croissance, proche de celle de 1993, est légèrement plus modérée que les années précédentes et est trois fois supérieure à celle de l'ensemble des pays de l'Union européenne (1 pour 1.000 en 1993).

L'excédent migratoire est provisoirement estimé à 60.000 personnes; la population s'accroît ainsi de 240.000 personnes et dépasse les 58 millions au 1er janvier 1995.

Stabilisation de la natalité

708.000 nouveau-nés ont vu le jour en 1994, soit 3.500 de moins qu'en 1993 et 51.000 de moins qu'en 1991. La courbe des naissances mensuelles révèle une chute de la natalité d'octobre 1991 à mai 1993. Ensuite le mouvement s'infléchit et semble se stabiliser à un niveau très bas en 1994. L'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,65 enfant par femme, comme en 1993. Pour la troisième année consécutive sa valeur s'écarte du niveau observé pendant plus de quinze ans, soit environ 1,8 enfant par femme.

Le déclin de la fécondité européenne se poursuit depuis de très nombreuses années; à partir de 1990 il s'accentue. Selon Eurostat, l'indicateur des pays de l'Union est passé de 1,64 à 1,54 enfant par femme entre 1983 et 1990, en 1993 il chute à 1,44. L'Italie connaît le taux le plus bas : 1,21 enfant par femme en 1993. Elle est suivie de très près par les autres pays méditerranéens : l'Espagne (1,24) et la Grèce (1,38). Par ailleurs l'Allemagne enregistre un taux très faible depuis l'effondrement de la natalité à l'est en 1991 et 1992 : soit 1,3 en 1993. Actuellement le plus grand dynamisme démographique se rencontre au nord de l'Europe. Ces pays ont été les précurseurs de la baisse de la fécondité; depuis une dizaine d'années ils connaissent un redressement. Le Danemark est ainsi passé de 1,38 à 1,75 enfant par femme entre 1983 et 1993. Cependant cette reprise s'est fragilisée à partir de 1990 : après avoir progressé de 1,61 à 2,13 enfants par femme entre 1983 et 1990, la fécondité en Suède est retombée à 2 en 1993. Enfin la France s'est longtemps singularisée avec le Royaume-Uni par sa stabilité; mais sur la période récente c'est l'un des pays d'Europe où la baisse est la plus rapide.

Quels effets peuvent être attendus de cette baisse ? Les transformations dans la vie des femmes des générations d'après guerre ont eu jusqu'à présent peu de répercussion sur leur descendance finale. L'accès plus large aux études et à la vie professionnelle s'est surtout accompagné d'un retard dans la constitution des familles, rendu possible grâce à une réelle maîtrise de la fécondité. Mais les femmes ont progressivement comblé ces écarts une fois atteint l'âge de 27-30 ans. Ainsi à 25 ans, les femmes nées en 1956 ont en moyenne 0,17 enfant de moins que celles nées en 1948; mais à 37 ans ces deux générations ont la même descendance, soit 2,04 enfants. L'examen des taux de fécondité par âge révèle cette double évolution sur la période 1977-1990 : fécondité en baisse pour les jeunes, en hausse à partir de la trentaine et stabilité de l'indicateur global.

Sur la période récente, marquée par le chômage et la difficulté à trouver un emploi, le recul de l'âge à la maternité se poursuit : en 1993 l'âge moyen à la maternité est de 28,7 ans contre 28,5 en 1992 et 27,5 en 1985. Les jeunes femmes se détournent davantage de la maternité et celles qui ont plus de trente ans en 1991 et 1992 sont moins promptes à rattraper un retard pourtant important. En 1993 leur fécondité est même à la baisse, entraînant la chute de l'indicateur. Ainsi à 30 ans, les femmes nées en 1963 ont en moyenne 1,4 enfant en 1993; au même âge les générations 1956 et 1948 en avaient déjà respectivement 1,6 et 1,7. La faible fécondité observée en 1994 incite à penser que la phase de rattrapage, si elle advient, est à nouveau repoussée ultérieurement .

La baisse récente est observée dans tous les pays européens qui pourtant se trouvent à des stades différents d'évolution de leur fécondité. Ce repli peut être conjoncturel, mais un tel retard dans la constitution des familles accroît le risque de ne pouvoir égaler la descendance des générations antérieures.

Reprise de la baisse de la mortalité

Les décès survenus en 1994 sont estimés à 520.000, en baisse de 2,2 % par rapport à 1993.

Depuis 1987, le nombre annuel de décès ne s'écarte guère plus de 1 % de la valeur moyenne des 8 dernières années, soit environ 526.000. Le niveau le plus élevé, proche de 532.000, est enregistré en 1993. Il est vrai qu'une épidémie de grippe avait sévi à la fin de l'année. En 1994, le nombre de décès diminue de 12.000 malgré une petite remontée de la mortalité au mois de juillet probablement due aux fortes chaleurs.

Or l'accroissement et le vieillissement de la population auraient dû entraîner une augmentation d'environ 9.500 décès si les conditions de mortalité s'étaient maintenues d'une année sur l'autre. Après une pause en 1993, la mortalité recule donc en 1994.

Toutefois la baisse de la mortalité se réalise par à-coups et doit être appréciée sur plusieurs années. En l'espace de 8 ans l'espérance de vie à la naissance s'est allongée d'environ 2 années. En 1994, elle atteint 73,6 ans pour les hommes et 81,8 ans pour les femmes contre respectivement 71,5 ans et 79,7 ans en 1986. La baisse tendancielle de la mortalité se poursuit mais son rythme est plus modéré sur les quatre dernières années : le gain annuel moyen est de 0,2 année contre 0,3 entre 1986 et 1990.

En 1994, la France compte 9 décès pour 1.000 habitants tandis que l'Europe des Douze est encore à 10 pour 1.000. Sur les dix dernières années le recul de la mortalité en France semble plus rapide, ce qui tend à augmenter l'écart de mortalité entre populations française et européenne.

Selon les données provisoires près de 4.300 enfants sont morts en 1994 avant d'atteindre leur premier anniversaire. Le taux de mortalité infantile aurait baissé de 6,4 décès d'enfants de moins d'un an pour 1.000 naissances vivantes en 1993 à 6,1 pour 1.000 en 1994. Les derniers résultats disponibles pour les Douze sont provisoires et portent sur l'année 1993; ils placent la

France en bonne position dans une Union européenne qui compte 6,7 décès d'enfants de moins d'un an pour 1.000 naissances vivantes.

Réduction de l'excédent migratoire

L'excédent migratoire de l'année 1994 est provisoirement estimé à 60.000 personnes. Celui de 1993 est révisé à la baisse après la prise en compte des flux d'immigration d'étrangers retracés par l'Office des migrations internationales : 70.000 personnes contre 90.000 dans la version provisoire.

Pourtant en 1993 la composante principale de l'immigration, le rapprochement des familles, est quasi stable. Les diminutions enregistrées concernent essentiellement les flux de travailleurs. Elles sont le contrecoup des hausses de 1992 qui avaient pour origine deux mesures dont les effets furent limités dans le temps. La première datant de la mi-91 concernait la régularisation des demandeurs d'asile déboutés : cette mesure a touché 9.000 personnes en 1992 et à peine plus de 1.000 en 1993. La seconde stipulait la libre circulation des travailleurs ibériques à dater du 1er janvier 1992. Son application s'est traduite par une augmentation importante de l'enregistrement de travailleurs portugais. Si cette mesure a alors suscité des flux nouveaux, il est probable qu'elle a aussi été l'occasion de régulariser la situation de travailleurs déjà en place, démarche qui n'avait pas lieu d'être renouvelée en 1993.

Des mariages peu nombreux

En 1994, le nombre de mariages se stabilise à un niveau très bas (tableau 1). 254.000 unions ont été célébrées, soit — 0,5 % par rapport à 1993, mais 6 % de moins qu'en 1992 et 39 % de moins qu'en 1972.

Si les femmes devaient suivre durablement les comportements de nuptialité observés en 1994, plus d'une sur deux resterait célibataire contre une sur quatre en 1978 et une sur dix en 1973. Toutefois l'observation conjoncturelle traduit plus des évolutions de comportement qu'elle ne décrit des trajectoires réelles.

Le déclin des mariages depuis vingt ans témoigne de l'évolution des modèles familiaux. Progressivement la cohabitation a séduit les jeunes couples : en 1993, 65 % des femmes de 25 ans ne sont pas mariées tandis que 20 ans plus tôt 77 % d'entre elles l'étaient déjà au même âge. L'attrait pour le mariage est ressenti de plus en plus tard dans la vie des couples : en 1993 les femmes célibataires se marient en moyenne à 26,4 ans contre 26,1 ans en 1992 et 22,5 ans en 1973. De plus, pour un nombre croissant de couples, la cohabitation hors mariage se prolonge : à 35 ans en 1993, 21 % des femmes ne se sont jamais mariées; au même âge dix ans plus tôt elles n'étaient que 11 %. Le refus du mariage résiste à la venue des enfants : la France associe la nuptialité la plus basse à l'une des proportions de naissances hors mariage les plus élevées de l'Union européenne. Elle semble suivre ainsi l'évolution des pays scandinaves.

Autre fait marquant, le nombre de divorces se maintient à un niveau élevé malgré la chute des mariages. Les nouvelles unions qui font suite à ces ruptures conduisent plus rarement à un remariage.

Le couple marié, modèle quasi exclusif de la famille à la fin des années soixante, cède peu à peu du terrain au couple cohabitant. À partir du début des années quatre-vingt, le nombre annuel d'unions célébrées est inférieur à celui des mariages rompus. En effet, environ 330.000 couples sont désunis chaque année : plus des deux tiers par le décès de l'un des conjoints et pour environ 100.000 autres par le divorce. Dès lors, au fil des années les couples mariés deviennent moins nombreux. Cette tendance s'est accentuée depuis la baisse importante des mariages en 1993. Parallèlement, en l'espace de huit ans entre les deux derniers recensements, les couples non mariés ont progressé de près de 900.000. Ils représentaient déjà en 1990 plus de 12 % des 13.777.000 couples recensés.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— résultats trimestriels provisoires par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le bulletin mensuel de statistique (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le quatrième trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— ensemble des résultats annuels, accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. — Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1992.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Évaluation de la population au 1er janvier 1990

Les chiffres de population ont été réévalués sur la base des résultats de l'exploitation exhaustive du recensement de la population du 5 mars 1990 : à cette date, 56.625.026 habitants étaient dénombrés sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine.

La population totale au 1er janvier 1990 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 5 mars et le solde estimé des migrations extérieures. Elle s'établit à 56.577.000 habitants.

Les populations au 1er janvier des années 1983 à 1989 ont été réévaluées. Comme le mouvement naturel n'a pas lieu d'être révisé, c'est donc seulement le solde des migrations extérieures qui est affecté par la révision.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA. La colonne « Autres cas » comprend des conjoints de Français, les parents d'enfants français, les familles de réfugiés et apatrides (ici à partir des enregistrements bruts de l'OMI), les actifs non salariés et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident.

3. DÉFINITIONS

Âge

• Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

• Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération g, l'âge x atteint dans l'année a est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date d :

— l'individu ayant son anniversaire après la date d aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date d ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

• Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre est particulier. Il regroupe les événements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne :

— jusqu'à 5 ans, il s'agit d'une moyenne arithmétique entre âges exacts;

— à partir du groupe 10 à 14 ans, il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier (les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier);

— pour le groupe 5-9 ans, on procède à un calcul mixte permettant de passer d'une définition à l'autre (moyenne arithmétique des effectifs de quatre générations âgées exactement de 5 à 8 ans au 1er janvier et de cinq générations âgées exactement de 5 à 9 ans au 31 décembre).

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

• Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

• Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

Mouvement naturel

Différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

• Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et de mort-nés.

Jusqu'en 1992 :

— les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « mort-nés ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil,

— la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

De 1975 à 1992 :

— la statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et mort-nés ayant respiré,

— la statistique des mort-nés comprenait seulement les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.

À partir de 1993 :

— les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie;

— la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables;

— la statistique des mort-nés couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants mort-nés après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

• Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

• Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les mort-nés ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux mort-nés étaient inclus dans les statistiques de décès.

Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

• Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

• Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

• Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortalité fœto-infantile est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre de mort-nés à l'ensemble des nés vivants et mort-nés.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de mortalité et de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100.000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n,* définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotien *t(x)* étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge *x* relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE);
— Institut national d'études démographiques (INED);
— Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

« Données de démographie régionale en 1982 », *Les collections de l'INSEE,* série D, n° 115.

« La situation démographique » (annuel), *INSEE-Résultats,* série Démographie-société.

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier) : « Bilan démographique de 19.. », numéros de mars, juin, septembre et décembre « Statistiques trimestrielles de l'état civil ».

« La société française », *Données sociales,* édition 1993, INSEE.

INSEE-Première :

— « 255.200 mariages en 1993 », n° 364;
— « Un parent seul dans une famille sur huit », n° 293;
— « Bilan démographique de 1994 », n° 359;
— « Les projets de migration DOM-métropole », n° 311;
— « Les naissances en 1992 », n° 317.
— « La mortalité en 1992 », n° 353.

Autres publications :

Population et société (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national et études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Eurostat.

*
* *

TABLEAU B.02-1

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unité : Millier

Année	Population au 1er janvier	Mariages (1)	Divorces prononcés	Mouvement naturel							Variation totale
				Naissances		Décès		Mort-nés (2)	Excédent naturel	Solde des mouvements migratoires	
				Total	dont légitimes	Total	dont moins d'un an				
1970	**50.528,2**	393,7	38,9	**847,8**	789,9	**539,7**	12,8	14,1	308,1	179,9	488,0
1975	**52.600,0**	387,4	55,6	**745,1**	681,6	**560,4**	10,3	8,2	184,7	13,6	198,3
1980	**53.731,4**	334,4	81,1	**800,4**	709,3	**547,1**	8,0	6,9	253,3	44,0	297,2
1982	**54.335,0**	312,4	93,9	**797,2**	683,8	**543,1**	7,5	6,3	254,1	60,9	315,0
1983	**54.650,0**	300,5	98,7	**748,5**	629,7	**559,7**	6,8	5,7	188,9	56,0	244,9
1984	**54.894,9**	281,4	104,0	**759,9**	627,7	**542,5**	6,3	5,8	217,5	45,0	262,5
1985	**55.157,3**	269,4	107,5	**768,4**	617,9	**552,5**	6,4	5,7	215,9	38,0	253,9
1986	**55.411,2**	265,7	108,4	**778,5**	607,8	**546,9**	6,3	5,6	231,5	39,0	270,5
1987	**55.681,8**	265,2	106,5	**767,8**	582,9	**527,5**	6,0	5,3	240,4	44,0	284,4
1988	**55.966,1**	271,1	106,1	**771,3**	568,2	**524,6**	6,0	4,8	246,7	57,0	303,7
1989	**56.269,8**	279,9	105,3	**765,5**	549,4	**529,3**	5,8	4,7	236,2	71,0	307,2
1990	**56.577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	316,2
1991	**56.893,2**	280,2	108,1	**759,1**	517,4	**524,7**	5,5	4,4	234,4	90,0	324,4
1992	**57.217,6**	271,4	109,3	**743,7**	496,8	**521,5**	5,1	4,1	222,1	90,0	312,1
1993 r	**57.529,7**	255,2	...	**711,5**	...	**531,9**	4,5	...	179,6	70,0	249,6
1994 p	**57.779,3**	254,0	...	**708,0**	...	**520,0**	3,9	...	188,0	60,0	248,0

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(2) A partir de 1975, la statistique des mort-nés comprend les enfants nés sans-vie.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	Population moyenne (1)	Taux pour 1000 habitants				Mortalité infantile (2)		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	**Total**	Mortalité néonatale (3)	Mortalité post-néonatale (4)
1970	**50.772.227**	7,8	16,7	10,6	+ 6,1	**18,2**	12,6	5,5
1975	**52.699.169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,6
1980	**53.880.009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	**10,0**	5,8	4,3
1982	**54.492.492**	5,7	14,6	10,0	+ 4,6	**9,5**	5,3	4,2
1983	**54.772.419**	5,5	13,7	10,2	+ 3,5	**9,1**	5,0	4,1
1984	**55.026.079**	5,1	13,8	9,9	+ 3,9	**8,3**	4,7	3,6
1985	**55.284.271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1986	**55.546.509**	4,8	14,0	9,8	+ 4,2	**8,0**	4,3	3,7
1987	**55.823.961**	4,8	13,8	9,4	+ 4,4	**7,8**	4,1	3,8
1988	**56.117.976**	4,8	13,7	9,3	+ 4,4	**7,8**	4,1	3,8
1989	**56.423.405**	5,0	13,6	9,4	+ 4,2	**7,5**	3,8	3,7
1990	**56.735.103**	5,1	13,4	9,3	+ 4,1	**7,3**	3,6	3,8
1991	**57.055.392**	4,9	13,3	9,2	+ 4,1	**7,3**	3,5	3,8
1992	**57.373.641**	4,7	13,0	9,1	+ 3,9	**6,8**	3,3	3,5
1993 r	**57.654.505**	4,4	12,3	9,2	+ 3,1	**6,4**	...	...
1994 p	**57.903.305**	4,4	12,2	9,0	+ 3,2	**6,1**	...	...

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(3) De 0 à 28 jours.
(4) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (2)	Divortialité (3)	Fécondité (4)	Brut (5)	Net (6)	Hommes (7)	Femmes (7)
1970	91,5	92,0	11,8	247,2	120,3	117,0	68,4	75,9
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	93,9	91,8	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,7	92,9	70,2	78,4
1981	64,3	65,8	24,3	194,5	94,7	92,9	70,4	78,5
1982	63,4	64,8	26,1	191,2	93,0	91,3	70,7	78,9
1983	60,5	61,5	27,6	178,4	86,9	85,3	70,7	78,8
1984	56,0	56,9	29,3	180,1	87,8	86,3	71,2	79,3
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,3	86,9	71,3	79,4
1986	51,8	52,6	31,1	183,1	89,2	87,7	71,5	79,7
1987	51,0	52,0	31,0	180,1	87,9	86,5	72,0	80,3
1988	52,2	53,2	31,3	180,4	87,9	86,6	72,3	80,5
1989	53,8	54,9	31,6	178,7	87,3	85,9	72,5	80,6
1990	55,2	56,3	32,1	177,7	86,5	85,2	72,7	80,9
1991	53,8	54,8	33,2	176,6	86,1	84,8	72,9	81,1
1992	51,7	53,0	33,5	172,9	84,1	82,9	73,2	81,4
1993 r	...	49,6	...	165,4	80,6	79,5	73,3	81,4
1994 p	...	49,4	...	165,0	...	...	73,6	81,8

(1), (2) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(3) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(4) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(5), (6) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, (5) en l'absence de mortalité, (6) compte tenu de la mortalité.
(7) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Mort-nés			
	Les deux sexes	sexe masculin	sexe féminin	nés vivants naturels	**Les deux sexes**	sexe masculin	sexe féminin	morts nés naturels
1970	**847.783**	435.113	412.670	57.866	**14.067**	7.675	6.392	1.403
1975	**745.065**	381.804	363.261	63.429	**8.225**	4.406	3.819	1.008
1980	**800.376**	410.547	389.829	91.115	**6.942**	3.645	3.297	1.036
1985	**768.431**	394.112	374.319	150.492	**5.658**	2.945	2.713	1.386
1986	**778.468**	399.199	379.269	170.682	**5.615**	2.881	2.734	1.538
1987	**767.828**	393.231	374.597	184.926	**5.304**	2.732	2.572	1.546
1988	**771.268**	395.439	375.829	203.066	**4.808**	2.494	2.314	1.454
1989	**765.473**	391.649	373.824	216.063	**4.701**	2.454	2.247	1.589
1990	**762.407**	391.312	371.095	229.107	**4.488**	2.332	2.156	1.588
1991	**759.056**	389.239	369.817	241.628	**4.364**	2.272	2.092	1.570
1992	**743.658**	381.744	361.914	246.867	**4.055**	2.112	1.943	1.513
1993	**711.610**	364.589	347.021	248.331	**3.791**	2.037	1.754	1.512

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1990		1991		1992		1993	
	Total	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels
Moins de 20 ans	**19.008**	14.320	**18.500**	14.001	**16.846**	13.110	**15.163**	12.022
20 à 24 ans	**157.498**	68.971	**151.544**	70.551	**142.353**	69.656	**130.045**	67.171
25 à 29 ans	**298.027**	75.567	**296.889**	81.139	**289.283**	83.404	**274.969**	84.507
30 à 34 ans	**195.196**	46.100	**197.165**	49.621	**198.469**	52.807	**196.619**	55.662
35 à 39 ans	**76.298**	19.502	**78.307**	21.265	**79.463**	22.529	**77.570**	23.388
40 à 44 ans	**15.661**	4.497	**15.848**	4.872	**16.377**	5.127	**16.387**	5.321
45 ans ou plus	**719**	150	**803**	179	**867**	234	**857**	260
Total	**762.407**	**229.107**	**759.056**	**241.628**	**743.658**	**246.867**	**711.610**	**248.331**

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1990, 1991, 1992 ou 1993 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	Rang de la naissance			
		1	2	3	4 et plus
1983	**629.674**	275.814	222.153	83.106	48.601
1984	**624.674**	269.924	219.292	87.032	48.426
1985	**617.939**	260.490	215.546	91.860	50.043
1986	**607.786**	250.558	212.250	94.493	50.485
1987	**582.902**	236.427	203.385	94.333	48.757
1988	**568.202**	231.535	195.014	92.387	49.266
1989	**549.410**	227.823	184.861	88.781	47.945
1990	**533.300**	228.868	176.791	82.110	45.531
1991	**517.428**	229.311	169.625	76.362	42.130
1992	**496.791**	222.192	164.275	71.281	39.043
1993	**463.279**	209.905	154.446	63.975	34.953

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Total	Enfants légitimes nés vivants				Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
		Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1983	**629.674**	538.542	5.725	14.066	71.341	8.170	85,5	3,1	11,3
1984	**624.674**	534.578	6.077	14.197	69.822	8.949	85,6	3,2	11,2
1985	**617.939**	530.442	6.294	14.166	67.037	9.470	85,8	3,3	10,8
1986	**607.786**	523.016	6.792	14.138	63.840	10.242	86,1	3,4	10,5
1987	**582.902**	503.299	6.736	14.071	58.796	10.273	86,3	3,6	10,1
1988	**568.202**	485.708	8.525	13.578	60.391	11.610	85,5	3,9	10,6
1989	**549.410**	468.322	8.676	13.532	58.880	12.225	85,2	4,0	10,7
1990	**533.300**	451.521	9.026	13.801	58.952	13.386	84,7	4,3	11,1
1991	**517.428**	435.909	9.691	14.505	57.323	14.064	84,2	4,7	11,1
1992	**496.791**	415.544	10.788	14.832	55.627	14.103	83,6	5,2	11,2
1993	**463.279**	384.149	11.185	14.827	53.118	14.307	82,9	5,6	11,5

TABLEAU B.02-8

Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	dont part du groupe						Âge moyen des mères à la maternité
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	
1982	**191,18**	7,65	56,82	71,89	38,44	13,27	3,11	27,1
1983	**178,37**	6,77	52,32	67,69	36,18	12,52	2,89	27,1
1984	**180,13**	6,38	50,93	69,35	37,50	12,96	3,01	27,2
1985	**181,36**	5,70	48,41	70,76	39,44	13,91	3,14	27,5
1986	**183,08**	5,40	46,29	71,88	41,47	14,84	3,20	27,6
1987	**180,11**	5,00	42,73	71,01	42,37	15,72	3,28	27,9
1988	**180,44**	4,67	40,90	70,84	43,99	16,67	3,37	28,0
1989	**178,73**	4,48	39,03	69,67	44,61	17,35	3,59	28,2
1990	**177,69**	4,38	37,26	69,01	45,35	17,86	3,83	28,3
1991	**176,64**	4,36	35,87	68,64	45,60	18,27	3,90	28,4
1992	**172,85**	4,13	33,38	66,98	45,85	18,51	4,00	28,5
1993 r	**165,35**	3,91	30,23	64,13	45,04	18,02	4,02	28,7
1994 p	**165,00**	...	...	...	...	...	...	...

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1993

Source : INSEE

Âge (1)	Epoux				Epouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**597**	595	—	2	**5.038**	5.025	—	13
20-24 ans	**41.089**	41.004	3	82	**78.949**	78.403	39	507
25-29 ans	**101.035**	99.275	43	1.717	**89.553**	85.341	187	4.025
30-34 ans	**51.291**	45.108	186	5.997	**37.326**	28.683	402	8.241
35-39 ans	**23.658**	15.068	316	8.274	**18.466**	9.383	561	8.522
40-44 ans	**14.468**	5.316	365	8.787	**11.318**	3.543	608	7.167
45-49 ans	**9.489**	2.119	446	6.924	**6.989**	1.422	579	4.988
50-54 ans	**5.219**	904	437	3.878	**3.444**	637	452	2.355
55-59 ans	**3.432**	548	548	2.336	**1.866**	347	338	1.181
60 ans et plus	**4.912**	757	1.869	2.286	**2.241**	476	735	1.030
Total	**255.190**	**210.694**	**4.213**	**40.283**	**255.190**	**213.260**	**3.901**	**38.029**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Total des mariages	Etat matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Epoux célibataire	Epoux veuf ou divorcé	Epouse célibataire	Epouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes Epoux français	Couples mixtes Epoux étrangers	Hommes	Femmes
1982	**312.405**	270.331	42.074	274.037	38.368	284.386	7.124	8.740	12.155	**25,5**	**23,4**
1983	**300.513**	258.558	41.955	261.352	39.161	272.043	7.390	8.652	12.428	**25,8**	**23,6**
1984	**281.402**	239.989	41.413	242.841	38.561	252.993	6.944	8.866	12.599	**26,0**	**23,9**
1985	**269.419**	227.133	42.286	229.787	39.632	241.497	6.505	8.773	12.644	**26,4**	**24,3**
1986	**265.678**	222.912	42.766	225.362	40.316	235.872	6.554	9.244	14.008	**26,6**	**24,6**
1987	**265.177**	219.797	45.380	222.705	42.472	237.642	6.215	8.710	12.610	**27,0**	**24,9**
1988	**271.124**	225.243	45.881	228.137	42.987	242.214	6.696	9.468	12.746	**27,2**	**25,2**
1989	**279.900**	232.302	47.879	235.082	44.818	245.732	7.959	10.789	15.420	**27,5**	**25,5**
1990	**287.099**	238.910	48.189	241.521	45.578	247.853	8.703	12.606	17.937	**27,8**	**25,7**
1991	**280.175**	233.327	46.848	235.392	44.783	238.284	8.947	13.727	19.217	**28,0**	**26,0**
1992	**271.427**	225.190	46.237	227.834	43.593	231.991	8.469	13.310	17.657	**28,3**	**26,3**
1993	**255.190**	210.694	44.496	213.260	41.930	220.928	6.997	12.027	15.238	**28,7**	**26,6**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Somme des premiers mariages réduits

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	dont part du groupe					
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1981	**65,81**	10,49	37,67	12,35	3,31	1,13	0,50	0,36
1982	**64,81**	9,20	37,13	12,95	3,52	1,17	0,50	0,34
1983	**61,50**	7,52	35,19	13,21	3,58	1,17	0,51	0,32
1984	**56,91**	6,20	32,20	13,29	3,59	1,19	0,49	0,31
1985	**53,70**	4,67	29,46	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1986	**52,63**	3,86	28,30	14,31	3,99	1,29	0,55	0,33
1987	**51,97**	3,15	26,80	15,33	4,37	1,43	0,57	0,32
1988	**53,24**	2,68	26,55	16,72	4,74	1,57	0,61	0,37
1989	**54,89**	2,41	26,40	18,30	5,32	1,75	0,66	0,41
1990	**56,30**	2,19	25,38	19,80	5,89	1,91	0,73	0,40
1991	**54,82**	1,99	23,42	20,05	6,16	2,04	0,74	0,42
1992	**53,00**	1,63	21,12	20,50	6,42	2,11	0,79	0,43
1993 r	**49,57**	1,30	18,23	20,03	6,56	2,18	0,83	0,44
1994 p	**49,43**	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âge (1) et état matrimonial

Année 1993

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1993-1992	moins d'1 an	**4.604**	**2.732**	2.732	—	—	—	**1.872**	1.872	—	—	—
1992-1988	1 à 4	**1.004**	**589**	589	—	—	—	**415**	415	—	—	—
1988-1984	5 à 9	**612**	**345**	345	—	—	—	**267**	267	—	—	—
1983-1979	10 à 14	**698**	**428**	428	—	—	—	**270**	270	—	—	—
1978-1974	15 à 19	**1.992**	**1.388**	1.388	—	—	—	**604**	601	3	—	—
1973-1969	20 à 24	**4.035**	**3.077**	2.994	83	—	—	**958**	869	84	2	3
1968-1964	25 à 29	**4.582**	**3.390**	2.833	495	5	57	**1.192**	800	342	14	36
1963-1959	30 à 34	**5.886**	**4.302**	2.852	1.188	30	232	**1.584**	758	673	29	124
1958-1954	35 à 39	**7.387**	**5.368**	2.447	2.158	50	713	**2.019**	589	1.099	61	270
1953-1949	40 à 44	**10.419**	**7.351**	2.288	3.698	107	1.258	**3.068**	546	1.883	121	518
1948-1944	45 à 49	**13.034**	**9.195**	2.014	5.376	203	1.602	**3.839**	526	2.466	268	579
1943-1939	50 à 54	**13.724**	**9.688**	1.880	6.098	324	1.386	**4.036**	458	2.686	412	480
1938-1934	55 à 59	**21.278**	**15.063**	2.670	10.057	733	1.603	**6.215**	681	3.950	978	606
1933-1929	60 à 64	**32.487**	**22.952**	3.630	16.060	1.483	1.779	**9.535**	950	5.700	2.198	687
1928-1924	65 à 69	**42.975**	**28.968**	3.798	20.902	2.730	1.538	**14.007**	1.369	7.200	4.650	788
1923-1919	70 à 74	**54.200**	**34.299**	3.500	25.236	4.258	1.305	**19.901**	1.911	8.390	8.697	903
1918-1914	75 à 79	**49.214**	**27.249**	2.423	19.179	4.889	758	**21.965**	1.995	6.353	12.717	900
1913-1909	80 à 84	**92.877**	**44.169**	3.460	27.602	12.136	971	**48.708**	4.282	9.655	33.045	1.726
1908-1904	85 à 89	**92.340**	**34.587**	2.388	17.692	13.937	570	**57.753**	5.298	5.981	44.730	1.744
1903-1899	90 à 94	**57.946**	**16.524**	912	5.999	9.425	188	**41.422**	4.064	1.993	34.299	1.066
1898 et av	95 et plus	**20.969**	**4.013**	211	912	2.857	33	**16.956**	1.820	344	14.412	380
Total		**532.263**	**275.677**	45.782	162.735	53.167	13.993	**256.586**	**30.341**	**58.802**	**156.633**	**10.810**

(1) Pour la définition des groupes d'âge, se reporter à l'article 3. du présent chapitre.

TABLEAU B.02-13

Evolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de morti-natalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1983	3,8	5,0	4,1	9,1	11,4	16,6	7,6
1984	3,6	4,7	3,6	8,3	11,2	15,8	7,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1986	3,2	4,3	3,7	8,0	10,4	15,1	7,2
1987	3,0	4,1	3,8	7,8	9,9	14,6	6,9
1988	3,0	4,1	3,8	7,8	9,2	14,0	6,2
1989	2,8	3,8	3,7	7,5	8,9	13,6	6,1
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1991	2,5	3,5	3,8	7,3	8,2	12,9	5,7
1992	2,3	3,3	3,5	6,8	7,7	12,2	5,4
1993	2,2	3,1	3,3	6,5	7,6	11,9	5,4

(1) Pour 1.000 nés vivants.
(2) Pour 1.000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Les deux sexes									
1983	10,2	9,1	0,55	0,29	0,26	0,70	1,17	1,11	1,23
1984	9,9	8,3	0,48	0,26	0,25	0,67	1,14	1,09	1,24
1985	10,0	8,3	0,45	0,25	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1986	9,8	8,0	0,45	0,25	0,23	0,62	1,04	1,03	1,21
1987	9,4	7,8	0,41	0,24	0,22	0,55	0,97	1,01	1,18
1988	9,3	7,8	0,42	0,21	0,21	0,57	0,99	1,02	1,20
1989	9,4	7,5	0,40	0,21	0,22	0,57	1,01	1,06	1,24
1990	9,3	7,3	0,38	0,18	0,19	0,56	0,97	1,08	1,25
1991	9,2	7,3	0,39	0,20	0,20	0,55	0,98	1,12	1,32
1992	9,1	6,8	0,34	0,18	0,18	0,53	0,92	1,09	1,35
1993	9,2	6,5	0,34	0,18	0,18	0,52	0,93	1,06	1,35
Sexe masculin									
1983	10,8	10,3	0,60	0,35	0,31	0,97	1,77	1,59	1,70
1984	10,5	9,2	0,55	0,30	0,30	0,91	1,73	1,58	1,71
1985	10,6	9,5	0,49	0,28	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1986	10,5	9,0	0,49	0,29	0,27	0,85	1,58	1,51	1,73
1987	10,1	9,1	0,46	0,27	0,27	0,77	1,47	1,50	1,68
1988	10,0	8,9	0,47	0,25	0,24	0,80	1,50	1,49	1,75
1989	10,0	8,6	0,45	0,24	0,24	0,80	1,53	1,59	1,80
1990	9,9	8,4	0,45	0,20	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1991	9,8	8,3	0,42	0,22	0,23	0,77	1,49	1,67	1,96
1992	9,7	7,9	0,40	0,20	0,21	0,74	1,40	1,63	1,96
1993	9,8	7,5	0,38	0,20	0,21	0,71	1,39	1,57	1,98
Sexe féminin									
1983	9,7	7,9	0,50	0,24	0,21	0,43	0,57	0,63	0,75
1984	9,2	7,3	0,41	0,21	0,20	0,42	0,54	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,41	0,21	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1986	9,2	7,0	0,40	0,20	0,18	0,39	0,50	0,56	0,69
1987	8,8	6,5	0,36	0,21	0,17	0,33	0,47	0,52	0,69
1988	8,8	6,7	0,37	0,17	0,17	0,34	0,46	0,55	0,66
1989	8,8	6,4	0,36	0,18	0,19	0,32	0,48	0,53	0,69
1990	8,7	6,2	0,31	0,16	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1991	8,6	6,1	0,35	0,17	0,16	0,32	0,45	0,57	0,68
1992	8,5	5,7	0,28	0,16	0,15	0,31	0,43	0,56	0,74
1993	8,7	5,4	0,28	0,16	0,14	0,32	0,45	0,56	0,73

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
Les deux sexes									
1983	1,67	2,51	4,09	6,52	9,3	13,1	19,9	40,4	126
1984	1,62	2,48	3,96	6,26	9,2	12,9	18,8	38,5	119
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	122
1986	1,61	2,44	3,80	6,06	8,9	12,7	17,7	38,6	119
1987	1,61	2,36	3,64	5,78	8,6	12,1	17,3	37,1	113
1988	1,62	2,35	3,58	5,59	8,4	11,9	16,9	36,2	111
1989	1,63	2,36	3,51	5,50	8,2	11,8	16,9	35,4	111
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	110
1991	1,67	2,41	3,45	5,10	7,6	11,4	16,1	31,7	107
1992	1,72	2,38	3,43	5,03	7,4	11,0	16,0	30,2	105
1993	1,73	2,41	3,42	4,92	7,4	11,0	15,9	29,2	107
Sexe masculin									
1983	2,25	3,43	5,76	9,40	13,7	19,3	29,6	56,7	148
1984	2,20	3,38	5,56	9,10	13,7	19,4	27,8	54,4	141
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	146
1986	2,22	3,37	5,33	8,77	13,2	19,0	26,3	54,6	142
1987	2,22	3,26	5,08	8,32	12,6	18,3	25,7	52,6	135
1988	2,24	3,24	4,92	7,96	12,5	17,8	25,0	51,1	132
1989	2,28	3,25	4,88	7,89	12,1	17,7	25,2	50,1	131
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	130
1991	2,41	3,40	4,83	7,24	11,2	17,0	24,1	44,8	128
1992	2,45	3,39	4,83	7,15	10,8	16,5	23,9	43,1	124
1993	2,52	3,40	4,78	6,91	10,7	16,4	23,5	41,7	127
Sexe féminin									
1983	1,06	1,56	2,39	3,69	5,2	7,6	12,1	29,4	117
1984	1,01	1,55	2,34	3,47	5,0	7,3	11,5	27,8	110
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	112
1986	0,98	1,48	2,24	3,40	4,8	7,1	10,6	27,8	109
1987	0,98	1,44	2,18	3,28	4,7	6,8	10,3	26,6	103
1988	0,99	1,43	2,20	3,24	4,6	6,6	10,2	26,2	101
1989	0,98	1,45	2,10	3,13	4,5	6,6	10,1	25,3	102
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	100
1991	0,94	1,39	2,04	2,96	4,3	6,3	9,6	22,5	98
1992	1,00	1,36	2,00	2,89	4,2	6,1	9,4	21,1	96
1993	0,94	1,42	2,04	2,91	4,2	6,2	9,5	20,3	97

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10.000 nés vivants											
Sexe masculin											
1983	10.000	9.897	9.888	9.882	9.878	9.874	9.857	9.841	9.788	9.702	9.624
1984	10.000	9.906	9.899	9.893	9.888	9.885	9.870	9.854	9.805	9.720	9.643
1985	10.000	9.904	9.897	9.892	9.888	9.884	9.871	9.855	9.807	9.730	9.655
1986	10.000	9.909	9.902	9.897	9.893	9.889	9.875	9.861	9.814	9.737	9.663
1987	10.000	9.909	9.902	9.897	9.894	9.890	9.877	9.864	9.821	9.749	9.675
1988	10.000	9.910	9.902	9.898	9.894	9.891	9.879	9.867	9.822	9.748	9.675
1989	10.000	9.913	9.906	9.902	9.899	9.896	9.884	9.871	9.827	9.751	9.674
1990	10.000	9.916	9.909	9.904	9.901	9.898	9.888	9.876	9.833	9.758	9.679
1991	10.000	9.916	9.910	9.905	9.902	9.900	9.888	9.876	9.835	9.760	9.677
1992	10.000	9.921	9.915	9.911	9.908	9.905	9.896	9.884	9.845	9.774	9.694
1993	10.000	9.925	9.919	9.915	9.912	9.910	9.900	9.889	9.850	9.781	9.702
Sexe féminin											
1983	10.000	9.921	9.913	9.909	9.905	9.902	9.890	9.879	9.857	9.829	9.798
1984	10.000	9.926	9.920	9.916	9.913	9.910	9.900	9.889	9.868	9.841	9.812
1985	10.000	9.928	9.922	9.918	9.915	9.912	9.902	9.892	9.872	9.846	9.817
1986	10.000	9.930	9.924	9.920	9.916	9.914	9.904	9.895	9.874	9.849	9.821
1987	10.000	9.935	9.929	9.925	9.922	9.920	9.910	9 901	9.884	9.860	9.834
1988	10.000	9.932	9.926	9.923	9.920	9.918	9.909	9.901	9.883	9.860	9.833
1989	10.000	9.936	9.930	9.926	9.924	9.921	9.912	9.903	9.886	9.862	9.835
1990	10.000	9.938	9.932	9.929	9.927	9.925	9.917	9.909	9.892	9.870	9.843
1991	10.000	9.938	9.933	9.929	9.926	9.924	9.916	9.908	9.891	9.868	9.840
1992	10.000	9.943	9.938	9.936	9.934	9.932	9.924	9.916	9.900	9.878	9.850
1993	10.000	9.947	9.942	9.939	9.937	9.935	9.927	9.920	9.903	9.881	9.852
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1983	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,1	47,6	42,9
1984	71,2	70,8	69,9	68,9	68,0	67,0	62,1	57,2	52,5	47,9	43,3
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1986	71,5	71,2	70,2	69,3	68,3	67,3	62,4	57,5	52,8	48,2	43,5
1987	72,1	71,7	70,8	69,8	68,8	67,8	62,9	58,0	53,2	48,6	44,0
1988	72,3	72,0	71,0	70,1	69,1	68,1	63,2	58,3	53,5	48,9	44,3
1989	72,5	72,1	71,1	70,2	69,2	68,2	63,3	58,4	53,6	49,0	44,4
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
1991	72,9	72,5	71,6	70,6	69,6	68,6	63,7	58,8	54,0	49,4	44,8
1992	73,2	72,8	71,8	70,8	69,9	68,9	63,9	59,0	54,2	49,6	45,0
1993	73,3	72,8	71,9	70,9	69,9	69,0	64,0	59,1	54,3	49,7	45,1
Sexe féminin											
1983	78,8	78,4	77,5	76,5	75,5	74,6	69,7	64,7	59,9	55,0	50,2
1984	79,3	78,9	78,0	77,0	76,0	75,1	70,1	65,2	60,3	55,5	50,7
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1986	79,7	79,3	78,3	77,3	76,4	75,4	70,5	65,5	60,7	55,8	51,0
1987	80,3	79,8	78,8	77,9	76,9	75,9	71,0	66,0	61,2	56,3	51,4
1988	80,5	80,0	79,1	78,1	77,1	76,1	71,2	66,2	61,4	56,5	51,6
1989	80,6	80,2	79,2	78,2	77,3	76,3	71,3	66,4	61,5	56,7	51,8
1990	80,9	80,4	79,5	78,5	77,5	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1
1991	81,1	80,6	79,7	78,7	77,7	76,7	71,8	66,9	62,0	57,1	52,3
1992	81,4	80,9	79,9	78,9	78,0	77,0	72,0	67,1	62,2	57,3	52,5
1993	81,4	80,8	79,9	78,9	77,9	76,9	72,0	67,1	62,2	57,3	52,5

N.B.— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10.000 nés vivants											
Sexe masculin											
1983	9.542	9.429	9.260	8.985	8.555	7.968	7.194	6.184	4.881	3.304	1.741
1984	9.560	9.449	9.283	9.015	8.598	8.007	7.242	6.257	4.987	3.432	1.877
1985	9.574	9.464	9.298	9.033	8.620	8.033	7.270	6.282	5.018	3.455	1.867
1986	9.579	9.469	9.301	9.048	8.641	8.068	7.311	6.337	5.092	3.541	1.950
1987	9.592	9.484	9.320	9.076	8.691	8.138	7.397	6.450	5.222	3.715	2.112
1988	9.590	9.479	9.317	9.080	8.710	8.164	7.442	6.522	5.324	3.831	2.216
1989	9.586	9.474	9.313	9.077	8.710	8.180	7.459	6.545	5.365	3.883	2.264
1990	9.588	9.471	9.310	9.076	8.730	8.222	7.516	6.629	5.457	4.000	2.356
1991	9.582	9.463	9.299	9.067	8.731	8.238	7.540	6.651	5.509	4.063	2.426
1992	9.597	9.477	9.312	9.079	8.748	8.270	7.587	6.700	5.557	4.131	2.511
1993	9.605	9.482	9.318	9.085	8.762	8.288	7.608	6.728	5.601	4.171	2.520
Sexe féminin											
1983	9.760	9.705	9.627	9.508	9.328	9.080	8.725	8.195	7.334	5.914	3.902
1984	9.774	9.721	9.643	9.526	9.357	9.118	8.775	8.260	7.436	6.075	4.120
1985	9.781	9.728	9.655	9.543	9.373	9.135	8.796	8.286	7.465	6.104	4.134
1986	9.787	9.737	9.661	9.550	9.384	9.151	8.817	8.318	7.524	6.198	4.243
1987	9.800	9.751	9.676	9.568	9.405	9.180	8.861	8.379	7.620	6.355	4.463
1988	9.799	9.750	9.675	9.566	9.408	9.188	8.876	8.405	7.654	6.420	4.556
1989	9.801	9.751	9.677	9.572	9.418	9.202	8.891	8.437	7.710	6.507	4.638
1990	9.809	9.760	9.691	9.588	9.439	9.226	8.927	8.490	7.768	6.587	4.744
1991	9.805	9.758	9.688	9.585	9.440	9.234	8.935	8.495	7.800	6.652	4.843
1992	9.813	9.763	9.694	9.593	9.449	9.246	8.955	8.525	7.843	6.724	4.958
1993	9.816	9.768	9.696	9.593	9.450	9.244	8.952	8.519	7.851	6.731	4.969
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1983	38,3	33,7	29,3	25,1	21,2	17,6	14,2	11,1	8,3	6,1	4,4
1984	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,4	8,6	6,3	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1986	38,9	34,3	29,9	25,6	21,7	18,1	14,7	11,5	8,7	6,4	4,5
1987	39,3	34,8	30,3	26,1	22,1	18,4	15,0	11,8	9,0	6,6	4,7
1988	39,6	35,1	30,6	26,4	22,4	18,7	17,5	12,0	9,2	6,7	4,8
1989	39,8	35,2	30,8	26,5	22,5	18,8	15,4	12,2	9,2	6,8	4,9
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
1991	40,2	35,7	31,3	27,0	23,0	19,2	15,7	12,5	9,5	7,0	5,0
1992	40,4	35,9	31,5	27,2	23,2	19,4	15,9	12,6	9,7	7,1	5,1
1993	40,5	36,0	31,6	27,3	23,2	19,4	15,9	12,6	9,6	7,1	5,0
Sexe féminin											
1983	45,4	40,6	35,9	31,3	26,9	22,6	18,4	14,4	10,8	7,7	5,3
1984	45,8	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,6
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1986	46,1	41,4	36,7	32,1	27,6	23,2	19,0	15,0	11,3	8,1	5,6
1987	46,6	41,8	37,1	32,5	28,0	23,7	19,4	15,4	11,6	8,4	5,9
1988	46,8	42,0	37,3	32,7	28,2	23,9	19,6	15,5	11,8	8,6	6,0
1989	47,0	42,2	37,5	32,9	28,4	24,0	19,7	15,6	11,9	8,6	6,0
1990	47,2	42,5	37,7	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,0
1991	47,4	42,6	37,9	33,3	28,8	24,4	20,1	16,1	12,2	8,8	6,1
1992	47,7	42,9	38,2	33,6	29,0	24,6	20,3	16,2	12,4	9,0	6,3
1993	47,7	42,9	38,2	33,5	29,0	24,6	20,3	16,2	12,4	9,0	6,2

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1991-1993 p

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			**Les deux sexes**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100.000	790	73,13	100.000	572	81,31	**100.000**	**683**	**77,12**
1	99.210	66	72,71	99.428	53	80,78	**99.317**	**59**	**76,65**
2	99.145	41	71,75	99.376	31	79,82	**99.258**	**36**	**75,70**
3	99.104	31	70,78	99.345	23	78,85	**99.222**	**27**	**74,72**
4	99.074	26	69,80	99.322	20	77,86	**99.195**	**23**	**73,74**
5	99.048	23	68,82	99.303	19	76,88	**99.172**	**21**	**72,76**
6	99.025	21	67,84	99.284	16	75,89	**99.151**	**18**	**71,77**
7	99.004	19	66,85	99.268	16	74,91	**99.133**	**18**	**70,79**
8	98.985	19	65,86	99.252	16	73,92	**99.115**	**17**	**69,80**
9	98.966	18	64,88	99.236	15	72,93	**99.098**	**17**	**68,81**
10	98.948	19	63,89	99.222	14	71,94	**99.081**	**16**	**67,82**
11	98.929	21	62,90	99.208	14	70,95	**99.065**	**17**	**66,84**
12	98.908	22	61,91	99.194	15	69,96	**99.048**	**18**	**65,85**
13	98.887	24	60,93	99.179	16	68,97	**99.030**	**20**	**64,86**
14	98.863	31	59,94	99.163	19	67,98	**99.010**	**25**	**63,87**
15	98.832	42	58,96	99.145	22	66,99	**98.985**	**32**	**62,89**
16	98.790	57	57,99	99.123	29	66,01	**98.953**	**43**	**61,91**
17	98.734	76	57,02	99.095	35	65,03	**98.910**	**56**	**60,93**
18	98.659	108	56,06	99.060	39	64,05	**98.855**	**75**	**59,97**
19	98.552	124	55,12	99.021	42	63,08	**98.781**	**84**	**59,01**
20	98.430	134	54,19	98.979	43	62,10	**98.698**	**89**	**58,06**
21	98.299	146	53,26	98.936	43	61,13	**98.610**	**96**	**57,11**
22	98.155	148	52,34	98.893	45	60,15	**98.515**	**97**	**56,17**
23	98.010	147	51,42	98.849	45	59,18	**98.419**	**97**	**55,22**
24	97.866	150	50,49	98.804	47	58,21	**98.324**	**100**	**54,27**
25	97.719	154	49,57	98.758	52	57,24	**98.226**	**104**	**53,33**
26	97.568	161	48,64	98.707	56	56,26	**98.124**	**109**	**52,38**
27	97.411	163	47,72	98.652	57	55,30	**98.017**	**111**	**51,44**
28	97.253	170	46,80	98.595	60	54,33	**97.908**	**116**	**50,50**
29	97.087	182	45,87	98.536	63	53,36	**97.794**	**124**	**49,55**
30	96.910	188	44,96	98.474	65	52,39	**97.673**	**127**	**48,62**
31	96.727	195	44,04	98.411	69	51,43	**97.549**	**133**	**47,68**
32	96.539	197	43,13	98.343	75	50,46	**97.419**	**137**	**46,74**
33	96.349	200	42,21	98.269	77	49,50	**97.286**	**140**	**45,80**
34	96.156	216	41,29	98.194	82	48,54	**97.150**	**149**	**44,87**
35	95.949	230	40,38	98.113	89	47,58	**97.005**	**161**	**43,93**
36	95.728	240	39,47	98.025	89	46,62	**96.849**	**165**	**43,00**
37	95.498	247	38,57	97.938	95	45,66	**96.689**	**173**	**42,07**
38	95.262	262	37,66	97.845	104	44,70	**96.522**	**184**	**41,15**
39	95.012	284	36,76	97.743	115	43,75	**96.344**	**200**	**40,22**
40	94.742	303	35,86	97.630	125	42,80	**96.151**	**214**	**39,30**
41	94.455	322	34,97	97.508	134	41,85	**95.945**	**229**	**38,38**
42	94.151	345	34,08	97.377	141	40,91	**95.725**	**243**	**37,47**
43	93.826	378	33,20	97.240	155	39,96	**95.492**	**267**	**36,56**
44	93.471	403	32,32	97.089	166	39,02	**95.237**	**286**	**35,66**
45	93.095	428	31,45	96.928	177	38,09	**94.965**	**303**	**34,76**
46	92.697	461	30,58	96.755	195	37,16	**94.677**	**328**	**33,86**
47	92.269	506	29,72	96.567	215	36,23	**94.366**	**360**	**32,97**
48	91.802	546	28,87	96.359	231	35,30	**94.026**	**388**	**32,09**
49	91.302	584	28,03	96.137	242	34,39	**93.661**	**412**	**31,21**

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1991-1993 p

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			**Les deux sexes**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	90.768	617	27,19	95.904	255	33,47	**93.275**	**435**	**30,34**
51	90.209	672	26,36	95.660	277	32,55	**92.869**	**474**	**29,47**
52	89.603	730	25,53	95.395	301	31,64	**92.429**	**514**	**28,61**
53	88.949	790	24,71	95.108	328	30,73	**91.954**	**556**	**27,75**
54	88.246	877	23,91	94.796	354	29,83	**91.443**	**612**	**26,91**
55	87.472	949	23,11	94.461	376	28,94	**90.883**	**659**	**26,07**
56	86.642	1.023	22,33	94.106	404	28,05	**90.284**	**708**	**25,24**
57	85.756	1.109	21,56	93.726	437	27,16	**89.645**	**765**	**24,41**
	84.805	1.217	20,79	93.316	469	26,27	**88.959**	**834**	**23,60**
59	83.773	1.338	20,04	92.879	499	25,40	**88.217**	**908**	**22,79**
60	82.652	1.469	19,31	92.415	534	24,52	**87.416**	**986**	**22,00**
61	81.438	1.598	18,59	91.921	589	23,65	**86.554**	**1.074**	**21,21**
62	80.137	1.717	17,88	91.380	647	22,79	**85.624**	**1.160**	**20,44**
63	78.761	1.844	17,19	90.789	695	21,93	**84.631**	**1.243**	**19,67**
64	77.309	1.973	16,50	90.158	755	21,08	**83.579**	**1.332**	**18,91**
65	75.783	2.096	15,82	89.477	811	20,24	**82.466**	**1.416**	**18,16**
66	74.195	2.238	15,15	88.751	887	19,40	**81.298**	**1.518**	**17,41**
67	72.534	2.448	14,48	87.964	983	18,57	**80.064**	**1.662**	**16,67**
68	70.759	2.635	13,84	87.100	1.089	17,75	**78.733**	**1.800**	**15,95**
69	68.894	2.852	13,20	86.151	1.182	16,94	**77.316**	**1.944**	**15,23**
70	66.929	3.047	12,57	85.133	1.304	16,13	**75.813**	**2.092**	**14,52**
71	64.890	3.307	11,95	84.023	1.445	15,34	**74.227**	**2.279**	**13,82**
72	62.744	3.595	11,34	82.808	1.622	14,56	**72.535**	**2.495**	**13,13**
73	60.489	3.975	10,74	81.465	1.831	13,79	**70.725**	**2.768**	**12,46**
74	58.084	4.354	10,17	79.974	2.077	13,04	**68.767**	**3.063**	**11,80**
75	55.556	4.791	9,61	78.313	2.374	12,30	**66.661**	**3.405**	**11,15**
76	52.894	5.202	9,07	76.454	2.660	11,59	**64.391**	**3.729**	**10,53**
77	50.142	5.724	8,54	74.420	3.001	10,89	**61.990**	**4.128**	**9,92**
78	47.272	6.297	8,02	72.187	3.386	10,22	**59.431**	**4.572**	**9,32**
79	44.295	6.955	7,53	69.743	3.899	9,56	**56.714**	**5.122**	**8,75**
80	41.215	7.745	7,06	67.024	4.489	8,92	**53.809**	**5.765**	**8,19**
81	38.023	8.632	6,61	64.015	5.121	8,32	**50.707**	**6.469**	**7,66**
82	34.741	9.492	6,18	60.737	5.863	7,74	**47.427**	**7.224**	**7,16**
83	31.443	10.565	5,78	57.176	6.732	7,19	**44.001**	**8.134**	**6,68**
84	28.121	11.618	5,40	53.327	7.677	6,68	**40.422**	**9.082**	**6,22**
85	24.854	12.698	5,05	49.233	8.714	6,19	**36.751**	**10.092**	**5,79**
86	21.698	13.903	4,71	44.943	9.844	5,73	**33.042**	**11.210**	**5,39**
87	18.681	15.274	4,39	40.519	11.057	5,30	**29.338**	**12.431**	**5,00**
88	15.828	16.722	4,09	36.039	12.445	4,90	**25.691**	**13.795**	**4,64**
89	13.181	18.132	3,81	31.554	13.870	4,53	**22.147**	**15.167**	**4,31**
90	10.791	19.549	3,54	27.177	15.345	4,18	**18.788**	**16.585**	**3,99**
91	8.682	21.376	3,28	23.007	17.021	3,84	**15.672**	**18.255**	**3,68**
92	6.826	23.564	3,03	19.091	18.981	3,53	**12.811**	**20.233**	**3,39**
93	5.217	25.652	2,82	15.467	20.777	3,24	**10.219**	**22.047**	**3,13**
94	3.879	27.657	2,61	12.254	22.878	2,95	**7.966**	**24.077**	**2,87**
95	2.806	29.022	2,42	9.450	24.420	2,68	**6.048**	**25.513**	**2,62**
96	1.992	30.172	2,21	7.142	26.525	2,39	**4.505**	**27.347**	**2,35**
97	1.391	31.222	1,95	5.248	27.784	2,07	**3.273**	**28.537**	**2,04**
98	957	32.895	1,60	3.790	29.695	1,67	**2.339**	**30.355**	**1,66**
99	642	35.468	1,15	2.664	33.661	1,16	**1.629**	**34.009**	**1,16**

(1) A l'âge indiqué.
(2) Pour 100.000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1993

Sources : EUROSTAT
Organisation des Nations unies

Pays	Taux pour 1.000 habitants					Reproduction (pour 1 femme)		Mortalité infantile (pour 1.000 naissances)	Espérance de vie à la naissance	
	Accroissement total (1)	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brute	Nette		Hommes	Femmes
Allemagne	4,5	9,8	11,1	5,5	1,9	0,62	0,61	5,8	72,7	79,2
Belgique	(2) 3,2	12,0	10,6	5,4	2,1	0,77	0,76	(2) 8,0	73,0	79,9
Danemark	3,1	13,0	12,1	6,1	2,5	0,85	0,84	5,4	72,6	77,8
Espagne	(2) 1,8	9,7	8,7	(2) 5,0	0,7	0,61	0,63	(2) 6,9	(3) 73,7	(3) 81,0
France	**(2) 4,3**	**(2) 12,3**	**9,2**	**4,4**	**1,9**	**(2) 0,80**	**(2) 0,79**	**(2) 6,4**	**(2) 73,1**	**(2) 81,2**
Grèce	5,8	9,8	9,4	6,0	0,7	0,65	0,63	8,5	75,0	79,9
Irlande	2,5	13,9	8,9	4,4	(4) —	0,94	0,92	6,0	72,7	78,2
Italie	(2) 3,1	9,4	9,5	(2) 5,1	0,4	0,60	0,58	(2) 7,3	(5) 73,6	(5) 80,3
Luxembourg	14,3	13,4	9,8	6,0	1,9	0,78	0,76	6,0	72,2	79,4
Pays-Bas	6,7	12,8	9,0	5,8	2,0	0,77	0,76	6,3	74,0	80,0
Portugal	2,3	11,5	10,8	6,9	1,2	0,74	0,73	8,7	70,6	77,8
Royaume-Uni	(2) 3,0	13,1	11,3	5,9	3,1	0,85	0,84	(2) 6,3	(3) 73,6	(3) 79,0
Autriche	6,6	11,9	10,3	5,6	2,0	0,72	0,71	6,5	72,9	79,4
Finlande	4,5	12,8	10,1	4,9	2,5	0,88	0,87	4,4	72,1	79,5
Suède	6,1	13,5	11,1	3,9	2,5	0,98	0,97	4,8	75,5	80,8
Union européenne (à 15)	**(2) 3,8**	**11,2**	**10,1**	**(2) 5,3**	**1,7**	**0,73**	**0,71**	**(2) 6,5**	**(5) 73,0**	**(5) 79,6**
Etats-Unis	(3) 7,5	15,6	8,8	(3) 9,3	(4) 4,8	...	...	8,5	(5) 72,0	(5) 78,9
Japon	(5) 3,2	9,6	7,1	(5) 6,0	(5) 1,4	...	...	4,4	(3) 76,1	(3) 82,2
Fédération Russe	(5) 0,7	9,4	14,5	(5) 8,6	(5) 4,0	...	...	(3) 18,4	(3) 62,0	(3) 73,7

(1) L'accroissement total tient compte du solde migratoire.
(2) Chiffres provisoires.
(3) 1992
(4) Chiffre rigoureusement nul, du fait de l'interdiction du divorce (inscrite dans la Constitution).
(5) 1991

TABLEAU B.02-18

Nombre d'immigrants par type de procédure

Année 1993

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Autres	**Total 1993**	**r Total 1992**
Européens	**15.796**	**7.481**	**2.732**	**142**	**3.040**	**545**	**101**	**163**	**30.000**	**39.628**
U E	14.361	27	—	—	—	—	—	—	**14.388**	**24.196**
Autres Européens	1.064	2.865	2.207	98	2.257	132	98	132	**8.853**	**6.164**
Turcs	371	4.589	525	44	783	413	3	31	**6.759**	**9.268**
Asiatiques	**1.910**	**2.633**	**2.013**	**102**	**4.747**	**255**	**59**	**218**	**11.937**	**14.481**
dont : Libanais	637	453	151	14	12	2	8	54	**1.331**	**1.631**
Sri Lankais	79	182	36	4	2.141	62	—	1	**2.505**	**3.028**
Vietnamiens	66	54	181	9	898	27	1	15	**1.251**	**1.294**
Africains	**3.227**	**20.334**	**13.165**	**2.198**	**1.487**	**292**	**1.020**	**989**	**42.712**	**48.596**
Maghreb	1.208	17.318	9.525	269	47	18	997	536	**29.918**	**31.300**
Algériens	517	5.331	5.151	—	13	4	974	263	**12.253**	**11.363**
Marocains	523	9.932	3.291	204	10	9	17	232	**14.218**	**16.107**
Tunisiens	168	2.055	1.083	65	24	5	6	41	**3.447**	**3.830**
Afrique hors Maghreb	2.018	3.016	3.640	1.929	1.440	274	23	453	**12.793**	**17.296**
Américains	**3.392**	**1.940**	**2.031**	**386**	**537**	**119**	**596**	**118**	**9.119**	**7.512**
Autres	**63**	**47**	**139**	**7**	**103**	**12**	**4**	**9**	**384**	**452**
Ensemble	**24.388**	**32.435**	**20.080**	**2.835**	**9.914**	**1.223**	**1.780**	**1.497**	**94.152**	**110.669**

TABLEAU B.02-19

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Année 1993

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**1.002**	510	12	492	21
20 à 24 ans	**4.721**	2.563	253	2.158	242
25 à 29 ans	**6.845**	4.172	1.024	2.673	589
30 à 34 ans	**5.195**	3.592	1.560	1.603	524
35 à 39 ans	**3.127**	2.241	1.286	886	323
40 à 44 ans	**1.653**	1.213	798	440	159
45 ans ou plus	**1.845**	1.370	988	475	189
Total	**24.388**	**15.661**	**5.921**	**8.727**	**2.047**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.02-20

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	1993 Total	1992 Total
Activité économique (2)											
Forêts	1	15	3	167	1	6	—	19	10	**222**	454
Agriculture, pêche	9	24	4	359	4	21	4	10	102	**537**	658
Combustibles minéraux solides	3	5	4	5	1	—	—	2	36	**56**	57
Autres industries extractives	—	—	—	1	—	2	—	—	14	**17**	16
Production et transformation des métaux (3)	68	27	84	74	10	9	9	3	575	**859**	1.244
Verre et matériaux de construction	1	3	4	12	—	1	—	1	42	**64**	100
Bâtiment et travaux publics	27	106	236	3.414	37	29	12	171	1.195	**5.227**	11.551
Autres industries	111	43	95	203	29	28	17	89	1.220	**1.835**	3.808
Commerce (4)	216	165	441	795	115	134	45	55	2.761	**4.727**	7.343
Services	37	120	44	2.074	51	50	14	3	1.745	**4.138**	6.785
Autres activités (5)	474	273	380	408	269	243	67	18	4.574	**6.706**	10.239
Total	**947**	**781**	**1.295**	**7.512**	**517**	**523**	**168**	**371**	**12.274**	**24.388**	**42.255**
Profession											
Manoeuvres et ouvriers spécialisés	169	316	402	4.951	227	219	82	265	5.626	**12.257**	20.990
Ouvriers professionnels et qualifiés	423	323	568	2.515	130	177	37	87	3.309	**7.569**	15.460
Cadres et techniciens	355	142	325	46	160	127	49	19	3.339	**4.562**	5.805
Total	**947**	**781**	**1.295**	**7.512**	**517**	**523**	**168**	**371**	**12.274**	**24.388**	**42.255**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI.
(3) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique et armement.
(4) Y compris : hôtels, cafés, restaurants.
(5) Transports, banques, assurances, professions libérales, administrations, santé, enseignement et recherche.

TABLEAU B.02-21A

Mouvement naturel de la population en valeur absolue

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (2)	Mort-nés	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
GUADELOUPE								
1980	326,9	1.603	450	6.425	123	2.143	118	4.282
1987	363,7	1.880	404	6.855	107	2.244	122	4.611
1988	372,0	1.868	387	7.126	107	2.228	92	4.898
1989	380,9	1.854	472	7.644	100	2.314	76	5.330
1990	390,7	2.021	485	7.570	110	2.331	75	5.239
1991	*r* 395,2	1.928	494	7.547	107	2.147	58	5.400
1992	*r* 402,5	1.932	448	7.309	73	2.291	76	5.018
1993	408,4	1.889	540	7.060	66	2.357	84	4.703
GUYANE								
1980	68,2	205	27	1.933	56	468	64	1.465
1987	100,1	365	74	2.700	53	562	65	2.138
1988	105,5	325	124	2.887	56	526	71	2.361
1989	111,1	392	82	3.197	55	546	74	2.651
1990	118,5	463	99	3.609	72	597	64	3.012
1991	127,6	537	88	3.921	83	579	70	3.342
1992	*r* 133,7	716	95	3.957	54	567	61	3.390
1993	138,9	698	61	4.114	33	579	59	3.535
MARTINIQUE								
1980	326,1	1.190	396	5.363	93	2.164	107	3.199
1987	345,1	1.537	357	6.338	84	2.146	67	4.192
1988	350,3	1.556	374	6.386	56	2.092	58	4.358
1989	355,9	1.571	288	6.571	67	2.157	62	4.408
1990	361,9	1.572	321	6.437	54	2.220	46	4.217
1991	368,4	1.612	293	6.313	75	2.177	51	4.136
1992	372,5	1.650	357	6.304	65	2.180	40	4.124
1993	377,4	1.555	333	5.900	51	2.227	34	3.673
REUNION								
1980	*r* 507,7	3.057	498	*r* 12.303	272	3.258	193	9.036
1987	575,5	3.001	844	12.599	172	3.090	123	9.509
1988	580,1	3.354	687	13.561	166	3.163	89	10.398
1989	590,5	3.553	851	13.898	159	3.307	116	10.591
1990	*r* 601,7	3.716	798	*r* 13.912	*r* 150	*r* 3.183	*r* 96	*r* 10.729
1991	*r* 613,4	3.818	736	*r* 14.117	147	*r* 3.412	*r* 102	*r* 10.705
1992	*r* 625,2	3.791	872	14.239	*r* 137	*r* 3.347	*r* 91	10.892
1993	636,7	3.503	957	13.432	135	3.205	93	10.227

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1.000 habitants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Excédent naturel	Mortalité infantile (1)
GUADELOUPE					
1980	4,9	19,7	6,6	13,1	18
1987	5,2	18,8	6,2	12,7	18
1988	5,0	19,2	6,0	13,4	13
1989	4,9	20,1	6,1	14,0	10
1990	5,2	19,4	6,0	13,4	10
1991	*r* 4,9	*r* 19,1	*r* 5,4	*r* 13,7	8
1992	*r* 4,8	*r* 18,1	*r* 5,7	12,2	10
1993	4,6	17,3	5,8	11,5	12
GUYANE					
1980	3,0	28,1	6,8	21,3	33
1987	3,6	27,0	5,6	21,4	24
1988	3,1	27,4	5,0	22,4	25
1989	3,5	28,8	4,9	23,8	19
1990	3,9	30,8	5,1	25,7	17
1991	4,2	30,7	4,4	26,3	17
1992	5,3	29,4	4,2	25,2	15
1993	4,1	29,6	4,2	25,9	14
MARTINIQUE					
1980	3,7	16,4	6,6	9,8	20
1987	4,5	18,4	6,2	12,1	11
1988	4,4	18,2	6,0	12,4	9
1989	4,4	18,5	6,1	12,4	9
1990	4,3	17,8	6,1	11,7	7
1991	4,4	17,1	5,9	11,2	8
1992	4,4	16,9	5,8	11,1	6
1993	4,1	15,6	5,9	9,8	4
REUNION					
1980	6,0	24,2	6,4	17,8	16
1987	5,2	21,9	5,4	16,5	10
1988	5,8	23,4	5,5	17,9	7
1989	6,0	23,5	5,6	17,9	8
1990	6,2	*r* 23,1	5,3	*r* 17,8	7
1991	6,2	*r* 23,0	5,6	17,5	7
1992	6,1	22,8	*r* 5,4	*r* 17,4	*r* 6
1993	5,5	21,1	5,0	16,1	7

(1) Nombre de décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants; le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre			Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1980	140,1	3.668	1.008	2.660	26,2	7,2	19,0	27
1987	160,5	4.122	913	3.209	25,7	5,7	20,0	14
1988	163,7	4.035	962	3.073	24,7	5,9	18,8	9
1989	166,7	3.944	990	2.954	23,7	5,9	17,7	11
1990	170,0	4.378	928	3.450	25,8	5,5	20,6	11
1991	173,5	4.501	978	3.523	25,9	5,6	20,3	8
1992	177,0	4.405	931	3.474	24,9	5,3	19,6	9
1993	180,4	4.337	954	3.383	24,0	5,3	18,8	8

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1.000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut territorial de la Statistique et des Etudes Economiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre			Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1980	150,9	4.544	1.005	3.539	30,1	6,7	23,5	41
1987	182,9	5.409	1.055	4.354	29,6	5,8	23,8	20
1988	187,7	5.797	985	4.812	30,9	5,2	25,6	16
1989	192,5	5.507	1.088	4.419	28,6	5,7	23,0	16
1990	197,0	5.565	982	4.583	28,2	5,0	23,3	11
1991	201,5	5.391	1.021	4.370	26,8	5,1	21,7	12
1992	205,8	5.301	1.056	4.245	25,8	5,1	20,6	12
1993	210,0	5.207	1.028	4.179	24,8	4,9	19,9	9,4

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1.000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (2)	Nombre			(1) Taux pour 1.000		
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Excédent naturel
1980	6,0	90	39	51	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	95	50	45	15,2	7,8	6,4
1988	6,4	80	45	35	12,6	7,1	5,5
1989	6,4	82	47	35	12,8	7,4	5,5
1990	6,4	74	38	36	11,5	5,9	5,6
1991	6,4	83	46	37	12,9	7,2	5,8
1992	6,4	96	38	58	14,9	5,9	9,0
1993	6,6	95	42	53	14,6	6,5	8,1

(1) A Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine.

1. Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure.
8. Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990. DOM.
9. Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990.
10. Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur les populations étrangères et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE, la Direction de la population et des migrations du ministère de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion, ainsi que du service des études et de la statistique du ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation.

1. PRÉSENTATION

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors Français par acquisition, par opposition aux Français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à une caractéristique invariable : le lieu de naissance. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1990, 3.596.602 étrangers ont été recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint désormais 6,3 % contre 6,8 % en 1982 et 6,5 % en 1975. Les chiffres par nationalité des trois derniers recensements indiquent une nette diminution du nombre d'étrangers originaires de l'Union européenne. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1975 (Espagnols, Italiens, Portugais). Le nombre de personnes qui se sont déclarées maghrébines a légèrement augmenté.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. Une forte proportion des immigrés les plus anciens ont acquis la nationalité française; par ailleurs, la plupart de ceux qui sont nés étrangers en France sont devenus français à leur majorité. Ainsi, 21,1 % des étrangers ont moins de 15 ans (19 % de la population totale) et près de 8 % d'entre eux ont 65 ans et plus (14,7 % de la population totale).

Les « familles étrangères » sont au nombre de 1.000.000, ce qui représente 6,5 % du total des familles. Elles s'avèrent être assez nombreuses puisque près de 11 % d'entre elles comprennent 4 enfants ou plus (2 % du nombre total de familles). Cette différence, quoique plus nuancée, apparaît également pour les familles de 3 enfants.

Les immigrés sont au nombre de 4.166.000 en 1990, environ 2.858.000 d'entre eux sont étrangers, les 1.308.000 autres étant français par acquisition.

Les moins de 30 ans dans la population des immigrés représentent 25 % contre 40 % pour la France entière. Pour les âges les moins élevés, la différence est encore plus forte. Ceci est tout à fait logique et découle de la définition même de l'« immigration » qui est un flux alimenté uniquement par les naissances à l'étranger et non par les naissances en France d'enfants d'immigrés. À contrario, la part des 30-59 ans est beaucoup plus forte pour les immigrés que pour l'ensemble des individus résidant en France : 53 % contre 38 %.

L'écart entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes parmi les immigrés découle de l'histoire de l'immigration. En effet, durant les périodes où l'immigration était importante, elle était le fait de travailleurs qui partaient souvent seuls en laissant leur famille au pays.

2. MÉTHODOLOGIE

En ce qui concerne la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

En ce qui concerne les *acquisitions* de la nationalité française, les statistiques sont obtenues par comptage à partir des actes juridiques centralisés à la direction de la Population et des Migrations — sous-direction des Naturalisations — ministère de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion à Rezé (Loire-Atlantique).

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les *acquisitions* et les *pertes* contrôlées par le ministère de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion (direction de la Population et des Migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, règlent actuellement les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

Le Code de la nationalité a été modifié par la loi du 22 juillet 1993, tant en ce qui concerne les règles d'attribution que les règles d'acquisition de la nationalité française.

3. DÉFINITIONS

Acquisitions de la nationalité française

Jusqu'en 1992 les acquisitions volontaires de la nationalité française, comprennent les acquisitions accordées par décret et les déclarations de nationalité, donc à l'exclusion des acquisitions obtenues de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de l'âge de la majorité).

« En particulier ne sont incluses dans les acquisitions volontaires, ni les attributions de la nationalité française (de plein droit à la naissance) pour certains enfants (enfants nés de parents dont un au moins est français ou enfants nés en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France — ce cas concerne notamment les enfants nés en France depuis le 1er janvier 1963 de parents nés en Algérie avant l'indépendance — ou encore enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière de la part d'un Français), ni les acquisitions à la majorité (s'il s'agit d'enfants nés en France de parents étrangers et y ayant résidé de façon continue durant les cinq années précédant leur majorité). »

- Les acquisitions obtenues par décret

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser ces acquisitions.

Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;

— les réintégrations de certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française;

— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

● Les déclarations de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer par décret que pour des motifs explicitement prévus par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France; enfant adopté (adoption simple) ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français : personne ayant joui de la nationalité française pendant les dix dernières années;

— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;

— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;

— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française (certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier cette qualité dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit), et celles de reconnaissance (souscrites par les personnes qui souhaitent conserver la nationalité française, que sans cette formalité elles perdraient en raison de l'accession à l'indépendance de leur territoire d'origine) font l'objet ici d'une inscription particulière.

La loi du 22 juillet 1993 a profondément rénové le droit de la nationalité, notamment en ce qui concerne les divers modes d'acquisition de la nationalité française : acquisition par les jeunes nés en France, par mariage ou par naturalisation.

Les jeunes étrangers nés en France et y résidant doivent désormais, pour acquérir la nationalité française, en manifester la volonté entre 16 et 21 ans.

Nationalité au RP 1990

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration);

— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité);

— étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

La nomenclature en 80 postes est la plus détaillée. On trouvera la liste des nationalités en annexe du volume « Nationalités » (1) avec le détail des postes « autres ». C'est à partir de ce découpage qu'ont été sélectionnées les nationalités. La nomenclature en 10 postes sélectionne les nationalités ou groupes de nationalités les plus représentées en France métropolitaine.

On appelle Afrique noire francophone le regroupement des pays de l'Afrique subsaharienne anciennement sous administration française : République de Djibouti, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Dans le cas des DOM, on appelle « Autres îles de l'Ouest de l'Océan Indien » l'île Maurice, Madagascar, les Comores (hors Mayotte), les Seychelles. Les étrangers dénommés « autres Américains » sont des ressortissants des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale hors Haïti, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, d'Amérique du Sud hors Guyana, Surinam et Brésil.

Les pays de la Communauté Économique Européenne (CEE) en mars 1990 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Les résultats relatifs aux ressortissants de la CEE n'ont donc pas le même champ qu'au RP 82 (l'Espagne et le Portugal ont rejoint la CEE depuis).

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

---

(1) Volume de la Série « Bordeaux » en 1982. Pour le recensement de 1990, volume de la série *INSEE-Résultat*, n° 217, « Recensement de la population de 1990, nationalités », novembre 1992.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Ministère de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion, direction de la Population et des Migrations.
— Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation.

Publications :

— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 ». *Notes et études documentaires,* n° 4115, du 30 novembre 1974, édité par La Documentation française, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

— « La nationalité française ». Textes et documents, ministère de la Justice, Paris, La Documentation française, 1985, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

— « Les étrangers au recensement de 1975 », *Migrations et sociétés,* ministère du Travail, La Documentation française, 1977.

— « Recensement général de la population de 1975. Nationalité (sondage au 1/5) », n° 393, *Collections de l'INSEE,* série D, n° 83, INSEE 1981.

— « Recensement général de la population de 1982. Les étrangers (sondage au 1/20) », *Migrations et sociétés,* n° 6, 111 pages. Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, série « boulier » RP 82/5, 111 pages. INSEE, La Documentation française, 1984.

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* 64 pages, INSEE, La Documentation française, 1986.

— « Recensement général de la population de 1982. Nationalité (sondage au 1/4) », volume bordeaux, 154 pages, INSEE.

— *Regard sur l'immigration et la présence étrangère en France 1989-1990,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », novembre 1990, 119 pages.

— « La main-d'œuvre étrangère au 31 décembre 1988 », Chambet-Rosset (M. C.), *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 65, décembre 1990, 35 pages.

— « La présence étrangère en France métropolitaine », Labat (J. C.), *Économie et statistique,* n° 242, avril 1991, p. 7-15, INSEE.

— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Labat (J. C.), *INSEE-Première,* n° 150, juin 1991, 4 pages, INSEE.

— *Immigration et présence étrangère en France 1990-1991. Les données, les faits,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », décembre 1991, 117 pages.

— *OMISTATS (Annuaire des migrations*), Office des migrations internationales. Régulièrement publié sous ce titre depuis 1985; dernier paru, *OMISTATS 1994*.

— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Harnois (J.), *INSEE-Première,* n° 177, janvier 1992, 4 pages.

— « Recensement de la population de 1990, nationalités », résultats au 1/20e, *INSEE-Résultats,* n° 197, juillet 1992 et résultats au 1/4, *INSEE-Résultats,* n° 217, novembre 1992.

— « La population étrangère en 1990 par nationalité, recensement de la population de 1990 », *INSEE-Première,* n° 217, juillet 1992.

— « La politique de la nationalité dans les chiffres 1990-1991 », ministère des Affaires sociales et de l'intégration, direction de la Population et des Migrations, octobre 1992.

— « La politique de la nationalité dans les chiffres en 1992 », ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, direction de la Population et des Migrations, octobre 1993.

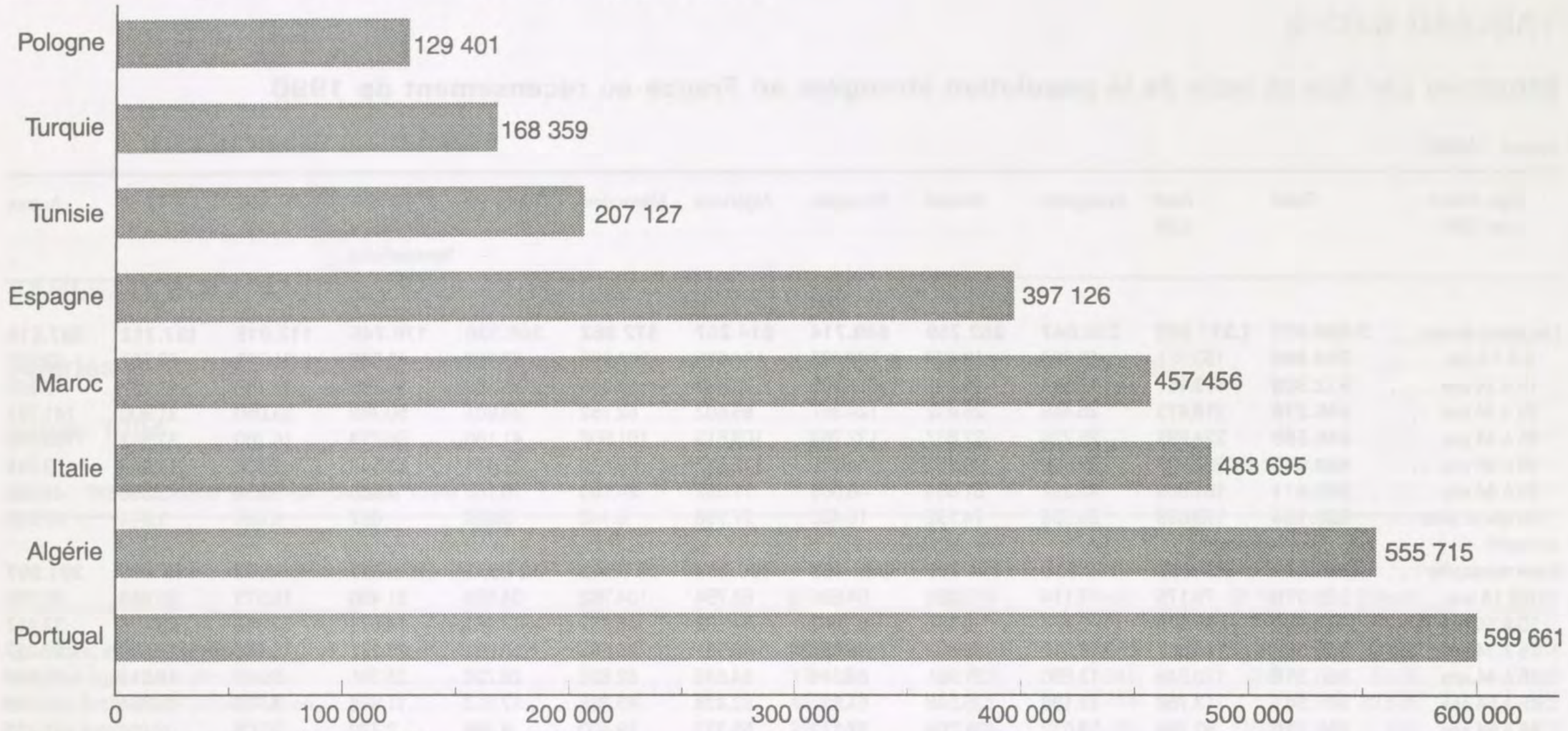
— « La politique de la nationalité en 1993 », ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, direction de la Population et des Migrations.

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* INSEE, mai 1994.

* * *

GRAPHIQUE B.03

Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine



Source : INSEE, recensement de 1990

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE

Nationalité	(1) 1946		(2) 1975		1982		1990	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**39.848.182**	///	**52.599.430**	///	**54.295.612**	///	**56.651.955**	///
Total étrangers	**1.743.619**	**100,0**	**3.442.415**	**100,0**	**3.714.200**	**100,0**	**3.596.602**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	1.547.286	88,7	2.090.235	60,7	1.768.176	47,6	1.459.113	40,6
dont : CEE	///	///	1.963.590	57,0	1.659.580	44,7	1.311.892	36,5
Allemands (ex - RFA)	24.947	1,4	42.955	1,3	44.000	1,2	52.723	1,5
Belges	153.299	8,8	55.945	1,6	52.636	1,4	56.129	1,6
Espagnols	302.201	17,3	497.480	14,5	327.156	8,8	216.047	6,0
Italiens	450.764	25,9	462.940	13,4	340.308	9,2	252.759	7,0
Polonais	423.470	24,3	93.665	2,7	64.804	1,7	47.127	1,3
Portugais	22.261	1,3	758.925	22,0	767.304	20,7	649.714	18,1
Yougoslaves	20.858	1,2	70.280	2,1	62.472	1,7	52.453	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex - URSS)	149.486	8,6	108.055	3,1	109.496	2,9	132.161	3,7
Soviétiques, russes	50.934	2,9	12.450	0,4	7.452	0,2	4.661	0,1
Total nationalités d'Afrique	54.005	3,1	1.192.300	34,6	1.594.772	43,0	1.633.142	45,4
Algériens	22.114	1,3	710.690	20,6	805.116	21,7	614.207	17,1
Marocains	16.458	0,9	260.025	7,6	441.308	11,9	572.652	15,9
Tunisiens	1.916	0,1	139.735	4,1	190.800	5,2	206.336	5,7
Autres nationalités d'Afrique	13.517	0,8	81.850	2,3	157.548	4,2	239.947	6,7
Total nationalités d'Amérique	8.267	0,5	41.560	1,2	52.840	1,4	72.758	2,0
Total nationalités d'Asie	69.741	4,0	104.465	3,0	289.560	7,8	424.668	11,8
Turcs	7.770	0,4	50.860	1,5	122.260	3,3	197.712	5,5
Autres nationalités	61.971	3,6	53.605	1,5	167.300	4,5	226.956	6,3
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	13.386	0,8	1.405	0,1	1.400	ε	2.260	0,1

(1) Pour 1946 : population présente au moment du recensement. Depuis, population résidant en France au moment du recensement.
(2) Les étrangers de nationalité Grecque ont été inclus dans les résultats de la CEE en 1975, bien que n'en faisant pas encore partie.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990

Source : INSEE

Âge atteint en 1990	**Total**	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs	Autres
Les deux sexes . . .	**3.596.602**	**1.311.892**	**216.047**	**252.759**	**649.714**	**614.207**	**572.652**	**206.336**	**176.745**	**112.915**	**197.712**	**597.515**
0 à 14 ans	**758.980**	153.331	13.798	13.577	106.533	124.535	204.989	67.983	43.538	31.763	69.317	82.947
15 à 24 ans	**512.306**	173.161	17.537	14.701	117.705	72.837	93.375	26.159	30.360	21.750	43.997	73.885
25 à 34 ans	**636.876**	216.475	26.448	25.432	124.351	95.602	82.752	34.801	50.759	23.050	31.900	141.781
35 à 44 ans	**636.568**	224.893	25.236	32.837	132.764	109.513	101.608	41.160	34.719	16.760	32.542	109.429
45 à 54 ans	**469.017**	202.934	33.580	40.352	104.885	112.332	59.620	22.445	13.544	7.400	14.944	59.915
55 à 64 ans	**302.671**	161.999	43.392	51.568	48.056	71.592	24.168	10.168	3.168	5.536	3.368	41.655
65 ans et plus . . .	**280.184**	179.099	56.056	74.292	15.420	27.796	6.140	3.620	657	6.656	1.644	87.903
Sexe masculin . . .	**1.982.352**	**697.953**	**112.339**	**144.727**	**345.466**	**360.261**	**321.943**	**121.572**	**103.775**	**60.062**	**110.210**	**301.997**
0 à 14 ans	**389.070**	79.175	7.114	7.093	54.696	63.794	104.782	34.833	21.420	16.573	35.969	42.796
15 à 24 ans	**262.990**	88.979	9.177	8.165	62.662	37.193	48.657	13.481	14.678	12.070	23.495	33.412
25 à 34 ans	**328.550**	114.657	15.312	16.692	66.335	46.561	36.552	18.601	27.222	13.248	19.000	69.027
35 à 44 ans	**360.358**	120.949	13.560	21.661	69.316	54.645	62.800	26.720	25.391	9.343	19.014	57.908
45 à 54 ans	**305.341**	113.766	17.196	25.248	57.877	82.428	45.588	17.517	11.996	3.728	9.884	33.879
55 à 64 ans	**196.330**	92.798	23.032	31.204	27.112	55.332	19.400	8.396	2.720	2.508	2.144	24.482
65 ans et plus . . .	**139.713**	87.629	26.948	34.664	7.468	20.308	4.164	2.024	348	2.592	704	40.493
Sexe féminin	**1.614.250**	**613.939**	**103.708**	**108.032**	**304.248**	**253.946**	**250.709**	**84.764**	**72.970**	**52.853**	**87.502**	**295.518**
0 à 14 ans	**369.910**	74.156	6.684	6.484	51.837	60.741	100.207	33.150	22.118	15.190	33.348	40.151
15 à 24 ans	**249.316**	84.182	8.360	6.536	55.043	35.644	44.718	12.678	15.682	9.680	20.502	40.473
25 à 34 ans	**308.326**	101.818	11.136	8.740	58.016	49.041	46.200	16.200	23.537	9.802	12.900	72.754
35 à 44 ans	**276.210**	103.944	11.676	11.176	63.448	54.868	38.808	14.440	9.328	7.417	13.528	51.521
45 à 54 ans	**163.676**	89.168	16.384	15.104	47.008	29.904	14.032	4.928	1.548	3.672	5.060	26.036
55 à 64 ans	**106.341**	69.201	20.360	20.364	20.944	16.260	4.768	1.772	448	3.028	1.224	17.173
65 ans et plus . . .	**140.471**	91.470	29.108	39.628	7.952	7.488	1.976	1.596	309	4.064	940	47.410

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	**Total**	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers	
				Total	*dont* CEE
Agriculteurs exploitants	**1.012.937**	992.525	11.748	8.664	6.200
Artisans	**850.464**	763.730	35.692	51.042	30.122
Commerçants	**795.706**	721.734	33.208	40.764	12.964
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	**176.686**	163.422	6.676	6.588	3.772
Professions libérales	**311.110**	291.226	13.380	6.504	2.932
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	**1.022.129**	949.108	33.329	39.692	12.656
Cadres d'entreprises	**1.359.823**	1.269.479	43.044	47.300	24.232
Professions intermédiaires de l'enseignements, de la santé, de la fonction publique	**1.984.939**	1.901.796	45.225	37.918	13.745
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**1.392.225**	1.304.969	43.652	43.604	20.900
Techniciens	**762.430**	719.389	22.424	20.617	9.081
Contremaîtres, agents de maîtrise	**574.378**	528.714	21.252	24.412	16.696
Employés de la fonction publique	**2.411.670**	2.296.418	67.616	47.636	18.180
Employés administratifs d'entreprises	**2.343.544**	2.199.715	75.148	68.681	28.492
Employés de commerce	**968.749**	887.633	36.508	44.608	18.816
Personnel des services directs aux particuliers	**1.188.837**	993.272	52.852	142.713	77.825
Ouvriers qualifiés	**4.273.230**	3.697.190	153.258	422.782	188.555
Ouvriers non qualifiés	**3.068.065**	2.486.527	108.787	472.751	171.068
Ouvriers agricoles	**282.048**	232.000	7.144	42.904	15.576
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**276.266**	213.985	11.645	50.636	6.412
Inactifs divers	**231.475**	226.884	4.218	373	171
Total	**25.286.711**	**22.839.716**	**826.806**	**1.620.189**	**678.395**

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) (1) et le sexe

Année 1994

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 1994)

Activité économique regroupée	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(2) %**	Effectif	(2) %	Effectif	(2) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**29.906**	**10,8**	26.080	12,7	3.826	5,4
Industries agricoles et alimentaires	**17.415**	**3,3**	11.941	3,6	5.474	2,8
Industrie des biens de consommation	**45.982**	**6,1**	25.464	7,1	20.518	5,2
Industrie automobile	**23.124**	**8,9**	22.125	10,3	999	2,2
Industrie des biens d'équipement	**39.920**	**5,0**	34.791	5,4	5.129	3,2
Industrie des biens intermédiaires	**105.744**	**7,5**	81.202	7,7	24.542	7,0
Énergie	**2.723**	**1,0**	2.723	1,3	—	—
Construction	**194.624**	**17,1**	188.592	18,3	6.032	5,6
Commerce	**124.582**	**5,2**	82.233	6,4	42.349	3,9
Transports	**32.507**	**3,8**	25.205	3,7	7.302	4,4
Activités financières	**14.176**	**2,0**	8.225	2,6	5.951	1,5
Activités immobilières	**36.335**	**14,4**	10.287	11,0	26.048	16,4
Services aux entreprises	**117.754**	**5,7**	70.449	6,1	47.305	5,2
Services aux particuliers	**154.777**	**11,7**	54.515	12,1	100.262	11,5
Éducation, santé, action sociale	**100.435**	**2,8**	40.316	4,2	60.119	2,3
Administrations	**41.791**	**1,6**	20.901	1,4	20.890	1,8
Activité indéterminée	**334**	**3,2**	—	—	334	6,6
Total	**1.082.129**	**5,7**	**705.049**	6,7	**377.080**	**4,3**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs
Nombre total de familles	**15.391.088**	**1.000.056**	**470.212**	**81.608**	**112.820**	**216.132**	**166.832**	**110.352**	**47.908**	**33.880**	**24.972**	**40.844**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**8.635.556**	405.576	250.396	54.372	76.352	82.204	49.264	21.744	10.140	6.996	7.916	7.496
1 enfant	**3.095.560**	205.524	103.620	13.904	17.668	61.752	32.400	16.316	8.704	7.376	4.948	8.032
2 enfants	**2.448.208**	172.912	81.312	9.196	12.880	50.928	28.464	16.404	9.168	6.184	4.452	8.512
3 enfants	**900.972**	106.500	28.064	3.344	4.744	17.184	24.140	19.748	9.692	5.008	3.900	8.548
4 enfants ou plus	**310.792**	108.544	6.820	792	1.176	4.064	32.564	36.140	8.316	8.316	3.756	8.256
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**12.089.972**	**1.391.440**	**379.788**	**45.808**	**62.732**	**232.588**	**318.308**	**280.460**	**103.440**	**78.976**	**43.580**	**88.092**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-6

Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Source : Ministère de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion

	1982		1989		1990		1991		1992	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisition par décret	28.459	58,3	33.040	55,5	34.899	53,7	39.445	54,6	39.346	55,0
dont : enfants mineurs	8.037	16,5	10.178	17,1	10.610	16,3	12.558	17,4	12.349	17,2
Acquisition par déclaration	20.368	41,7	26.468	44,5	30.077	46,3	32.768	45,4	32.249	45,0
Total acquisitions	**48.827**	**100,0**	**59.508**	**100,0**	**64.976**	**100,0**	**72.213**	**100,0**	**71.595**	**100,0**

TABLEAU B.03-7

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

Ensemble des lieux de résidence (1) (2)

Source : Ministère de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion

Nationalité antérieure	1988	1989	1990	1991	1992
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**7.130**	**7.083**	**6.408**	**6.024**	**4.343**
U E (à 12)	**5.740**	**4.928**	**4.249**	**4.104**	**2.705**
dont : Belges	148	155	149	111	111
Britanniques	83	141	67	69	42
Espagnols	1.300	977	809	629	379
Italiens	989	850	732	542	366
Portugais	3.119	2.671	2.350	2.611	1.690
Hors U E	**1.390**	**2.155**	**2.159**	**1.920**	**1.638**
dont : Polonais	673	1.052	977	752	538
Roumains	164	282	281	220	208
Yougoslaves	388	598	684	729	721
Nationalités d'Afrique	**5.599**	**7.112**	**9.503**	**12.431**	**14.327**
dont : Algériens	2.038	2.619	3.647	4.440	5.196
Marocains	1.634	2.230	3.220	4.577	5.539
Mauriciens	542	445	280	254	196
Togolais	163	139	203	214	197
Tunisiens	715	950	1.117	1.593	1.674
Nationalités d'Amérique	**519**	**801**	**813**	**897**	**837**
dont : Chiliens	114	176	231	203	214
Haïtiens	161	276	266	296	261
Nationalités d'Asie / Océanie	**5.697**	**7.749**	**7.456**	**7.468**	**7.415**
dont : Cambodgiens	1.224	1.485	1.521	1.389	1.358
Chinois	130	170	204	304	239
Iraniens	163	310	274	345	286
Laotiens	1.123	1.152	1.288	1.168	1.137
Libanais	563	874	807	859	1.034
Syriens	111	191	150	131	169
Turcs (3)	407	687	626	713	794
Vietnamiens	1.632	2.151	1.986	1.778	1.604
Ex-Soviétiques	**40**	**85**	**68**	**50**	**44**
Diverses ou non précisées	**28**	**32**	**41**	**17**	**31**
Total	**19.013**	**22.862**	**24.289**	**26.887**	**26.997**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.
(2) Les enfants mineurs, donc devenus français par effet collectif, ne sont pas compris dans la ventilation par nationalité.
(3) Y compris les Arméniens.

TABLEAU B.03-8

Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Caractéristiques individuelles	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**387.034**	**24.992**	**189.187**	**12.516**	**197.847**	**12.476**
0 à 14 ans	**96.353**	**5.116**	48.709	2.523	47.644	2.593
15 à 24 ans	**78.080**	**4.163**	39.130	1.915	38.950	2.248
25 à 39 ans	**95.151**	**10.839**	46.779	5.446	48.372	5.393
40 à 59 ans	**72.036**	**4.227**	34.697	2.303	37.339	1.924
60 ans ou plus	**45.414**	**647**	19.872	329	25.542	318
Activité						
Actifs ayant un emploi	**117.516**	**10.201**	68.258	6.403	49.258	3.798
Salariés	**93.809**	**8.174**	49.795	5.086	44.014	3.088
Non salariés	**23.707**	**2.027**	18.463	1.317	5.244	710
Chômeurs	**53.553**	**4.947**	24.325	2.203	29.228	2.744
GUYANE						
Population totale	**114.808**	**34.002**	**59.799**	**18.631**	**55.009**	**15.371**
0 à 14 ans	**38.311**	**8.769**	19.473	4.477	18.838	4.292
15 à 24 ans	**20.555**	**6.270**	10.593	3.275	9.962	2.995
25 à 39 ans	**30.303**	**11.395**	16.061	6.363	14.242	5.032
40 à 59 ans	**18.868**	**6.261**	10.348	3.746	8.520	2.515
60 ans ou plus	**6.771**	**1.307**	3.324	770	3.447	537
Activité						
Actifs ayant un emploi	**36.584**	**9.975**	23.430	7.692	13.154	2.283
Salariés	**30.173**	**7.560**	19.296	6.293	10.877	1.267
Non salariés	**6.411**	**2.415**	4.134	1.399	2.277	1.016
Chômeurs	**11.812**	**5.872**	6.333	3.446	5.479	2.426
MARTINIQUE						
Population totale	**359.579**	**3.133**	**173.878**	**1.613**	**185.701**	**1.520**
0 à 14 ans	**82.989**	**398**	42.113	203	40.876	195
15 à 24 ans	**69.794**	**413**	35.197	200	34.597	213
25 à 39 ans	**86.980**	**1.341**	42.033	672	44.947	669
40 à 59 ans	**69.509**	**823**	32.703	459	36.806	364
60 ans ou plus	**50.307**	**158**	21.832	79	28.475	79
Activité						
Actifs ayant un emploi	**110.117**	**1.328**	60.137	897	49.980	431
Salariés	**94.356**	**934**	48.054	610	46.302	324
Non salariés	**15.761**	**394**	12.083	287	3.678	107
Chômeurs	**52.967**	**627**	24.628	259	28.339	368
RÉUNION						
Population totale	**597.828**	**2.251**	**294.256**	**1.078**	**303.572**	**1.173**
0 à 14 ans	**176.608**	**270**	89.177	140	87.431	130
15 à 24 ans	**120.647**	**432**	60.085	197	60.562	235
25 à 39 ans	**146.174**	**894**	72.220	393	73.954	501
40 à 59 ans	**103.003**	**455**	51.076	248	51.927	207
60 ans ou plus	**51.396**	**200**	21.698	100	29.698	100
Activité						
Actifs ayant un emploi	**146.253**	**592**	90.526	431	55.727	161
Salariés	**124.044**	**462**	72.597	332	51.447	130
Non salariés	**22.209**	**130**	17.929	99	4.280	31
Chômeurs	**86.108**	**398**	45.889	177	40.219	221

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990 (1)

Source : INSEE

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale	**56.651.955**	**1.780.279**	**27.565.056**	**791.396**	**29.086.899**	**988.883**
Total immigrés	**4.165.952**	**1.307.926**	**2.168.271**	**570.693**	**1.997.681**	**737.233**
Total pays d'Europe	**2.080.608**	**869.558**	**988.304**	**353.586**	**1.092.304**	**515.972**
dont : U E	1.234.573	703.983	313.479	290.013	921.094	413.970
Allemagne (ex - RFA)	114.288	59.711	41.325	15.889	72.963	43.822
Belgique	91.629	40.644	36.379	10.848	55.250	29.796
Espagne	397.126	209.010	186.621	90.081	210.505	118.929
Italie	483.695	272.461	240.746	120.120	242.949	152.341
Pologne	129.401	87.458	48.180	31.810	81.221	55.648
Portugal	599.661	98.710	313.479	46.122	286.182	52.588
Yougoslavie	67.122	23.533	35.162	11.777	31.960	11.756
Autres pays d'Europe (sauf ex - URSS)	197.686	78.031	86.412	26.939	111.274	51.092
EX- URSS	**19.425**	**13.764**	**6.881**	**4.388**	**12.544**	**9.376**
Total pays d'Afrique	**1.495.480**	**270.022**	**875.394**	**139.824**	**620.086**	**130.198**
Algérie	555.715	77.886	331.631	41.511	224.084	36.375
Maroc	457.456	62.478	264.275	32.232	193.181	30.246
Tunisie	207.127	65.470	121.688	33.337	85.439	32.133
Autres pays d'Afrique	275.182	64.188	157.800	32.744	117.382	31.444
Total pays d'Amérique	**93.231**	**25.037**	**41.533**	**9.981**	**51.698**	**15.056**
Total pays d'Asie	**474.200**	**128.929**	**254.799**	**62.694**	**219.401**	**66.235**
Turquie	168.359	19.384	94.189	9.392	74.170	9.992
Cambodge, Laos, Viêt-nam	154.467	66.214	78.243	31.080	76.224	35.134
Autres pays d'Asie	151.374	43.331	82.367	22.222	69.007	21.109
Océanie	**3.008**	**616**	**1.360**	**220**	**1.648**	**396**

(1) Le tableau publié précédemment ventilait les immigrés selon la nationalité antérieure ou actuelle et non selon le pays d'origine.

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine (1)

Source : INSEE

Age atteint en 1990	Total	*dont* U E	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autre Afrique	(2) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Les deux sexes	**4.165.952**	1.782.598	**397.126**	**483.695**	**599.661**	**555.715**	**457.456**	**207.127**	**275.182**	**154.467**	**168.359**	**867.164**
0 à 14 ans	**237.199**	32.930	2.737	2.520	13.743	32.403	52.178	9.786	29.410	9.758	23.104	61.560
15 à 24 ans	**448.089**	117.141	10.031	6.291	76.556	63.126	76.775	16.671	46.563	34.957	41.829	75.290
25 à 34 ans	**763.635**	277.460	49.161	30.709	152.841	88.404	94.138	42.245	91.476	37.047	33.812	143.802
35 à 44 ans	**861.967**	333.901	58.949	67.863	158.788	121.746	116.485	54.380	66.132	33.365	34.978	149.281
45 à 54 ans	**656.766**	303.591	63.520	76.540	120.941	127.320	70.676	34.761	26.272	15.800	15.968	104.968
55 à 64 ans	**503.690**	282.914	86.736	103.008	56.292	83.476	33.684	25.788	9.212	11.708	4.788	88.998
65 ans et plus	**694.606**	434.661	125.992	196.764	20.500	39.240	13.520	23.496	6.117	11.832	13.880	243.265
Sexe masculin	**2.168.271**	**861.504**	**186.621**	**240.746**	**313.479**	**331.631**	**264.275**	**121.688**	**157.800**	**78.243**	**94.189**	**379.599**
0 à 14 ans	**122.202**	17.174	1.421	1.340	7.114	16.507	27.598	5.125	14.209	5.053	12.232	31.603
15 à 24 ans	**225.563**	56.791	4.807	3.223	39.391	31.980	40.306	8.653	22.724	18.517	22.311	33.651
25 à 34 ans	**376.622**	134.850	24.532	16.409	76.565	41.394	41.998	22.393	48.675	19.449	20.100	65.107
35 à 44 ans	**465.083**	167.527	28.321	36.770	82.876	61.150	71.293	34.540	43.884	17.760	20.510	67.979
45 à 54 ans	**389.653**	153.338	28.528	41.580	66.153	91.516	51.480	24.009	19.648	8.192	10.488	48.059
55 à 64 ans	**286.166**	144.170	41.256	55.532	31.156	62.680	23.932	16.148	5.892	4.740	2.820	42.010
65 ans et plus	**302.982**	187.654	57.756	85.892	10.224	26.404	7.668	10.820	2.768	4.532	5.728	91.190
Sexe féminin	**1.997.681**	**921.094**	**210.505**	**242.949**	**286.182**	**224.084**	**193.181**	**85.439**	**117.382**	**76.224**	**74.170**	**487.565**
0 à 14 ans	**114.997**	15.756	1.316	1.180	6.629	15.896	24.580	4.661	15.201	4.705	10.872	29.957
15 à 24 ans	**222.526**	60.350	5.224	3.068	37.165	31.146	36.469	8.018	23.839	16.440	19.518	41.639
25 à 34 ans	**387.013**	142.610	24.629	14.300	76.276	47.010	52.140	19.852	42.801	17.598	13.712	78.695
35 à 44 ans	**396.884**	166.374	30.628	31.093	75.912	60.596	45.192	19.840	22.248	15.605	14.468	81.302
45 à 54 ans	**267.113**	150.253	34.992	34.960	54.788	35.804	19.196	10.752	6.624	7.608	5.480	56.909
55 à 64 ans	**217.524**	138.744	45.480	47.476	25.136	20.796	9.752	9.640	3.320	6.968	1.968	46.988
65 ans et plus	**391.624**	247.007	68.236	110.872	10.276	12.836	5.852	12.676	3.349	7.300	8.152	152.075

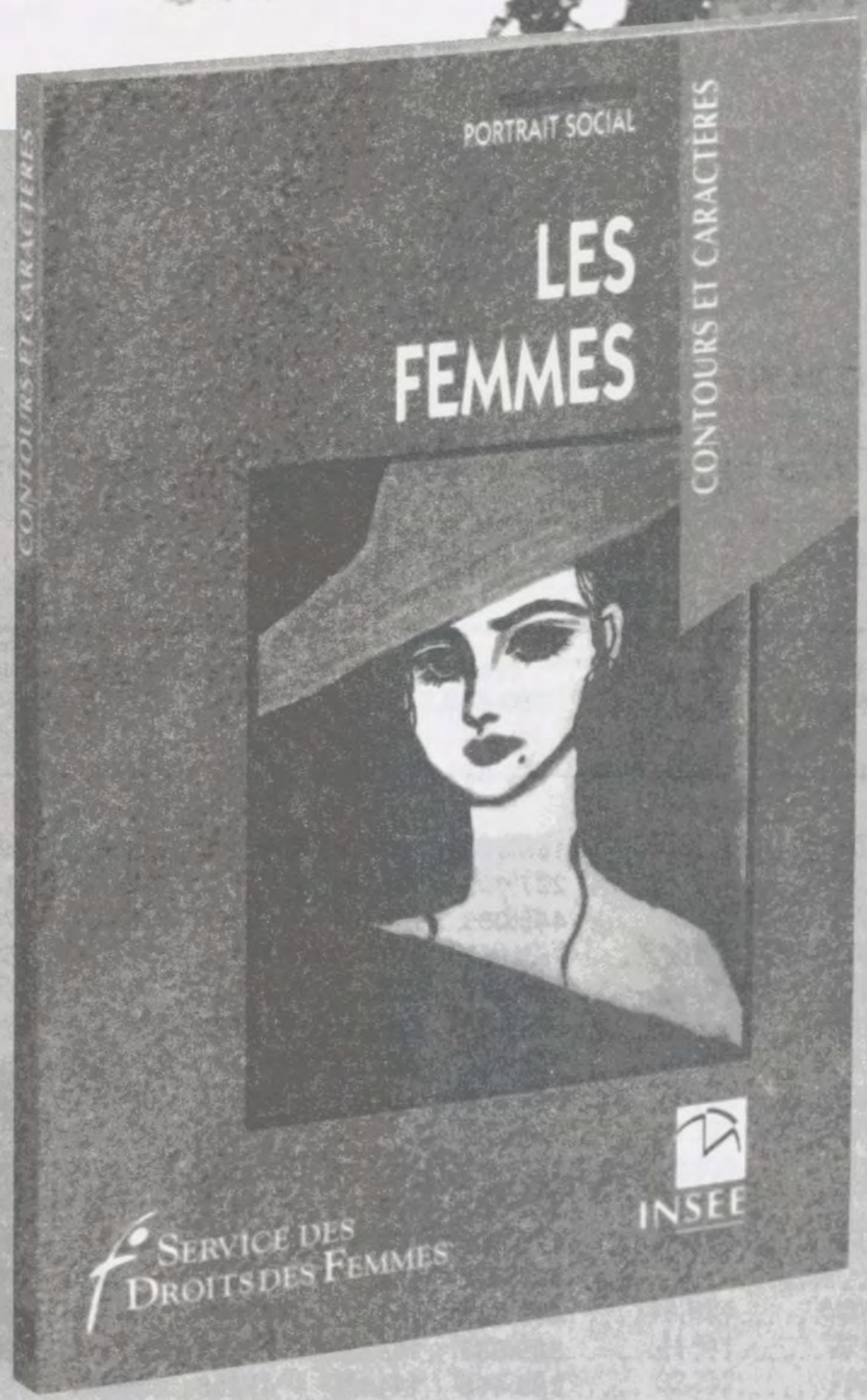
(1) Le tableau publié précédemment ventilait les immigrés selon la nationale antérieure ou actuelle et non selon le pays d'origine.
(2) Cambodge, Laos et Viêt-nam.

Portrait et images des femmes



VIENT DE PARAITRE EDITION 1995

Vendu également en librairie.



Aujourd'hui être femme en France...

... c'est être majoritaire dans la population et vivre plus longtemps que les hommes. C'est être plus souvent diplômée que dans le passé, mais encore cantonnée dans une profession "féminine", plus engagée dans le monde du travail, mais plus souvent chômeuse, avoir une influence dans la vie sociale et politique en progrès, mais toujours loin de l'égalité avec les hommes.

La collection "Contours et Caractères" présente un portrait des femmes en 80 thèmes ; famille, santé, éducation, emploi, ressources, conciliation de la vie familiale et du travail, loisirs, relations avec la société et la politique sont autant de sujets abordés.

225 pages, format 16 x 24 cm ..... **80 FF**

Bon de commande à retourner à votre Direction régionale de l'INSEE

❑ je désire commander ..... ouvrage "Les Femmes", 225 pages, format 16 x 24, au prix unitaire de **80 FF***

*** + une participation aux frais d'envoi de : 10FF par envoi pour la France, 20FF par ouvrage pour l'étranger.**

❑ ci-joint un chèque d'un montant de ..... FF, à l'ordre de l'INSEE

Société ..... Tél. .....

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

INSEE

CREATONE

Chapitre B.04

Ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

1. Nombre de ménages au 1er janvier.
2. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
3. Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
4. Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990.
5. Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990.
6. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990. DOM.
7. Structure des ménages au recensement de 1990. DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » et de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La taille des *ménages* continue de diminuer : si un logement comptait en moyenne 3,8 occupants en 1861, il n'en comptait plus que 3,1 en 1968 et 2,6 en 1990. Près de 6 millions de personnes vivent seules, soit un habitant sur dix. L'accroissement est surtout notable entre 20 et 55 ans, en raison des ruptures d'unions plus fréquentes. Le nombre de familles à un seul parent est en progression. Le veuvage n'est plus la principale cause de création de familles monoparentales; il est remplacé par le divorce et les séparations. Ainsi, un jeune de moins de vingt ans sur dix vit aujourd'hui avec un seul de ses parents. Si la vie en couple constitue encore le comportement majoritaire, la montée des couples non mariés est forte. Les couples de deux célibataires font une percée particulièrement sensible chez les moins de 35 ans.

Selon la projection réalisée en 1994, le nombre de ménages augmenterait d'un quart en trente ans, à partir de 1990, pour atteindre 27 millions en 2020. Mais sa progression se ralentirait sensiblement : 140.000 ménages supplémentaires par an, en moyenne, au terme de la projection, soit 100.000 de moins qu'entre 1982 et 1990.

Mouvements de générations, mortalité et migrations sont à l'origine de 216.000 ménages supplémentaires, en moyenne chaque année de 1990 à 1995, soit 87 % de l'accroissement total.

Plus que jamais la croissance démographique et les mouvements des générations rythmeront l'évolution du nombre de ménages. Dès maintenant, arrivent à l'âge adulte les enfants issus des générations de l'après-guerre, moins nombreux que leurs parents. Vers 2010, lorsque ces derniers atteindront l'âge de la retraite, seul augmentera donc le nombre des ménages les plus âgés.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1990 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

Le ménage comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « logement »). La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants : elle peut donc être constituée soit par un couple (marié ou non) et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale).

L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Il peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent.

Au recensement de 1990, il n'y a pas de limite d'âge pour être « enfant de famille », alors qu'aux recensements précédents tout enfant de 25 ans ou plus, célibataire sans enfant, était un « isolé » du ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Le cas où un ménage comporte trois familles étant extrêmement rare, on n'en a retenu que deux (les membres de la troisième famille sont assimilés à des isolés). Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les isolés du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle famille principale la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

Personne de référence du ménage

Depuis le recensement de 1982 en métropole, la notion de chef de ménage a été remplacée par la notion de personne de référence du ménage. Cette notion est utilisée pour la première fois en 1990 dans les DOM.

Depuis le recensement de 1982 en métropole et de 1990 dans les DOM, on indique la liste des personnes du ménage avec le « lien de parenté ou relation avec la personne inscrite sur la première ligne », qui doit être l'un des conjoints d'un couple ou à défaut, l'un des adultes habitant dans le logement.

On définit la personne de référence du ménage selon une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge; cette personne n'est pas toujours celle inscrite en première ligne de la liste.

La règle précise est la suivante :

— si le ménage comprend au moins un couple, la personne de référence est l'homme du couple, s'il y a plusieurs couples on choisit le plus âgé des actifs ou à défaut d'actif le plus âgé;

— sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (adulte élevant seul un ou plusieurs de ses enfants), alors la personne de référence est, parmi les parents de ces familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou à défaut le plus âgé;

— si le ménage ne comprend aucune famille, la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

Population réintégrée

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Pour plus de précision voir le chapitre A.01 : « Territoire et population ».

Projection de ménages

La projection repose, dans un premier temps, sur une extrapolation tendancielle des modes de cohabitation, à sexe et âge donné.

Ensuite les taux de personnes de référence, également différenciés selon le sexe, l'âge et le mode de cohabitation, sont eux aussi prolongés, puis appliqués à la projection des individus, qu'ils transforment en une répartition des personnes de référence selon les mêmes critères. Les projections du nombre de ménages sont réalisées après chaque recensement. Les données présentées ici sont issues de la projection élaborée à partir du recensement général de la population de 1990.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif-inactif).

Couples :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

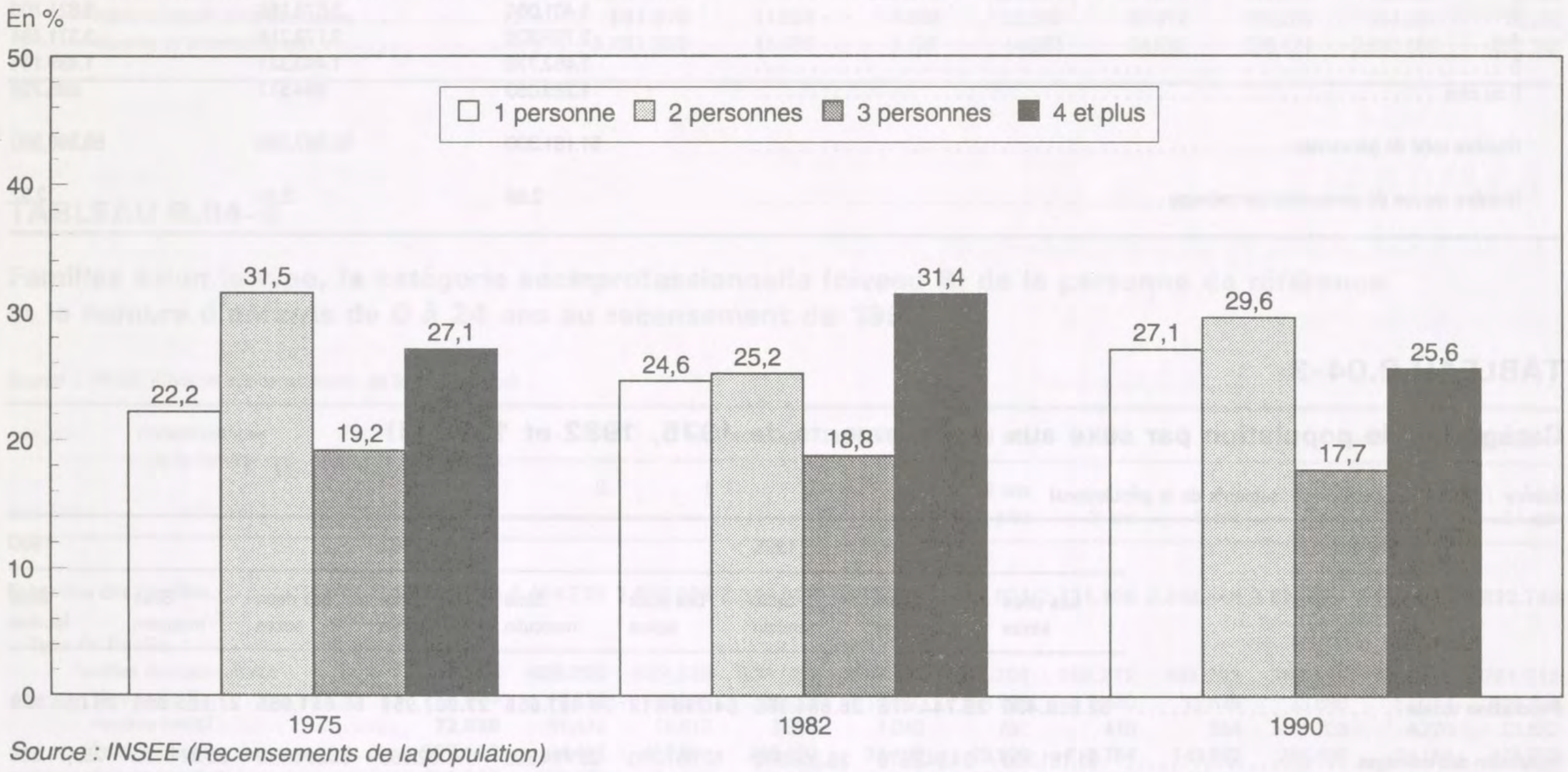
4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Voir le chapitre B.01 : « Structure de la population ». « Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », *INSEE-Résultats,* série Démographie-Société, n° 34, juillet 1994.

*
* *

GRAPHIQUE B.04

Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990



Source : INSEE (Recensements de la population)

TABLEAU B.04-1

Nombre de ménages au 1er janvier (1)

Source : INSEE (Division «Logement»)

Unité : millier

	(2) 1975	(2) 1982	(2) 1990	1992	1993	1994	1995	2000	2005	2010	2015	2020
Nombre de ménages	17.745	19.589	21.520	22.041	22.280	22.516	22.748	23.800	24.722	25.549	26.259	26.951

(1) Il s'agit de projections calculées à partir du recensement de 1990, «projections à taux variable» se basant sur une répartition des individus selon trois critères : le sexe, l'âge et le mode de cohabitation.
(2) Année de recensement.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1975	1982	1990
Ensemble des ménages	**17.744.985**	**19.588.924**	**21.542.152**
Nombre de personnes :			
1	3.935.260	4.811.476	5.845.140
2	5.591.208	4.937.025	6.368.948
3	3.401.060	3.679.188	3.821.700
4	2.729.820	3.172.216	3.371.484
5	1.452.770	1.440.324	1.439.144
6 ou plus	1.289.050	894.512	695.736
Nombre total de personnes	51.151.300	52.987.260	55.396.580
Nombre moyen de personnes par ménage	2,88	2,70	2,57

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (1)

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Population totale	**52.599.430**	**25.744.475**	**26.854.955**	**54.295.612**	**26.487.656**	**27.807.956**	**56.651.955**	**27.565.056**	**29.086.899**
Population des ménages	51.151.300	24.942.370	26.208.930	52.987.260	25.794.600	27.192.660	55.396.580	26.924.992	28.471.588
Population non réintégrée	50.150.270	24.228.820	25.921.450	52.208.428	25.225.036	26.983.392	54.624.828	26.344.412	28.280.416
Population réintégrée	1.001.030	713.550	287.480	778.832	569.564	209.268	771.752	580.580	191.172
dont : Elèves internes	642.910	383.060	259.850	512.864	314.992	197.872	523.592	335.624	187.968
Militaires	307.450	298.950	8.500	241.792	240.104	1.688	248.160	244.956	3.204
Population des collectivités	1.154.005	600.030	553.975	1.045.428	516.024	529.404	1.005.092	469.120	535.972
Foyers de travailleurs	264.810	237.370	27.440	203.932	180.292	23.640	176.232	151.772	24.460
Foyers d'étudiants, cités universitaires	127.520	69.580	57.940	129.764	69.904	59.860	137.664	69.872	67.792
Maisons de retraite, hospices	356.965	121.350	235.615	329.152	102.600	226.552	357.268	99.212	258.056
Hospitalisation longue durée	173.100	87.225	85.875	192.772	89.780	102.992	140.784	60.952	79.832
Communautés religieuses	104.330	19.495	84.835	87.324	17.204	70.120	70.280	14.956	55.324
Autres collectivités	127.280	65.010	62.270	102.484	56.244	46.240	122.864	72.356	50.508
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	163.940	95.870	68.070	135.792	73.500	62.292	151.377	82.417	68.960
Population non réintégrée des établissements	130.185	106.205	23.980	127.132	103.532	23.600	98.906	88.527	10.379

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour les recensements de 1975 et 1982 afin d'assurer la comparaison avec celui de 1990.

TABLEAU B.04-4

Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	**Ensemble**	15 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ensemble des ménages	**21.542.152**	**874.036**	**1.811.904**	**4.410.532**	**4.050.376**	**3.293.588**	**4.410.584**	**2.691.132**
Structure du ménage :								
Ménage d'une personne : homme	**2.171.364**	217.844	299.600	428.628	302.760	263.824	375.352	283.356
femme	**3.673.776**	250.252	244.384	283.872	218.624	334.980	1.074.292	1.267.372
Autre ménage sans famille	**443.148**	68.664	47.132	62.512	54.904	63.268	63.044	83.624
Famille principale monoparentale :	**1.551.824**	34.452	90.300	366.244	424.280	258.240	227.124	151.184
Homme avec enfant(s)	**225.924**	648	3.340	31.032	72.836	53.288	40.392	24.388
Femme avec enfant(s)	**1.325.900**	33.804	86.960	335.212	351.444	204.952	186.732	126.796
Famille principale comprenant un couple :	**13.702.040**	302.824	1.130.488	3.269.276	3.049.808	2.373.276	2.670.772	905.596
Homme et femme actifs	**6.935.276**	229.176	903.016	2.393.808	2.119.740	1.150.392	135.500	3.644
Homme actif et femme inactive	**2.924.320**	47.344	205.340	838.564	874.876	791.200	160.632	6.364
Homme inactif et femme active	**591.076**	11.224	14.008	22.512	30.512	155.260	344.352	13.208
Homme et femme inactifs	**3.251.368**	15.080	8.124	14.392	24.680	276.424	2.030.288	882.380

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique de la famille	**Ensemble**	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**15.391.088**	**6.484.272**	**3.667.508**	**3.344.508**	**1.348.936**	**545.864**	**2.331.108**	**2.242.448**	**3.825.444**	**3.690.972**	**4.832.748**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1.601.704**	**426.260**	**683.788**	**336.080**	**107.868**	**47.708**	**159.212**	**185.292**	**368.696**	**433.336**	**751.312**
Homme actif	**159.804**	19.316	88.748	37.228	10.620	3.892	6.440	12.676	33.896	53.284	106.436
Homme inactif	**72.996**	51.432	15.812	3.920	1.040	792	416	564	1.708	4.220	23.592
Femme active	**907.952**	64.456	487.800	255.680	74.496	25.520	110.784	143.892	285.696	320.168	475.552
Femme inactive	**460.952**	291.056	91.428	39.252	21.712	17.504	41.572	28.160	47.396	55.664	145.732
Familles comprenant un couple :	**13.789.384**	**6.058.012**	**2.983.720**	**3.008.428**	**1.241.068**	**498.156**	**2.171.896**	**2.057.156**	**3.456.748**	**3.257.636**	**4.081.436**
Homme et femme actifs	**6.956.572**	1.940.296	2.087.528	2.149.012	630.360	149.376	1.363.556	1.268.696	2.088.596	1.980.736	2.228.284
Homme actif et femme inactive	**2.933.384**	683.240	599.660	762.260	571.620	316.604	774.232	756.112	1.297.240	1.150.632	1.349.512
Homme inactif et femme active	**599.312**	424.064	110.660	42.732	14.580	7.276	16.368	14.396	30.120	48.676	163.652
Homme et femme inactifs	**3.300.116**	3.010.412	185.872	54.424	24.508	24.900	17.740	17.952	40.792	77.592	339.988
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**480.860**	150.212	119.668	129.420	61.476	20.084	68.580	70.244	132.504	148.332	230.672
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1.094.644**	309.236	316.248	323.980	111.360	33.820	151.328	161.576	318.460	350.404	468.736
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1.611.408**	413.656	448.496	515.580	188.356	45.320	303.116	292.692	521.656	522.064	599.076
4. Professions intermédiaires	**2.203.768**	552.308	691.328	694.612	219.640	45.880	405.492	395.872	690.728	660.288	785.140
5. Employés	**1.476.544**	307.348	546.960	422.304	152.560	47.372	297.956	293.556	480.144	438.712	549.932
6. Ouvriers	**4.054.456**	964.100	1.128.892	1.111.600	550.120	299.744	1.016.176	958.204	1.550.876	1.376.036	1.516.392
7. Retraités	**3.886.448**	3.508.412	273.692	67.012	21.272	16.060	7.100	8.640	26.860	72.732	435.272
8. Autres sans activité professionnelle	**582.960**	279.000	142.224	80.000	44.152	37.584	81.360	61.664	104.216	122.404	247.528

TABLEAU B.04-6

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990
Ensemble des ménages	**76.752**	**85.629**	**112.478**	**15.647**	**21.063**	**33.285**	**76.135**	**82.265**	**106.536**	**103.962**	**120.861**	**157.853**
Nombre de personnes :												
1	16.202	17.746	22.265	4.186	5.138	7.300	16.230	16.982	22.790	14.325	13.874	20.481
2	12.315	14.775	22.077	2.829	4.399	6.701	11.342	14.932	21.293	15.420	17.954	26.477
3	9.561	12.511	19.987	2.233	3.431	5.731	9.618	12.635	18.572	14.776	20.037	30.229
4	9.264	12.374	19.238	2.043	2.902	5.153	8.999	12.868	18.070	14.561	21.979	32.171
5	7.562	9.502	12.807	1.449	1.914	3.422	7.611	9.673	11.423	11.916	16.611	21.817
6 ou plus	21.848	18.721	16.104	2.907	3.279	4.978	22.355	18.175	14.388	32.964	30.406	26.678
Nombre total de personnes	**320.678**	**323.400**	**383.627**	**54.415**	**70.241**	**112.953**	**321.323**	**321.811**	**355.498**	**475.532**	**509.232**	**593.684**
Nombre moyen de personnes par ménage	**4,2**	**3,7**	**3,4**	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**4,2**	**3,7**	**3,3**	**4,6**	**4,2**	**3,8**

TABLEAU B.04-7

Structure des ménages au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Ensemble des ménages	**112.478**	**106.536**	**33.285**	**157.853**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	22.265	22.790	7.300	20.481
Homme	12.165	12.375	4.888	11.044
Femme	10.100	10.415	2.412	9.437
Autre ménage sans famille	6.569	5.311	2.664	5.648
Famille principale monoparentale :	24.033	23.608	6.094	26.859
Homme + enfant(s)	3.589	3.185	1.274	4.192
Femme + enfant(s)	20.444	20.423	4.820	22.667
Famille principale comprenant un couple :	59.611	54.827	17.227	104.865
Homme et femme actifs	31.707	30.381	9.106	45.335
Homme actif et femme inactive	15.342	11.048	5.944	39.259
Homme inactif et femme active	2.660	2.899	461	4.070
Homme et femme inactifs	9.902	10.499	1.716	16.201
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :				
1. Agriculteurs exploitants	4.355	2.367	1.667	6.703
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	11.620	8.317	2.512	8.489
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	5.572	6.126	2.233	7.870
4. Professions intermédiaires	9.523	10.291	3.995	13.206
5. Employés	20.884	19.651	5.492	34.022
6. Ouvriers	25.220	23.696	9.761	47.906
7. Retraités	23.277	25.339	3.142	23.211
8. Autres sans activité professionnelle	12.027	10.749	4.483	26.446

C

Emploi, revenus et salaires

MARCHÉ DU TRAVAIL

UNE SYNTHÈSE DE SOURCES MULTIPLES QUI RESTITUENT PLUSIEURS APPROCHES DU MARCHÉ DU TRAVAIL...

Les chiffres du marché du travail mis à jour annuellement

Séries longues sur 20 ou 30 ans, certaines depuis 1954.
Dernière mise à jour effectuée en 1994.



Disquette livrée avec guide d'utilisation

250 FF*

lisible sur tableur Lotus, Quattro, Excel...

SUR DISQUETTE :

96 fichiers de données de type ASCII délimité occupant environ 600 000 octets, organisés en 7 répertoires pour faciliter le repérage des tableaux :

- Population active ..... 19 FICHIERS
- Population active occupée ..... 26 FICHIERS
- Chômage ..... 14 FICHIERS
- Durée du travail ..... 12 FICHIERS
- Mobilité de la main-d'œuvre ..... 14 FICHIERS
- Population active étrangère ..... 4 FICHIERS
- Séries internationales ..... 7 FICHIERS

... et 3 fichiers documentaires :

- Les aspects informatiques liés à la lecture de la disquette
- La liste des tableaux, leur titre, le nom des fichiers correspondants
- Pour chaque tableau, les définitions des concepts, des précisions méthodologiques, les sources, (enquête-emploi, recensement de la population, enquête auprès des entreprises, Ministère du Travail, ...)

ET EN COMPLÉMENT :



CREATONE

INSEE-RÉSULTATS

MARCHÉ DU TRAVAIL - Séries longues Nº 305-306
Thème Emploi-Revenus n° 62-63
format 21 x 29,7 - 220 pages ⟶ Prix : 148 FF*



INSEE-PREMIÈRE

"LE 4 PAGES D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES"
Nº 324 : Hommes et Femmes sur le Marché du Travail
Nº 326 : Générations et emploi depuis 1970
⟶ Prix : 14 FF le numéro

✚ une participation aux frais d'envoi de 10 FF

24 h sur 24 h
L'INSEE vous informe
au 36 68 07 60*
indices, informations, adresses utiles.
** 2,23 F la minute*

BON DE COMMANDE A RETOURNER A

▼ INSEE-CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

..... Tél. .....

Code postal ..... Ville .....

- ❑ Je commande ..... disquette(s) "Marché du Travail - Séries longues" au prix unitaire de 250 FF
- ❑ Je commande ..... volume(s) "INSEE Résultats - Marché du Travail" nº 305-306 au prix unitaire de 148 FF
- ❑ Je commande "INSEE PREMIÈRE" ❑ nº 324, ❑ nº 326 au prix unitaire de 14 FF
- ✚ une participation aux frais d'envoi de 10 FF
- ❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF, **à l'ordre de l'INSEE**

Date : Signature :

janvier 1995

COLLECTION INSEE-RÉSULTATS

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Pyramide des âges de la population au chômage.

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.
2. Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4. Taux de chômage standardisés dans des pays de l'OCDE. Moyennes annuelles.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Population salariée ayant un emploi au 31 décembre.
7. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.
8. Actifs à temps partiel.
9. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
10. Intérim et contrats à durée déterminée.
11. Indicateurs du marché du travail.
12. Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle.
13. Effectifs des agents de l'État, des exploitants publics La Poste et France-Télécom, des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privés sous contrat, par statut.
14. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
15. Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France-Télécom par catégorie statutaire et sexe.
16. Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France-Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
17. Taux de chômage suivant la catégorie socio-professionnelle.
18. Dépenses pour l'emploi.
19. Effectifs de la fonction publique territoriale.
20. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
21. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation et les divisions « Exploitations des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au fil des vingt-cinq dernières années, l'emploi s'est concentré sur les adultes d'âge intermédiaire : les 25-49 ans occupent les trois quarts des emplois en 1993 contre un peu plus de la moitié en 1970. Les jeunes, qui poursuivent plus longtemps leurs études, s'insèrent plus tard et plus difficilement sur le marché du travail, en passant par une alternance de périodes de chômage et d'emplois temporaires. Pour les plus âgés, l'instauration des préretraites, puis l'abaissement de l'âge de la retraite favorisent le passage précoce à l'inactivité.

De mars 1994 à mars 1995, la progression de la population active (+ 142.000 personnes) se situe dans la tendance des années précédentes. La reprise de l'activité économique a entraîné une croissance de l'emploi de 322.000 actifs occupés; le tertiaire surtout a créé des emplois. Le temps partiel s'est développé, essentiellement dans le privé. Près de quatre personnes sur dix à temps partiel souhaiteraient cependant travailler davantage.

Le chômage au sens du BIT s'est réduit. Avec 180.000 chômeurs en moins, le taux de chômage atteint 11,6 % de la population active en mars 1995 contre 12,4 % l'année précédente. Parmi les jeunes de 20 à 24 ans, 13,4 % sont au chômage, soit 26 % des jeunes actifs.

Dans les départements d'outre-mer, les taux de chômage sont nettement plus élevés qu'en métropole : deux fois plus dans les Antilles et en Guyane, presque trois fois plus à la Réunion. On y entre plus jeune sur le marché du travail, on y reste plus tard. Chômage de longue durée, temps partiel, emplois temporaires sont courants dans un contexte où les emplois non qualifiés et de type artisanal sont particulièrement nombreux. Partout, le sous-emploi est important : plus de la moitié des actifs à temps partiel souhaiteraient travailler davantage.

Au cours de 1993, les collectivités territoriales ont créé autant d'emplois qu'en 1992 (1,4 % contre 1,3 %). Après l'achèvement de la construction statutaire de la fonction publique (par filière, catégorie, cadre d'emploi et grade), les effectifs des collectivités territoriales comptent 6 % des personnels de catégorie A, 14 % de catégorie B et 80 % de catégorie C. Cette dernière catégorie comprend 58 % d'emplois techniques et 18 % d'emplois administratifs.

2. MÉTHODOLOGIE

Population employée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées à partir de la base au 31 décembre 1981 sont obtenues par application des indicateurs d'évolution issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

La base du 31 décembre 1989 a été réalisée à partir des résultats du recensement de la population de mars 1990.

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques des ASSEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;
— statistiques trimestrielles des ASSEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO). Ces statistiques trimestrielles permettent de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
— données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population employée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissement au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :

— les évolutions annuelles fournies par l'UNEDIC;
— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'UNEDIC : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, le nombre de non-salariés est estimé à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête sur l'emploi.

On peut enfin signaler que les statistiques UNEDIC sont disponibles selon la taille de l'établissement.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête activement de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Jusqu'en 1969, les recensements des agents de l'État et des collectivités locales ont été effectués par voie de questionnaire. À partir de 1976, et après une première expérience réalisée en 1975, un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie a été mis en place pour les personnels de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privé sous contrat.

La collecte des données a eu lieu tous les deux ans de 1976 à 1982; elle est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels, des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont exploités par le ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation.

Jusqu'à la fin 1991, grâce à une exploitation approfondie d'un échantillon de contrats, une statistique plus complète est produite trimestriellement. Elle apporte notamment des précisions sur la durée des contrats et sur la répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socioprofessionnelle. Les résultats de 1991 sont les derniers d'une série initiée en 1974.

En effet, la modification de la définition du contrat de travail temporaire au début de l'année 1992 a provoqué une rupture de série entre 1991 et 1992.

Depuis le 1er janvier 1995, les relevés de contrats sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère du Travail. Ce nouveau système d'exploitation devrait permettre de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournira à nouveau des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégories socio-professionnelles.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaires, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes concernent à la fois les contrats d'intérim et les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrats à durée déterminée en mars de chaque année, ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe,...;
— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (enquêtes ACEMO) du ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation fournis-

sent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus;
— une enquête ACEMO spécifique aux emplois temporaires est réalisée tous les trois ans (la plus récente datant de 1992) : elle fournit des informations sur le stock et sur la répartition des intérimaires et des salariés sous contrats à durée déterminée selon la durée des contrats et les motifs d'utilisation. Cette enquête ne sera pas renouvelée.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

● Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié;
— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité;
— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée (CDI).

● Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.

● Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du Travail, du Dialogue social et de la Participation ou de l'ANPE; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par le Service des études et de la statistique du ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales du Travail, du Dialogue social et de la Participation lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, de l'Économie et des Finances, de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère du Travail, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :
— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).
— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).
— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais recherchant activement un travail.

Outre les différences de critère il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère du Travail et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi, cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein. Les demandeurs d'emploi à temps partiel (DEPFM), ou saisonnier ou temporaire (DETFM), sont également comptabilisés dans des catégories séparées, depuis le mois de mars 1983.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :
— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage;
— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;
— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interminis-

tériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations;
— la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité;
— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;
— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;
— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

— *Effectifs budgétaires.* Lors de son vote annuel du budget, le Parlement « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants.

— *Titulaires.* Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

— catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;
— catégorie B, chargée des fonctions d'application;
— catégories C et D, assurent les tâches d'exécution.

— *Non-titulaires.* Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs.

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi en fin de mois (OEFM)

Les offres d'emploi en fin de mois (OEFM) sont les offres d'emploi à temps plein à durée indéterminée déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites.

Les offres d'emploi à temps partiel (OEPFM) et à durée déterminée (OETFM) sont également décomptées dans des catégories séparées depuis le mois de novembre 1982.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête sur l'emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).
— Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation.

Publications :

INSEE :

Articles d'*Économie et Statistique :*

N° 209, avril 1988 : Dossier « L'emploi non salarié » et « Avec le développement des stages, la France ne perd plus d'emplois depuis 1985 »;

N° 215, novembre 1988 : Dossier « L'évolution récente de l'emploi et du chômage »;

N° 220, avril 1989 : « L'emploi industriel cesse de décliner en 1988 » (B. Belloc et T. Lacroix);

N° 226, novembre 1989 : « La croissance économique fait reculer le chômage » (T. Lacroix).

N° 231, avril 1990 : « Créations d'emplois stables et nouveau recul du chômage en 1989 » (B. Belloc et T. Lacroix).

N° 249, décembre 1991, n° spécial : « Le marché du travail ».

N° 261, janvier 1993, n° spécial : « Activité professionnelle et emploi ».

N° 273, mars 1994 : « Emploi et chômage des « non-qualifiés » en France » (L. Bisault, V. Destival et D. Gorex).

N° 282, février 1995 : « Chômage et salaires en France sur longue période » (P. Villa).

INSEE Première :

N° 8 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1987 »;

N° 10 : « Où frappe le chômage ? »;

N° 31 : « 2 213 000 agents dans les services civils de l'État au 31 décembre 1988 »;

N° 34 : « Amélioration du marché du travail entre mars 1988 et mars 1989 »;

N° 39 : « Le déclin de l'emploi dans les grands établissements industriels 1977-1987 »;

N° 70 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1988 »;

N° 71 : « Un recul du chômage plus marqué dans la moitié nord du pays »;

N° 91 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi 1990 »;

N° 99 : « 4 millions d'actifs ont 30 ans de carrière »;

N° 118 : « Les chômeurs de longue durée »;

N° 151 : « Croissance de l'emploi salarié dans toutes les régions 1987-1989 »;

N° 155 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi de mars 1991 »;

N° 172 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1985 »;

N° 212 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi de mars 1992 »;

N° 237 : « La montée du temps partiel »;

N° 250 : « Les collectivités territoriales ont encore embauché en 1991 »;

N° 262 : « Emploi et chômage des cadres 1990-1992 »;

N° 266 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi de mars 1993 ».

N° 342 : « Les salariés des collectivités territoriales en 1992 ».

N° 349 : « La métropolisation des emplois ».

N° 357 : « Chômage et marchés du travail régionaux ».

N° 389 : « Emploi et chômage en mars 1995 ».

INSEE-Résultats :

N° 118 : « L'activité féminine » (février 1991);

N° 126 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1989 »;

N° 127 : « Bilan formation emploi 1988 »;

N° 143 : « Les entreprises de travail temporaire en 1989 »;

N° 158-160 : « Les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus. Années 1984 à 1990 »;

N° 161 : « Structure des emplois au 31 décembre 1989. Résultats détaillés »;

N° 189-190 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1988 »;

N° 215 : « Structure des emplois au 31 décembre 1990 »;

N° 222-223 : « Enquêtes sur l'emploi de 1990 et 1991 »;

N° 307 : « Emploi et chômage dans les DOM en 1993 »;

N° 317-318 : « Les effectifs des collectivités territoriales », août 1994;

N° 326 : « Générations et emploi depuis 1970 »;

N° 330 : « Chômage et emploi en mars 1994 ».

Données sociales, INSEE, édition 1993;

Recensement général de la population de 1990. Principaux résultats; sondage au 1/20. INSEE.

Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation :

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an);

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle;

Premières synthèses, n° 41, janvier 1994 : « Comptes de l'emploi et de la formation professionnelle 1992 »;

Premières synthèses, n° 5, avril 1990 : « Quinze ans de politique de l'emploi »;

Premières synthèses, n° 69, septembre 1994 : « Embauches et licenciements en 1993 ».

Premières synthèses, n° 94, mai 1995 : « Premier bilan de l'emploi et du chômage en 1994 ».

● *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

Suppléments au *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* n^os^ 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n^os^ 2, 3, 4, 19, 33, 49, 75-76 et 80-81 (travail temporaire), n^os^ 11 et 60 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Premières synthèses, n° 2, octobre 1989 : « Le développement des emplois temporaires ».

● *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

Premières informations, n° 414, juin 1994 : « Les intérimaires au printemps 93 ».

● *Main-d'œuvre étrangère :*

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n° 29, 1987 : « L'immigration en France ».

Travail et Emploi n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant ».

Travail et Emploi n° 52 : « Dossier emploi comprenant plusieurs articles sur le travail temporaire et les contrats à durée déterminée ».

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi »;

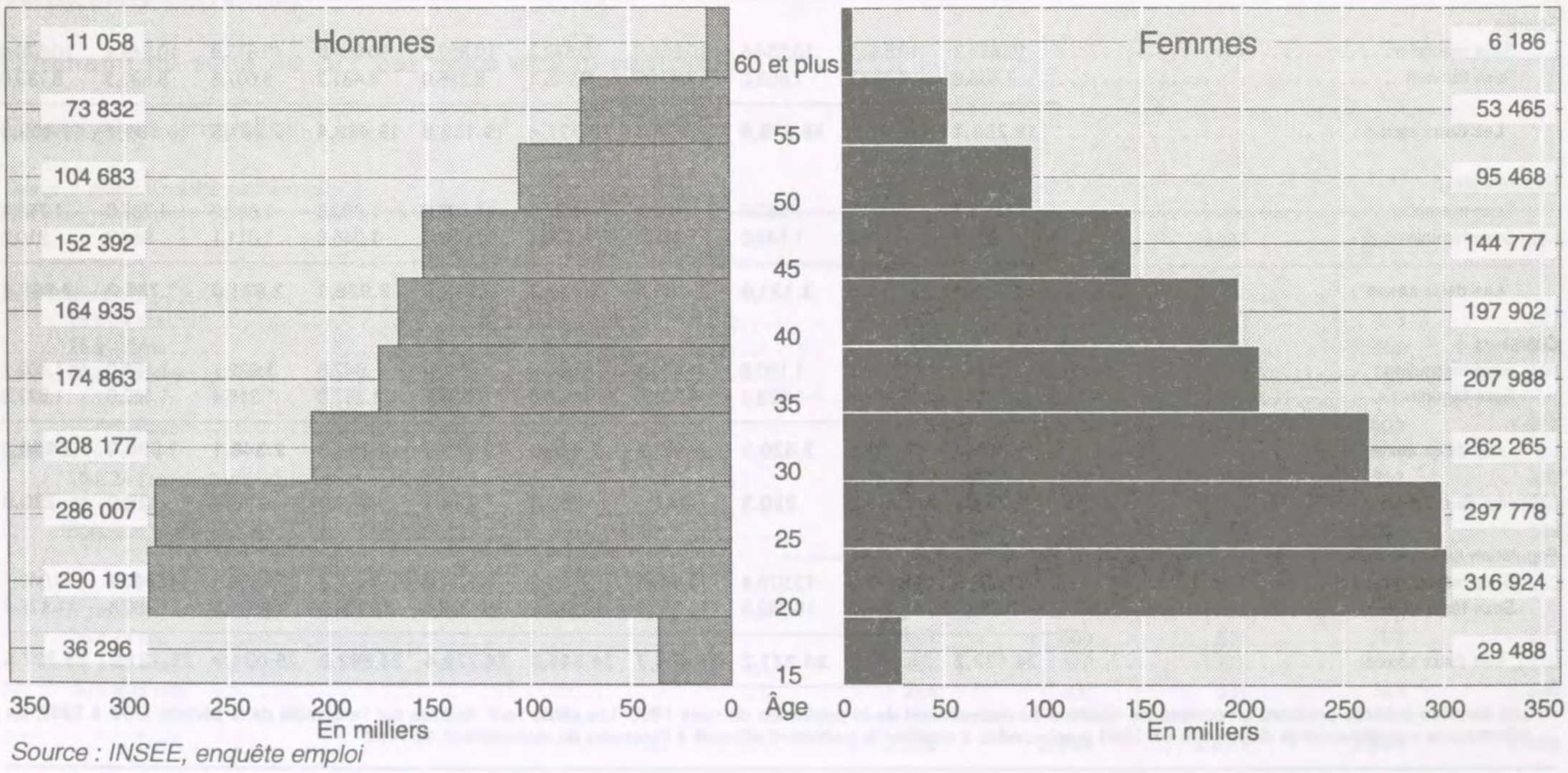
Préparation au XI[e] (1993-1997) plan;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC, n° 110, septembre-octobre 1988.

*
* *

GRAPHIQUE C.01

Pyramide des âges de la population au chômage en 1994



Source : INSEE, enquête emploi

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent (1).

En moyenne annuelle

Source : INSEE — *Unité :* Millier

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	*r* 1992	*p* 1993
Salariés :										
Sexe masculin	10.624,3	10.542,7	10.554,6	10.566,6	10.672,3	10.857,9	10.987,2	10.973,9	10.849,4	10.670,0
Sexe féminin	7.633,8	7.733,2	7.865,0	7.971,7	8.105,1	8.295,0	8.481,2	8.607,6	8.690,3	8.739,0
Les deux sexes	**18.258,1**	**18.275,9**	**18.419,6**	**18.538,3**	**18.777,4**	**19.152,9**	**19.468,4**	**19.581,5**	**19.539,7**	**19.409,0**
Non salariés :										
Sexe masculin	2.048,7	2.002,5	1.983,0	1.962,2	1.931,5	1.907,0	1.882,3	1.859,9	1.797,9	1.758,4
Sexe féminin	1.202,2	1.172,0	1.148,0	1.130,9	1.120,7	1.086,5	1.045,8	1.011,1	968,3	910,2
Les deux sexes	**3.250,9**	**3.174,5**	**3.131,0**	**3.093,1**	**3.052,2**	**2.993,5**	**2.928,1**	**2.871,0**	**2.766,2**	**2.668,6**
Chômeurs :										
Sexe masculin	1.103,7	1.179,1	1.190,5	1.169,3	1.092,5	998,9	947,8	1.032,7	1.168,0	1.402,2
Sexe féminin	1.253,3	1.294,5	1.329,9	1.398,0	1.363,5	1.324,1	1.257,0	1.316,4	1.422,0	1.527,8
Les deux sexes	**2.357,0**	**2.473,6**	**2.520,3**	**2.567,2**	**2.456,0**	**2.323,0**	**2.204,9**	**2.349,1**	**2.590,0**	**2.930,0**
Militaires du contingent	**256,2**	**256,0**	**250,3**	**251,1**	**260,9**	**254,1**	**251,5**	**240,0**	**225,0**	**220,0**
Population active totale :										
Sexe masculin	14.032,9	13.980,3	13.978,4	13.949,2	13.957,2	14.017,8	14.068,8	14.096,5	14.040,4	14.049,7
Sexe féminin	10.089,3	10.199,6	10.342,9	10.500,6	10.589,3	10.705,6	10.784,1	10.935,1	11.080,6	11.177,8
Les deux sexes	**24.122,2**	**24.179,9**	**24.321,2**	**24.449,7**	**24.546,5**	**24.723,4**	**24.852,9**	**25.031,6**	**25.121,0**	**25.227,5**

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries sont révisées sur l'ensemble de la période 1975 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 1990 ayant conduit à modifier le traitement effectué à l'occasion du recensement de 1982.

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements						Enquête sur l' emploi							
	1975		1982		1990		*r* 1991		1992		1993		1994	
	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin
De 15 à 19 ans	29,1	21,7	23,8	16,7	14,4	9,0	14,6	6,8	11,5	6,5	10,0	5,9	8,7	4,7
De 20 à 24 ans	81,5	66,3	79,1	67,1	67,5	59,8	65,0	54,0	61,3	52,2	57,7	49,7	55,9	47,9
De 25 à 29 ans	94,8	63,2	93,3	71,1	93,5	80,0	94,0	78,1	93,6	78,3	93,4	79,2	93,4	79,1
De 30 à 34 ans	97,2	55,3	96,4	67,1	96,8	76,2	96,8	74,5	96,3	75,4	96,7	76,4	96,8	77,0
De 35 à 39 ans	97,2	51,7	96,8	65,4	97,3	75,5	97,0	74,7	96,5	76,3	96,8	77,9	96,6	77,0
De 40 à 44 ans	96,8	50,7	96,2	62,4	97,1	75,6	97,0	76,1	96,7	76,8	96,0	77,6	96,3	79,0
De 45 à 49 ans	95,3	51,2	94,9	58,7	95,9	71,6	96,1	71,3	95,5	73,4	94,5	75,9	95,1	76,9
De 50 à 54 ans	92,1	49,3	90,8	54,0	90,9	62,9	90,0	64,4	89,8	65,2	90,5	65,5	91,0	68,3
De 55 à 59 ans	81,6	42,7	76,8	44,9	69,5	46,1	67,7	45,4	68,7	45,8	67,8	46,6	66,4	46,3
De 60 à 64 ans	54,2	28,2	39,1	22,5	21,3	16,8	22,8	16,0	19,2	15,2	19,0	15,0	18,0	14,9
De 65 à 69 ans	18,9	10,0	9,5	5,0	5,2	3,3	6,6	3,3	6,1	3,3	5,5	3,4	5,1	3,6
De 70 à 74 ans	7,6	4,0	4,6	2,1	(2) 1,6	(2) 0,7	2,7	1,1	3,0	0,8	2,8	0,7	2,5	0,7
De 75 ans et plus	3,7	1,9	2,3	1,0	///	///	1,7	0,5	1,3	0,4	1,2	0,5	0,8	0,3
Ensemble	**71,0**	**39,2**	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**64,3**	**46,0**	**63,6**	**46,4**	**63,0**	**46,8**	**62,7**	**47,0**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) Ce chiffre concerne les 70 ans et plus pour le recensement de 1990.

TABLEAU C.01-3A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi)

Unité : Millier

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	1994
Sexe masculin :					
15 à 24 ans	250	266	283	335	337
25 à 49 ans	555	615	710	886	994
50 ans et plus	143	151	175	180	191
Total	**948**	**1.032**	**1.168**	**1.401**	**1.522**
Sexe féminin :					
15 à 24 ans	337	343	352	367	377
25 à 49 ans	775	825	916	1.015	1.116
50 ans et plus	145	149	155	146	149
Total	**1.257**	**1.317**	**1.423**	**1.528**	**1.642**
Les deux sexes :					
15 à 24 ans	587	609	635	702	714
25 à 49 ans	1.330	1.440	1.625	1.902	2.110
50 ans et plus	288	300	331	325	340
Total	**2.205**	**2.349**	**2.591**	**2.929**	**3.164**

TABLEAU C.01-3B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division emploi)

	1990	1991	r 1992	*r* 1993	1994
Sexe masculin :					
15 à 24 ans	12,8	14,3	16,1	19,7	21,2
25 à 49 ans	5,8	6,3	7,2	8,9	9,8
50 ans et plus	5,7	6,1	7,2	7,5	8,0
Ensemble	**6,7**	**7,3**	**8,3**	**10,0**	**10,8**
Sexe féminin :					
15 à 24 ans	21,1	22,4	23,9	26,4	28,7
25 à 49 ans	10,5	10,8	11,7	12,6	13,5
50 ans et plus	7,9	8,3	8,9	8,4	8,5
Ensemble	**11,7**	**12,0**	**12,8**	**13,7**	**14,5**
Les deux sexes :					
15 à 24 ans	16,5	17,9	19,6	22,7	24,6
25 à 49 ans	7,8	8,3	9,2	10,6	11,5
50 ans et plus	6,6	7,0	7,9	7,9	8,2
Ensemble	**8,9**	**9,4**	**10,3**	**11,6**	**12,5**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage standardisés dans des pays de l'OCDE. Moyennes annuelles

En pourcentage de la population active totale

Source : OCDE

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Allemagne [ex.RFA]	7,1	6,4	6,2	6,2	5,6	4,8	4,2	4,6	6,1	6,9
Belgique	11,3	11,2	11,0	9,7	8,0	7,2	7,2	*r* 7,7	8,6	9,7
Espagne	21,1	20,8	20,1	19,1	16,9	15,9	16,0	18,1	22,4	23,8
France	**10,2**	**10,4**	**10,5**	**10,0**	**9,4**	**8,9**	**9,4**	**10,4**	**11,6**	**12,5**
Irlande	17,0	17,0	16,7	16,2	14,7	13,3	14,7	15,5	15,6	14,7
Italie	9,6	10,5	10,9	11,0	10,9	10,3	9,9	10,5	10,2	...
Pays-Bas	10,6	9,9	9,6	9,1	8,3	7,5	7,0	*r* 5,6	6,2	7,2
Portugal	8,5	8,4	7,0	5,7	5,0	4,6	4,1	4,1	5,5	6,8
Royaume-Uni	11,2	11,2	10,3	8,6	7,2	*r* 6,9	*r* 8,8	*r* 10,1	10,5	9,6
Canada	*r* 10,5	9,5	8,8	7,7	7,5	8,1	*r* 10,3	*r* 11,3	11,2	10,3
Etats-Unis d'Amérique	7,1	6,9	6,1	5,4	5,2	5,4	6,6	7,3	6,7	7,0
Japon	2,6	2,8	2,8	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9
UE (r)	**10,5**	**10,5**	**10,2**	**9,6**	**8,7**	**8,1**	**8,5**	**9,4**	**10,7**	**11,4**
OCDE	**7,8**	**7,7**	**7,3**	**6,7**	**6,2**	**6,1**	**6,8**	**7,5**	**7,8**	**7,8**

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre (1)

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1988		1989		1990		1991		1992	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture, pêche	T 01	1.340,6	269,9	1.276,9	266,8	1.220,1	260,6	1.172,4	259,6	1.127,3	258,1
Industries de la viande et du lait	T 02	186,2	182,9	186,9	183,7	188,6	185,6	189,3	186,4	186,0	183,2
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	440,3	365,6	439,8	366,9	429,3	361,8	420,9	356,8	412,3	352,0
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T 04	28,6	28,6	25,0	25,0	21,8	21,8	19,5	19,4	17,8	17,8
Production de pétrole et de gaz naturel	T 05	33,3	33,2	31,8	31,7	30,6	30,5	29,6	29,5	28,1	28,0
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	208,0	207,7	206,4	206,1	204,1	203,8	203,5	203,2	201,6	201,4
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T 07	104,2	104,1	99,2	99,1	95,8	95,7	90,7	90,6	84,4	84,3
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	56,4	56,3	55,9	55,7	53,9	53,7	52,0	51,9	49,5	49,3
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	152,4	144,6	153,4	145,7	151,0	143,5	146,8	139,5	139,5	132,4
Industrie du verre	T 10	58,4	57,4	59,5	58,6	59,8	58,9	59,0	58,1	58,6	57,7
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	124,3	123,8	125,3	124,9	121,5	121,1	116,8	116,4	114,0	113,6
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	191,0	190,0	195,6	194,6	199,6	198,7	199,4	198,4	198,6	197,6
Fonderie et travail des métaux	T 13	428,6	412,1	452,6	436,5	463,8	447,7	451,3	435,7	431,8	415,8
Construction mécanique	T 14	440,4	418,9	453,8	432,6	464,0	443,4	451,8	431,7	432,8	412,9
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	478,6	472,6	491,0	485,1	500,9	495,0	489,2	483,4	468,7	463,1
Production de biens d'équipement ménager	T 15 B	61,9	61,5	61,6	61,2	59,1	58,7	57,5	57,1	55,2	54,8
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	367,0	365,3	369,3	367,7	370,0	368,4	359,4	357,8	351,7	350,1
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	188,9	188,2	186,0	185,4	184,3	183,6	180,8	180,1	172,7	172,1
Industries textiles et habillement	T 18	392,5	375,3	381,7	365,2	365,8	349,7	340,6	325,5	321,8	306,8
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	78,0	75,0	76,9	74,0	75,1	72,5	69,3	66,7	65,5	63,0
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	328,4	285,3	333,8	292,0	333,7	291,0	321,9	280,2	307,0	266,6
Industries du papier et du carton	T 21	106,9	106,1	109,1	108,4	108,6	107,9	107,3	106,6	105,4	104,7
Imprimerie, presse, édition	T 22	254,3	236,7	259,9	242,6	260,8	243,3	254,5	237,5	246,3	230,0
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	215,1	212,6	223,2	220,8	228,7	226,4	222,6	220,4	219,7	217,7
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.606,1	1.290,4	1.630,3	1.317,5	1.635,0	1.327,4	1.603,9	1.305,1	1.525,6	1.244,4
Commerce de gros alimentaire	T 25	284,5	263,9	283,0	263,5	279,3	260,9	271,3	254,0	263,1	246,2
Commerce de gros non alimentaire	T 26	723,4	684,1	745,7	707,2	760,3	722,8	748,1	711,0	726,9	690,2
Commerce de détail alimentaire	T 27	687,2	540,9	691,7	550,0	697,0	556,9	697,3	558,9	689,7	552,6
Commerce de détail non alimentaire	T 28	955,0	688,1	965,5	705,2	962,2	707,1	950,2	702,7	934,4	694,7
Répartition et commerce de l'automobile	T 29	405,6	338,4	410,9	343,4	404,6	338,3	398,2	333,4	394,7	332,3
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	701,9	505,1	734,1	536,1	754,1	555,8	763,5	564,9	763,2	569,6
Transports	T 31	911,6	846,2	929,4	863,4	948,3	880,8	945,6	878,7	933,5	869,1
Télécommunications et poste	T 32	482,8	482,5	481,5	481,2	479,4	479,1	488,9	488,6	489,0	488,7
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	1.516,0	1.315,4	1.658,4	1.453,9	1.732,6	1.522,4	1.736,2	1.525,2	1.682,2	1.478,8
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	2.384,7	1.977,5	2.457,7	2.046,4	2.510,1	2.093,2	2.562,9	2.147,3	2.596,5	2.198,8
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	73,9	71,4	75,8	73,3	82,7	80,1	84,0	81,4	85,2	82,7
Assurances	T 36	163,0	160,5	163,0	160,5	163,3	160,8	164,2	161,7	161,9	159,5
Organismes financiers	T 37	460,8	460,5	459,1	458,8	458,0	457,7	456,7	456,4	446,4	446,1
Services non marchands	T 38	4.286,1	4.278,7	4.296,6	4.289,0	4.317,3	4.309,8	4.448,5	4.440,9	4.586,2	4.578,6
Total	**T 01 à T 38**	**21.906,9**	**18.877,3**	**22.237,0**	**19.279,5**	**22.375,2**	**19.476,2**	**22.325,3**	**19.502,9**	**22.074,7**	**19.364,8**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-5 (suite et fin)

Population résidente occupée au 31 décembre (1)

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1988		1989		1990		1991		1992	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Industries agricoles et alimentaires	T 02, T 03	626,5	548,4	626,6	550,6	617,9	547,4	610,2	543,2	598,3	535,2
Energie	T 04 à T 06	269,9	269,5	263,1	262,8	256,5	256,2	252,6	252,1	247,5	247,2
Industrie des biens intermédiaires	T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	1.246,2	1.217,1	1.278,1	1.249,6	1.283,2	1.255,0	1.246,5	1.219,2	1.202,9	1.175,5
Industrie des biens d'équipement	T 14 à T 17	1.536,8	1.506,6	1.561,7	1.531,9	1.578,4	1.549,2	1.538,7	1.510,1	1.481,1	1.453,0
Industrie des biens de consommation	T 12, T 22, T 18 à T 20	1.244,2	1.162,2	1.247,8	1.168,4	1.235,1	1.155,2	1.185,7	1.108,3	1.139,2	1.064,0
Industrie, non compris le bâtiment	T 02 à T 23	4.923,6	4.703,8	4.977,3	4.763,3	4.971,1	4.763,0	4.833,7	4.632,9	4.669,0	4.474,9
Industrie, y compris le bâtiment	T 02 à T 24	6.529,7	5.994,2	6.607,6	6.080,8	6.606,1	6.090,4	6.437,6	5.938,0	6.194,6	5.719,3
Commerces	T 25 à T 28	2.650,1	2.177,1	2.685,9	2.225,8	2.698,8	2.247,8	2.666,9	2.226,6	2.614,1	2.183,7
Transports et télécommunications	T 31, T 32	1.394,4	1.328,8	1.410,9	1.344,5	1.427,7	1.359,9	1.434,5	1.367,3	1.422,5	1.357,8
Services marchands	T 29, T 30, T 33, T 34	5.008,2	4.136,4	5.261,0	4.379,8	5.401,4	4.509,7	5.460,8	4.570,8	5.436,6	4.579,5
Transports, services, commerces	T 25 à T 37	9.750,5	8.334,7	10.055,8	8.642,8	10.231,8	8.815,9	10.267,1	8.864,2	10.166,7	8.809,3
Tertiaire	T 25 à T 38	14.036,6	12.613,4	14.352,4	12.931,8	14.549,1	13.125,7	14.715,6	13.305,1	14.752,9	13.387,9
Secteurs marchands non agricoles	T 02 à T 37	16.280,2	16.159,7	16.663,4	14.723,6	16.837,9	14.906,3	16.704,7	14.802,2	16.361,3	14.528,6

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries sont révisées sur l'ensemble de la période 1975 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 1990 ayant conduit à modifier le traitement effectué à l'occasion du recensement de 1982.

TABLEAU C.01-6

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre (1)

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1988		1989		1990		1991		1992	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture, pêche	T 01	208,5	61,4	205,5	61,3	200,2	60,4	199,3	60,4	197,8	60,3
Industries de la viande et du lait	T 02	123,9	58,9	123,0	60,7	123,5	62,1	123,9	62,5	122,0	61,2
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	229,5	136,0	229,1	137,8	223,1	138,7	217,2	139,6	214,6	137,4
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T 04	27,3	1,3	23,8	1,2	20,7	1,1	18,6	0,9	16,9	0,9
Production de pétrole et de gaz naturel	T 05	25,9	7,3	24,5	7,2	23,2	7,3	22,6	6,9	21,3	6,7
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	166,1	41,7	164,3	41,7	162,0	41,8	161,8	41,4	160,1	41,3
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T 07	94,7	9,3	89,9	9,2	86,5	9,2	81,4	9,1	75,7	8,6
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	48,0	8,3	47,6	8,2	45,7	8,0	44,2	7,8	42,1	7,2
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	121,6	23,0	122,0	23,6	119,7	23,8	116,2	23,3	110,0	22,4
Industrie du verre	T 10	46,3	11,1	47,2	11,4	47,4	11,5	46,9	11,2	46,3	11,3
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	100,3	23,5	100,3	24,6	97,5	23,6	93,7	22,6	91,2	22,3
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	100,9	89,1	102,5	92,2	103,8	94,9	103,3	95,1	102,5	95,1
Fonderie et travail des métaux	T 13	336,0	76,1	356,1	80,4	365,1	82,6	355,9	79,8	339,1	76,7
Construction mécanique	T 14	337,1	81,8	347,3	85,3	355,9	87,5	346,7	85,1	330,7	82,3
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	319,9	152,7	328,6	156,5	336,4	158,6	331,4	152,0	319,1	143,9
Production de biens d'équipement ménager	T 15 B	33,9	27,6	33,9	27,3	32,0	26,8	31,6	25,5	30,6	24,2
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	299,5	65,9	301,0	66,7	301,2	67,2	292,7	65,1	286,5	63,6
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	160,9	27,4	157,6	27,8	156,3	27,3	153,2	27,0	146,3	25,8
Industries textiles et habillement	T 18	130,5	244,8	126,9	238,3	120,3	229,3	113,0	212,6	108,1	198,8
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	28,4	46,5	27,5	46,4	26,6	45,9	24,6	42,1	23,2	39,8
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	201,6	83,7	205,5	86,5	204,7	86,2	196,6	83,6	187,1	79,5
Industries du papier et du carton	T 21	74,1	32,0	75,6	32,7	75,5	32,3	75,2	31,4	74,4	30,2
Imprimerie, presse, édition	T 22	145,9	90,8	148,3	94,3	147,6	95,8	143,4	94,0	139,0	91,1
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	151,8	60,8	157,5	63,3	161,6	64,8	157,2	63,2	156,1	61,6
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.192,5	97,9	1.215,3	102,2	1.222,5	104,9	1.199,9	105,2	1.141,5	102,9
Commerce de gros alimentaire	T 25	184,4	79,5	183,1	80,4	180,5	80,4	175,7	78,3	170,7	75,4
Commerce de gros non alimentaire	T 26	451,5	232,6	465,9	241,3	476,1	246,7	467,4	243,6	454,2	236,0
Commerce de détail alimentaire	T 27	228,4	312,4	229,2	320,8	227,7	329,2	225,3	333,6	222,8	329,8
Commerce de détail non alimentaire	T 28	244,3	443,8	250,0	455,3	247,2	459,9	243,9	458,8	242,2	452,5
Répartition et commerce de l'automobile	T 29	275,6	62,8	278,3	65,1	273,7	64,6	269,4	64,0	268,2	64,1
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	258,0	247,1	273,2	262,9	282,1	273,7	284,9	280,0	287,2	282,4
Transports	T 31	683,3	162,9	700,1	163,3	710,1	170,6	707,2	171,5	697,9	171,2
Télécommunications et poste	T 32	278,9	203,6	276,6	204,6	274,6	204,5	277,4	211,2	275,5	213,2
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	692,2	623,2	771,3	682,6	800,7	721,7	800,1	725,2	767,4	711,3
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	560,7	1.416,9	580,6	1.465,8	592,0	1.501,1	608,4	1.538,9	625,0	1.573,8
Location et crédit-bail immobiliers	T 37	35,8	35,6	35,5	37,8	38,4	41,7	37,8	43,7	37,7	45,0
Assurances	T 36	65,1	95,4	64,5	96,0	64,2	96,6	64,2	97,5	63,9	95,6
Organismes financiers	T 37	227,6	232,9	225,1	233,7	224,0	233,7	222,7	233,7	217,5	228,6
Services non marchands	T 38	1.830,8	2.447,9	1.813,6	2.475,4	1.811,4	2.498,4	1.847,9	2.593,0	1.888,3	2.690,3
Total	**T 01 à T 38**	**10.721,9**	**8.155,5**	**10.907,9**	**8.371,6**	**10.961,7**	**8.514,5**	**10.882,5**	**8.620,4**	**10.700,5**	**8.664,3**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-6 (suite et fin)

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre (1)

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1988		1989		1990		1991		1992	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Industries agricoles et alimentaires	T 02, T 03	353,4	195,0	352,1	198,5	346,6	200,8	341,1	202,1	336,6	198,6
Energie	T 04 à T 06	219,2	50,3	212,6	50,2	206,0	50,2	203,0	49,2	198,3	48,9
Industrie des biens intermédiaires	T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	972,9	244,2	996,2	253,4	999,1	255,9	970,7	248,4	934,9	240,3
Industrie des biens d'équipement	T 14 à T 17	1.151,2	355,4	1.168,3	363,6	1.181,8	367,4	1.155,6	354,7	1.113,2	339,8
Industrie des biens de consommation	T 12, T 22, T 18 à T 20	607,3	554,9	610,7	557,7	603,0	552,2	580,9	527,4	559,9	504,3
Industrie, non compris le bâtiment	T 02 à T 23	3.304,0	1.399,8	3.339,9	1.423,4	3.336,5	1.426,5	3.251,3	1.381,8	3.142,9	1.331,9
Industrie, y compris le bâtiment	T 02 à T 24	4.496,5	1.497,7	4.555,2	1.525,6	4.559,0	1.531,4	4.451,2	1.487,0	4.284,4	1.434,8
Commerces	T 25 à T 28	1.108,7	1.068,4	1.128,1	1.097,7	1.131,5	1.116,3	1.112,3	1.114,3	1.089,9	1.093,7
Transports et télécommunications	T 31, T 32	962,3	366,5	976,7	367,8	984,8	375,1	984,6	382,7	973,4	384,4
Services marchands	T 29, T 30, T 33, T 34	1.786,5	2.349,9	1.903,5	2.476,3	1.948,5	2.561,2	1.962,8	2.608,1	1.947,8	2.631,6
Transports, services, commerces	T 25 à T 37	4.186,0	4.148,7	4.333,5	4.309,3	4.391,4	4.424,5	4.384,4	4.480,0	4.330,2	4.478,9
Tertiaire	T 25 à T 38	6.016,8	6.596,6	6.147,1	6.784,7	6.202,8	6.922,9	6.232,3	7.073,0	6.218,5	7.169,2
Secteurs marchands non agricoles	T 02 à T 37	10.513,3	5.646,4	8.888,7	5.834,9	8.950,4	5.955,9	8.835,6	5.967,0	8.614,6	5.913,7

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries sont révisées sur l'ensemble de la période 1975 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 1990 ayant conduit à modifier le traitement effectué à l'occasion du recensement de 1982.

TABLEAU C.01-7

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

%

Taille de l'établissement	1989	1990	1991	1992	1993
Ensemble					
1 à 9 salariés	24,1	24,2	24,3	24,8	25,9
10 à 49 salariés	28,5	28,7	28,9	29,0	29,0
50 à 199 salariés	22,7	22,9	22,8	22,6	22,5
200 à 499 salariés	11,8	11,6	11,6	11,5	11,3
500 salariés et plus	12,9	12,9	12,4	12,1	11,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13.569**	**13.821**	**13.737**	**13.469**	**13.379**
dont :					
Industrie (1)					
1 à 9 salariés	10,0	10,2	10,3	10,6	11,6
10 à 49 salariés	21,8	22,5	22,7	22,8	23,0
50 à 199 salariés	24,6	25,0	24,9	24,8	24,9
200 à 499 salariés	18,5	17,6	17,8	17,8	17,5
500 salariés et plus	25,1	24,7	24,3	24,0	23,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4.428**	**4.339**	**4.214**	**4.063**	**3.903**
Bâtiment, génie civil et agricole					
1 à 9 salariés	31,4	31,3	31,1	31,6	32,5
10 à 49 salariés	36,2	36,0	36,2	36,4	36,8
50 à 199 salariés	20,6	20,7	20,4	20,5	20,3
200 à 499 salariés	7,4	7,4	7,7	7,1	6,4
500 salariés et plus	4,4	4,6	4,6	4,4	4,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1.299**	**1.315**	**1.288**	**1.227**	**1.189**
Tertiaire					
1 à 9 salariés	30,5	30,7	30,5	30,8	31,6
10 à 49 salariés	30,8	30,9	30,9	31,0	30,7
50 à 199 salariés	22,0	22,1	22,2	22,0	21,7
200 à 499 salariés	9,4	9,1	9,1	9,7	9,1
500 salariés et plus	7,3	7,2	7,3	7,1	6,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**7.861**	**8.092**	**8.127**	**8.085**	**8.265**

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole.

TABLEAU C.01-8A

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et activité économique regroupée (NAP 15)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) — *Unité :* Millier

	Numéro de secteur	Sexe masculin 1992 Effectifs	Sexe masculin 1992 Taux de temps partiel	Sexe masculin 1993 Effectifs	Sexe masculin 1993 Taux de temps partiel	Sexe féminin 1992 Effectifs	Sexe féminin 1992 Taux de temps partiel	Sexe féminin 1993 Effectifs	Sexe féminin 1993 Taux de temps partiel	Les deux sexes 1992 Effectifs	Les deux sexes 1992 Taux de temps partiel	Les deux sexes 1993 Effectifs	Les deux sexes 1993 Taux de temps partiel
Agriculture, sylviculture, pêche	U 01	60,6	7,2	56,9	7,5	150,0	31,9	131,1	30,3	210,6	16,1	188,0	15,8
Industries agricoles et alimentaires	U 02	6,7	1,7	5,7	1,5	37,8	15,9	37,6	17,1	44,4	7,1	43,3	7,3
Energie	U 03	0,1	0,1	0,9	0,4	4,9	9,9	5,7	11,2	5,1	2,1	6,6	2,7
Industrie des biens intermédiaires	U 04	10,7	1,2	11,4	1,3	24,6	10,2	26,0	11,7	35,3	3,0	37,4	3,4
Industrie des biens d'équipement	U 05	12,1	1,1	13,8	1,3	30,8	9,2	25,5	8,1	43,0	2,9	39,3	2,8
Industrie des biens de consommation	U 06	10,8	1,7	13,4	2,3	63,8	11,2	57,9	11,4	74,6	6,2	71,3	6,5
Industrie (non compris BGCA)	U 02 à U 06	40,4	1,2	45,2	1,4	162,0	11,3	152,7	11,6	202,4	4,3	197,9	4,5
Bâtiment et génie civil et agricole	U 07	14,0	0,9	18,5	1,3	52,2	36,3	46,9	34,8	66,2	4,0	65,4	4,3
Commerce	U 08	36,2	2,7	36,3	2,8	316,3	24,6	338,3	26,8	352,5	13,5	374,6	14,6
Transports et télécommunications	U 09	18,4	1,8	23,6	2,4	90,1	24,5	106,2	28,2	108,5	8,0	129,8	9,6
Services marchands	U 10	139,7	5,8	169,0	6,8	685,5	24,3	768,8	25,8	825,2	15,8	937,8	17,2
Institutions financières	U 11 à U 13	6,9	2,1	7,6	2,1	59,8	15,7	73,1	18,9	66,7	9,4	80,7	10,8
Services non marchands	U 14	139,4	6,7	152,3	7,0	824,4	31,5	917,3	33,6	963,8	20,5	1.069,6	21,8
Tertiaire	U 08 à U 14	340,6	4,8	388,8	5,3	1.976,1	26,4	2.203,7	28,5	2.316,8	15,8	2.592,5	17,2
Activité indéterminée		0,7	3,5	1,2	6,8	2,7	17,3	4,1	24,3	3,4	9,7	5,3	15,2
Total		**456,4**	**3,6**	**510,6**	**4,1**	**2.343,0**	**24,5**	**2.538,5**	**26,3**	**2.799,4**	**12,5**	**3.049,1**	**13,7**

TABLEAU C.01-8B

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés du contingent)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) — *Unité :* Millier

	Sexe masculin 1993 Effectifs	Sexe masculin 1993 Taux de temps partiel	Sexe masculin 1994 Effectifs	Sexe masculin 1994 Taux de temps partiel	Sexe féminin 1993 Effectifs	Sexe féminin 1993 Taux de temps partiel	Sexe féminin 1994 Effectifs	Sexe féminin 1994 Taux de temps partiel	Les deux sexes 1993 Effectifs	Les deux sexes 1993 Taux de temps partiel	Les deux sexes 1994 Effectifs	Les deux sexes 1994 Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	58,9	3,0	60,1	3,1	107,0	16,3	107,9	16,6	165,9	6,4	168,0	6,6
Aides familiaux	31,8	34,1	38,2	41,5	146,5	34,7	149,5	36,8	178,3	34,6	187,7	37,7
Salariés des services domestiques	5,0	29,9	6,1	37,2	222,3	65,5	236,9	62,4	227,3	63,9	243,0	61,4
Autres salariés du secteur privé	240,7	3,0	272,1	3,4	1.203,6	23,3	1.320,3	25,4	1.444,3	10,9	1.592,4	12,2
Salariés de l'Etat	23,0	2,0	21,2	2,0	225,8	25,7	199,2	25,5	248,8	12,4	220,4	11,8
Salariés des collectivités locales	61,9	6,2	61,8	5,9	441,6	22,9	463,4	23,4	503,5	17,2	525,2	17,4
Stagiaires et contrats aidés	88,7	60,0	100,7	68,6	191,7	76,4	201,6	81,1	280,4	70,3	302,3	76,5
Total	**510,0**	**4,2**	**560,2**	**4,6**	**2.538,5**	**26,4**	**2.678,8**	**27,8**	**3.048,5**	**13,9**	**3.239,0**	**14,8**

TABLEAU C.01-8C

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 1994)

	Ensemble des salariés		
	Total	Temps partiel	%
Hommes			
Agriculture, sylviculture et pêche	746.523	63.193	8,5
Industries agricoles et alimentaires	388.054	9.723	2,5
Industries des biens de consommation	402.060	11.525	2,9
Industrie automobile	214.343	2.312	1,1
Industries des biens d'équipement	669.520	10.345	1,5
Industries des biens intermédiaires	1.099.907	19.476	1,8
Energie	196.652	1.842	0,9
Construction	1.305.533	14.629	1,1
Commerce	1.646.373	58.775	3,6
Transports	733.472	20.258	2,8
Activités financières	332.881	6.708	2,0
Activités immobilières	119.180	9.300	7,8
Services aux entreprises	1.308.335	69.913	5,3
Services aux particuliers	637.122	74.787	11,7
Education, santé, action sociale	1.103.777	109.019	9,9
Administration	1.485.612	78.361	5,3
Activité indéterminée	6.494	389	6,0
Total	**12.395.838**	**560.555**	**4,5**
Femmes			
Agriculture, sylviculture et pêche	381.971	130.266	34,1
Industries agricoles et alimentaires	234.355	43.111	18,4
Industries des biens de consommation	414.063	54.447	13,1
Industrie automobile	44.946	3.364	7,5
Industries des biens d'équipement	162.276	22.096	13,6
Industries des biens intermédiaires	363.974	48.948	13,4
Energie	58.632	6.414	10,9
Construction	154.321	55.961	36,3
Commerce	1.302.538	361.317	27,7
Transports	174.298	41.320	23,7
Activités financières	381.292	62.035	16,3
Activités immobilières	168.533	49.799	29,5
Services aux entreprises	940.714	265.078	28,2
Services aux particuliers	1.050.224	434.592	41,4
Education, santé, action sociale	2.659.163	731.990	27,5
Administration	1.129.537	365.639	32,4
Activité indéterminée	5.248	2.412	46,0
Total	**9.626.085**	**2.678.789**	**27,8**
Ensemble			
Agriculture, sylviculture et pêche	1.128.494	193.459	17,1
Industries agricoles et alimentaires	622.409	52.834	8,5
Industries des biens de consommation	816.123	65.972	8,1
Industrie automobile	259.289	5.676	2,2
Industries des biens d'équipement	831.796	32.441	3,9
Industries des biens intermédiaires	1.463.881	68.424	4,7
Energie	255.284	8.256	3,2
Construction	1.459.854	70.590	4,8
Commerce	2.948.911	420.092	14,2
Transports	907.770	61.578	6,8
Activités financières	714.173	68.743	9,6
Activités immobilières	287.713	59.099	20,5
Services aux entreprises	2.249.049	334.991	14,9
Services aux particuliers	1.687.346	509.379	30,2
Education, santé, action sociale	3.762.940	841.009	22,3
Administration	2.615.149	444.000	17,0
Activité indéterminée	11.742	2.801	23,9
Total	**22.021.923**	**3.239.344**	**14,7**

TABLEAU C.01-9

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1989	1990	1991	*r* 1992	1993
Nombre d'établissements	4.072	4.725	5.467	5.055	4.536
Effectifs salariés (1) en milliers :					
Hommes	219,1	207,3	197,3	165,6	152,0
Femmes	83,7	84,2	80,0	72,0	66,5
Ensemble	**302,8**	**291,5**	**277,3**	**237,6**	**218,5**

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire.

TABLEAU C.01-10

Intérim et contrats à durée déterminée

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) — *Unité :* millier

	1992			*r* 1993			1994		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés (1)
Par sexe et âge.									
Hommes : Moins de 25 ans	42,8	104,9	1.236,4	37,9	90,1	1.081,6	39,0	91,1	989,5
25 à 39 ans	74,3	137,6	4.839,0	61,5	137,5	4.828,2	74,6	153,9	4.774,0
40 ans et plus	24,7	44,7	4.554,6	22,1	54,3	4.625,3	27,8	50,4	4.631,0
Total	**141,8**	**287,2**	**10.630,0**	**121,5**	**281,9**	**10.535,1**	**141,3**	**295,4**	**10.394,5**
Femmes : Moins de 25 ans	19,1	103,9	890,4	13,6	115,7	811,4	12,7	99,3	731,4
25 à 39 ans	38,2	128,7	3.904,7	26,4	151,3	3.963,7	42,2	150,1	3.922,8
40 ans et plus	12,0	56,6	3.585,9	9,2	67,3	3.791,0	13,9	69,0	3.915,8
Total	**69,3**	**289,2**	**8.381,0**	**49,2**	**334,3**	**8.566,1**	**68,8**	**318,5**	**8.570,0**
Ensemble : Moins de 25 ans	61,9	208,8	2.126,8	51,5	205,8	1.893,0	51,7	190,4	1.720,9
25 à 39 ans	112,5	266,3	8.743,7	87,9	288,8	8.791,9	116,8	304,0	8.696,8
40 ans et plus	36,7	101,3	8.140,5	31,3	121,6	8.416,3	41,7	119,4	8.546,8
Total	**211,1**	**576,4**	**19.011,0**	**170,7**	**616,2**	**19.101,2**	**210,2**	**613,8**	**18.964,5**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions libérales	10,0	73,7	4.021,7	11,8	84,8	4.124,6	10,5	87,1	4.080,7
Employés	3,6	34,5	1.368,8	3,4	37,8	1.461,7	4,7	39,7	1.464,3
Ouvriers	128,2	179,0	4.962,5	106,3	159,3	4.721,8	126,1	168,6	4.565,8
Total	**141,8**	**287,2**	**10.630,0**	**121,5**	**281,9**	**10.535,1**	**141,3**	**295,4**	**10.394,5**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	9,1	55,5	2.604,3	5,7	79,2	2.747,5	7,1	81,2	2.729,8
Employés	35,7	157,2	4.532,0	22,1	177,6	4.668,2	29,5	155,5	4.663,5
Ouvriers	24,5	76,5	1.227,8	21,4	77,5	1.131,4	32,2	81,8	1.138,4
Total	**69,3**	**289,2**	**8.381,0**	**49,2**	**334,3**	**8.566,1**	**68,8**	**318,5**	**8.570,0**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	19,1	129,2	6.626,0	17,5	164,0	6.872,1	17,6	168,3	6.810,5
Employés	39,3	191,7	5.900,8	25,5	215,4	6.129,9	34,2	195,2	6.127,8
Ouvriers	152,7	255,5	6.190,3	127,7	236,8	5.853,2	158,3	250,4	5.704,2
Total	**211,1**	**576,4**	**19.011,0**	**170,7**	**616,2**	**19.101,2**	**210,1**	**613,9**	**18.964,5**

(1) Y compris les militaires du contingent qui n'ont été classés dans aucune catégorie socioprofessionnelle.

TABLEAU C.01-11

Indicateurs du marché du travail

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation — *Unité :* Millier

	1990	1991	1992	1993	1994
Chômage BIT :					
Hommes	947,8	1.031,8	1.168,3	1.384,0	1.522,0
Femmes	1.257,0	1.317,1	1.422,5	1.527,4	1.642,0
Total	**2.204,8**	**2.348,9**	**2.590,7**	**2.911,4**	**3.164,0**
Demandes d'emploi en fin de mois :					
Hommes	1.148,7	1.266,4	1.404,6	1.603,9	1.664,5
Femmes	1.356,0	1.442,7	1.506,6	1.568,1	1.664,7
Total	**2.504,7**	**2.709,1**	**2.911,2**	**3.172,0**	**3.329,2**
Chômage indemnisé	1.808,4	2.000,0	*r* 2.155,3	*r* 2.374,7	2.374,2
Allocation unique dégressive (1)	///	///	///	*r* 1.984,9	1.932,1
Allocation de base	1.083,1	1.249,0	*r* 1.460,5	///	///
Allocation de fin de droit.s	261,5	287,4	*r* 290,2	///	///
Allocation forfaitaire	136,8	121,0	*r* 56,6	*r* 21.7	16,5
Allocation de secours exceptionnel	327,0	342,7	*r* 348.0	*r* 368,1	425,6
Ancienneté moyenne de chômage (en mois) [2]	14,1	14,0	13,3	12,4	13,0
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (2)	35,5	34,4	33,1	31,4	38,3
Bénéficiaires de la garantie de ressources	111,6	70,9	36,2	13,3	8,3
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle du FNE	176,1	163,8	162,9	166,6	179,6
Chômage partiel indemnisé :					
Effectifs concernés	36,0	128,6	167,5	362,0	...
Journées indemnisables	204,1	633,4	891,8	*r* 2.013,8	1.294,3
Offres d'emploi en fin de mois	79,5	61,7	52,9	43,0	49,5
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	3.947,5	4.128,4	4.308,2	4.326,8	4.257,8
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	426,0	477,1	542,9	*r* 609,4	494,3
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année	3.945,9	3.777,4	3.944,0	3.668,7	3.857,9
dont : reprises d'emploi	1.792,4	1.604,7	1.593,0	1.479,3	1.603,3
autres motifs de sortie	2.153,5	2.172,7	2.351,0	2.189,4	2.254,6

(1) L'allocation unique dégressive a remplacé depuis janvier 1993 l'allocation de base, l'allocation de base exceptionnelle, l'allocation de fin de droits et l'allocation de base dégressive.
(2) D'après l'enquête sur l'emploi.

TABLEAU C.01-12

Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation — *Unité :* Millier

	1990	1991	1992	(1) 1993	1994
Métiers regroupés :					
Métiers primaires	50,0	53,6	58,4	66,8	76,4
Métiers de l'industrie	583,1	617,4	641,6	691,7	696,1
Métiers du bâtiment et des travaux publics	228,1	245,4	280,7	335,2	342,3
Métiers tertiaires	1.643,5	1.792,7	1.930,5	2.077,3	2.214,4
Total	**2.504,7**	**2.709,1**	**2.911,2**	**3.171,0**	**3.329,2**
Qualification professionnelle :					
Manoeuvre ordinaire	180,4	169,6	164,2	166,2	162,5
Personnel spécialisé	806,0	859,4	883,9	917,7	962,8
Personnel qualifié	1.328,1	1.444,4	1.563,7	1.723,0	1.815,4
Agent de maîtrise, technicien, ingénieur et cadre	190,2	235,7	299,4	364,1	388,5
Total	**2.504,7**	**2.709,1**	**2.911,2**	**3.171,0**	**3.329,2**

(1) Cette colonne ne tient pas compte de 11.430 DEFM en région Rhône-Alpes, non comptabilisés en décembre 1993.

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État, des exploitants publics «la Poste» et «France-Télécom», des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privés sous contrat, par statut.

Situation au 31 décembre 1992 (résultats définitifs)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
	Total	dont militaires	**Total**	dont ouvriers d'Etat	dont militaires (1)	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :								
11. Ministères civils :								
Métropole	**1.493.225**	885	**209.330**	15.061	35	**1.702.555**	187.312	23.605
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1.555.927**	2.628	**227.724**	15.555	2.101	**1.783.651**	189.561	24.192
12. Ministère de la Défense (Métropole, DOM-TOM, étranger)	**304.369**	272.455	**96.407**	63.836	22.654	**400.776**	6.082	98
Tous ministères :								
Métropole	**1.773.908**	250.545	**295.066**	77.006	17.529	**2.068.974**	193.269	23.699
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1.860.296**	275.083	**324.131**	79.391	24.755	**2.184.427**	195.643	24.290
2. Exploitants publics (2) :								
Métropole	**419.480**	3	**65.827**	384	—	**485.307**	53.500	24.822
Métropole, DOM-TOM, étranger	**425.941**	3	**67.089**	384	—	**493.030**	54.137	25.170
3. Établissements publics nationaux (3) :								
Métropole	**69.985**	84	**133.414**	2.019	11	**203.399**	33.981	21.475
Métropole, DOM-TOM, étranger	**75.402**	121	**139.864**	2.021	579	**215.266**	34.819	21.942
4. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :								
Métropole	**1.176**	—	**131.230**	—	—	**132.406**	23.513	4.030
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1.189**	—	**135.561**	—	7	**136.750**	23.742	4.090
Ensemble :								
Métropole	**2.264.549**	250.632	**625.537**	79.409	17.540	**2.890.086**	304.263	74.026
DOM-TOM	**65.132**	7.326	**20.183**	1.850	1.528	**85.315**	3.478	1.373
Étranger	**33.147**	17.249	**20.925**	537	6.273	**54.072**	600	93
Total	**2.362.828**	**275.207**	**666.645**	**81.796**	**25.341**	**3.029.473**	**308.341**	**75.492**

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.
(2) La Poste et France-Télécom sont séparés de l'État et transformés en«exploitants publics» depuis le 1er janvier 1991.
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.

TABLEAU C.01-14

Répartition des agents de l'Etat par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	1990	*r* 1992	*p* 1993	*p* 1994	1990	*r* 1992	*p* 1993	*p* 1994
Education nationale : enseignement scolaire	875.510	881.607	891.884	906.927	979.387	991.708	1.001.532	1.008.956
Education nationale : enseignement supérieur	85.099	94.220	97.942	100.777	96.337	108.871	114.187	118.544
Jeunesse et Sports (1)	6.485	6.550	6.446	6.483	7.879	7.755	7.697	7.612
Total	**967.094**	**982.377**	**996.272**	**1.014.187**	**1.083.603**	**1.108.334**	**1.123.416**	**1.135.112**
dont : Enseignements 1er degré (2)	315.863	314.945	315.379	317.801	316.890	316.934	317.733	319.740
Enseignements 2e degré (2)	473.610	496.992	504.088	516.180	564.377	592.172	602.314	604.907
Enseignements supérieurs (2)	80.628	89.994	93.915	96.717	91.429	104.217	109.758	113.936
Economie, Finances et Budget	183.693	184.580	184.744	185.356	197.417	198.094	198.470	196.566
dont : Services extérieurs du Trésor	59.435	59.933	60.110	60.477	61.149	61.068	61.722	61.769
Services extérieurs des Impôts	84.287	85.266	85.813	85.602	91.416	92.280	92.490	91.605
Services extérieurs des Douanes	19.578	18.948	18.413	19.110	19.858	19.105	18.636	19.786
INSEE	7.020	7.064	7.069	7.142	7.511	7.649	7.657	7.651
Intérieur et DOM-TOM	153.373	158.098	161.718	162.628	158.951	163.701	167.156	168.203
dont : Services des péfectures	23.774	25.938	25.284	28.728	25.736	27.792	27.123	30.545
Police nationale	121.489	122.337	125.031	125.562	123.837	124.546	127.210	127.822
DOM-TOM	2.199	2.332	2.364	2.351	2.790	2.958	2.985	2.971
Equipement, Transports	96.881	97.683	99.864	97.585	119.809	121.131	121.615	118.065
Equipement. et logement	84.264	84.595	97.012	87.266	104.462	105.360	106.045	105.352
Transports, Mer	12.617	13.088	12.852	10.319	15.347	15.871	15.570	12.713
Justice	51.464	54.629	56.036	56.803	53.218	56.637	57.826	58.705
dont : Services judiciaires	22.867	23.387	24.086	24.312	23.770	24.383	24.830	25.132
Services pénitentiaires	20.043	21.766	22.771	23.237	20.392	22.198	23.079	23.668
Protection judiciaire de la jeunesse	5.208	5.278	5.677	5.702	5.320	5.435	5.900	5.851
Agriculture	24.424	25.255	26.200	27.215	30.881	31.642	32.044	32.451
dont : Services extérieurs	11.895	11.207	11.913	12.780	15.502	14.693	14.829	15.072
Enseignement agricole	11.094	12.409	12.559	12.704	13.518	14.825	15.094	15.275
Santé et Travail	21.477	20.526	20.810	21.869	25.719	23.884	24.349	25.303
dont : Services extérieurs Santé	10.837	10.024	10.194	11.002	13.807	11.711	11.900	12.821
Services extérieurs Travai, Emploi	7.983	8.075	8.183	8.374	8.630	9.045	9.317	9.248
Relations extérieures	15.827	12.498	12.010	12.260	25.439	21.860	21.236	21.479
Affaires étrangères	10.316	7.818	7.516	7.766	16.389	14.757	14.325	14.568
Coopération	5.511	4.680	4.494	4.494	9.050	7.103	6.911	6.911
Culture	9.727	10.209	10.351	9.814	12.889	12.817	12.567	11.911
Industrie, Commerce, Recherche	4.912	5.145	5.230	5.899	10.080	14.351	14.858	16.196
Anciens combattants	3.474	2.970	2.759	2.435	3.934	3.330	3.170	2.747
Services du Premier ministre	1.328	1.240	1.239	1.245	3.046	2.828	2.752	2.814
Total ministères civils	**1.533.674**	**1.555.210**	**1.577.233**	**1.597.296**	**1.724.986**	**1.758.709**	**1.779.459**	**1.789.552**
Défense	307.178	304.369	...	...	412.752	400.678	...	...
Tous ministères	**1.840.852**	**1.859.579**	...	...	**2.137.738**	**2.159.387**	...	...
Poste et Télécommunications (3)	436.555	426.658	...	...	466.076	468.610	...	...
dont : Poste	275.809	272.748	...	...	299.138	310.781	...	...
Télécommunications	151.963	153.193	...	...	156.648	157.079	...	...

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(3) Les exploitants publics sont séparés de l'État depuis le 1er janvier 1991

TABLEAU C.01-15

Effectifs des agents de l'Etat, de la Poste et France-Télécom par catégorie statutaire (A, B, C, D) et sexe (1)

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat) — *Unité :* Agent

	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
	1990	*r* 1992	(2) *p* 1994	1990	*r* 1992	(2) *p* 1994	1990	*r* 1992	(2) *p* 1994
Tous agents	**2.603.814**	**2.627.997**	**1.789.552**	**1.410.642**	**1.402.914**	**794.712**	**1.193.172**	**1.225.083**	**994.840**
A	698.858	764.963	729.678	401.346	422.460	356.081	297.512	342.503	373.597
B	917.553	882.699	489.500	475.450	457.239	165.753	442.103	425.460	323.747
C et D	978.727	970.558	561.785	529.826	518.819	269.174	448.901	451.739	292.611
***dont :* personnels enseignants (3)**	**892.098**	**911.230**	**935.613**	**361.007**	**364.039**	**369.907**	**531.091**	**547.191**	**565.706**
A	493.965	553.335	611.765	246.498	265.955	282.081	247.467	287.380	329.684
B	398.063	357.893	323.848	114.507	98.084	87.826	283.556	259.809	236.022
C et D	70	2	...	2	—	...	68	2	...
***dont :* personnels non enseignants**	**1.711.716**	**1.716.767**	**853.939**	**1.049.635**	**1.038.875**	**424.805**	**662.081**	**677.892**	**429.134**
A	204.893	211.628	117.913	154.848	156.505	74.000	50.045	55.123	43.913
B	519.490	524.806	165.652	360.943	359.155	77.927	158.547	165.651	87.725
C et D	978.657	970.556	561.785	529.824	518.819	269.174	448.833	451.737	292.611
***dont :* titulaires civils**	**2.001.205**	**2.011.151**	**1.594.566**	**967.364**	**961.193**	**700.784**	**1.033.841**	**1.049.958**	**893.782**
A	590.117	647.484	660.717	323.879	341.655	319.741	266.238	305.829	340.976
B	631.701	599.933	426.584	243.217	229.246	137.779	388.484	370.687	288.805
C et D	779.387	763.733	507.265	400.268	390.291	243.264	379.119	373.442	264.001
***dont :* militaires**	**303.427**	**299.841**	**4.757**	**283.345**	**278.528**	**4.616**	**20.082**	**21.313**	**141**
officiers	44.449	43.807	1.312	42.889	42.148	1.282	1.560	1.659	30
sous-officiers	207.077	205.155	1.254	192.313	189.595	1.205	14.764	15.560	49
hommes du rang	49.618	48.814	193	45.973	44.778	185	3.645	4.036	8

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Non compris la Défense, la Poste et France-Télécom.
(3) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-16

Les effectifs féminins de l'État, de la Poste et France-Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat) %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	1990	*r* 1992 (1)	*p* 1994	1990	*r* 1992 (1)	*p* 1994	1990	*r* 1992 (1)	*p* 1994
Statuts :									
Titulaires civils	51,7	52,2	56,1	15,0	15,7	15,5	92,0	91,0	90,4
Non-titulaires civils (2)	46,5	48,5	53,0	28,6	30,8	31,4	69,7	68,9	61,5
Tous personnels civils	**51,0**	**51,7**	**55,7**	**16,6**	**17,6**	**17,1**	**86,3**	**84,9**	**83,1**
Militaires	6,6	7,1	...	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**45,8**	**46,6**	...	**16,3**	**17,3**	—	**86,3**	**84,9**	—
Catégories statutaires (civils) :									
A	45,1	47,3	51,3	11,9	12,7	12,3	84,0	74,9	73,7
B	61,5	60,5	66,3	11,5	15,0	14,8	92,7	84,1	83,6
C et D	48,6	48,6	52,1	20,7	23,3	25,2	95,1	90,7	90,2
Ministères (regroupés) :									
Éducation, universités, jeunesse et sports	62,0	62,4	62,6	12,0	12,4	12,8	82,5	81,4	80,4
PTT (3)	41,0	41,9	...	19,8	23,3	—	88,2	84,5	...
Économie, Finances et Budget	61,8	61,8	62,3	30,7	30,9	32,3	95,2	95,3	95,1
Intérieur, DOM-TOM	22,8	24,6	25,8	17,9	18,9	20,0	94,8	95,4	89,5
Equipement, logement et transports	25,7	25,8	26,3	25,4	25,8	26,1	85,7	86,8	70,8
Justice	48,8	49,0	49,3	21,1	21,9	22,9	95,9	95,6	95,7
Agriculture	44,5	45,6	46,6	23,9	24,1	25,1	73,8	76,2	76,1
Santé	76,2	74,6	72,8	30,5	33,8	35,8	95,1	95,4	94,6
Culture	52,1	52,5	52,5	19,2	18,4	18,2	78,5	82,0	83,8
Ensemble des ministères civils	**51,8**	**52,4**	**55,6**	**16,7**	**17,7**	**17,1**	**86,4**	**84,8**	**83,1**
Défense	14,1	14,4	...	9,5	9,3	—	81,9	87,8	—

(1) Non compris la Défense, la Poste et France-Télécom.
(2) Y compris ouvriers d'État.
(3) Y compris la Poste et France-Télécom jusqu'en 1992.

TABLEAU C.01-17

Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle

Situation en mars (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) %

	1982			1990			1993			1994			Structure de la population active 1994		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,1	0,4	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,8	0,6	0,4	0,5	0,4	3,9	2,8	3,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1,8	2,4	2,0	2,4	4,3	3,0	4,2	5,1	4,5	3,6	4,0	3,8	8,5	5,1	7,0
Cadres (2) et professions intermédiaires	3,1	4,5	3,6	2,9	4,5	3,6	5,1	6,0	5,5	6,2	7,2	6,6	34,0	28,2	31,4
Cadres (2)	2,3	3,2	2,5	2,3	3,5	2,6	4,5	5,6	4,9	5,3	5,6	5,4	14,5	8,4	11,8
Professions intermédiaires	3,6	4,8	4,1	3,4	4,9	4,1	5,5	6,2	5,8	6,9	7,9	7,4	19,6	19,8	19,7
Employés	5,5	10,1	8,9	9,6	12,6	11,9	11,4	14,7	13,9	13,3	15,7	15,1	12,2	49,4	28,8
Employés administratifs y compris fonction publique	3,5	7,6	6,4	7,8	10,0	9,5	9,3	12,9	12,0	11,5	13,6	13,1	9,3	32,4	19,6
Employés des commerces et des services	13,1	15,2	14,9	15,6	17,9	17,5	17,9	18,1	18,1	18,9	19,6	19,5	2,9	17,0	9,2
Ouvriers (3)	8,0	15,8	9,6	10,1	19,8	12,2	12,8	20,1	14,4	14,9	20,8	16,1	38,7	12,8	27,2
Ouvriers qualifiés	6,3	12,2	6,9	7,1	13,5	7,8	9,5	16,6	10,2	11,4	17,8	12,1	27,3	4,2	17,0
Ouvriers non qualifiés	11,1	17,3	13,3	16,1	21,7	18,3	21,6	21,4	21,5	24,1	21,9	23,2	10,0	8,0	9,1
Total (4)	**5,8**	**10,5**	**7,8**	**7,0**	**12,0**	**9,2**	**9,4**	**13,3**	**11,1**	**10,8**	**14,4**	**12,4**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie. En 1990, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.
(2) La catégorie «cadres» comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(3) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(4) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-18

Dépenses pour l'emploi

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990	*r* 1991	1992	*p* 1993
Indemnisation du chômage total	76.815,0	79.196,2	87.406,0	101.807,7	115.090,2	122.873,5
Incitation au retrait d'activité	45.135,5	41.072,6	37.120,0	32.664,2	28.918,9	27.641,4
Maintien de l'emploi	2.858,8	2.683,5	*r* 3.465,1	3.482,1	4.056,6	6.278,7
Promotion de l'emploi et création d'emplois	12.441,9	11.283,2	14.575,1	18.355,4	22.830,9	34.336,3
Incitation à l'activité	3.770,3	4.140,7	4.504,4	4.432,3	4.440,7	5.137,5
Formation professionnelle	*r* 57.048,4	*r* 60.661,0	*r* 67.371,5	74.052,3	81.416,7	87.827,0
Fonctionnement du marché du travail	2.903,0	3.084,9	3.780,4	4.229,5	4.745,0	5.003,2
Total	***r* 200.972,9**	***r* 202.122,2**	***r* 218.222,5**	**239.023,6**	**261.499,0**	**289.097,6**
Variation annuelle (en %)	4,5	0,6	8,0	9,5	9,4	10,6

TABLEAU C.01-19

Effectifs de la fonction publique territoriale

France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	r 1991	*r* 1992	1993
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	196.022	196.371	199.243
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1.044.434	1.055.851	1.066.430
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	65.085	71.808	78.522
4. Établissements publics administratifs «marchands» (4) et associations syndicales autorisées (ASA)	34.026	32.678	31.076
5. Établissements publics locaux industriels et commerciaux (5)	26.020	26.564	27.865
6A. Contrats d'emploi et de solidarité dans les communes et départements (6)	98.445	98.672	103.167
6B. Contrats d'emploi et de solidarité dans le champ de l'enquête	—	—	122.104
Total : collectivités locales (1à 5)	**1.365.587**	**1.383.272**	**1.403.136**
***dont :* métropole**	**1.314.315**	**1.331.935**	**1.351.991**
emplois principaux	**1.263.268**	**1.279.454**	**1.300.346**
titulaires	**897.050**	**904.099**	**912.365**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1.154.191**	**1.168.710**	**1.183.111**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (7)	**1.305.541**	**1.324.030**	**1.344.195**
Fonction publique territoriale : 1,2,4 (8)	1.274.482	1.284.900	1.296.749

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'état : agences de l'eau, centres de la propriété forestière...
(2) Y compris les syndicats mixtes entres des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...)
(4) Caisses de crédit municipal, offices publics d'HLM.
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale.
(6) Source «Centre national pour l'amélioration de la structure des exploitations agricoles» (CNASEA) chargé de la gestion des CES.
(7) Non compris les organismes consulaires; en toute rigueur les ASA devraient être incluses mais, n'ayant pas été enquêtées toutes les années, elles sont laissées à part.
(8) Y compris personnels non titulaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-20

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Les deux sexes :								
Population totale	**387.034**	96.353	42.455	71.582	59.194	42.037	29.999	45.414
dont : Actifs	**172.442**	///	6.583	56.776	50.346	34.247	19.619	4.871
Sexe masculin :								
Population totale	**189.187**	48.709	21.600	35.392	28.917	20.331	14.366	19.872
dont : Actifs	**93.949**	///	3.954	29.789	27.093	18.810	11.376	3.027
Sexe féminin :								
Population totale	**197.847**	47.644	20.855	36.190	30.277	21.706	15.633	25.542
dont : Actifs	**78.493**	///	2.629	26.987	23.253	15.437	8.243	1.944
GUYANE								
Les deux sexes :								
Population totale	**114.808**	38.311	10.662	20.676	19.520	12.291	6.577	6.771
dont : Actifs	**48.803**	///	1.786	15.397	15.811	9.915	4.593	1.301
Sexe masculin :								
Population totale	**59.799**	19.473	5.363	10.975	10.316	6.776	3.572	3.324
dont : Actifs	**30.169**	///	1.030	9.279	9.652	6.355	2.990	863
Sexe féminin :								
Population totale	**55.009**	18.838	5.299	9.701	9.204	5.515	3.005	3.447
dont : Actifs	**18.634**	///	756	6.118	6.159	3.560	1.603	438
MARTINIQUE								
Les deux sexes :								
Population totale	**359.579**	82.989	35.549	68.421	52.804	38.134	31.375	50.347
dont : Actifs	**164.877**	///	4.579	54.834	46.511	32.474	21.311	5.168
Sexe masculin :								
Population totale	**173.878**	42.113	18.145	33.859	25.226	17.952	14.751	21.837
dont : Actifs	**86.553**	///	2.928	28.665	23.610	16.692	11.659	2.999
Sexe féminin :								
Population totale	**185.701**	40.876	17.404	34.562	27.578	20.182	16.624	28.475
dont : Actifs	**78.324**	///	1.651	26.169	22.901	15.792	99.652	2.169

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-20 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
REUNION								
Les deux sexes :								
Population totale	**597.828**	176.608	62.092	116.227	88.502	59.391	43.612	51.396
dont : Actifs	**233.622**	///	10.622	87.503	67.830	42.300	22.600	2.867
Sexe masculin :								
Population totale	**294.256**	89.177	31.431	57.245	43.629	29.826	21.250	21.698
dont : Actifs	**137.658**	///	6.151	48.585	40.124	26.238	14.723	1.937
Sexe féminin :								
Population totale	**303.572**	87.431	30.661	58.982	44.873	29.565	22.362	29.698
dont : Actifs	**95.964**	///	4.471	38.918	27.706	16.162	7.777	930

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et désormais les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-21

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (RP 1990)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité (en pourcentage) :				
Sexe masculin	67	75	66	67
Sexe féminin	52	52	54	44
Les deux sexes	59	64	60	56
Taux de chômage (en pourcentage) :				
Sexe masculin	26	21	29	33
Sexe féminin	37	29	36	42
Les deux sexes	31	24	32	37

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprise.

1. Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche.
2. Conditions de travail et relations professionnelles.
3. Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle.
4. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle selon le nombre de dimanches et le nombre de samedis travaillés dans l'année.
5. Les pénibilités mentales et physiques et les risques liés au travail.
6. Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.
7. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
8. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1.000 salariés et nombre de morts.
9. Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
10. Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
11. Conflits du travail.
12. Pourcentage d'absents selon l'activité économique, le sexe et la catégorie.
13. Résultats des élections aux comités d'entreprise.
14. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants, suivant la taille des établissements.
15. Appartenance syndicale des délégués syndicaux.
16. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
17. Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail.
18. Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Le nombre de l'ensemble des maladies indemnisées a peu évolué ces dix dernières années. Ce chiffre global a cependant une signification très relative, puisqu'il reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail, lié à la réglementation et à son application. Certaines maladies ont un poids de plus en plus réduit, principalement du fait de la disparition d'activités économiques liées à ces maladies (silicose), plus rarement du fait de préventions mises en œuvre (hépatite virale). D'autres ont un poids croissant, comme celles liées au bruit ou les affections périarticulaires. L'amélioration de l'indemnisation, avec notamment l'élargissement des conditions requises, en est la principale raison.

De 1988 à 1990, le nombre d'accidents avec arrêt et le nombre de morts augmentent régulièrement. Un retournement de cette tendance, commune à des secteurs différemment exposés, se confirme à partir de 1991. Cette évolution est également constatée sur le taux de gravité de ces accidents.

De 1990 à 1994 l'importance des conflits généralisés évaluée en nombre de jours de grève n'a pratiquement pas cessé de décroître. Mais si les salariés font moins grève, ils la font surtout autrement : le recours croissant aux débrayages réduit le volume des arrêts de travail, sinon leur nombre. La baisse massive des jours de grève ne s'accompagne donc pas d'un ralentissement équivalent de la fréquence des conflits.

En 1990, le taux d'absence au travail est identique à ce qu'il était dans les années soixante-dix. Il s'élève à 5,3 %. Les ouvriers sont plus souvent absents que les non-ouvriers. L'absentéisme décroît quand on passe des emplois non qualifiés vers des emplois plus qualifiés. La maladie est la principale cause d'absence. Le taux d'absence pour maladie baisse dans l'industrie et augmente dans les services. Celui dû à des accidents de travail a augmenté dans le bâtiment et les services entre 1974 et 1990. Celui provenant d'autres causes que la maladie et les accidents de travail a également augmenté entre les deux dates, mais il reste faible : 1 %.

Les derniers résultats des élections aux comités d'entreprise ont été marqués par une amélioration sensible de la participation qui contraste avec la forte baisse enregistrée pendant les dix dernières années. Les évolutions des années paires et impaires ont un profil identique : chute rapide entre 1982 et 1985, puis baisse continue jusqu'en 1991, enfin remontée en 1992 et 1993. La décennie est fortement marquée par la perte d'influence des syndicats, principalement de la CGT et la progression rapide des listes non syndicales, sauf la dernière année où elles enregistrent une légère baisse.

En 1993, le recul de la CGT observé pendant la dernière décennie semble ralentir et les divers syndicats non affiliés continuent leur percée.

De 1987 à 1989 le nombre d'établissements de 50 salariés à 99 salariés ayant au moins un délégué syndical est passé de 17.600 à 18.600 (soit + 5,6 %), et pour la totalité des établissements de 50 salariés et plus, de 34.000 à 35.200 (soit + 3,9 %). En parallèle, le nombre des délégués syndicaux est, lui aussi, en baisse sensible, de 43.400 à 41.500; ce recul affecte toutes les grandes centrales syndicales : le nombre des délégués diminue de 8 % pour la CFE-CGC, de 6 % pour la CGT, de 4 % pour la CFDT et la CGT-FO, de 2 % pour la CFTC; il est en hausse de 5 % pour les « autres syndicats ».

De 1987 à 1989, le pourcentage d'établissements de 50 salariés et plus ayant au moins un Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT) est passé de 67 % à 65 %, et le pourcentage des salariés couverts par l'institution, de 82 % à 80 %.

En ce qui concerne les licenciements des représentants du personnel, cinq traits essentiels se dégagent en 1992 et 1993 :

— une hausse des demandes de licenciement de salariés protégés, notamment pour motif économique;

— une prédominance, parmi ces demandes, de salariés protégés non affiliés à une organisation syndicale;

— une concentration des demandes sur les mandats de délégué du personnel et de membre du comité d'entreprise;

— une très forte partie de ces demandes fait l'objet d'une autorisation;

— enfin, les recours hiérarchiques contestant les décisions des inspecteurs du travail augmentent.

Une hausse des demandes de licenciement : 18.804 salariés protégés ont fait l'objet d'une demande de licenciement en 1993, 16.751 en 1992. Après une hausse de 21 % en 1992, l'augmentation est, en 1993, de 12 %. En 1992 et 1993, les demandes de licenciement pour motif économique constituent l'essentiel de la hausse générale.

En 1993, 81 % des demandes de licenciement font l'objet d'une autorisation. Ce ratio est, depuis 1991, relativement stable. Il faut différencier entre les demandes pour motif économique et celles pour motifs autres : les taux d'autorisations des licenciements pour motif économique sont plus élevés (83 %) que ceux des demandes pour autres motifs (71 %).

2. MÉTHODOLOGIE

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

Les résultats présentés ici sont issus de la troisième enquête sur les conditions de travail, réalisée en mars 1991 (les précédentes ont eu lieu en 1978 et 1984) et de la deuxième enquête sur les techniques et l'organisation du travail réalisée en mars 1993 (la première date de 1987). Organisées et exploitées par la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques du ministère du Travail, ces enquêtes sont réalisées en complément de l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.

Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi dans un ménage sur trois de l'échantillon de l'enquête sur l'emploi, soit environ 21.000 personnes, salariés et non-salariés. Un travailleur sur 900 environ a été interrogé.

Le champ des enquêtes est celui de l'enquête sur l'emploi : il inclut l'ensemble des ménages ordinaires

de la France métropolitaine, et une partie de la population des communautés, dans la mesure où leurs membres ont des liens familiaux avec des ménages ordinaires.

Les personnes sont interrogées, elles-mêmes, à leur domicile, par un enquêteur de l'INSEE. Ces enquêtes fournissent des informations sur le travail, les nouvelles technologies et sur l'organisation du travail tels qu'ils sont perçus par les travailleurs. Dans la mesure du possible, on a cherché à éviter les questions trop subjectives, du type « enquête d'opinion ». Les questions sont les plus factuelles possible.

Avec ces enquêtes, il est possible de comparer les conditions, l'organisation du travail ou l'usage des nouvelles technologies, de professions, de secteurs d'activité différents : les mêmes questions sont posées à toutes les personnes interrogées, quelle que soit la profession exercée.

Il est impossible de déterminer *a priori* qui est concerné par une contrainte ou une autre. Les résultats des enquêtes ont d'ailleurs montré que si certaines contraintes ou nuisances concernent massivement certaines catégories, elles ne sont pas pour autant totalement absentes dans les autres catégories.

L'enquête permet de connaître la proportion de personnes qui déclarent subir une pénibilité du travail, mais ne fournit pas une mesure de son intensité.

Les thèmes abordés en 1978 et en 1984 ont été maintenus en 1991 :

— le temps de travail et son organisation : étendue de la journée, temps de transport, type d'horaire, nombre de jours travaillés dans la semaine, contrôle d'horaire;
— l'organisation du travail, les contraintes de rythme, la répétitivité du travail;
— les charges physiques de travail, postures, déplacement, bruit, température;
— les risques infectieux, chimiques, les risques d'accident.

De nouveaux thèmes ont été développés en 1991. Des questions tentent de décrire quelques aspects de la charge cognitive du travail. À des titres et des degrés divers, elles concernent tous les salariés. Mais ces questions nouvelles s'appliquent mieux aux tâches de type tertiaire que les questions traditionnelles de l'enquête sur les pénibilités physiques, les nuisances, les risques. Ainsi l'enquête s'étend, du monde ouvrier industriel, vers des catégories sociales ou des secteurs d'activité plus diversifiés.

L'enquête « techniques et organisation du travail » de 1993 reprend en partie des questions posées dans la précédente enquête de 1987, ainsi que des questions de l'enquête « conditions de travail » de 1991. Cependant le contexte n'est plus le même qu'en 1991, ce qui rend les comparaisons délicates.

Dénombrer les utilisateurs de matériels modernes n'est pas simple. Il n'existe pas de nomenclature officielle des matériels; ceux-ci subissent un mouvement de transformation rapide, qui rend malaisé la permanence des classifications dans le temps. Les définitions retenues et proposées aux enquêtés sont plutôt extensives. L'utilisation du matériel doit être personnelle. Dans le cas de certains matériels, des cas-frontières existent (exemple, lorsque des postes de travail sont alimentés par un robot, sans que les salariés de ces postes n'interviennent directement dessus). Les durées sont assez approximatives. On considère comme occasionnelles les utilisations de moins d'une heure par jour en moyenne, et comme « gros utilisateurs » ceux qui atteignent ou dépassent trois heures.

L'objectif des enquêtes « techniques et organisation du travail » est d'arriver à caractériser les modes d'organisation du travail à l'aide d'indicateurs indirects; il est très difficile à un salarié de répondre à la question « êtes-vous autonome? »; cette question ne se pose pas forcément ainsi pour lui. D'où un risque de non-réponse ou de réponse pour faire plaisir, se faire valoir. Ce sont donc des questions factuelles et précises qui sont posées dans ces enquêtes, comme par exemple la question « pour faire votre travail, avez-vous la possibilité de faire varier les délais fixés ? ». C'est la manière dont le mode d'organisation est effectivement ressenti par les salariés qui nous intéresse ici, on ne cherche pas à cerner un fonctionnement théorique mais une réalité.

Des questions de l'enquête « techniques et organisation du travail » (enquête complémentaire à l'enquête sur l'emploi de 1987) ont également été reprises. L'utilisation des nouvelles technologies est en effet susceptible de modifier les conditions de travail. Il en va de même des nouvelles formes d'organisation qui privilégient l'autonomie ou les capacités d'adaptation à de nouveaux postes de travail.

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les prestations versées pour la première fois aux salariés au titre de l'assurance sociale, après que le caractère professionnel a été dûment constaté. Ces prestations sont soit une indemnité journalière, soit une rente d'incapacité permanente. Dans le régime des salariés agricoles, si les deux sont versées successivement à un même salarié, celui-ci est comptabilisé deux fois.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAM-TS), le régime des mines et celui des chemins de fer (SNCF), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF, GDF, RATP, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T 42 réglemente l'assurance des trois organismes « a » (CNAM-TS, Mines et SNCF), le T 46 réglemente celle des salariés agricoles.

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère pour une proportion non négligeable de ces accidents de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :
— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail;
— les accidents de salariés des DOM-TOM;
— les accidents couverts par les régimes forfaitaires gérés par le régime général;
— les accidents de titulaires de l'État;
— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales départementales ou locales.

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

La statistique des conflits porte sur l'ensemble des activités en métropole, à l'exclusion de l'agriculture, de la Fonction publique et des agents des collectivités territoriales.

Les données statistiques sur les conflits du travail sont tirées, par agrégations successives, des relevés mensuels eux-mêmes établis par les services extérieurs à partir des fiches rédigées par les inspecteurs du travail à l'occasion de chaque conflit. Elles font l'objet d'une publication dans le *Bulletin mensuel de statistiques du travail* du ministère. Un « *Premières informations* » est consacré à la présentation du bilan annuel.

Élections aux comités d'entreprise

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise mis en place en 1974 repose sur l'envoi, par les entreprises concernées, à la section d'inspection dont elles dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.

Ces procès-verbaux (environ 13.000 par an) sont par la suite codifiés et saisis par les cellules statistiques des directions régionales du Travail et de l'Emploi puis traités à l'Administration centrale. Le système prend en compte les données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du travail ainsi que celles relevant du contrôle des services d'inspection du travail de l'Agriculture et des Transports. Les comités d'entreprise étant élus tous les deux ans, les entreprises concernées ne sont pas les mêmes selon que l'année d'élection est paire ou impaire; ceci explique les différences (qui tendent à s'atténuer) de certains résultats entre années paires et impaires. Le résultat de chaque année doit donc être comparé à ceux des années de même parité.

Les résultats des élections sont publiés chaque année dans un numéro des *Dossiers statistiques* « Premières Informations » hors série.

Délégués syndicaux

Cette statistique, réalisée pour la première fois en 1986, remplace celle, jugée peu fiable, sur les sections syndicales.

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation, du ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports et du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. Cette statistique est prévue tous les deux ans; elle est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture).

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Cette statistique est couplée depuis 1987 avec celle des délégués syndicaux. Elle concerne les établissements, de 50 salariés et plus, assujettis et relevant de la compétence du ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation, du ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports et du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.

Représentants du personnel

Depuis 1974, le ministère du Travail procède à un recensement annuel des demandes de licenciement de représentants du personnel déposées auprès des inspecteurs du travail. Ces données sont agrégées par le service statistique du ministère du Travail (DARES). Parallèlement, la Direction des relations du travail dénombre annuellement les recours hiérarchiques occasionnés par ces décisions.

3. DÉFINITIONS

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève : si ce mot d'ordre est interne à l'établissement où il y a cessation de travail, il s'agit d'un conflit localisé; si ce mot d'ordre est commun à plusieurs établissements d'entreprises différentes ou à un ensemble d'entreprises, il s'agit d'un conflit généralisé. Ce type de conflit peut donc aussi bien désigner une simple grève sur un petit site industriel local qu'une grande journée nationale d'action.

Comités d'entreprise

Par comités d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit élection pour la création du comité, soit élection pour son renouvellement.

Les élections aux comités d'entreprise sont organisées par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25. Si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège « légal » éclate en deux collèges distincts : un deuxième collège pour les agents de maîtrise et techniciens et un troisième collège pour les cadres. Sur les mêmes principes, les

conventions et accords pré-électoraux peuvent aller au-delà du 3e collège par l'éclatement, par exemple, du premier collège : ouvriers d'une part, employés d'autre part.
Mais l'ensemble du personnel peut aussi être regroupé en un collège unique (le cas est assez fréquent).

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre du Travail.

Taux d'absence

Le taux d'absence est défini comme le nombre d'absents hors congé de maternité rapporté aux effectifs inscrits.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation; direction de l'Animation, de la Recherche, des Études et des Statistiques;
— INSEE-division « Emploi »;
— Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM-TS).

Publications :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail;

Dossiers statistiques : « Premières Informations », hors série;

Revue française des Affaires sociales;

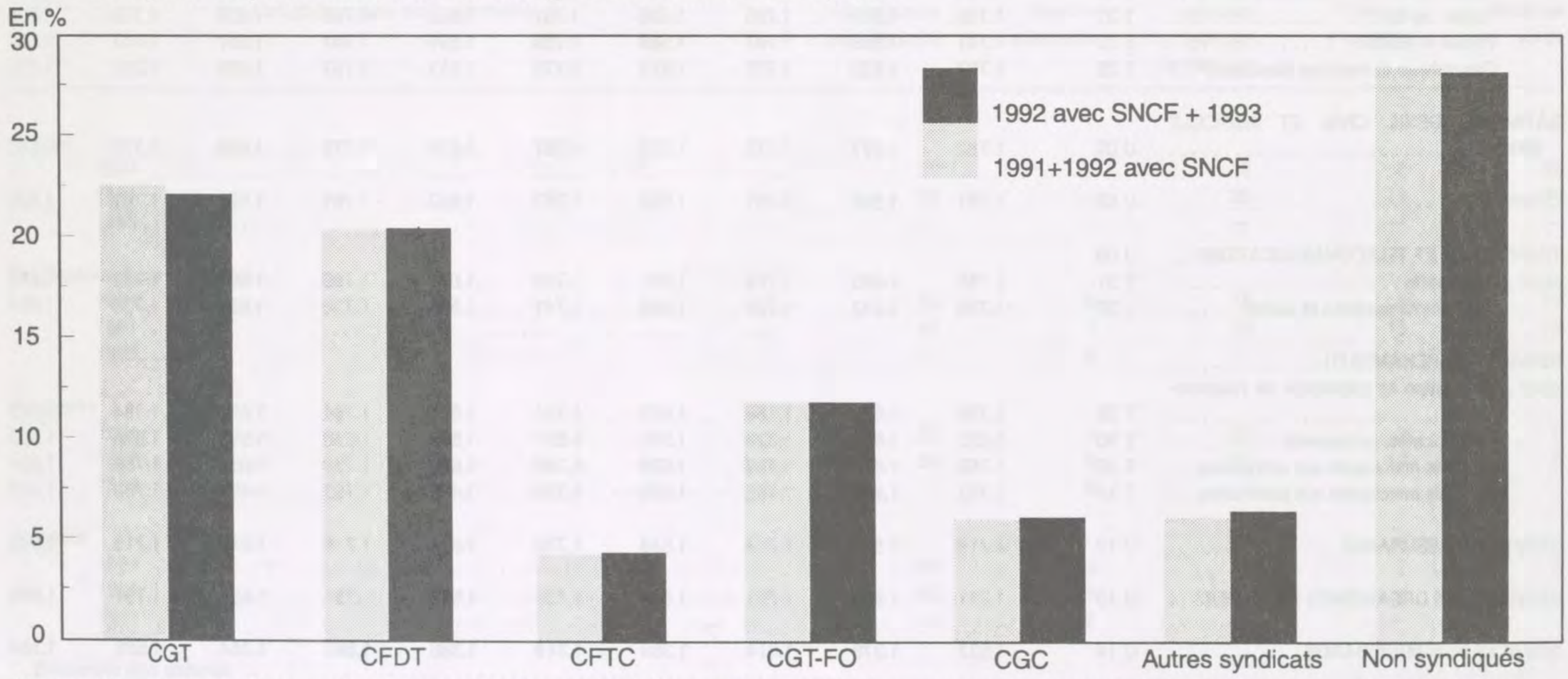
« Contraintes et rythme du travail des salariés à temps partiel », ministère du Travail;

Données sociales, 1993;

« Enquête sur l'emploi », *INSEE-Résultats.*

*
* *

GRAPHIQUE C.02
Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprises



Pour avoir une vision d'ensemble des comités d'entreprise, il est indispensable de regrouper deux années consécutives. Les élections dans un même établissement n'ont lieu que tous les deux ans et les résultats d'une année ne concernent grosso modo que la moitié du parc des établissements. De plus, les résultats des années paires diffèrent sensiblement de ceux des années impaires.

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

NAP niveau 15 en U et 40 en T		1990		(r) 1991		1992		1993		1994	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	(r) durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	U 01	1.779	1.580	1.779	1.571	1.771	1.549	1.761	1.538	1.761	1.538
INDUSTRIE (hors BGCA)	U 02 à U 06	1.758	1.609	1.764	1.615	1.764	1.607	1.757	1.601	1.757	1.601
Dont : Autres produits agricoles et alimentaires	T 03	1.766	1.576	1.766	1.519	1.767	1.574	1.761	1.567	1.761	1.567
Combustibles minéraux solides et cokes	T 04	1.722	1.545	1.722	1.625	1.723	1.548	1.722	1.534	1.722	1.534
Pétrole brut et raffiné, gaz naturel	T 05	1.729	1.634	1.729	1.612	1.734	1.637	1.724	1.628	1.724	1.628
Electricité, gaz et eau	T 06	1.717	1.609	1.717	1.612	1.722	1.617	1.717	1.611	1.717	1.611
Minerais et métaux ferreux	T 07	1.724	1.577	1.733	1.580	1.743	1.588	1.733	1.580	1.733	1.580
Minerais et métaux non ferreux	T 08	1.732	1.582	1.732	1.564	1.742	1.559	1.737	1.555	1.737	1.555
Matériaux de construction	T 09	1.775	1.631	1.775	1.619	1.780	1.620	1.775	1.612	1.775	1.612
Verre	T 10	1.754	1.613	1.750	1.603	1.760	1.610	1.750	1.602	1.750	1.602
Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	T 11	1.711	1.565	1.711	1.561	1.721	1.568	1.715	1.564	1.715	1.564
Parachimie et pharmacie	T 12	1.737	1.579	1.737	1.571	1.742	1.572	1.737	1.567	1.737	1.567
Fonderie et travail des métaux	T 13	1.778	1.642	1.774	1.634	1.779	1.638	1.774	1.634	1.774	1.634
Mécanique	T 14	1.766	1.640	1.766	1.634	1.772	1.635	1.766	1.631	1.766	1.631
Matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	1.748	1.598	1.752	1.598	1.758	1.602	1.748	1.594	1.748	1.594
Biens d'équipement ménager	T 15 B	1.743	1.587	1.743	1.581	1.749	1.588	1.743	1.584	1.743	1.584
Matériels de transport terrestre	T 16	1.758	1.609	1.757	1.603	1.763	1.609	1.762	1.609	1.762	1.609
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	1.729	1.587	1.734	1.587	1.744	1.593	1.739	1.589	1.739	1.589
Textiles et habillement	T 18	1.777	1.586	1.777	1.578	1.782	1.581	1.777	1.577	1.777	1.577
Cuirs et chaussures	T 19	1.781	1.605	1.781	1.595	1.787	1.596	1.777	1.588	1.777	1.588
Bois, meubles et industries diverses	T 20	1.784	1.644	1.779	1.631	1.785	1.632	1.775	1.624	1.775	1.624
Papier, carton	T 21	1.755	1.611	1.755	1.606	1.761	1.609	1.755	1.605	1.755	1.605
Presse et édition	T 22	1.747	1.599	1.747	1.589	1.753	1.591	1.747	1.587	1.747	1.587
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	1.767	1.620	1.767	1.612	1.773	1.612	1.767	1.608	1.767	1.608
BÂTIMENT, GENIE CIVIL ET AGRICOLE (BGCA)	U 07	1.782	1.677	1.772	1.675	1.787	1.674	1.775	1.665	1.775	1.665
COMMERCE	U 08	1.761	1.566	1.761	1.562	1.767	1.562	1.761	1.558	1.761	1.558
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	U 09										
dont : Transports	T 31	1.789	1.663	1.794	1.667	1.799	1.678	1.789	1.669	1.789	1.669
Télécommunications et postes	T 32	1.736	1.542	1.736	1.536	1.741	1.539	1.736	1.534	1.736	1.534
SERVICES MARCHANDS (1)											
dont : Réparation et commerce de l'automobile	T 29	1.788	1.673	1.788	1.665	1.794	1.661	1.784	1.653	1.784	1.653
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	1.822	1.591	1.826	1.592	1.827	1.593	1.826	1.593	1.826	1.593
Services marchands aux entreprises	T 33	1.759	1.629	1.759	1.626	1.765	1.628	1.759	1.624	1.759	1.624
Services marchands aux particuliers	T 34	1.753	1.505	1.753	1.499	1.759	1.496	1.753	1.493	1.753	1.493
SERVICES D'ASSURANCE	U 12	1.719	1.552	1.719	1.549	1.720	1.546	1.715	1.542	1.715	1.542
SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS	U 13	1.751	1.592	1.751	1.594	1.756	1.599	1.751	1.595	1.751	1.595
SERVICES NON MARCHANDS	U 14	1.527	1.378	1.614	1.389	1.619	1.388	1.592	1.364	1.592	1.364
Ensemble		**1.716**	**1.539**	**1.720**	**1.538**	**1.725**	**1.537**	**1.710**	**1.523**	**1.710**	**1.523**

(1) Non comptabilisés ailleurs.

TABLEAU C.02-2

Conditions de travail et relations professionnelles

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Conflits du travail :							
Nombre de journées individuelles non travaillées.							
Total	**1.242.200**	**904.400**	**693.700**	**665.500**	**490.500**	**533.200**	**521.000**
dont : imputables aux conflits localisés	1.094.600	800.200	528.000	497.300	359.200	510.900	500.500
Délégués syndicaux :							
Pourcentage des établissements ayant au moins un délégué	///	50,9	///	///	///	///	///
Effectif correspondant	///	6.260.498	///	///	///	///	///
CHSCT (1) :							
Pourcentage des établissements ayant au moins un CHSCT	///	65,0	///	///	///	///	///
Effectif correspondant (millier)	///	6.313,1	///	///	///	///	///

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-3

Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socio-professionnelle

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation (enquêtes Conditions de travail et Techniques et organisation du travail) %

Catégories socio-professionnelles	Même horaire tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables fixés par l'entreprise	Horaires à la carte	Horaires libres
Cadres					
1984	37	—	18	8	36
1991	23	—	20	13	44
1993	—	1	—	—	—
Professions intermédiaires					
1984	53	5	19	8	16
1991	45	7	16	13	19
1993	—	8	—	—	—
Employés					
1984	62	5	20	7	6
1991	56	8	18	10	9
1993	—	9	—	—	—
Ouvriers					
1984	66	14	13	2	4
1991	63	15	12	4	6
1993	—	18	—	—	—
Ensemble des salariés					
1984	**59**	**8**	**17**	**6**	**10**
1991	**52**	**9**	**16**	**9**	**14**
1993	—	**11**	—	—	—

TABLEAU C.02-4A

Répartition des salariés par catégorie socio-professionnelle selon le nombre de dimanches travaillés dans l'année

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation (enquêtes Conditions de travail et Techniques et organisation du travail)

Catégories socio-professionnelles	Aucun dimanche	De 1 à 15 dimanches	De 16 à 40 dimanches	Plus de 41 dimanches
Cadres				
1984	76	17	5	2
1991	76	17	6	1
1993	78	6	5	1
Professions intermédiaires				
1984	81	11	6	2
1991	79	12	8	1
1993	78	6	7	1
Employés				
1984	78	7	10	5
1991	75	9	13	4
1993	75	4	12	3
Ouvriers				
1984	87	6	5	3
1991	84	8	6	2
1993	84	9	6	2
Ensemble des salariés				
1984	**82**	**9**	**7**	**3**
1991	**79**	**10**	**8**	**2**
1993	**79**	**4**	**8**	**2**

TABLEAU C.02-4B

Répartition des salariés par catégorie socio-professionnelle selon le nombre de samedis travaillés dans l'année

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation (enquêtes Conditions de travail et Techniques et organisation du travail)

Catégories socio-professionnelles	Aucun samedi	De 1 à 15 samedis	De 16 à 40 samedis	Plus de 41 samedis
Cadres				
1984	52	22	8	18
1991	53	22	16	8
1993	57	10	13	5
Professions intermédiaires				
1984	53	15	10	21
1991	52	19	21	8
1993	54	9	19	7
Employés				
1984	49	9	13	28
1991	48	9	20	23
1993	49	6	20	20
Ouvriers				
1984	66	13	8	13
1991	58	19	12	10
1993	58	8	12	9
Ensemble des salariés				
1984	**56**	**13**	**10**	**20**
1991	**53**	**16**	**17**	**14**
1993	**54**	**8**	**16**	**12**

TABLEAU C.02-5

Les pénibilités mentales et physiques et les risques liés au travail

Source : Ministère du Travail, du Dialogue sociale et de la Participation (enquêtes Conditions de Travail)

	Cadres		Professions intermédiaires		Employés		(1) Ouvriers		Ensemble	
	1984	1991	1984	1991	1984	1991	1984	1991	1984	1991
Principales pénibilités et nuisances physiques										
Rester lontemps debout	20	23	43	44	42	48	68	73	49	53
Respirer des poussières	7	11	15	22	16	25	51	63	27	35
Porter des charges lourdes	4	6	10	19	15	26	40	54	21	31
Pointes de bruits très forts ou très aigus	11	17	22	29	13	20	40	51	24	32
Rester lontemps dans une posture pénible	5	10	9	19	13	26	28	46	17	29
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	10	13	18	27	16	28	19	34	17	28
Ne pas quitter son travail des yeux	6	12	10	20	11	22	26	40	16	26
Risquer des accidents de la circulation en cours de travail	19	28	18	29	10	13	23	32	17	25
Respirer des fumées	6	13	11	17	13	19	21	29	12	21
Risquer de faire une chute grave	4	6	8	13	7	14	27	38	14	21
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	5	6	8	13	4	8	28	40	13	19
Ne pas entendre une personne qui leur parle	—	1	1	2	1	1	6	8	3	4
Facteurs de pénibilité mentale										
Devoir retenir beaucoup d'informations à la fois	///	91	///	80	///	54	///	38	///	57
Devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue	///	55	///	52	///	51	///	42	///	48
Ne pas pouvoir faire varier les délais fixés	///	25	///	27	///	36	///	48	///	37
Ne pas pouvoir interrompre son travail en dehors des pauses	///	20	///	25	///	28	///	30	///	28
Même de niveau modéré, le bruit gêne	///	33	///	34	///	22	///	23	///	26
Ne pas quitter son travail des yeux	///	12	///	20	///	22	///	40	///	26

(1) Pour les facteurs de pénibilité mentale n'ont été pris en compte que les ouvriers qualifiés.

TABLEAU C.02-6

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation (enquêtes sur les conditions de travail) %

	Cadres		Professions intermédiaires		Employés		Ouvriers qualifés		Ouvriers non qualifiés		Ensemble	
	1991	1993	1991	1993	1991	1993	1991	1993	1991	1993	1991	1993
Terminal relié à un ordinateur	35	38	28	30	24	24	7	9	3	4	20	22
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	37	45	26	33	6	8	3	4	35	31
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	—	47	—	36	—	10	—	5	—	32	—
Minitel	44	56	32	44	25	34	4	7	1	2	21	30
Vidéo	17	24	13	20	3	7	2	4	1	2	7	11
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	2	—	—	3	4	2	3	1	2
Machine à commande numérique	1	1	1	2	—	—	4	7	2	5	1	3
Instruments de mesure	—	12	—	11	—	4	—	10	—	5	—	8
Instruments médicaux	—	2	—	3	—	1	—	—	—	—	—	1
Autres outils	—	4	—	3	—	2	—	2	—	1	—	2
Appareil à télécopie (fax)	—	68	—	48	—	34	—	10	—	4	—	34

TABLEAU C.02-7

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Affections provoquées par le bruit :						
Total	**1.109**	**860**	**897**	**849**	**941**	**810**
T. 42a (1)	1.071	820	871	836	925	763
T. 46 b (1)	38	40	26	13	16	47
Affections périarticulaires :						
Total	**956**	**1.134**	**1.215**	**1.559**	**2.602**	**3.702**
T. 57a	839	986	1.057	1.360	2.413	3.165
T. 39b	117	148	158	199	189	537
Silicoses :						
Total	**682**	**776**	**752**	**655**	**290**	**227**
T. 25a	682	776	752	654	288	226
T. 22b	—	—	—	1	2	1
Ciment :						
Total	**357**	**372**	**379**	**368**	**369**	**282**
T. 8a	342	359	365	358	361	270
T. 14b	15	13	14	10	8	12
Amiante :						
Total	**344**	**371**	**411**	**504**	**507**	**544**
T. 30a	344	369	411	504	507	544
T. 47b	—	2	—	—	—	—
Hépatites virales :						
Total	**83**	**78**	**64**	**73**	**76**	**57**
T. 45a	83	77	63	73	76	56
T. 33b	—	1	1	—	—	1
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :						
Total	**197**	**236**	**292**	**353**	**314**	**399**
T. 65a	146	182	220	306	259	317
T. 44b	51	54	72	47	55	82
Bois :						
Total	**107**	**102**	**105**	**118**	**111**	**116**
T. 47a	98	89	85	108	105	92
T. 36b (bois exotiques)	9	13	20	10	6	24
Affections respiratoires de mécanisme allergique :						
Total	**157**	**191**	**218**	**226**	**194**	**283**
T. 66a	104	108	144	171	139	188
T. 45b	53	83	74	55	55	95
Vibrations et chocs d'outils :						
Total	**141**	**152**	**147**	**135**	**142**	**183**
T. 35 + 48, T. 69a	111	123	115	116	120	132
T. 29b	30	29	32	19	22	51
Brucelloses :						
Total	**101**	**109**	**111**	**88**	**47**	**69**
T. 24a	43	38	62	40	5	19
T. 6b	58	71	49	48	42	50
Dermatoses dues aux lubrifiants :						
Total	**77**	**113**	**94**	**116**	**106**	—
T. 36a	76	110	91	115	106	—
T. 25b	1	3	3	1	—	—
Isocyanates organiques :						
Total	**74**	**72**	**78**	**88**	**111**	**89**
T. 62a	74	72	77	88	110	89
T. 43b	—	—	1	—	1	—
Amines aromatiques :						
T. 15a	51	54	52	72	68	60
Acides chromiques, chromates :						
Total	**29**	**33**	**64**	**49**	**46**	**40**
T. 10a	29	32	63	47	44	37
T. 34b	—	1	1	2	2	3

NB.—Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.02-7 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Dérivés halogénés de l'éthylène :						
T. 12a	**31**	**29**	**35**	**42**	**29**	**29**
Benzolisme :						
Total	**35**	**22**	**29**	**27**	**29**	**27**
T. 4a	35	21	29	27	29	26
T. 19b	—	1	—	—	—	1
Aldéhyde formique et polymères :						
Total	**39**	**43**	**42**	**53**	**46**	**40**
T. 43a	39	41	40	52	46	37
T. 28b	—	2	2	1	—	3
Sidérose (oxyde de fer) :						
T. 44a	37	47	55	27	30	18
Résines époxydiques :						
Total	**73**	**62**	**72**	**115**	**73**	**82**
T. 51a	73	61	72	115	73	81
T. 37b	—	1	—	—	—	1
Amines aliphatiques et alicycliques :						
T. 49a	27	23	16	14	21	19
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :						
T. 76a	19	30	21	33	27	21
Kératoconjonctivites virales :						
T. 80a	8	15	2	8	22	11
Total des maladies listées	**4.752**	**4.934**	**5.163**	**5.584**	**6.201**	...
a	**4.369**	**4.470**	**4.707**	**5.174**	**5.803**	...
b	**383**	**464**	**456**	**410**	**398**	...
Total des maladies indemnisées	**5.022**	**5.269**	**5.537**	**6.012**	**6.533**	**7.607**
a	**4.580**	**4.738**	**5.029**	**5.564**	**6.079**	**6.598**
b	**442**	**531**	**508**	**448**	**454**	**1.009**

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-8

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1.000 salariés et nombre de morts

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salarié (CNAMTS)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Nombre d'arrêts pour 1.000 salariés						
CNAMTS	50	53	53	54	52	48
Régimes spéciaux	43	43	45	...	...	...
Ensemble	**50**	**52**	**52**	...	...	...
Nombre de morts						
CNAMTS	1.112	1.177	1.213	1.082	*r* 1024	855
Régimes spéciaux	130	124	115	...	...	...
Total	**1.242**	**1.301**	**1.328**	...	...	...

TABLEAU C.02-9

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1989	1990	1991	1992	1993
Bâtiment, travaux publics (3)	70	70	72	71	67
Industrie du bois	48	51	51	50	45
Pierres et terre à feux	46	49	48	47	41
Transports et manutention	46	46	47	45	42
Alimentation	37	38	39	39	36
Caoutchouc et papier-carton	35	33	34	33	30
Métallurgie	32	33	34	32	29
Industries textiles	25	29	28	28	24
Ensemble du régime général	**29**	**29**	**29**	**28**	**26**

(1) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) × 1.000.000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-10

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1989	1990	1991	1992	1993
Bâtiment, travaux publics (3)	3,00	3,05	3,19	3,27	3,20
Industrie du bois	1,41	1,47	1,55	1,53	1,43
Pierres et terre à feux	1,64	1,73	1,79	1,76	1,62
Transports et manutention	2,10	2,03	2,14	2,09	1,97
Alimentation	1,10	1,13	1,18	1,21	1,13
Caoutchouc et papier-carton	1,08	1,08	1,11	1,09	1,00
Métallurgie	0,92	0,94	0,99	0,99	0,91
Industries textiles	0,79	0,85	0,89	0,89	0,81
Ensemble du régime général	**1,00**	**1,00**	**1,07**	**1,06**	**1,00**

(1) Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) × 1.000
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris

TABLEAU C.02-11

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

	Unités	1990	1991	1992	1993	1994
Conflits localisés						
Conflits observés	Nombre	1.790	1.572	1.494	1.472	1.671
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	222,0	225,6	195,1	238,7	215,0
Journées individuelles non travaillées	Millier	528,0	497,3	395,2	510,9	500,5
Conflits généralisés						
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	55,8	183,0	123,1	18,4	25,5
Journées individuelles non travaillées	Millier	165,7	168,2	131,3	22,3	20,5

TABLEAU C.02-12

Pourcentage d'absents selon l'activité économique, le sexe et la catégorie

En 1990 (par rapport à l'ensemble des salariés)

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

Secteurs d'activités économiques	Code	Hommes	Femmes	Ouvriers	Non ouvriers	**Ensemble**
Industries de la viande et du lait	02	3,2	2,5	5,0	0,7	**5,7**
Autres industries alimentaires	03	3,1	2,4	4,5	1,0	**5,5**
Pétrole et gaz naturel	05	2,8	1,2	0,8	3,2	**4,0**
Minerais et métaux ferreux	07	4,6	0,4	3,7	1,3	**5,0**
Minerais et métaux non ferreux	08	4,9	0,8	4,5	1,2	**5,7**
Matériaux de construction, minéraux divers	09	5,1	0,8	5,0	0,9	**5,9**
Industrie du verre	10	4,1	1,4	4,9	0,6	**5,5**
Chimie de base, fibres artificielles	11	4,2	0,9	3,2	1,9	**5,1**
Parachimie et pharmacie	12	2,3	2,9	2,9	2,3	**5,2**
Fonderie et travail des métaux	13	4,2	1,4	4,9	0,7	**5,6**
Construction mécanique	14	3,9	1,0	3,9	1,0	**4,9**
Construction électrique	15	2,5	2,6	3,3	1,8	**5,1**
Matériel de transport terrestre	16	4,1	1,5	4,6	1,0	**5,6**
Constructions navale et aéronautique	17	3,9	0,9	2,7	2,0	**4,8**
Industrie textile et habillement	18	1,5	5,0	5,7	0,8	**6,5**
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1,6	4,4	5,5	0,5	**6,0**
Bois, meubles, industries diverses	20	3,3	2,1	4,6	0,7	**5,3**
Papier-carton	21	3,4	1,7	4,4	0,7	**5,1**
Imprimerie, presse, édition	22	2,7	2,0	3,2	1,5	**4,7**
Caoutchouc et matières plastiques	23	3,3	2,3	4,8	0,8	**5,6**
Bâtiment, génie civil et agricole	24	6,2	0,2	5,7	0,7	**6,4**
Commerce de gros alimentaire	25	3,2	1,7	3,2	1,7	**4,9**
Commerce de gros non alimentaire	26	2,5	1,6	1,4	2,7	**4,1**
Commerce de détail alimentaire	27	1,4	4,2	1,1	4,5	**5,6**
Commerce de détail non alimentaire	28	1,5	3,5	0,8	4,2	**5,0**
Réparation et commerce de l'automobile	29	4,1	0,8	3,1	1,7	**4,9**
Hôtels, cafés, restaurants	30	2,1	4,2	1,6	4,8	**6,4**
Transports	31	3,9	1,1	3,2	1,8	**5,0**
Services marchands rendus aux entreprises	33	1,6	1,9	0,7	2,8	**3,5**
Services marchands rendus aux particuliers	34	1,8	4,3	2,8	3,3	**6,1**
Location crédit-bail immobilier	35	2,4	2,6	3,2	1,8	**5,0**
Assurances	36	1,4	4,1	///	5,5	**5,6**
Organismes financiers	37	1,5	3,1	///	4,6	**4,6**
Ensemble des secteurs		**3,1**	**2,2**	**3,3**	**2,2**	**5,3**

TABLEAU C.02-13

Résultats des élections aux comités d'entreprise

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation — *Unité :* % des suffrages exprimés

	1989		1990	(1) 1991	1992		1993
	Avec SNCF	Sans SNCF			Avec SNCF	Sans SNCF	
Ensemble des salariés :							
CGT	25,1	23,0	24,9	20,4	24,3	22,7	19,7
CFDT	21,0	20,3	19,9	20,5	20,4	19,6	20,8
CFTC	4,6	4,4	3,6	4,5	4,2	4,0	4,7
FO	11,2	11,6	12,8	11,7	12,2	12,7	11,6
CGC	5,5	5,9	6,5	6,5	5,8	6,2	6,5
Autres syndicats	6,3	5,6	5,6	5,6	6,7	6,0	6,3
Non syndiqués	26,4	29,1	26,6	30,9	26,4	28,9	30,3
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :							
CGT	30,4	28,1	30,4	25,2	27,9	29,7	24,3
CFDT	21,8	21,0	20,3	20,7	19,9	20,8	21,0
CFTC	4,4	4,1	3,4	4,3	4,0	4,2	4,6
FO	11,9	12,3	13,2	12,3	13,2	12,7	12,4
CGC	0,5	0,6	0,7	0,9	0,8	0,7	0,9
Autres syndicats	5,0	5,1	5,5	5,3	5,5	5,4	6,1
Non syndiqués	26,0	28,8	26,6	31,3	28,7	26,3	30,7
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :							
CGT	11,2	10,1	11,7	*r* 10,8	10,5	11,6	10,0
CFDT	19,0	18,4	19,0	*r* 20,6	18,8	19,3	20,4
CFTC	5,2	5,1	4,1	*r* 5,0	4,1	4,3	5,1
FO	9,3	9,7	11,7	*r* 9,8	11,5	10,9	9,9
CGC	18,1	19,4	20,7	*r* 17,7	18,8	17,7	18,4
Autres syndicats	9,7	7,2	6,1	*r* 8,9	7,1	9,5	6,7
Non syndiqués	27,5	30,1	26,8	*r* 27,2	29,1	26,8	29,5

(1) Les élections SNCF prévues en 1991 ont été reportées en 1992.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-14

Etablissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

Taille des établissements	Nombre d'établissements		Etablissements avec délégués (en %)		Effectifs		Effectifs des établissements avec délégués (en %)	
	1987	1989	1987	1989	1987	1989	1987	1989
50 à 99 salariés	17.528	18.512	39,6	35,7	1.235.948	1.298.556	40,9	37,1
100 à 199 salariés	9.343	9.690	61,4	58,4	1.291.661	1.340.893	62,6	59,6
200 à 499 salariés	5.161	5.189	82,7	77,8	1.553.333	1.551.184	84,0	79,2
500 à 999 salariés	1.252	1.256	93,2	89,4	861.388	850.144	93,4	89,5
1.000 salariés et plus	549	522	95,4	92,3	1.238.968	1.219.721	95,6	91,5
Total	**33.833**	**35.169**	**55,1**	**50,9**	**6.171.298**	**6.260.498**	**74,5**	**70,1**

TABLEAU C.02-15

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

Syndicats	1987		1989	
	Nombre de délégués	%	Nombre de délégués	%
CGT	12.753	29,4	11.930	28,8
CFDT	10.602	24,4	10.200	24,6
CGT-FO	7.967	18,4	7.674	18,5
CFE-CGC	6.086	14,0	5.625	13,6
CFTC	3.196	7,4	3.124	7,5
Autres syndicats	2.774	6,4	2.907	7,0
Total	**43.378**	**100,0**	**41.460**	**100,0**

TABLEAU C.02-16

Etablissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis		Etablissements ayant au moins un CHSCT (en %)		Effectifs (millier)		Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)	
	1987	1989	1987	1989	1987	1989	1987	1989
Moins de 300 salariés	28.197	29.169	63,5	61,5	3.100,1	3.179,1	70,7	69,2
De 300 à 499 salariés	2.168	2.142	91,1	88,6	828,8	812,6	91,1	88,8
500 salariés et plus	1.883	1.839	94,1	92,4	2.426,9	2.321,4	94,2	92,7
Total	**32.248**	**33.150**	**67,1**	**65,0**	**6.355,8**	**6.313,1**	**82,3**	**80,4**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-17

Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions (1) prises par les inspecteurs du travail

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

	Motifs économiques			Autres motifs			Tous motifs		
	1991	1992	1993	1991	1992	1993	1991	1992	1993
Nombre de demandes de licenciement de représentants du personnel	11.333	14.229	16.322	2.489	2.522	2.474	13.822	16.751	18.804
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	34	25	14	6	1	— 2	28	21	12
Nombre de décisions	10.242	12.497	13.521	1.844	1.848	1.761	12.086	14.345	15.282
Pourcentage de décisions par rapport aux demandes	90	88	83	74	73	71	87	85	81

(1) Décisions susceptibles d'appel.

TABLEAU C.02-18

Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation

	Motifs économiques		Autres motifs		Tous motifs	
	1991	1992	1991	1992	1991	1992
Nombre de représentants du personnel concernés	278	417	283	303	561	720
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente	−10	33	6	7	−3	22

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu brut des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
3. Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
4. Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage.
5. Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs.
6. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public).
7. Salaire minimum de croissance SMIC .
8. Gains moyens mensuels des salariés.

9A. Gains moyens mensuels selon l'activité économique des établissements.

9B. Gains moyens mensuels selon l'activité économique de l'établissement (en NES), le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

10. Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique.
11. Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification.
12. Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique.
13. Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par qualification.
14. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, dans les secteurs privé et semi-public.
15. Salaires nets de prélèvements, par sexe et catégories socioprofessionnelles.
16. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.
17. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par profession et sexe ou statut.
18. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires.
19. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.
20. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre.
21. Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie de 1978 à 1988 dans 6 pays de la CEE.
22. Le coût horaire de la main-d'œuvre en 1988 par secteur dans 6 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation, et les divisions « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus et patrimoine des ménages » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Dans le secteur privé et semi-public, le salaire offert en 1994 pour un travail à temps complet s'établit en moyenne à 12.680 F par mois en brut et à 10.200 F net des prélèvements à la source (cotisations sociales et CSG). La moitié des salaires sont inférieurs à 10.530 F brut (8.370 F net). Entre 1993 et 1994, en francs constants, le salaire moyen net de prélèvements offert aux salariés à temps complet diminue de 0,1 %, la hausse des prélèvements sociaux compensant la hausse des salaires bruts de 1,1 %. Si on élimine les effets de structure qui proviennent essentiellement de l'augmentation des qualifications, le salaire net de prélèvements diminue de 0,8 % en francs constants.

Entre 1993 et 1994, le salaire brut moyen par tête des agents des services civils de l'État a augmenté de 0,8 % en francs constants (+ 2,4 % entre 1992 et 1993). Le salaire moyen net de prélèvements a été stable en francs constants : + 0,1 % (+ 1,7 % entre 1992 et 1993). À corps, grade et échelon identiques, le salaire moyen a diminué, en francs constants, de 0,4 % en brut et de 1,1 % en net. Il avait augmenté de 1,1 % en brut et de 0,5 % en net entre 1992 et 1993. En ajoutant l'effet des avancements et promotions, le salaire net de prélèvements des seules personnes en place a, en revanche, augmenté de 1,5 % toujours en francs constants contre + 3,1 % en 1992 et 1993.

2. MÉTHODOLOGIE

Les revenus des ménages, les revenus fiscaux

Deux types de résultats sont présentés : ceux qui portent sur l'ensemble des revenus des ménages, compatibles avec les données de la comptabilité nationale (compte de revenus) et ceux portant sur les seuls revenus fiscaux.

Ces résultats reposent largement sur une source principale permettant de saisir l'ensemble des revenus des ménages; il s'agit de l'exploitation des déclarations fiscales, réalisée tous les cinq ou six ans, collectées par la direction générale des impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu.

Les comptes de revenu des ménages par catégorie socioprofessionnelle sont établis en répartissant le compte de revenu existant dans la comptabilité nationale entre les différentes catégories à partir d'un certain nombre de clés de ventilation dont la plupart sont fournies par l'enquête sur les revenus fiscaux des ménages. C'est cette même enquête qui permet également de calculer des revenus non imposables mais attribués sur barème, tels que les prestations familiales, le minimum vieillesse ou le revenu minimum d'insertion. Pour certains types de revenus, la somme des revenus des différentes catégories de ménage issue de la source fiscale est très inférieure aux évaluations des comptes nationaux (en particulier pour les revenus d'entreprise individuelle). On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

Le champ des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôt (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur le patrimoine des ménages.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut.

Les comptes présentés pour l'année 1989 sont donc une actualisation de ceux établis pour 1984; les évolutions constatées pour certains postes d'une année sur l'autre sont à manipuler avec précaution car elles proviennent dans certains cas d'une actualisation assez « frustre ».

Le revenu fiscal présenté résulte directement des informations collectées à partir d'un échantillon d'environ 30.000 déclarations fiscales, représentatif aussi bien des ménages imposés que non imposés.

L'unité statistique est le ménage (ensemble des personnes qui vivent dans un même logement) et non le foyer fiscal (qui est l'unité de collecte des déclarations). Les déclarations souscrites par des foyers cohabitant dans un même logement ont été additionnées afin de constituer l'unité « ménage ».

Sous l'étiquette de revenu fiscal, on amalgame différents revenus dont la signification n'est pas la même. Si les salaires et les pensions déclarés par les contribuables correspondent bien à des revenus effectivement perçus, il n'en est pas de même des revenus des entrepreneurs individuels dont l'imposition est parfois basée sur une évaluation forfaitaire. Les revenus d'activité non salariaux estimés par la source fiscale sont très inférieurs aux évaluations plus économiques de ces mêmes revenus en comptabilité nationale. Par suite, les revenus des ménages sont connus avec une précision variable selon les cas : en moyenne bien meilleure pour les salariés et les inactifs que pour les indépendants et les agriculteurs.

Les salaires

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs T 17, les arsenaux faisant partie des administations publiques, et T 38, une grande partie de ce secteur étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (T 32, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés sous deux

concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution des taux de salaire horaire des ouvriers pour la France entière est présentée par activité économique et par qualification. L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) qui permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail, a été rénovée en avril 1985. Elle reste une enquête auprès des établissements industriels et commerciaux de plus de 10 salariés : par sondage au-dessous de 50 salariés, exhaustive à partir de ce seuil. Depuis octobre 1988, date du début de la nouvelle série des enquêtes gains, les gains moyens sont calculés sur l'ensemble des salariés rémunérés pendant le mois d'enquête. Sont donc inclus les salariés à temps partiel et ceux qui sont arrivés dans l'établissement ou qui l'ont quitté au cours du mois d'enquête. Les données collectées concernent le salaire de base, hors primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités. Les rémunérations mensuelles brutes extrêmes (avant déduction de la cotisation de la Sécurité sociale et de la retenue pour pension de retraite) ont deux niveaux hiérarchiques : minimum mensuel de rémunération et indice hiérarchique le plus élevé.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, en 1989, les distributions de primes et d'indemnités se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Le coût de la main-d'œuvre

Une enquête communautaire européenne sur les coûts de la main-d'œuvre a été réalisée tous les trois ans jusqu'en 1984 et, à partir de 1988, est réalisée tous les quatre ans dans les pays de la Communauté européenne, pour mesurer l'évolution des coûts et permettre des comparaisons internationales. La dernière enquête date de 1992, mais les résultats ne sont que partiellement exploités. Depuis 1978, l'enquête effectuée pour la France par l'INSEE couvre à la fois le champ de l'industrie et des commerces, banques et assurances. En 1988, pour la première fois, certains secteurs des services sont également enquêtés.

3. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Gains

Les gains tiennent compte des majorations pour heures supplémentaires, des primes de transport, des primes (d'ancienneté, de panier, d'outillage, etc.) et des indemnités pour travail de nuit ou de dimanche. Mais ils s'entendent avant déduction des cotisations de Sécurité sociale. Ils excluent toutes les prestations sociales. Ils ne comprennent pas les gratifications exceptionnelles, les primes qui ne sont pas versées mensuellement (primes de vacances, primes de fin d'année), les sommes versées en acompte pour une période postérieure ou les rappels et règlements afférents au travail d'une période antérieure.

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résí-

dence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500.000 personnes (sauf en catégorie D).

Revenus primaires et revenus de transferts

Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité nets de cotisation et de patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Revenu disponible brut et net

Le revenu disponible brut est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues. Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale. On obtient alors le revenu disponible net.

Revenu fiscal

Il est constitué de la totalité des ressources des ménages qui sont par nature imposables. Ce sont les traitements et salaires, les pensions et rentes viagères, les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices non commerciaux, les bénéfices agricoles, les rémunérations de gérants et associés, les revenus financiers, les revenus fonciers, les plus-values mobilières et immobilières.

C'est un revenu avant impôt et transferts familiaux. Il ne s'agit pas du revenu imposable au sens fiscal (base de l'impôt), les divers abattements et déductions prévus par la législation fiscale n'ayant pas été déduits.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1). Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;
— Direction générale des Impôts;
— *Journal officiel;*
— Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation;
— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

Articles d'*Économie et Statistique :*

« L'effet redistributif de l'impôt direct et des prestations familiales », n° 177, mai 1985;

« Les revenus des patrimoines sont très inégalement répartis », n° 180, septembre 1985;

« Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes continuent à se réduire », n° 210, mai 1988;

« En 1988, les salaires nets ont gagné, 0,7 % de pouvoir d'achat en moyenne », n° 221, mai 1989;

« Les écarts de salaires à l'intérieur de huit pays de la Communauté européenne : des pratiques nationales divergentes », n° 219, mars 1989;

« Au voisinage du SMIC », n° 221, mai 1989;

« Les salaires par modification », n° 221, mai 1989;

« Les salaires et carrières des ingénieurs diplomés », n° 221, mai 1989;

« Ressources et niveau de vie des personnes âgées », Économie et Statistique, n° 222, juin 1989;

« Les inégalités de revenus : quasi-statu quo entre 1979 et 1984 pour les salariés et les inactifs », n° 230, mars 1990;

---

1. Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions :

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier.

Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

Autres publications :

« Les salaires dans le secteur privé à la mi-1989 », n° 41, travail et emploi, mars 1989;

« Rencontre européenne sur les salaires :
— quelques manifestations de flexibilités salariales;
— le déplacement du niveau de la négociation salariale;
— les déterminants du salaire;
— pratiques salariales et gestion du personnel dans les banques et les assurances;
— le rôle normatif de la négociation salariale de branche », travail et emploi, n° 45, juin 1990.

« Les salaires en 1989. Tome 1 : Le secteur privé », *INSEE-Résultats,* n° 93, août 1990;

« La structure des salaires en France - La dernière enquête de 1986 », *INSEE-Résultats,* n° 157, octobre 1991;

« Les agents de l'État au 31 décembre 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 189-190, mai 1992;

« Les salaires en 1990. Tome 1 : Le secteur privé », *INSEE-Résultats,* n° 192, juin 1992;

« Les salaires des agents de l'État en 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 201-202, juillet 1992;

« Les salaires des agents de l'État en 1991 et 1992 », *INSEE-Résultats,* n° 333, septembre 1994;

« Les comptes de revenu des ménages par CSP 1984-1989 », *INSEE-Résultats,* n° 226, décembre 1992;

« Les salaires en 1990. Tome 2 : la fonction publique d'État », *INSEE-Résultats,* n° 238, mai 1993;

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1991 », *INSEE-Première,* n° 211, juillet 1992;

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1992 », *INSEE-Première,* n° 275, août 1993.

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1993 », *INSEE-Première,* n° 321, juin 1994;

« Les primes et compléments de salaire dans le secteur privé », *INSEE-Première,* n° 406, octobre 1995;

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1994 », *INSEE-Première,* n° 393, juillet 1995;

« L'évolution des salaires des agents de l'État en 1991 », *INSEE-Première,* n° 232, novembre 1992;

« Le revenu des ménages », *Données sociales,* 1993;

« Les salaires des agents de l'État en 1992 », *INSEE-Première,* n° 286, novembre 1993;

« Les salaires des agents de l'État en 1993 », *INSEE-Première,* n° 354, décembre 1994;

« Les salaires des agents de l'État en 1994 », *INSEE-Première,* n° 409, novembre 1995;

« Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1985-1988 », *Documents du CERC,* n° 93, 1989;

« Les Français et leurs revenus : le tournant des années 1980 », *Documents du CERC,* n° 94, 1989;

« Constat de l'évolution récente des revenus en France 1986-1989 », *Documents du CERC,* n° 97, 1990;

« Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1988-1991 », *Documents du CERC,* n° 103, 1992;

« Les revenus fiscaux des ménages en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 139, 1989;

« Les salaires et la négociation salariale dans le secteur privé à la mi-1992 : la fin d'un cycle ? », *Premières synthèses,* n° 29 : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

« Évolution récente des grandes catégories de revenus perçus par les ménages (année 1993) », *INSEE-Résultats,* n° 373-374, février 1995.

*
* *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu brut des ménages par catégorie socio-professionnelle

Année 1989

Source : INSEE

Unité : Millier de Francs

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	215	275	260	169	114	112	18	112
Travail salarié	19	84	251	164	111	110	13	87
Entreprise individuelle	196	191	9	5	3	2	5	25
Revenu de la production des ménages « purs »	14	23	14	9	4	4	18	12
Revenu de la propriété	19	52	27	9	3	3	20	17
Revenu primaire brut	**248**	**350**	**301**	**187**	**121**	**119**	**56**	**141**
Prestations sociales	39	31	37	37	35	50	101	63
dont : Vieillesse/Survie	10	8	8	5	7	4	76	32
Transferts divers	1	—	6	5	3	—	4	3
Revenu disponible avant impôts	**288**	**381**	**344**	**229**	**159**	**169**	**161**	**207**
Impôts sur le revenu et le patrimoine	18	51	40	19	10	7	11	17
dont : Impôt sur le revenu	11	38	31	14	7	5	6	12
Revenu disponible brut	**270**	**330**	**304**	**210**	**149**	**162**	**150**	**190**
Revenu disponible net	219	297	296	205	147	160	140	180
Nombre de ménages (en milliers)	597,3	1.797,8	1.673,7	2.553,7	2.340	4.631,5	7.951,1	21.545,1

TABLEAU C.03-2

Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1990

Source : INSEE (enquête sur les revenus fiscaux des ménages)

Unité : Franc

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Revenu fiscal moyen en 1990	Evolution 1984-1990 base 100 = 1984
Agriculteurs exploitants	566.968	1.996.706	138.500	157
Professions indépendantes	1.509.046	4.812.581	277.200	143
Cadres supérieurs	1.712.812	5.197.067	282.100	123
Professions intermédiaires	2.826.123	8.199.686	176.700	120
Employés	2.316.564	5.723.051	119.100	115
Ouvriers	4.886.466	16.556.895	119.800	126
Inactifs	8.095.521	15.226.035	100.900	136
Total	**21.913.500**	**57.712.021**	**148.000**	**129**

TABLEAU C.03-3

Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1990

Source : INSEE (enquête sur les revenus fiscaux des ménages)

%

Tranche de revenus (en francs)	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Moins de 40.000	15,1	6,8	1,1	1,8	6,9	5,6	15,6	8,9
De 40.000 à moins de 60.000	11,4	4,4	1,5	2,2	8,7	7,8	14,4	9,0
De 60.000 à moins de 80.000	10,8	6,1	1,3	3,7	14,2	15,0	14,3	11,4
De 80.000 à moins de 100.000	11,5	6,1	2,6	7,9	16,8	14,8	12,5	11,7
De 100.000 à moins de 120.000	8,3	8,1	4,0	9,8	11,6	12,6	10,7	10,3
De 120.000 à moins de 140.000	7,8	6,6	3,4	11,4	9,7	12,4	7,7	9,0
De 140.000 à moins de 160.000	7,0	6,2	5,7	10,8	8,4	9,6	6,0	7,7
De 160.000 à moins de 200.000	10,0	10,7	11,5	18,7	12,9	12,7	7,5	11,3
De 200.000 à moins de 260.000	7,0	11,6	21,5	20,4	7,9	6,8	6,3	10,0
260.000 et plus	11,1	33,2	47,3	13,1	2,8	2,6	4,9	10,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU C.03-4

Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage

Année 1990

Source : INSEE (enquête sur les revenus fiscaux des ménages)

%

Tranches de revenus (en francs)	25 ans ou moins	26 à 30 ans	31 à 40 ans	41 à 50 ans	51 à 60 ans	61 à 65 ans	66 à 70 ans	71 ans ou plus	Ensemble
Moins de 40.000	17,9	7,9	6,4	4,7	7,5	7,2	9,2	17,2	8,9
De 40.000 à moins de 60.000	14,7	8,1	5,3	4,3	6,6	10,8	12,5	18,0	9,0
De 60.000 à moins de 80.000	21,9	12,0	9,4	7,1	8,6	13,4	14,1	15,8	11,4
De 80.000 à moins de 100.000	13,4	16,5	11,0	7,8	10,6	12,3	14,6	12,9	11,7
De 100.000 à moins de 120.000	10,0	13,3	10,8	8,0	9,5	11,4	12,4	10,2	10,3
De 120.000 à moins de 140.000	9,5	11,3	9,9	9,3	8,1	9,9	7,8	7,0	9,0
De 140.000 à moins de 160.000	5,2	9,9	9,7	8,2	7,1	7,5	7,6	4,4	7,7
De 160.000 à moins de 200.000	5,1	11,5	15,0	13,3	13,2	9,7	9,7	5,2	11,3
De 200.000 à moins de 260.000	1,5	5,3	11,9	16,8	12,3	8,7	6,4	5,2	10,0
260.000 et plus	0,6	4,2	10,4	20,5	16,5	9,1	5,6	4,1	10,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU C.03-5

Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéros de la nomenclature	Etablissements ayant eu des salariés			Masse annuelle des salaires bruts (2)			Effectifs inscrits au 31 décembre		
		1989	1991	1992	1989	1991	1992	1989	1991	1992
Pêche	T 01	3.282	2.779	2.515	1.531,5	1.432,1	1.343,2	12,8	12,3	11,5
Industries de la viande et du lait	T 02	4.572	4.233	4.392	17.638,0	18.239,4	19.981,3	178,0	160,1	171,0
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	44.122	43.085	43.372	36.553,0	39.387,2	41.163,9	367,4	363,0	369,6
Production de combustibles minéraux solides	T 04	27	29	38	3.849,6	3.157,4	2.928,5	29,0	24,4	20,3
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	239	216	202	6.833,5	7.585,9	7.041,8	32,4	33,9	29,3
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	1.549	1.649	1.685	27.950,7	30.362,1	31.683,3	192,6	191,7	193,3
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	613	605	612	12.064,7	13.193,7	12.786,2	93,5	91,2	82,9
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	498	507	474	6.864,3	7.332,9	7.400,4	48,6	47,0	44,5
Production de matériaux de construction	T 09	8.509	8.568	8.798	16.058,9	16.367,6	16.827,8	140,2	130,6	127,3
Industrie du verre	T 10	1.112	1.097	1.103	6.767,5	7.244,7	7.542,9	55,3	56,4	56,6
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	1.558	1.538	1.521	17.837,6	19.306,5	19.523,9	117,4	114,8	110,3
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	3.242	3.224	3.229	27.961,7	31.409,5	33.413,0	191,1	193,8	198,0
Fonderie et travail des métaux	T 13	20.440	20.836	20.477	48.047,4	53.708,8	52.878,1	434,7	430,7	408,6
Construction mécanique	T 14	22.043	22.927	22.875	53.262,3	58.374,3	59.174,5	435,1	430,0	417,8
Construction électrique et électronique	T 15	13.219	13.803	13.744	74.972,6	83.423,3	81.474,9	539,4	536,1	497,8
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	2.581	2.620	2.710	42.371,6	45.731,1	46.372,9	364,7	352,5	345,3
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	1.071	1.067	1.028	22.480,8	24.190,3	25.438,5	134,1	137,2	137,1
Industrie textile et habillement	T 18	16.552	15.294	14.630	33.410,0	33.295,6	32.539,1	362,3	325,7	312,7
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	2.683	2.459	2.345	6.514,0	6.550,5	6.337,5	75,0	67,2	64,1
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	23.206	22.827	22.871	26.050,2	27.836,7	27.265,3	274,5	264,6	251,8
Industrie du papier et du carton	T 21	2.020	2.041	1.974	13.097,2	14.590,9	14.798,6	106,1	106,3	105,3
Imprimerie, presse, édition	T 22	17.204	17.668	18.046	32.809,5	35.257,5	36.008,7	262,3	254,9	253,5
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	5.294	5.524	5.462	23.499,0	26.502,3	27.723,4	215,4	216,2	218,8
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	173.807	171.604	170.588	128.347,6	146.994,3	138.419,0	1.257,2	1.254,5	1.212,6
Commerce de gros alimentaire	T 25	23.293	22.510	22.220	27.403,0	28.679,8	30.006,0	248,5	239,3	240,8
Commerce de gros non alimentaire	T 26	75.136	78.649	80.131	99.219,6	110.683,0	113.405,8	751,4	755,0	746,9
Commerce de détail alimentaire	T 27	70.139	67.284	66.724	42.171,9	47.392,9	49.148,0	544,0	555,4	572,2
Commerce de détail non alimentaire	T 28	169.311	168.862	170.884	63.398,7	69.412,6	70.868,5	748,0	760,6	760,1
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	55.212	53.606	54.147	34.062,5	37.109,6	37.864,6	337,0	333,6	334,1
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	120.658	125.812	130.393	42.983,5	51.568,3	54.007,3	573,6	633,9	655,5
Transports	T 31	45.978	47.396	48.141	98.932,2	109.951,6	115.125,3	849,1	863,7	877,0
Télécommunications et postes	T 32	477	575	578	1.058,4	1.594,9	1.820,0	8,3	11,6	11,7
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	194.341	216.521	214.417	195.966,4	237.376,7	256.525,4	1.785,1	1.844,9	1.881,9
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	173.108	179.267	183.395	180.836,6	205.231,9	228.459,6	2.062,0	2.190,7	2.355,9
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	16.742	35.030	34.099	8.798,5	9.896,8	12.692,6	99,2	118,2	133,5
Assurances	T 36	7.590	6.073	6.073	21.392,4	23.366,0	25.724,4	159,9	159,6	169,7
Organismes financiers	T 37	14.507	14.981	15.820	65.519,3	71.225,7	76.982,9	415,7	406,7	428,0
Services non marchands	T 38	66.458	76.474	81.820	69.975,4	79.868,9	81.858,6	873,0	968,9	1.012,9
Total		**1.402.393**	**1.459.240**	**1.473.533**	**1.638.491,6**	**1.834.833,3**	**1.904.555,6**	**15.373,9**	**15.637,4**	**15.820,2**

(1) Non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Avant déduction de la cotisation salariale à la Sécurité sociale et y compris la valeur des avantages en nature.

TABLEAU C.03-6

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1992

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéro de la nomenclature	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen						
			Par sexe			Par catégories socioprofessionnelles			
			Les deux sexes (3)	Sexe masculin	Sexe féminin	Cadres supérieurs (4)	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Pêche	T 01	11,6	125.830	128.447	77.229	230.586	148.743	81.819	123.704
Industries de la viande et du lait	T 02	158,3	97.315	106.159	78.858	250.631	129.969	84.459	80.088
Autres indust. agricoles et alimentaires	T 03	324,3	98.618	109.158	78.848	252.128	131.108	75.404	85.867
Production de combustibles minéraux solides	T 04	19,1	127.009	127.726	110.030	303.216	151.120	102.559	112.803
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	27,4	194.316	210.685	142.122	310.990	166.899	125.910	141.516
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	182,6	143.187	148.284	122.062	251.310	142.941	106.032	113.634
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	86,6	117.440	119.183	102.022	270.975	129.670	104.073	97.183
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	44,8	136.338	140.191	112.766	294.852	147.925	110.734	109.356
Production de matériaux de construction	T 09	123,5	107.340	110.689	88.460	271.773	134.130	94.485	85.152
Industrie du verre	T 10	55,7	114.769	119.597	91.863	252.483	137.360	97.604	97.512
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	108,7	147.434	153.384	119.789	305.729	150.595	111.631	110.141
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	181,3	143.869	165.518	118.873	267.477	140.458	98.105	91.702
Fonderie et travail des métaux	T 13	396,9	106.845	110.995	86.348	255.356	135.243	90.936	88.000
Construction mécanique	T 14	401,9	116.362	121.310	93.075	243.781	131.947	92.215	89.856
Construction électrique et électronique	T 15	483,5	134.843	152.793	96.361	259.175	130.541	97.765	86.223
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	339,6	111.445	116.053	90.176	257.463	134.977	103.004	93.244
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	137,1	150.364	155.276	118.583	256.811	147.422	110.988	111.627
Industrie textile et habillement	T 18	290,6	88.670	115.848	73.244	268.292	124.698	84.232	69.117
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	57,3	85.891	107.763	71.742	247.989	129.927	84.663	71.325
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	232,9	93.250	98.816	79.009	224.269	127.602	85.229	76.441
Industrie du papier et du carton	T 21	108,9	116.332	126.002	90.109	273.741	148.258	98.485	94.042
Imprimerie, presse, édition	T 22	195,5	140.645	157.100	111.896	247.526	145.165	99.880	107.553
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	206,4	105.576	114.139	82.830	269.507	129.067	92.329	83.775
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.162,1	99.659	99.857	96.677	241.961	136.022	89.170	83.208
Commerce de gros alimentaire	T 25	207,0	110.391	119.536	86.222	243.704	125.005	85.958	80.724
Commerce de gros non alimentaire	T 26	670,9	131.137	144.331	102.446	252.783	131.157	87.709	82.597
Commerce de détail alimentaire	T 27	403,7	84.364	97.083	70.931	218.455	103.062	67.605	80.480
Commerce de détail non alimentaire	T 28	531,6	94.525	113.351	81.414	183.139	106.050	74.535	76.403
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	305,5	98.293	100.234	88.234	192.360	136.087	79.716	82.402
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	434,3	81.823	89.191	71.021	166.066	102.634	69.475	77.691
Transports	T 31	791,5	116.097	118.319	105.297	246.981	136.272	97.759	95.718
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	1.119,7	144.634	173.370	110.203	252.036	123.627	86.897	82.229
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	1.559,6	99.872	112.290	93.999	197.373	122.631	84.743	70.132
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	93,5	100.599	113.213	85.332	232.991	116.107	80.572	73.944
Assurances	T 36	139,4	138.204	170.962	112.143	226.380	128.097	97.998	101.996
Organismes financiers	T 37	383,9	158.003	188.361	126.451	255.306	138.180	110.389	90.014
Services non marchands	T 38	510,6	102.711	114.997	94.387	181.648	109.071	83.893	69.878
Ensemble (5)		**12.491,8**	**113.411**	**124.281**	**94.498**	**238.150**	**127.630**	**84.978**	**85.577**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail).
(3) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.
(4) Y compris les dirigeants d'entreprise
(5) Non compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-7

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles du salaire horaire brut

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc par heure

	1990	1991	1992	1993	1994
Métropole :					
SMIC	30,80	32,30	33,58	34,45	35,20
Minimum garanti	15,76	16,30	16,74	17,02	17,30
Départements d'outre-mer :					
Antilles, Guyane	25,71	25,71	29,00	30,79	31,46
Réunion	24,36	24,36	29,00	30,79	31,46

TABLEAU C.03-8

Gains moyens mensuels des salariés

Ensemble des activités du secteur privé

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	1989 Octobre	1990 Octobre	1991 Octobre	1992 Octobre	1994 Octobre
Gains mensuels :					
Cadres	19.370	20.126	21.032	21.812	22.286
Agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs	10.659	11.051	11.526	11.974	12.486
Employés	7.688	8.016	8.445	8.728	9.090
Ouvriers	7.175	7.501	7.879	8.134	8.410
Ensemble des salariés	**9.433**	**9.823**	**10.422**	...	**11.174**

TABLEAU C.03-9A

Gains moyens mensuels selon l'activité économique des établissements

Situation en octobre 1993

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation — *Unité :* Franc

	Industrie (non compris le bâtiment)	Bâtiment génie civil et agricole	Industrie (y compris le bâtiment)	Transport (non compris SNCF et RATP)	Commerce	Service	**Total (1)**
Gains mensuels :							
Cadres	22.982	21.700	22.796	20.981	21.434	21.951	**22.162**
Agent de maîtrise, techniciens	12.695	11.882	12.561	12.238	11.715	11.988	**12.297**
Employés	9.757	9.717	9.752	8.799	8.031	9.259	**8.994**
Ouvriers	8.500	8.221	8.441	8.803	7.932	7.883	**8.325**

(1) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

TABLEAU C.03-9B

Gains moyens mensuels selon l'activité économique de l'établissement (en NES), le sexe et la catégorie socio-professionnelle

Situation en octobre 1994

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation — *Unité :* Franc

Activité économique	Code NES (1) (niveaux 16 et 36)	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers :				
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	9.126	7.253	8.620
Construction	(HO)	8.345	7.131	8.340
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	8.910	7.251	8.558
Transports (non compris SNCF)	(KO)	8.926	7.935	8.866
Commerce	(J1 à J3)	8.395	6.686	8.039
Ensemble des services	EL à EN, EP à ER	8.230	7.037	7.721
Ensemble		**8.792**	**7.149**	**8.410**
Gains mensuels des employés :				
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	10.549	9.386	9.826
Construction	(HO)	10.891	9.111	9.864
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10.582	9.352	9.830
Transports (non compris SNCF)	(KO)	9.276	8.367	8.743
Commerce	(J1 à J3)	8.581	7.727	8.088
Ensemble des services	EL à EN, EP à ER	9.818	9.243	9.459
Ensemble		**9.530**	**8.801**	**9.090**
Gains mensuels des agents de maîtrise, techniciens :				
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	13.080	11.750	12.843
Construction	(HO)	12.332	10.422	12.182
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	12.947	11.699	12.735
Transports (non compris SNCF)	(KO)	12.747	11.060	12.298
Commerce	(J1 à J3)	12.301	11.048	12.022
Ensemble des services	EL à EN, EP à ER	12.627	11.399	12.059
Ensemble		**12.818**	**11.471**	**12.486**
Gains mensuels des cadres :				
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	23.953	19.152	23.204
Construction	(HO)	21.771	16.894	21.421
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	23.662	18.972	22.983
Transports (non compris SNCF)	(KO)	22.234	17.441	21.557
Commerce	(J1 à J3)	22.452	17.721	21.517
Ensemble des services	EL à EN, EP à ER	23.341	18.969	22.051
Ensemble		**23.278**	**18.746**	**22.286**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés :				
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	11.905	9.128	11.097
Construction	(HO)	9.953	9.928	9.974
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	11.455	9.178	10.887
Transports (non compris SNCF)	(KO)	10.545	9.734	10.345
Commerce	(J1 à J3)	11.532	8.544	10.267
Ensemble des services	EL à EN, EP à ER	14.219	10.555	12.311
Ensemble		**12.016**	**9.651**	**11.174**

(1) Cf. La nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage; les codes qui correspondent au niveau 36 sont notés entre parenthèses.

TABLEAU C.03-10

Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique

De janvier à janvier

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation — %

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (1)		1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994
Industries de la viande et du lait	T 02	4,9	3,6	3,9	2,4	1,7
Industries des autres produits alimentaires	T 03	5,1	3,8	3,7	2,4	1,5
Production de minerais et métaux ferreux; première transformation de l'acier	T 07	5,6	3,8	...	...	1,2
Prod. de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	4,0	4,2	3,3	3,0	3,0
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	4,7	3,8	3,9	2,5	2,2
Industrie du verre	T 10	4,4	3,0	3,7	2,0	1,5
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	3,8	4,8	3,3	2,4	2,2
dont : chimie de base-17		4,0	4,5	3,1	2,4	2,2
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	4,7	4,0	3,2	3,0	1,8
dont : parachimie-18		4,7	4,0	3,0	2,5	1,7
Industrie pharmaceutique-19		4,7	3,9	...	...	2,0
Fonderie et travail des métaux	T 13	5,3	3,7	3,4	2,0	1,7
Construction mécanique	T 14	4,7	3,6	2,9	2,1	2,0
Construction électrique et électronique	T 15	4,3	3,5	3,0	2,2	2,1
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	2,8	2,6	3,1	2,5	2,2
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	3,2	4,2	4,7	...	...
Industries du textile et de l'habillement	T 18	5,1	4,0	3,5	2,6	1,8
dont : Industrie textile-44		5,0	4,1	3,6	2,7	1,9
Industrie de l'habillement-47		5,1	3,8	3,3	2,5	1,7
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	5,2	3,5	3,6	2,4	1,7
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	5,1	3,9	3,2	2,3	1,6
dont : Travail mécanique du bois-48		5,2	3,9	3,4	2,4	1,7
Industrie de l'ameublement-49		4,9	4,2	3,2	2,8	1,3
Industries du papier et du carton	T 21	4,5	3,8	3,9	2,2	2,1
Imprimerie, presse, édition	T 22	6,5	2,0	2,7	3,2	1,5
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	4,4	3,1	3,3	2,1	1,7
dont : Industrie du caoutchouc-52		4,5	3,0	3,8	2,3	1,1
Transformation des matières plastiques-53		4,3	3,2	2,9	2,1	2,0
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	7,5	7,8	4,9	2,8	2,6
Commerce de gros alimentaire	T 25	4,8	3,3	3,8	2,3	1,7
Commerce de gros non alimentaire	T 26	5,0	3,3	3,5	2,5	2,2
Commerce de détail alimentaire	T 27	4,0	3,1	3,4	...	...
Commerce de détail non alimentaire	T 28	5,4	2,6	2,9	2,3	2,4
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	5,1	3,6	4,0	2,7	2,9
Transports (2)	T 31	5,0	3,6	2,3	2,8	1,9
Regroupements						
Industries agricoles et alimentaires	U 02	5,0	3,7	3,8	2,4	1,6
Industries des biens intermédiaires	U 04	4,8	3,7	3,4	2,2	1,8
Industries des biens d'équipement	U 05	3,8	3,2	3,2	1,8	2,1
Industries des biens de consommation courante	U 06	5,2	3,7	3,2	2,6	1,7
Commerce	U 08	4,7	3,2	3,5	2,3	2,3
Services marchands	U 10	5,1	3,3	3,5	2,4	2,9
Industrie, non compris le bâtiment (3)	**U 02 à U 06**	**4,6**	**3,5**	**3,3**	**2,2**	**1,9**
dont : Industrie chimique-17-18-19		4,4	4,2	3,1	2,7	2,0
Industrie, y compris le bâtiment (3)	**U 02 à U 07**	**5,2**	**4,4**	**3,7**	**2,3**	**2,0**
Tertiaire (2)	**U 08 à U 14**	**4,9**	**3,4**	**3,3**	**2,4**	**2,5**
Services	**U 10 à U 14**	**5,1**	**3,3**	**3,6**	**2,4**	**2,9**
Ensemble secteurs non agricoles (4)	**U 02 à U 14**	**5,1**	**4,1**	**3,5**	**2,4**	**2,2**

(1) Entre tirets, niveau 100 de la NAP 73 (nomenclature d'activités et de produits de 1973).
(2) Non compris SNCF et RATP.
(3) Non compris T 04 : production de combustibles minéraux solides et cokéfaction et T 06 : électricité, gaz et eau.
(4) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-11

Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification

De janvier à janvier

Source : Ministère du travail, du Dialogue social et de la Participation

%

	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994
Manoeuvre :					
Niveau 1	5,1	3,4	3,8	2,2	2,2
Niveau 2	4,9	3,7	3,4	2,3	2,1
Ouvrier spécialisé :					
Niveau 3	4,8	3,6	3,4	2,4	2,1
Niveau 4	4,6	4,1	3,4	2,3	2,1
Ouvrier qualifié :					
Niveau 5	5,4	4,5	3,5	2,4	2,1
Niveau 6	5,5	4,6	3,7	2,3	2,2
Ouvrier hautement qualifié :					
Niveau 7	6,1	5,1	3,8	2,6	2,3
Ensemble des ouvriers	**5,1**	**4,1**	**3,5**	**2,4**	**2,1**

TABLEAU C.03-12

Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique

De janvier à janvier

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation — %

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (1)		1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994
Industries de la viande et du lait	T 02	4,4	2,8	3,9	2,9	1,5
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	5,3	3,2	3,8	2,8	1,3
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	4,5	3,5	3,4	2,8	2,1
Industrie du verre	T 10	4,8	4,0	3,7	2,1	1,4
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	5,2	3,7	3,7	2,1	2,3
dont : chimie de base-17-		5,2	3,8	3,5	2,0	2,3
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	4,0	4,8	3,2	2,5	1,9
dont : parachimie-18-		3,9	4,4	3,2	2,2	1,5
Industrie pharmaceutique-19-		4,0	5,2	3,2	3,0	2,4
Fonderie et travail des métaux	T 13	5,6	4,2	3,8	1,4	2,1
Construction mécanique	T 14	5,0	3,5	3,5	2,2	2,0
Construction électrique et électronique	T 15	4,4	3,3	2,2	2,5	2,2
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	4,4	4,3	2,6	2,1	3,1
Industries du textile et de l'habillement	T 18	5,6	4,1	3,5	2,0	1,7
dont : Industrie textile-44-		4,6	4,1	3,6	2,2	2,0
Industrie de l'habillement-47-		6,9	4,0	3,4	1,6	1,4
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	5,0	4,5	3,2	2,7	2,1
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	5,5	3,9	2,7	2,9	1,7
dont : Travail mécanique du bois-48-		6,4	3,3	3,7	1,6	2,2
Industrie de l'ameublement-49-		4,5	4,3	2,9	3,2	—
Industries du papier et du carton	T 21	4,8	3,6	3,6	1,6	1,1
Imprimerie, presse, édition	T 22	4,6	3,8	2,8	2,5	0,9
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	3,7	3,9	3,6	1,8	1,9
dont : Industrie du caoutchouc-52-		2,6	3,8	4,4	2,4	1,6
Transformation des matières plastiques-53-		4,5	3,9	2,9	1,4	2,2
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	5,5	5,1	3,6	2,4	1,5
Commerce de gros alimentaire	T 25	5,6	3,4	3,4	1,9	1,9
Commerce de gros non alimentaire	T 26	5,5	3,2	3,6	1,8	2,3
Commerce de détail alimentaire	T 27	5,6	2,8	3,5	2,4	2,5
Commerce de détail non alimentaire	T 28	6,1	2,8	2,8	2,0	1,9
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	4,9	4,2	3,5	2,6	1,9
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	5,3	3,2	3,2	1,3	1,7
Services marchands aux entreprises	T 33	5,5	3,8	3,2	2,3	1,3
Services marchands aux particuliers	T 34	4,5	2,6	4,6	2,7	2,3
Assurance	T 36	4,5	3,8	5,5	1,7	2,2
Organismes financiers	T 37	4,1	2,7	3,6	2,5	1,9
Regroupements :						
Industries agricoles et alimentaires	U 02	4,9	3,1	3,8	2,8	1,4
Industries des biens intermédiaires	U 04	4,9	4,0	3,7	1,8	2,1
Industries des biens d'équipement	U 05	4,3	3,7	2,8	2,1	2,5
Industries des biens de consommation courante	U 06	4,8	4,2	3,1	2,4	1,6
Commerce	U 08	5,7	3,0	3,3	2,0	2,2
Services marchands	U 10	5,1	3,4	3,6	2,3	1,7
Industrie, non compris le bâtiment (2)	**U 02 à U 06**	**4,6**	**3,9**	**3,1**	**2,2**	**2,1**
dont : Industrie chimique-17-18-19-		4,4	4,4	3,3	2,4	2,0
Industrie, y compris le bâtiment (2)	**U 02 à U 07**	**4,8**	**4,0**	**3,2**	**2,2**	**2,0**
Tertiaire (3)	**U 08 à U 14**	**5,1**	**3,2**	**3,5**	**2,3**	**1,9**
Services	**U 10 à U 14**	**4,8**	**3,2**	**3,7**	**2,5**	**1,8**
Ensemble secteurs non agricoles (4)	**U 02 à U 14**	**5,0**	**3,5**	**3,4**	**2,3**	**1,9**

(1) Entre tirets, niveau 100 de la NAP 73 (nomenclature d'activités et de produits de 1973).
(2) Non compris T 04 : production de combustibles minéraux solides et cokéfaction et T 06 : électricité, gaz et eau.
(3) Non compris SNCF et RATP.
(4) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-13

Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par qualification

Source : Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation — %

	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994
Agents de maîtrise (production) :					
Niveau 1	4,7	3,8	3,4	2,3	2,1
Niveau 2	4,6	3,5	3,4	2,4	1,9
Employés peu qualifiés	5,0	3,2	3,6	2,1	2,1
Employés qualifiés	5,3	3,3	3,5	2,2	2,0
Maîtrise administrative et commerciale	5,1	2,9	3,4	2,3	2,0
Techniciens :					
Niveau 1	4,6	3,7	3,5	2,3	2,1
Niveau 2	4,6	3,2	2,9	2,3	2,1
Ingénieurs et cadres :					
Débutants	4,3	4,6	2,8	2,2	1,4
Confirmés	4,8	4,4	3,2	2,4	1,5
Ensemble des non-ouvriers	**5,0**	**3,5**	**3,4**	**2,3**	**1,9**

TABLEAU C.03-14

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), dans les secteurs privé et semi-public

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1984, 1992 actualisées pour l'année 1994 — *Unité :* Francs courants

	1984			1994		
Déciles	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D 1	48.600	42.200	**45.600**	68.960	59.970	**64.890**
D 2	55.100	47.200	**51.700**	78.460	68.200	**74.040**
D 3	61.500	51.800	**57.500**	87.320	75.430	**82.850**
D 4	67.000	56.100	**63.100**	95.810	83.270	**91.170**
D 5	73.900	61.300	**69.200**	105.300	91.990	**100.450**
D 6	81.900	67.300	**76.700**	116.960	101.660	**111.070**
D 7	92.700	75.000	**85.700**	134.900	113.680	**126.020**
D 8	111.400	84.400	**100.700**	163.620	131.260	**149.920**
D 9	150.700	102.200	**132.700**	221.200	157.060	**197.500**
D 9/D 1	3,10	2,42	**2,91**	3,21	2,62	**3,04**
Salaire net moyen	92.000	69.000	**84.000**	132.890	103.510	**122.230**

(1) Cotisations sociales et, à partir de 1991, contribution sociale généralisée (CSG)

TABLEAU C.03-15

Salaires nets de prélèvements (1) par sexe et catégories professionnelles

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, Actualisation des DADS de 1992 — *Unité :* francs

	Montant annuel (francs courants)			Évolution en % du salaire moyen (francs constants)	
	r 1992	*r* 1993	1994	*r* 1993/92	1994/93
Ensemble des salariés	**117.470**	**120.350**	**122.230**	**0,3**	**0,1**
Cadres	244.810	248.120	248.590	0,8	1,5
Professions intermédiaires	128.970	130.730	131.880	0,7	0,8
dont : Techniciens, agents de maîtrise	131.970	133.500	134.700	0,9	0,8
Autres professions intermédiaires	127.300	129.220	130.370	0,6	0,8
Employés	86.500	87.960	88.820	0,4	0,7
Ouvriers	87.410	88.780	89.970	0,5	0,4
dont : Qualifiés	92.550	93.740	94.800	0,9	0,6
Non qualifiés	74.110	74.960	75.670	1,0	0,7
Sexe masculin	128.040	131.060	132.890	0,3	0,3
Sexe féminin	98.930	101.640	103.510	0,6	0,1

(1) Cotisations sociales et CSG.

TABLEAU C.03-16A

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Y compris Défense, la Poste et France-Télécom

Année 1992 (Résultats définitifs)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État). *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**535.216**	**191,1**	**204,8**	**168,5**	**192,8**	**206,6**	**170,3**	**164,2**	**178,3**	**136,7**
Cadres	193.919	207,6	216,4	176,1	208,0	216,6	176,8	202,3	214,4	169,8
Personnels de direction (3)	9.233	373,1	378,8	330,8	373,7	379,6	329,7	356,5	356,9	354,1
Magistrats	5.151	248,4	258,9	236,4	248,7	259,5	236,5	211,5	212,7	198,0
Cadres administratifs	106.977	187,9	197,2	166,4	187,5	196,4	166,7	192,4	209,7	163,2
Cadres techniques	32.133	210,3	216,4	178,8	212,0	218,1	179,6	204,9	211,0	176,8
Officiers (non généraux)	40.424	214,5	216,4	167,1	214,5	216,4	167,1	—	—	—
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	341.297	181,7	195,1	166,5	184,4	198,4	168,7	127,2	135,4	115,3
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	52.305	210,4	222,5	178,4	231,3	242,3	200,0	112,7	118,5	101,1
Personnels de direction du secondaire (4)	25.545	187,5	198,0	169,6	188,1	198,2	170,7	99,7	121,2	95,3
Professeurs agrégés et certifiés (5)	251.644	174,6	185,0	165,0	174,7	185,0	165,1	157,6	183,3	127,9
Professions intermédiaires	**1.010.966**	**125,6**	**128,7**	**121,6**	**128,4**	**131,2**	**125,0**	**100,5**	**108,6**	**88,7**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés	477.926	125,3	128,9	123,5	131,3	137,7	128,3	85,1	87,1	83,4
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	164.810	135,0	138,5	132,0	145,2	149,3	141,7	97,0	99,1	95,1
Instituteurs et assimilés	286.442	124,8	128,1	123,7	125,1	128,3	124,0	84,2	95,5	80,8
Professions de la santé et du travail social, clergé	13.811	113,3	113,9	113,0	115,3	118,3	114,0	90,0	91,4	86,6
Professions intermédiaires administratives, police	197.000	125,6	131,4	119,5	125,7	131,6	119,6	121,6	126,4	116,0
Professions intermédiaires techniques	60.093	134,5	136,1	119,6	134,9	136,3	121,6	132,2	135,0	111,9
Contremaîtres et agents de maîtrise	58.720	113,3	114,3	103,7	107,8	108,7	98,3	123,6	125,1	111,2
Sous-officiers	203.416	128,0	129,5	109,9	128,0	129,5	109,9	—	—	—
Employés et ouvriers	**773.036**	**97,9**	**103,4**	**90,2**	**99,8**	**105,6**	**92,0**	**86,6**	**91,9**	**77,1**
Employés et agents de service	472.210	95,4	101,0	91,4	97,2	102,3	93,3	74,6	78,0	73,4
dont : Employés	401.574	99,0	104,2	95,1	100,5	105,0	97,0	76,7	81,4	75,3
Personnels de service	68.271	74,6	79,9	71,4	75,9	81,6	72,5	66,6	69,4	65,1
Personnels de la police et des prisons	110.212	124,4	125,5	105,8	124,4	125,5	105,8	85,2	98,5	80,1
Ouvriers	150.595	89,4	92,5	80,8	85,1	87,9	78,5	96,7	99,2	86,5
Toutes catégories	**2.319.218**	**131,5**	**139,1**	**121,0**	**134,9**	**142,8**	**124,2**	**102,5**	**110,4**	**89,3**

(1) Salaire imposable et indemnités pour charges militaires, non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris officiers généraux.
(4) Y compris personnels d' inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs du nouveau corps des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-16B

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense, la Poste et France-Télécom

Année 1994 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État). *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**531.363**	**191,3**	**210,0**	**169,9**	**193,0**	**212,4**	**171,5**	**160,5**	**175,3**	**134,0**
Cadres	105.996	226,6	242,6	192,2	228,6	244,5	194,6	209,6	226,5	171,6
Personnels de direction (3)	7.287	392,5	402,5	344,4	393,4	403,6	344,5	367,1	372,4	341,0
Magistrats	5.132	263,8	275,6	250,9	263,9	275,9	251,0	226,4	229,4	211,9
Cadres administratifs	69.351	207,4	223,2	180,3	209,0	224,7	182,0	196,0	212,6	167,9
Cadres techniques	23.473	223,7	232,5	185,7	222,0	230,9	185,9	236,6	244,3	183,1
Officiers (non généraux)	753	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	425.367	182,5	198,8	166,4	184,8	202,0	168,1	128,2	137,0	114,2
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	58.289	215,4	227,9	184,3	237,9	249,4	207,0	119,1	125,1	107,9
Personnels de direction du secondaire (4)	27.357	197,1	209,4	178,2	197,7	209,6	179,3	97,8	107,9	95,8
Professeurs agrégés et certifiés (5)	329.130	174,8	188,3	163,8	175,0	188,5	164,1	138,9	156,8	124,1
Professions intermédiaires	**570.996**	**131,3**	**134,6**	**129,0**	**136,2**	**140,3**	**133,6**	**96,2**	**102,3**	**90,4**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés	405.214	131,4	134,1	130,0	138,5	144,7	135,7	89,3	91,4	87,5
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	125.804	141,7	145,2	138,8	153,8	158,5	150,0	104,5	106,8	102,4
Instituteurs et assimilés	253.029	132,3	135,3	131,4	132,8	135,6	131,8	89,6	95,0	88,0
Professions de la santé et du travail social, clergé	12.532	119,8	119,9	119,7	121,2	122,0	120,8	94,3	96,1	92,4
Professions intermédiaires administratives, police	103.619	136,7	146,0	127,2	136,9	146,3	127,2	132,0	137,5	127,2
Professions intermédiaires techniques	23.791	132,8	135,3	121,9	133,4	135,5	123,7	128,6	133,2	107,8
Contremaîtres et agents de maîtrise	24.714	111,7	112,9	100,2	106,4	107,1	100,2	136,8	140,0	100,1
Sous-officiers	1.126	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Employés et ouvriers	**448.324**	**103,3**	**112,0**	**93,7**	**105,3**	**113,3**	**95,9**	**83,8**	**94,6**	**75,8**
Employés et agents de service	208.966	99,8	104,8	98,0	103,6	109,1	101,6	76,6	79,7	75,4
dont : Employés	177.694	102,8	110,6	100,4	105,3	113,6	102,9	80,4	85,0	78,9
Personnels de service	29.265	83,0	88,4	77,9	89,8	93,8	85,1	67,5	69,7	66,3
Personnels de la police et des prisons	111.091	129,9	131,0	112,6	129,9	131,0	112,7	86,5	92,1	81,1
Ouvriers	128.066	86,2	91,5	78,3	84,6	89,2	78,2	103,6	108,6	79,9
Toutes catégories	**1.550.683**	**143,8**	**155,9**	**132,4**	**147,5**	**159,6**	**136,2**	**105,7**	**119,3**	**91,9**

(1) Salaire imposable et indemnités pour charges militaires, non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris officiers généraux.
(4) Y compris personnels d' inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs du nouveau corps des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-17A

Taux des rémunérations annexes des agents de l'État (1) par profession et sexe ou statut

Agents à temps complet (y compris la Défense, la Poste et France-Télécom)

Année 1992 (Résultats définitifs)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	510.859	186.023	**22,9**	23,4	11,9	26,7	16,2
dont : Personnels de direction	8.713	359.161	**41,8**	43,0	14,9	42,9	34,3
Magistrats	4.975	244.330	**38,7**	38,8	31,7	40,5	36,6
Cadres administratifs	102.868	180.322	**30,2**	31,6	11,6	31,4	27,1
Cadres techniques	30.284	201.930	**40,8**	46,4	24,5	42,4	32,0
Officiers (non généraux)	36.518	213.740	**48,2**	48,2	—	48,8	32,1
Enseignants du supérieur ou chercheurs	51.853	208.926	**12,6**	13,8	2,3	13,3	10,1
Directeurs et inspecteurs du secondaire	24.550	183.775	**10,1**	10,1	5,6	11,0	8,4
Professeurs agrégés et certifiés (2)	243.551	171.514	**17,0**	17,0	9,6	20,3	13,8
Professions intermédiaires	960.187	123.300	**19,3**	19,6	16,2	24,4	13,2
dont : Professeurs de collèges et maîtres auxiliaires	154.174	130.574	**16,2**	16,0	17,2	17,4	15,2
Instituteurs et assimilés	272.153	122.145	**9,4**	9,5	2,8	9,5	9,4
Santé, travail social, clergé	13.360	111.417	**10,7**	10,6	12,7	12,6	9,7
Professions intermédiaires administratives, police	191.363	122.907	**21,8**	22,2	12,1	23,9	19,5
Professions intermédiaires techniques	58.466	133.203	**24,7**	26,6	16,3	24,9	23,0
Contremaîtres et agents de maîtrise	57.246	112.692	**22,2**	18,3	29,0	22,8	16,0
Sous-officiers	187.347	127.833	**36,2**	36,2	—	37,2	24,4
Employés et ouvriers	740.289	96.456	**22,1**	21,8	24,5	26,2	16,2
dont : Employés	386.255	96.581	**21,1**	20,9	25,9	24,1	18,6
Personnels de service	65.799	73.446	**8,1**	8,6	4,9	12,2	5,7
Personnels de la police et des prisons	107.966	123.188	**37,1**	37,1	14,8	37,0	37,7
Ouvriers	145.638	88.794	**14,5**	9,0	23,3	16,7	8,0
Ensemble	**2.211.335**	**128.803**	**21,2**	**21,4**	**18,3**	**25,7**	**14,8**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Y compris professeurs du nouveau corps des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-17B

Taux des rémunérations annexes des agents de l'État (1) par profession et sexe ou statut

Agents à temps complet (non compris la Défense, la Poste et France-Télécom)

Année 1994 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	508.693	185.888	**20,5**	20,9	11,1	23,9	16,2
dont : Personnels de direction	6.839	375.725	**41,3**	42,5	9,5	42,8	33,9
Magistrats	4.961	259.341	**40,7**	40,7	36,4	42,7	38,5
Cadres administratifs	65.848	196.669	**34,2**	37,2	12,6	37,0	29,1
Cadres techniques	21.755	212.059	**44,6**	48,0	19,2	46,9	34,2
Officiers (non généraux)	251	...	...	...	...	...	...
Enseignants du supérieur ou chercheurs	57.668	213.871	**13,1**	13,9	6,7	13,8	11,1
Directeurs et inspecteurs du secondaire	26.241	192.971	**10,6**	10,7	5,9	11,7	8,9
Professeurs agrégés et certifiés (2)	318.156	171.715	**17,5**	17,5	12,0	21,1	14,5
Professions intermédiaires	540.875	127.523	**16,0**	16,0	16,2	19,5	13,7
dont : Professeurs de collèges et maîtres auxiliaires	116.540	136.279	**18,5**	17,7	22,4	19,8	17,5
Instituteurs et assimilés	239.807	129.093	**10,4**	10,5	6,7	10,6	10,4
Santé, travail social, clergé	12.103	117.607	**12,4**	12,5	10,8	16,2	10,4
Professions intermédiaires administratives, police	99.280	132.363	**27,2**	27,8	12,2	30,1	24,2
Professions intermédiaires techniques	22.989	131.195	**24,8**	27,1	9,6	25,5	21,7
Contremaîtres et agents de maîtrise	24.090	110.783	**21,5**	15,9	47,8	22,4	13,0
Sous-officiers	284	...	...	...	...	...	...
Employés et ouvriers	428.139	100.835	**22,3**	22,9	14,5	27,6	15,8
dont : Employés	166.342	97.840	**21,0**	22,1	7,3	27,4	19,1
Personnels de service	27.624	81.427	**14,2**	16,7	7,0	18,3	10,2
Personnels de la police et des prisons	108.879	128.589	**37,4**	37,4	66,3	37,3	39,8
Ouvriers	123.654	85.084	**9,8**	8,1	28,4	13,3	4,6
Ensemble	**1.477.707**	**139.883**	**19,3**	**19,7**	**14,3**	**23,5**	**15,1**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Y compris professeurs du nouveau corps des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-18

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyennes annuelles - Hors échelle-lettres

Source : INSEE — *Unité :* franc

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Minimun mensuel de rémunération brute avec indemnité de résidence la plus basse (1)	5.106	5.265	5.505	5.686	5.782	5.938
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) avec indemnité de résidence la plus basse (1)	18.924	19.463	19.824	20.351	20.905	21.144

(1) L'indemnité de résidence la plus basse est 0% depuis 1983. À la rémunération de l'indice minimum s'ajoute l'indemnité différentielle qui met la rémunération effective au niveau du SMIC.
(2) Indice majoré de janvier 1989 = 814; de février 1989 à juillet 1990 = 815; à partir d'août 1990 = 818.

TABLEAU C.03-19

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État(1)

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Base 100 : Décembre 1969
Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

	1990	1991	Ancien Indice (2) 1992	Nouvel Indice (2) 1992	1993	1994
Indices bruts par catégorie :						
Catégorie A	522,1	533,4	550,1	101,5	104,3	105,5
Catégorie B	567,2	582,2	600,5	101,6	104,7	106,2
Catégorie C	593,4	608,8	629,5	///	///	///
Catégorie D	683,3	710,3	739,8	///	///	///
Catégories C + D	608,3	625,6	647,6	101,9	105,6	107,6
Indice brut d'ensemble	570,0	584,7	603,8	101,6	104,6	106,2
Indice net d'ensemble	527,7	547,1	562,8	101,6	104,6	106,2

(1) À l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.
(2) L'indice mensuel des traitements de la Fonction publique d'État a été rénové en 1992, il est dorénavant calculé en base 100 décembre 1991. De plus, en application du plan Durafour, les agents de la catégorie D ont été intégrés dans la catégorie C de 1990 à 1994.

TABLEAU C.03-20

Évolution de la structure des coûts de la main-d'oeuvre

Source : INSEE-OSCE (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre)

%

Eléments du coût de la main-d'oeuvre	Industrie et bâtiment			Commerces, banques, assurances			Total		
	1981	1984	1988	1981	1984	1988	1981	1984	1988
Salaire direct et primes occasionnelles	60,3	57,0	56,1	61,0	57,2	56,3	60,4	57,0	56,1
Congés payés et jours fériés chômés payés	7,3	8,5	8,3	8,0	8,4	8,0	7,3	8,5	8,3
Sécurité sociale légale (URSSAF) (1)	18,9	19,5	19,1	17,7	18,6	18,0	18,6	19,2	18,8
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	7,8	8,2	8,1	7,7	8,4	8,2	7,8	8,2	8,2
Assurance vieillesse et allocations familiales	8,9	9,2	8,9	8,6	8,8	8,6	8,8	9,1	8,8
Accidents du travail	2,2	2,1	2,1	1,4	1,4	1,2	2,0	1,9	1,8
Sécurité sociale conventionnelle	7,6	8,7	9,6	7,0	8,3	9,0	7,5	8,6	9,4
dont : ASSEDICS et FNGS	2,0	2,8	2,8	1,9	2,8	3,0	1,8	2,7	2,9
Caisses complémentaires de retraite et prévoyance	4,5	4,7	5,0	4,5	4,6	4,7	4,5	4,7	4,9
Autres charges sociales diverses	5,9	6,3	6,9	7,3	7,5	8,7	6,2	6,7	7,4
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié (en francs)	8.728	11.913	15.021	9.337	12.510	15.695	8.865	12.062	15.205
Masse des salaires sous plafond (en % du total)	77,0	81,6	80,7	72,9	77,9	76,8	76,1	80,6	79,6

(1) A l'exclusion de l'allocation destinée au Fonds national d'aide au logement (0,10 % sous plafond) et de la taxe sur les transports (assise aussi sur les salaires sous plafond) reportées dans « autres charges ».

TABLEAU C.03-21

Structure du coût de la main-d'oeuvre dans l'industrie de 1978 à 1988 dans 6 pays de la CEE

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre

% du coût total

	Coût direct				Coût indirect					
	Gain direct	Primes gratifications	Rémunération journalière non ouvrée	Avantages en nature	Coût direct	Charges légales sécurité sociale	Charges conventionnelles sécurité sociale	Formation professionnelle	Autres	Coût indirect
DANEMARK										
1978	86,5	0,7	7,1	0,1	94,4	2,7	1,4	1,4	0,1	5,6
1981	85,4	0,7	8,2	0,1	94,4	2,6	1,2	1,6	0,1	5,5
1984	83,6	0,7	8,0	0,1	92,4	4,6	1,1	1,9	0,1	7,7
1988	83,1	0,8	12,3	0,0	96,2	1,9	1,1	2,3	— 1,5	3,8
ALLEMAGNE (ex-RFA)										
1978	59,4	8,0	10,5	0,2	78,1	16,6	3,4	1,2	0,5	21,7
1981	57,6	8,5	11,3	0,2	77,6	16,6	3,6	1,5	0,7	22,4
1984	56,5	8,6	11,4	0,2	76,7	16,4	4,6	1,6	0,7	23,3
1988	56,0	8,8	11,4	0,2	76,4	16,9	4,6	1,6	0,6	23,7
FRANCE										
1978	56,2	5,3	8,1	1,0	70,6	19,5	6,3	1,4	2,2	29,4
1981	55,6	5,2	8,1	1,1	70,0	18,9	7,6	1,5	2,0	30,0
1984	52,5	5,0	9,4	1,2	68,1	19,4	8,7	1,6	2,2	31,9
1988	51,4	6,2	9,4	1,0	68,0	19,1	9,4	1,8	1,7	32,0
IRLANDE										
1978	77,3	0,9	7,7	0,1	86,0	5,9	5,1	2,1	0,9	14,0
1981	73,9	0,9	9,2	0,1	84,1	7,0	5,6	2,1	1,2	15,9
1984	69,7	1,0	11,7	0,2	82,6	8,6	6,1	1,3	1,4	17,4
1988	70,4	1,4	10,3	0,1	82,2	8,1	7,0	1,1	1,6	17,8
PORTUGAL										
1978										
1981	58,6	11,1	6,1	0,0	75,8	16,2	2,0	2,0	4,0	24,2
1984	58,7	10,3	5,3	0,2	74,5	16,3	2,1	2,0	5,1	25,5
1988	56,0	11,8	6,0	0,4	74,2	18,9	2,8	2,8	1,3	25,8
ROYAUME-UNI										
1978	72,3	1,1	8,3	0,3	82,0	8,9	6,3	1,9	0,9	18,0
1981	69,3	1,0	10,4	0,4	81,1	9,4	6,8	2,0	0,7	18,9
1984	71,3	1,1	10,4	0,2	83,0	7,6	7,0	1,5	0,9	17,0
1988	73,0	1,3	11,0	0,2	85,5	7,3	4,6	1,5	1,1	14,5

TABLEAU C.03-22

Le coût horaire de la main-d'oeuvre en 1988 par secteur dans 6 pays européens (1)

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre

Secteurs	NACE	Volume travail en %	Coût horaire Indice (Industrie = 100)						Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année					
			DK	D	FR	IRL	P	UK	DK	D	FR	IRL	P	UK
Energie, eau	1	6,1	—	134,4	153,1	140,4	203,9	135,3	—	1.603	1.541	1.736	1.753	1.758
dont : Electricité, gaz, vapeur	16	3,3	113,8	132,5	163,6	141,4	251,9	123,8	1.728	1.692	1.480	1.731	1.690	1.828
Industrie manufacturière		80,1	98,0	100,3	99,6	95,6	97,8	98,1	1.678	1.645	1.684	1.960	1.947	1.913
dont : Production, transformation des métaux	22	2,6	96,9	107,6	112,3	103,3	153,6	115,7	1.690	1.628	1.645	2.029	1.890	1.886
Production minéraux non métalliques	24	3,3	98,7	88,2	97,2	127,7	103,0	91,3	1.693	1.700	1.702	1.978	1.965	1.938
Industrie chimique	25	6,1	113,2	124,4	132,3	126,1	167,5	123,0	1.696	1.697	1.649	1.992	1.836	1.836
Production de fibres artificielles	26	0,2	—	119.1	123,0	—	177,3	133,2	—	1.673	1.568	—	1.742	1.816
Fabrication d'ouvrages en métaux	31	7,4	93,4	90,4	90,4	88,6	99,6	94,8	1.694	1.644	1.700	2.004	1.973	1.948
Machines, matériel mécanique	32	8,9	95,6	103,0	98,6	86,7	103,7	93,2	1.696	1.644	1.700	1.963	1.987	1.941
Construction machines de bureau	33	1,3	113,6	143,9	178,3	106,2	—	147,5	1.730	1.623	1.678	1.971	—	1.822
Construction électrique, électronique	34	10,1	100,8	105,9	108,8	83,5	147,7	100,8	1.704	1.594	1.682	1.943	1.902	1.861
Automobiles, pièces détachées	35	6,6	90,5	118,9	97,1	64,4	138,9	91,7	1.695	1.566	1.673	1.996	1.968	2.257
Autres matériels de transport	36	2,8	101,1	117,7	130,2	101,3	153,1	115,5	1.687	1.623	1.638	2.040	1.975	1.859
Instruments de précision, optique	37	1,4	94,1	89,3	90,2	89,1	99,6	105,0	1.713	1.647	1.701	1.910	1.902	1.851
Alimentation, boissons, tabac	41-42	7,6	95,8	81,6	87,5	101,1	99,4	85,7	1.626	1.734	1.709	2.011	1.946	1.960
Industrie textile	43	4,0	86,4	73,1	78,3	75,1	75,7	67,5	1.625	1.678	1.670	1.862	1.951	1.883
Industrie du cuir	44	0,3	87,1	63,8	75,2	61,9	78,5	72,2	1.648	1.686	1.683	1.849	1.996	1.954
Ind. des chaussures, de l'habillement	45	3,6	75,1	62,8	68,3	51,7	68,2	57,6	1.629	1.663	1.654	1.880	1.972	1.818
Ind. du bois, meubles en bois	46	3,1	85,2	80,0	74,6	72,3	70,8	85,9	1.684	1.684	1.717	1.984	1.961	1.979
Ind. du papier, imprimerie	47	5,8	119,5	97,7	106,6	117,0	136,9	116,1	1.697	1.668	1.703	1.919	1.914	1.868
Ind. du caoutchouc, plastique	48	3,7	93,8	85,4	87,3	88,8	102,2	87,7	1.670	1.673	1.699	1.940	1.915	1.907
Autres industries manufacturières	49	0,8	93,9	77,4	85,6	82,4	81,3	88,5	1.671	1.643	1.675	1.868	1.958	1.863
Bâtiments, génie civil	50	13,7	106,3	85,7	87,1	92,1	87,2	89,9	1.679	1.664	1.713	2.024	1.984	2.022
Ensemble industrie	**1 à 5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**1.680**	**1.645**	**1.681**	**1.945**	**1.944**	**1.912**

(1) DK = Danemark, IRL = Irlande, P = Portugal, UK = Royaume Uni, D = Allemagne (ex-RFA), F = France.

Une collection de référence

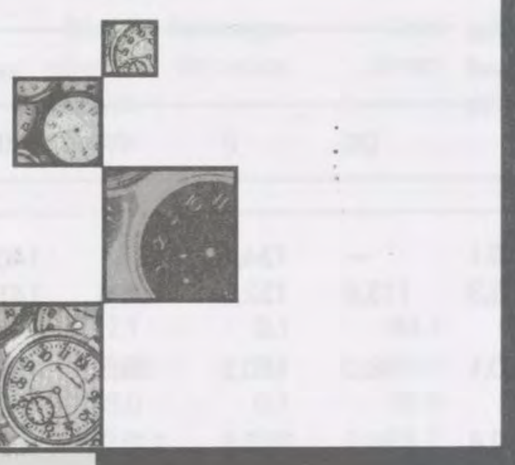
L'INSEE, LIAISONS SOCIALES et la DARES s'associent pour lancer une nouvelle collection thématique, dont la vocation est de permettre de mieux percevoir les grandes tendances et évolutions du monde du travail.
Chaque ouvrage de cette collection de référence sera basé sur une sélection de travaux des différents partenaires et fera un point précis sur un sujet d'actualité sociale.

NOUVEAU

INSEE liaisons sociales DARES

Les dossiers thématiques

LE TRAVAIL À DURÉE LIMITÉE



Le premier dossier qui vient de paraître est consacré au travail à temps limité dont les deux formes principales sont les contrats à durée déterminée et l'intérim.

En effet, la recherche par les entreprises d'une meilleure compétitivité a entraîné au cours de ces dernières années une accélération de ces nouvelles formes d'emploi.

Leur utilisation sur une large échelle modifie fondamentalement les modes de gestion du personnel dans les entreprises.

Il s'avérait donc indispensable de réunir dans un même dossier les divers aspects sociaux du travail à temps limité.

PRIX : 99 F TTC

Au sommaire de cet ouvrage :

- La définition du travail à durée limitée suit l'évolution du droit
- Le développement du travail à durée limitée a des causes multiples
- CDD et intérim : deux formes pivot de travail à durée limitée
- Gestion de la main d'œuvre et travail à durée limitée
- Le recours au CDD et à l'intérim : quelques cas concrets
- Attentes et trajectoires individuelles : les retombées du travail à temps limité
- Statistiques longues
- Comparaisons internationales.

Format : 150 x 220 mm - 120 pages.

Des partenaires prestigieux

INSEE — DIRECTION GÉNÉRALE INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

liaisons sociales

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
DARES
Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques

LIGNATURE

BON DE COMMANDE

OUI je commande ⌊__⌋ exemplaire(s) du dossier thématique «LE TRAVAIL A DUREE LIMITEE» au prix unitaire de 99 F TTC soit ⌊__⌋ x 99 F = ⌊_____⌋ F TTC
Participation aux frais de port : ⌊_____⌋ F
(10 F par envoi, ou 20 F par ouvrage pour l'étranger)

TOTAL : ⌊_____⌋ F TTC

☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'INSEE.

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Nom / Prénom _____

Société _____

Activité _____

Adresse _____

Code Postal ⌊_____⌋ Ville _____

Téléphone ⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋⌊__⌋

En application de l'article L-27 de la loi du 6 janvier 1978 "Informations et Libertés", les informations demandées dans votre bon de commande sont indispensables au traitement de ladite commande. Vous pouvez accéder aux informations et procéder éventuellement aux rectifications nécessaires auprès du Service Marketing.

A RETOURNER AVEC VOTRE REGLEMENT A VOTRE POINT DE VENTE INSEE - ADRESSES ET INFORMATIONS SUR LE 3615 INSEE

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB aux prix du marché en 1992 dans les pays de l'Union européenne (à 12).

1. Comptes de l'ensemble des régimes.
2. Prestations sociales versées par régime.
3. Prestations sociales par risque.
4. Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne.
5. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne.
6. Recettes courantes par nature dans les pays de l'Union européenne.
7. Prestations versées par l'ensemble des régimes selon le risque et le type de prestation.
8. Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.
11. Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global.
12. Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires.
13. Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation.
14. Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.
15. Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation.
16. Montant mensuel global moyen des retraites selon le sexe et la durée d'assurance.
17. Montant mensuel moyen des retraites de droit direct perçues selon le sexe et l'âge du retraité.
18. Nombre de bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité.
19. Minimum vieillesse.
20. Signataires de contrat d'insertion.
21. Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Bénéficiaires du RMI selon l'âge de l'allocataire.
23. Bénéficiaires du RMI payés en décembre.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration de la division « Études sociales » de l'INSEE, des ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations — service des statistiques, des études et des systèmes d'information.

1. PRÉSENTATION

Sept catégories de régimes, cinq grands risques, un peu plus de 2.200 milliards de dépenses, soit près de 30 % du PIB. Ces quelques chiffres illustrent l'importance et la diversité du système de prévoyance collective français.

La protection sociale se définit autant par les risques qu'elle couvre que par les institutions qui la mettent en œuvre.

Les individus ou les ménages sont confrontés dans leur existence quotidienne à des situations telles que la maladie, le chômage, la vieillesse qui, soit accroissent leurs besoins, soit diminuent leurs ressources. La prise en charge de ces risques est assurée dans la plupart des cas par des institutions de protection sociale qui en répartissent le poids sur une collectivité plus ou moins large. La notion de risque restreint le champ aux bénéficiaires directs, excluant les mesures de prévention.

L'analyse des comptes de la Protection sociale fait ressortir l'extrême complexité du domaine et le poids respectif des différents intervenants. L'État joue un rôle fondamental soit en versant directement des prestations, soit en garantissant l'équilibre financier des divers régimes.

Les « assurances sociales » regroupent les régimes de sécurité sociale organisés par la loi et les régimes complémentaires dont l'origine se trouve dans les conventions entre employeurs et salariés. À côté des assurances sociales, une part importante des dépenses est assurée par les mutuelles, les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics ou les œuvres de bienfaisance, voire directement par les employeurs (régimes directs).

Les régimes de protection sociale

Les prestations sociales sont versées par divers régimes regroupés en cinq grands types :

— Les régimes d'assurances sociales : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— Les régimes d'employeurs : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

— Les sociétés mutualistes : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

— Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics regroupent trois types de régime :

  — l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante;
  — le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés;
  — les autres régimes d'intervention sociale comprennent l'aide publique aux chômeurs, la rémunération des stagiaires et l'aide au logement.

Ces régimes prennent également en charge la lutte contre l'exclusion, et en particulier les dépenses liées au revenu minimum d'insertion.

— Les régimes d'intervention sociale des administrations privées : ils sont constitués par des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

2. MÉTHODOLOGIE

Généralités

La quasi-totalité de la population bénéficie d'une couverture sociale, l'affiliation à un régime d'assurance sociale s'effectuant avec le versement d'une cotisation qui a un caractère obligatoire. Cependant l'ouverture des droits n'est pas nécessairement la contrepartie d'un versement contributif, notamment pour les prestations accordées au titre de la solidarité comme par exemple le minimum vieillesse.

La protection sociale est variable selon la nature des risques couverts, selon les professions. Sa structure complexe reste marquée par le poids de l'histoire : diversité des régimes, des institutions, variabilité des taux de prise en charge ou de financement.

Les Comptes de la protection sociale — compte satellite de la Comptabilité nationale — retracent l'ensemble des emplois et des ressources qui concourent à l'équilibre du système.

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

— la « santé » recouvre la maladie, l'invalidité-infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles;

— la « vieillesse-survie » correspond aux cessations anticipées d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance-veuvage et aux pensions de réversion;

— la « maternité-famille » compense une partie des charges liées à la naissance et à l'entretien des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses;

— l'« emploi » regroupe les diverses allocations servies aux personnes privées d'emploi ou certains émoluments versés en vue d'une adaptation professionnelle.

Un cinquième risque, représenté par le poste « risque divers », correspond essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population (délinquants, drogués, victimes de catastrophes naturelles, etc.). Il comprend le revenu minimum d'insertion (RMI).

L'enquête retraite

En 1988, le SESI a mené, en collaboration avec les caisses de retraite, une opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France. Les orga-

nismes de sécurité sociale qui versent des avantages vieillesse ont fourni des informations sur la nature et le montant des prestations servies à un échantillon de personnes âgées tiré du répertoire national d'identification des personnes physiques. Le SESI a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus.

L'opération a été renouvelée en 1993, cinq générations nées en 1906, 1912, 1918, 1922 et 1926 sont représentées dans l'échantillon. La population étudiée comprend environ 26.000 personnes qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéficiaires d'un avantage vieillesse; cette population est approximativement représentative de la population globale des retraités. L'échantillon porte sur des individus et non sur des foyers fiscaux. Le montant des retraites perçues par une personne n'est donc qu'une fraction plus ou moins importante de ses revenus ou des revenus de son foyer.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit sur une base homogène des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents états membres.

3. DÉFINITIONS

L'aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (1) ».

Cette aide a pour fondement le besoin de la personne aidée. Cette notion est individuelle et relative. Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission ». L'aide sociale est donc un droit mais un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

La décentralisation, effective depuis le 1er janvier 1984, s'est traduite par un transfert de compétences de l'État aux départements, accompagné du transfert des ressources correspondantes. On distingue désormais les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État.

Les départements gèrent désormais la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

(1) Droit de la Sécurité sociale, *Dalloz*, 1989.

Les diverses catégories d'assurance

● Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

● L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

● L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

● L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis dans l'exercice de leurs professions par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce, ceux du secteur public et diverses catégories non salariées (membres des professions médicales et paramédicales conventionnées, artistes peintres et sculpteurs, étudiants et invalides de guerre);

— les régimes agricoles : exploitants et salariés;

— le régime des non-salariés non agricoles (CANAM);

— enfin, les régimes des mines, de la SNCF, des militaires, des marins, de la RATP, de la Banque de France, des clercs de notaires...

L'assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

— le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole);

— les régimes de non-salariés :

  — la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

  — la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

— la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),
— la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles,
— la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),
— la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC);

— les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF,...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Les comptes de la protection sociale

Les comptes de la protection sociale retracent l'évolution des dépenses, et en particulier des dépenses de prestations qui permettent la couverture de l'ensemble des risques de protection sociale (santé, vieillesse, famille, emploi, exclusion) par les régimes sociaux. On distingue les régimes financés essentiellement par des cotisations (régimes d'assurances sociales, d'employeurs et mutuelles) et les régimes dont la ressource principale est constituée de recettes fiscales (régimes d'intervention sociale des administrations publiques) voire de dons (régimes d'intervention sociale des administrations privées).

Le minimum vieillesse et le fonds national de solidarité

Institué par la loi du 30 juin 1956, le fonds national de solidarité (FNS) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pension de vieillesse ou d'invalidité, dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le « minimum vieillesse ».

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :

— premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...);
— second étage : l'allocation du fonds national de solidarité.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment;
— un régime de solidarité qui prend en charge ceux qui ne peuvent pas ou plus se prévaloir du régime d'assurance (allocation d'insertion et allocation de solidarité spécifique).

La situation des préretraités est régie par deux dispositifs : les garanties de ressources, en cours d'extinction, et les préretraites-État. Ces dernières comprennent :

— l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 55 ans à 60 ans, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État;
— la préretraite progressive qui permet pour ces mêmes classes d'âge le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant.

Les prestations familiales

Les principales prestations familiales sont les suivantes :

● Allocations familiales.

Cette prestation, versée sans condition de ressources, est due dès lors que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur dépend du nombre d'enfants, et, dans une moindre mesure, de leur âge.

● Complément familial.

Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. Le plafond de ressources évolue en fonction du nombre d'enfants et du nombre de revenus perçus par le ménage.

● Allocation de rentrée scolaire.

Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.

● Allocation pour jeune enfant.

Elle est versée sans condition de ressources aux familles qui élèvent un enfant de moins de trois mois, elle est versée sous conditions de ressources de trois mois à trois ans. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans.

● Allocation parentale d'éducation.

Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes.

● Allocation de garde d'enfant à domicile.

Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

● Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

Elle est attribuée en faveur des ménages occupant une assistante maternelle agréée, pour assurer la garde au domicile de celle-ci d'un enfant âgé de moins de 6 ans.

● Allocation de parent isolé.

Cette allocation est soumise à des conditions de ressources. Elle est attribuée aux mères ou pères isolés qui élèvent un enfant de moins de 3 ans. Versée de façon différentielle, elle leur garantit un revenu minimum.

● Allocation de soutien familial.

Cette allocation a pour but d'aider le conjoint survivant, le parent isolé ou la famille d'accueil à élever le ou les enfants orphelins dont ils assument la charge. Elle est également versée pour les enfants dont les parents sont séparés lorsque l'un ou les deux refusent de payer une pension alimentaire pour son entretien. Dans ce cas, l'allocation a la nature d'une avance récupérable par la caisse d'allocations familiales.

● Allocation de logement familiale.

Réservée à l'origine aux familles bénéficiaires de prestations familiales, elle a été étendue après 1972 aux ménages sans enfant pendant les cinq premières années de mariage, ainsi qu'aux ménages ayant à leur charge un ascendant. La très grande majorité des bénéficiaires sont des familles avec enfants.

● Allocation de logement sociale.

Elle est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension récente, notamment aux étudiants, permet de couvrir intégralement toutes les personnes qui peuvent y prétendre. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.

● Aide personnalisée au logement.

À une « aide à la pierre » se substitue une aide à la personne. La CNAF participe au financement de cette prestation lorsqu'elle s'adresse à des familles. La part de l'aide personnalisée au logement considérée comme « familiale » est fixée à 46 % depuis 1984.

Les prestations en nature

● Les honoraires privés comprennent :

— les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens;

— les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et de soins divers (D et DC).

● Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

— des versements au secteur public (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux);

— des versements au secteur privé (frais de séjour et dépenses forfaitaires).

● Les prescriptions.

Ce poste concerne :

— les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés;

— les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes;

— les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, BR, K, KB, AMI) : les actes en B et BP sont des actes d'analyse effectués dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique; les prélèvements sont cotés en K, en KB ou en AMI, suivant qu'ils sont réalisés par des médecins, des directeurs de laboratoire non médecins ou des auxiliaires. Les actes utilisant un marqueur enzymatique sont cotés en BM depuis 1985; ceux qui utilisent un marqueur isotopique sont cotés en BR depuis 1990;

— les remboursements d'appareillages optique et orthopédique;

— le poste autres prestations est constitué des frais de déplacement des malades, des cures thermales et d'autres prestations.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de reversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Le régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.

La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.

L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.

Depuis le 1er août 1992, l'allocation de base, l'allocation de base exceptionnelle et l'allocation de fins de droits ont été fusionnées en une allocation unique dégressive (AUD). Cette allocation lie étroitement la durée du versement des prestations à la durée d'affiliation au régime. À compter du 1er août 1993, les droits à prestations du régime d'assurance-chômage ont été revus.

Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.

Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :

● Prestations sociales.

Elles prennent la forme de versements en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités

de chômage, indemnités journalières...), de remboursements d'une dépense engagée, de prises en charge d'une dépense par un tiers payant.

- Prestations fiscales.

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.

- Prestations de services sociaux.

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).

- Cotisations sociales.

Elles sont considérées ne pouvoir être versées que par l'assuré ou son employeur pour son compte.

- Cotisations fictives.

Dans le cas des régimes gérés directement par les employeurs, le montant des cotisations est calculé par solde pour assurer l'équilibre du régime : elles sont égales aux prestations versées, diminuées des éventuelles cotisations de salariés, transferts de compensation ou subventions publiques.

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans ou assumant la charge d'un ou plusieurs enfants nés ou à naître ainsi que les étrangers, titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour.

Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle peuvent bénéficier de l'allocation, uniquement si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu est fixé à 2.298 F par mois pour une personne seule à compter du 1er janvier 1994. Depuis le 1er janvier 1995, il est de 2.325,66 F. Ce montant évolue en fonction du nombre de personnes à charge.

En décembre 1994, 803.303 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 105.033 dans les DOM; au total, 1,8 million de personnes sont concernées y compris les conjoints et les enfants à charge.

Les montants sont régulièrement réévalués depuis la loi.

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère du Travail, du Dialogue social et de la Participation.
- Ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie.
- Ministère de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion.
- Ministère de la Solidarité entre les générations.
- Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications :

Ministères de la Santé publique et de l'Assurance maladie, de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations-SESI :

- *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* (annuel) (annuaire 1995, publié par le ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville).
- *Chiffres et indicateurs départementaux* (CID).
- *Solidarité-santé. Études statistiques.*
- *Cahiers statistiques solidarité-santé.*
- *Comptes nationaux de la santé* (annuel).

« La croissance des salaires réels a accentué la pression fiscale et réduit le poids des prestations » et « Aide à la famille et coûts des enfants », *Économie et statistique,* n° 203, octobre 1987.

« Les comptes de la protection sociale 1981-1990 ». *Documents statistiques,* n° 125, septembre 1991.

« Les comptes de la protection sociale 1991-1992-1993 », *Documents statistiques,* n° 202, juillet-août 1994.

« Les comptes de la protection sociale, Évolutions récentes », *Informations rapides,* n° 58, septembre 1994.

« Assurance chômage et les autres régimes gérés par les ASSEDIC/UNEDIC », *Bulletin de liaison,* numéro spécial, UNEDIC, janvier 1989.

« L'avenir des retraites », dossier, *Économie et statistique,* n° 233, juin 1990.

« Les retraites remplacent 80 % du salaire, en moyenne, pour les salariés de la génération 1992 », *Informations rapides,* n° 1.

« La sécurité sociale en France : les retraites, 1993 ». Direction de la Sécurité sociale.

« Les retraites en 1993 », *Informations rapides,* nos 45 et 46, novembre 1993.

« Le Fonds national de solidarité au 1er janvier 1993. Allocations et effectifs de 1956 à 1992 », *Documents statistiques,* n° 187, novembre 1993.

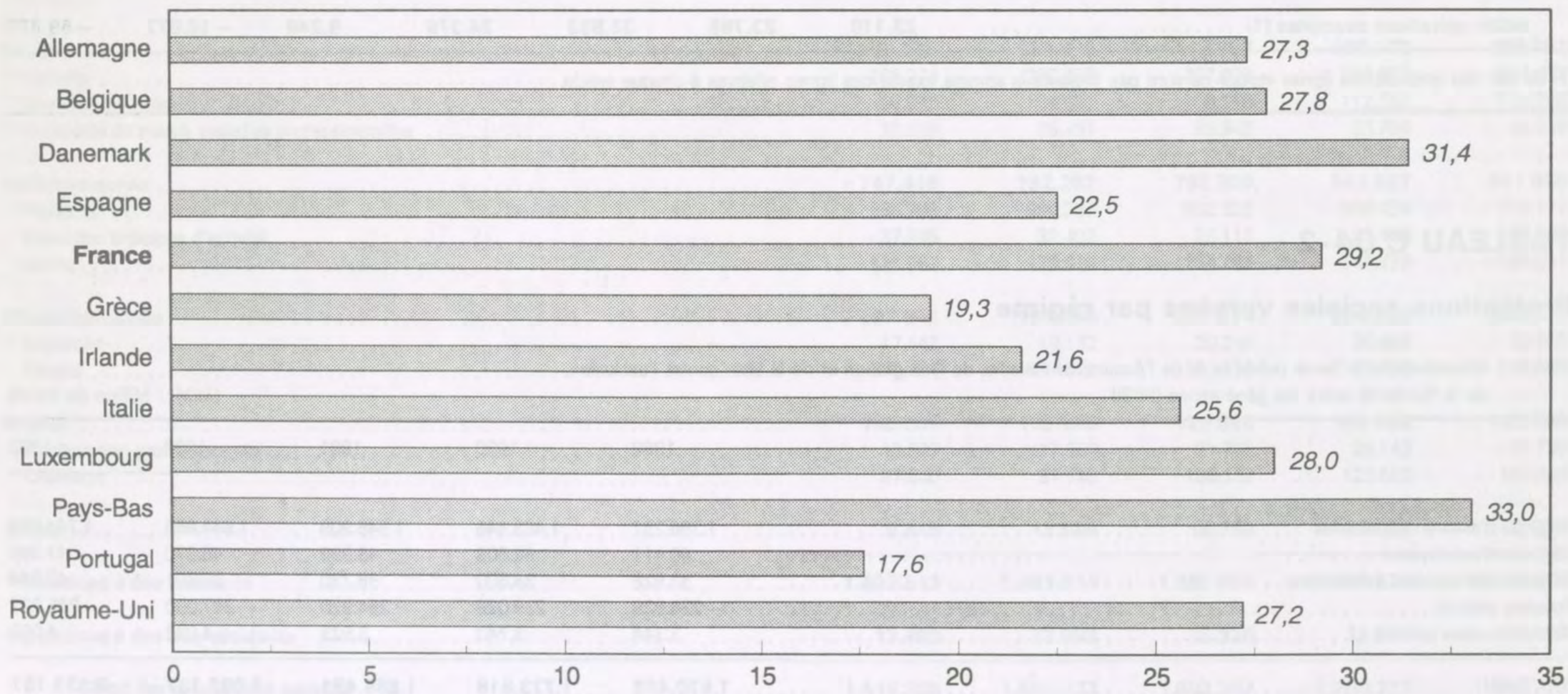
« En 1990, seule une personne âgée sur huit a encore recours au Fonds national de solidarité », *Informations rapides,* n° 14.

Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.
Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.
Rapport d'activité (annuel), ARRCO.
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.
La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.
Données sociales, INSEE, édition 1993.
« Les prestations familiales au 1er janvier 1993 », Direction de la Sécurité sociale.
« Le guide de l'aide sociale à l'enfance », Bayard éditions, 1993.
« L'aide sociale aujourd'hui après la décentralisation », Éditions ESF, 1994.
« Les bénéficiaires de l'aide sociale, Évolution 1984-1988, Résultats 1988 », *Informations rapides* (ancienne série), n° 171, décembre 1990.
« Les dépenses d'aide sociale, Évolution 1984-1988, Résultats 1988 », *Informations rapides* (ancienne série), n° 172, décembre 1990.
« Dépenses et bénéficiaires d'aide sociale, Résultats 1990 », *Documents statistiques*, n° 164, décembre 1992.
« Profil des signataires et nature des contrats d'insertion du RMI », *Documents statistiques*, n° 137, mai 1992.
« Dépenses et bénéficiaires d'aide sociale, Résultats 1991 », *Documents statistiques,* n° 194, février 1994.
« Les établissements d'hébergement pour personnes âgées, EHPA 92 », *Documents statistiques,* n° 206, septembre 1994.

*
* *

GRAPHIQUE C.04

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB aux prix du marché en 1992 dans les pays de l'Union européenne (à 12)



Source : Eurostat

TABLEAU C.04-1

Comptes de l'ensemble des régimes

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Unité : Million de francs

	1987	1988	1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993
EMPLOIS							
Prestations sociales	1.254.694	1.343.066	1.416.020	1.504.777	1.602.303	1.700.183	1.810.773
Prestations de services sociaux	169.775	180.086	200.078	211.291	223.378	237.054	257.584
Prestations fiscales	50.950	52.230	54.350	57.750	60.800	64.900	64.800
Frais de gestion	62.785	65.624	68.160	72.398	74.654	78.464	84.736
Transferts entre régimes	164.053	177.273	194.365	222.023	232.130	246.070	254.067
Frais financiers	2.258	2.045	1.997	1.672	2.092	5.057	9.052
Autres dépenses	6.992	6.764	6.056	5.731	11.075	14.319	16.419
Solde des opérations des DOM	3.898	3.948	4.004	4.113	6.808	8.661	11.473
Total des emplois (1)	**1.715.405**	**1.831.036**	**1.945.030**	**2.079.755**	**2.213.240**	**2.354.708**	**2.508.904**
RESSOURCES							
Cotisations	1.207.154	1.285.780	1.389.779	1.474.555	1.538.750	1.609.187	1.651.884
Impôts et taxes affectés	51.873	54.959	53.239	63.827	85.113	99.458	118.345
Transferts	164.000	177.273	194.365	222.023	232.130	246.070	254.051
Contributions publiques	224.834	241.660	245.968	240.598	255.600	268.007	296.733
Contrepartie des prestations fiscales	50.950	52.230	54.350	57.750	60.800	64.900	64.800
Recours contre tiers	4.545	4.760	4.321	4.515	4.796	5.099	5.193
Revenus des capitaux	20.932	20.842	21.406	20.688	21.731	19.373	22.240
Autres recettes	14.227	17.317	15.565	20.175	23.565	26.537	25.973
Total des ressources	**1.738.515**	**1.854.821**	**1.978.993**	**2.104.131**	**2.222.485**	**2.338.631**	**2.439.219**
Solde opérations courantes (1)	**23.110**	**23.785**	**33.963**	**24.376**	**9.249**	**—16.077**	**—69.685**

(1) Du fait des arrondis, les lignes «total» ne sont pas toujours la somme exacte des lignes relatives à chaque article.

TABLEAU C.04-2

Prestations sociales versées par régime

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Unité : Million de francs

	1989	1990	1991	1992	*p* 1993
Régimes d'assurances sociales	1.366.237	1.453.846	1.546.909	1.644.854	1.744.069
Régimes d'employeurs	40.411	42.603	43.999	46.870	47.469
Régimes des sociétés mutualistes	33.528	34.600	36.730	39.301	42.344
Pouvoirs publics	226.928	239.029	254.920	267.080	295.223
Administrations privées	3.344	3.740	3.923	4.032	4.052
Total	**1.670.448**	**1.773.818**	**1.886.481**	**2.002.137**	**2.133.157**

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales par risque

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Unité : Million de francs

	1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993
Santé	**395.235**	**420.378**	**442.657**	**469.172**	**486.792**
Maladie	263.274	280.690	297.605	319.855	334.457
Invalidité, infirmité	99.632	104.531	109.110	112.553	116.706
Accidents du travail, maladies professionnelles	32.329	35.157	35.942	36.764	35.629
Vieillesse-survie	***r* 747.415**	**752.287**	**795.209**	**841.937**	**891.990**
Vieillesse	586.793	590.267	632.333	666.734	718.177
Cessation anticipée d'activité	37.535	32.402	28.113	33.464	29.502
Survie	123.087	129.618	134.763	141.739	144.311
Maternité-famille	**187.846**	**196.204**	**201.974**	**209.862**	**233.835**
Maternité	17.442	19.132	20.244	20.663	20.902
Famille	170.404	177.072	181.730	189.199	212.933
Emploi	**100.007**	**109.260**	**129.888**	**148.825**	**165.786**
Inadaptation professionnelle	12.527	17.550	21.736	26.143	31.720
Chômage	87.840	91.710	108.152	122.682	134.066
Divers	**9.845**	**13.585**	**19.259**	**18.032**	**19.231**
Prestations à des résidents	**1.402.813**	**1.491.714**	**1.588.987**	**1.687.828**	**1.797.634**
Prestations à des non-résidents	**13.493**	**13.063**	**13.320**	**12.353**	**13.139**
Total des prestations sociales	**1.416.306**	**1.504.777**	**1.602.307**	**1.700.181**	**1.810.773**

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1991	1992
Maladie			
Belgique	8.975	9.888	10.539
Danemark	5.780	6.190	6.505
Allemagne	86.744	96.221	106.669
Grèce	1.048	1.014	...
Espagne	19.793	23.087	24.642
France	**65.798**	**69.225**	**75.261**
Irlande	1.878	2.069	2.316
Italie	41.343	53.173	52.577
Luxembourg	432	482	538
Pays-Bas	14.790	15.683	17.122
Portugal	2.147	2.749	3.836
Royaume-Uni	34.383	40.651	46.369
Europe des Douze	**283.110**	**320.431**	...
Invalidité; infirmité			
Belgique	3.538	3.745	4.004
Danemark	2.572	2.720	2.861
Allemagne	27.513	30.301	31.719
Grèce	1.133	1.099	...
Espagne	6.407	7.644	8.117
France	**15.194**	**15.804**	**16.653**
Irlande	422	464	513
Italie	13.898	14.364	14.693
Luxembourg	217	236	259
Pays-Bas	15.716	16.726	18.238
Portugal	996	1.227	1.443
Royaume-Uni	19.016	23.728	29.286
Europe des Douze	**106.622**	**118.056**	...
Accidents de travail; maladie professionnelle			
Belgique	834	896	866
Danemark	237	250	255
Allemagne	9.563	10.335	11.274
Grèce	10	9	...
Espagne	1.835	2.060	2.257
France	**5.523**	**5.622**	**5.876**
Irlande	39	39	39
Italie	4.510	4.954	5.216
Luxembourg	56	62	70
Pays-Bas	(1)	(1)	(1)
Portugal	176	297	304
Royaume-Uni	1.495	771	814
Europe des Douze	**24.278**	**25.294**	...
Vieillesse			
Belgique	12.525	13.792	15.343
Danemark	10.746	11.209	11.799
Allemagne	92.498	98.652	107.058
Grèce	5.723	6.385	...
Espagne	24.917	27.716	29.571
France	**91.156**	**95.849**	**103.694**
Irlande	1.443	1.554	1.657
Italie	96.476	108.111	118.826
Luxembourg	564	653	722
Pays-Bas	21.837	23.012	24.646
Portugal	2.640	3.243	3.892
Royaume-Uni	69.915	77.086	79.587
Europe des Douze	**430.440**	**467.260**	...

NB. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.04-4 (suite 2)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1991	1992
Survie			
Belgique	4.465	4.552	4.688
Danemark	24	25	23
Allemagne	37.295	38.783	41.047
Grèce	1.058	1.104	...
Espagne	7.649	8.731	9.967
France	**19.062**	**19.638**	**20.959**
Irlande	446	476	510
Italie	21.055	23.243	25.244
Luxembourg	261	325	345
Pays-Bas	3.697	3.910	4.255
Portugal	547	711	875
Royaume-Uni	1.896	2.686	3.118
Europe des Douze	**97.455**	**104.183**	...
Maternité			
Belgique	298	378	409
Danemark	536	550	600
Allemagne	2.459	2.898	3.063
Grèce	53	75	...
Espagne	733	841	879
France	**3.792**	**3.938**	**4.160**
Irlande	139	155	170
Italie	888	1.091	1.011
Luxembourg	27	30	33
Pays-Bas	276	293	284
Portugal	69	90	105
Royaume-Uni	1.620	1.998	2.169
Europe des Douze	**10.890**	**12.336**	...
Famille			
Belgique	3.166	3.186	3.239
Danemark	3.030	3.192	3.436
Allemagne	22.389	27.065	29.376
Grèce	115	115	...
Espagne	599	637	866
France	**21.015**	**2.190**	**22.827**
Irlande	1.011	1.093	1.218
Italie	8.809	8.097	7.937
Luxembourg	170	193	212
Pays-Bas	5.548	5.924	5.881
Portugal	434	502	579
Royaume-Uni	16.468	19.214	20.744
Europe des Douze	**82.753**	**90.408**	...
Emploi; placement, orientation, mobilité			
Belgique	626	621	683
Danemark	1.263	1.507	1.726
Allemagne	6.086	7.245	7.781
Grèce	...	...	...
Espagne	665	751	657
France	**2.305**	**2.979**	**3.351**
Irlande	152	163	169
Italie	148	159	159
Luxembourg	4	5	3
Pays-Bas	...	...	...
Portugal	49	254	215
Royaume-Uni	3.036	2.793	2.712
Europe des Douze	**14.333**	**16.476**	...

NB. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.04-4 (suite et fin)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1991	1992
Chômage			
Belgique	3.646	4.031	4.433
Danemark	3.242	3.652	4.065
Allemagne	12.610	12.043	14.685
Grèce	301	321	...
Espagne	12.300	15.548	17.046
France	**13.986**	**16.213**	**18.469**
Irlande	677	818	992
Italie	3.224	3.649	3.850
Luxembourg	10	15	15
Pays-Bas	5.743	6.021	6.557
Portugal	154	236	405
Royaume-Uni	6.592	10.073	9.898
Europe des Douze	**62.484**	**72.618**	...
Logement			
Belgique	...	...	...
Danemark	689	772	857
Allemagne	2.244	2.346	2.312
Grèce	74	76	...
Espagne	482	523	559
France	**7.093**	**7.500**	**7.923**
Irlande	231	241	214
Italie	32	34	34
Luxembourg	4	4	5
Pays-Bas	761	834	831
Portugal	2	3	3
Royaume-Uni	10.122	10.469	12.202
Europe des Douze	**21.734**	**22.801**	...
Divers			
Belgique	591	625	649
Danemark	1.281	1.448	1.551
Allemagne	8.947	9.123	9.821
Grèce	439	551	...
Espagne	886	1.179	1.235
France	**3.038**	**3.958**	**3.794**
Irlande	119	136	171
Italie	39	37	40
Luxembourg	20	6	4
Pays-Bas	466	450	484
Portugal	270	784	640
Royaume-Uni	2.393	3.069	3.254
Europe des Douze	**18.488**	**21.366**	...
Total des prestations			
Belgique	38.664	41.713	44.853
Danemark	29.400	31.515	33.679
Allemagne	308.347	335.011	364.807
Grèce	9.952	10.748	...
Espagne	76.266	88.716	95.794
France	**247.962**	**261.914**	**282.966**
Irlande	6.557	7.206	7.968
Italie	190.420	216.912	229.587
Luxembourg	1.765	2.010	2.205
Pays-Bas	68.834	72.852	78.298
Portugal	7.484	10.096	12.297
Royaume-Uni	166.936	192.536	210.153
Europe des Douze	**1.152.586**	**1.271.229**	...

(1) Inclus dans «invalidité, infirmité»

TABLEAU C.04-5

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

%

	1988	1989	1990	1991	1992
Belgique	27,7	26,7	27,0	27,6	27,8
Danemark	29,3	29,6	29,6	30,7	31,4
Allemagne (ex-RFA)	28,3	27,3	27,0	27,0	27,3
Grèce	16,5	16,3	20,5	20,2	19,3
Espagne	17,2	17,3	20,6	21,7	22,5
France	**28,2**	**28,0**	**27,6**	**28,5**	**29,2**
Irlande	22,4	20,6	19,7	20,9	21,6
Italie	23,1	23,2	23,3	24,6	25,6
Luxembourg	26,2	25,6	25,9	27,6	28,0
Pays-Bas	30,9	30,2	32,2	32,5	33,0
Portugal	17,1	18,1	14,9	16,9	17,6
Royaume-Uni	22,1	20,6	22,7	24,7	27,2
Europe des Douze	**25,3**	**24,7**	**25,3**	**26,1**	**27,1**

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	1989	1990	1991	1992
Cotisations sociales d'employeurs				
Belgique	16.702	18.148	18.056	19.526
Danemark	2.713	2.612	2.523	2.599
Allemagne	126.995	140.131	152.780	164.469
Grèce	5.011	5.091	5.534	...
Espagne	37.119	42.926	47.728	53.217
France	**128.509**	**137.660**	**142.772**	**150.464**
Irlande	1.514	1.670	1.807	1.913
Italie	99.404	111.972	121.176	124.585
Luxembourg	599	656	706	785
Pays-Bas	23.229	16.565	17.716	18.777
Portugal	3.353	3.902	4.589	5.189
Royaume-Uni	58.371	57.907	63.779	61.826
Europe des Douze	**503.519**	**539.238**	**579.167**	...
Cotisations sociales de personnes protégées				
Belgique	10.047	11.647	11.992	12.502
Danemark	1.489	1.752	1.731	1.917
Allemagne	95.156	103.110	112.700	122.428
Grèce	2.376	2.754	3.125	...
Espagne	12.274	14.041	15.877	17.378
France	**69.926**	**75.609**	**78.556**	**85.197**
Irlande	971	1.055	1.132	1.268
Italie	28.181	31.706	36.723	39.267
Luxembourg	413	463	497	559
Pays-Bas	25.961	32.156	35.668	39.289
Portugal	1.558	1.819	2.216	2.588
Royaume-Uni	35.485	34.109	37.947	37.421
Europe des Douze	**283.837**	**310.221**	**338.165**	...
Contributions publiques				
Belgique	10.543	10.829	10.173	10.098
Danemark	24.783	26.674	28.681	30.640
Allemagne	80.877	84.131	99.616	107.967
Grèce	1.904	1.755	1.902	...
Espagne	19.593	21.547	24.222	27.929
France	**42.588**	**44.029**	**48.872**	**52.345**
Irlande	3.811	4.014	4.540	5.066
Italie	55.787	61.175	70.870	75.424
Luxembourg	689	826	895	1.040
Pays-Bas	14.228	20.656	21.289	21.315
Portugal	2.119	2.419	2.804	4.018
Royaume-Uni	77.391	83.499	98.296	101.416
Europe des Douze	**334.314**	**361.554**	**412.158**	...
Autres recettes courantes				
Belgique	3.560	4.076	4.335	4.640
Danemark	2.077	2.248	2.321	2.383
Allemagne	10.634	12.303	14.571	15.308
Grèce	650	1.049	1.018	...
Espagne	1.642	1.882	2.061	2.106
France	**5.830**	**6.560**	**7.142**	**7.330**
Irlande	72	72	76	107
Italie	6.331	6.339	7.015	7.285
Luxembourg	123	173	172	185
Pays-Bas	12.399	13.156	14.006	14.919
Portugal	318	462	517	622
Royaume-Uni	34.349	36.383	35.010	36.065
Europe des Douze	**77.985**	**84.705**	**88.243**	...

TABLEAU C.04-6 (suite et fin)

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1989	1990	1991	1992
Total des recettes courantes				
Belgique	40.852	44.700	44.556	46.766
Danemark	31.062	33.285	35.257	37.539
Allemagne	313.662	339.675	379.667	410.172
Grèce	9.941	10.649	11.580	...
Espagne	70.629	80.397	89.888	100.631
France	**246.853**	**263.858**	**277.342**	**295.336**
Irlande	6.368	6.811	7.555	8.354
Italie	189.703	211.192	235.784	246.561
Luxembourg	1.823	2.118	2.270	2.570
Pays-Bas	75.817	82.532	88.678	94.300
Portugal	7.348	8.602	10.125	12.417
Royaume-Uni	205.597	211.898	235.031	236.727
Europe des Douze	**1.199.654**	**1.295.717**	**1.417.733**	...

TABLEAU C.04-7

Prestations versées par l'ensemble des régimes selon le risque et le type de prestation

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

%

	1980	1985	1989	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992	*p* 1993	Evolution annuelle moyenne 1980-1993
Assurance maladie :								
Soins de santé	147.272	276.872	368.488	394.326	417.165	445.760	471.124	9,4
Indemnités journalières	11.883	18.366	19.116	20.931	22.695	23.964	24.155	5,6
Total maladie	**159.155**	**295.238**	**387.604**	**415.257**	**439.860**	**469.724**	**495.279**	**9,1**
Assurance maternité :								
Soins de santé	4.946	8.245	9.641	10.086	10.565	10.830	10.918	6,3
Indemnités journalières	4.024	7.077	8.230	8.943	9.755	10.315	10.353	7,5
Total maternité	**8.970**	**15.322**	**17.871**	**19.029**	**20.320**	**21.145**	**21.271**	**6,9**
Assurance invalidité	**8.232**	**14.530**	**15.992**	**16.175**	**16.469**	**16.619**	**17.118**	**5,8**
Assurance décès	**746**	**952**	**917**	**961**	**987**	**1.023**	**967**	**2,0**
Assurances AT et MP (1) :								
Soins de santé	2.869	4.175	5.158	5.590	5.909	6.100	5.709	5,4
Prestations en espèces	3.214	4.763	5.953	6.693	7.341	7.642	7.365	6,6
Incapacité permanente (2)	13.540	22.316	23.426	24.152	24.624	24.569	24.648	4,7
Total AT + MP (1)	**19.623**	**31.254**	**34.537**	**36.435**	**37.874**	**38.311**	**37.722**	**5,2**
Total général	**196.726**	**357.296**	**456.921**	**487.857**	**515.510**	**546.822**	**572.357**	**8,6**

(1) AT : accidents du travail; MP : maladies professionnelles.
(2) Rentes et autres charges techniques.

TABLEAU C.04-8A

Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation

(régime général et ensemble des régimes)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Régime général				Ensemble des régimes			
	1989	1990	1991	*p* 1993	1989	1990	1991	*p* 1993
Consultations	16.434	17.629	18.998	22.021	19.582	20.885	22.299	25.731
Visites	5.330	5.662	5.928	6.054	6.918	7.342	7.603	7.728
Chirurgie et spécialités [K, KC] (1)	10.480	11.592	12.878	14.171	13.011	14.361	15.797	17.359
Radiologie [Z, ZB] (2)	6.462	6.715	6.896	6.946	7.897	8.184	8.359	8.390
Autres	2.335	2.572	2.681	2.875	3.485	3.740	3.907	4.535
Total honoraires médicaux	41.041	44.170	47.381	52.067	50.893	54.512	57.965	63.743
Total honoraires dentaires	10.071	10.310	10.728	10.897	12.093	12.318	12.722	12.814
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**51.112**	**54.480**	**58.109**	**62.964**	**62.986**	**66.830**	**70.687**	**76.557**
Versements aux établissements du secteur public	142.629	153.709	161.356	191.118	(3) 175.585	(3) 189.292	198.434	232.845
Versements aux établissements du secteur privé	20.415	21.957	22.829	28.082	(3) 28.717	(3) 30.685	31.414	38.855
Total versements aux établissements d'hospitalisation	**163.044**	**175.666**	**184.185**	**219.200**	**204.334**	**220.001**	**229.848**	**271.700**
Pharmacie	41.697	43.453	47.406	54.721	54.923	57.127	61.604	70.319
Actes en AM et SFI (4)	12.818	14.068	15.672	17.328	16.733	18.375	20.329	22.526
Actes en B, BP, BM et KB (5)	9.361	9.173	9.817	10.368	11.727	11.421	12.094	12.744
Optique et orthopédie	3.172	3.974	4.683	5.207	4.134	5.155	5.994	6.684
Total prescriptions	**67.048**	**70.668**	**77.578**	**87.624**	**87.517**	**92.078**	**100.021**	**112.273**
Autres prestations	**10.496**	**11.491**	**12.775**	**8.283**	**13.651**	**15.141**	**16.810**	**10.594**
Prestations en espèces	**17.974**	**19.724**	**21.434**	**22.842**	**19.116**	**20.931**	**22.694**	**24.155**
Total maladie	**309.674**	**332.029**	**354.081**	**400.913**	**387.604**	**414.991**	**440.060**	**495.279**

(1) K, KC : actes de chirurgie et de spécialités.
(2) Z, ZB : actes utilisant des radiations ionisantes.
(3) Avant 1991 «les versements aux établissements d'hospitalisation» effectués par la Compagnie des eaux ne pouvaient pas être ventilés entre établissement publics et établissements privés; par la suite le total était légérement supérieur à la somme des montants figurant dans les lignes «établissements publics et établissements privés». A compter de 1991 le régime de la Compagnie des eaux est absorbé par le régime général.
(4) AM, SFI : actes auxiliaires médicaux. Y compris les frais de déplacement des auxiliaires médicaux.
(5) B, BP, BM, KB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-8B

Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation

Année provisoire 1993

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Unité : Million de francs

	Régime général	Régime exploitants agricoles	Régime salariés agricoles	CANAM	Autres régimes	Ensemble des régimes
Consultations	22.021	1.176	660	786	1.088	25.731
Visites	6.054	688	279	338	369	7.728
Chirurgie et spécialités [K, KC] (1)	14.171	958	440	869	921	17.359
Radiologie [Z, ZB] (2)	6.946	417	208	375	444	8.390
Autres	2.875	244	98	544	774	4.535
Total honoraires médicaux	52.067	3.483	1.685	2.912	3.596	63.743
Total honoraires dentaires	10.887	524	317	433	643	12.814
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**62.964**	**4.007**	**2.002**	**3.345**	**4.239**	**76.557**
Versements aux établissements du secteur public	191.118	13.434	6.305	9.879	12.109	232.845
Versements aux établissements du secteur privé	28.082	3.581	2.110	2.423	2.659	38.855
Total versements aux établissements d'hospitalisation	**219.200**	**17.015**	**8.415**	**12.302**	**14.768**	**271.700**
Pharmacie	54.721	5.545	2.166	3.289	4.598	70.319
Actes en AM et SFI (3)	17.328	2.066	753	1.097	1.282	22.526
Actes en B, BP, BM et KB (4)	10.368	761	345	572	698	12.744
Optique et orthopédie	5.207	537	184	363	393	6.684
Total prescriptions	**87.624**	**8.909**	**3.448**	**5.321**	**6.971**	**112.273**
Autres prestations	**8.283**	**729**	**304**	**439**	**839**	**10.594**
Prestations en espèces	**22.842**	**...**	**857**	**...**	**456**	**24.155**
Total maladie	**400.913**	**30.660**	**15.026**	**21.407**	**27.273**	**495.279**

(1) K, KC : actes de chirurgie et de spécialités.
(2) Z, ZB : actes utilisant des radiations ionisantes.
(3) AM, SFI : actes auxiliaires médicaux, y compris les frais de déplacement des auxiliaires médicaux.
(4) B, BP, BM, KB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

France entière

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Unité : Million de francs

	1984	1988	1989	1990	1991	dont DOM
Dépenses brutes d'aide sociale relevant de l'État						
Aide sociale aux personnes handicapées	**2.935,8**	**3.422,2**	**3.623,5**	**3.925,3**	**4.211,5**	**34,9**
Centre d'aide par le travail	2.721,6	3.309,5	3.516,0	3.833,8	4.131,9	34,7
Centre de rééducation professionnelle	55,2	2,1	1,0	4,6	0,5	—
Allocation différentielle	159,0	110,6	106,5	86,9	79,1	0,2
Centre d'hébergement et de réadaptation sociale	**1.580,0**	**1.727,7**	**1.784,7**	**1.937,7**	**2.028,9**	**4,2**
Sans domicile fixe	**1.177,7**	**1.190,5**	**1.147,5**	**1.803,3**	**1.174,2**	**57,8**
Aide médicale	752,7	752,8	714,7	687,7	769,4	57,8
Autre formes d'aide sociale	425,0	437,7	432,8	395,6	404,8	—
Aide médicale (1)	**2.384,3**	**6,3**	**6,3**	**5,4**	**5,2**	**0,4**
Interruption volontaire de grossesse	9,1	6,3	6,3	5,4	5,2	0,4
Aide sociale aux personnes âgées	**91,7**	**103,4**	**99,8**	**99,8**	**109,7**	**7,7**
Divers	**275,2**	**375,3**	**402,1**	**351,1**	**321,4**	**9,1**
Allocation supplémentaire du FNS	224,3	160,2	124,3	117,1	117,1	7,4
Tutelle	—	75,8	103,9	125,7	154,7	1,4
Autres (2)	50,9	139,3	173,9	108,3	49,6	0,3
Sous-total prestations versées	**8.444,7**	**6.825,4**	**7.063,9**	**7.402,6**	**7.850,9**	**114,1**
Frais d'administration et de contrôle	**605,8**	///	///	///	///	///
Total	**9.050,5**	**6.825,4**	**7.603,9**	**7.402,6**	**7.850,9**	**114,1**
Dépenses nettes d'aide sociale relevant du département (3)						
Aide sociale à l'enfance	**15.527,2**	**17.325,0**	**17.391,0**	**18.198,8**	**19.201,5**	**597,3**
Aide sociale aux personnes handicapées	**8.077,2**	**10.383,2**	**11.219,0**	**12.537,6**	**13.896,4**	**345,8**
A domicile (4)	4.413,7	5.563,0	6.091,9	6.661,0	7.339,8	255,8
Hébergement	3.409,5	4.713,8	5.051,8	5.785,4	6.450,4	73,9
Education spéciale	254,0	106,4	75,3	91,2	106,2	16,1
Aide sociale aux personnes âgées	**6.681,7**	**6.148,7**	**6.173,7**	**6.419,3**	**6.505,5**	**239,7**
A domicile	1.843,8	1.432,5	1.469,8	1.507,1	1.518,8	39,1
Hébergement	4.837,9	4.716,2	4.703,9	4.912,2	4.986,7	200,6
Aide médicale	**3.049,7**	**3.238,7**	**3.527,4**	**4.030,0**	**4.566,6**	**965,4**
Aide médicale générale	2.677,3	2.998,6	3.321,5	3.846,2	4.392,7	926,4
A domicile	923,5	932,8	1.088,3	1.090,1	1.048,7	197,0
Hospitalière	1.753,8	1.376,4	1.270,3	1.111,1	1.044,5	259,3
Cotisations d'assurance personnelle (5)	///	689,4	962,9	1.645,0	2.299,5	470,1
Aide médicale aux malades mentaux	324,0	227,9	194,3	175,0	164,3	37,8
Aide médicale aux tuberculeux	48,4	12,2	11,6	8,8	9,6	1,2
Aide sociale à la famille	**6,8**	**9,6**	**7,4**	**5,0**	**5,2**	**5,2**
Sous-total prestations versées	**33.342,6**	**37.105,2**	**38.318,5**	**41.190,7**	**44.175,2**	**2.153,4**
Service départemental d'action sociale	**1901,7**	**2536,9**	**2610,7**	**2.756,8**	**3.016,2**	**105,5**
Frais communs	**380,5**	**1431,1**	**1588,1**	**1.684,7**	**1.834,1**	**181,4**
Total	**35.624,8**	**41.073,2**	**42.517,3**	**45.632,2**	**49.025,5**	**2.440,3**

(1) Les cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés sont prises en charge par la Sécurité sociale, depuis 1986. Les cotisations d'assurance personnelle sont à la charge des départements depuis 1987.
(2) Prévention et réadaptation sociale, insertion par l'économique (jusqu'en 1990), allocation loyer et allocation militaire.
(3) Dépenses brutes en 1984, dépenses nettes depuis 1987.
(4) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(5) Dépenses à la charge du département depuis 1987. à partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

France entière

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

	1984	1988	1989	1990	1991	dont DOM
Aide relevant de l'État						
Aide médicale :						
Interruption volontaire de grossesse	12.174	9.081	7.808	7.300	7.550	350
Aide sociale aux personnes âgées :						
Allocation simple	12.334	6.980	6.149	6.500	6.200	300
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Allocation différentielle	8.803	7.820	5.700	5.000	4.600	—
Sans domicile fixe :						
Aide médicale à domicile (1)	33.000	51.000	53.000	46.000	45.500	—
Aide médicale hospitalière (1)	44.000	47.000	50.000	52.000	49.000	2.000
Aide sociale aux personnes âgées	4.696	4.829	3.800	3.700	3.700	300
Aide sociale aux personnes handicapées	1.686	1.152	1.160	800	800	—
Allocations diverses :						
Allocation militaire	5.819	1.017	792	700	600	100
Allocation supplémentaire (FNS)	13.643	6.971	6.079	5.400	5.100	300
Aide relevant du département						
Aide sociale à l'enfance :						
Enfants confiés à l'ASE	134.241	116.557	115.005	112.800	111.900	5.750
Pupilles	13.438	7.329	6.615	6.100	5.500	350
Décisions judiciaires confiées à l'aide sociale à l'enfance	68.813	68.709	69.708	70.000	70.100	2.700
Accueil provisoire	51.990	40.519	38.682	36.700	36.300	2.700
Enfants sous protection conjointe	...	27.875	25.912	25.400	25.700	600
Enfants AEMO (action éducative en milieu ouvert)	101.198	112.123	115.596	116.800	118.000	3.800
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Hébergement	66.509	67.831	70.451	72.500	74.150	400
En établissement	64.129	65.208	67.878	69.800	71.200	400
En milieu familial	2.380	2.623	2.573	2.700	2.950	—
Aide à domicile :						
Aide ménagère	5.413	6.945	7.720	8.100	8.200	—
Allocation compensatrice	150.538	182.102	197.497	211.100	229.200	5.800
Aide sociale aux personnes âgées :						
Hébergement	163.144	144.237	144.215	143.800	141.030	2.480
En établissement	162.652	143.790	143.723	143.300	140.250	2.450
En milieu familial	492	447	492	500	780	30
Aide à domicile	144.900	115.500	115.000	113.100	107.700	2.700
Aide médicale :						
Aide médicale générale :						
A domicile (1)	555.800	...	...	...	...	...
Hospitalière (1)	440.200	371.000	367.100	376.000	385.400	68.100
Assurance personnelle (2)	−69.000	116.017	172.020	262.400	288.000	52.200
Aide médicale aux tuberculeux (3)	2.254	855	655	700	...	...
Aide médicale aux malades mentaux (3)	26.562	19.845	19.328	22.000	23.300	4.600

(1) Nombre d'admissions dans l'année.
(2) Prestation relevant de la compétence du département depuis 1987. Y compris les bénéficiaires de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI à partir de 1989.
(3) Nombre d'admissions en 1984. Nombre de bénéficiaires au cours de l'année depuis 1987.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Million de francs

	1989	*r* 1990	*r* 1991	1992	1993
Tous régimes (1)	128.817	134.038	138.810	143.713	155.305
Hors contribution au FNH (2)	116.515	120.236	123.925	127.921	138.681
Régime général	109.258	114.449	119.585	124.590	136.805
Hors contribution au FNH (2)	98.125	101.903	105.934	110.093	121.320

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales (FNPF); celles versées au titre du Fonds national d'aide au logement (FNAL) et du Fonds national de l'habitation (FNH) sont exclues. Les soldes et bonifications des prêts, les accords CEE et l'allocation de logement virtuelle sont pris en compte. L'allocation de logement virtuelle est la contribution de la CNAF au FNH correspondant à l'allocation logement qui serait versée si l'Aide personnalisée au logement (APL) n'existait pas.
(2) Sans compter l'allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Millier de bénéficiaires

	1989	*r* 1990	*r* 1991	1992	1993
Familles allocataires :					
Tous régimes	5.833	5.843	5.855	5.828	5.831
dont : régime général	4.823	4.863	4.905	4.913	4.949
Enfants bénéficiaires :					
Tous régimes	12.379	12.396	12.403	12.362	12.349
dont : régime général	10.181	10.253	10.326	10.352	10.401

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Million de francs

	1990	1991	1992	1993
Prestations complément de revenu :				
Allocations familiales	62.834	64.497	65.745	67.130
Complément familial	8.364	8.699	9.030	9.459
Allocation de parent isolé	3.756	3.841	3.998	4.279
Prestations liées à la maternité :				
Allocation pour jeune enfant	19.295	19.953	20.339	20.543
Allocation parentale d'éducation	5.971	5.923	5.777	5.602
Allocation de garde d'enfant à domicile	264	279	282	440
Aide à la famille pour l'emploi d'assistance maternelle	...	534	1.804	3.161
Prestations spécifiques :				
Allocation de soutien familial	3.515	3.629	3.727	3.910
Allocation d'éducation spéciale	1.244	1.331	1.407	1.569
Allocation de rentrée scolaire	1.935	1.986	2.047	7.958
Logement :				
Allocation de logement à caractère familial	11.901	12.268	12.634	13.466
Prime de déménagement	25	24	20	26
Dépenses diverses :				
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	321	274	282	257
Allocation différentielle	167	184	186	183
Dépenses techniques	530	573	623	672
Bonifications des prêts aux jeunes ménages	63	—	—	—
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	7	14	20	26
Total des prestations familiales (1)	**120.218**	**124.009**	**127.921**	**138.681**
Prestations versées au titre du Fonds national d'Aide au logement [FNAL] (2) :				
Allocation de logement à caractère social	9.327	10.160	12.821	16.631
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitation (FNH) :				
Aide personnalisée au logement	27.568	29.501	31.162	32.506
Prime de déménagement	31	31	23	21

(1) Hors allocation de logement virtuelle.
(2) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires(1) par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Millier de bénéficiaires
Million de francs

	1991			1992			1993		
	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	53.163	3.675	9.269	54.577	3.685	9.287	56.264	3.704	9.312
Complément familial	7.185	757	///	7.517	775	2.628	7.942	794	2.691
Allocation de parent isolé	3.803	131	///	3.962	136	227	4.239	144	237
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	17.567	1.659	///	18.020	1.648	2.831	18.407	1.633	2.780
Allocation parentale d'éducation	5.105	149	///	4.999	142	483	4.911	136	461
Allocation de garde d'enfant à domicile	239	11	///	268	14	33	432	21	45
Aide à la famille pour l'emploi d'assistance maternelle	517	106	///	1.743	159	249	3.051	218	344
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	3.293	423	///	3.405	426	714	3.589	438	737
Allocation d'éducation spéciale	1.114	80	82	1.184	82	85	1.317	82	203
Allocation de rentrée scolaire	1.702	2.340	4.431	1.767	2.282	5.743	6.929	2.372	5.942
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	11.244	957	///	11.592	939	1.759	12.385	958	1.778
Prime de déménagement	22	///	///	20	///	///	19	///	///
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	231	93	326	236	86	296	218	72	244
Allocation différentielle	184	19	42	186	17	38	183	14	29
Dépenses techniques	551	///	///	597	///	///	644	///	///
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	14	///	///	20	///	///	26	///	///
Total des prestations familiales	**105.934**	///	///	**110.093**	///	///	**120.556**	///	///
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (2) :									
Allocation de logement à caractère social	8.849	935	///	11.428	1.308	—	15.172	1.626	—
Prestations versées au titre du Fonds national de l'habitation (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	28.074	2.406	///	29.685	2.450	3.576	30.979	2.521	3.576
Prime de déménagement	30	///	///	20	///	///	21	///	///

(1) Hors allocation de logement virtuelle.
(2) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-15

Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation (1)

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance
(échantillon interrégimes des retraités)

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Unité : Montant mensuel en francs

Régimes de base versant des droits directs	1991			1993		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
Un seul régime d'affiliation :						
Régime général (RG)	9.424	5.639	**7.917**	10.322	6.034	**8.459**
Cadres 15 ans et plus (2)	15.045	10.750	**14.473**	15.729	11.079	**14.972**
Cadres moins de 15 ans (2)	9.488	8.236	**9.159**	10.725	8.710	**10.192**
Autres (3)	6.890	5.142	**6.051**	7.446	5.451	**6.395**
Exploitants agricoles	2.350	1.442	**1.883**	2.501	1.500	**1.935**
Fonctionnaires	11.306	9.421	**10.713**	12.175	9.997	**11.230**
dont : Fonctionnaires civils	11.437	9.478	**10.680**	12.171	10.003	**11.135**
Catégories A	14.552	12.167	**13.961**	15.423	12.879	**14.588**
Catégories B	9.124	9.093	**9.106**	9.660	9.771	**9.730**
Catégories C	6.103	6.378	**6.213**	6.793	6.899	**6.858**
Artisans ou commerçants	3.228	2.855	**3.152**	3.427	3.108	**3.366**
Salariés agricoles	4.069	3.027	**3.873**	4.655	4.429	**4.612**
Autres régimes de base (mines, marins, EDF, SNCF)	8.857	3.998	**7.866**	9.984	5.311	**8.789**
Plusieurs régimes d'affiliation :						
RG + salariés agricoles	6.268	4.254	**5.449**	7.062	5.002	**6.690**
RG + artisans ou commerçants	6.033	4.198	**5.286**	6.480	4.885	**6.194**
RG + exploitants agricoles	5.413	2.848	**3.823**	5.764	3.130	**4.156**
RG + fonctionnaires	10.682	7.006	**9.543**	11.745	7.911	**10.790**
RG + un autre régime de base	8.905	5.570	**7.626**	8.979	6.757	**9.074**
Salariés agricoles + exploitants agricoles	3.470	2.189	**3.043**	3.673	2.589	**3.490**
RG + salariés agricoles + exploitants agricoles	4.853	3.355	**4.564**	5.108	3.358	**4.722**
RG + deux ou trois autres régimes de base (sauf salariés agricoles et exploitants agricoles)	6.891	4.292	**6.177**	7.470	5.311	**7.234**
Autres situations	**6.737**	**4.795**	**6.168**	**7.504**	**5.180**	**7.305**
Ensemble des régimes	**7.402**	**4.275**	**5.982**	**8.070**	**5.014**	**6.987**

(1) Avantages principaux de base et complémentaires - hors avantages accessoires.
(2) Sont considérés ici comme cadres les salariés du régime général qui ont été affiliés à l'AGIRC au cours de leur carrière. On a, d'autre part, opéré une distinction entre les durées d'affiliation à cet organisme (plus de 15 ans, moins de 15 ans).
(3) La rubrique « autres » regroupe les non-cadres du privé, ainsi que les agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.

TABLEAU C.04-16

Montant mensuel global moyen des retraites selon le sexe et la durée d'assurance

(échantillon interrégimes des retraités)

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Unité : Franc

	1991				1993			
	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de reversion	**Retraite totale**	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de reversion	**Retraite totale**
Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance								
Hommes	7.402	460	19	**7.881**	8.071	453	28	**8.552**
Femmes	4.702	253	343	**5.298**	5.014	262	490	**5.766**
Ensemble	**6.562**	**396**	**120**	**7.078**	**6.987**	**386**	**192**	**7.565**
Retraités totalisant un nombre quelconque de trimestres d'assurance								
Hommes	—	—	—	—	7.462	467	31	**7.960**
Femmes	—	—	—	—	3.217	285	828	**4.330**
Ensemble	—	—	—	—	**5.094**	**366**	**476**	**5.936**

(1) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, allocation du FNS.

TABLEAU C.04-17

Montant mensuel moyen des retraites de droit direct perçues selon le sexe et l'âge du retraité (1)

(échantillon interrégimes des retraités)

Année 1993

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Unité : Franc

	Année de naissance du retraité					
	1906 (86 ans)	1912 (80 ans)	1918 (74 ans)	1922 (70 ans)	1926 (66 ans)	**Ensemble**
Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance						
Hommes	6.538	7.422	8.262	8.381	8.270	**8.070**
Femmes	3.970	4.402	5.224	5.246	5.362	**5.041**
Ensemble	**5.352**	**6.281**	**7.244**	**7.304**	**7.294**	**6.987**
Retraités totalisant un nombre quelconque de trimestres d'assurance						
Hommes	5.764	6.717	7.738	7.884	7.833	**7.462**
Femmes	2.754	2.865	3.320	3.359	3.496	**3.217**
Ensemble	**3.835**	**4.429**	**5.307**	**5.447**	**5.563**	**5.094**

(1) Avantages principaux de base et complémentaires, hors avantages accessoires et réversion.

TABLEAU C.04-18

Nombre de bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité.

France entière

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

Effectifs : Millier
Montant : Million de F

	1989	1990	1991	1992	1993	dont DOM
Fonds national de solidarité vieillesse :						
Effectifs	1.297,8	1.212,9	1.161,2	1.098,5	1.061,7	40,0
Montants versés	18.671	17.827	17.157	16.440	15.920	993
Fonds national de solidarité invalidité :						
Effectifs	133,3	133,0	122,6	113,5	110,5	1,3
Montants versés	1.625	1.633	1.602	1.551	1.526	39

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel moyen des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

France entière

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Unité : Franc

	1985	*r* 1990	1991	1992	1993	1994
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	12.990	14.990	15.365	15.800	16.010	16.330
Allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS)	17.480	19.500	20.690	21.280	21.560	21.990
Minimum vieillesse :						
Personne seule	30.470	33.990	36.055	37.080	37.570	38.320
Couple	55.220	60.990	64.690	66.520	67.400	68.750

TABLEAU C.04-20

Signataires de contrat d'insertion (1)

France entière

Année 1993

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

%

	Hommes	Femmes	Ensemble
Selon le statut d'occupation du logement (2)			
Propriétaire (y compris accédant)	—	—	9,0
Locataire d'un particulier	—	—	50,1
Locataire d'un meublé loué à un professionnel ou d'une chambre d'hôtel	—	—	0,8
Logé gratuitement ou hébergé dans la famille ou chez des amis	—	—	33,7
Hébergé en centre d'hébergement de longue durée	—	—	2,4
Habitant en hébergement mobile	—	—	2,1
Hébergé dans un hébergement d'urgence, une habitation,précaire ou sans abri	—	—	1,9
Total	—	—	**100,0**
Selon le niveau de formation			
Niveau baccalauréat, brevet de technicien, brevet professionnel ou enseignement professionnel	12,7	10,7	11,6
Niveau CAP, BEP, apprentissage complet, première ou seconde	27,4	24,2	25,8
Obtention du certificat d'études primaires, niveau troisième, début de formation professionnelle	18,2	21,8	20,1
Etudes primaires (sans certificat d'études), niveau inférieur à la 3ème, formation pré-professionnelle, enseignement spécialisé	35,3	37,5	36,4
Aucune scolarisation	6,4	5,8	6,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon la qualification			
Ouvrier sans qualification, O.S, manoeuvre, manutentionnaire, ouvrier agricole non qualifié	35,2	14,8	24,8
Ouvrier qualifié, conducteur d'engin ou de véhicule	26,3	4,6	15,2
Agent de service, femme de ménage, gardien, gardienne d'enfants, employé hôtellerie-restaurant	6,6	25,5	16,2
Vendeur, employés de commerce	4,0	8,5	6,3
Employé sans qualification, agent de bureau, planton	2,0	5,5	3,8
Employé qualifié (secrétaire, aide-comptable, pupitreur etc.)	3,1	8,0	5,6
Technicien, dessinateur, agent de maîtrise, cadre, profession intellectuelle, artistique, sociale	5,8	3,0	4,4
Artisan, commerçant, travailleur indépendant, aide familial de travailleur indépendant	7,2	3,0	5,1
Agriculteur exploitant, aide familial agricole	2,9	1,9	2,4
N'a jamais travaillé	6,9	25,2	16,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon la situation professionnelle			
Travaille à son compte ou comme aide familial	3,6	2,1	2,8
Salarié sous contrat à durée indéterminée (y compris intermittent)	1,8	2,9	2,4
Salarié sous contrat à durée déterminée, intérimaire, saisonnier ou excerce des emplois occasionnels	3,4	3,6	3,5
Salarié sous contrat aidé (CRE, CES, contrat d'adaptation, contrat de qualification, emploi dans une entreprise d'insertion ou une association intermédiaire etc.)	15,0	12,7	13,8
A une activité d'insertion	2,1	1,7	1,9
Suit un stage de formation (AIF, stage,modulaire etc.)	3,3	3,1	3,2
Chômeur inscrit à l'ANPE	52,5	42,5	47,3
Chômeur non inscrit à l'ANPE	11,0	10,7	10,9
Inactif (y compris étudiant)	7,3	20,7	14,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Les bénéficiaires du RMI peuvent signer plusieurs contrats dans l'année. C'est la situation lors du dernier contrat qui est indiquée.
(2) Répartition par famille (1couple = 1 unité).

TABLEAU C.04-21

Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

France entière

En décembre 1993

Sources : Caisse nationale des allocations familiales
Mutualité sociale agricole

	Métropole			DOM		
	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)
Personne sans conjoint :						
Sans enfant	408.898	58,7	1.743	43.263	44,9	1.487
Avec un enfant	83.591	12,0	1.946	12.719	13,2	1.618
Avec deux enfants	39.705	5,7	1.851	8.961	9,3	1.509
Avec trois enfants et plus	18.111	2,6	1.563	8.094	8,4	1.539
Couple :						
Sans enfant	32.740	4,7	1.993	2.698	2,8	1.764
Avec un enfant	38.312	5,5	2.052	5.396	5,6	1.778
Avec deux enfants	34.133	4,9	2.143	6.456	6,7	1.785
Avec trois enfants et plus	41.099	5,9	2.084	8.768	9,1	1.857
Total	**696.589**	**100,0**	**1.837**	**96.355**	**100,0**	**1.589**

(1) Les enfants figurant dans ce tableau sont à charge au sens du RMI

TABLEAU C.04-22

Bénéficiaires du RMI selon l'âge de l'allocataire (1)

France entière

Situation en décembre 1993

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM	
	Effectif	%	Effectif	%
Âge :				
Moins de 25 ans	36.812	5,4	6.264	6,5
De 25 à 29 ans	179.981	26,6	22.740	23,6
De 30 à 39 ans	210.478	31,0	29.774	30,9
De 40 à 49 ans	147.423	21,7	18.596	19,3
De 50 à 59 ans	80.553	11,9	15.320	15,9
60 ans et plus	23.201	3,4	3.661	3,8
Total	**678.448**	**100,0**	**96.355**	**100,0**

(1) Il s'agit du nombre de bénéficiaires payés par les caisses d'allocations familiales. Pour les bénéficiaires relevant du régime agricole, l'âge moyen des non salariés est de 46 ans, celui des salariés de 43 ans.

TABLEAU C.04-23

Bénéficiaires du RMI payés en décembre

France entière

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales), MSA (Mutualité sociale agricole)

Unité : Franc

	1989	1990	1991	1992	1993
Métropole	335.675	422.102	488.422	575.035	696.589
D.O.M	91.100	88.044	93.939	96.208	96.355
Total	**426.775**	**510.146**	**582.361**	**671.243**	**792.944**

D

Consommation et conditions de vie

Le deuxième ouvrage d'une collection de référence

L'INSEE, LIAISONS SOCIALES et la DARES, associés pour le lancement de cette collection thématique publient aujourd'hui le deuxième ouvrage. Basé sur une sélection de travaux des différents partenaires ils font un point précis sur le travail à temps partiel.

VIENT DE PARAÎTRE

L'essor du travail à temps partiel est, en France, un phénomène relativement récent. Il concerne en premier lieu une population féminine et le plus souvent jeune. Il offre sans doute plus de souplesse et de liberté aux salariés. Malheureusement son développement rapide cache l'apparition de nouvelles contraintes et des situations de sous-emploi effectif.

Le travail à temps partiel n'exclut ni des journées de travail plus longues, ni des horaires plus tardifs, ni le travail le samedi et le dimanche. Son institution dans l'entreprise peut certes prendre en compte les souhaits des salariés, mais également relever d'une stratégie de flexibilité recherchée par les sociétés dans un certain nombre de secteurs.

PRIX : 99 F TTC

INSEE liaisons sociales DARES

Les dossiers thématiques

LE TRAVAIL À TEMPS PARTIEL



Au sommaire de cet ouvrage :

- L'essor du travail à temps partiel est relativement récent
- Le travail à temps partiel est surtout féminin
- Le travail à temps partiel, réponse à une attente sociale ou choix imposé
- Contraintes et rythmes de travail à temps partiel
- Une réglementation visant à répondre aux besoins des salariés et surtout de l'entreprise
- La négociation collective sur le travail à temps partiel se développe
- Le travail à temps partiel à l'étranger : des pratiques différentes
- Statistiques longues
- Comparaisons internationales

Format : 150 x 220 mm - 152 pages.

Des partenaires prestigieux

Déjà paru en avril 1995 dans cette collection "LE TRAVAIL À DURÉE LIMITÉE" vous pouvez également le commander

INSEE — DIRECTION GÉNÉRALE INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

liaisons sociales

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle — DARES — Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques

LIGNATURE

BON DE COMMANDE

OUI je commande ⌊__⌋ exemplaire(s) du dossier thématique **«LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL»**
au prix unitaire de 99 F TTC soit : ⌊__⌋ x 99 F TTC = ⌊_____⌋ F TTC

je commande également ⌊__⌋ exemplaire(s) du dossier **«LE TRAVAIL A DUREE LIMITEE»**
au prix unitaire de 99 F TTC soit : ⌊__⌋ x 99 F TTC = ⌊_____⌋ F TTC

Participation aux frais de port : ⌊_____⌋ F TTC
(10 F par envoi, ou 20 F par ouvrage pour l'étranger)

TOTAL DE MA COMMANDE : ⌊_____⌋ F TTC

☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'INSEE.

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Nom / Prénom _____

Société _____

Adresse de livraison _____

_____

Code Postal ⌊_____⌋ Ville _____

Adresse de facturation _____

_____

Code Postal ⌊_____⌋ Ville _____

En application de l'article L-27 de la loi du 6 janvier 1978 "Informations et Libertés", les informations demandées dans votre bon de commande sont indispensables au traitement de ladite commande. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectifications aux informations vous concernant.

A RETOURNER AVEC VOTRE REGLEMENT A VOTRE POINT DE VENTE INSEE - ADRESSES ET INFORMATIONS SUR LE 3615 INSEE

GROUPE LIAISONS

Chapitre D.01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation et pouvoir d'achat.

1. Consommation des ménages par fonction.
2. Consommation des ménages par catégorie de produits selon leur durabilité.
3. Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents.
4. Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage.

5A. Équipement des ménages en biens durables selon l'âge du chef de ménage.

5B. Équipement des ménages en biens durables selon la taille du ménage.

6. Répartition des repas pris à l'extérieur selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle.
7. Poids des repas pris à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon la catégorie de commune.
8. Taux d'équipement des ménages européens en biens durables.
9. Le budget des ménages en 1989.
10. Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Après la stagnation de 1993 (+ 0,1 % en volume) la consommation des ménages a retrouvé en 1994 un rythme de croissance modéré (1,6 %) mais contrasté. Les biens durables ont tiré la consommation : la reprise a été vive dans l'automobile, l'électronique de loisirs et l'électroménager. Avec une progression en volume de 1,6 %, les dépenses de santé ont ralenti et connu ainsi la croissance la plus faible depuis 1977. La consommation alimentaire a peu augmenté (+ 0,6 %).

2. MÉTHODOLOGIE

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution, qui composent ce chapitre, sont de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables;

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages (tableaux D.01-1 et D.01-2) sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité nationale — SECN — « base 1980 ») : leur addition forme exactement le total « Consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de quatre sources principales :

— enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages;

— statistiques de production;

— statistiques du commerce extérieur;

— statistiques de distribution.

● Les enquêtes auprès des ménages sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5.000 à 15.000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents. Mais les enquêtes constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.).

Les principales enquêtes utilisées pour estimer la consommation des ménages sont les suivantes :

— l'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats »; effectuée trois fois par an, elle donne notamment les informations sur les parcs et les achats annuels de biens durables;

— l'enquête permanente sur la consommation alimentaire, à périodicité annuelle sauf en 1975, est devenue bi-annuelle à partir de 1983;

— l'enquête sur la structure des budgets de famille, couvrant toutes les dépenses des ménages, de périodicité variable, celle de 1978-1979 a servi à l'établissement du niveau de la base 1980;

— les enquêtes habillement;

— les enquêtes logement;

— les enquêtes santé;

— les enquêtes transports.

Les références de ces enquêtes sont données dans la rubrique « Sources de documentation ».

● Les statistiques de production et celles du commerce extérieur permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales de chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice de prix des 296 postes, 265 postes à partir du 1er janvier 1993.

● Pour les statistiques de distribution, différentes sources sont utilisables : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut

---

1. Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire, et le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.
(2) Pour plus de détails, voir la publication annuelle *INSEE-Résultats*, série Consommation-modes de vie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année *n* », cf. Sources de documentation.

être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations augmentées des droits de taxes sur les importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des variations de stocks et des marges, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

- **Nomenclature de fonction**

Elle correspond à un classement selon les besoins auxquels la consommation répond. Alimentation, articles d'habillement y compris chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transports et communications, loisirs culture, autres biens et services constituent les huit grandes fonctions. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transports et communications » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, l'assurance automobile, les dépenses de transports en commun, et enfin les dépenses de télécommunications et postes.

- **Nomenclature de durabilité**

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau D.01-3) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

Sont reproduites ici les données comparatives sur l'équipement des ménages pour quelques biens durables importants : automobiles, récepteurs de télévision, réfrigérateurs, lave-linge, lave-vaisselle, congélateurs. Elles sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.

Les résultats concernant les années antérieures à 1984, datés fictivement de décembre, sont obtenus en faisant la moyenne de l'enquête de novembre de la même année et de celle de janvier de l'année suivante. Ceux de 1984 et des années suivantes sont obtenus en faisant la moyenne des enquêtes de mai et novembre, fournissant un point fictif à mi-année. En vue de permettre des regroupements, on a indiqué le nombre de ménages qui ressort de l'ensemble de ces deux enquêtes.

Les données sur la consommation alimentaire sont issues de l'enquête « consommation alimentaire » auprès des ménages effectuée tous les ans de 1965 à 1983 (sauf en 1968 et 1975), puis tous les deux ans; cette enquête a été interrompue en 1991.

Elle fournissait des données sur la structure de la consommation alimentaire, en dépense et quantité, sur les lieux d'achat des produits alimentaires et sur les repas pris à l'extérieur.

3. DÉFINITIONS (en comptabilité nationale)

La consommation finale des ménages

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins individuels de ces ménages. Elle ne comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire. Elle représente la valeur des biens et services marchands et non marchands.

La consommation marchande territoriale

Les ménages sont supposés, dans le cadre de leur activité domestique, consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc les biens durables (autos, matériel ménager, etc.) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fioul, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages (formation brute de capital fixe).

Les biens durables achetés en « leasing » ou à tempérament sont également comptabilisés en consommation finale à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités font l'objet d'une évaluation explicite dans la consommation de ces « produits industriels » sous forme de marges ou commissions lorsqu'ils s'échangent de ménages à ménages par le biais du commerce. Mais lorsque ces biens passent d'un secteur institutionnel à un autre (exemple : véhicules de démonstration des concessionnaires automobiles vendus aux ménages), la transaction est évaluée à sa valeur totale.

Les services de santé, en dehors des hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH), restent marchands et couvrent la dépense effective des ménages (débours) plus les remboursements de sécurité sociale et des mutuelles (ou tiers payant).

L'action sociale marchande porte uniquement sur le service des établissements pour personnes âgées; celui-ci est évalué y compris les subventions des municipalités, des caisses d'allocation vieillesse ou autres. Il ne concerne pas les logements - foyers assimilés à des locations de logements.

● L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à deux catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;

— services des logements occupés par leurs propriétaires (loyers fictifs).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux ménagers, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.), ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers fictifs que paieraient les propriétaires s'ils étaient locataires de leur logement, est évaluée au prix des loyers des locataires correspondants; le reste de l'autoconsommation est évalué au prix à la production.

À l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché, même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réduction des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comptabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation finale nationale

La consommation finale nationale (des résidents) est l'agrégat total de la consommation des ménages en base 1980; elle est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde (leurs dépenses de tourisme à l'extérieur du territoire, y compris DOM-TOM).

Mais, faute d'informations détaillées, les consommations des non-résidents en France (essentiellement les touristes étrangers) et des résidents français dans le reste du monde sont évaluées globalement et forment le produit « solde territorial ». Les autres produits ne couvrent donc que la consommation territoriale.

La consommation nationale est ainsi égale à la consommation des ménages sur le territoire économique plus celle des résidents dans le reste du monde, mais moins celle des non-résidents sur le territoire économique.

Cette consommation nationale est liée au revenu disponible des résidents par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation nationale + épargne, le tout concernant les résidents.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple :

— droits de scolarité pour tous les établissements publics ou sous contrat d'association;
— ticket modérateur, forfait journalier ou suppléments divers pour les hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH);
— frais de garde pour les crèches;
— frais d'hébergement, d'éducation ou autres pour l'enfant ou l'adulte handicapé ou inadapté.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

— Publications concernant les méthodes et les résultats d'ensemble :

« Système élargi de comptabilité nationale. — Méthodes de la base 1980 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 140-141, juin 1987;

« Les notions de consommation élargie », *Économie et Statistique,* n° 100, mai 1978. Problématique du concept de consommation;

« Consommation des ménages de 1970 à 1987 » : séries de comptabilité nationale. *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 131, juin 1988;

« Bilan annuel démographique », *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE :* population en janvier de chaque année;

« La consommation des ménages », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie (annuel);

« Horizon 2000, consommation : l'effet du vieillissement », *Économie et Statistique,* n° 243, mai 1991;

« Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1994 », *INSEE-Résultats,* juin 1995;

« 35 ans de consommation des ménages », principaux résultats de 1959 à 1993, et séries détaillées 1959-1970. *INSEE-Résultats,* n^os^ 69-70, Consommation et modes de vie, mars 1995.

Sur disquette : « 35 ans de consommation des ménages », séries annuelles de consommation de 1959 à 1993, INSEE, juin 1995;

« La consommation des ménages en 1994 », *INSEE-Première,* n° 380, juin 1995.

— Publications des résultats d'enquête sur les conditions de vie des ménages :

« L'évolution du budget des ménages : le poids des dépenses d'habitation et de transport », *Économie et Statistique,* n° 207, février 1988;

« Les budgets des ménages en 1984-1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 136, mai 1989;

« L'évolution du mode de vie », *Données sociales,* édition 1993;

« Des difficultés budgétaires accrues pour les chômeurs ouvriers », *Données sociales,* édition 1990;

« Vieillir : le repli sur soi et la sphère domestique », *Données sociales,* édition 1993;

« La structure des budgets familiaux en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 17, 1990;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 130, février 1988;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 138, mai 1989;

« Consommation et lieux d'achat des produits alimentaires en 1983 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 2, 1989;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 10, avril 1990;

« Tour d'horizon sur l'automobile », *Premiers résultats,* n° 145, octobre 1988;

« Le vieillissement du parc automobile se ralentit depuis deux ans », *Économie et statistique,* n° 225, octobre 1989;

« La garde-robe des Français », *INSEE-Première,* n° 5, février 1989;

« La garde-robe des Français en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 137, mars 1989;

« Les actifs financiers des ménages en 1986 : disparité de taux de possession », *Archives et documents,* n° 281, février 1989;

« Au cœur des patrimoines; le livret et le logement », *INSEE-Première,* n° 29, juin 1989;

« Le patrimoine aujourd'hui : beaucoup entre les mains de quelques-uns », *Données sociales,* édition 1993;

« Le patrimoine des Français : faits et controverses », *Données sociales,* édition 1993;

« Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1987 », *Premiers résultats,* n° 163, février 1988;

« La diffusion du magnétoscope de 1982 à 1988 », *Dossier rectangle,* septembre 1988;

« L'équipement des ménages en biens durables : évolution et situation à la mi-1986 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 135, novembre 1988;

« L'équipement des ménages en biens durables : Évolution et situation à la mi-1988 », *Document de travail,* n° F 9104, juin 1991;

« Biens durables : la modernisation des foyers », *Premiers résultats,* n° 118, novembre 1988;

« Ameublement 88 : des meubles pour la vie », *Premiers résultats,* n° 166, décembre 1988;

« Habitat 88 : Quelles pièces ? Pour quels usages ? », *Premiers résultats,* n° 162, décembre 1988;

« L'habitat en 1988, enquête biens durables - ameublement 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 4-5, 1989;

« La photographie amateur », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 6, décembre 1989;

« L'ameublement des ménages en 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 13-14, juillet 1990;

« Évolution de la pratique sportive des Français », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 134, octobre 1988;

« Les loisirs 20 ans après : davantage de sorties et de télévision », *Premiers résultats,* n° 148, octobre 1988;

« Les sorties : une occasion de contacts », *Économie et Statistique,* n° 214, octobre 1988;

« Les pratiques de loisir. Enquête 1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 1, 1989;

« Les pratiques de loisir, vingt ans après, 1967/1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 6, 1989;

« Une France un peu plus sportive qu'il y a vingt ans grâce aux femmes », *Économie et Statistique,* n° 224, septembre 1989;

« Les téléspectateurs : leurs goûts et leurs pratiques », *Économie et Statistique,* n° 227, décembre 1989;

« Trouver à qui parler : le sexe et l'âge de nos interlocuteurs », *Données sociales,* édition 1993;

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et Statistique,* n° 233, juin 1990;

« Les ménages et leurs meubles. Enquête biens durables - ameublement 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 109, janvier 1991;

« Équipements et pratiques de communication. Enquête loisirs », mai 1987-mai 1988, *INSEE-Résultats,* n° 122-123, février 1991;

« L'équipement des foyers en 1988. Enquêtes biens durables - ameublement de juin 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 124-125, mars 1991;

« Repas à l'extérieur du domicile en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 152, septembre 1991;

« Consommation et lieux d'achats des produits alimentaires en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 153-154, octobre 1991;

« Les vacances des Français. Évolution sur 20 ans et résultats détaillés de 1986 à 1990 », *INSEE-Résultats,* n° 165-166, février 1992;

« Les rythmes quotidiens en France. Résultats de l'enquête 'Emplois du temps' 1985-1986 », *INSEE-Résultats,* n° 167-168, mars 1992;

« Consommation et lieux d'achat des produits alimentaires en 1989 », *INSEE-Résultats,* n° 210-211, août 1992;

« L'équipement des ménages en 1991 », n° 241, *INSEE-Résultats,* juin 1993;

« Le patrimoine des ménages », *INSEE-Première,* n° 210, juin 1992;

« L'automobile : 1 800 francs par mois », *INSEE-Première,* n° 216, juillet 1992;

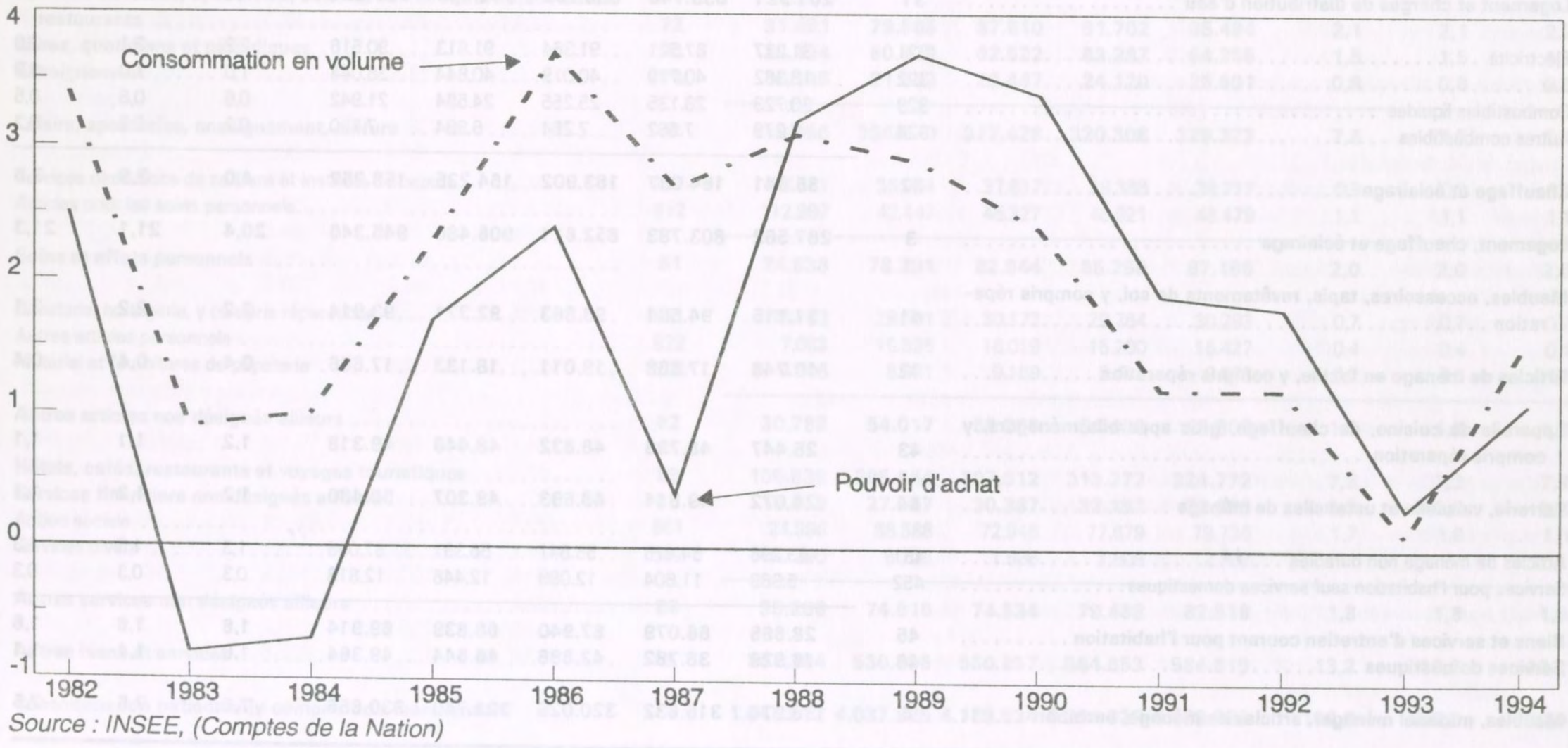
« L'équipement des ménages en 1990; un bien récent : le micro-ondes », *INSEE-Première,* n° 225, septembre 1992.

* * *

GRAPHIQUE D.01

Consommation et pouvoir d'achat de 1982 à 1994

(Variation par rapport à l'année précédente en %)



Source : INSEE, (Comptes de la Nation)

TABLEAU D.01-1A

Consommation des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Unité : Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires (%)		
		1980	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Pain et céréales	111	39.561	82.718	85.466	86.599	88.193	2,0	2,0	2,0
Viandes	112	101.699	206.229	207.322	205.642	201.883	5,0	4,8	4,5
Poissons	113	13.612	37.771	38.286	38.932	38.481	0,9	0,9	0,9
Lait, fromages et oeufs	114	40.545	91.796	93.561	95.002	95.580	2,2	2,2	2,2
Huiles et graisses	115	14.604	22.384	22.456	22.058	23.098	0,5	0,5	0,5
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	40.473	96.202	88.881	87.930	88.034	2,1	2,1	2,0
Pommes de terre et autres tubercules	117	3.391	7.715	7.415	8.139	9.325	0,2	0,2	0,2
Sucre	118	2.608	3.637	3.925	3.715	3.588	0,1	0,1	0,1
Café, thé	119	9.280	11.720	11.416	11.355	12.167	0,3	0,3	0,3
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	22.382	62.758	65.463	67.874	71.459	1,6	1,6	1,6
Produits alimentaires	**11**	**288.155**	**622.930**	**624.191**	**627.246**	**631.808**	**14,9**	**14,7**	**14,3**
Boissons non alcoolisées	**12**	**7.225**	**22.792**	**23.539**	**24.531**	**26.001**	**0,6**	**0,6**	**0,6**
Boissons alcoolisées	**13**	**38.625**	**78.957**	**82.045**	**87.311**	**88.384**	**2,0**	**2,0**	**2,0**
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	**1.S**	**334.005**	**724.679**	**729.775**	**739.088**	**746.193**	**17,4**	**17,2**	**16,9**
Tabac	**14**	**17.549**	**44.995**	**49.512**	**56.422**	**64.002**	**1,2**	**1,3**	**1,4**
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**351.554**	**769.674**	**779.287**	**795.510**	**810.195**	**18,6**	**18,5**	**18,3**
Articles d'habillement sauf chaussures, y compris réparation	**21**	**97.006**	**209.920**	**212.157**	**209.092**	**203.438**	**5,1**	**4,9**	**4,6**
Chaussures	221	22.711	45.861	46.956	46.861	46.344	1,1	1,1	1,1
Réparation de chaussures	222	997	2.061	2.091	2.132	2.181	0,1	0,1	0,1
Chaussures, y compris réparation	**22**	**23.708**	**47.922**	**49.047**	**48.993**	**48.525**	**1,2**	**1,1**	**1,1**
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**120.714**	**257.842**	**261.204**	**258.085**	**251.963**	**6,2**	**6,0**	**5,7**
Logement	311	191.084	613.178	659.113	710.406	752.336	15,7	16,6	17,0
Charges de distribution d'eau	312	10.837	26.568	29.596	31.839	34.758	0,7	0,7	0,8
Logement et charges de distribution d'eau	**31**	**201.921**	**639.746**	**688.709**	**742.245**	**787.094**	**16,4**	**17,3**	**17,8**
Electricité	321	31.277	87.521	91.364	91.813	90.516	2,2	2,1	2,0
Gaz	322	18.362	40.719	40.019	40.844	38.044	1,0	1,0	0,9
Combustibles liquides	323	30.723	28.135	25.255	24.584	21.942	0,6	0,6	0,5
Autres combustibles	324	5.279	7.662	7.264	6.994	7.750	0,2	0,2	0,2
Chauffage et éclairage	**32**	**85.641**	**164.037**	**163.902**	**164.235**	**158.252**	**4,0**	**3,9**	**3,6**
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**287.562**	**803.783**	**852.611**	**906.480**	**945.346**	**20,4**	**21,1**	**21,3**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	**41**	**51.115**	**94.591**	**93.863**	**92.371**	**93.914**	**2,2**	**2,2**	**2,1**
Articles de ménage en textile, y compris réparation	**42**	**10.748**	**17.868**	**18.011**	**18.133**	**17.666**	**0,4**	**0,4**	**0,4**
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	**43**	**25.447**	**48.798**	**48.832**	**48.446**	**49.318**	**1,2**	**1,1**	**1,1**
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	**44**	**24.072**	**49.514**	**48.693**	**49.307**	**50.480**	**1,2**	**1,2**	**1,1**
Articles de ménage non durables	451	23.296	54.475	55.841	56.391	57.096	1,3	1,3	1,3
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	5.369	11.604	12.099	12.448	12.818	0,3	0,3	0,3
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	**45**	**28.665**	**66.079**	**67.940**	**68.839**	**69.914**	**1,6**	**1,6**	**1,6**
Services domestiques	**46**	**16.929**	**38.782**	**42.686**	**46.644**	**49.364**	**1,0**	**1,1**	**1,1**
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**156.976**	**315.632**	**320.025**	**323.740**	**330.656**	**7,6**	**7,5**	**7,5**

TABLEAU D.01-1A (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale) — *Unité :* Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires %		
		1980	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	**51**	**34.657**	**104.802**	**111.300**	**119.267**	**121.420**	**2,7**	**2,8**	**2,7**
Appareils et matériels thérapeutiques	**52**	**3.720**	**15.023**	**16.357**	**17.160**	**18.293**	**0,4**	**0,4**	**0,4**
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	**53**	**53.227**	**175.267**	**185.796**	**193.815**	**197.112**	**4,4**	**4,5**	**4,5**
Soins des hôpitaux et assimilés	**54**	**29.280**	**77.065**	**81.968**	**86.459**	**91.520**	**2,0**	**2,0**	**2,1**
Assurances maladie et accident	**55**	**6.400**	**20.852**	**22.944**	**23.699**	**25.069**	**0,6**	**0,6**	**0,6**
Services médicaux et de santé	**5**	**127.284**	**393.009**	**418.365**	**440.400**	**453.414**	**10,0**	**10,3**	**10,2**
Achats d'automobiles	611	59.286	144.280	151.317	131.364	150.666	3,6	3,1	3,4
Caravanes, cycles et motocycles	612	7.054	10.936	10.565	11.239	9.641	0,3	0,3	0,2
Achats de véhicules	**61**	**66.340**	**155.216**	**161.882**	**142.603**	**160.307**	**3,9**	**3,3**	**3,6**
Pneus, accessoires, frais de réparations	621	58.567	162.806	173.518	176.230	190.483	4,1	4,1	4,3
Carburants, lubrifiants	622	72.503	142.490	141.604	146.946	153.194	3,4	3,4	3,5
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	14.472	46.630	46.735	48.709	50.838	1,1	1,1	1,2
Dépenses d'utilisation des véhicules	**62**	**145.542**	**351.926**	**361.857**	**371.885**	**394.515**	**8,6**	**8,7**	**8,9**
Achats de services de transport	**63**	**36.735**	**87.629**	**92.572**	**91.914**	**94.459**	**2,2**	**2,1**	**2,1**
Télécommunications et postes	**64**	**25.025**	**68.149**	**73.746**	**76.051**	**78.072**	**1,8**	**1,8**	**1,8**
Transports et communications	**6**	**273.642**	**662.920**	**690.057**	**682.453**	**727.353**	**16,5**	**15,9**	**16,4**
Radios, téléviseurs, électrophones	711	17.141	38.225	37.235	35.430	35.123	0,9	0,8	0,8
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	6.475	10.730	10.257	9.629	9.478	0,2	0,2	0,2
Autres articles récréatifs	713	34.540	93.352	96.357	96.138	99.372	2,3	2,2	2,2
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparations	**71**	**58.156**	**142.307**	**143.849**	**141.197**	**143.973**	**3,4**	**3,3**	**3,2**
Services de loisirs, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	**72**	**31.491**	**79.865**	**87.610**	**91.702**	**95.494**	**2,1**	**2,1**	**2,2**
Livres, quotidiens et périodiques	**73**	**24.194**	**60.429**	**62.522**	**63.287**	**64.255**	**1,5**	**1,5**	**1,4**
Enseignement	**74**	**6.115**	**21.669**	**23.447**	**24.120**	**25.601**	**0,6**	**0,6**	**0,6**
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	**7**	**119.956**	**304.270**	**317.428**	**320.306**	**329.323**	**7,6**	**7,5**	**7,4**
Services des salons de coiffure et instituts de beauté	811	11.841	35.944	37.617	38.369	38.717	0,9	0,9	0,9
Articles pour les soins personnels	812	12.997	42.447	45.327	46.921	48.479	1,1	1,1	1,1
Soins et effets personnels	**81**	**24.838**	**78.391**	**82.944**	**85.290**	**87.196**	**2,0**	**2,0**	**2,0**
Bijouterie, horlogerie, y compris réparations	821	19.193	29.501	30.172	29.764	30.293	0,7	0,7	0,7
Autres articles personnels	822	7.083	15.535	16.019	15.200	15.427	0,4	0,4	0,4
Matériel et fournitures de papeterie	823	4.506	8.981	9.189	9.442	9.583	0,2	0,2	0,2
Autres articles non désignés ailleurs	**82**	**30.782**	**54.017**	**55.380**	**54.406**	**55.303**	**1,3**	**1,3**	**1,3**
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	**83**	**105.639**	**295.644**	**307.612**	**313.272**	**324.772**	**7,3**	**7,3**	**7,3**
Services financiers non désignés ailleurs	**85**	**10.839**	**27.527**	**30.387**	**32.197**	**35.030**	**0,7**	**0,8**	**0,8**
Action sociale	861	24.996	68.588	72.948	77.679	79.736	1,7	1,8	1,8
Services divers	862	10.290	6.228	1.586	1.809	2.782	—	—	0,1
Autres services non désignés ailleurs	**86**	**35.286**	**74.816**	**74.534**	**79.488**	**82.518**	**1,8**	**1,8**	**1,9**
Autres biens et services	**8**	**207.384**	**530.395**	**550.857**	**564.653**	**584.819**	**13,2**	**13,2**	**13,2**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**1.645.072**	**4.037.525**	**4.189.834**	**4.291.627**	**4.433.069**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.01-1B

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indice de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)	
		1980	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994	De 1980 à 1990	De 1990 à 1994
Pain et céréales	111	100,6	101,3	100,0	99,1	100,7	0,5	0,3
Viandes	112	102,5	101,3	98,6	99,5	97,9	1,4	−0,7
Poissons	113	100,5	102,3	101,1	104,3	100,0	−2,7	1,9
Lait, fromages et oeufs	114	104,2	100,9	101,0	101,0	101,1	2,4	1,0
Huiles et graisses	115	99,0	98,8	98,8	97,6	102,8	−0,1	−0,5
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	97,1	96,7	102,4	101,6	102,8	1,1	0,9
Pommes de terre et autres tubercules	117	96,8	101,6	107,5	104,7	95,5	−1,9	2,2
Sucre	118	101,0	98,5	104,8	92,0	94,7	−2,9	−2,6
Café, thé	119	103,1	99,6	99,3	101,7	94,0	0,5	−1,4
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	105,2	102,0	101,7	102,8	105,2	3,6	2,9
Produits alimentaires	11	101,5	100,5	100,4	100,6	100,5	1,4	0,5
Boissons non alcoolisées	12	100,2	103,2	99,6	102,9	106,3	6,1	3,0
Boissons alcoolisées	13	102,7	99,2	100,9	106,4	100,2	0,6	1,6
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	1.S	101,6	100,5	100,4	101,3	100,6	1,4	0,7
Tabac	14	102,5	102,3	99,4	95,5	97,4	2,0	−1,4
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**101,7**	**100,6**	**100,4**	**100,9**	**100,4**	**1,4**	**0,6**
Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	21	98,8	98,7	98,6	97,5	96,8	0,9	−2,1
Chaussures	221	100,4	99,0	99,5	99,5	98,6	0,8	−0,8
Réparation de chaussures	222	93,8	94,0	97,7	98,5	100,0	−1,3	−2,5
Chaussures, y compris réparation	22	100,1	98,8	99,4	99,5	98,7	0,7	−0,9
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**99,1**	**98,7**	**98,8**	**97,9**	**97,2**	**0,9**	**−1,9**
Logement	311	104,6	103,2	103,0	102,8	103,1	3,7	3,0
Charges de distribution d'eau	312	100,7	101,9	100,3	99,4	98,3	1,2	—
Logement et charges de distribution d'eau	31	104,4	103,2	102,9	102,6	102,9	3,6	2,9
Electricité	321	105,8	108,7	102,1	99,2	98,0	4,0	1,9
Gaz	322	106,5	114,8	98,9	103,7	94,0	1,4	2,6
Combustibles liquides	323	92,6	105,6	99,1	96,6	92,5	−4,9	−1,7
Autres combustibles	324	89,9	105,7	92,3	95,0	103,0	−3,1	−1,2
Chauffage et éclairage	32	100,2	109,4	100,4	99,7	96,4	0,5	1,3
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**103,2**	**104,4**	**102,4**	**102,1**	**101,7**	**2,8**	**2,6**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	41	103,8	94,4	96,4	96,9	100,7	0,6	−3,0
Articles de ménage en textile y compris réparation	42	99,4	95,3	97,1	100,0	95,7	−1,3	−3,0
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	43	102,9	101,0	99,7	99,2	102,6	2,0	0,6
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	44	98,0	99,7	94,6	98,8	101,0	0,4	−1,5
Articles de ménage non durables	451	103,0	101,5	101,4	100,4	101,5	2,2	1,2
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	101,2	101,1	99,1	98,8	99,9	−0,4	−0,3
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	45	102,7	101,4	101,0	100,1	101,2	1,8	0,9
Services domestiques	46	93,3	105,3	105,6	106,1	102,8	−0,3	4,9
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**101,0**	**99,0**	**98,8**	**99,6**	**101,2**	**0,8**	**−0,4**

TABLEAU D.01-1B (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)	
		1980	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994	De 1980 à 1990	De 1990 à 1994
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	106,2	106,4	105,6	106,1	101,5	8,1	4,9
Appareils et matériels thérapeutiques	52	100,7	108,2	104,5	101,6	104,7	6,6	4,7
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	105,6	105,6	104,3	103,5	100,2	7,2	3,4
Soins des hôpitaux et assimilés	54	100,9	103,6	103,6	102,8	103,2	2,6	3,3
Assurances maladie et accident	55	106,3	104,9	97,0	101,4	105,6	1,4	2,1
Services médicaux et de santé	**5**	**104,6**	**105,5**	**104,1**	**103,9**	**101,6**	**6,2**	**3,8**
Achats d'automobiles	611	96,3	88,7	103,3	84,8	114,9	4,1	−2,8
Caravanes, cycles et motocyles	612	97,5	98,1	93,3	104,6	83,8	−1,9	−5,4
Achats de véhicules	61	96,4	89,3	102,6	86,1	112,4	3,6	−3,0
Pneus, accessoires, frais de réparations	621	99,7	101,1	101,0	98,1	104,3	1,7	1,1
Carburants, lubrifiants	622	101,0	100,5	101,2	99,9	100,1	1,9	0,4
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	100,4	103,3	104,0	102,2	102,6	1,6	3,0
Dépenses d'utilisation des véhicules	62	100,4	101,1	101,5	99,3	102,4	1,8	1,1
Achats de services de transport	63	101,1	97,6	101,7	97,1	102,1	1,9	−0,4
Télécommunications et postes	64	115,7	107,7	107,8	102,6	101,2	6,7	4,8
Transports et communications	**6**	**100,8**	**98,3**	**102,4**	**96,3**	**104,3**	**2,7**	**0,3**
Radios, téléviseurs, électrophones	711	110,0	100,7	102,2	99,3	104,6	10,6	1,7
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	109,0	97,7	94,3	93,3	98,3	0,5	−4,1
Autres articles récréatifs	713	99,9	101,9	99,9	99,0	103,4	4,0	1,0
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparations	71	103,8	101,2	100,1	98,7	103,4	5,6	0,8
Services de loisirs, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	101,6	103,1	104,5	101,4	100,9	1,9	2,5
Livres, quotidiens et périodiques	73	100,5	99,4	99,2	98,9	100,2	1,3	−0,6
Enseignement	74	105,8	97,0	103,5	98,6	103,3	4,7	0,6
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	**7**	**102,7**	**101,1**	**101,3**	**99,5**	**102,0**	**3,7**	**1,0**
Services des salons de coiffure et instituts de beauté	811	101,4	101,3	100,3	98,2	98,4	2,0	−0,4
Articles pour les soins personnels	812	99,8	101,4	102,5	100,1	102,4	4,9	1,6
Soins et effets personnels	81	100,6	101,4	101,5	99,3	100,6	3,5	0,7
Bijouterie, horlogerie, y compris réparations	821	71,5	102,9	105,6	101,0	100,7	0,1	2,5
Autres articles personnels	822	97,5	97,4	100,4	93,3	100,6	2,0	−2,1
Matériel et fournitures de papeterie	823	99,6	102,1	99,1	100,1	100,2	−0,2	0,4
Autres articles non désignés ailleurs	82	81,4	101,2	103,0	98,6	100,6	0,5	0,8
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	100,8	101,2	99,6	98,3	101,3	1,8	0,1
Services financiers non désignés ailleurs	85	115,3	99,4	103,0	103,3	104,6	6,6	2,6
Action sociale	861	103,7	105,6	103,4	103,8	101,2	3,4	3,5
Services divers	862	91,7	46,5	10,1	85,1	148,1	−8,3	−50,6
Autres services non désignés ailleurs	86	99,9	97,4	95,7	103,4	102,2	0,7	−0,4
Autres biens et services	**8**	**98,3**	**100,6**	**99,9**	**99,4**	**101,4**	**2,0**	**0,3**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**101,2**	**101,2**	**100,1**	**101,6**	**2,4**	**1,0**

TABLEAU D.01-2A

Consommation des ménages par catégorie de produits selon leur durabilité (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale) — *Unité :* Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires (%)			
		1980	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994	1980	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994
Automobiles neuves	111	49.823	119.887	124.650	106.022	127.291	3,03	3,0	2,5	2,9
Automobiles autres	112	9.463	24.393	26.667	25.342	23.375	0,58	0,6	0,6	0,5
Automobiles	**11**	**59.286**	**144.280**	**151.317**	**131.364**	**150.666**	**3,60**	**3,6**	**3,1**	**3,4**
Téléviseurs	**12**	**9.126**	**12.398**	**12.304**	**11.934**	**12.090**	**0,55**	**0,3**	**0,3**	**0,3**
Réfrigérateurs, congélateurs	**13**	**3.702**	**6.878**	**6.809**	**6.490**	**6.757**	**0,23**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
Machines à laver	**14**	**3.684**	**7.446**	**7.587**	**7.436**	**7.857**	**0,22**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
Meubles	**15**	**39.622**	**70.537**	**70.345**	**69.267**	**70.876**	**2,41**	**1,7**	**1,6**	**1,6**
Autres biens durables importants	**16**	**31.642**	**68.086**	**66.750**	**65.844**	**63.807**	**1,92**	**1,6**	**1,5**	**1,4**
Biens durables importants	**1**	**147.062**	**309.625**	**315.112**	**292.335**	**312.053**	**8,94**	**7,5**	**6,8**	**7,0**
Textiles et cuirs	**21**	**139.541**	**291.244**	**295.066**	**291.507**	**284.948**	**8,48**	**7,0**	**6,8**	**6,4**
Autres biens semi-durables	**22**	**135.624**	**297.656**	**305.706**	**304.257**	**316.576**	**8,24**	**7,3**	**7,1**	**7,1**
Biens semi-durables	**2**	**275.165**	**588.900**	**600.772**	**595.764**	**601.524**	**16,73**	**14,3**	**13,9**	**13,6**
Energie, y compris sylviculture	311	168.981	333.095	335.102	343.020	346.204	10,27	8,0	8,0	7,8
Autres biens non durables non alimentaires	312	116.271	327.002	345.101	364.073	377.843	7,07	8,2	8,5	8,5
Biens non durables non alimentaires	**31**	**285.252**	**660.097**	**680.203**	**707.093**	**724.047**	**17,34**	**16,2**	**16,5**	**16,3**
Alimentation, y compris animale	**32**	**335.739**	**731.800**	**737.485**	**747.123**	**755.202**	**20,41**	**17,6**	**17,4**	**17,0**
Biens non durables	**3**	**620.991**	**1.391.897**	**1.417.688**	**1.454.216**	**1.479.249**	**37,75**	**33,8**	**33,9**	**33,3**
Logement, y compris entretien	**41**	**183.212**	**591.510**	**640.302**	**688.300**	**729.538**	**11,14**	**15,3**	**16,0**	**16,5**
Services de santé, y compris vétérinaires	**42**	**82.841**	**253.689**	**269.184**	**281.793**	**290.196**	**5,04**	**6,4**	**6,6**	**6,6**
Transports en commun, postes et télécommunications	**43**	**66.873**	**174.334**	**186.784**	**189.967**	**196.282**	**4,07**	**4,5**	**4,4**	**4,4**
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	**44**	**104.327**	**291.638**	**302.985**	**308.745**	**319.995**	**6,34**	**7,2**	**7,2**	**7,2**
Action sociale, y compris services domestiques	451	41.925	107.370	115.634	124.323	129.100	2,55	2,8	2,9	2,9
Autres services divers	452	122.676	328.562	341.373	356.184	375.132	7,5	8,2	8,3	8,5
Autres services	**45**	**164.601**	**435.932**	**457.007**	**480.507**	**504.232**	**10.01**	**11,0**	**11,2**	**11,4**
Services	**4**	**601.854**	**1.747.103**	**1.856.262**	**1.949.312**	**2.040.243**	**36.59**	**44,4**	**45,4**	**46,0**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**1.645.072**	**4.037.525**	**4.189.834**	**4.291.627**	**4.433.069**	**100,00**	**100,0**	**100,00**	**99,9**

TABLEAU D.01-2B

Consommation des ménages par catégorie de produits selon leur durabilité (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)	
		1980	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994	De 1980 à 1990	1990 à 1994
Automobiles neuves	111	94,4	87,0	102,5	83,1	120,0	4,1	−2,9
Automobiles autres	112	107,9	98,8	107,0	92,9	93,3	3,7	−2,2
Automobiles	11	96,3	88,7	103,3	84,8	114,9	4,1	−2,8
Téléviseurs	12	109,0	95,5	102,2	100,1	107,1	4,7	1,1
Réfrigérateurs, congélateurs	13	102,8	96,2	99,2	95,6	107,0	1,9	−0,6
Machines à laver	14	104,3	101,0	101,9	98,7	107,5	3,8	2,2
Meubles	15	103,6	93,8	96,7	96,7	101,2	0,1	−2,9
Autres biens durables importants	16	104,3	102,7	100,0	100,6	99,1	5,5	0,6
Biens durables importants	**1**	**101,1**	**93,5**	**100,9**	**92,0**	**107,4**	**3,3**	**1,8**
Textiles et cuirs	21	99,1	98,4	98,7	97,9	97,2	0,7	−1,9
Autres biens semi-durables	22	96,2	101,1	99,8	97,9	102,7	1,5	0,4
Biens semi-durables	**2**	**97,7**	**99,7**	**99,3**	**97,9**	**100,0**	**1,1**	**−0,8**
Energie, y compris sylviculture	311	100,6	104,8	100,7	99,8	98,2	1,2	0,8
Autres biens non durables non alimentaires	312	103,0	102,9	102,1	101,4	100,9	4,6	1,8
Biens non durables non alimentaires	31	101,6	103,8	101,4	100,6	99,5	2,7	1,3
Alimentation, y compris animale	32	101,7	100,5	100,5	101,3	100,7	1,4	0,8
Biens non durables	**3**	**101,7**	**102,0**	**100,9**	**101,0**	**100,2**	**2,0**	**1,0**
Logements, y compris entretien	41	104,4	103,1	103,0	103,0	103,0	3,8	3,0
Services de santé, y compris vétérinaires	42	103,9	105,0	104,1	103,3	101,1	5,7	3,4
Transports en commun, postes et télécommunications	43	106,5	101,9	104,3	99,9	101,8	4,0	2,0
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	100,7	101,3	99,5	98,3	101,3	1,8	0,1
Action sociale, y compris services domestiques	451	99,3	105,5	104,2	104,7	101,8	2,0	4,0
Autres services divers	452	101,5	100,0	100,2	99,9	102,5	1,5	0,6
Autres services	45	100,9	101,3	101,2	101,1	102,3	1,6	1,5
Services	**4**	**103,0**	**102,5**	**102,2**	**101,5**	**102,2**	**3,2**	**2,1**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**101,2**	**101,2**	**100,1**	**101,6**	**2,4**	**1,0**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	1990	1991	1992	1993
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)						
Population intérieure moyenne	10^6	**53,90**	**56,70**	**57,10**	*r* **57,4**	**57,70**
Semoule de blé dur	kg	0,84	1,08	1,08	0,97	1,03
Farine de froment	//	5,20	5,09	5,21	*r* 5,23	4,91
Riz	//	3,39	3,72	*r* 4,02	*r* 4,11	3,90
Biscottes	//	2,12	*r* 1,80	*r* 1,76	*r* 1,74	1,80
Biscuits et pains d'épices	//	5,91	8,78	9,23	*r* 9,12	9,01
Farines diététiques de l'enfance	//	0,18	0,16	0,15	0,15	0,14
Entremets et desserts instantanés	//	0,56	0,57	c	c	c
Pâtes alimentaires	//	6,20	6,76	6,74	*r* 6,70	6,73
Pain, préemballé non compris	//	70,64	*r* 63,34	*r* 63,64	*r* 62,50	60,48
Pommes de terre*	//	89,01	*r* 62,39	*r* 63,61	*r* 67,75	72,21
Légumes frais*	//	88,41	*r* 88,30	*r* 88,84	*r* 88,98	89,63
Légumes surgelés	//	1,89	5,18	*r* 5,88	*r* 6,49	6,38
Légumes secs*	//	1,89	1,56	*r* 1,43	*r* 1,49	1,56
Conserves de légumes	//	17,63	*r* 23,22	*r* 23,37	*r* 22,89	22,53
Avocats	//	0,42	0,94	1,01	1,04	1,09
Bananes	//	7,07	*r* 7,16	6,99	*r* 7,10	6,99
Agrumes	//	16,03	*r* 16,50	*r* 15,82	*r* 15,34	14,08
Autres fruits frais*	//	43,37	*r* 45,84	*r* 38,25	*r* 43,90	44,78
Fruits surgelés	//	0,12	0,10	0,11	0,05	0,05
Fruits secs*	//	1,18	*r* 1,16	*r* 1,19	1,33	1,36
Fruits au sirop	//	2,70	*r* 3,11	3,12	2,77	2,77
Confitures et gelées	//	1,86	*r* 2,54	2,58	*r* 2,48	2,51
Compote de fruits	//	0,94	1,63	1,85	1,89	1,79
Porc frais* (2)	//	9,25	*r* 9,95	*r* 9,97	*r* 10,09	10,08
Jambon (2)	//	5,09	5,59	*r* 5,54	*r* 5,47	5,34
Autres charcuteries et conserves de viande (2)	//	11,59	*r* 14,24	14,63	*r* 14,62	14,59
Triperie* (2)	//	5,15	*r* 4,48	*r* 4,57	*r* 4,49	4,09
Boeuf (2)	//	19,25	*r* 17,57	*r* 17,77	*r* 17,66	17,13
Veau (2)	//	5,43	*r* 4,49	*r* 4,51	*r* 4,43	4,26
Mouton, agneau (2)	//	2,91	3,63	3,73	*r* 3,75	3,63
Cheval (2)	//	1,09	0,65	0,60	0,54	0,60
Volailles*	//	19,29	*r* 22,23	22,33	*r* 22,14	22,17
Produits carnés surgelés	//	1,43	3,21	3,02	2,77	c
Lapin, gibier*	//	5,49	4,59	4,21	*r* 4,26	4,28
Oeufs*	//	14,25	*r* 14,33	*r* 14,61	*r* 14,33	14,16
Poissons, crustacés, coquillages (3)	//	12,85	*r* 14,75	*r* 15,10	*r* 15,11	15,83
Poissons et crustacés surgelés	//	2,48	4,20	4,18	*r* 4,11	4,20
Conserves de poisson	//	2,75	5,81	5,69	*r* 5,89	5,56
Laits liquides*	litre	74,03	*r* 75,52	*r* 76,65	*r* 75,03	73,87
Crème fraîche*	kg	1,65	2,77	3,01	3,66	3,57
Yaourts	//	8,71	*r* 16,30	16,65	*r* 17,25	17,35
Desserts lactés frais	//	3,04	5,89	6,37	*r* 6,44	6,76
Fromages frais	//	4,19	*r* 6,70	6,73	*r* 6,66	6,57
Fromages*	//	15,25	*r* 17,10	*r* 17,25	*r* 17,21	17,66
Beurre*	//	9,42	*r* 8,42	8,49	*r* 8,23	7,71
Huile*	//	10,84	*r* 11,37	11,76	*r* 12,20	11,01
Margarine	//	2,31	2,34	*r* 2,24	*r* 2,17	2,06
Sucre	//	14,98	10,02	9,81	*r* 10,24	9,35
Chocolat (poudre et tablettes)	//	2,92	3,39	*r* 3,87	*r* 3,86	3,81
Confiserie de sucre	//	2,79	*r* 2,67	*r* 2,71	*r* 2,82	3,07
Confiserie de chocolat	//	1,50	*r* 1,63	*r* 1,68	*r* 1,85	1,78
Miel*	//	0,36	0,41	0,39	0,40	0,41
Crèmes glacées	litre	3,51	6,50	*r* 6,43	*r* 6,40	6,29
Plats cuisinés surgelés	kg	0,40	2,12	*r* 2,22	*r* 1,92	2,00
Vins courants* (4)	litre	77,07	*r* 46,57	*r* 45,27	*r* 43,88	43,02
Vins AOC* (4)	//	14,92	*r* 23,60	*r* 22,79	*r* 22,81	24,92
Vins doux naturels et autres vins de liqueur	//	1,87	1,55	1,56	*r* 1,54	1,48
Champagne	//	1,69	1,95	1,82	1,84	1,99
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	//	4,03	3,36	3,31	*r* 3,36	c
Eaux de vie et liqueurs*	//	3,12	*r* 3,15	3,26	*r* 3,53	c
Bière	//	44,22	*r* 39,65	38,77	*r* 38,79	37,88

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite 1)

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	1990	1991	1992	1993
Cidre*	litre	7,51	6,47	*r* 6,66	*r* 6,47	6,80
Eaux minérales et de source	//	54,68	*r* 92,38	94,10	*r* 92,64	92,28
Boissons gazeuses	//	23,70	*r* 35,80	*r* 34,28	*r* 33,04	34,55
Jus de fruits, y compris nectars	//	2,60	*r* 6,83	*r* 8,09	*r* 8,53	8,98
Café (5) (6)	kg	4,71	4,41	4,58	*r* 4,58	4,75
Thé et maté (6)	//	0,16	0,20	0,21	0,21	0,23
Infusions*	g	59,80	*r* 65,67	*r* 66,60	*r* 67,98	68,25
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)						
Biens durables :						
Réfrigérateurs (7) (8)	10^3	1.500	1.953	1.808	1.772	1.736
Machines à laver (7) (8)	//	1.530	1.890	1.856	1.884	1.884
Lave-vaisselle	//	475	780	718	712	703
Récepteurs de télévision (7)	//	2.440	3.630	3.515	3.656	3.619
dont : télévision couleur (7)	//	1.720	3.400	3.352	*r* 3.485	3.554
Automobiles (9)	//	1.873	2.309	2.031	2.106	1.721
Chauffage et éclairage :						
Electricité (10)	10^9 kWh	61,60	96,90	*r* 106,82	109,80	109,13
Gaz de ville (11)	10^9 kWh	97,10	124,00	144,00	*r* 145,21	147,87
Butane, propane (12)	10^6 KWh	25,80	*r* 20,23	*r* 22,32	*r* 21,90	22,11
Charbon (13)	10^6 tonnes	5,00	*r* 2,43	*r* 2,59	*r* 2,07	1,89
Fioul domestique (14)	10^3 m^3	33,70	*r* 20,18	*r* 21,34	*r* 21,18	20,47
Transports :						
Carburants (15)	10^3 m^3	18.806	20.823	20.328	20.095	19.538
Chemins de fer (16) :						
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	46,88	54,97	■ 52,35	52,93	48,58
Banlieue de Paris	//	7,61	8,99	■ 9,95	9,94	■ 9,85
Régie autonome des transports parisiens :						
Réseau ferré :						
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyageurs	1.095	1.222	1.188	1.201	1.177
Réseau express régional (17)	//	205	362	361	367	361
Réseau autobus (18)	//	754	841	830	853	861
Autres biens et services :						
Savon de ménage et savon mou	10^3 tonnes	37,00	21,10	20,60	19,40	20,4
Savons de toilette, etc. (19)	//	32,90	28,30	26,40	27,40	25,4
Poudres à laver le linge ménagères	//	418,70	483,90	*r* 460,00	481,40	490,7
Cinéma	10^6 spectateurs	175,40	121,90	117,50	*r* 116,00	132,7
Cigarettes (20)	10^6	85.650	95.809	99.100	96.310	93.617
Cigares et cigarillos (20)	//	1.927	1.474	1.477	1.377	1.369
Scaferlatis (20)	tonne	7.037	4.933	4.905	4.969	5.533

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite 2 et fin)

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	1993
C. PARC DE CERTAINS APPAREILS (21)						
Réfrigérateurs	10^3	19.900	24.059	24.903	24.913	25.079
Machines à laver	//	16.200	19.988	20.809	21.021	21.190
Lave-vaisselle	//	3.400	6.603	7.469	7.843	8.289
Récepteurs de télévision	//	18.800	24.034	26.156	26.171	28.068
dont : télévision couleur	//	8.700	21.457	22.888	24.075	26.356
Automobiles	//	16.900	21.900	23.400	24.208	24.692

* Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.

(1) Les quantités de produits alimentaires présentées dans le tableau ci-dessus sont celles de la consommation totale qui comprend : a. la consommation à domicile de produits achetés directement par les ménages ordinaires; b. l'autoconsommation des produits des exploitations agricoles ou des jardins familiaux; c. la consommation de la population vivant dans des institutions (casernes, hospices, prisons, etc.); d. les produits alimentaires consommés hors de leur domicile par l'ensemble de la population dans des établissements tels que les cafés, les restaurants, les cantines. Ces quantités se réfèrent aux produits en l'état, c'est-à-dire tels qu'ils sont au moment de leur acquisition par les ménages ou les établissements servant des repas; ainsi, le sucre, incorporé dans la pâtisserie achetée chez le pâtissier, n'est pas compris dans la quantité de sucre figurant dans le tableau. Par contre, dans les tableaux d'estimation en valeur (1, 2 et 4), les produits alimentaires achetés par les établissements servant des repas sont considérés comme des consommations intermédiaires : ils ne figurent pas dans la fonction alimentation, mais sont compris dans la valeur du service rendu (enseignement, santé, restauration, etc.).
(2) Poids de viande achetée chez le boucher et le charcutier (après déduction des déchets).
(3) Les produits de la mer sont exprimés en poids vif, c'est-à-dire tels qu'ils sont pêchés. —
(4) Depuis 1983, les vins délimités de qualité supérieure (VDQS) figurent avec les vins AOC et non plus avec les vins courants.
(5) Poids exprimé en quantités de café torréfié quelle que *soit sa présentation :* en grains, moulu ou soluble.
(6) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages. —
(7) Estimation des ventes aux ménages.
(8) Réfrigérateurs : non compris les congélateurs. Machines à laver : non compris les essoreuses et les blocs-laveurs.
(9) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT).
(10) Electricité basse tension, pour les usages domestiques, livrée par EDF et les distributeurs non nationalisés.
(11) Gaz pour usages domestiques, livré par Gaz de France, les régies et les autres entreprises non nationalisées.
(12) Usages domestiques.
(13) Livraisons aux négociants (au titre des foyers domestiques), non corrigées des variations de stocks du négoce, plus fournitures au personnel. Cette rubrique comprend la houille, les agglomérés et le coke.
(14) En acquitté total des factures des distributeurs.
(15) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Estimations du Comité professionnel du pétrole.
(16) Y compris les déplacements professionnels. En 1991, extension de la région des transports parisiens à l'ensemble de l'Île -de -France. En 1993, application de nouvelles grilles forfaitaires pour la //gamme orange//.
(17) Le réseau express régional comprend, depuis le 9 décembre 1977, la ligne A : Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger ou Noisy-le-Grand-Mont d'Est (Torcy à partir de 1980) et la ligne B : Châtelet-Les Halles (Gare du Nord à partir du 10 décembre 1981) Robinson ou Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Depuis 1974, la correspondance métropolitain-RER donne lieu au comptage de deux voyages : un sur le métropolitain et un sur le RER.
(18) Y compris services touristiques et locations. Depuis 1984, la RATP utilise une nouvelle méthode d'extrapolation.
(19) Savons de toilette, de beauté, de parfumerie, savons déodorants, etc.
(20) Ventes « normales » en France continentale, c'est-à-dire à l'exclusion des cessions à prix réduit (principalement à l'armée) supprimées à partir du 1er mars 1987.
(21) D'après les enquêtes de conjoncture harmonisées auprès des consommateurs européens, anciennement dénommées enquêtes sur les équipements et les intentions d'achats des ménages. Depuis 1984, les résultats présentés proviennent de deux enquêtes de conjoncture auprès des ménages réalisées en mai et octobre. Les chiffres donnent l'équipement au milieu de l'année. Les résultats 1980 sont calculés à partir des enquêtes d'octobre de l'année n et de janvier de l'année n + 1 : les chiffres donnent l'équipement en fin de l'année n. A partir de 1993, les enquêtes ont lieu seulement en octobre de l'année en cours, les résultats sont estimés pour l'année entière.

TABLEAU D.01-4

Equipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) %

Nature de l'équipement	Date	Ensemble des ménages	(1) Groupe socioprofessionnel									
			Agriculteurs	Salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service (2)	Autres actifs (2)	Non actifs
Automobile (3)	rMi-1989	75,1	95,1	78,3	94,0	95,5	93,4	75,7	86,7	58,3	88,0	51,5
	Mi-1990	76,5	95,9	74,7	95,2	94,4	93,3	78,3	87,2	59,3	90,2	54,6
	Mi-1991	76,8	95,8	82,5	93,5	95,6	92,3	79,8	88,4	63,0	88,3	55,1
	rMi-1992	77,0	96,8	81,1	92,4	93,7	91,8	80,9	88,2	50,2	90,1	57,7
	Mi-1993	78,0	94,8	88,5	94,9	96,0	92,9	80,6	89,4	55,4	89,8	58,8
Téléviseur	Mi-1989	93,9	91,6	91,3	94,6	92,3	91,4	91,5	96,3	91,0	90,8	94,4
	Mi-1990	94,5	93,3	89,7	95,1	93,3	92,3	92,7	96,2	91,0	94,9	95,0
	Mi-1991	94,7	94,2	90,0	96,0	91,9	92,2	92,4	97,0	90,7	91,9	95,5
	Mi-1992	94,9	97,4	93,2	94,0	91,3	91,9	92,0	97,0	93,3	93,0	96,2
	Mi-1993	94,6	96,1	94,8	94,9	92,1	91,7	92,4	96,5	92,2	94,8	95,5
Téléviseur couleur	Mi-1989	84,2	70,1	71,7	89,0	88,8	85,1	83,4	87,2	77,3	85,6	81,7
	Mi-1990	87,1	78,8	77,0	90,2	90,0	88,3	85,5	89,2	83,1	88,8	85,3
	Mi-1991	89,1	81,5	76,3	92,7	90,0	89,6	87,1	92,5	81,9	86,4	87,7
	rMi-1992	90,2	86,5	83,8	91,7	89,8	88,9	87,7	92,9	84,9	91,3	90,1
	Mi-1993	91,5	90,9	91,7	93,1	91,1	89,8	89,2	93,7	91,3	94,4	91,1
Réfrigérateur	Mi-1989	97,7	97,8	97,8	97,3	98,8	98,7	98,5	98,6	95,7	99,3	96,3
	Mi-1990	97,8	97,2	95,4	98,6	98,8	98,7	98,3	98,0	95,2	98,9	97,0
	Mi-1991	97,9	98,7	95,0	97,3	99,2	98,1	98,2	98,8	93,1	98,4	97,1
	Mi-1992	98,1	99,1	98,7	98,6	99,0	98,7	97,2	98,7	96,6	97,1	97,6
	Mi-1993	98,5	99,0	97,9	99,0	99,0	98,8	99,0	98,9	97,1	99,3	98,0
Congélateur	Mi-1989	40,2	80,6	52,2	53,3	43,8	42,0	29,6	47,3	*r* 30,3	39,1	31,4
	Mi-1990	42,6	78,6	55,2	57,0	43,8	43,1	33,3	50,8	24,9	38,8	34,4
	Mi-1991	43,3	87,3	51,3	53,5	44,0	43,0	34,8	50,9	32,4	35,6	36,1
	Mi-1992	44,3	82,7	63,8	54,7	43,3	42,9	36,6	51,5	28,4	40,2	38,9
	Mi-1993	45,7	84,2	57,3	60,0	44,2	44,0	37,2	52,7	36,0	42,6	40,2
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1989	38,4	20,5	26,1	40,5	52,3	44,9	44,8	39,1	35,1	51,8	31,6
	Mi-1990	39,7	20,4	33,3	43,0	53,1	47,3	43,4	40,3	45,0	56,5	32,5
	Mi-1991	41,0	19,8	31,3	42,9	55,3	46,5	44,0	43,9	39,8	45,3	34,5
	Mi-1992	42,5	19,4	30,7	45,2	57,3	47,4	47,2	42,4	36,6	50,6	37,5
	Mi-1993	44,4	23,9	35,4	44,1	56,6	51,5	46,7	46,1	45,0	50,8	38,9
Lave-linge	Mi-1989	87,0	94,1	88,0	93,3	93,6	91,1	87,8	92,3	77,7	86,6	79,0
	Mi-1990	87,9	94,8	82,8	95,1	92,7	90,1	87,3	92,8	78,3	87,3	81,7
	Mi-1991	88,4	96,6	88,8	92,7	93,8	90,2	88,0	92,6	85,2	90,6	82,6
	Mi-1992	88,9	96,4	89,2	93,8	92,0	90,2	87,3	93,2	72,3	91,4	84,7
	Mi-1993	89,4	96,1	91,7	95,6	94,1	91,8	87,6	93,1	85,1	91,5	84,4
Lave-vaisselle	Mi-1989	28,4	39,6	13,0	53,6	64,0	43,6	25,0	24,4	10,9	29,6	14,6
	Mi-1990	30,0	45,2	12,6	57,0	64,4	42,8	25,8	25,5	11,6	34,4	16,8
	Mi-1991	31,5	43,9	13,8	57,5	65,3	44,8	29,0	28,5	17,6	31,1	17,7
	rMi-1992	32,9	46,6	23,7	55,4	63,1	45,6	30,0	31,3	12,6	39,8	20,0
	Mi-1993	33,6	50,4	20,9	58,8	62,6	44,4	31,8	30,0	14,9	36,7	22,1
Téléphone	Mi-1989	92,5	93,8	77,2	96,4	98,7	96,5	93,1	89,7	87,2	94,7	91,3
	Mi-1990	93,7	95,6	71,3	97,0	98,3	97,1	94,2	90,8	89,4	96,7	93,0
	Mi-1991	94,2	97,1	88,8	95,8	98,3	97,8	94,8	92,6	84,3	95,5	93,1
	Mi-1992	94,9	96,9	87,9	96,9	99,0	97,3	93,6	92,6	90,5	97,7	94,6
	Mi-1993	95,5	97,7	89,6	97,3	98,3	97,4	96,2	94,3	90,9	98,0	94,5
Micro-ondes (4)	Mi-1990	18,9	11,5	(5)	31,0	42,8	29,7	20,2	17,0	8,0	26,3	(6) 9,8
Nombre de ménages en millions (7)	Mi-1993	**22,1**	**0,6**	**0,1**	**1,2**	**2,0**	**2,3**	**1,9**	**5,0**	**0,3**	**0,4**	**8,3**

(1) Code des catégories socioprofessionnelles (insee 1969) [n° des groupes 0 à 9]
(2) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.
(3) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.
(4) L'enquête sur les micro-ondes n'a pas lieu tous les ans.
(5) Les salariés agricoles sont regroupés avec les agriculteurs.
(6)Ces informations ne concernent que les retraités.
(7) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1993.

TABLEAU D.01-5A

Equipement des ménages en biens durables selon l'âge du chef de ménage .

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) %

Nature de l'équipement	Date	Ensemble	Âge du chef de ménage								
			Inférieur à 25	25 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 54	55 à 59	60 à 64	65 à 69	70 et plus
Automobile (1)	r Mi-1989	75,1	65,8	86,2	89,4	89,5	85,7	80,7	74,9	61,8	35,7
	Mi-1990	76,5	65,8	85,0	88,2	90,9	85,1	83,3	80,3	65,3	39,1
	Mi-1991	76,8	68,9	85,1	89,6	91,6	87,2	84,0	76,5	68,4	37,8
	r Mi-1992	77,0	59,1	83,4	89,1	89,0	87,3	83,9	79,5	69,8	45,9
	Mi-1993	78,0	56,7	86,3	89,7	90,9	90,8	86,1	81,3	70,1	47,1
Téléviseur	Mi-1989	93,9	82,6	88,3	92,7	95,9	96,1	95,2	96,2	97,4	95,0
	Mi-1990	94,5	79,7	88,7	94,2	96,0	96,1	96,6	96,6	97,1	95,9
	Mi-1991	94,7	81,8	90,0	93,7	95,6	97,3	97,3	97,1	96,6	96,3
	Mi-1992	r 94,9	82,3	89,2	92,6	r 96,1	97,1	96,2	97,0	97,4	97,2
	Mi-1993	94,6	75,4	89,9	92,9	95,8	96,1	97,3	97,1	97,3	97,1
Téléviseur couleur	Mi-1989	84,2	66,0	78,3	85,6	89,0	89,1	84,8	86,5	85,9	81,1
	Mi-1990	87,1	67,7	81,1	88,3	91,5	90,5	88,7	88,4	88,3	84,8
	Mi-1991	89,1	70,9	84,3	89,8	92,2	92,6	92,4	91,5	88,6	87,9
	Mi-1992	90,2	70,2	r 83,5	89,5	93,1	92,6	91,4	91,3	92,9	91,2
	Mi-1993	91,5	69,8	86,9	91,0	93,7	93,3	93,9	93,5	93,7	92,4
Réfrigérateur	Mi-1989	97,7	96,9	97,3	98,8	98,3	98,6	98,1	97,4	97,7	95,2
	Mi-1990	97,8	91,0	98,3	r 98,5	98,4	99,1	97,6	98,5	98,3	96,6
	Mi-1991	97,9	95,2	97,5	98,5	98,8	98,4	98,6	98,1	98,0	96,3
	Mi-1992	98,1	94,9	97,2	98,9	98,9	97,9	98,6	98,0	97,8	97,4
	Mi-1993	98,5	95,4	98,7	98,8	98,8	99,4	97,7	99,1	99,1	98,0
Congélateur	Mi-1989	40,2	12,5	26,0	46,2	53,3	52,4	46,3	43,8	37,8	23,7
	Mi-1990	42,6	14,8	28,6	45,0	57,2	53,7	48,6	46,5	43,2	26,6
	Mi-1991	43,3	15,9	29,0	47,4	54,3	53,8	51,8	48,3	43,1	27,7
	Mi-1992	r 44,3	10,3	26,4	46,3	r 54,7	53,9	55,3	48,7	47,7	31,9
	Mi-1993	45,7	10,0	26,8	46,5	56,9	57,0	57,4	52,7	47,6	34,5
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1989	38,4	33,2	45,5	45,2	41,3	36,1	38,9	37,4	35,8	26,5
	Mi-1990	39,7	29,5	48,2	46,3	41,5	39,8	39,2	39,1	35,9	29,4
	Mi-1991	41,0	37,0	47,5	47,9	44,5	39,3	39,3	41,6	37,7	29,9
	Mi-1992	r 42,5	34,0	45,7	r 48,8	r 44,6	41,7	41,6	38,7	43,7	35,5
	Mi-1993	44,4	34,3	48,8	50,6	45,9	45,8	41,9	44,2	44,1	37,1
Lave-linge	Mi-1989	87,0	60,4	84,9	92,2	94,7	94,6	93,4	90,3	86,6	72,4
	Mi-1990	87,9	59,0	80,9	92,1	94,6	94,2	94,6	91,5	89,4	76,9
	Mi-1991	88,4	60,5	82,2	93,7	93,7	94,7	94,7	93,5	89,3	77,2
	Mi-1992	88,8	54,7	81,2	91,7	94,0	93,6	94,1	92,4	92,2	82,1
	Mi-1993	89,4	49,4	81,2	92,1	95,6	95,2	95,9	94,1	93,3	82,4
Lave-vaisselle	Mi-1989	28,4	6,0	15,8	37,0	48,5	37,7	29,8	24,8	18,2	9,5
	Mi-1990	30,0	4,5	15,8	37,5	49,3	39,8	32,0	28,0	22,1	11,0
	Mi-1991	31,5	5,2	15,3	40,1	51,6	41,3	32,0	28,2	23,5	12,4
	Mi-1992	r 32,9	5,4	13,8	38,5	52,9	46,7	34,8	31,4	25,1	14,9
	Mi-1993	33,6	5,3	13,7	37,3	52,4	49,5	38,3	34,7	27,1	17,1
Téléphone	Mi-1989	92,5	78,5	89,4	93,9	95,0	93,2	93,5	92,8	94,7	91,4
	Mi-1990	93,7	76,8	92,0	94,3	95,0	95,0	94,3	95,1	96,1	93,8
	Mi-1991	94,2	81,8	91,5	94,8	95,5	96,7	95,9	95,9	95,8	93,1
	Mi-1992	94,9	83,1	93,2	95,0	95,8	96,4	95,3	95,7	95,7	95,2
	Mi-1993	95,5	78,2	94,8	96,5	96,5	96,7	95,9	97,5	96,3	95,0
Nombre de ménages (en millions)	Mi-1993	22,1	0,8	1,6	4,4	4,4	1,6	1,6	1,8	1,8	4,1

(1) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.

TABLEAU D.01-5B

Equipement des ménages en biens durables selon la taille du ménage.

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages)

%

Nature de l'équipement	Date	Ensemble	nombre de personnes du ménage 1	2	3	4	5	6 et plus
Automobile (1)	r Mi-1989	75,1	40,3	79,2	91,9	94,5	92,8	81,7
	Mi-1990	76,5	42,6	82,0	91,8	94,7	93,9	84,4
	Mi-1991	76,8	42,7	82,8	92,0	95,3	93,0	87,6
	r Mi-1992	77,0	45,0	82,1	92,1	95,4	91,8	80,9
	Mi-1993	78,0	46,1	83,7	92,5	95,5	94,1	88,3
Téléviseur	Mi-1989	93,9	86,7	95,2	96,8	97,5	97,5	96,9
	Mi-1990	94,5	87,6	95,7	r 97,3	97,7	98,3	99,0
	Mi-1991	94,7	89,0	96,1	97,6	96,7	97,3	96,5
	Mi-1992	94,9	89,4	96,4	97,0	97,1	97,6	95,8
	Mi-1993	94,6	88,5	96,5	97,2	97,2	96,4	97,1
Téléviseur couleur	Mi-1989	84,2	71,9	85,9	89,3	91,3	90,6	89,4
	Mi-1990	87,1	75,8	88,4	92,2	93,5	92,7	92,8
	Mi-1991	89,1	79,1	90,7	94,0	94,3	94,2	91,8
	r Mi-1992	90,2	89,4	96,4	97,0	97,1	97,6	95,8
	Mi-1993	91,5	83,0	93,7	95,1	96,0	94,6	94,9
Réfrigérateur	Mi-1989	97,7	94,0	98,8	98,7	99,2	99,3	99,0
	Mi-1990	97,8	94,7	98,5	99,1	99,1	99,4	99,0
	Mi-1991	97,9	95,3	98,3	99,1	99,4	99,2	99,0
	Mi-1992	98,1	95,4	98,7	99,3	99,6	98,7	99,5
	Mi-1993	98,5	96,3	99,2	99,2	99,6	99,8	99,3
Congélateur	Mi-1989	40,2	15,9	39,3	48,5	57,4	65,8	54,8
	Mi-1990	42,6	18,0	42,1	50,4	61,0	67,6	57,9
	Mi-1991	43,3	18,8	43,1	52,0	60,9	66,0	63,2
	Mi-1992	44,3	20,1	44,6	r 51,9	60,8	69,7	r 64,0
	Mi-1993	45,7	20,1	47,7	52,4	63,6	71,3	66,6
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1989	38,4	25,7	40,0	45,8	45,1	41,7	40,6
	Mi-1990	39,7	29,8	41,1	46,4	43,6	43,4	39,7
	Mi-1991	41,0	30,5	42,5	46,6	48,1	41,2	46,5
	Mi-1992	42,5	31,7	46,0	46,7	47,6	43,8	44,1
	Mi-1993	44,4	35,1	46,1	50,5	48,4	46,0	47,3
Lave-linge	Mi-1989	87,0	63,4	91,1	97,0	98,3	98,8	98,1
	Mi-1990	87,9	65,5	92,2	97,6	98,6	98,7	97,4
	Mi-1991	88,4	67,7	92,5	97,5	98,3	98,1	97,8
	Mi-1992	88,8	68,5	93,3	96,5	98,9	99,6	94,6
	Mi-1993	89,4	70,2	93,7	97,4	98,8	99,0	96,6
Lave-vaisselle	Mi-1989	28,4	8,1	23,2	38,5	50,7	45,5	34,4
	Mi-1990	30,0	8,9	26,9	37,5	52,5	49,8	33,9
	Mi-1991	31,5	9,4	28,9	38,8	54,5	53,2	36,8
	Mi-1992	32,9	10,7	29,1	40,8	r 58,0	56,0	35,0
	Mi-1993	33,6	12,4	32,0	40,1	56,0	54,1	37,8
Téléphone	Mi-1989	92,5	84,3	95,0	95,8	96,4	95,1	90,9
	Mi-1990	93,7	87,2	95,3	96,7	97,4	95,9	89,4
	Mi-1991	94,2	88,5	95,7	97,0	97,6	95,1	91,8
	Mi-1992	94,9	90,0	96,4	96,6	97,8	96,9	91,6
	Mi-1993	95,5	91,0	96,8	97,2	97,6	97,9	94,4
Nombre de ménages [en millions]	Mi-1993	22,1	5,8	7,1	3,8	3,5	1,3	0,6

(1) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.

TABLEAU D.01-6

Répartition des repas pris à l'extérieur selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle

Année 1991

Source : INSEE (Enquête consommation alimentaire) %

	Restaurant	Cantine restaurant d'entreprise	Cantine scolaire réfectoire restaurant universitaire	Casse-croûte dans un café	Casse-croûte emporté avec soi	Payé par employeur ou autre foyer	Invitation dans autre foyer	Autre repas	**Ensemble**
Selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle									
Agriculteurs exploitants	0,49	0,07	—	—	0,23	0,40	1,52	0,31	0,65
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10,51	0,77	0,03	3,67	4,36	5,71	2,94	4,36	3,96
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	17,70	15,67	1,34	13,15	3,38	1,95	4,97	3,58	7,61
Professions intermédiaires	19,31	29,00	3,16	20,63	13,14	4,82	10,38	6,86	12,71
Employés	14,94	29,09	1,90	20,32	19,11	21,54	13,44	6,07	13,61
Ouvriers	13,13	16,45	1,20	15,92	44,01	20,91	12,43	8,32	13,51
Retraités	7,90	1,70	0,44	0,88	1,30	5,88	12,18	13,85	7,45
Enfants, élèves, étudiants, militaires du contingent	12,39	6,30	90,53	23,68	12,95	36,73	33,90	49,31	35,83
Inactifs de moins de 60 ans	2,55	0,65	1,32	1,58	1,47	0,26	5,75	4,29	3,22
Inactifs de 60 ans et plus	1,07	0,30	0,09	0,17	0,06	1,82	2,50	3,05	1,46
Total	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
Selon la catégorie de commune									
Communes rurales	21,15	17,17	34,46	8,13	26,66	22,24	24,98	24,37	24,60
Unités urbaines :									
De moins de 10.000 habitants	7,45	6,46	10,04	3,45	9,63	10,89	10,58	9,28	9,16
De 10.000 à moins de 20.000 habitants	4,81	4,07	4,97	4,68	4,52	6,85	5,20	8,13	5,29
De 20.000 à moins de 100.000 habitants	10,15	10,58	10,14	6,00	9,84	12,90	12,87	12,21	11,30
De 100.000 à moins de 200.000 habitants	5,73	6,12	6,71	5,20	4,65	5,01	7,56	5,02	6,32
De 200.000 habitants et plus sauf UU Paris	22,58	19,87	15,89	17,92	26,76	17,61	22,93	22,20	21,41
Ensemble des unités urbaines (sauf UU de Paris)	**50,71**	**47,10**	**47,74**	**37,26**	**55,41**	**53,26**	**59,13**	**56,84**	**53,49**
Unité urbaine de Paris (sauf Paris)	17,53	28,45	13,58	29,62	14,58	19,11	10,51	12,65	15,32
Ville de Paris	10,61	7,28	4,21	24,99	3,35	5,39	5,38	6,15	6,59
Total unité urbaine de Paris	**28,14**	**35,73**	**17,79**	**54,61**	**17,93**	**24,50**	**15,89**	**18,80**	**21,91**
Nombre moyen de repas pris à l'extérieur par semaine et par personne	0,50	0,31	0,44	0,05	0,21	0,09	0,92	0,32	2,84

TABLEAU D.01-7

Poids des repas pris à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon la catégorie de commune

Année 1991

Source : INSEE (Enquête consommation alimentaire)

Catégorie de commune	Dépense alimentaire totale par ménage par an en francs	Dépense en repas pris à l'extérieur par an en francs	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Population agricole :			
Des communes rurales	26.760	1.842	6,9
Des communes urbaines	28.049	2.445	8,7
Population non agricole :			
Des communes rurales	32.133	5.155	16,0
Des unités urbaines :			
De moins de 10.000 habitants	29.218	3.807	13,0
De 10.000 à moins de 20.000 habitants	30.318	6.163	20,3
De 20.000 à moins de 100.000 habitants	30.481	4.628	15,2
De 100.000 à moins de 200.000 habitants	30.163	4.424	14,7
De 200.000 habitants et plus (sauf UU Paris)	32.540	6.058	18,6
Unité urbaine de Paris (sauf Paris)	38.090	9.204	24,2
Ville de Paris	35.187	11.577	32,9
Ensemble	32.001	5.725	17,9

TABLEAU D.01-8

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Source : Eurostat : (Enquêtes budget de famille harmonisées) %

	Allemagne (ex-RFA)	**France**	Italie	Pays-Bas	Irlande	Espagne	Royaume-Uni	Belgique	Danemark	Grèce	Luxembourg	Portugal
	1988	**1989**	1990	1989	1987	1981	1989	1988	1987	1988	1987	1989
Voiture (neuve ou d'occasion)	67,8	**75,1**	75,3	64,0	62,2	51,5	66,0	79,7	62,2	37,6	88,5	38,8
Caravane (y compris caravane pliante)	2,9	**4,9**	///	8,0	2,5	///	///	6,1	5,0	0,5	4,1	///
Motocyclette, scooter, cyclomoteur	7,2	**11,3**	25,9	3,0	2,1	12,8	///	8,6	8,0	9,6	///	19,3
Télévision en noir et blanc	19,4	**23,4**	95,7	23,0	20,9	72,0	98,0	13,8	19,0	54,9	75,0	88,2
Téléviseur en couleur	87,4	**84,1**	///	94,0	82,7	26,5	91,0	87,1	86,0	51,4	91,4	///
Réfrigérateur	99,0	**98,0**	96,3	98,0	97,2	91,1	98,0	97,8	98,0	98,2	96,0	90,1
Congélateur	51,7	**40,4**	///	49,0	15,7	///	///	67,3	64,0	3,2	///	30,0
Machine à laver la vaisselle	28,7	**27,6**	19,4	10,0	7,6	6,3	10,0	30,5	25,0	8,2	45,3	7,6
Machine à coudre électrique	53,0	**37,8**	///	63,0	///	///	///	55,2	55,0	13,5	///	10,1
Machine à laver	85,7	**84,3**	92,5	89,0	77,1	64,3	86,0	88,6	66,0	69,8	96,2	51,7
Résidence secondaire	///	**9,5**	4,6	2,0	2,2	10,6	///	6,8	12,0	12,5	9,4	///
Magnétoscope	26,2	**24,1**	26,6	///	20,5	///	57,0	///	21,0	24,6	///	///
Microordinateur personnel	12,0	///	9,7	///	///	///	17,0	///	9,0	2,5	///	4,4

TABLEAU D.01-9

Le budget des ménages en 1989

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

%

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	**Total (1)**
Âge du chef de ménage :									
Moins de 25 ans	12,8	5,7	8,1	26,2	5,9	17,5	11,7	12,1	**100,0**
25 à 34 ans	14,4	5,2	6,2	29,0	6,1	15,6	7,3	16,2	**100,0**
35 à 44 ans	15,9	4,7	6,2	27,7	5,7	14,1	7,4	18,3	**100,0**
45 à 54 ans	16,6	4,1	6,6	23,4	5,7	14,9	7,0	21,7	**100,0**
55 à 64 ans	18,4	3,3	5,4	25,0	7,1	12,9	6,0	21,9	**100,0**
65 à 74 ans	20,7	2,5	5,2	24,8	10,0	11,7	5,1	19,9	**100,0**
75 et plus	22,4	3,0	4,9	25,4	13,2	7,7	4,3	19,1	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (nouvelle CS) :									
Exploitants agricoles	23,9	3,0	5,9	23,2	7,1	14,8	5,2	16,9	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	15,8	4,6	5,7	24,6	4,6	14,3	6,5	23,8	**100,0**
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,1	4,7	6,9	24,9	4,9	13,4	7,1	26,8	**100,0**
Professions intermédiaires	14,1	5,1	6,4	26,1	6,2	15,4	7,3	19,4	**100,0**
Employés	16,8	4,5	6,3	28,4	6,7	14,0	7,0	16,3	**100,0**
Ouvriers	19,1	4,1	5,8	28,4	6,5	15,0	7,1	14,0	**100,0**
Retraités	21,0	2,8	5,1	24,9	10,1	11,4	5,5	19,2	**100,0**
Autres inactifs	18,7	3,9	7,1	26,7	8,1	12,4	9,0	14,1	**100,0**
Type de ménage :									
Personne seule :									
< 65 ans	12,2	6,0	6,4	28,4	5,4	13,9	7,2	20,4	100,0
⩾ 65 ans	20,4	2,9	5,2	28,7	11,6	6,9	4,3	20,0	100,0
Couples sans enfants, personne de référence agée de :									
< 35 ans	11,7	5,8	6,7	25,6	5,3	18,6	9,0	17,2	**100,0**
35 à < 65 ans	17,2	3,1	5,1	24,8	6,3	13,4	5,8	24,3	**100,0**
⩾ 65 ans	22,1	2,5	5,1	23,6	11,5	10,7	4,8	19,7	**100,0**
Couples avec :									
1 enfant	15,9	4,0	6,0	24,7	6,5	15,5	6,7	20,6	**100,0**
2 enfants	16,3	4,6	6,1	27,1	5,8	14,8	7,4	17,9	**100,0**
3 enfants ou plus	19,4	4,1	7,0	28,5	6,2	13,0	7,4	14,4	**100,0**
Autres ménages de :									
2 personnes	17,0	4,0	6,9	25,8	9,3	12,2	7,0	17,8	**100,0**
3 personnes	19,5	4,0	5,6	26,1	7,7	13,7	6,2	17,2	**100,0**
> 3 personnes	19,9	4,3	6,4	23,6	6,8	13,4	8,1	17,5	**100,0**
Type d'habitat de résidence :									
Population agricole :									
Communes rurales	25,7	2,6	5,7	22,9	8,5	13,7	4,9	16,0	**100,0**
Toutes communes	25,0	2,6	5,5	23,1	8,4	14,1	4,8	16,5	**100,0**
Population non agricole :									
Communes rurales	18,1	3,9	5,5	26,9	6,5	15,0	6,7	17,4	**100,0**
Unités urbaines de moins de 20.000 habitants	17,3	3,6	5,5	27,1	6,6	15,2	7,1	17,6	**100,0**
Unités urbaines de 20.000 à 99.999 habitants	17,0	3,8	6,8	25,5	6,7	14,3	7,0	18,8	**100,0**
Unités urbaines de 100.000 habitants et plus	16,8	4,0	6,3	26,5	7,0	13,2	7,0	19,2	**100,0**
Complexe agglomération de Paris	14,0	5,5	6,1	25,8	7,1	12,2	6,7	22,6	**100,0**
Toutes communes	16,5	4,2	6,1	26,4	6,8	13,8	6,9	19,4	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation :									
1 à 32.499	22,2	3,7	6,4	26,9	7,1	12,9	6,2	14,6	**100,0**
32.500 à 39.999	23,9	3,4	6,1	28,4	7,8	11,7	6,8	11,9	**100,0**
40.000 à 46.999	22,8	3,5	5,9	28,4	7,8	12,2	6,9	12,5	**100,0**
47.000 à 54.999	20,8	3,3	5,7	28,1	7,8	13,6	7,1	13,6	**100,0**
55.000 à 67.999	18,7	4,1	5,8	27,1	8,1	14,0	6,7	15,5	**100,0**
68.000 à 94.999	16,3	4,4	5,8	26,9	7,2	14,3	6,5	18,6	**100,0**
Plus de 94.999	11,7	4,6	6,3	24,0	5,7	14,5	7,0	26,2	**100,0**
Non déclarés	20,0	3,8	5,5	25,7	7,1	14,5	6,6	19,8	**100,0**
Ensemble	**16,9**	**4,2**	**6,0**	**26,2**	**6,9**	**13,8**	**6,8**	**19,2**	**100,0**

(1) En consommation annuelle moyenne par ménage.

TABLEAU D.01-10A

Evolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986 (1)(2)

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Ensemble	
	Actif		Inactif		Active		Inactive			
	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985	**1975**	**1985**
Temps physiologique	11 h 40	11 h 17	13 h 04	12 h 23	11 h 20	11 h 15	12 h 08	12 h 06	**12 h 05**	**11 h 53**
dont : Repas à domicile	1 h 33	1 h 23	1 h 47	1 h 37	1 h 28	1 h 18	1 h 54	1 h 37	**1 h 41**	**1 h 30**
Repas hors domicile	0 h 42	0 h 40	0 h 40	0 h 31	0 h 26	0 h 33	0 h 15	0 h 21	**0 h 29**	**0 h 28**
Temps professionnel et de formation (3)	6 h 49	6 h 21	2 h 06	1 h 59	5 h 36	5 h 16	0 h 38	0 h 57	**4 h 01**	**3 h 32**
dont : Travail professionnel	6 h 05	5 h 36	0 h 20	0 h 15	4 h 58	4 h 38	0 h 05	0 h 08	**3 h 23**	**2 h 49**
Etudes et formation	0 h 04	0 h 05	1 h 35	1 h 31	0 h 06	0 h 04	0 h 28	0 h 41	**0 h 14**	**0 h 20**
Trajets liés au travail professionnel et aux études	0 h 40	0 h 40	0 h 11	0 h 13	0 h 32	0 h 34	0 h 05	0 h 08	**0 h 24**	**0 h 23**
Temps domestique	2 h 20	2 h 41	3 h 34	4 h 05	4 h 42	4 h 38	7 h 47	6 h 53	**4 h 26**	**4 h 31**
dont : Activités ménagères (cuisine, vaisselle, ménage, linge)	0 h 54	1 h 05	1 h 31	1 h 38	3 h 15	3 h 09	5 h 14	4 h 17	**2 h 44**	**2 h 38**
Couture, bricolage	0 h 21	0 h 24	0 h 21	0 h 36	0 h 13	0 h 11	0 h 30	0 h 23	**0 h 21**	**0 h 23**
Autres trajets	0 h 41	0 h 43	1 h 02	1 h 07	0 h 39	0 h 41	0 h 51	0 h 54	**0 h 43**	**0 h 47**
Soins aux personnes	0 h 12	0 h 12	0 h 10	0 h 11	0 h 28	0 h 28	1 h 02	0 h 55	**0 h 24**	**0 h 24**
Temps libre	3 h 11	3 h 41	5 h 16	5 h 33	2 h 22	2 h 51	3 h 27	4 h 04	**3 h 28**	**4 h 04**
dont : Télévision	1 h 20	1 h 38	1 h 43	2 h 18	0 h 59	1 h 10	1 h 25	1 h 51	**1 h 22**	**1 h 48**
Sports	0 h 05	0 h 11	0 h 09	0 h 17	0 h 02	0 h 05	0 h 02	0 h 05	**0 h 03**	**0 h 08**
Spectacles, sorties	0 h 08	0 h 09	0 h 09	0 h 15	0 h 05	0 h 09	0 h 03	0 h 08	**0 h 05**	**0 h 08**
Jeux	0 h 09	0 h 10	0 h 13	0 h 21	0 h 05	0 h 06	0 h 04	0 h 08	**0 h 08**	**0 h 11**

(1) Pour chacune des quatre parties principales d'un emploi du temps, nous n'avons retenu que les activités présentant les plus grandes évolutions.
(2) Adultes âgés de 18 à 64 ans.
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

TABLEAU D.01-10B

Evolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986 (1)(2)

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Ensemble	
	Seul		En famille		Seule		En famille			
	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985	**1975**	**1985**
Temps physiologique	13 h 57	13 h 05	14 h 04	13 h 10	13 h 46	13 h 32	13 h 50	13 h 10	**12 h 05**	**11 h 53**
dont : Repas à domicile	1 h 29	1 h 22	2 h 10	2 h 06	1 h 38	1 h 35	2 h 08	1 h 55	**1 h 41**	**1 h 30**
Repas hors domicile	0 h 39	0 h 34	0 h 12	0 h 08	0 h 15	0 h 15	0 h 07	0 h 04	**0 h 29**	**0 h 28**
Temps professionnel et de formation (3)	0 h 08	0 h 16	0 h 50	0 h 21	0 h 20	0 h 07	0 h 15	0 h 04	**4 h 01**	**3 h 32**
dont : Travail professionnel	0 h 06	0 h 11	0 h 42	0 h 19	0 h 19	0 h 06	0 h 11	0 h 04	**3 h 23**	**2 h 49**
Etudes et formation	0 h 01	0 h 03	0 h 01	0 h 01	0 h 00	0 h 00	0 h 02	0 h 00	**0 h 14**	**0 h 20**
Trajets liés au travail professionnel et aux études	0 h 01	0 h 02	0 h 07	0 h 01	0 h 01	0 h 01	0 h 02	0 h 00	**0 h 24**	**0 h 23**
Temps domestique	4 h 46	4 h 31	3 h 23	4 h 08	5 h 19	5 h 04	5 h 48	5 h 57	**4 h 26**	**4 h 31**
dont : Activités ménagères (cuisine, vaisselle, ménage, linge)	2 h 54	2 h 52	1 h 32	1 h 48	2 h 53	2 h 37	4 h 32	4 h 30	**2 h 44**	**2 h 38**
Couture, bricolage	0 h 16	0 h 09	0 h 20	0 h 28	0 h 35	0 h 28	0 h 25	0 h 33	**0 h 21**	**0 h 23**
Autres trajets	0 h 54	0 h 54	0 h 37	0 h 44	0 h 36	0 h 36	0 h 27	0 h 28	**0 h 43**	**0 h 47**
Soins aux personnes	0 h 05	0 h 04	0 h 08	0 h 10	0 h 03	0 h 05	0 h 06	0 h 10	**0 h 24**	**0 h 24**
Temps libre	5 h 09	6 h 08	5 h 43	6 h 21	4 h 35	5 h 17	4 h 07	4 h 49	**3 h 28**	**4 h 04**
dont : Télévision	1 h 42	2 h 29	2 h 07	2 h 56	1 h 35	2 h 26	1 h 46	2 h 24	**1 h 22**	**1 h 48**
Sports	0 h 01	0 h 07	0 h 05	0 h 07	0 h 01	0 h 00	0 h 00	0 h 01	**0 h 03**	**0 h 08**
Spectacles, sorties	0 h 05	0 h 02	0 h 04	0 h 03	0 h 02	0 h 05	0 h 01	0 h 01	**0 h 05**	**0 h 08**
Jeux	0 h 12	0 h 24	0 h 16	0 h 16	0 h 05	0 h 16	0 h 09	0 h 14	**0 h 08**	**0 h 11**

(1) Pour chacune des quatre parties principales d'un emploi du temps, nous n'avons retenu que les activités présentant les plus grandes évolutions.
(2) Adultes âgés de 65 ans et plus.
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

Vendu dans
les directions régionales
de l'INSEE

LES ENQUÊTES DE L'INSEE

LES ÉQUIPEMENTS URBAINS EN 1994



LES
ÉQUIPEMENTS
URBAINS 1994



INSEE

191 équipements regroupés autour de 10 thèmes :

services et commerces,
aménagement de la commune,
transports et déplacements,
santé et action sociale,
sports,
loisirs et culture,
enseignement,
communication,
services aux entreprises,
hôtels et campings.

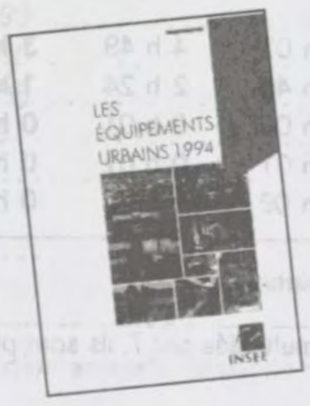
CREATIONE

Le répertoire des équipements urbains...

... dans les agglomérations de plus de 30 000 habitants, tout le détail des infrastructures pour connaître les ressources de sa commune. Disponible en fascicule régional, fiches équipements urbains et fiches profil, carte noir et blanc ou carte en couleur de format A4, et également sur support disquette.

Bon de commande

à retourner à la direction régionale de l'INSEE



Les équipements urbains

❑ **Je commande l'édition sur papier :** ❑ le fascicule régional : 91 FF*
❑ Carte noir et blanc A4 : 100 FF* ❑ Carte couleur A4 : 150 FF*

❑ **Je commande le support disquette :** ❑ le fichier complet : 16 300 FF*

* + participation aux frais d'envoi : France : 10 FF par envoi, Etranger : 20 FF par ouvrage

❑ ci-joint un chèque d'un montant de ..... FF, à l'ordre de l'INSEE

Société ..... Tél. .....
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....

INSEE

Chapitre D.02

Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Résidences principales selon le statut d'occupation.

1. Catégorie de logement par catégorie de commune.
2. Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.
3. Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence.
4. Résidences principales selon le mode de chauffage et le combustible utilisé.
5. Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble.
6. Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.
7. Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.
8. Charge financière et taux d'effort selon le secteur de logement.
9. Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En novembre 1992, le parc de logements comptait 27 millions d'unités dont 22 millions de résidences principales.

De 1988 à 1992, la part des propriétaires occupants est restée quasiment stable passant de 53,6 % à 53,8 %. Depuis l'après-guerre, une progression aussi faible n'avait jamais été observée. Les acquisitions récentes ont diminué de 16 % entre 1985-1988 et 1989-1992. Les ménages les plus jeunes et les ouvriers sont ceux dont les possibilités d'acquérir une résidence principale se sont trouvées les plus réduites.

En léger recul entre 1984 et 1988, l'offre locative s'est accrue et diversifiée au cours des quatre années suivantes. Sur 8,7 millions de résidences principales à statut locatif, 4,9 millions font partie du secteur privé. Celui-ci a regagné 280.000 logements de 1988 à 1992, grâce à un investissement plus soutenu des bailleurs privés.

La mobilité résidentielle des ménages s'est réduite, notamment dans le parc HLM. Moins de ménages sont devenus propriétaires à l'occasion d'un changement de domicile.

La part de revenus que consacrent les ménages à se loger, en hausse depuis le début des années 80, s'est quasiment stabilisée de 1988 à 1992. Sur cette période, la proportion des ménages n'ayant pas de dépense de logement a augmenté; ce sont en majorité des propriétaires ne remboursant pas ou plus de prêts liés à l'acquisition de leur résidence principale. En revanche, les ménages acquittant une dépense pour l'occupation de leur résidence principale ont vu ce poste peser davantage sur leur budget, soit + 0,8 point en effort net pour les accédants et + 1,6 point pour les locataires.

2. MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes « Logement »

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978, 1984 et 1988. Une dixième enquête a été effectuée en 1992.

Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été faites auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le précédent recensement de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère du Logement pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

La taille de l'échantillon était de 36.000 logements en 1988, et de 48.000 logements en 1992 dont une extension régionale Nord - Pas-de-Calais d'environ 2.800 logements.

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort, environnement) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété, travaux de gros entretien et d'amélioration).

Les enquêtes par sondage adoptent les mêmes concepts que les recensements; elles visent à fournir des informations plus complexes et plus nombreuses, mais souvent au seul niveau national. Dans les recensements, les effectifs sont mieux mesurés et les données sont disponibles à des échelons géographiques fins et variés.

3. DÉFINITIONS

Catégorie de logement

Les enquêtes « Logement » étudient de façon détaillée la résidence principale des ménages. Elles répertorient néanmoins les autres catégories de logement sans toutefois collecter d'information fine à leur sujet. Quatre catégories de logement sont ainsi repérées :

— les résidences principales (logements ou pièces indépendantes où le ménage vit habituellement);

— les logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre que le week-end auprès de sa famille);

— les résidences secondaires (logements loués ou à louer pour les week-ends, les loisirs ou les vacances et qui ne sont pas des logements occasionnels);

— les logements vacants, sans occupant à la date d'enquête, qu'ils soient disponibles ou non pour la vente ou la location.

Nombre de pièces

On comptabilise le nombre de pièces principales à usage d'habitation.

Sont exclus :

— les pièces à usage exclusivement professionnel (réservées complètement et en permanence à l'activité professionnelle d'un membre du ménage);

— les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, W.C., offices, vérandas,...

Sont inclues :

— les pièces principales « classiques » (salon, salle à manger, chambre,...);

— les pièces annexes utilisées par le titulaire du logement;

— la cuisine lorsqu'elle mesure plus de 12 m^2.

Indice de peuplement

L'indice de peuplement dit « norme INSEE » est basé sur la comparaison du nombre effectif de pièces composant le logement et d'un nombre normatif de pièces dites « nécessaires » au ménage. Cette norme de « pièces nécessaires » au ménage est calculée en fonction de sa taille, mais aussi de l'âge et de la situation familiale de ses membres.

Schématiquement, on compte :

— une pièce de séjour pour le ménage,

— une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,

— une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans et plus,

— et, pour les célibataires de moins de 19 ans, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou s'ils ont moins de 7 ans,

— sinon une pièce par enfant.

Si le nombre de pièces nécessaires au ménage ainsi déterminé est :

— inférieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de sous-peuplement modéré, prononcé ou très accentué;

— égal au nombre de pièces du logement occupé, il s'agit d'un peuplement normal;

— supérieur d'une unité ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de surpeuplement modéré ou accentué.

Selon cette norme, une personne seule doit pouvoir disposer de deux pièces. En conséquence, tous les studios sont par construction surpeuplés : le surpeuplement est modéré lorsque le ménage est constitué par une personne seule ou un couple, accentué s'il est composé de plus de deux personnes.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

Charge financière brute

C'est le coût annuel relatif au seul droit d'occupation de la résidence principale supporté par le ménage.

Pour les accédants, il s'agit du montant total brut, assurances comprises, des remboursements effectués au cours des 12 derniers mois au titre des prêts contractés pour l'achat du terrain ou du logement. Pour les locataires, il s'agit du loyer annuel acquitté au seul titre de l'occupation de la résidence principale.

Charge financière nette

La charge financière nette est calculée en retirant de la charge financière brute le montant annuel de l'aide au logement perçue par le ménage. Lorsque le montant de l'aide est supérieur à la charge financière brute, on considère que la charge financière nette est nulle.

Taux d'effort brut, taux d'effort net

Le taux d'effort brut (respectivement net) est le rapport entre la charge financière brute (respectivement nette) sur le revenu annuel total du ménage. Ces indicateurs permettent de mesurer le poids de la dépense liée à l'occupation du logement sur le budget des ménages et d'apprécier l'allégement du taux d'effort par les aides.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Les conditions de logement des ménages en 1988 », *INSEE-Résultats*, n^{os} 171-172 (avril 1992);

« Tassement de la propriété et redressement du locatif privé », *INSEE-Première,* n° 313 (mai 1994).

« Le logement locatif de 1984 à 1992 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 57-58 (janvier 1994).

« Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », *INSEE-Résultats,* n° 315 (juillet 1994);

« De 1988 à 1992, les conditions de logement s'améliorent encore », *INSEE-Première,* n° 343 (septembre 1994);

« Habitat et occupation du parc de logement en 1988 et 1992 - Enquêtes sur le logement », *INSEE-Résultats,* n^{os} 392-393 (mai 1995);

« De moindres hausses de loyer en 1994 », *INSEE-Première,* n° 375 (mai 1995).

Articles d'*Économie et Statistique* :

Dossier « Spécial logement », n° 240 (février 1991);

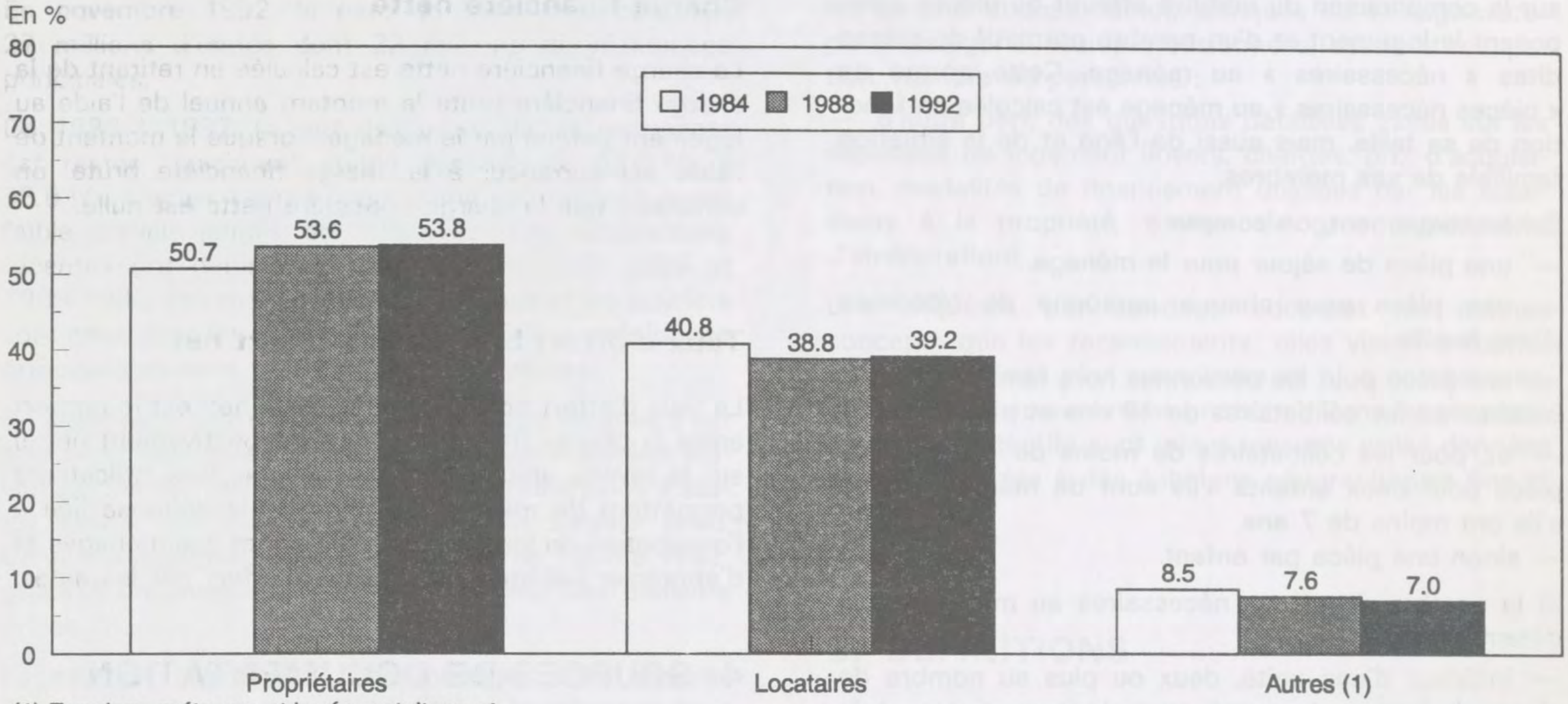
« De la location à la propriété : le parc de logements se redistribue. Un ménage sur six perçoit une aide au logement », n° 251 (février 1992);

« Le nombre de ménages augmentera de moins en moins vite — une projection à l'horizon 2020 », n° 267 (juillet 1993).

*
* *

GRAPHIQUE D.02

Résidences principales selon le statut d'occupation



(1) Fermiers, métayers et logés gratuitement

Source : INSEE (Enquêtes logement)

TABLEAU D.02-1

Catégorie de logement par catégorie de commune

France entière

Source : INSEE (Enquêtes logement) — *Unité :* Millier

	(1) 1984	(1) 1988	(1) 1992
Résidences principales :			
Communes rurales	5.081,8	5.447,3	5.339,2
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	5.893,7	6.149,7	6.493,2
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	5.777,3	5.952,7	6.422,2
Agglomération parisienne	3.611,3	3.706,3	3.876,1
Total	**20.364,1**	**21.256,0**	**22.130,7**
Logements vacants (2) :			
Communes rurales	683,7	726,3	654,8
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	555,1	670,2	584,9
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	429,5	517,3	487,9
Agglomération parisienne	250,6	241,9	269,3
Total	**1.918,9**	**2.155,7**	**1.996,9**
Résidences secondaires (2) :			
Communes rurales	1.335,7	1.353,0	1.511,3
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	635,0	634,0	882,0
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	235,7	243,5	320,7
Agglomération parisienne	87,0	66,3	134,4
Total	**2.293,4**	**2.296,8**	**2.848,4**
Tous logements :			
Communes rurales	**7.101,2**	**7.526,5**	**7.505,3**
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	**7.083,8**	**7.454,0**	**7.960,2**
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	**6.442,5**	**6.713,5**	**7.230,9**
Agglomération parisienne	**3.948,9**	**4.014,6**	**4.279,8**
Total	**24.576,4**	**25.708,5**	**26.976,2**

(1) La catégorie de commune retenue pour 1984 et 1988 repose sur le découpage du territoire établi à la suite du recensement de 1982 alors que 1992 utilise le découpage consécutif au recensement de 1990. L'actualisation du zonage géographique réalisée en 1990 explique, pour une part, l'augmentation du nombre de logements en milieu urbain.

(2) L'introduction de la catégorie des logements occasionnels et les progrès du repérage des logements autres que principaux au recensement de 1990 (pourvoyeur de l'échantillon principal de l'enquête logement 1992/93) perturbent les comparaisons avec les données antérieures. Au total, la mesure des résidences secondaires (y compris logements occasionnels) est plus large d'environ 400.000 à 450.000 en 1992 alors que celle des logements vacants l'est un peu moins (50.000 à 100.000).

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1992)

Unité : Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	Total
Propriétaire	353,7	1.966,3	2.718,8	2.142,3	3.367,6	1.364,2	**11.912,9**
Locataire HLM	674,4	819,1	603,8	412,6	566,9	299,0	**3.375,8**
Locataire non HLM	1.464,1	1.261,4	785,4	434,4	596,7	418,0	**4.960,0**
Locataire d'un logement meublé	171,4	63,6	36,7	27,6	21,0	18,5	**338,8**
Locataire d'un logement gratuit	1,6	9,1	10,3	18,0	14,8	1,1	**54,9**
Fermiers métayers	265,5	242,0	227,5	146,3	292,9	313,9	**1.488,1**
Logé gratuit	215,0	246,0	189,0	151,0	211,0	266,0	**2.784,0**
Ensemble	**2.930,8**	**4.361,5**	**4.382,5**	**3.181,2**	**4.859,9**	**2.414,7**	**22.130,6**

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1992)

Unité : millier

	Agriculteurs	Artisants Commerçants chefs d'entreprises	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	Total
Logement sans eau ou eau seule	34,4	9,2	5,1	16,4	39,9	112,5	342,2	95,1	**654,7**
Logement avec eau, WC sans installation sanitaire	10,5	7,0	2,9	12,6	17,8	48,0	287,9	63,7	**450,4**
Logement avec eau, installation sanitaire sans WC	16,2	16,0	5,9	13,4	26,0	67,5	84,1	34,8	**263,8**
Baignoire ou douche, WC intérieur, sans chauffage central	120,8	160,8	154,7	276,3	303,0	742,5	1.052,1	281,8	**3.091,9**
Baignoire ou douche, WC intérieur, avec chauffage central	281,4	980,2	2.022,3	2.739,6	2.142,9	3.482,0	4.863,6	1.158,1	**17.670,0**
Total	**463,3**	**1.173,2**	**2.190,9**	**3.058,3**	**2.529,6**	**4.452,5**	**6.629,9**	**1.633,5**	**22.130,8**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales selon le mode de chauffage et le combustible utilisé

Source : INSEE (Enquête logement 1992) — *Unité :* Millier

	Résidences Principales	dont achevées avant 1949
Aucun mode de chauffage	44,9	20,2
Chauffage autre que chauffage central	4.017,2	2.859,2
Fioul domestique	452,5	330,9
Gaz de ville	320,4	246,6
Butane-propane (bouteille, citerne)	85,7	56,4
Electricité	1.573,8	949,0
Charbon et /ou bois	1.567,9	1.267,1
Autre énergie	16,9	9,1
Chauffage central individuel	13.130,7	4.687,2
Fioul domestique	2.845,3	1.164,5
Gaz de ville	4.342,8	1.657,1
Butane-propane (bouteille, citerne)	427,7	172,1
Electricité	4.994,1	1.403,6
Charbon et /ou bois	513,6	289,8
Autre énergie	7,2	—
Chauffage central collectif	4.937,9	568,7
Fioul domestique	2.080,0	299,4
Gaz de ville	1.689,1	159,8
Butane-propane (bouteille, citerne)	37,6	8,9
Electricité	217,1	16,5
Charbon et /ou bois	98,0	23,1
Urbain	657,0	54,9
Autre énergie	159,0	6,0
Total	**22.130,8**	**8.135,3**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (Enquête logement 1992) — *Unité :* Millier

Année d'achèvement	Type d'immeuble			Nombre moyen de pièces
	Individuel	Collectif	**Total**	
Avant 1915	3.385,7	1.715,4	**5.101,1**	4,02
De 1915 à 1948	1.923,2	1.111,0	**3.034,2**	3,89
De 1949 à 1967	1.734,0	2.643,6	**4.377,6**	3,77
De 1968 à 1974	1.395,3	1.962,9	**3.358,2**	3,90
De 1975 à 1981	1.831,3	1.192,5	**3.023,9**	4,21
De 1982 à 1989	1.691,5	839,3	**2.530,8**	4,20
1990 et après	381,9	323,2	**705,1**	3,87
Total	**12.343,0**	**9.787,8**	**22.130,8**	**3,98**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (Enquête logement de 1992)

Unité : Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						Total
	1	2	3	4	5	6 et plus	
Sous-peuplement très accentué	803,0	2.001,1	611,6	525,7	204,4	67,0	**4.213,0**
Sous-peuplement prononcé	987,1	1.778,7	769,0	717,2	239,5	74,0	**4.565,8**
Sous-peuplement modéré	1.501,9	1.709,2	1.108,9	1.066,2	411,1	107,3	**5.904,8**
Peuplement normal	1.568,2	1.104,0	977,3	836,7	394,4	155,4	**5.036,3**
Surpeuplement modéré	1.086,8	321,6	231,6	217,3	140,4	122,6	**2.120,7**
Surpeuplement accentué	—	46,4	59,6	45,6	40,0	98,1	**289,9**
Total	**5.947,0**	**6.961,0**	**3.758,0**	**3.408,7**	**1.429,8**	**624,4**	**22.130,8**

TABLEAU D.02-7

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1992)

Unité : Millier

	Effectif	Nombre de personnes par logement	Nombre de personnes par pièce
15 à moins de 30 ans	2.930,8	2,09	0,77
30 à moins de 40 ans	4.361,5	3,25	0,80
40 à moins de 50 ans	4.382,5	3,4	0,75
50 à moins de 60 ans	3.181,3	2,59	0,59
60 à moins de 75 ans	4.859,9	1,87	0,45
75 ans ou plus	2.414,7	1,47	0,41
Total	**22.130,7**	**2,54**	**0,64**

TABLEAU D.02-8

Charge financière et taux d'effort selon le secteur de logement

Source : INSEE (Enquêtes logement de 1988 et 1992)

Secteur	Effectif en milliers	Charge financière brute par logement (F/an)	Charge financière brute au m^2 (F/an)	Taux d'effort brut	Taux d'effort net
Année 1992					
Propriétaires non accédants	6.704,9	—	—	—	—
Propriétaires accédants	5.208,1	37.214	349,0	18,0	17,0
Accédants PAP ou PAJ (1)	1.103,6	40.535	382,7	22,7	19,7
Accédants prêts conventionnés	1.168,4	46.492	414,3	22,2	20,9
Autres accédants	2.936,1	32.274	308,4	15,0	14,7
Locataires d'un local loué vide	8.335,9	21.857	320,1	17,1	14,3
HLM conventionnée ou non	3.375,8	16.692	238,8	14,8	10,7
Secteur social non HLM	399,5	20.183	289,3	12,9	11,3
Loi de 1948	442,3	15.452	253,9	14,5	12,5
Autres bailleurs avant 1949	1.850,0	24.568	364,9	19,2	16,7
Autres bailleurs après 1948	2.268,2	28.877	425,6	19,4	17,3
Locataires en meublés, sous-locataires	338,8	21.829	581,2	24,3	20,7
Fermiers ou métayers	55,0	—	—	—	
Logés gratuitement	1.488,2	—	—	—	
Total	**22.130,8**	**17.325**	**200,6**	**11,5**	**10,2**
Année 1988					
Propriétaires non accédants	5.829,3	—	—	—	—
Propriétaires accédants	5.557,3	29.945	284,9	17,6	16,2
Accédants PAP ou PAJ (1)	1.194,0	37.804	361,2	26,1	21,2
Accédants prêts conventionnés	989,7	41.910	385,9	24,5	22,5
Autres accédants	3.373,6	23.654	226,9	13,3	13,0
Locataires d'un local loué vide	7.913,4	16.872	247,8	15,3	12,8
HLM conventionnée ou non	3.188,9	13.227	189,5	13,3	9,3
Secteur social non HLM	432,6	17.261	257,9	14,4	12,6
Loi de 1948	522,5	14.336	219,0	13,8	12,4
Autres bailleurs avant 1949	1.836,5	18.243	276,8	16,8	15,0
Autres bailleurs après 1948	1.932,8	22.184	324,7	17,0	15,5
Locataires en meublés, sous-locataires	326,7	16.968	458,3	21,5	20,1
Fermiers ou métayers	88,7	—	—	—	—
Logés gratuitement	1.540,6	—	—	—	—
Total	**21.256,0**	**14.371**	**169,4**	**11,4**	**10,1**

(1) PAJ = prêt d'accession à la propriété à taux ajustable.

TABLEAU D.02-9

Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (Enquête logement 1992)

%

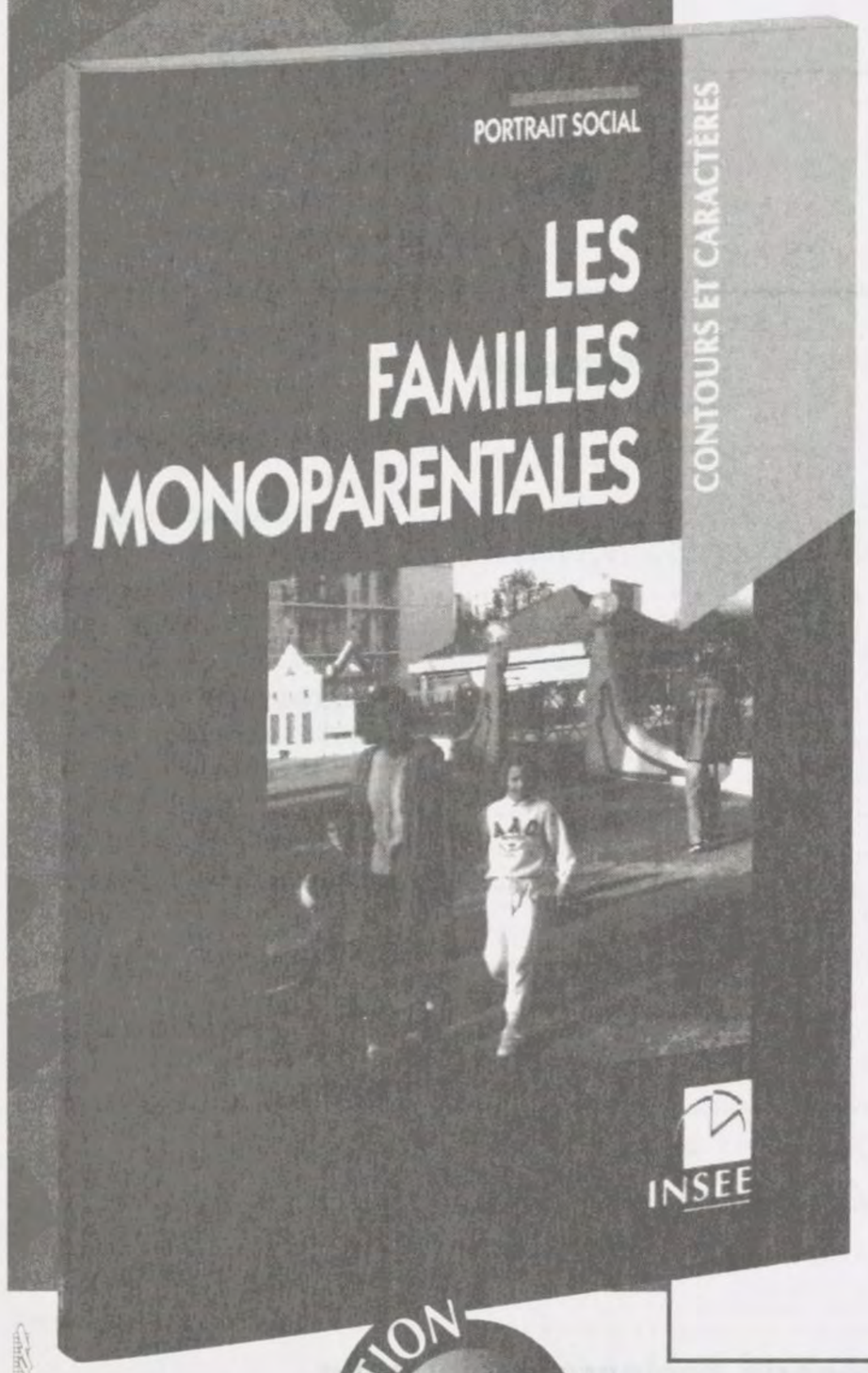
	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé		Location secteur meublé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Agriculteurs exploitants	22,0	19,2	26,2	18,7	16,3	14,0	23,9	23,9
Artisans, commerçants	18,5	17,6	15,5	10,8	19,0	17,5	22,1	21,8
Chefs d'entreprise, professions libérales	16,4	16,3	9,6	9,3	16,3	16,1	16,0	16,0
Cadres	15,8	15,7	10,2	9,7	16,5	16,2	15,8	14,4
Professions intermédiaires	17,1	16,5	11,5	10,3	17,8	16,8	17,4	16,0
Employés	20,5	19,1	16,1	11,7	22,2	18,3	24,8	22,2
Ouvriers	21,4	18,8	13,7	9,3	17,4	14,1	21,0	18,2
Retraites	13,8	13,4	17,1	13,5	20,1	17,8	25,9	20,0
Autres personnes sans activité professionnelle	23,9	20,8	25,5	11,4	34,3	23,7	46,2	35,4
Ensemble	**18,0**	**17,0**	**14,5**	**10,8**	**18,9**	**16,7**	**24,3**	**20,7**

Un ouvrage de référence

LA RECOMPOSITION DU PAYSAGE FAMILIAL

Egalement vendu en librairie

24 H SUR 24
indices, informations, adresses utiles :
36 68 07 60*
* 2,23 F la minute



EDITION 1994

CREATOME

Une analyse qui met en évidence les changements et les évolutions de notre société

UN REGARD SUR UN FAIT DE SOCIÉTÉ

Avec 13% de familles monoparentales, la France occupe une position intermédiaire au sein des pays développés. Les femmes représentent 86% des parents qui élèvent seuls des enfants de moins de 25 ans.

Le fait le plus marquant est la transformation des statuts matrimoniaux : le veuvage était la cause prépondérante des situations monoparentales à la fin des années soixante, le divorce vient désormais en tête, suivi du célibat. Cette évolution contribue à accentuer le caractère urbain de la monoparentalité.

L'INSEE dessine ici en 54 fiches le nouveau portrait des ménages et des familles.

Population globalement hétérogène, situation matrimoniale du parent, nombre d'enfants présents au foyer, âge des enfants, activité et ressources, logement, loisirs, vacances, adaptation du droit de la famille, les pères face au divorce, sont les principaux thèmes abordés dans ce volume.

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

160 pages, format 16 x 24 **78 FF***

* + participation aux frais d'envoi : France : 10FF par envoi - Etranger : 20FF par exemplaire

Nom, prénom.....

Société, activité.....

Adresse.....

.....

Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville .....

BON DE COMMANDE A RETOURNER

▼ A LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'INSEE

❑ Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) de l'ouvrage
LES FAMILLES MONOPARENTALES au prix de 78 FF*
+ participation aux frais d'envoi : France : 10FF par envoi - Etranger : 20FF par exemplaire

❑ Ci-joint un chéque de ..... FF à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

Sept. 94

CONTOURS ET CARACTÈRES

Chapitre D.03

Santé

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Part des services de santé dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne.

Graphique. La dépense courante de santé en 1994.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépense courante de santé.
3. Structure de la dépense courante de soins et de biens médicaux.
4. Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.
5. Effectifs des professions de santé.
6. Habitants par médecin dans divers pays.
7. Personnels hospitaliers.
8. Quelques professions sociales par secteur d'activité.
9. Établissements d'hospitalisation.
10. Nombre de places pour l'accueil des jeunes enfants.
11. Équipement et activité des établissements hospitaliers.
12. Établissements pour handicapés.
13. Nouveaux cas des affections de longue durée.
14. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
15. Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic.
16. Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an.
17. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des ministères de la Santé publique et de l'Assurance maladie, de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI).

1. PRÉSENTATION

Les dépenses de santé connaissent une croissance importante depuis une trentaine d'années. Elles progressent plus rapidement que la valeur du PIB. Toutefois, la progression de la consommation médicale totale ne cesse de ralentir depuis 1970. La croissance s'est stabilisée à 6,5 % environ en 1991 et 1992. L'année 1993 a marqué un ralentissement de la progression de cet agrégat; sa croissance était de 5,7 %. En 1994, selon l'estimation du compte provisoire, le ralentissement est encore plus marqué; la consommation médicale totale augmente de 3,3 %.

La part de la Sécurité sociale dans la couverture de l'ensemble des dépenses de soins et biens médicaux, poste le plus important de la consommation médicale, diminue de 2,5 points de 1980 à 1993 (74 % en 1993 au lieu de 76,5 % en 1980).

En revanche, la part des mutuelles continue d'augmenter (6,3 % en 1993 au lieu de 5 % en 1980) ainsi que celle des sociétés d'assurance. Selon les estimations provisoires, ces tendances devraient se poursuivre en 1994.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé décrivent l'ensemble des activités de santé et leur évolution. Il s'agit tout d'abord des soins médicaux et paramédicaux dispensés sur le territoire. L'effort national en matière de promotion et de développement des politiques sanitaires est également décrit dans ses composantes : prévention, éducation, enseignement et recherche.
Ils retracent l'ensemble des dépenses engagées dans le domaine de la santé. Les financeurs de ces dépenses peuvent être le système de protection sociale, les collectivités publiques, mais aussi les ménages, que ceux-ci financent ces dépenses directement (achat de biens ou services non remboursés) ou grâce à des sociétés d'assurance.

Dépenses courantes de santé

L'analyse des dépenses courantes de santé repose sur un croisement entre l'origine (payeurs) et la destination finale (prestataires de soins, distributeurs de soins médicaux) des flux financiers. La structure de financement se présente par grandes opérations :

— prestations sociales;
— dotation globale;
— autres transferts et subventions;
— dépense courante;
— participation des ménages.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu.

Il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Dans les tableaux de ce chapitre, la rubrique « spécialistes » inclut les compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier. Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur fondé sur des principes libéraux. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

Le système hospitalier français englobe des établissements dont les différents statuts juridiques, établissements publics, privés à caractère commercial, privés à but non lucratif, fondent la distinction entre le secteur public et le secteur privé.
La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :

— les établissements publics de santé;
— les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier;
— les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet.

Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquêtes annuelles auprès des établissements de santé

Le SESI exploite deux enquêtes auprès des établissements de santé :

— l'enquête H80 qui couvre l'ensemble des établissements publics, y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS);

— l'enquête EHP qui concerne les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP).

Respectivement mises en place en 1980 et 1983, ces deux enquêtes fournissent pour l'ensemble du territoire métropolitain des données sur l'équipement, l'activité et le personnel médical et non médical des établissements.

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés à une date donnée. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement elles représentent la somme des entrées directes dans cette discipline et des entrées par mutation.

Les journées d'hospitalisation sont établies pour l'enquête H80 (ensemble des établissements d'hospitalisation publics) sur le nombre de présents à minuit, le jour de sortie n'étant pas comptabilisé sauf en cas de décès.

Pour l'enquête EHP (ensemble des établissements d'hospitalisation privés) les journées d'hospitalisation correspondent aux journées facturées, les établissements dont le prix de journée est fixé conventionnellement avec la Caisse régionale d'assurance maladie (CRAM) facturant en particulier la journée de sortie.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées et le nombre d'entrées. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : $\frac{\text{journées réalisées}}{\text{entrées totales}}$

— pour le secteur privé :

$$\frac{\text{(journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie)}}{\text{entrées}}$$

Enquête sur le SIDA

La surveillance nationale du SIDA provenant de l'injection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986 selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé et revue en 1987. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission. Une enquête nationale transversale sur la fréquentation hospitalière des patients infectés par le VIH est réalisée, à l'initiative de la Direction des hôpitaux, par le SESI, en collaboration avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Elle a lieu deux fois par an, en juin et en décembre depuis le 9 décembre 1987.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 9^{e} révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3° du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 9^{e} révision de l'Organisation mondiale de la Santé.

Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.

Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3. DÉFINITIONS

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre les biens et services médicaux suivants :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et en section de cure médicale;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales);

— le transport des malades;

— les médicaments;

— les biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);

— la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses de santé

Les différentes composantes des dépenses courantes de santé sont les suivantes :

● Les dépenses pour les malades qui comprennent :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

- Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades),
- Les soins aux collectivités (armées, prisons),
- Les médicaments,
- Les prothèses (lunetterie, orthopédie);

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail);

— les subventions au système de soins;

● Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

● Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

● Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

● Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé.

La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :

— attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément;

— attribution de la carte d'invalidité;

— orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience : déficience mentale, autre déficience du psychisme, déficience motrice, déficience visuelle, déficience auditive, polyhandicap...

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible.

● Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du travail et de l'emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :

— les structures de travail protégé;

— les structures de réinsertion professionnelle;

— les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

● Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories les généralistes, compétents, compétents exclusifs et spécialistes :

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un

secteur privé à l'hôpital qui sont toujours classés en salariés). L'activité de ces médecins est celle définie par la CNAMTS comme celle des praticiens « actifs à part entière ». Ces praticiens ont les caractéristiques suivantes :

— ils sont conventionnés;
— ils ne se sont pas installés dans l'année;
— ils ne sont pas hospitaliers à temps plein;
— ils ont moins de 65 ans;

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, Protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont statistiquement classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés;

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes.

Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat « nouveau régime »). La filière de médecine spécialisée se divise en six disciplines :

— spécialités médicales;
— spécialités chirurgicales;
— psychiatrie;
— santé publique;
— médecine du travail;
— biologie.

4. Sources de documentation

Organismes :

— Ministère de la Santé publique et de l'Assurance maladie.
— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).
— INSEE.
— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) :

● Les Comptes nationaux de la Santé — 1988 — 1989 — 1990 — 1991 — 1992 — 1993 — 1994.

● Enquête sur la santé et la protection sociale en 1991, « premiers résultats » Credes, bibliographie n° 934.

● Annuaire des statistiques sanitaires et sociales (annuel).

● *Solidarité - Santé. — Études statistiques :*

— N° 1, 1991 : « La santé du corps médical ou combien de médecins demain et pour quel exercice ? »;

— N° 3, 1991 : « L'accroissement du corps médical : des réalités différentes selon les disciplines. Les médecins à exercice discontinu. Les infirmiers diplômés d'État, formation et emploi : un équilibre fragile »;

— N° 1, 1993 : « Masseurs-kinésithérapeutes : une profession largement tournée vers l'activité libérale. Les infirmiers : incidence démographique des réformes en cours »;

— N° 2, 1993 : « La fréquentation hospitalière régionale. La prise en charge de l'urgence. Évolution du partage de la clientèle entre hôpital et clinique »;

— N° 1, 1994 : « Les Français et leur santé, enquête santé 1991-1992. — La consommation de soins médicaux selon le type de famille. — Deux décennies d'évolution des consommations médicales »;

— N° 3, 1994 : « Sida : évolution et prise en charge ».

● *Documents statistiques :*

— N° 148, juillet 1992 : « Les écoles de formation aux professions de la santé en 1991-1992 »;

— N° 170, mars 1993 : « Les médecins en activité au 1er janvier 1993, résultats synthétiques »;

— N° 171, juin 1993 : « Fiches de synthèses des hôpitaux publics en 1991 »;

— N° 172, juin 1993 : « La formation aux professions de santé en 1992-1993 »;

— N° 178, juillet 1993 : « Les hôpitaux publics en 1991 »;

— N° 179, juillet 1993 : « Les établissements d'hospitalisation privés en 1991 ».

● *Informations rapides :*

— N° 168, octobre 1990 : « Les professions de santé au 1er janvier 1989 »;

— N° 2, mai 1991 (nouvelle série) : « L'hôpital public change »;

— N° 8, octobre 1991 (nouvelle série) : « Les médecins salariés : une répartition géographique inégale ».

— N° 47, décembre 1993 : « Perspectives démographiques du corps médical »;

— N° 48, décembre 1993 : « Horizon 2010 : plus de spécialistes médicaux moins de chirurgiens ».

● *Documents statistiques :*

— N° 88, mai 1990 : « Les professions médicales. Départements et régions au 1er janvier 1989 »;

— N° 99, septembre 1990 : « Les sages-femmes et les paramédicaux en activité au 1er janvier 1989 »;

— N° 115, mars 1991 : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991, résultats synthétiques »;

— N° 115 *bis* : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991, France ».

— N° 115 *ter* : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991 par interrégion ».

— N° 126, octobre 1991 : « Les professions médicales par département et région au 1er janvier 1990 »;

— « Les sages-femmes et les professions paramédicales par département et région au 1er janvier 1990 »;

— N° 93, juillet 1990 : « Le personnel technique des services sanitaires et sociaux départementaux et des services conventionnés au 1er janvier 1988 »;

— N° 121, juillet 1991 : « Les établissements d'hospitalisation privés en 1989 »;

— N° 122, juillet 1991 : « Les hôpitaux publics en 1989 »;

— N° 123, juillet 1991 : « Fiches de synthèse des hôpitaux publics ».

INSEE :

● *INSEE-Première :*

— Les décès en 1990, n° 182 (février 1992);

— Les causes de mortalité en 1990, n° 196 (mai 1992);

— Le recours aux soins se ralentit (premiers résultats de l'enquête Santé), n° 238 (décembre 1992);

— La consommation régulière des psychotropes, n° 310 (avril 1994).

● « La Société française », *Données sociales,* INSEE, édition 1993.

● *Économie et statistique (INSEE) :*

— « Les dépenses de santé des Français », n° 265, 1993;

— « Les médecins de demain », n° 274, 1994-4.

● *INSEE-Résultats :*

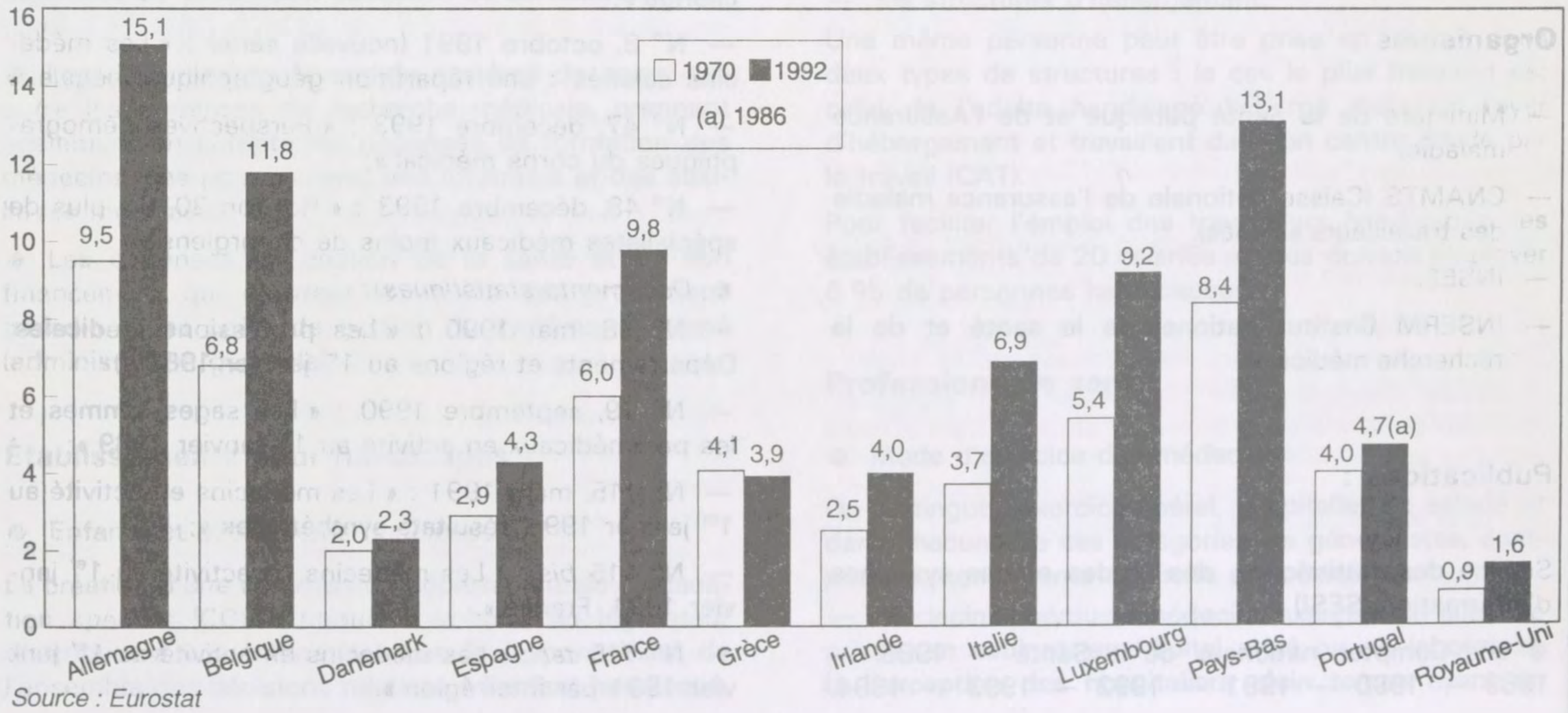
— « Enquête sur la santé et les soins médicaux 1991-1992 » (consommation, modes de vie), n° 64-65-66, novembre 1994.

* * *

GRAPHIQUE D.03 - 1

Part des services de santé dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne

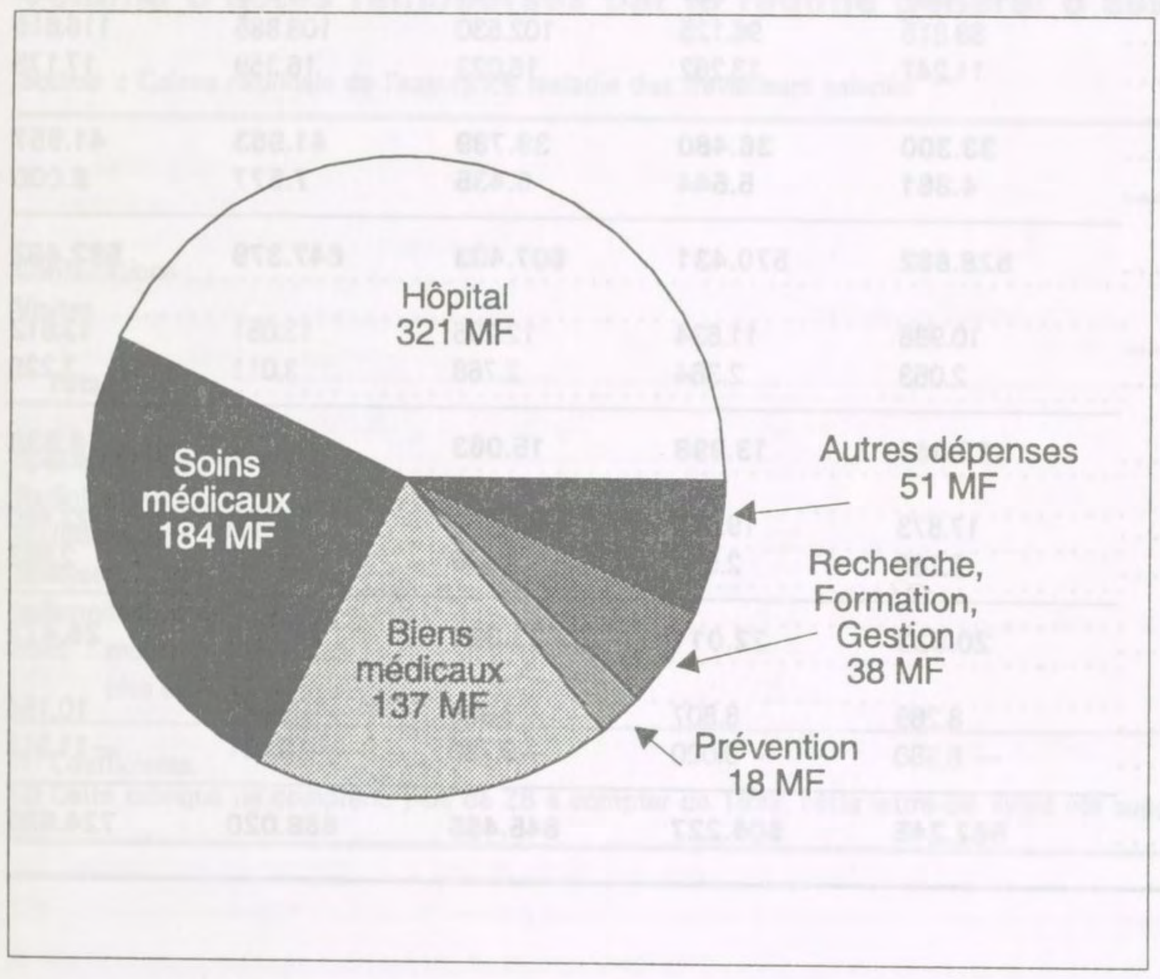
En %



Source : Eurostat

GRAPHIQUE D.03-2

La dépense courante de santé en 1994



Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance maladie, de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations. - SESI

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

	1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	1993
Dépense courante de santé :					
En valeur (en millions)	562.245	606.227	645.455	688.020	724.635
Taux d'évolution en %	9,0	7,8	6,5	6,6	5,3
En % du produit intérieur brut	9,1	9,3	9,5	9,8	10,2
Consommation médicale totale :					
En valeur (en millions)	500.783	540.035	575.418	613.172	647.834
Taux d'évolution en %	9,0	7,8	6,6	6,6	5,7
En % du produit intérieur brut	8,1	8,3	8,5	8,8	9,1

TABLEAU D.03-2

Dépense courante de santé

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Unité : Million de francs

	1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	1993
Dépenses de soins et biens médicaux	**490.521**	**528.407**	**561.179**	**597.849**	**632.525**
Soins aux particuliers	388.652	418.213	442.815	471.726	497.803
Soins hospitaliers et en sections médicalisées	237.342	255.647	269.159	287.951	307.141
Soins ambulatoires	144.830	155.114	165.275	174.658	181.262
Transports de malades	6.480	7.452	8.381	9.117	9.400
Soins aux collectivités (armées, prisons)	807	807	811	879	932
Médicaments	89.815	96.125	102.530	108.885	116.615
Prothèses	11.247	13.262	15.023	16.359	17.175
Aide aux malades	**33.300**	**36.480**	**39.789**	**41.953**	**41.957**
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	**4.861**	**5.544**	**6.435**	**7.577**	**8.000**
Dépenses pour les malades	**528.682**	**570.431**	**607.403**	**647.379**	**682.482**
Médecine préventive	10.988	11.634	12.295	13.051	13.612
Prévention collective et contrôle sanitaire	2.053	2.364	2.768	3.011	3.226
Dépenses de prévention	**13.041**	**13.998**	**15.063**	**16.062**	**16.838**
Dépenses de recherche médicale pharmaceutique	17.873	19.077	20.435	22.460	23.490
Dépenses de formation	2.760	2.934	2.946	2.903	2.982
Dépenses en faveur du système de soins	**20.633**	**22.011**	**23.381**	**25.363**	**26.472**
Gestion générale	8.269	8.807	9.388	9.847	10.154
Double compte recherche pharmaceutique	— 8.380	— 9.020	—9.780	—10.631	—11.311
Total général de la dépense courante de santé	**562.245**	**606.227**	**645.455**	**688.020**	**724.635**

TABLEAU D.03-3

Structure de la dépense courante de soins et de biens médicaux.

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

%

	1980	1990	1991		1992		1993		*p* 1994	
		T.A.N(1)	Effectif	T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)
Sécurité sociale	76,5	74,3	74,1	74,0	74,3	74,1	73,9	74,0	73,6	73,5
Etat et collectivités locales	2,9	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Mutuelles	5,0	6,1	6,1	6,1	6,2	6,2	6,3	6,3	6,6	6,6
Sociétés d'assurances (2)					2,8	2,8	3,1	3,1	3,3	3,3
Institutions de prévoyance	15,6	18,5	18,8	18,9	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Ménages					14,5	14,7	14,6	14,5	14,4	14,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Taux en année normale.
(2) Y compris acceptations en provenance des institutions de prévoyance. A titre d'indication, la part des cotisations de ces organismes, rétrocédées aux réassureurs est de l'ordre de 42%.

TABLEAU D.03-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Millier

	1985	1990	1991	1992	(p) 1993
Consultations	168.003	212.610	224.938	234.194	242.956
Visites	58.567	60.515	61.935	62.635	63.862
Total	**226.570**	**273.125**	**286.873**	**296.829**	**306.818**
Spécialités (K et KC) (1)	705.793	1.022.004	1.118.827	1.202.030	1.235.460
Radiologie (Z et ZB) (1) (2)	624.031	807.498	817.515	797.322	824.685
Auxiliaires (AM, SF1) (1)	718.683	1.089.399	1.207.117	1.279.756	1.323.972
Analyses (B, BP, BM) (1)	4.469.339	6.611.548	7.102.840	7.441.931	7.550.777
Indemnités journalières	172.248	162.216	168.478	170.782	166.538
dont : moins de 3 mois	106.998	101.912	103.051	100.654	96.779
plus de 3 mois	58.678	53.684	58.487	63.086	62.876

(1) Coefficients.
(2) Cette rubrique ne comprend plus de ZB à compter de 1993, cette lettre-clé ayant été supprimée fin 1989.

TABLEAU D.03-5A

Effectifs des professions de santé

Situation au 1er janvier

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

	1989	1990	1991	1992	1993
Professions médicales et pharmaceutiques					
Médecins	143.438	148.089	152.096	155.896	158.968
Chirurgiens-dentistes	37.056	37.931	38.146	38.451	38.868
Sages-femmes	10.356	10.705	10.872	11.205	11.479
Pharmaciens (1)	50.670	51.367	50.940	51.613	52.673
Auxiliaires médicaux					
Infirmiers diplômés d'Etat et autorisés	240.711	242.953	247.813	253.514	261.525
Infirmiers de secteur psychiatrique	61.204	61.527	60.328	59.960	58.980
Masseurs-kinésithérapeutes	38.524	38.257	39.323	40.254	41.858
Orthophonistes	10.148	10.000	e 10.239	10.460	10.986
Orthoptistes	1.387	1.445	1.506	1.536	1.582

(1) Pharmaciens inscrits à l'Ordre, toutes activités confondues, chaque pharmacien n'étant compté qu'une fois (activité principale).

TABLEAU D.03-5B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier 1993

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Médecins	590	209	644	1.059
Pharmaciens	206	40	224	276
Chirurgiens-dentistes	119	32	121	281
Sages-femmes	108	31	130	123
Infirmiers diplômés	1.150	430	1.260	1.970
Infirmiers psychiatriques	320	60	300	401
Masseurs-kinésithérapeutes	101	26	96	238
Orthophonistes	36	7	32	74
Orthoptistes	6	3	7	9
Nombre de médecins pour 100.000 habitants	152	182	179	177

TABLEAU D.03-6

Habitants par médecin dans divers pays

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

	1985	1987	1988	1989	1990
Allemagne (ex-RFA)	379	356	347	330	324
Belgique	318	311	303	297	292
Danemark	389	390	375	350	360
France	**431**	**401**	**391**	**381**	**373**
Grèce	341	300	311	303	294
Irlande	...	708	977	673	651
Italie	...	279	221	210	210
Luxembourg	552	559	526	507	496
Pays-Bas	435	424	412	412	399
Royaume-Uni	...	729	722	709	704
Espagne	305	296	279	270	262
Portugal	417	390	368	358	352
Suède	...	373	352	351	348
Japon	...	638	633	...	606

TABLEAU D.03-7

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1993

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	Dont temps plein	**Total (1)**	Dont temps plein	**Total**	**Dont temps plein**
Médecins et biologistes (y compris médecins occasionnels) [2]	**74.817**	30.121	**62.852**	14.156	**137.669**	**44.277**
Internes et étudiants(3)	**33.809**	...	**3.582**	...	**37.391**	...
Personnel d'administration, personnel de direction, personnel des écoles para-médicales	**74.618**	60.780	**33.350**	26.556	**107.968**	**87.336**
Personnel soignant et éducatif	**463.237**	401.564	**150.164**	122.299	**613.401**	**523.863**
dont : Sages-femmes (4)	**6.199**	4.938	**3.174**	2.434	**9.373**	**7.372**
Personnel encadrement infirmier	**23.654**	22.586	**6.075**	5.624	**29.729**	**28.210**
Infirmiers (5)	**168.823**	140.487	**53.539**	43.396	**222.362**	**183.883**
Masseurs kinésithérapeutes	**5.518**	3.566	**5.594**	2.874	**11.112**	**6.440**
Aides-soignants (6)	**150.487**	133.689	**42.788**	37.402	**193.075**	**171.091**
Agents des services hospitaliers (7)	**84.032**	77.688	**24.854**	21.476	**108.886**	**99.164**
Personnel médico-technique	**32.843**	26.808	**8.818**	5.613	**41.661**	**32.421**
Pharmaciens (8)	**587**	68	**1.680**	220	**2.267**	**288**
Personnel des services de pharmacie	**3.734**	3.179	**1.191**	722	**4.925**	**3.901**
Personnel des services de laboratoire	**16.943**	13.400	**2.469**	1.838	**19.412**	**15.238**
Personnel des services d'électroradiologie	**11.032**	9.714	**2.939**	2.391	**13.971**	**12.105**
Autre personnel médico-technique	**547**	447	**539**	442	**1.087**	**899**
Personnel technique, informatique, et ouvriers	**94.342**	88.954	**45.802**	38.907	**140.144**	**127.861**
Total des personnels	**773.666**	**608.227**	**304.568**	**207.531**	**1.078.234**	**815.758**

(1) Y compris bénévoles et libéraux dans les cliniques privées.
(2) Médecins occasionnels : médecins libéraux autorisés à excercer dans les hôpitaux locaux pour le secteur public et médecins appelés à titre exceptionnel dans les établissements pour le secteur privé.
(3) Etudiants des DCEM 3 et DCEM 4.
(4) Non compris le personnel des écoles.
(5) Toutes spécialités confondues, y compris les étudiants en médecine rémunérés sur des postes d'infirmiers et les infirmiers psychiatriques, non compris les personnels des écoles ainsi que les élèves.
(6) Non compris les élèves.
(7) Non compris les autres emplois secondaires des services médicaux.
(8) Pharmaciens n'ayant pas opté pour le statut des praticiens hospitaliers.

TABLEAU D.03-8

Quelques professions sociales par secteur d'activité

France entière

Situation au 1er janvier 1993

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

	Éducateur spécialisé	Moniteur éducateur	Éducateur de jeune enfant	Éducateur technique spécialisé	Éducateur technique	Aide médico-psychologique	Animateur socio-culturel
Hôpitaux	2.877	1.103	954	130	357	959	257
Établissements sociaux (1) et d'hébergement pour personnes âgées	35.474	16.227	1.668	11.914	2.679	11.148	2.177
DDASS (2), État et départements (3)	2.952	56	—	—	—	—	—

(1) Etablissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté au 1er janvier 1992.
(2) DDASS : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
(3) Y compris les services conventionnés.

TABLEAU D.03-9

Établissements d'hospitalisation

Équipement par catégorie d'établissements

Situation au 1er janvier 1993

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Catégorie d'établissement	Etablissements (1) ou entités juridiques	Lits en hospitalisation complète	Lits d'héber-gement	Places en hospitalisation de jour	**Total des lits ou places**
Public					
Centre hospitalier régional	29	94.181	4.822	5.005	**104.008**
Centre hospitalier (2)	489	170.992	61.240	6.479	**238.711**
Hôpital local	314	19.412	30.395	—	**49.807**
Centre de moyen et long séjour	125	14.315	8.335	—	**82.650**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	96	48.644	687	13.218	**62.549**
Autres établissements	4	757	269	—	**1.026**
Total public	**1.057**	**348.301**	**105.748**	**24.702**	**478.751**
Privé					
Etablissement de soins aigus	1.269	110.048	393	1.482	111.923
Maison d'enfants à caractère sanitaire	105	6.351	79	172	6.602
Etablissement de moyen et/ou long séjour	736	49.095	921	1.973	51.989
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	27	11.914	—	2.243	14.157
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales	306	14.317	—	3.101	17.418
Traitements et soins à domicile, dialyse ambulatoire	310	48	—	—	48
Total privé	**2.753**	**191.773**	**1.393**	**8.971**	**202.137**
Total public et privé	**3.810**	**540.074**	**107.141**	**33.673**	**680.888**
Hébergement et long séjour pour personnes âgées					
Hébergement					
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	854	///	///	///	103.774
Hospices et maisons de retraite publics (3)	1.428	///	///	///	108.063
Hospices et maisons de retraite privés (3)	3.036	///	///	///	162.196
Logements-foyers	2.721	///	///	///	148.422
Autres établissements autonomes	196	///	///	///	4.416
Etablissements d'hospitalisation privés	8	///	///	///	416
Total	**8.243**	///	///	///	**527.287**
Long séjour					
Hôpitaux publics	786	///	///	///	68.277
Etablissements d'hospitalisation privés	95	///	///	///	5.495
Hospices et maisons de retraite publics	—	///	///	///	80
Hospices et maisons de retraite privés	—	///	///	///	—
Total	...	///	///	///	**73.852**
Etablissements pour handicapés au 1er janvier 1992					
Etablissements pour l'enfance et la jeunesse handicapées	1.934	///	///	///	**116.251**
Services à domicile ou ambulatoires pour handicapés enfants	1.033	///	///	///	**111.236**
Etablissements et services d'hébergement pour handicapés adultes	1.897	///	///	///	**63.707**
dont : Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	1.093	///	///	///	**34.962**
Etablissements et services de travail pour handicapés adultes	1.379	///	///	///	**82.823**
Centres d'aide par le travail	1.111	///	///	///	**73.010**
Ateliers protégés	268	///	///	///	**9.813**

(1) On recense des entités juridiques pour le secteur public et les hôpitaux privés faisant fonction de publics et des établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(2) A partir de 1990 , la catégorie «centre hospitalier» regroupe les anciennes catégories «centre hospitalier» et «hôpital».
(3) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour les personnes âgées.

TABLEAU D.03-10

Nombre de places pour l'accueil des jeunes enfants.

Situation au 31 décembre.

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Crèches collectives	100.700	107.000	112.400	*r* 115.800	122.200	126.600
Crèches familiales	56.900	58.900	61.500	66.000	65.900	65.600
Jardins d'enfants	12.200	12.100	12.300	12.000	11.700	11.800
Haltes-garderies	47.100	50.600	52.900	55.700	58.400	59.900
Assistantes maternelles agréées à la journée (1)	—	—	246.000	250.500	e 340.000	403.000

(1) Non compris l'aide sociale à l'enfance et les crèches familiales.

TABLEAU D.03-11

Equipement et activité des établissements hospitaliers.

Situation au 1er janvier 1993

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

	Public	Privé	Total
Lits installés			
Médecine et spécialités médicales (1)	102.393	31.248	**133.641**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	58.818	63.750	**122.568**
Gynécologie , obstétrique	16.628	11.881	**28.509**
Total court séjour	**177.839**	**106.879**	**284.718**
Soins de suite et de réadaptation	40.647	52.958	**93.605**
Soins de longue durée	68.277	5.495	**73.772**
Lutte contre les maladies mentales et les toxicomanies	61.538	26.441	**87.979**
Total	**348.301**	**191.773**	**540.074**
Entrées			
Médecine et spécialités médicales (1)	3.952.218	1.009.977	**4.962.195**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	2.370.611	3.551.760	**5.922.371**
Gynécologie , obstétrique	757.839	537.977	**1.295.816**
Total court séjour	**7.080.668**	**5.099.714**	**12.180.382**
Soins de suite et de réadaptation	332.130	423.479	**755.609**
Soins de longue durée	49.719	3.720	**53.439**
Lutte contre les maladies mentales et les toxicomanies	368.874	161.001	**529.875**
Total	**7.831.391**	**5.687.914**	**13.519.305**

(1) La discipline médecine intègre désormais la lutte contre le cancer qui n'apparait plus en tant que telle.

TABLEAU D.03-12

Etablissements pour handicapés

France entière

Au 31 décembre

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

	Nombre d'établissements			Nombre de places		
	1987	1989	1991	1987	1989	*r* 1991
Etablissement pour enfants déficients mentaux et polyhandicapés	1.279	1.308	1.276	82.772	82.959	80.295
Etablissement pour enfants atteints de troubles de la conduite et du comportement	265	265	266	13.282	13.466	13.715
Etablissement pour enfants déficients moteurs	128	124	123	8.119	7.491	7.439
Etablissement pour enfants déficients sensoriels	144	152	151	12.241	12.430	12.227
Etablissement et service d'hébergement pour enfants handicapés	72	89	92	1.677	2.068	2.143
Etablissement expérimental en faveur de l'enfance handicapée	22	31	26	354	354	432
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1.910**	**1.969**	**1.934**	**118.445**	**118.768**	**116.251**
Centre médico-psycho-pédagogique	514	515	538	///	88.001	90.321
Centre d'action médico-sociale précoce	135	170	182	///	10.730	13.137
Service de soins et d'éducation spécialisée à domicile	180	246	313	4.801	6.020	7.778
Total des services à domicile ou ambulatoires pour enfants handicapés	**829**	**931**	**1.033**	///	**104.751**	**111.236**
Foyer d'hébergement pour handicapés adultes	935	1.018	1.093	30.884	32.816	34.962
Centre de placement familial pour adultes handicapés	9	9	12	427	465	521
Maison d'accueil spécialisée	118	164	189	4.711	6.322	7.519
Foyer de vie pour handicapés	345	471	603	13.715	17.428	20.705
Total des établissements et services d'hébergement pour adultes handicapés	**1.407**	**1.662**	**1.897**	**49.737**	**57.031**	**63.707**
Centre d'aide par le travail (CAT)	990	1.060	1.111	64.362	68.513	73.010
Atelier protégé et centre de distribution de travail à domicile	143	186	268	6.610	8.015	9.813
Centre de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	78	80	83	9.014	9.373	9.429
Autre établissement de réinsertion professionnelle pour handicapés adultes	8	15	8	131	357	233
Equipe de préparation et de suite du reclassement	13	16	18	—	—	—
Etablissement expérimental en faveur des adultes handicapés	42	95	193	955	1.595	...
Total des établissements de rééducation et de réinsertion pour adultes handicapés	**1.274**	**1.452**	**1.681**	**81.072**	**87.853**	**92.485**

TABLEAU D.03-13

Nouveaux cas des affections de longue durée

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Nature de l'affection	1989	1990	1991	1992	1993
Tuberculose évolutive	8.098	8.851	8.473	7.221	6.917
Lèpre	214	106	89	93	103
Bilharziose compliquée	39	80	74	51	40
Tumeurs malignes	128.496	143.262	143.109	126.499	124.736
Diabète	60.194	60.848	59.403	50.928	50.282
Hémophilie	421	400	386	343	361
Maladies mentales	102.268	102.523	82.031	88.585	84.726
Accident vasculaire cérébral	26.149	26.393	29.122	19.932	18.569
Sclérose en plaques	2.867	2.525	2.569	2.401	2.390
Maladie de Parkinson	5.253	6.282	6.630	4.578	4.480
Paraplégie	4.927	4.205	2.030	3.640	3.380
Infarctus aigu du myocarde	13.957	13.848	15.081	12.189	11.723
Hypertension artérielle	46.289	52.644	51.683	37.387	35.234
Néphropathie chronique grave	5.160	4.816	4.614	3.980	3.827
Spondylarthrite ankylosante	2.344	2.430	2.538	2.318	2.213
Polyarthrite chronique évolutive	8.160	8.453	8.394	7.299	6.790
Troubles neuro-musculaires	5.484	5.481	2.392	4.831	4.830
Mucoviscidose	303	263	252	223	205
Artériopathies chroniques évolutives	65.196	65.920	62.141	48.547	45.576
Cardiopathie congénitale	31.555	34.677	31.426	27.884	26.998
Insuffisance respiratoire	22.238	23.615	12.321	19.208	18.064
Aplasie médullaire	999	1.123	586	1.021	994
Cirrhose du foie décompensée	8.526	9.662	10.119	9.192	10.189
Déficit immunitaire primitif	866	...	...	252	304
Syndrome immunitaire acquis	4.791	7.319	9.180	8.914	12.076
Hémoglobinopathies homozygotes	673	566	564	563	502
Maladies métaboliques héréditaires	3.171	3.600	1.241	3.266	3.214
Périarthrite	2.050	2.130	2.095	1.974	1.929
Rectocolites hémorragiques	4.398	4.574	4.896	4.966	5.185
Scoliose structurée évolutive	2.641	2.674	2.886	2.350	2.310
Suite de transplantation d'organes	281	242	203	154	126
Total	**568.008**	**599.512**	**556.528**	**500.789**	**488.273**

TABLEAU D.03-14

Nombre de décès selon la cause et le sexe

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	1990			1991			1992		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Maladies infectieuses et parasitaires	**9.674**	**5.784**	**3.890**	**10.475**	**6.435**	**4.040**	**11.160**	**6.857**	**4.303**
Tumeurs	**141.831**	**86.166**	**55.665**	**143.267**	**86.998**	**56.269**	**144.475**	**87.716**	**56.759**
dont : Tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx	**5.537**	4.865	672	**5.390**	4.745	645	**5.501**	4.762	739
Tumeurs malignes de l'oesophage	**5.016**	4.311	705	**4.843**	4.198	645	**4.803**	4.142	661
Tumeurs malignes de l'estomac	**6.798**	3.962	2.836	**6.471**	3.839	2.632	**6.315**	3.709	2.606
Tumeurs malignes de l'intestin	**15.760**	8.035	7.725	**16.080**	8.364	7.716	**16.324**	8.448	7.876
Tumeurs malignes autres parties, appareil digestif et péritoine	**10.768**	6.539	4.229	**11.013**	6.767	4.246	**11.288**	7.079	4.209
Tumeurs malignes de la trachée, des bronches et du poumon	**21.617**	18.805	2.812	**22.322**	19.284	3.038	**22.635**	19.580	3.055
Tumeurs malignes du sein	**10.302**	129	10.173	**10.435**	121	10.314	**10.532**	97	10.435
Tumeurs malignes de l'utérus	**3.139**	///	3.139	**3.193**	///	3.193	**3.102**	///	3.102
Tumeurs malignes de la prostate	**9.211**	9.211	///	**9.165**	9.165	///	**9.129**	9.129	///
Leucémies	**4.747**	2.515	2.232	**4.693**	2.537	2.156	**4.607**	2.514	2.093
Maladies endocriniennes	**13.333**	**5.042**	**8.291**	**13.263**	**5.064**	**8.199**	**13.029**	**4.894**	**8.135**
dont : Diabète	**6.472**	2.545	3.927	**6.326**	2.554	3.772	**6.032**	2.431	3.601
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2.570**	**1.193**	**1.377**	**2.589**	**1.149**	**1.440**	**2.472**	**1.177**	**1.295**
Troubles mentaux	**12.912**	**5.485**	**7.427**	**12.544**	**5.402**	**7.142**	**12.194**	**5.204**	**6.990**
dont : Psychose alcoolique et alcoolisme	**2.821**	2.258	563	**2.635**	2.116	519	**2.496**	1.996	500
Maladies du système nerveux, des organes des sens	**11.293**	**5.419**	**5.874**	**11.104**	**5.293**	**5.811**	**11.220**	**5.354**	**5.866**
Maladies de l'appareil circulatoire	**174.544**	**79.357**	**95.187**	**175.681**	**80.023**	**95.658**	**171.073**	**78.112**	**92.961**
dont : Cardiopathies ischémiques	**49.288**	26.724	22.564	**49.485**	26.974	22.511	**48.094**	26.297	21.797
Maladies vasculaires cérébrales	**48.528**	19.718	28.810	**48.555**	19.798	28.757	**46.217**	18.908	27.309
Maladies de l'appareil respiratoire	**38.086**	**19.800**	**18.286**	**36.015**	**19.179**	**16.836**	**37.772**	**19.741**	**18.031**
Maladies de l'appareil digestif	**27.082**	**14.486**	**12.596**	**26.646**	**13.986**	**12.660**	**26.091**	**13.739**	**12.352**
dont : Cirrhose alcoolique ou sans précision du foie	**9.641**	6.725	2.916	**9.275**	6.409	2.866	**8.671**	6.070	2.601
Maladies des organes génito-urinaires	**7.178**	**3.615**	**3.563**	**7.220**	**3.600**	**3.620**	**6.881**	**3.504**	**3.377**
Complications grossesse-accouchement	**79**	///	**79**	**90**	///	**90**	**96**	///	**96**
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	**2.100**	**638**	**1.462**	**2.158**	**594**	**1.564**	**2.303**	**683**	**1.620**
Maladies du système ostéo-articulaire	**2.551**	816	1.735	**2.635**	853	1.782	**2.399**	763	1.636
Anomalies congénitales	**1.819**	**975**	**844**	**1.749**	**935**	**814**	**1.522**	**834**	**688**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1.427**	**829**	**598**	**1.365**	**788**	**577**	**1.221**	**732**	**489**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	**31.468**	**14.020**	**17.448**	**30.678**	**13.868**	**16.810**	**31.091**	**13.936**	**17.155**
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	**48.254**	23.039	19.215	**47.206**	28.393	18.813	**46.531**	28.260	18.271
dont : Accidents de la circulation	**10.071**	7.368	2.703	**9.477**	6.950	2.527	**8.820**	6.467	2.353
Suicides	**11.403**	8.178	3.225	**11.502**	8.221	3.281	**11.644**	8.442	3.202
Total (toutes causes)	**526.201**	**272.664**	**253.537**	**524.685**	**272.560**	**252.125**	**521.530**	**271.506**	**250.024**

TABLEAU D.03-15

Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic

Année 1993

France entière

Source : Ministères de la Santé publique et de l'Assurance-maladie, de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion, de la Solidarité entre les générations (SESI)

Groupes de transmission	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993
Homo-bisexuels	1.845	2.073	2.113	2.174	1.826
%	48,9	48,8	46,8	44,6	39,7
Toxicomanes	890	1.059	1.190	1.262	1.265
%	23,6	24,9	26,4	25,9	27,5
Homo-bisexuels et toxicomanes	76	52	58	53	37
%	2,0	1,2	1,3	1,1	0,8
Hémophiles et troubles de la coagulation	73	40	61	56	41
%	1,9	0,9	1,4	1,1	0,9
Hétérosexuels	428	485	550	649	719
%	11,3	11,4	12,2	13,3	15,6
Transfusés	221	187	160	169	139
%	5,9	4,4	3,5	3,5	3,0
Transmissions materno-foetale	56	58	52	40	31
%	1,5	1,4	1,2	0,8	0,7
Inconnus	185	297	328	471	547
%	4,9	7,0	7,3	9,7	11,9
Total	**3.774**	**4.251**	**4.512**	**4.874**	**4.605**
%	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Cumul des cas depuis 1978	**11.265**	**15.516**	**20.028**	**24.902**	**29.507**

TABLEAU D.03-16

Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	1990			1991			1992		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Maladies infectieuses et parasitaires	51	37	**88**	51	45	**96**	69	43	**112**
dont : Maladies infectieuses intestinales	16	10	**26**	20	15	**35**	26	12	**38**
Infections à méningocoques	3	1	**4**	3	1	**4**	1	1	**2**
Septicémie	13	4	**17**	16	5	**21**	10	5	**15**
Sida et infections par le V.I.H	5	6	**11**	4	5	**9**	4	5	**9**
Tumeurs	25	15	**40**	18	18	**36**	26	21	**47**
dont : Tumeurs malignes des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	5	5	**10**	5	6	**11**	6	5	**11**
Maladies endocriniennes, de la nutrition, du métabolisme et troubles immunitaires	41	32	**73**	50	28	**78**	47	30	**77**
dont : Maladies des glandes endocrines	1	1	**2**	3	2	**5**	4	1	**5**
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	11	8	**19**	6	4	**10**	4	5	**9**
dont : Anomalies de la coagulation	5	3	**8**	2	1	**3**	1	2	**3**
Maladies du système nerveux et des organes des sens	81	60	**141**	85	72	**157**	106	70	**176**
dont : Méningite, encéphalite, myélite et encéphalo-myélite	32	19	**51**	24	23	**47**	24	17	**41**
Maladies de l'appareil circulatoire	49	39	**88**	40	41	**81**	38	35	**73**
Maladies de l'appareil respiratoire	68	48	**116**	77	56	**133**	77	50	**127**
dont : Affections aigües des voies respiratoires	33	17	**50**	46	30	**76**	38	21	**59**
Pneumonie et grippe	22	20	**42**	12	17	**29**	23	18	**41**
Maladies de l'appareil digestif	37	19	**56**	30	19	**49**	26	20	**46**
Maladies des organes génito-urinaires	4	5	**9**	12	4	**16**	8	4	**12**
Anomalies congénitales	620	512	**1.132**	576	460	**1.036**	536	393	**929**
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	89	62	**151**	62	52	**114**	62	49	**111**
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	351	280	**631**	322	274	**596**	311	209	**520**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	823	595	**1.418**	780	577	**1.357**	731	489	**1.220**
dont : Prématurité	60	39	**99**	43	29	**72**	46	19	**65**
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	136	111	**247**	118	115	**233**	119	83	**202**
Syndrome de détresse respiratoire	171	105	**276**	162	68	**230**	137	88	**225**
Autres affections respiratoires du nouveau-né	155	109	**264**	155	119	**274**	135	85	**220**
Infections spécifiques de la période périnatale	92	71	**163**	75	59	**134**	69	37	**106**
Hémorragie néonatale	65	46	**111**	91	58	**149**	79	62	**141**
Symptômes, signes et états morbides mal définis (1)	1.285	818	**2.103**	1.346	833	**2.179**	1.197	777	**1.974**
dont : Syndrôme de la mort subite chez le nourisson	869	500	**1.369**	943	521	**1.464**	828	463	**1.291**
Autres causes et causes inconnues ou non précisées (1)	367	287	**654**	363	295	**658**	321	292	**613**
Traumatismes et empoisonnements	189	127	**316**	170	112	**282**	147	126	**273**
dont : Accidents de la circulation	18	18	**36**	15	14	**29**	15	11	**26**
Aspiration ou indigestion de produits alimentaires provoquant obstruction des voies respiratoires ou suffocation	118	65	**183**	100	59	**159**	83	70	**153**
Total	**3.284**	**2.315**	**5.599**	3.242	2.269	**5.511**	3.012	2.063	**5.075**

(1) Dont 585 faux morts-nés qui ne donnent pas lieu à l'établissement d'un certificat médical de décés.

TABLEAU D.03-17

Causes médicales de décès dans les départements d'Outre-mer

Année 1991

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	694	32,4	113	20,3	750	34,4	1.068	31,5
Tumeurs	454	21,2	66	11,9	471	21,6	583	17,2
Traumatismes et empoisonnements	277	12,9	116	20,9	194	8,9	429	12,6
Maladies de l'appareil digestif	116	5,4	12	2,2	99	4,5	230	6,8
Maladies de l'appareil respiratoire	88	4,1	25	4,5	93	4,3	283	8,3
Maladies endocriniennes	97	4,5	22	4,0	112	5,1	142	4,2
Troubles mentaux	50	2,3	13	2,3	55	2,5	151	4,4
Maladies infectieuses	82	3,8	63	11,3	98	4,5	72	2,1
Autres	283	13,2	126	22,7	309	14,2	437	12,9
Total	**2.141**	**100,0**	**556**	**100,0**	**2.181**	**100,0**	**3.395**	**100,0**

E

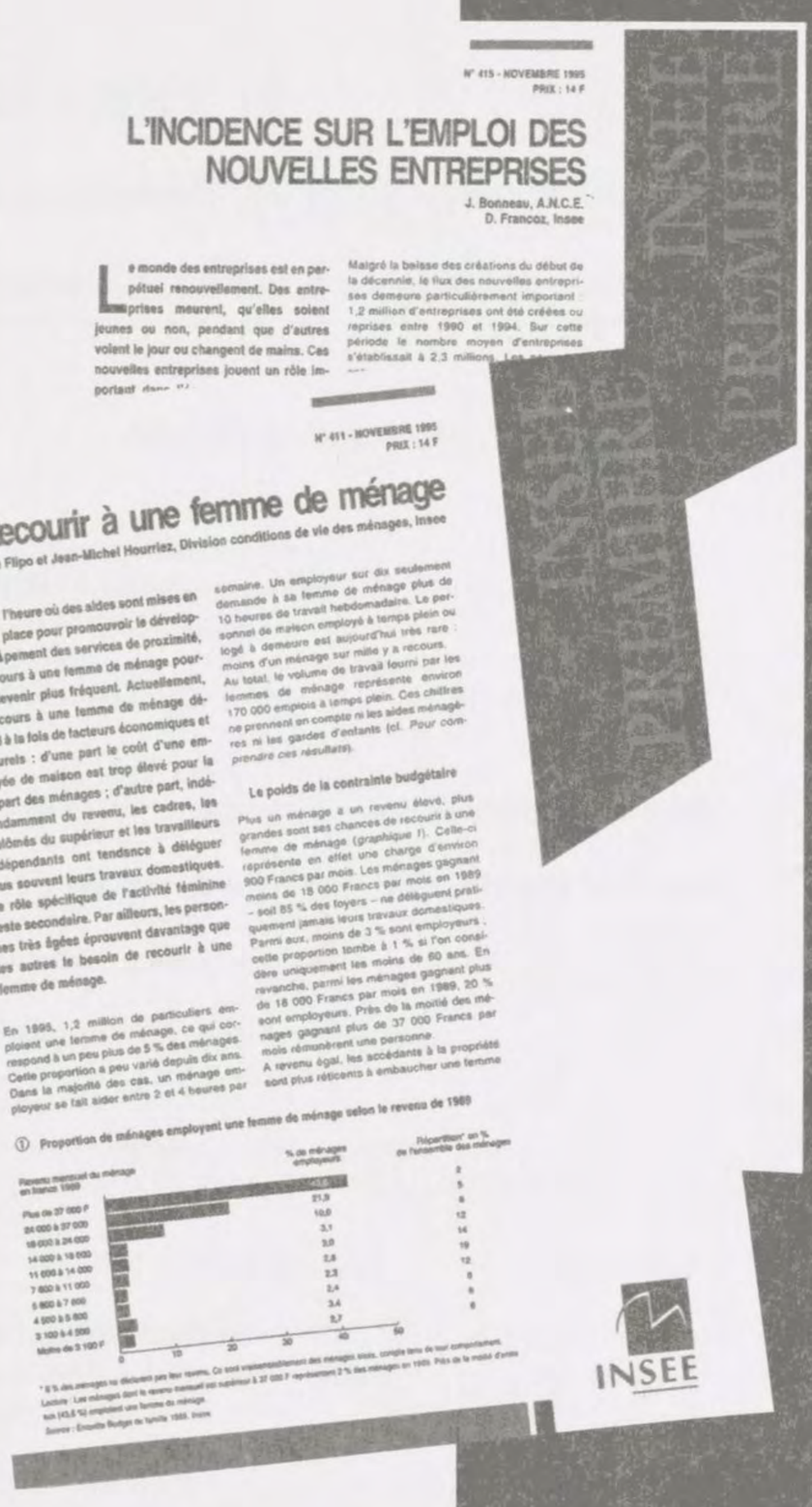
Communication, culture et loisirs

L'INSEE vous informe
24 h sur 24 :
pour toute la France,
le 36 68 07 60*
indices, informations,
adresses utiles

* 2,23 FF la minute

LES PÉRIODIQUES DE L'INSEE

LE 4 PAGES D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES



Quelques titres parus :

- Les bas niveaux de vie
- De l'école à l'emploi
- L'éventail des salaires par profession
- Les enfants d'immigrés
- Le profil du créateur influence la survie de l'entreprise
- Les comptes de la Nation
- Trente ans d'échanges agro-alimentaires français
- Le mariage en déclin, la vie de couple aussi
- L'endettement domestique des ménages
- La présidentielle à contre-jour : abstentionnistes et non-inscrits
- Les bouleversements du marché de la micro-informatique
- Les inégalités devant l'école
- L'équipement des villes
- La vente par correspondance

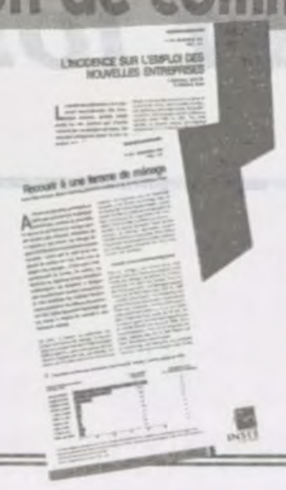
CREATONE

INSEE PREMIÈRE, c'est ...

... chaque semaine les analyses et les commentaires des experts de l'INSEE en avant-première sur votre bureau !

Abonnement 1 an, 60 numéros : 485 FF*
France : 485 FF* - Etranger : 606 FF* - Etranger par avion : 770 FF*
**Tarifs applicables du 1er janvier au 31 décembre 1996*

Bon de commande à retourner au CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX 01



INSEE PREMIÈRE

❑ je souhaite m'abonner à "INSEE PREMIÈRE", 1 an : 60 numéros
France : 485FF* - Etranger : 606FF* - Etranger par avion : 770 FF* - ** tarifs applicables du 1er janvier au 31 décembre 1996*

❑ ci-joint un chèque d'un montant de ..... FF, à l'ordre de l'INSEE

Société ..... Tél. .....
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....

INSEE

Chapitre E.01

Communication

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Chiffres clés de la presse éditeur.
2. Chiffres clés par type de presse.
3. La presse éditeur par type de presse et périodicité.
4. Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires.
5. Nombre de téléviseurs recensés.
6. Recettes du service public de la communication audiovisuelle.
7. Dépenses publicitaires des entreprises.
8. Évolution des genres de programme par chaîne.
9. Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France.
10. Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale.
11. Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.
12. Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du service juridique et technique de l'information et de la communication.

1. MÉTHODOLOGIE

Pour la presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le Service juridique et technique de l'information et de la communication (SJTIC) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM-TOM), ainsi qu'à partir des déclarations de tirage envoyées à ce service par les imprimeurs en application de l'arrêté ministériel du 9 août 1950.

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par type de presse, les tirages, les pourcentages de diffusion, les chiffres d'affaires et les consommations de papier, est limité aux titres de la presse éditeur (1).

Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels, parution au moins mensuelle. Ces publications sont classées suivant cinq types : « presse nationale d'information générale et politique », « presse locale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « journaux gratuits d'annonces ».

Pour l'audiovisuel

Les informations concernant la durée d'écoute par individu sont établies par Médiamétrie sur la base d'un échantillon de population âgée de 15 ans et plus et selon des méthodologies différentes :

— pour la radio, elles résultent d'interviews assistées par ordinateur menées dans le cadre de quatre enquêtes annuelles.

— pour la télévision, elles sont fournies chaque mois à l'aide d'un système audiométrique donnant une mesure quantitative de l'audience des individus constituant un panel de 4.820 personnes.

2. DÉFINITIONS

Journaux gratuits d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

Presse locale d'information générale et politique

Publications dont le contenu répond aux mêmes principes que la catégorie précédente, mais comportant en outre des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie..., et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activités de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'œuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Culture.
— Ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'insertion professionnelle.
— Service juridique et technique de l'Information et de la communication (SJTIC) : bureau de la statistique.
— Sous-direction de la Communication audiovisuelle.
— Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).
— Télédiffusion de France.
— Radio-France.
— Radio-France internationale.
— Télévision française.
— France 2.

(1) Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1980.

— France 3.
— Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO).
— La Sept/Arté.
— La Cinquième.
— Société française de production et de création audiovisuelle (SFP).
— Service de la Redevance radio-télévision.
— Médiamétrie.
— Institut national de l'audiovisuel (INA).

Publications :

Tableaux statistiques de la Presse. Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France. Documentation française/SJTIC (Service juridique et technique de l'information et de la communication) [annuel].

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, mars 1994.

« Les comptes du petit écran », *INSEE-Première,* n° 358, janvier 1995.

* * *

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés de la presse éditeur

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	*p* 1994
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	24,11	26,26	27,52	27,94	29,12	29,98	31,65	32,93	33,65	34,14
Publicité	16,75	17,57	19,25	21,69	25,34	27,18	25,16	23,96	21,98	22,58
Total	**40,86**	**43,83**	**46,77**	**49,63**	**54,46**	**57,16**	**56,81**	**56,89**	**55,63**	**56,72**
Tirage total annuel (2) :										
Total	**7,80**	**8,05**	**8,03**	**7,92**	**7,99**	**8,08**	**8,12**	**8,28**	**8,17**	**8,35**
Hors gratuits d'annonces	6,33	6,56	6,51	6,43	6,43	6,42	6,45	6,57	6,40	6,48
Diffusion totale annuelle (2) :										
Total	**6,61**	**6,85**	**6,84**	**6,74**	**6,83**	**6,93**	**6,91**	**7,05**	**7,01**	**7,15**
Hors gratuits d'annonces	5,21	5,35	5,31	5,25	5,26	5,27	5,25	5,33	5,23	5,28
Consommation de papier (3)	1.162	1.205	1.218	1.298	1.384	1.396	1.377	1.321	1.298	...
Charges de fabrication (1) (4)	14,18	15,14	15,89	16,22	17,18	17,52	16,65	*r* 15,91	15,09	...

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

Chiffres clés par type de presse

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	1982	1990	Evolution en %	1991	Evolution en %	1992	Evolution en %	*r* 1993	Evolution en %	*p* 1994	Evolution en %
Presse nationale d'information générale et politique											
Chiffre d'affaires (1) :											
Ventes	3,43	5,30	3,5	5,56	5,1	5,83	4,8	5,98	2,6	5,98	—
Publicité	2,64	5,71	7,1	4,82	— 15,7	4,26	— 11,4	3,65	— 14,5	3,87	6,0
Total	**6,07**	**11,01**	**5,4**	**10,38**	**— 5,7**	**10,09**	**— 2,7**	**9,63**	**— 4,6**	**9,85**	**2,2**
Tirage total annuel (2)	1,21	1,09	— 0,6	1,08	— 0,9	1,06	— 1,9	1,03	— 2,6	1,06	3,0
Diffusion totale annuelle (2)	0,93	0,81	— 1,3	0,80	— 1,1	0,79	— 1,6	0,78	— 1,3	0,78	0,5
Consommation de papier (3)	...	294,20	0,6	284,60	— 3,5	262,70	— 7,7	238,00	— 9,4	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	3,12	— 1,8	2,93	— 6,2	2,73	—6,6	2,48	— 9,2	...	///
Presse locale d'information générale et politique											
Chiffre d'affaires (1) :											
Ventes	5,57	8,27	2,1	8,54	3,3	8,85	3,7	8,96	1,3	9,07	1,2
Publicité	4,10	6,91	4,7	6,51	— 5,8	6,15	— 5,5	5,88	— 4,5	6,21	5,6
Total	**9,67**	**15,18**	**3,2**	**15,05**	**— 0,9**	**15,00**	**— 0,3**	**14,84**	**— 1,1**	**15,28**	**2,9**
Tirage total annuel (2)	2,74	2,58	— 0,9	2,57	— 0,4	2,61	1,8	2,53	— 3,3	2,53	0,1
Diffusion totale annuelle (2)	2,43	2,31	— 0,6	2,29	— 0,7	2,32	1,5	2,26	— 2,9	2,27	0,4
Consommation de papier (3)	...	396,50	0,4	385,80	— 2,7	377,20	— 2,2	372,40	— 1,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	5,07	2,1	4,58	— 9,7	4,30	— 6,1	4,15	— 3,5	...	///
Presse spécialisée grand public											
Chiffre d'affaires (1) :											
Ventes	8,89	13,77	2,2	*r* 14,87	8,0	15,56	4,6	15,91	2,2	16,15	1,5
Publicité	3,50	6,25	7,5	5,94	— 4,9	5,99	0,9	5,43	— 9,4	5,49	1,2
Total	**12,39**	**20,02**	**3,7**	***r* 20,81**	**4,0**	**21,55**	**3,6**	**21,34**	**— 1,0**	**21,64**	**1,4**
Tirage total annuel (2)	2,18	2,39	0,7	2,45	2,6	2,57	4,7	2,52	— 1,6	2,58	2,1
Diffusion totale annuelle (2)	1,75	1,82	1,3	1,85	1,3	1,92	3,9	1,90	— 0,9	1,94	2,0
Consommation de papier (3)	...	492,90	1,0	495,00	0,4	488,00	— 1,3	494,00	1,2	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	6,16	0,5	6,11	— 0,8	6,15	0,6	5,82	— 5,4	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle											
Chiffre d'affaires (1) :											
Ventes	1,40	2,64	8,9	2,68	1,6	2,69	0,3	2,79	3,8	2,94	5,2
Publicité	1,94	4,46	8,3	4,18	— 6,4	3,78	— 9,4	3,29	— 12,9	3,23	— 1,9
Total	**3,34**	**7,10**	**8,5**	**6,86**	**— 3,4**	**6,47**	**— 5,6**	**6,08**	**— 6,0**	**6,17**	**1,4**
Tirage total annuel (2)	0,36	0,36	2,7	0,35	— 3,9	0,33	— 6,6	0,32	— 1,8	0,31	— 1,8
Diffusion totale annuelle (2)	0,32	0,33	1,0	0,31	— 5,9	0,30	— 3,3	0,29	— 1,5	0,30	1,0
Consommation de papier (3)	...	71,20	5,3	66,70	— 6,4	62,80	— 5,8	60,00	— 4,5	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	1,77	5,6	1,70	— 3,9	1,54	— 9,4	1,44	— 6,5	...	///
Presse gratuite d'annonces											
Chiffre d'affaires (1) :											
Total	**1,34**	**3,85**	**11,1**	**3,71**	**— 3,7**	**3,78**	**2,0**	**3,73**	**—1,3**	**3,78**	**1,3**
Diffusion totale annuelle (2)	1,51	1,66	5,8	1,67	0,4	1,71	2,8	1,77	3,4	1,87	5,4
Consommation de papier (3)	...	141,70	0,2	144,60	2,1	129,90	— 10,2	133,90	3,1	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	1,40	12,9	1,33	— 4,9	1,19	— 11,1	1,19	0,4	...	///

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-3

La presse éditeur par type de presse et périodicité

Année 1993

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	Nombre de titres	Dont quotidiens	Dont hebdo-madaires	Dont mensuels	(1) Diffusion totale annuelle	(1) Chiffre d'affaires Total
Presse nationale d'information générale et politique	**76**	**9**	**32**	**19**	**779.031**	**9.629.769**
Information générale et politique	24	9	5	6	569.666	**5.953.660**
Presse d'opinion	39	—	17	10	39.803	**442.291**
Magazine	13	—	10	3	169.562	**3.233.818**
Presse locale d'information générale et politique	**409**	**66**	**290**	**18**	**2.258.469**	**14.839.615**
Information générale et politique	313	66	219	7	2.227.115	**14.454.932**
Magazine	26	—	1	11	2.572	**29.597**
Annonces judiciaires et légales	70	—	70	—	28.783	**355.085**
Presse spécialisée grand public	**937**	**4**	**91**	**494**	**1.897.907**	**21.340.183**
Journaux d'annonces	39	—	7	22	16.949	**654.136**
Presse culturelle	48	—	—	31	27.774	**522.011**
Maison et décoration	34	—	1	13	38.140	**800.101**
Economie	16	2	6	6	89.053	**1.221.246**
Presse féminine	77	—	9	31	329.004	**4.003.536**
Presse des jeunes	87	—	7	56	92.079	**1.381.658**
Loisirs	411	—	5	210	142.963	**3.009.603**
Sport	116	2	22	68	282.935	**2.670.761**
Science et technique	12	—	—	10	13.110	**320.514**
Télévision-Spectacle	28	—	24	4	631.149	**4.291.897**
Sensation-Evasion	33	—	8	18	154.747	**1.304.359**
Famille-Société	36	—	2	25	80.003	**1.160.362**
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1.271**	**10**	**157**	**587**	**293.969**	**6.087.255**
Presse agricole	150	—	68	64	65.025	**624.357**
Bâtiment-travaux publics	55	—	4	28	9.829	**457.379**
Commerce	69	—	3	46	7.457	**322.954**
Presse médicale	315	3	23	133	90.676	**1.189.695**
Biens d'équipements	44	—	4	21	5.991	**176.062**
Finances-activité boursière	21	3	3	5	3.864	**130.709**
Agro-alimentaire	42	1	6	23	6.362	**105.301**
Biens intermédiaires	36	—	1	22	1.049	**90.633**
Locations-Crédit-bail-Immobilier	13	—	—	10	1.641	**24.003**
Services marchands	296	2	32	152	83.858	**2.335.696**
Services non marchands	138	—	2	38	6.802	**195.089**
Production-Distribution d'énergie	11	—	—	7	301	**20.307**
Assurance	8	—	1	6	1.562	**44.723**
Transport et Télécommunication	25	1	5	13	5.772	**173.150**
Biens de consommation	48	—	5	19	3.780	**197.197**
Journaux gratuits d'annonces	**387**	**—**	**353**	**34**	**1.772.430**	**3.729.265**
Total	**3.080**	**89**	**923**	**1.152**	**7.001.807**	**55.626.086**

(1) Diffusion et chiffre d'affaires, en milliers de francs.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires

Année 1993

Source : Service juridique et technique de l'information et de la Communication

Unités : recettes et chiffre d'affaires : Milliers de francs
Diffusion : Milliers d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	**Chiffre d'affaires total**
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	**Diffusion totale**	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique	**541.562**	56,1	16,3	2,4	**74,8**	25,2	3.221.571	2.489.996	**5.711.567**
Presse locale d'information générale et politique ...	**2.103.899**	62,3	23,8	3,3	**89,4**	10,6	8.411.116	4.997.310	**13.408.426**
quotidiens du matin	**1.915.347**	60,8	25,3	3,4	**89,5**	10,5	7.514.195	4.612.299	**12.126.495**
quotidiens du soir	**13.268**	65,6	12,1	5,3	**83,1**	16,9	47.303	31.328	**78.631**
7e jour	**175.284**	78,3	8,9	1,8	**89,0**	11,0	849.617	353.683	**1.203.300**
Presse spécialisée grand public	**190.628**	58,0	10,2	3,0	**71,2**	28,8	1.063.270	309.330	**1.372.600**
Presse spécialisée, technique et professionnelle ...	**56.509**	0,1	61,8	35,9	**97,8**	2,2	120.051	388.776	**508.827**
Total	**2.892.598**	**59,6**	**21,8**	**3,6**	**85,0**	**15,0**	**12.816.008**	**8.185.412**	**21.001.420**

TABLEAU E.01-5

Nombre de téléviseurs recensés

Source : Service de la Redevance

	1982	1991	1992	1993	1994	1995
Nombre de comptes [en milliers] (1) :						
Télévision noir et blanc	7.682	2.001	1.687	1.347	1.074	860
Télévision couleur	8.815	17.491	18.001	18.487	18.830	19.233
Montant de la redevance de la télévision [en francs] (2)						
Télévision noir et blanc	280	364	373	390	405	430
Télévision couleur	424	566	580	606	631	670

(1) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne.
(2) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-6

Recettes du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service juridique et technique de l'Information et de la Communication

Unité : Million de francs

	1991	1992	1993	1994	1995
Redevance (2)	7.783,7	8.577,0	8.718,5	9.431,9	10.239,5
Concours du budget de l'Etat (3)	886,6	1.373,6	2.045,3	1.697,8	2.099,6
Services rendus aux administrations	44,2	60,5	42,8	36,1	27,6
Publicité	2.145,1	2.257,3	2.675,7	2.785,4	2.942,6
Parrainage	60,0	106,5	195,0	172,8	202,4
Autres ressources propres	656,4	572,2	624,0	763,5	828,2
Total	**11.576,0**	**12.947,1**	**14.301,3**	**14.887,5**	**16.339,9**

(1) Recettes des organismes suivants : de 1991 à 1994 INA, A2, FR, La Sept, RFO, Radio France et RFI. En 1995, INA, F2, F3, Sept/Arte, RFO, Radio France, RFI et la Cinquième.
(2) Exploitation et équipement.
(3) La compensation par le budget de l'Etat des exonérations de redevance a été prise en compte de la manière suivante : en 1991, ces crédits sont intégrés au produit de la redevance. A partir de 1992 ils sont inscrits sous la ligne «concours du budget de l'Etat». La compensation par le budget de l'Etat des exonérations de redevances s'est élevé à 117 MF en 1991, 362,6 MF en 1992, 370,8 MF en 1993, 1.216,7 MF en 1994 et 1.471,4 MF en 1995.

TABLEAU E.01-7

Dépenses publicitaires des entreprises

Source : Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP). *Unité :* Million de francs

	1980	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Télévision	2.127	4.625	11.460	12.600	13.364	14.309	14.450
Cinéma	220	475	375	409	311	320	272
Total	**2.347**	**5.100**	**11.835**	**13.009**	**13.675**	**14.629**	**14.722**
Indice	100	217,3	504,3	554,3	582,7	623,3	627,3

TABLEAU E.01-8

Évolution des genres de programme par chaîne

Source : Commission nationale de la Communication et des Libertés ou Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

	(1) 1989	(2) 1990	1991	1992	1993
Volume horaire (en heures)	**36.693**	**38.287**	**31.925**	**32.392**	**32.447**
Répartition en % :					
Information	14,00	14,06	13,73	12,04	12,23
Documentaire	13,56	14,34	16,01	16,70	17,57
Fiction	43,86	43,22	30,27	28,93	28,55
Musique et divertissement	16,10	15,82	19,27	18,85	18,05
Sport	4,46	4,28	4,45	5,60	4,07
Jeunesse	—	—	7,89	8,25	8,82
Autres émissions (3)	5,46	5,40	5,82	6,93	7,41
Autres éléments (4)	2,56	2,88	2,50	2,70	3,25

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, d'Antenne 2, de FR3, de la Cinq et de M6 ; la rubrique jeunesse est supprimée et les émissions qui concernent le public «jeunes» sont incluses dans les genres correspondants.
(2) A partir de 1990, La Cinq et M6 figurent en année civile.
(3) Emissions qui procèdent de conventions particulières avec des organismes extérieurs, y compris la publicité. Aucun chiffre n'a été publié pour la Cinq qui a cessé ses activités le 7 avril 1992.
(4) Interstices : déroulants, présentations, sonals («jingle»), bandes-annonces, indicatifs.

TABLEAU E.01-9

Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France (1)

Source : Radio-France *Unité :* heure

	1989	1990	1991	1992	1993
France-Inter GO (2)	8.552	8.869	8.705	8.582	8.554
France-Inter MF (2)	8.760	8.760	8.760	8.784	8.760
France-Culture MF	8.760	8.760	8.760	8.784	8.760
France-Musique MF	8.760	8.760	8.760	8.784	8.760
Radio-Bleue (3)	1.772	4.153	4.390	4.432	4.410
FIP MF Paris (4)	5.122	5.395	8.711	8.784	8.760
France-Info (5)	8.760	8.760	8.760	8.784	8.760
Stations décentralisées de Radio-France	335.006	413.303	413.349	414.998	(6) 422.970
Hector (7)	4.380	8.760	8.760	8.784	8.760
France Culture Europe, anciennement Victor, (7)	4.380	8.760	8.760	8.784	8.760

(1) Non compris les productions de Sorbonne, Radio-France et les émissions universitaires.
(2) Le programme de cette chaîne est diffusé 24 h sur 24 uniquement pour la MF. En GO le programme est diffusé 24h sur 24 sauf de 1h 05 à 4h58 le mardi.
(3) Le programme de Radio-Bleue est diffusé sur le réseau B d'ondes moyennes chaque jour de 7 h à 19h.
(4) FIP Paris est diffusé à Paris et dans la région parisienne en MF 24 h sur 24h et en OM de 7 h à 16 h (hiver) et 17 h (été).
(5) Le programme d'information continue « France-Info », mis en service le 1er juin 1987, est réalisé à la Maison de Radio-France à Paris et relayé dans un certain nombre de villes réparties sur l'ensemble du territoire français, il est diffusé 24 h sur 24 h. A fin 1992, 182 villes étaient desservies, 197 l'ont été fin 1993.
(6) Ce volume se décompose comme suit : Radios locales 344.130 heures, 8 FIP Régions : 70.080 heures. Les 8 FIP régionales (FIP Bordeaux, FIP Lille, FIP Metz, FIP Nantes, FIP Strasbourg, FIP Lyon, FIP Marseille, FIP Nice) diffusent en FM 24 h sur 24 le programme de FIP Paris accompagné d'informations pratiques et culturelles adaptées à la ville considérée.
(7) Ces programmmes (musical pour HECTOR - généraliste pour France Culture Europe), mis en service le 1 er juillet 1989, ont été diffusés toute l'année 24 h sur 24 sur satellite TDF1 et à compter du 15 septembre 1993 France Inter, France Info et France Culture Europe, soit un total de 7.776 heures sur le satellite Eutelsat.

TABLEAU E.01-10

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale — *Unité :* heure

	1989	1990	1991	1992	1993
ÉMISSIONS DESTINEES AUX AUDITEURS À L'ÉTRANGER					
Durée totale des émissions	**18.812**	**19.613**	**21.410**	**21.703**	**22.258**
En français	10.011	10.324	11.158	11.366	11.158
En anglais	912	912	912	912	1.095
En portugais lusophone	730	365	365	365	365
En portugais brésilien	730	730	730	730	730
En espagnol	2.190	2.190	2.190	2.190	2.190
En allemand	730	730	730	730	730
En polonais	821	821	821	821	821
En russe	730	730	730	730	730
En roumain	730	730	730	730	730
En créole	26	26	26	26	26
En serbo-croate	730	730	730	730	730
En arabe	365	515	730	730	730
En mandarin	107	540	730	730	730
En vietnamien	—	270	548	548	548
En persan	—	34	280	365	365
En albanais (1)	—	—	—	—	30
En laotien (2)	—	—	—	—	275
En cambodgien (2)	—	—	—	—	275
ÉMISSIONS SPÉCIFIQUES DESTINEES AUX AUDITEURS ÉTRANGERS EN FRANCE					
Durée totale des émissions (1)	558	530	560	554	(3) 79
ÉMISSIONS DE SERVICE POUR LES RADIOS AFRICAINES ET AUSTRALIENNES					
Durée totale des émissions	679	679	395	395	395
Programmes spécifiques distribués à des radiodiffuseurs étrangers					
Volume de production spécifique	743	970	966	737	709
Volume de multicopies distribuées aux radios partenaires	35.070	40.481	52.995	47.882	50.587
Programmes spécifiques destinés à une radio japonaise	100	100	100	100	100

(1) Du 01/06 au 31/12/1993.
(2) À compter du 01/04/1993.
(3) Suite à une réorganisation de l'activité dans ce domaine au 01/01/1993, les émissions en langues étrangères destinées aux auditeurs étrangers en France ont été fusionnées avec les émissions pour les auditeurs à l'étranger. RFI est par ailleurs fournisseur de programmes en français pour le compte de l'EPRA (agence sonore pour les radios communautaires en France).

TABLEAU E.01-11

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

Source : Service juridique et technique de l'Information et de la Communication (1)

	Part de marché en %					Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes				
	1990	1991	1992	1993	1994	1990	1991	1992	1993	1994
RADIODIFFUSION (2)	///	///	///	///	///	135	146	145	148	151
Stations de Radio-France	17,8	20,2	20,4	21,6	21,8	24	30	29	32	33
dont : France-Inter	8,2	8,9	8,8	9,2	9,8	11	13	13	14	15
France-Info	1,5	4,4	4,1	4,6	4,6	2	7	6	7	7
Stations périphériques (3)	38	34,7	33,2	///	///	51	50	48	///	///
dont : Europe 1	9,6	9,4	9,5	9,5	8,5	13	14	13	14	13
RTL	22,2	21,2	20,2	19,3	19,6	30	31	29	29	30
RMC	4,4	4,1	3,5	3,4	3,1	6	6	5	5	5
Radios locales privées (3)	38,5	39,9	41,3	///	///	52	58	61	///	///
dont : Europe 2	5,2	4,1	3,7	3,8	3,7	7	6	5	6	6
Fun Radio	3	3,4	4,7	4,6	6,7	4	5	7	7	10
Nostalgie	3,7	4,1	4,0	4,3	4,0	5	6	6	6	6
NRJ	8,1	8	7,8	7,8	6,9	11	12	11	12	11
Sky Rock	4,4	4,4	4	3,1	2,6	6	6	6	5	4
Autres stations [étrangères et non identifiées] (3)	5,7	5,2	5,1	///	///	8	8	7	///	///
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	///	///					
TELEVISION (2)	///	///	///	///	///	192	197	190	187	189
TF1	42,0	42,0	40,6	39,8	38,4	81	84	78	75	72
France 2	22,6	21,6	24,5	25,7	26,1	43	43	46	48	49
France 3	11,2	11,6	13,8	15,0	15,9	22	23	26	27	30
Canal +	4,2	4,5	5,0	4,9	4,6	8	9	10	9	9
La Cinq [Arte] (4)	11,3	10,7	///	1,0	1,0	22	22	///	1	1
M 6	7,1	7,9	10,1	11,0	11,1	14	16	19	20	22
Autres stations (5)	1,6	1,7	6,0	2,7	2,8	///	3	11	4	8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**					

(1) Chiffres calculés à partir des données de Médiamétrie depuis 1988.
(2) Cible : 15 ans et plus.
(3) Les données n'existent plus pour ces agrégats.
(4) L'audience d'Arte est distincte de celle des autres stations à partir de 1993.
(5) Compte tenu de l'arrêt des émissions de la Cinq le 7/4/1992, la part de marché et la durée d'écoute quotidienne par individu ont été intégrées pour l'année 1992 sous la rubrique «Autres stations». Y compris La Cinquième mise en service le 13/12/1994.

TABLEAU E.01-12

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Source : Centre National de la Cinématographie — *Unité :* Film

	1989	1990	(2) 1991	1992	1993
Chaînes non cryptées :					
TOTAL	**901**	**933**	**897**	**741**	**739**
TF 1	**170**	**170**	**234**	**170**	**170**
Français	**119**	**116**	**114**	**106**	**95**
Etrangers	51	54	120	64	75
France 2 (3)	**164**	**186**	**218**	**188**	**187**
Français	**101**	**104**	**102**	**93**	**102**
Etrangers	63	82	116	95	85
France 3 (3)	**192**	**193**	**215**	**192**	**190**
Français	**96**	**97**	**98**	**96**	**94**
Etrangers	96	96	117	96	96
La 5 (4)	**184**	**192**	///	///	///
Français	**96**	**102**	///	///	///
Etrangers	88	90	///	///	///
M 6	**191**	**192**	**230**	**191**	**192**
Français	**91**	**95**	**95**	**88**	**79**
Etrangers	100	97	135	103	113
Chaînes cryptées :					
TOTAL	**388**	**429**	**441**	**450**	**453**
Canal +	**388**	**429**	**441**	**450**	**453**
Français	**193**	**196**	**197**	**196**	**198**
Etrangers	195	233	244	254	255

(1) Ces chiffres concernent des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul.
(2) En 1991 chiffres établis par le CSA.
(3) Nouveau logo France 2 et France 3 à compter du 18 mars 1993
(4) Emissions interrompues depuis le 7 avril 1992.

Chapitre E.02

Culture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Protection des monuments historiques.
2. Répartition du patrimoine immobilier protégé.
3. Entrées dans les monuments historiques de l'État.
4. Entrées à la tour Eiffel.
5. Entrées dans les musées nationaux.
6. Expositions des musées nationaux.
7. Entrées dans les musées de la ville de Paris.
8. Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
9. Principales expositions du Centre Georges-Pompidou.
10. Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie.
11. Opérations de fouilles terrestres.
12. Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal.
13. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.
14. Production de livres par catégorie.
15. Chiffre d'affaires des maisons d'édition.
16. Bibliothèques municipales.
17. Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.
18. Ventes de phonogrammes.
19. Activités cinématographiques.
20. Panorama du cinéma mondial.
21. Activités de spectacles.
22. Élèves des établissements d'enseignement artistique.
23. Commerce extérieur des biens culturels.
24. Pratiques culturelles des Français.
25. Pratiques culturelles amateur.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture, département des études et de la prospective.

1. MÉTHODOLOGIE

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 32 conservatoires nationaux de région (CNR), des 104 écoles nationales de musique (ENM) et des écoles agréées (environ 225). Certains CNR et ENM proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique dont les effectifs (environ 1.700 élèves) ne sont pas repris dans le tableau.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

55 écoles d'art de statut national ou municipal (8 écoles nationales et 44 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux. Un enseignement péri- et post-scolaire est également assuré par ces écoles (environ 16.000 élèves concernés).

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture, perçoit le droit d'entrée d'environ 90 monuments appartenant à l'État ou dont elle est propriétaire.

Musées

Le terme de musée n'étant pas réglementé, il est difficile de les dénombrer avec exactitude. Une enquête a été menée en 1990 par le département des études et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale et de la Culture auprès de 3.900 établissements.

Phonogrammes - vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Pratiques culturelles des Français

Les données sur les pratiques culturelles des Français sont extraites des enquêtes portant sur ce thème réalisées par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture. L'échantillon de l'enquête portait sur 2.000 individus en 1973, 4.000 en 1981 et 5.000 en 1989.

Par ailleurs, en 1992, une enquête sur le cirque a permis de mettre à jour les taux de pratique des différents modes culturels.

Il ne faut pas oublier que, comme pour tout sondage, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'autovalorisation...

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent, elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1988 (INSEE) recense 4.708 communes ayant au moins une troupe de théâtre (y compris le théâtre amateur) et 2.732 communes équipées d'au moins une salle de spectacle.

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue, il s'agit des 5 théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 1994, il existe 33 centres dramatiques nationaux dont 6 centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ) et 61 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

2. DÉFINITIONS

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture délivre les autorisations de fouilles. Les interventions peuvent revêtir trois formes :

— la fouille programmée, organisée dans un but de recherche pure, en l'absence de toute menace sur le site concerné;
— le sauvetage;
— le sondage, opération limitée en étendue, destinée à reconnaître l'existence d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est un établissement public qui regroupe quatre éléments distincts : la Bibliothèque publique d'information (BPI), le Musée national d'art moderne (MNAM), l'Institut de recherche et de coordination acoustique - musique (IRCAM), le Centre de création industrielle (CCI).

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Centre national de la cinématographie.
— Ministère de la Culture, département des études et de la prospective.
— Syndicat national de l'édition.
— Syndicat national de l'édition phonographique.

Publications :

Ministère de la Culture :

Des chiffres pour la culture, La Documentation française, 1980.

Repères sur les monuments historiques protégés, La Documentation française, 1987.

Les pratiques culturelles des Français. Évolution 1973-1989, Olivier Donnat, Denis Cogneau, La Découverte, La Documentation française, 1990.

Nouvelle enquête sur les pratiques culturelles des Français en 1989, La Documentation française, 1990.

« Les musées français en 1988. Nature des collections et fréquentation », *Développement culturel,* n° 90, mars 1991.

Chiffres clés 1994, par Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 1994.

INSEE :

« Les pratiques de loisirs », *INSEE-Résultats,* série « Consommation-Modes de vie », n° 1, 1989.

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et Statistique,* INSEE, n° 233, juin 1990.

« Le cinéma des années quatre-vingt », *INSEE-Première,* n° 174, décembre 1991.

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, mars 1994.

« La dépense des ménages en programmes audiovisuels », *INSEE-Première,* n° 355, janvier 1995.

« L'année 1994 du cinéma », *INSEE-Première,* n° 379, juin 1995.

Autres organismes :

CNC Info, Centre national de la cinématographie, bimestriel.

L'édition de livres en France, Statistiques. Syndicat national de l'édition. Annuel.

* * *

TABLEAU E.02-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture

	1992	1993	1994
Monuments protégés :			
classés	13.200	13.365	...
inscrits	24.056	24.444	...
Total	37.256	37.809	...
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :			
Classements	180	166	184
Inscriptions	762	*r* 643	600
Total	942	*r* 809	784

TABLEAU E.02-2

Répartition du patrimoine immobilier protégé (1)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de la Culture

	%
	1992
Types d'édifice :	
Édifices religieux et funéraires	41
Habitations	26
Châteaux, manoirs	14
Architecture publique	7
Architecture liée à l'activité économique	4
Architecture militaire	4
Génie civil	2
Sites archéologiques	2
Propriétaires :	
Communes	44
État	4
Autres propriétaires publics	2
Propriétaires privés	46
Autres non ventilés	4

(1) Concerne les édifices classés et inscrits.

TABLEAU E.02-3

Entrées dans les monuments historiques de l'Etat

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Unité : Millier

	1985	1990	1991	1992	1993	1994
Total	**7.490**	**8.418**	**8.391**	**8.298**	*r* **8.080**	**8.060**
dont : Arc de Triomphe de l'Etoile	736	775	618	759	787	880
Abbaye du Mont Saint-Michel	653	826	857	854	844	850
Château de Chambord	589	730	755	743	743	770
Sainte-Chapelle	638	696	646	698	635	641
Château du Haut-Koenigsbourg	528	591	634	598	600	596
Château d'Azay-le-Rideau	359	425	438	387	378	354
Cité de Carcassonne	234	272	261	246	251	270
Conciergerie	232	251	275	233	229	236
Tours de Notre-Dame	631	452	349	416	*r* 318	234
Panthéon	155	220	182	179	184	208
Entrées payantes	6.833	7.545	7.243	7.274	*r* 6.977	6.978
Entrées gratuites	657	873	1.148	1.024	*r* 1.103	1.082

TABLEAU E.02-4

Entrées à la Tour Eiffel

Source : Tour Eiffel

Unité : Millier

	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994
Total	**3.594**	**4.369**	**5.699**	**5.442**	**5.747**	**5.537**	**5.419**

TABLEAU E.02-5

Entrées dans les musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

Unité : Millier

	1990	1991	1992	1993	1994
Total	**16.025**	**15.011**	**14.057**	**13.985**	**14.916**
dont : Arts africains et océaniens	297	259	268	323	284
Chagall (Nice)	132	127	139	140	147
Cluny	194	201	264	280	273
Compiègne	215	208	185	235	219
Les Eyzies-de-Tayac	158	160	112	108	89
Fontainebleau	419	407	418	403	424
Louvre	5.338	4.978	4.673	4.919	6.165
Orangerie	332	342	443	446	474
Orsay	3.000	2.787	2.579	2.516	2.248
Picasso	509	470	377	442	415
Versailles	4.339	3.941	3.668	3.262	3.282
Entrées payantes	10.096	9.626	9.952	9.644	10.222
Entrées gratuites	5.929	5.385	4.105	4.341	4.694

(1) Concernent les 30 musées nationaux gérés directement par la Direction des musées de France.

TABLEAU E.02-6

Expositions des musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

	Années	Entrées	Entrées/jour
De Cézanne à Matisse	1993	1.147.977	11.480
Centenaire de l'impressionnisme	1974	505.929	9.199
Renoir	1985	793.544	8.625
Manet	1983	735.197	8.079
Monet	1980	504.422	7.760
Toutankhamon	1967	1.240.975	7.343
Gauguin	1989	623.739	7.253
Toulouse-Lautrec	1992	654.714	7.116
Turner	1983	548.496	6.943
L'impressionnisme et le paysage français	1985	430.760	6.627
Picasso (oeuvres reçues en dation)	1979	457.326	6.098
Picasso	1966	403.819	5.609
Vermeer	1966	317.702	5.574
Degas	1988	439.886	5.431
Van Gogh	1972	493.237	5.304
Watteau	1984	432.803	5.278
Aménophis III	1993	387.698	5.239
Goya	1970	311.636	5.109
Pissaro	1981	369.462	4.993
Impressionnisme, les origines	1994	447.321	4.862
Cézanne	1978	385.740	4.822
Le Titien	1993	359.612	4.495
Chardin	1979	341.479	4.493
Or des Scythes	1975	359.596	4.385
Van Gogh	1988	364.287	4.286
Fragonard	1987	344.999	4.012
Le Douanier Rousseau	1984	396.016	4.000

(1) Expositions ayant enregistré plus de 4.000 entrées payantes par jour en moyenne, de 1966 à 1994.

TABLEAU E.02-7

Entrées dans les musées de la ville de Paris

Collections permanentes et expositions temporaires (1)

Source : Ville de Paris — *Unité :* Millier d'entrées

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	dont expositions
Total	**1.367,7**	**1.168,0**	**1.026,6**	**1.314,9**	**1.423,2**	**1.048,6**	**639,6**
dont : Art moderne	485,1	272,9	265,8	407,3	420,9	331,4	258,3
Carnavalet	254,3	258,5	201,1	211,7	248,1	201,6	94,0
Mode et costume	92,7	92,1	70,9	162,0	94,2	53,3	53,3
Petit-Palais	203,4	289,5	167,3	233,0	374,4	227,2	159,8
Victor-Hugo	155,7	109,9	107,2	114,0	91,7	57,7	8,3

(1) Entrées payantes et gratuites.

TABLEAU E.02-8

Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou — *Unité :* Millier

	1985	1990	1991	1992	1993	1994
Fréquentation générale	7.367	8.263	7.450	7.658	7.996	6.927
Bibliothèque publique d'information	4.252	3.938	3.714	3.800	3.814	3.802
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	759	1.096	885	1.053	989	948
Expositions temporaires	2.285	1.012	798	1.359	1.236	757

(1) La fréquentation des expositions est comptabilisée sur l'année civile.

TABLEAU E.02-9

Principales expositions du Centre Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou

	Dates	Entrées	Entrées/jour
Dali	1979-1980	840.662	8.083
Balthus	1983	288.093	4.175
Bonnard	1984	488.093	6.341
Kandinsky	1984-1985	349.656	4.351
Matisse	1993	734.896	7.349
Vienne	1986	450.000	6.429
Andy Warhol	1990	306.958	4.323

(1) Expositions payantes ayant enregistré plus de 4.000 entrées par jour en moyenne.

TABLEAU E.02-10

Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie

Source : Cité des Sciences et de l'Industrie — *Unité :* Millier

	1988	1990	1991	1992	1993	1994
Cité, Géode, Cinaxe (1)	4.400	5.000	5.300	5.700	5.650	5.620
Dont : expositions (2)	1.405	1.562	*r* 1.568	1.603	1.649	1.559
Géode	1.010	1.071	1.042	1.042	950	872
Médiathèque (gratuit)	700	901	1.025	1.183	1.229	1.089
Total des entrées payantes (3)	**2.480**	**2.741**	***r* 2.926**	***r* 2.966**	**3.011**	**2.826**

(1) Une partie des personnes qui pénètrent dans la Cité ne font que découvrir le site.
(2) Non compris les abonnés.
(3) Aux expositions, Géode, Cinaxe (depuis le 18 mai 1991) et centre de congrès.

TABLEAU E.02-11

Opérations de fouilles terrestres

Source : Ministère de la Culture — *Unité :* Opération de fouilles

	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994
Fouilles programmées autorisées	389	406	327	265	252	262	285
Sauvetages programmés (1)	151	268	240	150	1.047	1.090	1.293
Sauvetages urgents (1)	511	766	...	948			
Sondages autorisés	176	299	...	624	943	1.127	1.155

(1) A partir de 1992 les sauvetages programmés et urgents sont regroupés.

TABLEAU E.02-12

Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal

Source : Bibliothèque nationale

	1990	1991	1992	1993	1994
Total	**41.982**	**44.530**	**45.576**	**44.036**	**46.446**

TABLEAU E.02-13

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition

Chiffre d'affaires	1990	1991	1992	1993	1994
250 millions et plus	13	15	16	16	15
De 100 à moins de 250 millions	12	17	17	17	19
De 50 à moins de 100 millions	28	29	29	26	21
De 20 à moins de 50 millions	44	35	34	38	36
De 10 à moins de 20 millions	47	38	42	42	30
De 1 à moins de 10 millions	183	169	174	172	177
Moins de 1million	85	80	76	64	57
Total	**412**	**383**	**388**	**375**	**355**

TABLEAU E.02-14

Production de livres par catégorie

Source : Syndicat national de l'édition

	1990	1991	1992	1993	1994	dont nouveautés
Titres produits :						
Livres scolaires	5.228	5.854	5.069	5.624	6.358	1.956
Livres scientifiques, professionnels et techniques	3.189	3.305	3.518	3.213	3.267	1.857
Livres de sciences humaines	5.042	4.964	5.398	6.344	7.070	4.169
Littérature	11.809	11.598	11.863	12.996	10.883	4.312
Encyclopédies et dictionnaires	509	473	541	559	573	179
Livres d'art	1.325	1.336	1.175	1.075	1.098	732
Livres pour la jeunesse	7.682	7.478	6.326	6.493	6.446	2.176
Livres pratiques (1)	4.270	4.484	4.726	4.612	5.865	1.774
Total	**39.504**	**39.492**	**38.616**	**40.916**	**41.560**	**17.155**
Exemplaires produits (en milliers) :						
Livres scolaires	63.238	68.467	60.028	65.236	72.687	28.001
Livres scientifiques, professionnels et techniques	9.942	9.097	9.253	7.817	7.362	4.304
Livres de sciences humaines	23.842	22.435	23.742	25.607	29.797	14.250
Littérature générale	134.606	137.975	135.234	126.739	136.179	63.277
Encyclopédies et dictionnaires	14.895	11.770	11.295	12.209	10.650	4.119
Livres d'art	8.466	6.843	6.618	6.863	6.787	4.589
Livres pour la jeunesse	81.933	73.394	61.485	61.443	55.653	20.888
Livres pratiques (1)	49.243	46.180	46.828	44.851	57.789	12.062
Total	**386.165**	**376.161**	**354.483**	**350.765**	**376.904**	**151.490**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-15

Chiffre d'affaires des maisons d'édition

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994
Livres scolaires	1.786,4	1.751,7	1.743,6	2.048,0	2.095,1
Livres scientifiques, professionnels et techniques	736,6	744,7	813,5	789,4	772,2
Livres de sciences humaines	1.329,7	1.314,7	1.434,0	1.550,2	1.789,7
Littérature	2.848,5	2.875,6	3.037,2	3.093,4	2.642,0
Encyclopédies et dictionnaires	2.615,2	2.420,8	2.289,1	2.351,4	2.807,8
Livres d'art	836,5	782,9	809,4	730,1	736,0
Livres pour la jeunesse	1.325,4	1.307,4	1.269,1	1.258,4	1.289,2
Livres pratiques (1)	1.442,1	1.560,7	1.694,9	1.832,8	1.884,4
Divers non ventilés	101,7	69,3	64,5	96,3	50,6
Total des ventes de livres	**13.022,1**	**12.827,8**	**13.155,4**	**13.750,0**	**14.067,0**
Cessions de droits	352,9	460,8	474,5	442,5	499,3
Total	**13.375,0**	**13.288,6**	**13.629,9**	**14.192,5**	**14.566,3**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-16

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture

	1990	1991	1992	1993
Nombres de bibliothèques municipales	**1.614**	**1.885**	**1.968**	**2.064**
Ayant une discothèque de prêt	576	587	749	842
Ayant une vidéothèque de prêt	104	123	249	338
Collections pour 100 habitants :				
Livres	228	240	240	240
Phonogrammes	16,0	17,1	18,2	20,2
Cassettes vidéo	...	*r* 1,1	1,3	1,6
Prêts pour 100 habitants :				
Nombre d'emprunteurs (en milliers)	4.605	5.813	5.479	5.866
soit en % de la population desservie	16	18	17	18
Prêts de livres	325	330	360	370
Prêts de phonogrammes	63	66	73	75
Prêts de cassettes vidéo	8	13	16	21

TABLEAU E.02-17

Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Phonogrammes	**17.565**	**17.213**	***r* 16.319**	**17.357**	***r* 18.560**	**14.466**
Disques 45 tours	1.808	1.490	942	812	233	37
Disques 33 tours	3.970	3.196	1.698	948	1.011	774
Disques compacts	6.851	8.040	*r* 8.566	10.761	12.651	10.259
Cassettes	4.936	4.487	5.113	4.836	*r* 4.618	3.352
Minidiscs	///	///	///	///	47	44
Vidéogrammes	**2.099**	**4.079**	**4.005**	**9.100**	**6.950**	**7.042**
Multimédias	**1.351**	**1.916**	**1.735**	**2.539**	**1.753**	**1.521**

TABLEAU E.02-18

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : millier de disques et cassettes
Facturation : million de francs

Vente en France	1990	1991	1992	1993	1994.
Quantité (1)	**131.511**	**123.540**	**120.744**	**127.672**	**128.162**
Disques 45 tours	26.622	14.475	5.602	448	372
Disques 33 tours	6.708	1.281	208	138	68
Disques compacts	56.220	67.407	77.079	92.916	101.546
Cassettes	41.961	40.377	37.107	33.757	25.832
Tous supports et livres	///	///	748	413	344
Facturation (2)	**5.343**	**5.487**	**5.820**	**6.073**	**6.283**
Disques 45 tours	349	195	80	11	8
Disques 33 tours	204	38	5	2	2
Disques compacts	3.177	3.833	4.370	4.862	5.266
Cassettes	1.613	1.421	1.344	1.186	995
Tous supports et livres	///	///	21	12	12

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-19

Activités cinématographiques

Source : Centre national de la cinématographie

	1990	1991	1992	1993	1994
Production cinématographique					
Sociétés de production de long métrage (1) :					
Autorisées	1.357	1.443	1.552	1.646	...
Actives	214	193	188	...	...
Réalisateurs actifs de long métrage	97	92	106	...	...
Films de long métrage produits	**146**	**156**	**155**	**152**	**115**
Films d'initiative française	106	108	113	101	89
Intégralement français	81	73	72	67	61
De coproduction	25	35	41	34	28
Films de coproduction à majorité étrangère	37	36	31	36	22
Films bénéficiaires de l'aide du Fonds ECO (2)	3	12	11	15	4
Montant des investissements (million de F)	**3.289**	**3.767**	**3.654**	**3.116**	**2.879**
Français	2.296	2.653	2.856	2.238	2.233
Etrangers	993	1.114	798	878	646
Coût médian des films produits (million de F) r	15,7	18,5	19,0	17,5	18,0
Sociétés de production de court métrage (3) :					
Autorisées	3.146	3.696	4.034	4.202	...
Actives	224	210	254	...	...
Réalisateurs actifs de court métrage	327	307	384	...	...
Films de court métrage produits	366	346	415	366	450
Distribution cinématographique					
Sociétés de distribution autorisées	391	413	425	425	422
dont : ayant enregistré des résultats	162	164	163	163	155
Chiffre d'affaires (million de F)	1.547,2	1.546,0	1.559,8	1.749,2	1.640,0
Films distribués	4.086	3.983	4.116	3.644	4.514
Films sortis pour la première fois	370	438	381	359	387
dont : films français	129	140	162	133	138
Exploitation cinématographique					
Salles standard au 31-12	4.518	4.441	4.402	4.397	4.414
Fauteuils des salles standard (millier)	1.007	983	972	962	960
Complexes cinématographiques	860	841	835	824	839
Salles de complexes	3.078	3.011	2.978	2.950	3.018
Fauteuils des complexes (millier)	584	571	565	556	585
Spectateurs (million)	121,9	117,5	115,4	*r* 132,7	*p* 126,3
Recette (million de F) (4)	3.826,1	*r* 3.881,2	3.920,7	*r* 4.519,0	*p* 4.252,4
Pourcentage du film français dans la recette guichet	37,4	30,1	35,1	*r* 34,8	*p* 28,6

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1.600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale
(3) Court métrage : film de longueur inférieure à 1.600 m pour un format de 35 mm.
(4) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

TABLEAU E.02-20

Panorama du cinéma mondial

Année 1993

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

	Union Européenne	Espagne	**France**	Italie	Allemagne	Royaune-Uni	Etats-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	(1) 502	56	**152**	106	67	52	(2) 450	238
Exploitation								
Ecrans	**17.330**	**1.791**	**4.397**	**3.567**	**(3) 3.709**	**1.890**	**25.737**	**1.734**
Nombre de films distribués	2.868	...	**359**	397	263	238	408	590
Spectateurs (en millions)	636,4	87,7	**132,7**	92,2	(3) 130,5	113,4	1.180,0	130,7
Fréquentation moyenne par habitant	1,8	2,2	**2,3**	1,6	(3) 1,6	2,0	4,6	1,1
Nombre d'entrées par salle	36.720	48.900	**30.185**	25.800	(3) 35.180	60.000	45.800	75.400
Recettes guichet (en millions d'unités locales) (4)	(5) 2.729	40.579	**4.519**	759,1	(3) 1.170	342,9	4.980	163,7
Recettes (en millions de FF)	17.820	1.620	**4.519**	2.430	(3) 4.040	2.820	26.300	8.680
Recettes réalisées par les films nationaux (en %)	15,0	8,5	**34,8**	17,3	7,2	4,7	98,7	35,8
Recettes réalisées par les films américains (en %)	75,0	75,7	**57,6**	70,0	87,8	(6) 87,0	98,7	61,0

(1) Hors coproductions franco-européennes.
(2) Chiffre incluant des films qui ne sont jamais sortis en salles.
(3) Données concernant l'Allemagne réunifiée.
(4) En milliards pour l'Italie et le Japon.
(5) En ECU.
(6) Estimation.

TABLEAU E.02-21

Activités de spectacles

Source : Ministère de la culture

Unités : Spectateurs : millier

	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
Opéra de Paris [1] (2)					
Représentations	...	322	389	*r* 370	361
Spectateurs	...	534	654	649	698
Théâtres nationaux (1)					
Comédie française :					
Représentations	392	382	380	450	525
Spectateurs	296	295	267	302	279
Théâtre national de l'Odéon :					
Représentations	328	323	351	339	277
Spectateurs	89	103	126	145	111
Théâtre national de Chaillot :					
Représentations	306	428	383	295	379
Spectateurs	162	210	168	180	221
Théâtre de la Colline :					
Représentations	302	332	392	393	421
Spectateurs	77	119	127	132	128
Théâtre national de Strasbourg :					
Représentations	151	152	89	104	106
Spectateurs	32	51	43	32	38
Centres dramatiques nationaux (3)					
Représentations r	5.407	7.167	7.422	7.395	6.552
Spectateurs r	1.557	2.086	1.832	1.782	1.814
Scènes nationales (3)					
Représentations	22.445	23.047	22.898	23.995	24.625
Spectateurs	1.921	2.114	1.970	2.028	2.188
Théâtres privés parisiens (4)					
Représentations	11.285	11.501	11.664	11.109	10.068
Spectateurs	3.475	3.093	2.898	2.773	2.536

(1) Non compris les tournées.
(2) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille
(3) Tous spectacles, spectateurs payants.
(4) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

TABLEAU E.02-22

Élèves des établissements d'enseignement artistique (1)

Source : Ministère de la Culture

	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
Musique et danse					
Conservatoire national supérieur de Paris	1.096	...	1.142	1.211	1.135
Conservatoire national supérieur de Lyon	371	382	398	426	440
Centre national de danse contemporaine	30	27	29	26	25
Conservatoires nationaux de région	46.421	46.647	46.635	45.842	46.980
Écoles nationales de musique	85.336	88.521	88.207	88.377	90.332
Art dramatique					
Conservatoire national supérieur	83	73	81	92	91
École du théâtre national de Strasbourg	35	41	38	35	43
École supérieure des arts du cirque	45	38	33	*r* 28	25
Audiovisuel					
Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son	111	108	104	117	119
Arts plastiques					
École nationale supérieure des beaux-arts	1.101	858	691	591	513
École nationale supérieure des arts décoratifs	698	761	688	656	635
École nationale supérieure de création industrielle (2)	159	167	192	189	196
Institut français de restauration des oeuvres d'art	41	39	45	52	54
Écoles nationales d'art	1.214	1.108	1.054	1.097	1.061
Écoles régionales et municipales d'art	7.304	7.104	6.884	6.936	7.021
Patrimoine					
École du Louvre (3)	2.775	2.958	3.033	2.811	2.972
École du patrimoine	35	32	43	*r* 67	66

(1) Établissements dépendant du ou contrôlés par le ministère de la Culture.
(2) Non compris les stagiaires.
(3) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU E.02-23

Commerce extérieur des biens culturels

Source : Douanes — *Unité :* Million de francs

	1985	1989	1990	1991	1992	1993
Exportations						
Total	**6.694**	**10.807**	**12.012**	**9.746**	**9.685**	**8.615**
Livres	2.153	2.915	2.979	3.161	3.278	2.771
Presse	1.661	1.934	2.111	2.133	2.120	2.195
Phono-vidéogrammes	573	768	899	936	994	978
Partitions musicales	19	27	20	21	25	33
Instruments de musique	280	390	420	423	491	493
Objets d'art	2.008	4.773	5.583	3.072	2.777	2.145
Importations						
Total	**5.729**	**10.477**	**12.041**	**10.285**	**9.491**	**8.671**
Livres	2.038	2.972	3.262	3.469	3.369	2.938
Presse	1.628	2.144	2.311	2.343	2.299	1.740
Phono-vidéogrammes	445	1.167	1.433	1.409	1.544	1.651
Partitions musicales	20	30	32	36	37	47
Instruments de musique	777	1.064	1.107	1.092	1.045	1.033
Objets d'art	821	3.100	3.896	1.936	1.197	1.262

TABLEAU E.02-24

Pratiques culturelles des Français

Année 1992

Source : Ministère de la Culture

%

Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui déclarent avoir fréquenté :	Au cours des 12 derniers mois	Déjà, mais non au cours des 12 derniers mois	Jamais
Opéra	3	14	83
Concert jazz	7	14	79
Opérette	2	20	78
Danse professionnelle	5	20	75
Concert rock	12	15	73
Concert classique	8	24	68
Parc d'attractions	14	26	60
Galerie d'art	15	27	58
Music-hall, variétés	9	33	58
Danse folklorique	11	35	54
Théâtre professionnel	12	38	50
Spectacle d'amateurs	16	37	47
Exposition temporaire (peinture, sculpture)	23	34	43
Monument historique	30	49	21
Musée	28	53	19
Cirque	14	73	13
Cinéma	49	42	9

TABLEAU E.02-25

Pratiques culturelles amateur

Année 1994

Source : Ministère de la Culture

%

Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont pratiqué au cours de leur vie les activités suivantes :	Hommes	Femmes	Total
Guitare	9	7	8
Piano	8	15	11
Flûte à bec	6	6	6
Autre instrument	13	8	10
Chant	10	15	13
Théâtre	7	9	8
Danse	5	17	11
Journal intime	5	16	10
Écrire des poèmes	6	9	8
Écrire des articles	6	3	5
Peinture	8	11	10
Sculpture	2	1	2
Dessin	12	14	13
Activité d'artisanat	5	9	7
Fouilles archéologiques	2	1	2
Travail sur archives	4	5	5
Camescope, caméra	25	17	21
Photo 24 x 36	49	44	46

TABLEAU E.02-22

Élèves des établissements d'enseignement artistique (1)

Chapitre E.03

Tourisme

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAP 7409).
2. Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie.
3. Autres hébergements : établissements et lits.
4. Les vacances sur l'ensemble de l'année.
5. Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ.
6. Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours et journées à l'étranger selon le pays de destination.
7. Les vacances d'été.
8. Les vacances d'hiver.
9. Taux d'équipement de loisir par groupe socioprofessionnel du chef de ménage.
10. Bilan financier du tourisme avec l'étranger.
11. Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Tourisme, direction du Tourisme, bureau de la « Statistique touristique ».

1. MÉTHODOLOGIE

1.1. L'offre

Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAP 7409).

Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Les résidences de tourisme ne sont pas incluses dans ces statistiques.

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (*JO* du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993.

Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

1.2. La demande

Les départs en vacances des Français

Les départs en vacances sont saisis à partir d'une enquête couplée à l'enquête de conjoncture auprès des ménages réalisée auprès d'un échantillon d'environ 7.000 ménages.

L'enquête de mai étudie tous les séjours de vacances dites d'hiver, ayant débuté entre le 1er octobre de l'année (n — 1) et le 30 avril de l'année n.

Celle d'octobre étudie les séjours de vacances dites d'été, ayant commencé entre le 1er mai de l'année n et le 30 septembre de la même année.

Lorsqu'on parlera de l'année n, il s'agira de la période écoulée entre le 1er octobre de l'année (n — 1) et le 30 septembre de l'année n.

1.3. La fréquentation étrangère

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera dans cette statistique les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de transactions (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de règlements (1) avec les principaux pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités, faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

2. DÉFINITIONS

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Français

Il s'agit non pas des personnes de nationalité française, mais de tous les membres de ménages ordinaires résidant en France métropolitaine, quelle que soit leur nationalité.

Hôtellerie

Les hôtels homologués de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Les hôtels, non homologués de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Maisons familiales de vacances

Ce sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit. Ils offrent des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles; ils doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

---

1. Cf. au chapitre O.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux transactions et aux règlements.

Taux de départ

C'est le nombre de personnes parties au moins une fois dans l'année en vacances, rapporté à la population totale, estimée d'après l'enquête.

Touriste

Une définition du touriste a été proposée par l'UIOOT devenue l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), à la conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux (Rome, 1963) :

On appelle touriste toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où elle a son lieu de résidence habituelle pour y effectuer un séjour d'au moins vingt-quatre heures (ou une nuitée au moins) et dont les motifs de voyage peuvent être classés en :

— loisirs (agrément, vacances, santé, études, religions et sports);

— affaires, famille, mission, réunion,

à l'exclusion du motif consistant à exercer dans le pays visité une profession rémunérée dans le pays même.

Une telle définition s'applique au tourisme international. La direction des industries touristiques a été conduite à la généraliser en élargissant sa portée au tourisme national. Toutefois, celle-ci a été assortie d'une contrainte supplémentaire — celle d'une durée maximale de séjour de quatre mois — afin d'éliminer concrètement certaines catégories de voyageurs, et notamment étudiants, voyageurs en mission de longue durée... qu'il convient de considérer davantage comme résidents temporaires que comme touristes.

Largement extensive par rapport à la seule notion de « tourisme d'agrément », une telle définition offre l'avantage de reposer sur un critère simple : celui du déplacement assorti d'une nuit au moins passée hors du domicile principal.

La définition retenue est la suivante :

Doit être considérée comme touriste, toute personne en déplacement hors de sa résidence principale pour une durée d'au moins vingt-quatre heures et *inférieure à quatre mois* et pour l'un des motifs suivants :

— Agrément (vacances et séjours de fin de semaine);

— Santé (thermalisme, thalassothérapie...);

— Mission ou réunion de toutes sortes (manifestations sportives, congrès, séminaires, pèlerinages...);

— Voyage d'affaires;

— Voyage scolaire à l'occasion de la « transplantation » de classes (classe de mer, classe de neige...).

Ne sont pas considérés comme touristes :

— Les personnes dont la durée du déplacement est inférieure à vingt-quatre heures (excursionnistes);

— Les personnes arrivant dans une région avec ou sans contrat de travail pour y occuper un emploi ou exercer une activité professionnelle;

— Les autres personnes venant fixer leur domicile dans la région;

— Les étudiants, jeunes gens dans des pensionnats ou écoles ainsi que les militaires du contingent;

— Les personnes se rendant (ou séjournant) dans un établissement hospitalier;

— Les parents ou amis se déplaçant à l'occasion d'un événement familial (maladie ou décès) dans les limites des congés légaux.

Vacances

Ce sont des séjours de quatre jours consécutifs ou davantage passés hors du domicile pour des motifs autres que professionnels, d'étude ou de santé. Une même personne peut effectuer plusieurs séjours de vacances dans l'année. Chacun des séjours est pris en compte.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère du Tourisme, direction du Tourisme, bureau de la « Statistique touristique ».

— INSEE.

Publications :

La *Revue de la direction du Tourisme* a revêtu plusieurs titres qui sont rappelés ci-dessous :

— de 1950 à 1963 : *Le tourisme en France*;

— de 1964 à 1973 : *Bulletin statistique*;

— de 1974 à 1978 : *Statistiques du tourisme*;

— de 1979 à 1981 : *Regards sur l'économie du tourisme*;

— de 1982 à 1983 : *Objectifs temps libre, l'économie du tourisme*;

— de 1983 à 1985 : *L'économie du tourisme*;

— de 1985 à 1994 : *Collection de l'économie du tourisme.*

— depuis 1995 : *Données économiques du Tourisme.*

Statistiques du tourisme et *Regards sur l'économie du tourisme* ont connu une numérotation continue de 1 à 29.

Les n° 4 (décembre 1982), n° 8 (décembre 1983) et n° 12 (décembre 1984) de *L'Économie du tourisme* contiennent un index analytique de toutes les études ou statistiques parues depuis 1974 (n° 1 de *Statistiques du tourisme*).

À l'exception des numéros épuisés, le reste de la collection commencée en 1974 peut être commandé à la Documentation française.

Les numéros les plus récents peuvent être achetés à la librairie de la Documentation française.

Annuaire statistique du tourisme (la Documentation française, 1re édition en 1983) contient la totalité des données disponibles par région et département depuis dix ans.

L'Observatoire national du Tourisme édite également le *Mémento du tourisme*, un numéro par an, et la *Lettre de l'observation économique*, mensuel, que l'on peut se procurer en écrivant à l'Observatoire national du Tourisme, 2, rue Linois, 75740 Paris Cedex 15.

« Les vacances des Français en 1973 », Debrey (P.), *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 41, février 1973.

« Enquête annuelle d'entreprise. Les agences de voyage en 1986 », *Archives et documents*, n° 238, 1988.

« La France sous la tente », Bertrand (M.), *Économie et Statistique*, n° 101, juin 1978.

« Vacances : en hiver aussi », Bertrand (M.), *Économie et Statistique*, n° 111, mai 1979.

« Les vacances des Français en 1981-1982 », Bertrand (M.), *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 109, octobre 1984.

« Les vacances des Français en 1983 et 1984 », Christine (M.) et Samy (Chr.), *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 114, décembre 1985.

« Les vacances des Français en 1985 », Christine (M.) et Samy (Chr.), *Les Collections de l'INSEE*, série M, n° 125, juillet 1987.

« Les vacances des Français. Évolution sur 20 ans et résultats détaillés de 1986 à 1989 », Christine (M.), Filipowski (V.), Monteiro (S.), *INSEE-Résultats*, série « Consommation-modes de vie », n° 32-33, janvier 1992.

« Les vacances de la saison d'hiver 1986-1987 », Christine (M.) et Samy (Chr.), *Premiers résultats*, n° 109, décembre 1987.

« Les départs en vacances de l'été 1987 », Christine (M.), *Premiers résultats*, n° 128, mai 1988.

« Les vacances de la saison d'hiver 1987-1988 », Christine (M.), *Premiers résultats*, n° 156, novembre 1988.

« Les vacances », Christine (M.), *Données sociales*, édition 1990.

« Les vacances d'hiver 1988-1989 », Filipowski (V.), *INSEE-Première*, n° 53, décembre 1989.

« La géographie des vacances », Christine (M.), *Données sociales*, édition 1990.

« Les vacances d'été 1989 », Filipowski (V.), *INSEE-Première*, n° 66, mai 1990.

« Les vacances de l'été 1990 », *INSEE-Première*, n° 166, septembre 1991.

« Les vacances de l'été 1991 », *INSEE-Première*, n° 219, août 1992.

« Les vacances de l'hiver 1991-1992 », *INSEE-Première*, n° 245, février 1993.

« Les vacances d'hiver 1992-1993 », *INSEE-Première*, n° 299, février 1994.

« Les vacances de l'été 1993 », *INSEE-Première*, n° 333, juillet 1994.

« Les vacances de l'été 1994 », *INSEE-Première*, n° 396, juillet 1995.

« Les vacances à la maison », *INSEE-Première*, n° 402, septembre 1995.

« Les vacances des Français. Résultats détaillés de 1990 à 1992 », Monteiro (S.), Rowenezyk (C.), *INSEE-Résultats*, série « Consommation-modes de vie », n° 52-53, juillet 1993.

- **Autre publication :**

Conseil économique et social : *Le développement de nouvelles formes d'activités touristiques* (*JO* RF, avis et rapport du Conseil économique et social, n° 18 du 4 août 1982, séances des 25 et 26 mai 1982).

* * *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAP 7409)

Année 1992

Source : INSEE. Enquête annuelle d'entreprise dans les services

Unité : Million de Francs

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé annuel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Total du secteur	**2.569**	**29.773**	**32.229**	**43.953,5**	**7.067,8**	**534,6**
hors tranche (1)	236	881	1.081	1.760,2	— 85,5	26,5
1 à 5 salariés	1.362	3.013	4.197	3.955,9	687,5	37,5
6 à 19 salariés	762	6.428	7.061	8.761,5	1.525,8	83,5
20 à 49 salariés	154	4.536	4.769	7.243,7	1.117,9	71,7
50 à 99 salariés	31	2.031	2.098	4.078,2	495,7	39,6
100 salariés et plus	24	12.884	13.022	18.153,9	3.326,3	275,9

(1) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction des Industries touristiques et sources régionales.

	1990	1991	1992	1993	1994
Sans étoile (1) :					
Hôtels	495	...	...	...	2.483
Chambres	3.554	...	...	...	47.355
1 étoile :					
Hôtels	7.472	7.080	6.197	4.751	3.341
Chambres	121.566	121.964	105.867	80.124	60.972
2 étoiles :					
Hôtels	9.176	9.972	10.309	10.602	10.490
Chambres	264.907	300.807	298.559	302.854	299.995
3 étoiles :					
Hôtels	2.825	3.066	3.163	3.267	3.293
Chambres	132.499	143.664	147.725	148.334	151.448
4 étoiles et plus					
Hôtels	415	464	505	527	540
Chambres	28.320	32.701	37.065	36.090	36.900
Total :					
Hôtels	**20.383**	**(2) 20.582**	**(2) 20.174**	**(2) 19.147**	**20.147**
Chambres	**550.846**	**(2) 599.136**	**(2) 589.216**	**(2) 567.402**	**596.670**

(1) Norme 1986.
(2) Non compris les sans étoiles.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales.

	1990	1991	1992	1993	1994
Nombre d'établissements :					
Terrains de camping homologués	8.527	8.564	8.662	8.422	8.693
Villages de vacances agréés	●	723	502	511	515
Auberges de jeunesse	303	263	271	185	188
Maisons familiales de vacances	128	...	...	...	...
Gîtes ruraux et communaux (1)	37.827	37.730	39.238	39.694	41.229
Chambres d'hôtes (1) r	11.168	12.146	14.004	15.698	17.920
Places disponibles (ou lits) en milliers :					
Terrains de camping homologués (2)	889,9	887,4	932,9	922,8	942,7
Villages de vacances agréés	●	234,9	171,8	173,2	173,6
Auberges de jeunesse	17,6	16,2	18,2	12,2	12,3
Maisons familiales de vacances	13,7	...	...	...	...

(1) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène.
(2) Nombre d'emplacements (un emplacement étant égal à trois places).

TABLEAU E.03-4

Les vacances sur l'ensemble de l'année

Source : INSEE

Unités : Million
%

	1990	1991	1992	1993	1994
Effectif de la population des ménages ordinaires d'après l'enquête (1)	55,4	55,1	57,7	55,3	56,1
Nombre de personnes parties en vacances	32,7	32,9	34,6	33,7	34,8
Taux de départ [%] (2)	59,1	59,8	60,0	60,9	62,0
NOMBRE DE SEJOURS DE VACANCES	63,1	64,0	67,1	66,3	69,2
En France	**52,0**	**53,7**	**56,4**	**55,6**	**57,3**
A l'étranger	11,1	10,3	10,7	10,7	11,9
NOMBRE DE JOURNEES DE VACANCES	913	899	922	905	948
En France	**725**	**727**	**742**	**725**	**742**
Selon le genre de séjour :					
Circuit	3,5	4,6	4,4	4,2	3,6
Mer	43,6	38,2	40,8	36,9	41,4
Montagne	17,6	21,0	19,1	22,0	19,3
Campagne	26,0	26,1	26,3	25,4	26,7
Ville	9,3	10,0	9,4	11,4	9,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	5,2	5,1	5,4	7,7	5,0
Location	17,1	17,9	16,7	16,9	17,2
Résidence secondaire	15,4	14,5	13,7	10,3	16,1
Résidence principale de parents et amis	30,9	31,8	30,3	34,2	31,4
Résidence secondaire de parents et amis	10,4	10,8	12,7	12,0	10,0
Tente ou caravane	14,4	13,8	13,6	11,2	13,8
Village de vacances	4,4	3,1	4,3	5,1	3,9
Autres (3)	2,2	3,0	3,3	2,7	2,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
A l'étranger	188	172	180	180	206
Selon le genre de séjour :					
Circuit	19,3	16,7	18,6	22,4	16,1
Mer	33,8	33,7	33,5	32,0	34,8
Montagne	6,0	6,5	6,2	8,6	8,9
Campagne	20,0	18,1	17,6	17,6	17,1
Ville	20,9	25,0	24,1	19,4	23,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	22,9	17,6	22,5	37,7	22,2
Location	9,6	6,9	5,8	5,9	7,2
Résidence secondaire	6,6	9,4	10,2	6,2	12,4
Résidence principale de parents et amis	43,5	52,5	45,1	34,0	41,5
Résidence secondaire de parents et amis	4,9	5,0	3,7	3,7	5,2
Tente ou caravane	5,3	4,0	5,3	4,5	5,4
Village de vacances	1,8	1,0	1,9	2,2	1,4
Autres (3)	5,4	3,6	5,5	5,8	4,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Population des ménages ordinaires d'après l'enquête : cette estimation, obtenue à partir de l'échantillon nécessairement différent de la population réelle, assure la cohérence des taux de départ.
(2) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre de l'année (n — 1) et le 30 septembre de l'année (n).
(3) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-5

Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ

Source : INSEE

%

	1990	1991	1992	1993	1994
TAUX DE DEPART POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION DES MENAGES ORDINAIRES	59,1	59,8	60,0	60,9	62,0
Suivant l'âge :					
0-13 ans	65,1	67,7	67,4	68,9	70,6
14-19 ans	65,2	64,0	65,4	67,7	69,2
20-24 ans	55,3	58,4	57,7	56,4	58,1
25-29 ans	61,1	62,1	60,2	64,0	65,0
30-39 ans	63,2	65,0	66,3	67,5	67,9
40-49 ans	67,1	65,7	63,7	64,6	63,1
50-54 ans	56,2	62,6	60,9	60,5	61,9
55-59 ans	50,6	55,6	54,7	55,0	58,4
60-64 ans	53,9	51,0	55,7	52,2	55,7
65-69 ans	50,4	48,5	48,9	52,0	53,9
70 ans et plus	32,6	33,1	37,2	38,6	39,3
Suivant la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :					
Exploitants et salariés agricoles	36,3	31,8	30,6	37,0	38,2
Patrons de l'industrie et du commerce	58,2	58,9	62,5	64,3	64,9
Cadres supérieurs, professions libérales	88,2	89,6	89,0	91,7	85,4
Cadres moyens	82,5	81,1	79,8	83,3	83,4
Employés	68,6	67,1	66,2	62,0	66,1
Ouvriers	52,1	55,4	55,8	56,0	56,6
Personnels de service	54,4	52,8	50,8	53,5	56,0
Autres actifs	76,2	72,4	71,4	70,9	74,2
Inactifs	44,0	43,2	45,2	45,6	48,4
Retraités	44,0	43,2	46,3	45,5	48,5
Autres inactifs	43,9	43,6	40,6	46,3	47,6
Suivant la catégorie de commune de résidence principale (1) :					
Communes rurales	45,9	46,7	42,2	47,9	46,5
Agglomérations de moins de 20.000 habitants	55,0	55,3	52,3	55,9	55,8
Agglomérations de 20.000 à 100.000 habitants	61,1	63,3	59,3	56,9	61,0
Agglomérations de + de 100.000 habitants (sauf agglomération parisienne)	64,1	64,3	66,1	67,6	69,1
Agglomération parisienne (sauf ville de Paris)	75,7	79,8	78,7	77,0	79,9
Paris	81,3	79,5	86,1	80,1	83,1
Nombre moyen de journées pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	27,9	27,3	26,7	26,9	27,3

(1) Selon les délimitations du recensement de 1982 pour les résultats de 1990 et 1991.

TABLEAU E.03-6

Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours et journées à l'étranger selon le pays de destination

Source : INSEE

Pays de destination	1990	1991	1992	1993	1994
Séjours de vacances (millier) :					
Espagne (1)	2.056	1.914	1.968	1.894	2.443
Portugal	1.280	1.018	941	1.115	1.018
Italie	1.037	974	943	824	972
Suisse	317	341	323	317	304
Allemagne, Autriche (2)	763	786	798	753	849
Benelux, Scandinavie	373	508	893	843	773
Îles britanniques	779	743	691	639	538
Grèce	306	360	260	340	277
Autres pays méditerranéens (3)	711	250	399	377	377
Pays de l'Est	249	313	324	310	266
Algérie	229	348	307	300	283
Maroc	745	530	534	544	599
Tunisie	319	278	295	379	557
Autres pays d'Afrique	181	235	290	229	318
Etats-Unis d'Amérique	241	326	311	327	326
Autres pays d'Amérique	269	300	253	377	413
Asie, Océanie	312	494	359	423	393
Total (4)	**10.167**	**9.718**	**9.889**	**9.991**	**10.706**
Journées de vacances (million) :					
Espagne (1)	28,3	27,9	30,6	28,8	37,4
Portugal	28,1	23,8	23,1	26,3	25,2
Italie	16,6	13,0	11,8	10,8	12,3
Suisse	3,4	4,5	3,3	3,1	2,4
Allemagne , Autriche (2)	8,4	8,1	8,0	8,7	9,2
Benelux, Scandinavie	4,8	6,1	12,6	12,4	8,9
Îles britanniques	10,4	8,1	8,6	7,5	6,0
Grèce	4,4	5,3	3,0	5,1	4,1
Autres pays méditerranéens (3)	13,6	5,4	7,7	7,9	6,6
Pays de l'Est	4,0	4,7	4,6	4,1	5,0
Algérie	7,1	12,5	11,2	10,2	11,0
Maroc	19,8	13,2	14,5	15,8	16,6
Tunisie	4,3	6,6	6,0	8,3	13,6
Autres pays d'Afrique	3,0	4,6	6,1	4,6	8,6
Etats-Unis d'Amérique	6,1	6,0	6,2	5,7	7,0
Autres pays d'Amérique	4,7	5,7	5,2	6,0	6,7
Asie, Océanie	5,6	7,7	6,2	5,9	7,6
Total	**172,6**	**163,2**	**168,7**	**171,1**	**188,2**

(1) Y compris Andorre.
(2) République fédérale d'Allemagne jusqu'en 1990 inclus.
(3) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Turquie, Liban, Israël.
(4) La différence constatée entre ce total et le nombre de séjours à l'étranger donné au tableau 4 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée.

TABLEAU E.03-7

Les vacances d'été

Source : INSEE

Unités : Million
%

	1990	1991	1992	1993	1994
Nombre de personnes parties en vacances d'été	30,5	30,6	31,9	31,3	32,6
Taux de départ en été [%] (1)	55,4	55,6	55,3	56,7	58,1
NOMBRE DE SEJOURS DE VACANCES	41,5	42,5	44,0	43,2	44,0
En France	**33,7**	**35,1**	**36,5**	**35,8**	**35,7**
Selon le mode de transport :					
Train	10,1	8,8	8,7	9,4	9,5
Auto	82,9	85,1	84,7	84,0	84,2
Car	2,4	2,5	2,5	2,5	2,1
Avion	3,2	2,2	2,8	2,6	2,7
Autres	1,4	1,4	1,3	1,6	1,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de séjour :					
Circuit	4,7	5,7	5,5	5,5	4,8
Mer	48,9	45,1	45,4	46,7	46,7
Montagne	14,9	16,1	16,4	8,6	7,9
Campagne	23,5	26,0	24,5	15,3	15,7
Ville	8,0	7,1	8,2	23,9	25,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	7,2	7,7	7,9	7,7	7,4
Location	18,4	16,9	17,7	17,3	17,8
Résidence secondaire	10,0	11,2	9,7	9,6	9,9
Résidence principale de parents et amis	28,9	27,4	27,5	28,3	29,4
Résidence secondaire de parents et amis	10,5	11,6	12,1	12,2	10,7
Tente ou caravane	17,5	17,2	16,4	16,5	17,3
Village de vacances	5,0	4,6	0,7	5,5	4,3
Autres (2)	2,5	3,4	8,0	2,9	3,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
A l'étranger	7,8	7,4	7,5	7,4	8,3
NOMBRE DE JOURNEES DE VACANCES	711	693	705	686	716
Selon le mois de départ :					
Mai	5,5	6,1	5,7	4,8	5,0
Juin	9,8	6,6	7,2	8,8	8,9
Juillet	44,2	43,9	40,1	41,8	43,7
Août	35,8	38,2	42,5	39,9	37,9
Septembre	4,7	5,2	4,5	4,7	4,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
En France	**560**	**553**	**561**	**543**	**552**
A l'étranger	151	140	144	143	164

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er mai et le 30 septembre de l'année (n).
(2) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-8

Les vacances d'hiver

Source : INSEE

Unités : Million
%

	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
Nombre de personnes parties en vacances d'hiver	14,9	14,9	15,7	15,8	16,7
Taux de départ en hiver [en %] (1)	26,7	26,3	28,9	28,0	29,5
NOMBRE DE SEJOURS DE VACANCES	21,6	21,5	23,0	23,1	25,2
En France	**18,3**	**18,6**	**19,9**	**19,8**	**21,7**
Selon le mode de transport :					
Train	16,3	16,7	16,4	13,9	14,0
Auto	78,4	77,2	76,5	79,7	79,3
Car	2,3	1,9	2,6	2,7	2,4
Avion	2,9	3,9	3,7	3,2	3,9
Autres	0,1	0,3	0,8	0,5	0,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de séjour :					
Circuit	2,0	2,2	1,8	2,0	1,9
Mer	19,6	18,2	19,4	19,1	19,0
Montagne	31,7	33,6	33,6	34,2	36,6
Campagne	29,8	28,9	28,8	28,2	26,4
Ville	16,9	17,1	16,3	16,5	16,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	8,9	7,1	7,5	7,6	7,1
Location	14,2	17,7	13,9	16,2	16,4
Résidence secondaire	13,4	12,9	11,0	11,6	14,5
Résidence principale de parents et amis	44,1	45,1	45,6	45,0	41,9
Résidence secondaire de parents et amis	11,1	10,8	13,7	11,6	11,8
Tente ou caravane	...	...	...	...	1,1
Village de vacances	3,9	3,3	4,0	4,3	4,6
Autres (2)	4,4	3,1	4,3	3,7	2,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
A l'étranger	3,4	2,9	3,1	3,3	3,5
NOMBRE DE JOURNEES DE VACANCES	202	206	218	219	231
En France	**165**	**174**	**181**	**182**	**192**
A l'étranger	37	32	37	37	39

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre et le 30 avril.
(2) Y compris auberge de jeunesse, tente et caravane.

TABLEAU E.03-9

Taux d'équipement de loisir par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Année 1994

Source : INSEE. Enquête de conjoncture auprès des ménages — %

Nature de l'équipement	Ensemble des ménages	Agriculteurs exploitants	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service (1)	Autres actifs	Retraités	Autres inactifs
Résidence secondaire :											
Propriétaire	9,3	4,9	14,9	18,6	9,7	4,5	4,1	5,0	9,9	11,5	4,6
Locataire (à l'année)	0,3	0,3	0,2	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,2	—
Disposant à titre gratuit (prêt)	5,2	4,4	6,7	12,5	8,1	6,4	4,1	2,3	9,3	1,6	7,1
Tente	14,6	8,8	15,3	24,6	28,0	17,4	18,1	11,4	24,3	3,7	12,2
Caravane	5,7	3,6	7,9	5,4	7,1	4,9	7,7	3,1	7,7	4,6	2,5
Bateau de plaisance	1,9	—	4,1	5,1	3,1	1,1	1,0	0,9	1,4	1,2	1,4
Ski	12,7	12,6	19,2	33,8	25,8	12,4	9,8	7,9	15,9	3,4	8,3
Planche à voile	3,5	3,0	4,0	13,2	6,5	2,7	1,8	0,8	4,8	0,6	3,4

(1) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

TABLEAU E.03-10

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements) — *Unité :* Million de francs

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	*r* 1993	1994
Recettes	71.356	67.350	71.348	82.097	103.646	109.924	120.509	133.361	133.417	137.010
Dépenses	40.942	45.107	51.048	57.852	63.997	66.756	69.500	73.659	72.675	76.468
Soldes	**30.414**	**22.243**	**20.300**	**24.245**	**39.649**	**43.168**	**51.009**	**59.702**	**60.742**	**60.542**

TABLEAU E.03-11

Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone

Source : Balance des paiements — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
OCDE	64.008	72.138	93.572	100.573	110.847	123.365	123.020	127.095
dont : UE	29.071	33.343	42.998	47.610	54.196	60.378	58.847	58.642
dont : Allemagne (1)	8.421	9.182	11.014	12.393	14.123	16.414	16.690	16.544
Royaume-Uni	7.017	7.879	10.495	11.300	13.089	13.772	13.472	13.173
Italie	4.103	4.382	6.110	6.627	8.281	9.951	7.711	7.886
Espagne	2.762	3.686	5.713	6.703	7.167	6.929	5.689	4.818
Portugal	155	150	195	238	296	405	477	491
Grèce	50	84	84	146	94	159	183	271
UEBL	3.973	4.574	4.772	5.447	6.386	7.561	8.627	9.526
Pays-Bas	2.183	2.955	3.869	4.125	4.040	4.379	5.117	4.742
Danemark	267	300	610	497	597	658	643	833
Irlande	125	106	126	135	124	144	149	250
Etats-Unis-Canada	16.108	15.864	20.766	17.736	15.622	18.259	19.511	19.445
Hors OCDE	7.340	9.959	10.074	9.351	9.662	9.996	*r* 10.397	9.915
Total	**71.348**	**82.097**	**103.646**	**109.924**	**120.509**	**133.361**	***r* 133.417**	**137.010**

(1) A partir de 1990 y compris ex-RDA.

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Les vingt premières fédérations sportives olympiques en 1993.

1. Diplômes d'animateurs socio-éducatifs.
2. Centres de vacances d'été, effectifs déclarés à l'accueil.
3. Centres de vacances « Petites vacances »; effectifs déclarés à l'accueil.
4. Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances.
5. Centres de loisirs sans hébergement : encadrement.
6. Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations.
7. Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement.
8. Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés.
9. Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés.
10. Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés.
11. Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés.
12. Fédérations sportives scolaires et universitaires : sections de clubs et licenciés.
13. Licences sportives toutes pratiques confondues.
14. Brevet d'État d'éducateurs et de cadres sportifs.
15. Centres permanents d'entraînement et de formation pour le sport de haut niveau.
16. Sportifs de haut niveau.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse et des Sports.

1. PRÉSENTATION

Jeunesse et vie associative (CVL et CLSH)

Les centres de vacances et de loisirs (CVL) se distinguent en deux types :

— les centres de vacances (CV), qui fonctionnent essentiellement pendant les vacances scolaires et principalement durant l'été, puisque les trois quarts des jeunes sont accueillis dans des séjours d'été (en particulier en juillet). Les effectifs accueillis dépassent nettement le million ce qui montre l'importance de ce dispositif en France;

— les centres de loisirs sans hébergement (CLSH) fonctionnent au fil de l'an (en particulier le mercredi). Bien que l'on ait constaté en 1991 une légère baisse d'affluence, l'activité d'accueil de ces centres est en croissance régulière (en 1993, plus de 4,9 millions d'accueils).

Sport

Le premier million de licenciés fut atteint en France en 1945. Depuis cette date, la création d'institutions non olympiques, élargies aux activités non compétitives, le développement du mouvement associatif sportif et du bénévolat couplés avec le décompte des scolaires ont permis d'observer un accroissement considérable du nombre de licenciés. En 1958, le nombre de licenciés est de 2,5 millions. Entre 1960 et 1964, il dépasse les 3,5 millions. En 1985, il est supérieur à 12 millions et en 1992, à 13 millions. En 1993, 13,9 millions de licenciés sont dénombrés. Les licenciés du secteur scolaire et universitaire représentent aujourd'hui 19,1 % de l'ensemble.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données sur les centres de vacances et de loisirs et les différentes formations sont issues des services déconcentrés ou des services gestionnaires et font l'objet d'une enquête annuelle.

3. DÉFINITIONS

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Pour devenir animateur en centre de vacances il faut suivre une session de formation théorique de 8 jours, un stage pratique (en centre) puis une session de perfectionnement (6 jours).

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

C'est le brevet qui permet de devenir directeur de centre de vacances.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP) :

Diplôme de niveau 4, créé en 1988.

Centres de loisirs sans hébergement (CLSH)

Les CLSH sont une structure d'accueil à la journée et sont en général situés sur la commune de résidence du jeune. Ils fonctionnent en particulier le mercredi.

Centres de vacances (CV)

Les CV sont une structure d'accueil des jeunes de 4 à 18 ans, entraînant un hébergement pour la durée du séjour, souvent hors du département.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports apporte une aide aux associations nationales agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme de niveau 3 : il se prépare en cycle continu de 3 ans dans un centre de formation agréé ou en sessions discontinues sur une durée de 3 ans et plus.

Fédération non olympique agréée et délégataire

C'est une association qui passe avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions tout en ne faisant pas partie du programme olympique.

Fédération olympique

Obligatoirement agréée et délégataire, et dont la discipline sportive est incluse au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— Ministère de la Jeunesse et des Sports :
Directions départementales et régionales.

Statistiques :

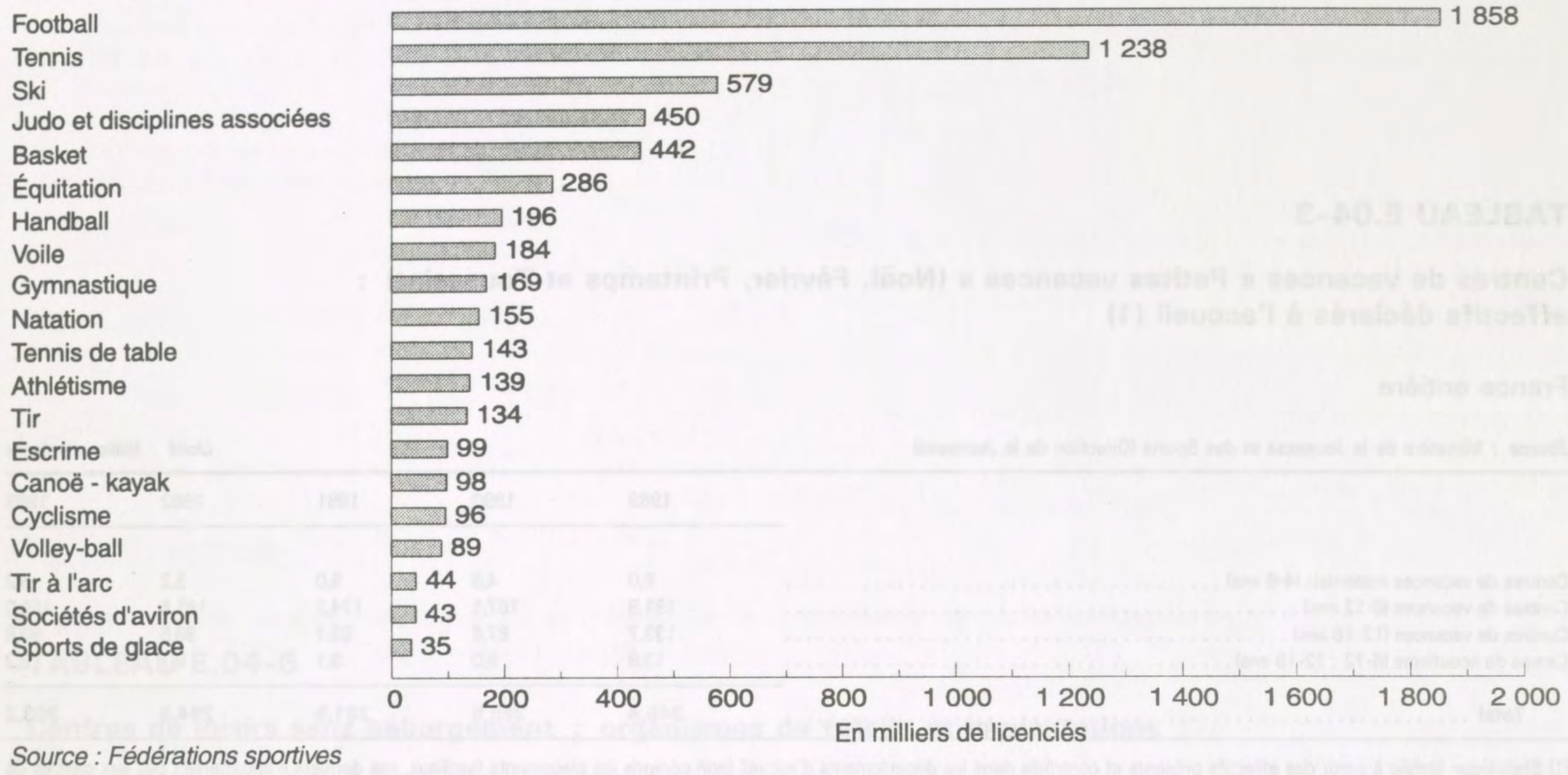
— statistiques annuelles des centres de vacances et de loisirs, ministère de la Jeunesse et des Sports;

— statistiques annuelles des clubs et licences sportifs, ministère de la Jeunesse et des Sports.

*
* *

GRAPHIQUE E.04

Les vingt premières fédérations olympiques en 1993



Source : Fédérations sportives

TABLEAU E.04-1

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

Nature du diplôme	Année scolaire				
	1989	1990	1991	1992	1993
D.E.F.A (1)					
Diplômes délivrés	376	197	222	228	241
B.E.A.T.E.P (2)					
Diplômes délivrés	127	44	196	522	672

(1) D.E.F.A : diplôme relatif aux fonctions d'animateur.
(2) B.E.A.T.E.P : brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse) *Unité :* Millier d'enfants

	1989	1990	1991	1992	1993
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	23,9	20,1	21,1	22,0	22,4
Centres de vacances (6-12 ans)	497,9	492,9	503,9	514,8	525,4
Centres de vacances (12-18 ans)	279,4	266,7	269,1	271,5	266,6
Camps de scoutisme (6-18 ans)	130,7	84,0	86,7	89,3	93,2
Total	**931,9**	**863,7**	**880,8**	**897,6**	**907,6**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse) — *Unité :* Millier d'enfants

	1989	1990	1991	1992	1993
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	6,0	4,8	5,0	5,2	6,2
Centres de vacances (6-12 ans)	191,8	167,1	174,3	181,5	188,0
Centres de vacances (12-18 ans)	133,7	87,6	93,1	98,5	99,8
Camps de scoutisme (6-12 ; 12-18 ans)	13,9	9,0	9,1	9,1	9,2
Total	**345,4**	**268,5**	**281,5**	**294,3**	**303,2**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse)

Nature du diplôme	1989	1990	1991	1992	1993
Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (B.A.F.D)	2.225	2.117	2.028	2.235	4.636
Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (B.A.F.A)	37.293	38.567	43.263	43.637	44.483

TABLEAU E.04-5

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse)

	1989	1990	1991	1992	1993
Nombre d'unités de direction	26.192	27.889	29.430	33.213	35.706
DIRECTEURS :					
Diplômes B.A.F.A (1) + B.A.F.D (2)	15.737	17.977	18.792	22.460	25.371
Stagiaires	9.712	9.992	10.741	11.873	14.237
Exerçants par dérogation	1.468	1.629	1.473	1.810	1.999
ANIMATEURS :					
B.A.F.A	84.374	89.083	96.672	112.354	128.675
Stagiaires	51.137	60.218	64.946	76.777	94.082
Sans diplômes	44.840	51.212	51.105	58.052	66.219

(1) B.A.F.A : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs.
(2) B.A.F.D : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-6

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse)

	1989	1990	1991	1992	1993
ORGANISMES DE TUTELLE :					
Municipalités	2.305	2.657	2.716	3.316	3.232
Associations privées	6.172	6.857	6.935	8.732	8.368
Comités d'entreprises	293	307	326	327	289
Total	**8.770**	**9.821**	**9.977**	**12.375**	**11.889**
IMPLANTATIONS :					
Locaux spécifiques	3.611	3.690	3.646	4.843	5.143
Locaux scolaires	6.302	6.490	7.018	7.588	7.888
Autres implantations	4.186	5.531	5.590	6.777	6.877
Total	**14.099**	**15.711**	**16.254**	**19.208**	**19.908**

TABLEAU E.04-7

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse)

Période	Effectifs d'enfants				
	1989	1990	1991	1992	1993
Mercredi	422.784	454.870	411.072	474.916	890.151
Semaine sauf mercredi	182.634	198.893	209.741	242.316	499.127
Février	227.802	309.758	337.087	389.440	440.894
Printemps	307.376	332.808	328.474	379.489	464.413
Vacances d'été	1.240.814	1.430.640	1.411.029	1.630.176	1.972.993
Toussaint	287.116	283.519	276.793	319.782	369.608
Noël	214.463	208.307	198.738	229.604	293.047
Total (1)	**2.882.989**	**3.218.795**	**3.172.934**	**3.665.723**	**4.930.233**

(1) Les totaux correspondent à des effectifs d'enfants accueillis (les entrées-inscriptions). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont passé de séjours dans les centres.

TABLEAU E.04-8

Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés

France entière

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1989	1990	1991	1992	1993	1989	1990	1991	1992	1993
Fédération française d'athlétisme	1.724	1.794	1.819	1.798	1.779	126.804	129.512	135.181	139.311	139.296
Fédération française de badminton	483	518	587	588	670	14.317	17.789	18.550	24.185	31.283
Fédération française de base-ball, softball et cricket	182	212	235	245	259	10.142	10.627	11.342	12.122	13.596
Fédération française de basket	4.555	4.648	4.555	4.556	4.592	337.105	345.584	386.214	432.588	442.281
Fédération française de boxe	517	515	499	503	530	12.643	12.427	13.114	13.974	15.039
Fédération française de canoë-kayak	939	778	779	705	876	25.468	24.177	115.544	112.877	97.612
Fédération française de cyclisme	2.302	2.642	2.607	2.597	2.652	75.842	89.758	91.034	94.230	95.511
Fédération française d'équitation	4.035	4.263	4.066	4.193	5.152	218.883	240.242	225.662	249.869	286.047
Fédération française d'escrime	730	736	709	705	704	33.347	42.363	76.249	90.373	98.686
Fédération française de football	22.058	22.053	21.629	22.088	21.388	1.725.505	1.831.294	1.920.199	1.896.974	1.858.448
Fédération française de gymnastique	1.333	1.333	1.381	1.420	1.423	140.781	140.781	157.723	158.050	168.736
Fédération française d'haltérophilie et musculation	479	607	586	595	849	21.199	22.525	22.251	23.364	22.129
Fédération française de handball	2.448	2.448	2.336	2.297	2.274	179.840	179.840	183.457	183.619	196.434
Fédération française de hockey sur gazon	123	145	149	155	120	8.443	9.184	9.742	10.543	8.396
Fédération française de judo et disciplines associées	5.039	5.018	5.177	5.164	5.444	455.815	455.481	424.391	419.056	450.123
Fédération française de lutte	247	216	231	228	227	9.860	9.069	10.291	9.285	9.588
Fédération française de natation	1.272	1.258	1.238	1.246	1.245	139.627	142.618	143.071	150.122	154.886
Fédération française de pentathlon moderne	9	10	9	9	9	153	205	222	244	185
Fédération française de ski	2.335	2.258	2.239	2.240	2.053	784.688	552.688	561.105	625.683	578.541
Fédération française des sociétés d'aviron	286	283	269	293	307	33.818	38.963	46.602	43.770	43.254
Fédération française des sports de glace	216	229	236	252	256	25.142	27.001	24.570	29.307	34.763
Fédération française de tennis	9.927	10.206	10.224	10.111	10.068	1.362.752	1.363.962	1.339.409	1.317.319	1.238.287
Fédération française de tennis de table	4.803	4.717	4.658	4.589	4.473	123.570	124.711	126.522	132.666	142.557
Fédération française de tir	2.114	2.107	2.168	1.954	1.998	127.484	127.674	125.632	128.392	133.722
Fédération française de tir à l'arc	1.449	1.564	1.484	1.608	1.667	33.923	34.130	34.492	36.800	43.680
Fédération française de voile	1.446	1.212	1.339	1.298	1.257	161.421	170.150	169.242	177.254	184.199
Fédération française de volley-ball	1.771	1.773	1.789	1.763	1.730	97.152	97.186	95.515	93.405	89.059
Total	**72.822**	**73.543**	**72.998**	**73.200**	**74.002**	**6.285.724**	**6.239.941**	**6.467.326**	**6.605.382**	**6.576.338**

TABLEAU E.04-9

Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés

France entière

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1989	1990	1991	1992	1993	1989	1990	1991	1992	1993
Fédération française d'aéromodélisme	451	519	541	544	568	14.253	16.109	16.349	17.696	18.186
Fédération nationale aéronautique	539	557	556	555	559	53.077	50.637	50.730	49.902	49.366
Fédération nationale d'aérostation	54	58	62	65	76	480	492	510	545	558
Fédération française de ballon au poing	39	40	40	40	39	894	916	970	1.015	1.292
Fédération française de ball-trap et de tir à balle	465	476	553	538	514	15.060	8.320	11.180	13.278	14.689
Fédération française de billard	485	544	553	584	610	16.116	17.188	17.393	17.549	18.223
Fédération française de boxe française et savate	596	566	591	603	615	19.929	20.353	20.673	24.605	23.273
Fédération française de char à voile	68	69	79	72	81	2.869	3.231	3.505	4.026	4.726
Fédération française de course d'orientation	197	233	210	233	236	32.267	53.354	48.754	39.110	42.031
Fédération française de danse	660	706	658	602	600	37.332	37.644	35.593	32.475	33.226
Fédération française des études et sports sous-marins	1.500	1.594	1.657	1.738	1.801	112.558	123.142	130.647	136.768	138.291
Fédération française de football américain	57	78	109	80	155	2.649	4.057	4.604	5.010	4.230
Fédération française de giraviation	13	15	19	15	25	288	301	381	234	341
Fédération française de golf	643	749	878	970	1.038	159.796	180.853	195.194	207.651	216.540
Fédération française du jeu balle au tambourin	47	47	50	48	50	2.166	2.334	2.011	3.475	3.634
Fédération française du jeu de paume	17	17	23	22	31	700	1.180	1.321	1.624	1.931
Fédération française de karaté et arts martiaux	2.611	2.850	2.937	3.308	3.110	170.631	168.594	163.469	168.479	167.030
Fédération française de longue paume	43	42	44	44	43	1.565	1.604	1.550	1.460	1.482
Fédération française de la montagne et de l'escalade	722	710	771	829	888	123.394	122.895	138.730	140.801	138.597
Fédération française de motocyclisme	1.029	1.109	1.047	1.041	1.028	49.016	24.727	31.306	33.227	24.055
Fédération française motonautique	122	154	155	172	276	1.507	2.308	2.574	4.062	3.194
Fédération française de parachutisme	409	450	328	312	415	30.304	28.131	25.284	25.360	30.143
Fédération française de pêche au coup	555	633	680	724	767	6.240	6.595	6.717	6.978	7.905
Fédération française des pêcheurs en mer	201	206	221	225	214	13.554	13.649	13.651	13.785	12.037
Fédération française des pêcheurs sportifs	44	58	62	66	64	1.242	1.253	1.370	1.394	1.562
Fédération française de pelote basque	280	291	292	300	300	14.293	14.976	15.244	15.372	15.750
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7.812	7.832	7.788	7.772	7.712	485.658	491.045	486.618	476.840	542.186
Fédération française de planeur ultra léger motorisé	199	249	257	287	281	5.182	4.972	5.802	5.130	5.516
Fédération française de «France-Racquetball»	5	11	10	7	8	201	170	282	325	397
Fédération française de patinage roller-skating	314	323	314	323	329	14.583	15.789	15.585	15.735	15.221
Fédération française de rugby à XIII	306	311	311	310	308	30.169	30.453	30.300	30.100	28.000
Fédération française de rugby	1.778	1.756	1.765	1.764	1.822	224.588	234.581	238.632	244.013	245.771
Fédération française de sambo	104	112	123	241	298	7.707	7.003	7.258	10.233	13.572
Fédération française de sauvetage et secourisme	202	234	197	225	147	17.918	24.413	19.304	19.850	20.094
Fédération française de ski nautique	198	203	211	214	222	12.071	13.050	12.602	12.692	11.908
Fédération française du sport automobile	215	217	218	215	215	24.605	25.387	24.411	24.089	24.993
Fédération française du sport boules	3.198	3.199	3.240	3.079	3.093	127.146	126.236	122.832	113.705	114.760
Fédération française de bowling et des sports de quilles	727	708	702	792	845	21.094	21.215	21.497	23.524	25.288
Fédération française de squash	278	402	360	336	363	24.154	25.296	24.404	21.149	17.153
Fédération française de surf et skate	206	224	103	113	131	4.807	8.303	5.557	5.853	6.660
Fédération française de trampoline et sports acrobatiques	95	105	111	121	120	8.157	8.964	9.212	9.443	10.028
Fédération française de triathlon	405	408	444	439	506	9.435	10.351	10.763	10.959	12.676
Fédération française de twirling bâton	489	450	432	412	400	10.290	9.869	9.852	9.484	9.443
Fédération française de vol libre	303	497	436	474	708	17.200	23.405	23.524	27.169	29.680
Fédération française de vol à voile	164	162	176	168	168	19.616	23.744	25.137	26.391	26.753
Total général	**28.845**	**30.174**	**30.314**	**31.022**	**31.779**	**1.946.761**	**2.009.089**	**2.033.282**	**2.052.565**	**2.132.391**

TABLEAU E.04-10

Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés

France entière

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1989	1990	1991	1992	1993	1989	1990	1991	1992	1993
Fédération française d'Aiki-budo et disciplines affinitaires .	527	590	588	597	640	18.674	19.171	19.298	19.100	19.971
Fédération française d'Aikido et de budo	715	654	725	701	716	21.595	21.880	21.539	22.280	22.573
Club alpin français	54	62	98	102	140	42.162	41.207	38.654	70.159	89.561
Fédération française de course camarguaise	211	211	214	237	288	1.257	1.436	1.511	2.031	2.107
Fédération française de course landaise	209	209	283	331	354	2.069	2.069	2.069	3.469	3.637
Fédération française de cyclotourisme	2.803	2.911	2.905	2.973	3.006	95.405	105.114	108.847	111.531	113.027
Fédération française de javelot, tir, cible	111	120	118	89	118	2.631	2.815	2.727	2.328	2.379
Fédération de joutes et sauvetage nautique	76	75	73	65	72	3.210	3.309	3.168	3.200	3.332
Fédération française de randonnée pédestre	756	756	1.282	1.092	1.151	239.050	245.034	293.223	259.630	263.925
Fédération française de la retraite sportive	166	169	177	502	369	11.857	11.861	12.523	16.380	16.812
Fédération française de spéléologie	569	573	561	586	582	7.593	7.734	8.602	7.862	7.791
Fédération française de Tchouk-ball	62	62	50	65	70	5.826	5.826	5.844	5.968	2.299
Fédération française des arts martiaux Viet-Vo-Dao	95	95	177	197	206	2.249	3.706	5.785	5.868	6.061
Total	**6.354**	**6.487**	**7.251**	**7.537**	**7.712**	**453.578**	**471.162**	**523.790**	**529.806**	**553.475**

TABLEAU E.04-11

Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés

France entière

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1989	1990	1991	1992	1993	1989	1990	1991	1992	1993
Fédération française du sport adapté	372	320	281	412	442	17.860	21.873	20.111	19.054	20.564
Ligue nationale de crosse-golf du Nord	9	11	10	13	14	201	223	265	321	380
Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	5.520	5.212	5.682	6.013	6.105	313.263	313.263	321.756	334.830	320.305
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2.225	2.433	2.220	2.836	2.221	136.505	135.070	138.228	140.387	137.391
Fédération de handisport	280	302	344	376	325	10.804	11.036	11.174	11.306	10.577
Fédération des sourds de France	63	69	62	70	70	2.465	2.206	2.501	2.922	2.323
Fédération française du sport travailliste	1.180	1.180	256	1.077	253	111.407	100.528	30.725	33.375	32.919
Fédération nationale du sport en milieu rural	1.342	1.074	1.299	2.233	1.390	78.351	57.961	65.418	99.171	54.685
Fédération sportive et culturelle de France	2.131	2.094	2.042	1.927	1.946	199.475	194.726	189.879	191.174	193.119
Fédération sportive et culturelle Maccabi	22	18	47	52	69	2.279	2.279	3.235	3.463	1.277
Fédération sportive et gymnique du travail	3.807	3.835	5.752	4.160	3.873	274.945	268.489	288.055	289.238	232.532
Fédération sportive de la Police française	104	106	327	352	345	17.382	18.028	25.444	27.763	27.144
Union des associations d'Archers du Nord	48	52	41	27	75	1.100	812	947	1.541	3.376
Union française des oeuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)	10.509	10.604	12.515	12.250	10.556	419.308	437.869	445.599	435.305	434.502
Unon nationale des Clubs corporatifs	47	52	564	908	1.114	7.593	7.734	112.051	102.549	147.835
Union sportive de la Fédération de l'Éducation nationale . . .	118	221	541	541	555	7.401	11.612	23.234	22.637	23.222
Fédération française des Clubs omnisports	841	841	507	1.211	2.800	84.547	84.547	74.102	212.000	352.270
Total	**28.618**	**28.424**	**32.490**	**34.458**	**32.153**	**1.684.886**	**1.668.256**	**1.752.724**	**1.927.036**	**1.994.421**

TABLEAU E.04-12

Fédérations sportives scolaires et universitaires : sections de clubs et licenciés

France entière

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1989	1990	1991	*r* 1992	1993	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	1993
Fédération nationale du sport universitaire	545	545	528	428	572	67.196	61.075	59.919	64.198	90.408
Union générale sportive de l'enseignement libre	3.399	2.764	2.429	2.739	3.008	651.515	655.263	681.713	695.300	723.183
Union nationale des clubs universitaires	22	32	32	42	44	24.709	60.497	57.956	42.649	72.348
Union nationale du sport scolaire	9.104	9.248	9.410	8.992	9.455	956.062	787.671	779.443	774.689	862.024
Union du sport de l'enseignement du premier degré	13.527	13.592	13.775	12.964	13.579	812.121	874.469	896.648	877.264	913.183
Total	**26.597**	**26.181**	**26.174**	**25.165**	**26.658**	**2.511.603**	**2.438.975**	**2.475.679**	**2.454.100**	**2.661.146**

TABLEAU E.04-13

Licences sportives toutes pratiques confondues

France entière

Source : Fédérations sportives

	1989	1990	1991	1992	1993
Fédérations olympiques	6.285.724	6.220.078	6.467.326	6.605.382	6.576.338
Fédérations non olympiques (délégataires ou non)	2.669.012	2.746.804	2.839.793	2.867.042	2.685.866
Groupements multisports et affinitaires	1.370.170	1.360.333	1.387.591	1.470.678	1.994.421
Fédérations du sport scolaire et universitaire	2.557.646	2.500.208	2.557.218	2.625.787	2.661.146
Total	**12.882.552**	**12.827.423**	**13.251.928**	**13.568.889**	**13.917.771**

TABLEAU E.04-14

Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

	1989	1990	1991	1992	1993
1er degré	6.020	4.869	6.515	5.940	6.404
2e degré	527	263	341	359	824
3e degré	3	3	3	4	3
Total	**6.550**	**5.135**	**6.859**	**6.303**	**7.231**

TABLEAU E.04-15

Centres permanents d'entraînement et de formation pour le sport de haut niveau (CREPS - écoles et instituts)

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sections jeunesse et sports	1989	1990	1991	1992	1993
Sections sportives	1.025	1.025	1.036	1.192	1.694
Centres permanents d'entraînement et de formation	110	108	150	160	172
Nombre de spécialités sportives	38	40	40	41	41
Effectif	6.273	23.012	23.507	29.782	29.837

TABLEAU E.04-16

Sportifs de haut niveau

France entière

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

	1989	1990	1991	1992	1993
Élite A et Espoirs internationaux	3.591	3.912	4.385	5.067	5.483

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Méthodologie.

2. Définitions.

3. Sources de documentation.

4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux.
2. Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux.
3. Recettes des hippodromes et montant des paris engagés.
4. Répartition des chiffres d'affaires des produits de la « Française des jeux ».
5. Produit des jeux de casinos.
6. Flotte de plaisance.
7. Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes.
8. Immatriculation des navires de plaisance. Départements et territoires d'outre-mer.
9. Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions.
10. Ménages équipés en matériel électronique par groupe socioprofessionnel du chef de ménage.
11. Chasse et pêche fluviale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service des Haras, des Courses et de l'Équitation), du ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, direction de la Comptabilité publique, du ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports et de la Française des jeux.

1. MÉTHODOLOGIE

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et d'organisation du pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 83-878 du 4 octobre 1983 et les différentes formes de pari par l'arrêté du 13 septembre 1985, modifié par les arrêtés des 3 novembre 1986, 26 mars 1987, 6 avril 1987, 26 juin 1987, 26 septembre 1988, 31 mai 1989 et du 31 août 1990.

Loterie

La loi de finances du 31 mai 1933 autorise l'organisation d'une loterie nationale dont les bénéfices seront affectés au soutien de grandes causes (anciens combattants...).

En 1976, il y a eu la création du Loto national.

En janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13 janvier 1989 France Loto et le 12 septembre 1991 La Française des Jeux.

Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de la navigation maritime de plaisance sont établies par le bureau de la navigation de plaisance, à Paris, et le centre administratif des Affaires maritimes, à Saint-Malo.

En ce qui concerne l'effectif de la flotte, chaque direction des Affaires maritimes a procédé, au cours de l'année 1969, à une mise à jour de ses fichiers des navires de plaisance effectuant une navigation maritime; seules les fiches de navires existants ont été conservées, ce qui a permis de présenter une situation exacte de la flotte de plaisance au 1er janvier 1970, mise à jour chaque année à l'aide des immatriculations constatées, des mutations de propriétés, destructions, ...

D'autre part, la production des bateaux de plaisance est donnée au chapitre K.11 « Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses ».

Équipement des ménages pour certains biens de loisirs

L'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats », effectuée trois fois par an, donne périodiquement des informations sur certains biens de loisirs.

Pêche en eau douce

Tout pêcheur en eau douce doit, préalablement à toute pratique de la pêche, adhérer à :

— une association agréée de pêche et de pisciculture, s'il pêche à la ligne (pêche de loisir);

— une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur le domaine public, s'il pêche aux engins et aux filets dans un but de loisir;

— une association agréée de pêcheurs professionnels, s'il pêche dans un but commercial;

et acquitter auprès de celle-ci un (ou plusieurs timbres-vignettes) correspondant au mode de pêche pratiqué, qu'il apposera sur sa carte de membre de l'association. Ce (ou ces timbres) lui permettent de justifier du fait qu'il a acquitté la taxe piscicole, qui est une taxe annuelle. Cette taxe est reversée au Conseil supérieur de la pêche, dont elle représente l'essentiel des ressources.

Les données qui figurent dans ce chapitre correspondent donc au nombre de timbres vendus au cours de l'année, pour chacune des catégories de pêcheurs citées.

2. DÉFINITIONS

Types de jeux :

● Jeux instantanés

Depuis le 3 avril 1989, La Française des Jeux a procédé à l'émission de 15 jeux instantanés :

— Cash du 3 avril 1989 au 31 décembre 1989 (10 F);
— Surf du 12 juin 1989 au 31 mars 1990 (10 F);
— 421 du 4 septembre 1989 au 31 mai 1990 (10 F);
— Jackpot du 8 janvier 1990 au 30 avril 1991 (10 F);
— Banco le 28 mai 1990 (5 F);
— Coup double du 4 mars 1991 au 30 novembre 1991 (10 F);
— Millionnaire le 30 septembre 1991 (10 F);
— Poker et Black Jack le 15 juin 1992 (10 F);
— Nouveau Tac o Tac le 19 février 1993 (20 F);
— Bingo le 7 juin 1993 (10 F);
— Morpion le 2 mai 1994 (5 F);
— Poker Plus remplace Poker le 6 juin 1994 (10 F);
— Nouvelle formule de Bingo le 19 septembre 1994 (10 F);
— La Carte Jeux le 17 octobre 1994 (50 F);
— Morpion le 13 février 1995 (10 F).

● Loterie nationale — Tac o Tac

Les derniers billets de la loterie traditionnelle ont été vendus fin 1990.

Depuis le 25 janvier 1984, existe un deuxième type de loterie : le Tac o Tac. Le billet de Tac o Tac (10 F) se présente en deux parties : une partie « grattage » qui permet de savoir instantanément si l'on a gagné de 10 à 30.000 F pour un billet de 10 F et une partie avec un numéro à six chiffres qui fait l'objet d'un tirage hebdomadaire à la télévision (gains de 10 à 400.000 F).

Le 19 février 1993, le tirage est supprimé et Tac o Tac devient un jeu instantané pur.

• Loto 6/49

Depuis mai 1976, un tirage est effectué chaque semaine par extraction au hasard, de 6 boules plus une 7e, d'une sphère contenant 49 boules numérotées de 1 à 49. Pour participer au tirage, le joueur coche selon le type de bulletin : 6 numéros par grille pour un bulletin simple et 7, 8, 9 ou 10 numéros par grille pour le bulletin multiple. Il fait enregistrer son bulletin dans un point de validation informatisé, agréé par La Française des Jeux. La mise minimum est de 2 F pour deux grilles à 6 numéros. Une formule d'abonnement sur 5 semaines est également disponible. Il existe 5 rangs de gains, de 3 à 6 bons numéros y compris 5 numéros plus le numéro complémentaire.

À partir de mars 1984, un deuxième tirage hebdomadaire est effectué le samedi. Le joueur utilise le même bulletin pour le Loto du mercredi.

Depuis septembre 1990, le Loto double ses tirages en proposant 4 rendez-vous hebdomadaires : 2 le mercredi et 2 le samedi. Les bulletins diffèrent selon le jour du tirage : bandeau bleu pour le mercredi et bandeau rouge pour le samedi. Le prix de la grille pour le samedi passe à 2 F, soit une mise minimum de 4 F. Le joueur peut choisir de ne participer qu'à 1 seul des 2 tirages.

Depuis septembre 1992, le joueur a également la possibilité de jouer au loto sans cocher de bulletin grâce au système flash.

• Loto 7

Lancé le 26 mars 1995, Loto 7 est disponible sur les 8 types de bulletins de Loto. Avec un seul et même bulletin, le joueur peut jouer en même temps, au Loto et au Loto 7, ou choisir simplement l'un des deux jeux proposés.

Pour participer au Loto 7, le joueur coche une case. Lors de la validation, un numéro Loto 7 à 7 chiffres est automatiquement inscrit sur le reçu de jeu.

La mise est de 7 F pour une participation au tirage Loto 7 du mercredi ou du samedi.

Pour les bulletins abonnements, la mise est de 35 F pour une participation à 5 tirages Loto 7 consécutifs du mercredi ou du samedi.

Il existe 7 rangs de gains qui vont de 17 F à 7 777 777 F. Pour connaître ses gains, le joueur compare le numéro Loto 7 figurant sur son reçu de jeu avec le résultat du tirage Loto 7 auquel il a participé.

Il est possible de jouer au Loto 7 sans cocher de bulletin grâce à Système Flash.

• Loto sportif

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 autorise la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Le 22 avril 1985, a eu lieu le lancement d'un Loto sportif multisports.

Le 27 septembre 1985, le football devient le support exclusif du jeu avec un pronostic sur 16 rencontres.

Depuis le 16 juillet 1988, le jeu consiste à prévoir les résultats de 13 rencontres, dont la liste est communiquée pour chaque événement au *Journal Officiel*. Le joueur coche sur un bulletin, pour chaque rencontre, une des trois cases correspondant au résultat qu'il prévoit (1 : équipe locale gagnante, N : match nul, 2 : équipe visiteur gagnante).

La mise minimum est de 5 F pour un jeu simple. Les bulletins comportant 13, 12 ou 11 bons résultats sont gagnants. Les gains sont doublés si le bulletin comporte le numéro « pactole » compris entre 0 et 9, numéro attribué aléatoirement par le terminal de prise de jeux lors de la validation des bulletins.

• Matchs du jour

Le 21 juillet 1989 apparaît la première formule avec 1 match du jour, le 4 février 1990 la deuxième formule avec 3 matchs du jour.

Les joueurs ont la possibilité d'établir un pronostic sur le résultat d'un match ou de plusieurs matchs. Ce pronostic consiste à indiquer le nombre exact de buts marqués par chacune des équipes du match du jour. La mise de base de ce jeu est de 5 F. Les bulletins comportant le numéro « pactole » voient leurs gains doubler.

• Banco

BANCO a été lancé le 28 mai 1990. Le joueur doit gratter une case sous laquelle apparaît une somme pouvant aller de 5 F à 5.000 F.

Banco est le premier jeu instantané dont les tickets changent régulièrement de couleurs et de motifs. Le prix de vente est de 5 F.

• Millionnaire

Lancé le 30 septembre 1991, Millionnaire est le premier jeu en France qui associe le principe d'un jeu instantané à une émission télévisée.

Au grattage, si vous découvrez trois fois la même somme, vous gagnez cette somme (de 10 F à 50.000 F). Si vous découvrez 3 symboles TV, vous avez gagné le droit de tourner la roue lors de l'émission TV pour gagner de 100.000 F à 1 million de F. Son prix est de 10 F.

• Black Jack

Black Jack a été lancé le 15 juin 1992. C'est le premier jeu instantané associant le principe d'un score à battre et d'une case gain.

Le joueur doit gratter la surface « VOS JEUX » et la « BANQUE ». Si l'un de ses jeux dans la surface « VOS

JEUX » est supérieur à celui de la « BANQUE », il gagne la somme inscrite sous la case « GAIN ».

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 100.000 F.

• Tac o Tac

Le 19 février 1993 est lancé le Nouveau TAC O TAC qui propose un double grattage. À droite, le 1er jeu permet de savoir instantanément si on a gagné et combien; à gauche, le 2e jeu laisse apparaître un numéro à 6 chiffres qu'il convient de comparer avec le numéro à 6 chiffres figurant au-dessus.

Le jeu offre des gains allant de 20 F à 100.000 F pour le 1er jeu, et de 20 F à 2.000.000 F pour le 2e jeu, pour un prix de vente désormais de 20 F.

• Poker Plus

Pour jouer à Poker Plus le joueur a 6 cartes à gratter. S'il découvre 3 cartes identiques n'importe où sous la surface à gratter, il gagne la somme correspondante inscrite dans le tableau de lots situé sur le ticket. S'il découvre 4 cartes identiques, il double son gain.

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 200.000 F.

• Bingo

BINGO a élé lancé le 7 juin 1993. Le 19 septembre 1994, il a fait l'objet d'un second lancement sous une nouvelle formule de jeu. Le joueur doit gratter ses deux séries de 4 jetons, qui sont chacune associée à une grille dans laquelle figurent 7 numéros. Pour gagner, le joueur doit retrouver un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante.

Bingo est le premier jeu instantané à proposer un premier gain de 25 F pour un prix de vente de 10 F. Les gains vont de 25 F à 25.000 F.

• Keno

KENO a été lancé le 10 septembre 1993. Il s'agit d'un jeu « actif » où le joueur peut choisir ses gains et ses chances de gagner. Toutes ces informations sont disponibles sur le bulletin de jeu.

Pour une mise fixe de 10 ou 20 F, ce jeu consiste à jouer 4, 5, 6, 7, 8, 9 ou 10 numéros sur une grille qui en comporte 70. Le bulletin de jeu comporte 5 grilles, on joue au choix de 1 à 5 grilles. À chaque tirage, 20 numéros sont tirés au sort. En fonction du montant initial de la mise, du nombre de numéros joués et du nombre de numéros trouvés, le joueur connaît instantanément le montant de ses gains. Il peut ainsi gagner de 20 F à 4 millions de F.

Le Top Keno :

Quel que soit le montant de son gain Keno, tout gagnant reçoit un numéro Top Keno par grille gagnante qui lui permet de participer à 13 tirages Top Keno consécutifs. Si le numéro est tiré au sort, il gagne 250.000 F s'il avait misé 10 F et 500.000 F s'il avait misé 20 F.

• Morpion 5 F

Morpion à 5 F a été lancé le 2 mai 1994. Comme son nom l'indique, ce jeu est basé sur la mécanique du jeu de morpion. Le ticket comporte une grille de 9 cases (3 × 3) qui constitue la surface de jeu. Pour gagner le joueur doit découvrir 3 × ou 3 O sur une ligne horizontale, verticale ou diagonale. Dans ce cas, il gagne la somme indiquée par la flèche correspondant au début de la ligne ou de la diagonale.

Morpion est le premier jeu instantané utilisant une mascotte dans sa campagne de communication.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5.000 F.

• La Carte Jeux

La Carte Jeux a été lancée le 17 octobre 1994. C'est un jeu instantané sur lequel plusieurs jeux de la gamme Loterie sont imprimés. Les règles de jeu et les rangs de lots de chacun de ces jeux sont respectés. Toutes les Cartes Jeux sont gagnantes, et il est possible de gagner simultanément sur différents jeux.

L'extérieur de la Carte Jeux est habillé par des illustrations qui changent régulièrement.

Le prix de la Carte Jeux est de 50 F et les gains vont de 10 F à 200.000 F au grattage et de 100.000 F à 1 million à la télévision lorsque le jeu Millionnaire est gagnant « 3 TV » sur la Carte Jeux.

• Morpion 10 F

Morpion à 10 F a été lancé le 13 février 1995. C'est une déclinaison du jeu Morpion à 5 F sous une formule de jeu à 10 F. Ainsi, l'idée est d'offrir aux joueurs, deux grilles de Morpion pour un prix et un nombre de lots multiplié par deux.

Les tickets de Morpion à 10 F sont imprimés en séries limitées, les mascottes figurant sur les tickets changeant régulièrement d'attitude.

Sur les tickets de Morpion à 10 F, il est possible de gagner simultanément sur les deux grilles.

• Tapis Vert

Le 15 octobre 1987 est lancé le premier jeu quotidien en France : le Tapis Vert.

Ce jeu consiste à choisir 4 cartes parmi les 32 cartes qui composent une table de jeu (le joueur ne doit choisir qu'une carte par couleur). La mise minimum est de 2 F pour une table, chaque bulletin comportant 6 tables de jeu : 2, 5, 10, 50 et 100 F. Il est possible de s'abonner à 3 ou 7 tirages consécutifs.

Le tirage du Tapis Vert est quotidien. À partir de quatre sphères affectées à chacune des quatre couleurs (Pique, Cœur, Carreau, Trèfle) et contenant chacune huit boules marquées de l'As jusqu'au 7, sont extraites les quatre boules qui déterminent les quatre cartes gagnantes.

Avec quatre bonnes cartes, le joueur gagne 1.000 fois sa mise, avec trois bonnes cartes 30 fois sa mise et avec deux bonnes cartes 2 fois sa mise. Tapis Vert a été supprimé en septembre 1993.

• Bookmatch

En 1990, la formule « Bookmatch » a été créée à l'occasion de la Coupe du monde de football.

Ce jeu consiste à établir un pronostic sur le nombre de buts marqués au cours de la rencontre par chacune des deux équipes.

Un numéro « pactole » permet de doubler les gains. La mise minimum est de 10 F. Bookmatch a été supprimé en 1991.

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 18,60 %).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet :

— de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, en dernier lieu, par le décret n° 90-868 du 27 septembre 1990;

— d'un droit de timbre de 4 %;

— d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 %;

— d'un taux de TVA de 22 % au 1er janvier 1991 appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

Pronostics sportifs

Le terme pronostic sportif regroupe tous les jeux à thème sportif : le Loto sportif, les matchs du jour et le Bookmatch créé en 1990 et supprimé en 1991.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, service des Haras, des Courses et de l'Équitation.

— La Française des Jeux.

— Ministère de l'Économie, des Finances du du Plan, direction de la Comptabilité publique.

— Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports.

  — Centre administratif des Affaires maritimes;

  — Bureau de la plaisance.

Publications :

« La plaisance en quelques chiffres », secrétariat d'État à la Mer, centre administratif des affaires maritimes, novembre 1992.

INSEE :

« Les relations de voisinage », Heran (F.), *Données sociales,* 1987.

« Les animaux domestiques », Heran (F.), *Données sociales,* 1987.

« Comment les Français voisinent », Heran (F.), *Économie et Statistique,* n° 195, janvier 1987.

« Au cœur du monde associatif : les multiadhérents », Heran (F.), *Économie et Statistique,* n° 208, mars 1988.

« La sociabilité, une pratique culturelle », Heran (F.), *Économie et Statistique,* n° 216, décembre 1988.

« Le monde associatif », Heran (F.), *Économie et Statistique,* n° 208, mars 1988.

« Les sorties, une occasion de contacts », Choquet (O.), *Économie et Statistique,* n° 214, octobre 1988.

« Les pratiques de loisirs. Enquête 1987-1988 », Dumontier (F.), Valdelièvre (H.), *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 1, 1989.

« Les pratiques de loisirs 20 ans après 1967/1987-1988 », Dumontier (F.), Valdelièvre (H.), *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 3, 1989.

« La photographie amateur », Mormiche (P.), *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 8, décembre 1989.

« Les téléspectateurs : leurs goûts et leurs pratiques », Arnal (N.), Dumontier (F.), Paire (R.), *Économie et Statistique,* n° 227, décembre 1989.

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », Dumontier (F.), Singly (F. de), Thélot (C.), *Économie et Statistique,* n° 233, juin 1990.

« Les Français font leurs jeux », *INSEE-Première,* n° 270, juillet 1993.

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, avril 1994.

*
* *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux

A compter du 1er janvier 1994

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service des haras)

Unité : en pourcentage des enjeux

Désignation des attributaires	PMH				PMU			
	Départements métropolitains			DOM	Départements métropolitains			
	Paris (Auteuil Longchamp Vincennes)	Région parisienne (Enghien, Evry Maisons-Laffitte Saint-Cloud)	Autres hippodromes	Guadeloupe Martinique	Paris (Auteuil Longchamp Vincennes)	Région parisienne (Enghien, Evry Maisons-Laffitte Saint-Cloud)	Autres hippodromes Plus du quart du réseau PMU	Autres hippodromes Moins du quart du réseau PMH
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret (1)								
Sociétés de courses (HT)	10,500	10,500	14,500	14,500	10,797	10,616	10,664	14,500
Budget général	1,736	1,736	—	—	0,440	—	—	—
Comptes spéciaux du Trésor :								
Fonds national des haras et des activités hippiques	2,264	2,264	—	—	2,272	1,653	1,083	—
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	—	—	—	—	0,817	2,057	2,579	—
Fonds national pour le développement du sport	—	—	—	—	0,100	0,100	0,100	—
Fonds national pour le développement de la vie associative	—	—	—	—	0,074	0,074	0,074	—
Total	**14,500**	**14,500**	**14,500**	**14,500**	**14,500**	**14,500**	**14,500**	**14,500**
2. Prélèvements fiscaux (2)								
Timbre	4,300	4,300	4,300	4,300	4,300	4,300	4,300	4,300
TVA sur prélèvements sociétés	1,953	1,953	2,415	(3) 0,975	2,008	1,975	1,984	2,418
Total	**6,253**	**6,253**	**6,715**	**5,275**	**6,308**	**6,275**	**6,284**	**6,718**
Total général	**20,753**	**20,753**	**21,215**	**19,775**	**20,808**	**20,775**	**20,780**	**21,218**

(1) Décret n° 94-291 du 13 avril 1994.
(2) Loi de finances pour 1994 (n° 93-1352 du 30 décembre 1993).
(3) Pour mémoire le taux majoré de la TVA dans les DOM est égal à 14 %.

TABLEAU E.05-2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service des haras)

Unité : Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU)	2.685,4	2.572,7	2.416,6	2.418,9	2.321,3

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 86-357 du 12 mars 1986.

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (Service des haras)

Unité : million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994
Montant des entrées	///	///	///	*r* 66	61
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	3.798	3.510	3.197	2.514	2.280
Sommes engagées au pari mutuel urbain	33.879	34.851	34.900	*r* 34.199	33.866
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4 (1)	18.733	19.331	19.689	18.856	20.513

(1) En 1990 tiercé, quarté + et quinté +. Depuis 1993, tiercé, quarté +, quinté + et 2 sur 4.

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

Source : Société de la Loterie nationale et du Loto national

	Unités	1990	1991	1992	1993	1994
LOTERIE NATIONALE ET TAC O TAC :						
Nombre de tranches	Tranche	71	52	53	7	—
Nombre de billets placés	Millier	25.739	17.934	21.334	12.731	—
Placements nets	Million de F	1.545	1.650	1.331	117	—
Lots à payer	»	957	1.076	798	76	—
Prélèvements non fiscaux	»	529	286	388	38	—
Prélèvements fiscaux	»	59	52	38	3	—
LOTO NATIONAL :						
Nombre de bulletins	Millier	614.505	615.312	564.460	486.932	496.100
Montant des mises	Million de F	12.994	14.950	13.848	12.848	12.308
Lots à payer	»	6.740	7.681	7.108	6.602	6.309
Prélèvements non fiscaux	»	5.252	6.989	5.442	5.027	4.822
dont : Mouvement sportif	»	325	373	344	445	281
Prélèvements fiscaux	»	1.002	1.141	1.051	980	938
dont : TVA	»	524	529	488	382	366
Prélèvements progressifs	Million de F	224	174	173	158	155
Produit des arrondis	»	106	105	93	82	84
LOTO SPORTIF :						
Nombre de bulletins	Millier	51.188	39.598	36.654	37.456	30.200
Montant des mises	Million de F	760	603	588	581	464
Lots à payer	»	380	292	282	305	242
Prélèvements non fiscaux	»	327	260	253	220	176
dont : Mouvement sportif	»	228	18	176	145	11
Prélèvements fiscaux	»	53	42	41	41	33
dont : TVA	»	25	17	17	14	11
Prélèvements progressifs	Million de F	11	9	12	14	13
Produit des arrondis	»	1	0,5	0,3	0,6	0,3
MATCH DU JOUR :						
Nombre de bulletins	Millier	18.902	10.701	8.301	7.091	5.300
Montant des mises	Million de F	148	76	57	47	35
Lots à payer	»	89	45	34	28	21
Prélèvements non fiscaux	»	49	25	19	16	11
dont : Mouvement sportif	»	30	15	11	9	1
Prélèvements fiscaux	»	10	5	4	3	2
dont : TVA	»	5	2	2	1	1
Prélèvements progressifs	Million de F	///	///	ε	—	—
Produit des arrondis	»	///	0,6	0,4	0,4	0,4
TAPIS VERT (1) :						
Nombre de bulletins	Millier	91.919	96.414	96.545	55.699	—
Montant des mises	Million de F	742	721	694	393	—
Lots à payer	»	424	421	407	264	—
Prélèvements non fiscaux	»	286	268	257	112	—
Prélèvements fiscaux	»	32	31	30	18	—
dont : TVA	»	///	25	24	11	—
JEUX INSTANTANES (2) :						
Nombre de tickets placés	Millier	226.877	369.715	1.562.197	1.820.270	2.108.859
Montant des placements	Million de F	1.611	3.107	13.655	16.585	17.038
Lots à payer	»	805	1.890	8.291	10.142	10.536
Prélèvements non fiscaux	»	724	1.065	4.697	5.629	5.666
Dont : mouvement sportif	»	—	—	—	—	392
Prélèvements fiscaux	»	80	151	666	814	836
Dont : TVA	»	///	124	543	555	564
KENO (3) :						
Nombre de bulletins	Millier	///	///	///	12.955	28.600
Montant des mises	Million de F	///	///	///	*r* 564	1.346
Lots à payer	»	///	///	///	*r* 353	805
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	*r* 198	509
Dont : mouvement sportif	»	—	—	—	—	31
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	*r* 13	32
Dont T.V.A	»	///	///	///	*r* 13	32

(1) Jeu TAPIS VERT dernier tirage le 15/09/1993.
(2) Nouveau TAC O TAC intégré aux jeux instantanés à partir du 05/03/1993. Ancien TAC O TAC arrêté le 18/02/93.
(3) Jeu KENO premier tirage le 16/09/1993.

TABLEAU E.05-5

Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction de la Comptabilité publique

Unité : Millier

	1989/90	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94
Produit brut total	2.299.123,5	2.400.764,2	3.031.317,8	3.995.248,5	5.023.602,7
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	1.461.515,8	1.666.255,3	2.540.699,3	3.560.128,1	4.651.556,0
dont : Produit des machines à sous seulement	971.379,1	1.087.606,3	1.861.620,2	2.875.746,6	3.922.051,8
dont : Prélèvements des communes	69.196,4	74.333,8	369.369,9	464.663,2	594.116,0

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n—1) au 31 octobre de l'année (n).

TABLEAU E.05-6

Flotte de plaisance

Situation au 31 août

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports

	1990	1991	1992	1993	1994
Métropole :					
Voiliers	**232.091**	**234.732**	**237.445**	**239.976**	**242.379**
2 tonneaux et moins	128.725	129.782	130.847	131.800	132.764
Plus de 2 tonneaux	103.366	104.950	106.598	108.176	109.615
Navires à moteurs	**523.172**	**540.719**	**556.568**	**571.513**	**585.666**
2 tonneaux et moins	420.595	432.910	443.157	452.882	462.142
Plus de 2 tonneaux	102.577	107.809	113.411	118.631	123.524
Total des navires	**755.263**	**775.451**	**794.013**	**811.489**	**828.045**
2 tonneaux et moins	**549.320**	**562.692**	**574.004**	**584.682**	**594.906**
Plus de 2 tonneaux	**205.943**	**212.759**	**220.009**	**226.807**	**233.139**
Départements d'outre-mer (1) :					
Voiliers	**1.960**	**2.164**	**2.365**	**2.466**	**2.512**
2 tonneaux et moins	495	514	357	367	381
Plus de 2 tonneaux	1.465	1.650	2.008	2.099	2.131
Navires à moteurs	**8.110**	**8.536**	**10.219**	**10.869**	**11.218**
2 tonneaux et moins	5.690	5.938	7.529	7.974	8.170
Plus de 2 tonneaux	2.420	2.598	2.690	2.895	3.048
Total des navires	**10.070**	**10.700**	**12.584**	**13.335**	**13.730**
Territoires d'outre-mer (2) :					
Voiliers	**850**	**886**	**944**	**1.021**	**1.086**
2 tonneaux et moins	102	102	102	102	102
Plus de 2 tonneaux	748	784	842	919	984
Navires à moteurs	**9.092**	**10.012**	**10.864**	**12.010**	**12.905**
2 tonneaux et moins	6.658	7.206	7.764	8.461	9.076
Plus de 2 tonneaux	2.434	2.806	3.100	3.549	3.829
Total des navires	**9.942**	**10.898**	**11.808**	**13.031**	**13.991**

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

TABLEAU E.05-7

Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes.

Période du 1er septembre au 31 août

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports

Jauge brute des navires	Voiliers						Navires à moteur					
	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**
1989-1990 (1)												
Moins de 2 tonneaux	134	404	111	111	293	**1.053**	2.245	2.302	1.207	1.549	6.221	**13.524**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	57	143	56	83	120	**459**	531	584	400	682	2.043	**4.240**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	53	135	76	81	197	**542**	58	72	55	102	413	**700**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	53	94	64	85	285	**581**	29	33	49	23	352	**486**
25 tonneaux et plus	3	2	7	1	21	**34**	2	-	1	9	40	**52**
Total	**300**	**778**	**314**	**361**	**916**	**2.269**	**2.865**	**2.991**	**1.712**	**2.365**	**9.069**	**19.002**
1990-1991												
Moins de 2 tonneaux	96	406	120	144	291	**1.057**	1.827	2.058	943	1.425	5.222	**11.475**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	44	139	49	57	135	**424**	505	556	392	608	1.910	**3.971**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	62	123	75	66	168	**494**	39	108	45	96	450	**738**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	61	88	76	72	294	**591**	27	31	40	41	296	**435**
25 tonneaux et plus	7	6	13	9	40	**75**	2	3	6	10	67	**88**
Total	**270**	**762**	**333**	**348**	**928**	**2.641**	**2.400**	**2.756**	**1.426**	**2.180**	**7.945**	**16.707**
1991-1992												
Moins de 2 tonneaux	89	527	89	71	289	**1.065**	1.898	2.041	966	1.294	4.888	**11.087**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	40	174	50	54	130	**448**	580	597	362	634	2.014	**4.187**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	53	183	89	61	175	**561**	71	134	82	111	500	**898**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	54	80	72	77	255	**538**	39	31	22	39	289	**420**
25 tonneaux et plus	8	7	19	27	40	**101**	5	8	4	10	70	**97**
Total	**244**	**971**	**319**	**290**	**889**	**2.713**	**2.593**	**2.811**	**1.436**	**2.088**	**7.761**	**16.689**
1992-1993												
Moins de 2 tonneaux	70	508	94	89	192	**953**	1.540	2.001	899	1.104	4.181	**9.725**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	67	199	78	76	115	**535**	527	616	339	639	1.858	**3.979**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	33	86	72	75	154	**420**	69	90	66	99	476	**800**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	50	104	52	74	277	**557**	30	39	22	26	249	**366**
25 tonneaux et plus	7	9	8	13	29	**66**	4	5	2	10	54	**75**
Total	**227**	**906**	**304**	**327**	**767**	**2.531**	**2.170**	**2.751**	**1.328**	**1.878**	**6.818**	**14.945**
1993-1994												
Moins de 2 tonneaux	110	392	147	78	237	**964**	1.349	1.818	806	1.147	4.140	**9.260**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	82	183	76	106	118	**565**	506	620	328	652	1.652	**3.758**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	43	80	51	42	103	**319**	67	79	61	106	402	**715**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	48	85	60	72	225	**490**	21	41	20	35	203	**320**
25 tonneaux et plus	9	3	12	16	25	**65**	3	3	6	18	70	**100**
Total	**292**	**743**	**346**	**314**	**708**	**2.403**	**1.946**	**2.561**	**1.221**	**1.958**	**6.467**	**14.153**

(1) Période du 01/10/89 au 31/08/90

TABLEAU E.05-8

Immatriculation des navires de plaisance (1). Départements et territoires d'outre-mer

Période annuelle du 1er septembre 1993 au 31 août 1994

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports

	Moins de deux tonneaux			Plus de deux tonneaux			Total
	Voiliers	Moteurs	**Total**	Voiliers	Moteurs	**Total**	**général**
DOM							
Martinique	6	184	**190**	61	62	**123**	**313**
Guadeloupe	—	122	**122**	29	44	**73**	**195**
Guyane	—	37	**37**	—	24	**24**	**61**
Réunion	7	54	**61**	6	35	**41**	**102**
Saint-Pierre-et-Miquelon (2)	8	18	**26**	—	20	**20**	**46**
Total	**21**	**415**	**436**	**96**	**185**	**281**	**717**
TOM							
Nouvelle-Calédonie	—	603	**603**	47	163	**210**	**813**
Polynésie française	—	12	**12**	18	117	**135**	**147**
Total	**—**	**615**	**615**	**65**	**280**	**345**	**960**

(1) Non compris embarcations locales : canots à rame pour la Guadeloupe, pirogues pour la Guyane, yoles et gommiers pour la Martinique, barques locales pour la Réunion, doris pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Collectivité territoriale.

TABLEAU E.05-9

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions.

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports

	1990		1991		1992		1993		1994	
Nature des événements	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues
Abordages	29	4	32	2	20	2	34	2	25	1
Echouements	—	—	—	—	394	2	411	2	395	3
Heurts	335	—	399	5	30	1	32	4	19	—
Chavirements	163	18	116	27	85	15	166	15	160	12
Incendies, explosions	46	—	40	1	67	3	61	—	67	—
Voies d'eau (envahies par l'eau)	139	—	154	7	158	—	180	1	158	—
Disparitions inexpliquées	14	29	8	15	22	8	15	26	23	17
Pannes et avaries	995	3	1.083	2	1.266	—	1.651	2	1.941	4
Hommes à la mer	53	27	44	32	47	26	45	26	59	30

TABLEAU E.05-10

Ménages équipés en matériel électronique par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Source : INSEE. Enquête de conjoncture auprès des ménages

%

Nature de l'équipement	Date	Ensemble des ménages	Agriculteurs et salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service (1)	Autres actifs (1)	Non actifs
Baladeur	Mai 1991	**30,3**	22,4	39,0	54,9	50,3	42,9	38,5	28,9	49,7	8,2
Caméscope	Janvier 1992	**7,1**	6,5	11,3	17,0	11,0	6,7	6,4	0,8	9,3	2,5
Micro-ordinateur	Mai 1992	**11,3**	7,2	18,5	31,4	19,0	11,5	11,8	5,0	19,4	2,5
Lecteurs de disques compacts	Mai 1993	**36,1**	25,7	44,4	73,9	59,0	47,2	38,7	32,4	60,3	15,0
Magnétoscope	Janvier 1994	**52,8**	43,4	71,8	74,9	70,8	63,9	67,7	47,2	66,7	28,0
Micro-ondes	Mai 1994	**39,3**	35,8	52,2	61,4	57,2	44,9	41,6	40,8	59,4	22,6

(1) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

TABLEAU E.05-11

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse.
Conseil supérieur de la pêche

	1980	1990	1991	1992	1993	1994
CHASSE (1)						
Permis délivrés [en milliers] (2)	2.016,5	1.689,2	1.659,2	1.628,3	1.602,8	1.576,4
PÊCHE FLUVIALE						
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :						
Amateurs	15.045	11.609	8.496	8.187	8.263	7.975
Professionnels	///	962	854	751	727	730
Pêcheurs à la ligne :						
Associations agréées	4.110	4.000	4.000	4.061	4.050	4.058
Permis délivrés [en milliers] (3)	2.359,4	1.875,0	1.887,4	1.797,1	1.765,0	1.772,4

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Permis départementaux et nationaux. Validations et validations complémentaires ; période de juillet de l'année n — 1 à juin de l'année n.
(3) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, vacances, plan d'eau).